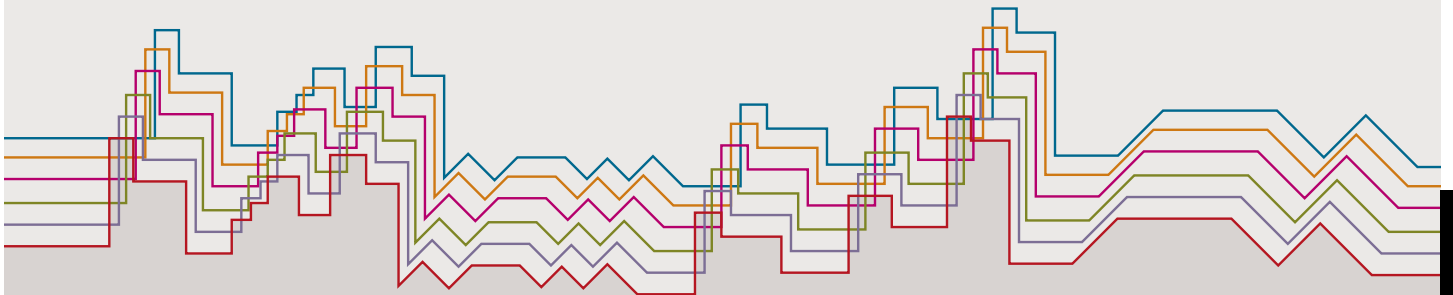


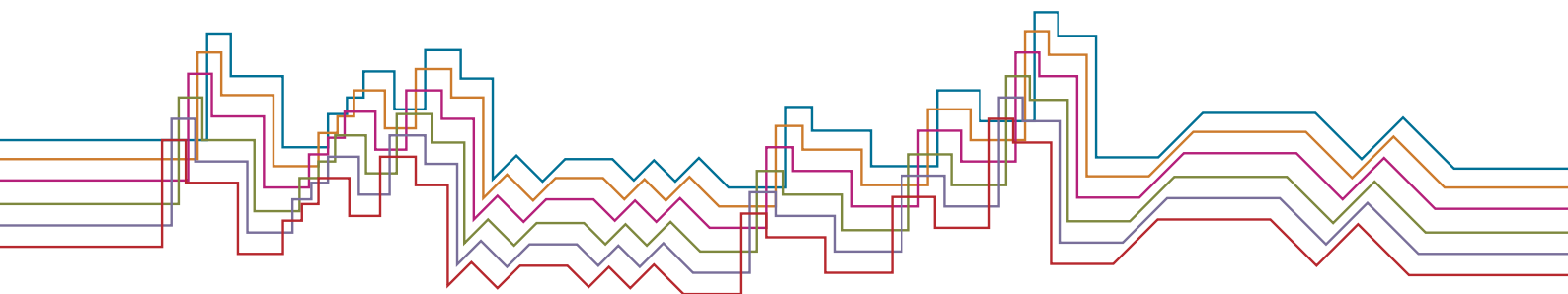
Observatoire national des zones urbaines sensibles

RAPPORT 2010



Observatoire national des zones urbaines sensibles

RAPPORT 2010



Directeur de publication : Hervé Masurel

Présidente du Conseil d'orientation de l'Observatoire national des Zus : Bernadette Malgorn

Coordination : Corinne Chevalier

Responsable des éditions : Corinne Gonthier

Rédacteurs : Anthony Briant, Jean-Bernard Champion, Corinne Chevalier, Nadège Couvert, Pascal Dieusaert, Olivier Picavet, Patrick Sillard

Cartographie : Pierre-Alban Bonin, Raphaël Janelli

Assistante : Samira Brahmi

L'équipe rédactionnelle tient également à adresser ses remerciements pour leur contribution à :

Martine Besacier et Brigitte Debras (Cnaf), Simon Quantin (Dares), Benoît Landau (Ascé), Pascale Chodzko (Anah)

Ce document a bénéficié du concours de nombreux organismes qui ont mis des données à disposition :

- Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru)
- Agence nationale de l'habitat (Anah)
- Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé)
- Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf)
- Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi :
Institut national de la statistique et des études économiques (Insee)
- Ministère de l'Éducation nationale :
Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp)
Pôle emploi
- Ministère du Travail, de la Solidarité et de la Fonction publique :
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares)
- Observatoire de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes)
- Ministère de la Santé et des Sports :
Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)
- Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales :
Direction générale de la police nationale (DGPN)
Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN)
Direction générale des collectivités locales (DGCL)

Conception graphique & réalisation :

Paragramme 01 49 29 92 29

Illustrations : Guillaume Reynard

Impression : IME

Dépôt légal : novembre 2010

N° ISBN : 978-2-11-098371-8

Avant-propos

Ce rapport annuel 2010 de l'Onzus témoigne de l'évolution de ses orientations méthodologiques. Lors de sa création, en 2004, l'Onzus s'est inscrit dans le cadre strict d'activité défini par le législateur lui fixant comme objectif premier de suivre des indicateurs, annexés à la loi du 1^{er} août 2003, relatifs aux politiques publiques menées dans les quartiers de la politique de la ville. L'action de l'Onzus a incité les acteurs de la politique de la ville à faire évoluer leurs systèmes d'information pour mieux prendre en compte les réalités des zones urbaines sensibles. Cependant tous les indicateurs n'ont pu être observés, certains se révélant d'ailleurs peu pertinents par rapport aux objectifs du législateur. Assez rapidement, l'Onzus a perçu la nécessité d'aller au-delà de la détermination de ces indicateurs en procédant à des études connexes : dès le rapport annuel 2005, une étude sur la mobilité résidentielle des habitants des Zus permit ainsi de mettre en évidence l'évolution de leur peuplement et déjà de souligner des différences avec les autres types de quartiers urbains. Des études monographiques ont aussi été réalisées afin d'ancrer les constats statistiques sur des réalités de terrain. Ce faisant, l'Onzus peut porter un regard statistique et objectif sur les territoires eux-mêmes. Le premier chapitre de ce rapport illustre le chemin accompli : à un accroissement de la ségrégation spatiale entre 1990 et 1999, succède une situation plus contrastée entre les quartiers invitant à une observation fine des différentes Zus, voire des îlots d'immeubles à l'intérieur même des Zus.

Par rapport aux questions plus politiques visant, par exemple, à anticiper les lieux où des crises aiguës étaient susceptibles de survenir ou à orienter les évolutions de la politique de la ville, les travaux de l'Onzus alimentent la réflexion. Nous avons établi qu'il existe une mobilité importante dans ces quartiers, de sorte que, chaque année, 7 % des habitants quittent le quartier et sont remplacés par de nouveaux habitants, généralement en situation de précarité accrue par rapport aux partants ; les concentrations de difficultés sociales se manifestent à l'échelle de quartiers et d'îlots d'immeubles et non à l'échelle de communes ; certains quartiers sont caractérisés par une très forte proportion de populations d'origine étrangère, notamment en Île-de-France.

En somme, les quartiers de la politique de la ville partagent en commun d'être des lieux où se concentrent les difficultés sociales, mais tous ne sont pas pour autant semblables.

Certains sont des territoires qui drainent différentes formes de pauvreté et leur cortège de difficultés sociales. Dans ces lieux, les politiques publiques d'accompagnement social, de redistribution et d'insertion, politiques de droit commun, doivent logiquement se déployer au bénéfice des populations. Le principal enjeu est que le droit commun s'y applique efficacement, s'agissant tant des politiques de l'État que de celles des collectivités locales et autres organismes publics. La coordination des moyens, inscrite dans un contrat signé par les différents acteurs locaux, est très probablement la bonne réponse pour ces territoires. L'Onzus doit, dans ce contexte, s'atteler à mieux rendre compte des actions réalisées par les différentes parties signataires et de la réalité de leur coordination afin, en particulier, d'inciter chacun au respect de ses engagements.

D'autres territoires, comme souvent en Île-de-France, constituent des lieux d'accueil de populations d'origine étrangère. Dans ces territoires, le droit commun ne suffit pas à répondre à la situation. Le contrat d'accueil et d'intégration participe de l'édifice au plan individuel, pour les primo-arrivants. Au-delà, le parcours individuel reste marqué par l'origine. Les différentes dimensions de l'accueil et de l'accompagnement des familles et des enfants (sur le plan éducatif, sur le plan culturel, en matière d'emploi, de condition féminine, etc.) destinées à favoriser leur cheminement nécessitent toujours des moyens spécifiques. La lutte contre la ghettoïsation appelle une articulation plus forte entre l'action, territorialisée par nature, de la politique de la ville et les actions relevant de l'accueil et de l'intégration, dont la dimension individuelle ne doit pas exclure une certaine territorialisation.

Sur la base de ces observations, une révision du zonage de la politique de la ville est possible afin, d'une part, de mettre à jour une géographie des inégalités qui a indubitablement évolué depuis son instauration en 1996 et, d'autre part, d'adapter l'action de l'ensemble des collectivités et organismes publics.

J'exprime le vœu que les travaux de l'Onzus permettent aux responsables de prendre les décisions nécessaires.

Bernadette Malgorn

Présidente du Conseil d'orientation
de l'Observatoire national
des zones urbaines sensibles

Sommaire

Avant-propos p. 5

Synthèse p. 8

Panorama évolutif
des quartiers p. 12

**Panorama évolutif (1990-2006)
des quartiers de la politique de la ville** p. 14

Cahier local du panorama évolutif p. 40

Les indicateurs
commentés p. 120

L'emploi p. 122

→ Activité, emploi, chômage p. 124

Les entreprises p. 136

→ L'activité économique dans les quartiers de la politique
de la ville (ZFU, ZRU et Zus) p. 139

Les revenus des habitants p. 156

→ Les revenus fiscaux localisés des ménages en 2007 p. 159

→ Les bénéficiaires de la couverture maladie universelle
complémentaire, au premier trimestre 2009 p. 166

→ Les allocataires des caisses d'allocations familiales
au 31 décembre 2008 p. 171

→ La pauvreté en zones urbaines sensibles en 2008 p. 179

La santé p. 186

- L'état de santé des enfants de CM2 (année scolaire 2004-2005) et de 3^e (année scolaire 2003-2004) p. 189

Les établissements et la réussite scolaires p. 204

- Les indicateurs sur les établissements scolaires publics en Zus p. 206
- Orientation et réussite scolaires dans le secondaire public en Zus p. 214

La sécurité et la tranquillité publiques p. 224

- Les faits constatés en zones urbaines sensibles en 2009 p. 226
- Insécurité et sentiment d'insécurité dans les Zus p. 246

La mise en œuvre de la politique de la ville... p. 254

Mesures pour l'emploi p. 256

- L'emploi aidé dans les zones urbaines sensibles en 2009 p. 258

L'habitat p. 272

- L'état d'avancement du programme national de rénovation urbaine p. 276
- L'amélioration du parc de logements privés dans les Zus en 2009 p. 284

La politique de cohésion sociale p. 288

- Les subventions accordées par l'Acsé, montants et organismes destinataires en 2009 p. 291

La dotation de solidarité urbaine p. 312

- La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale en 2010 p. 314

Synthèse

Panorama évolutif des quartiers (1990-2006)

La question des dynamiques de spécialisation des territoires est au cœur des problématiques de l'Onzus puisque de leur analyse découle le diagnostic d'accroissement ou de diminution des inégalités spatiales. Cette dynamique est par nature lente, consécutive des choix de localisation des ménages et des entreprises. Partant du principe que la réduction de ces inégalités territoriales est favorable à la cohésion sociale, l'action publique tend à infléchir ces dynamiques. C'est là tout l'enjeu de la politique de la ville.

Pour la première fois, le rapport 2010 de l'Onzus jette un regard rétrospectif sur les dynamiques de long terme des quartiers des plus grandes agglomérations françaises, en utilisant les données de trois recensements successifs : 1990, 1999 et 2006. Il étudie plus particulièrement le creusement des inégalités spatiales au niveau infra-communal des llôts regroupés pour l'information statistique (Iris)¹ et sa correspondance avec la géographie prioritaire.

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de cette analyse. Tout d'abord, les inégalités spatiales à l'échelle infra-communale ont augmenté très fortement entre 1990 et 1999, avant de se stabiliser entre 1999 et 2006. Deux types d'évolution peuvent être identifiés.

Tout d'abord, une évolution des taux de chômage, caractérisée par un fort accroissement entre 1990 et 1999, et ce quelle que soit la catégorie de population considérée (15-24 ans, 25-64 ans, hommes ou femmes), suivie d'une légère décrue entre 1999 et 2006. Cependant, malgré ce mouvement de balancier, dans la grande majorité des agglomérations, les niveaux de disparité restent supérieurs en 2006 à ce qu'ils étaient en 1990.

D'autre part, la période 1990-2006 a connu un accroissement quasi-continu des disparités entre Iris au regard du taux d'activité des femmes, de la part des diplômés (hommes et femmes)

et de la part des familles monoparentales. À l'inverse, en termes de pyramide des âges, on observe une relative convergence de la part des personnes âgées de 65 ans ou plus entre les différents Iris, même si ce constat doit être nuancé d'une agglomération à l'autre.

En tout état de cause, la période connaît, pour la majorité des dimensions socio-économiques étudiées, un creusement relativement plus rapide des inégalités à l'échelle infra-communale (celle des Iris) qu'à l'échelle communale. L'existence de disparités spatiales entre quartiers, qui avait présidé à la naissance de la politique de la ville, reste aujourd'hui encore une réalité dans ces agglomérations.

La question suivante est de savoir si les difficultés identifiées dans les quartiers lors de la mise en place des Zus et des Cucs persistent en 2006 ou si elles se sont déplacées au sein des agglomérations. Il apparaît nettement que la géographie de la politique de la ville épouse encore aujourd'hui celles des inégalités. Ainsi le creusement des inégalités spatiales mis en évidence est pour partie la conséquence d'un creusement des écarts entre les Iris support d'un quartier de la politique de la ville et les autres Iris des mêmes agglomérations. Cependant, ce constat est variable en fonction des dimensions socio-économiques étudiées. La géographie des inégalités spatiales a néanmoins évolué. Les traits saillants en sont les suivants.

En termes de part des diplômés « bac + 2 » ou plus, les Iris support d'une Zus enregistrent en 2006 un écart avec les Iris hors quartiers de la politique de la ville s'établissant en moyenne à 16 points pour les hommes et 15 points pour les femmes. Cet écart était de 11 et 8 points en 1990. Ceci est la conséquence d'un accroissement plus rapide de la part des diplômés « bac + 2 » ou plus dans les Iris hors quartiers de la politique de la ville que dans les Iris support d'une Zus. Il en va de même pour le taux d'activité des femmes, pour lequel l'écart a crû de 3 à 7 points en seize ans.

1. Brique élémentaire de diffusion statistique d'environ 2 000 habitants.

La part des familles monoparentales a augmenté plus vite dans les Iris support d'une Zus qu'ailleurs, creusant là encore les écarts entre ces Iris et les autres quartiers des mêmes agglomérations (de 6 à 9 points).

En termes de chômage, le mouvement de balancier observé pour les inégalités spatiales s'inscrit dans la géographie de la politique de la ville. Ayant largement crû sur la décennie 1990-1999, l'écart entre les Iris support d'une Zus et les Iris hors politique de la ville s'est partiellement résorbé entre 1999 et 2006, mais reste, en 2006, à un niveau (9 points pour les 25-64 ans) supérieur à ce qu'il était en 1990 (6 points).

La trajectoire plus heurtée du taux de chômage témoigne de son caractère conjoncturel. Aussi l'accroissement continu entre 1990 et 2006 des écarts constatés sur des indicateurs plus structurels (taux d'activité, qualifications...) laisse augurer une persistance à moyen terme des contrastes entre les quartiers de la politique de la ville et les autres.

Enfin, les travaux menés établissent la grande variété des situations, en termes absolus et relatifs.

Après ces quelques enseignements sur les évolutions de moyen terme, le rapport 2010 de l'Onzus traite des évolutions récentes qu'ont connues les quartiers dans les différentes dimensions d'analyse fixées par la loi de 2003.

L'emploi

Avec la crise économique, comme le laissait présager, dans le rapport 2009, l'observation des indicateurs du second semestre 2008, le taux de chômage en Zus, qui était en recul depuis 2005, a connu une augmentation de 1,9 point en 2009 pour atteindre 18,6 %. L'impact de la crise a toutefois été un peu moins marqué en Zus que dans les autres quartiers des unités urbaines où le taux de chômage s'est accru de 2,1 points par rapport à 2008 pour atteindre 9,8 % en 2009. L'écart s'est donc légèrement réduit. Il reste néanmoins important : 8,8 points, soit, après une croissance en 2005 et 2006, un presque retour à son niveau de 2003 (8,5 points). On note, en revanche, une dégradation plus nette de la situation dans les autres quar-

tiers des contrats urbains de cohésion sociale où, de 8,6 % en 2008, le taux de chômage atteint 12,4 % en 2009.

Le chômage touche encore fortement les jeunes en 2009 : 43 % des jeunes hommes actifs et 37 % des jeunes actives sont au chômage en Zus. Pour la première fois depuis 2003, les jeunes diplômés sont aussi touchés par le chômage en 2009, alors que jusque-là le diplôme les protégeait.

L'inactivité masculine, en baisse depuis 2005, a augmenté en Zus en 2009.

Parallèlement, la tendance à la baisse de l'inactivité des femmes observée depuis 2003 s'est maintenue, celle-ci passant de 38 % à 33 % en 2009. Dans le même temps, l'inactivité des femmes hors Zus passait de 26 % en 2003 à 23 % en 2009.

La situation vis-à-vis du marché du travail des femmes d'origine étrangère et résidant en Zus est particulièrement difficile. Si on ne tient pas compte de ses caractéristiques d'âge, de diplôme et de nombre d'enfants, une femme d'origine étrangère (fille de parents nés étrangers à l'étranger) a quatre fois moins de chances d'être en emploi lorsqu'elle habite dans une Zus que lorsqu'elle habite ailleurs. Ces caractéristiques prises en compte, le rapport de chances est ramené à 1,6.

Pour faire face au contexte économique difficile, l'État a intensifié les mesures pour l'emploi en 2009. Toutefois, l'augmentation au niveau national du nombre d'embauches en contrats aidés n'a pas bénéficié aux résidents des Zus. Alors qu'ils représentaient 13,2 % du total des entrants en 2008, ils ne totalisent plus que 12 % des embauches en 2009, un recul enregistré principalement dans le secteur marchand.

En Zus, les demandeurs d'emploi aux caractéristiques favorables à l'embauche en contrats aidés sont pourtant sur-représentés. En neutralisant les différences de structure sociodémographique des demandeurs d'emploi en Zus et hors Zus, les chances d'accès dans le secteur marchand au CIE sont plus faibles pour les résidents en zones urbaines sensibles. À l'inverse, dans le secteur non marchand, elles sont plus élevées en CAE et légèrement plus faibles en CAV.

L'activité économique

L'assouplissement de la législation en matière de création d'entreprise dans le cadre de la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008, avec la création du statut d'auto-entrepreneur, a manifestement profité à la création d'activité dans les différents quartiers de la politique de la ville. Les taux d'installation de nouveaux établissements ont ainsi très fortement augmenté en 2009, sans qu'il soit possible de véritablement mesurer l'effet propre à cet assouplissement. On observe que les entrepreneurs en Zus ont toutefois davantage eu recours à ce nouveau statut que ceux en ZFU. Ces taux d'installation atteignent en 2008 respectivement 24,2 %, 30,3 % et 27,3 % dans les ZFU de première à troisième génération. Ils sont de 30,4 % dans les ZRU non-ZFU et 27,2 % dans les autres Zus.

Certains secteurs d'activités restent sur-représentés (comme la construction en ZFU) au détriment d'autres, généralement tertiaires (tels que la communication, l'immobilier, les activités financières, la recherche et le développement).

Les revenus

Tous les indicateurs utilisés pour juger de la situation des habitants des quartiers de la politique de ville confirment la précarité de leur situation.

En 2007, le revenu fiscal moyen par unité de consommation des habitants des Zus métropolitaines s'élève à 56 % de celui des habitants de leurs unités urbaines.

En 2008, les deux-tiers de ces habitants des Zus sont connus des Caisses d'allocations familiales (Caf). Plus d'un allocataire sur quatre de ces quartiers appartient à une famille monoparentale, et 18 % des allocataires y perçoivent le revenu minimum d'insertion (RMI), soit deux fois plus que la moyenne métropolitaine. Le taux d'allocataires à bas revenus est en outre plus de deux fois supérieur à celui observé en France métropolitaine.

En 2008 également, la part des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté à 60 % est 2,4 fois plus élevée en Zus qu'ailleurs.

En 2009, un assuré sur cinq bénéficie de la CMUC dans les Zus de métropole, soit un taux de couverture 2,4 fois plus élevé que dans leur unité urbaine ; un tiers des moins de dix-huit ans y bénéficie de la CMUC.

Quand la source utilisée permet cette analyse, on constate que les Zus de priorité 1 au sein des Cucs présentent le profil le plus défavorable, tant en niveau que relativement à leur agglomération.

La santé

Le rapport 2010 de l'Onzuz aborde le volet santé à travers une étude des résultats des Enquêtes du cycle triennal menées auprès des élèves scolarisés en CM2 (année scolaire 2004-2005) et 3^e (année scolaire 2003-2004).

Les élèves scolarisés en Zus présentent un défaut de couverture vaccinale par rapport à ceux scolarisés en dehors de ces quartiers. S'ils sont moins sujets à des problèmes respiratoires, ils souffrent en revanche plus fréquemment de troubles visuels et auditifs. Pourtant, ils sont sensiblement moins nombreux à porter des lunettes ou des lentilles (de 3 à 4 points de moins). Les élèves scolarisés en Zus ont également davantage de dents cariées (+ 0,4 dent cariée en moyenne).

Ces deux derniers aspects peuvent traduire aussi bien une moindre sensibilisation aux questions de santé qu'un renoncement aux soins, pour des raisons qui pourraient être financières ou d'accessibilité à un spécialiste dans des quartiers dont les précédents rapports de l'Onzuz ont montré qu'ils étaient moins bien pourvus en la matière.

Parmi les enfants scolarisés en Zus au moment de l'enquête, 8,2 % des enfants de CM2 et 5,5 % des enfants de 3^e souffrent d'obésité, soit des taux plus élevés que dans le reste du territoire (3,3 % et 3,8 %). En outre, pour les enfants de six ans, les écarts en termes d'obésité et de surpoids entre les enfants scolarisés en Zus et ceux des autres établissements scolaires ont augmenté dans la seconde moitié des années 1990 ; pour les enfants de CM2, les écarts augmentent dès le début des années 2000.

Les établissements et la réussite scolaires

Depuis quatre ans, on observe une baisse du nombre d'établissements scolaires implantés en Zus qui accompagne une baisse constante et marquée des effectifs scolarisés en Zus : 9,7 % entre les années scolaires 2004/2005 et 2008/2009. La diminution du nombre de collégiens est la plus importante et frappe par son ampleur (12,9 %), d'autant plus qu'elle est nettement plus prononcée que celle observée dans les autres quartiers (3,2%).

Parallèlement, les effectifs des enseignants se sont réduits de 10,6 % dans les établissements du secondaire en Zus et de 6,4 % dans les autres établissements. Ainsi, si la baisse du nombre d'enseignants suit globalement celle

des effectifs scolaires en Zus, elle est plus prononcée en dehors des Zus. Les effets de la politique d'éducation prioritaire permettent ainsi d'améliorer la situation relative des quartiers de la politique de la ville en matière de moyens mobilisés par élève.

Depuis quatre ans, les élèves scolarisés dans des établissements en Zus, comblent progressivement leur retard en matière de réussite scolaire : le taux d'admission au brevet est passé en Zus de 68,3 % en moyenne en 2005 à 73,4 % en 2009. L'écart qui était de 11,7 points en 2005 n'est plus que de 9,6 points en 2009. Les lycéens scolarisés en Zus ont également des taux de réussite au baccalauréat en nette progression par rapport à l'année scolaire 2004-2005, mais, là encore, ces taux restent systématiquement inférieurs à ceux des autres lycéens.

La sécurité et la tranquillité publiques

En 2009, le taux de délinquance globale en Zus, avec 52,9 faits constatés pour 1 000 habitants, reste inférieur à celui de leurs circonscriptions de sécurité publique (CSP) où il s'établit à 55,5 faits constatés pour 1 000 habitants. Il a en outre diminué de 11 % entre 2005 et 2009, alors que cette baisse était de 15 % sur l'ensemble des CSP dont dépendent ces quartiers.

Mais cette évolution globale résulte d'évolutions contrastées en matière d'atteintes aux biens et d'atteintes aux personnes.

En 2009, le taux d'atteintes aux biens en Zus est inférieur de 8 % à celui de leur CSP. Les atteintes aux biens ont, en outre, baissé de près de 15 % depuis 2005.

Dans le même temps le taux d'atteintes aux personnes, supérieur de 11 % en Zus à celui de leurs CSP, a augmenté dans ces quartiers de 7 % depuis 2005.

Si l'on interroge les ménages sur ce qui apparaît pour eux comme le principal problème dans leur quartier, les réponses diffèrent selon qu'ils résident en Zus ou dans les autres quartiers des mêmes agglomérations.

En Zus, pour 25 % des ménages interrogés en 2010, le principal problème du quartier est la délinquance, puis viennent la mauvaise image du quartier et les dangers de la circulation. Mais depuis 2006, la part des ménages considérant que leur quartier est concerné par la délinquance a diminué de 5 points, et de 4 points pour ceux se plaignant de sa mauvaise image.

Dans les autres quartiers, les dangers de la circulation sont, en 2005 comme en 2010, la principale préoccupation des habitants, la délinquance étant évoquée par une part deux fois moins importante de ménages.

Mesures en faveur de l'habitat

En 2009, le plan de relance a permis une nette accélération des engagements financiers dans le cadre du programme national de rénovation urbaine.

Mais si les premières conventions signées commencent à donner des résultats physiques dans les quartiers (33 450 logements ont été construits, 95 000 réhabilités), il y a par contre toujours du retard en matière de livraisons physiques. Au 31 décembre 2009, les taux de réalisation des objectifs de livraison en fin d'année sont en léger recul par rapport à ceux de 2008, exception faite en matière de reconstitution de l'offre.

Avec 200 millions d'euros au titre du plan de relance, le montant des subventions attribuées par l'Agence nationale de l'habitat s'élève, en 2009, à 619,1 millions d'euros. 62,6 millions d'euros, soit 10,1 %, des subventions accordées, ont été attribués au bénéfice de logements situés en zones urbaines sensibles.

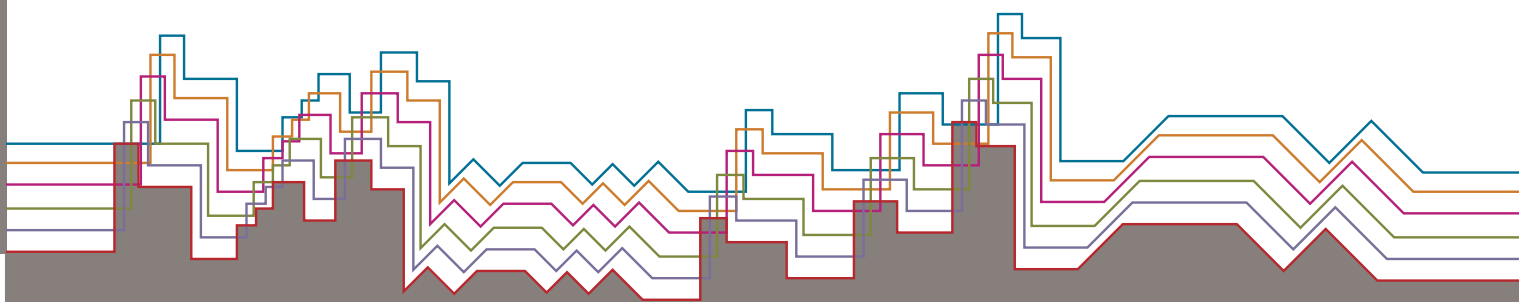
La cohésion sociale

Le montant total des subventions allouées par l'Acisé, au titre de la politique de la ville en 2009, s'élève à 322,8 millions d'euros. Près de 12 000 organismes ont bénéficié de ces subventions. Les associations en constituent les deux-tiers, les autres bénéficiaires étant pour l'essentiel des collectivités territoriales et des opérateurs locaux (CCAS, caisses des écoles, centres sociaux, missions locales, etc.). La subvention médiane par action s'élève à 4 000 euros. Près d'un organisme sur deux cumule plusieurs actions.

La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale

Le montant global de la DSU s'établit en 2010 à 1,234 milliard d'euros, en progression de 6 % par rapport à 2009. Parmi les 837 communes métropolitaines bénéficiaires de la DSU, les cent communes les plus en difficulté ont bénéficié d'une dotation spécifique de développement urbain (DDU) de 50 millions d'euros.

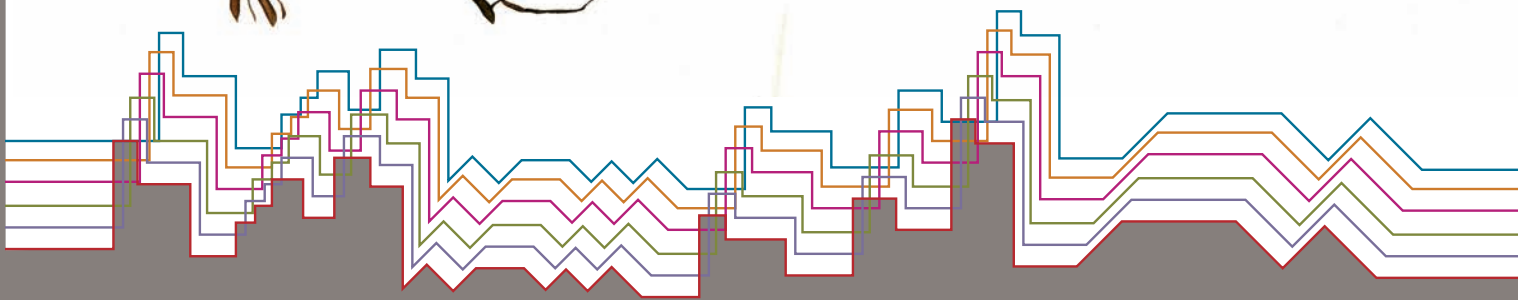
Panorama évolutif des quartiers



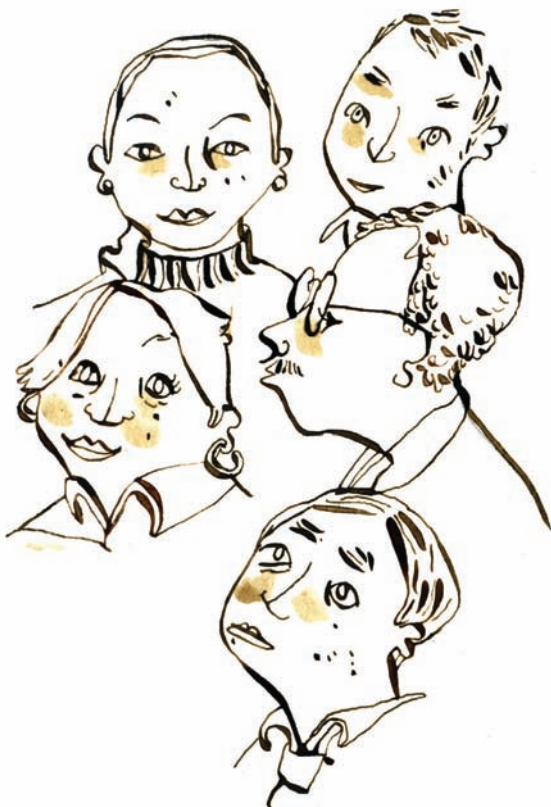
Panorama évolutif (1990-2006) des quartiers de la politique de la ville p. 14

Cahier local du panorama évolutif des quartiers p. 40

→ Paris p. 42	→ Valenciennes p. 82
→ Nanterre p. 44	→ Nancy p. 84
→ Marseille – Aix-en-Provence p. 46	→ Metz p. 86
→ Lyon p. 48	→ Mantes – Les Mureaux – Poissy .. p. 88
→ Saint-Denis p. 50	→ Montpellier p. 90
→ Montreuil p. 52	→ Tours p. 92
→ Lille p. 54	→ Vitry-sur-Seine p. 94
→ Nice p. 56	→ Saint-Étienne p. 96
→ Boulogne-Billancourt p. 58	→ Rennes p. 98
→ Toulouse p. 60	→ Avignon p. 100
→ Créteil p. 62	→ Orléans p. 102
→ Bordeaux p. 64	→ Clermont-Ferrand p. 104
→ Nantes p. 66	→ Cergy p. 106
→ Orly – Orsay p. 68	→ Béthune p. 108
→ Toulon p. 70	→ Le Havre p. 110
→ Douai – Lens p. 72	→ Mulhouse p. 112
→ Versailles p. 74	→ Dijon p. 114
→ Strasbourg p. 76	→ Angers p. 116
→ Grenoble p. 78	→ Évry p. 118
→ Rouen p. 80	



Panorama évolutif (1990-2006) des quartiers de la politique de la ville



Panorama évolutif (1990-2006) des quartiers de la politique de la ville

L'analyse simultanée des trois recensements récents (1990, 1999 et 2006) aux échelles infra-communales permet de caractériser l'évolution des inégalités spatiales urbaines sur longue période et d'étudier comment s'inscrivent les territoires de la politique de la ville dans ces évolutions. De manière claire, les inégalités spatiales se manifestent entre les quartiers des communes plutôt qu'entre les communes elles-mêmes. Les inégalités spatiales s'accroissent à l'échelon infra-communal entre 1990 et 1999 puis se stabilisent entre 1999 et 2006. De même, les écarts entre les quartiers de la politique de la ville et les autres se sont stabilisés depuis. La géographie de la politique de la ville épouse, en moyenne, celle des inégalités spatiales et ce, aussi bien en 1999 qu'en 2006. Dans le détail, les trajectoires des quartiers sensibles de certaines agglomérations ont été plus favorables que dans d'autres. Ces éléments sont précisés, pour chaque agglomération étudiée, dans un cahier local.

16

Initiée au cours des années 1980, la politique de la ville s'est structurée au cours des années 1990. Dès 1991, avec la loi d'orientation pour la ville (13 juillet 1991), l'identification de quartiers d'intervention s'est imposée dans un souci de rendre plus efficace l'action de l'État. Cette tendance a été confirmée dans les années qui ont suivi, avec la cartographie précise des zones urbaines sensibles (Zus) et l'octroi d'avantages, notamment fiscaux, à certaines d'entre elles (zones de redynamisation urbaine et zones franches urbaines – loi du 4 février 1995).

La loi de 1991 dispose, dans son premier article, qu'« afin de mettre en œuvre le droit à la ville, les communes, les autres collectivités territoriales et leurs groupements, l'État et leurs établissements publics assurent à tous les habitants des villes des conditions de vie et d'habitat favorisant la cohésion sociale et de nature à éviter ou à faire disparaître les phénomènes de ségrégation ».

Ainsi, la ségrégation spatiale est au cœur des phénomènes que la politique de la ville entend

traiter. L'espace urbain est un espace naturellement morcelé lorsqu'on le considère à des niveaux géographiques fins : un quartier peut être populaire, un autre aisé, un quartier peut être résidentiel, un autre industriel. Les causes de ces spécialisations sont abondamment étudiées sans que ressorte une norme précise sur les échelles auxquelles ses spécialisations se forment. La politique de la ville opère, depuis sa création, à l'échelle de quartiers. Pourtant cette échelle fait débat et certains considèrent que l'échelle communale est plus pertinente. Néanmoins, savoir si c'est à cette échelle que s'opèrent les spécialisations est une question complexe à trancher. Par ailleurs, chacun sait que la spécialisation d'un territoire est le fruit d'une dynamique lente.

L'ambition de ce chapitre est de rendre compte, à travers les statistiques du recensement, de l'évolution, depuis 1990, des quartiers des principales agglomérations concernées par la politique de la ville. Cette approche rétrospective conduira également à s'interroger sur les échelles spatiales caractéristiques de cette dynamique.

La disponibilité récente des données du nouveau recensement à l'échelle infra-communale autorise en effet l'étude de l'évolution socio-démographique des territoires urbains à partir de trois points dans le temps : 1990, 1999 et 2006. Nous avons choisi ici de nous concentrer sur

les agglomérations pour lesquelles ces statistiques nous permettent d'étudier l'évolution d'ensemble du territoire de l'agglomération avec un niveau de fiabilité statistique satisfaisant. Le chapitre se concentre donc sur l'étude de 39 territoires urbains.

Les principales agglomérations de la politique de la ville

En 2006, en France métropolitaine, la politique de la ville concerne 717 Zus regroupant 4,15 millions d'habitants (recensement de 2006). À ces habitants s'ajoutent ceux des quartiers inscrits dans les Contrats urbains de cohésion sociale (Cucs) qui ne sont pas en Zus. Ces derniers quartiers regroupent environ 3,80 millions d'habitants. Au total, la politique de la ville concerne, en 2006, près d'un français de métropole sur huit.

La plupart des quartiers de la politique de la ville sont situés dans de grandes agglomérations. Nous nous concentrons sur les agglomérations les plus importantes de façon à disposer d'une information statistique fiable et permettant de porter une appréciation fondée sur les trajectoires qu'ont connues les quartiers de la politique de la ville au sein de ces agglomérations. Nous choisissons de travailler sur les agglomérations¹ de plus de 220 000 habitants en 2006 et comprenant au moins 10 000 habitants en Zus. L'unité urbaine de Paris qui comprend l'intégralité des départements de Paris, du Val-de-Marne, des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis s'étend au-delà sur les départements limitrophes. Aussi cette agglomération a-t-elle été divisée en concordance avec les zones d'emploi de la région. Sont alors considérés les territoires de ces zones d'emploi appartenant à une unité urbaine (**cartes du cahier local**).

Ainsi réalisée, la sélection conduit à travailler sur les deux-tiers de la population en Zus métropolitaines et concerne 39 agglomérations ou territoires urbains. Ces territoires regroupent, dans leur partie urbaine, 23,4 millions d'habitants en 2006, soit deux-tiers de la population résidant dans des unités urbaines de France métropolitaine.

Sur les 1 366 communes situées dans le champ d'analyse, 268 d'entre elles comprennent une Zus. En moyenne, ces Zus regroupent environ 11 000 habitants, soit environ 23 % de la population communale. 91 comprennent plus d'un tiers de leurs habitants en Zus. Les quartiers des Contrats urbains de cohésion sociale (Cucs) complètent la géographie prioritaire de la politique de la ville. Au total, ce sont alors 339 communes sur les 1 366 du champ d'analyse qui sont concernées par la politique de la ville (**tableau 1**).

La disponibilité des données du recensement aux échelles infra-communales permet d'apprécier l'évolution qu'ont connue les quartiers de ces villes au cours de la période 1990-2006. Sur cette période, l'information disponible est regroupée sur un maillage cohérent dont les briques élémentaires sont les Iris². Certaines d'entre elles ont été fusionnées pour les besoins du suivi longitudinal. Leur population est très homogène, soit environ 2 000 habitants. Ces éléments de territoires sont donc comparables dans leur dimension et permettent d'apprécier les évolutions des quartiers de ces 39 territoires urbains. Par ailleurs, il est possible de savoir si ces Iris intersectent les zonages de la politique de la ville. Nous parlerons alors d'Iris en Zus, d'Iris en Cucs hors Zus, ou des autres Iris (**encadré Les territoires de l'étude**).

1. Unités urbaines au sens de l'Insee et définies sur la base du recensement de 1999.
2. Pour « ilots regroupés pour l'information statistique »

Tableau 1
Liste des territoires urbains étudiés

Territoire urbain	Nombre de communes	Nombre d'habitants	Nombre d'habitants en Zus	Nombre d'habitants en quartier Cucs hors Zus
Paris	20	2 181 374	125 532	184 490
Nanterre	67	1 783 807	235 768	157 172
Marseille-Aix-en-Provence	53	1 418 482	236 302	88 588
Lyon	110	1 417 461	182 783	128 879
Saint-Denis	39	1 108 621	273 887	385 760
Montreuil	36	1 023 730	112 231	206 820
Lille	62	1 016 205	189 483	255 251
Nice	50	940 018	52 601	184 527
Boulogne-Billancourt	28	868 808	57 829	106 682
Toulouse	72	850 876	43 640	10 636
Créteil	37	804 824	94 523	135 504
Bordeaux	51	803 115	100 514	33 454
Nantes	20	568 743	43 239	39 936
Orly-Orsay	38	564 677	94 351	48 006
Toulon	26	543 065	42 560	41 823
Douai-Lens	68	512 463	68 378	49 042
Versailles	34	494 552	30 811	22 438
Strasbourg	20	440 264	79 335	24 670
Grenoble	34	427 659	39 468	46 240
Rouen	31	388 798	39 226	15 259
Valenciennes	61	355 660	46 821	84 300
Nancy	37	331 278	36 466	2 874
Metz	47	322 948	27 632	8 643
Mantes-Les Mureaux-Poissy	34	320 986	73 262	13 955
Montpellier	11	318 223	33 877	23 080
Tours	23	306 973	20 398	16 223
Vitry-sur-Seine	8	304 427	42 079	97 224
Saint-Étienne	17	286 399	18 519	59 262
Rennes	10	282 550	41 596	5 945
Avignon	22	273 360	21 289	29 059
Orléans	19	269 284	14 796	12 590
Clermont-Ferrand	17	260 658	44 600	3 420
Cergy	25	258 917	16 937	50 973
Béthune	60	257 302	14 785	5 043
Le Havre	14	238 777	44 617	32 742
Mulhouse	19	238 637	40 500	9 197
Dijon	15	238 088	26 793	10 405
Angers	12	227 771	25 844	39 020
Évry	19	221 248	40 782	20 370
TOTAL	1366	23 471 028	2 774 054	2 689 502

Source : Insee, recensement 2006.
Traitements : Onzus.

Les territoires de l'étude

Nous considérons, dans cette étude, trois types d'Iris : les Iris en Zus sont les Iris qui intersectent les contours des Zus. Les Iris en Cucs sont les Iris qui intersectent les contours de quartiers Cucs. Ces Iris se complètent pour constituer les Iris qui intersectent les zonages de la politique de la ville. Les Iris hors QPV sont les autres Iris des mêmes agglomérations, n'intersectant pas ces zonages. Notre échantillon contient 1 589 Iris en Zus intersectant 384 Zus, 1 255 Iris en Cucs intersectant 680 quartiers Cucs hors Zus et, enfin, 6 880 Iris hors QPV.

Un Iris est dit « en Zus » lorsque plus de 5 % de sa superficie sont contenus dans la Zus correspondante, ou si plus de 5 % de la superficie de la Zus sont contenus dans l'Iris en question. La définition d'un Iris en Cucs est construite de manière équiva-

lente. Lorsqu'un même Iris intersecte plusieurs zonages de la politique de la ville (par exemple un Zus et un quartier Cucs hors Zus), nous considérons que cet Iris est un Iris en Zus.

Le contour des Zus ou des quartiers Cucs hors Zus ne correspond que très rarement à la géographie des Iris. Aussi, la classification des Iris en Zus ou en Cucs est-elle plutôt extensive et conduit à surestimer (et dans quelques rares cas à sous-estimer) l'emprise du zonage de la politique de la ville. Les résultats de cette étude concernent donc des périmètres englobant des quartiers.

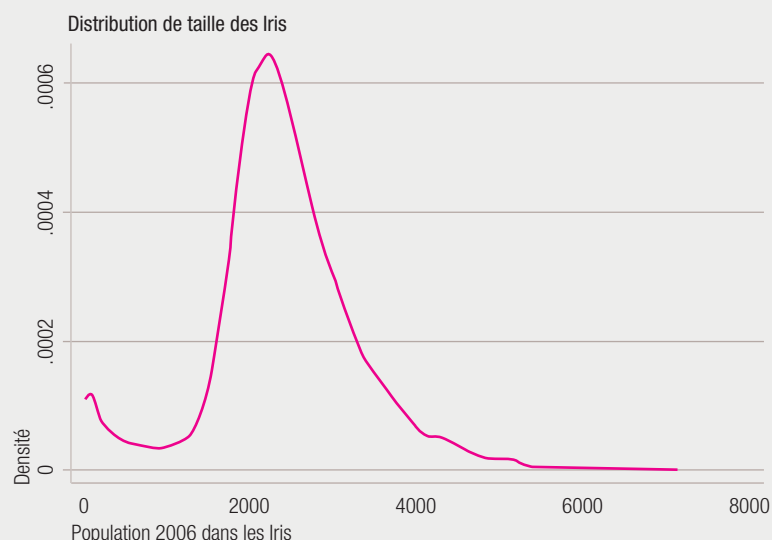
Afin d'évaluer le niveau d'approximation qu'implique la classification, le tableau suivant fournit des ratios de statistiques de population issues de la classification des Iris et issues des zonages eux-mêmes.

Ratio des populations calculées sur les Iris selon la classification portant sur leur rattachement aux quartiers de la politique de la ville (Zus et Cucs) et des populations calculées sur les quartiers.

	Nombre de zones	Ratio moyen Iris/ quartier	10 ^e percentile	médiane	90 ^e percentile
Zus	384	1,70	1,02	1,43	2,61
Cucs hors Zus	625	2,33	0,96	1,37	4,85

Lecture : Sur les 384 Zus de l'étude, l'ensemble des Iris recouvrant une Zus accueille en moyenne 1,70 fois plus de population (au sens de la population des ménages) que la Zus en question. Cette moyenne cache une assez forte hétérogénéité. Pour la moitié des Zus (médiane), le taux de recouvrement est inférieur à 1,43. Pour les 10 % de ratios les plus élevés (90^e percentile), le recouvrement est de moins bonne qualité et est supérieur à 2,61. Il est à noter que du fait de leur petite taille, l'approximation pour les zonages Cucs hors Zus est souvent de moins bonne qualité (les 10% supérieurs présentent un ratio plus grand que 4,85).

Graphique 1 Distribution de la taille des Iris de l'étude, en nombre d'habitants



Source : Recensement de la population 2006, Insee.

Note : estimation par la méthode des noyaux.

Lecture : la courbe se lit comme un histogramme continu. L'essentiel des Iris comporte environ 2000 habitants.

Un accroissement important des inégalités spatiales infra-communales entre 1990 et 1999 et des situations qui se maintiennent depuis

La question des dynamiques de spécialisation des territoires est au cœur des problématiques de l'Onzus puisque de leur analyse découle le diagnostic d'accroissement ou de diminution des inégalités spatiales. Nous introduisons dans cette partie les outils méthodologiques permettant de rendre compte de l'évolution de ces inégalités sur la période d'étude 1990-2006. Ces outils seront repris dans l'ensemble de l'étude, et notamment dans le cahier local annexé à ce chapitre. À titre d'exemple, nous l'étudions ici à travers deux indicateurs particuliers : la répartition spatiale du chômage des actifs âgés de 25 à 64 ans d'une part et des professions et catégories sociales supérieures (PCS)³ d'autre part.

La répartition spatiale des inégalités peut être analysée selon différentes clés de lecture des données statistiques. Toutes s'appuient sur une mesure de la variabilité des situations entre des aires géographiques élémentaires composant un espace plus vaste. Conformément aux choix réalisés par l'Onzus depuis sa création, nous travaillons relativement à des territoires urbains de la taille d'une agglomération (**encadré Les territoires de l'étude**). L'objectif est donc de caractériser le niveau d'hétérogénéité des situations rencontrées entre les différents quartiers, ici approchés par les Iris, composant chacune de ces agglomérations. Pour cela, nous nous appuyons sur la mesure, traditionnelle en statistiques descriptives, qu'est la variance et ses grandeurs dérivées (**encadré La mesure de l'hétérogénéité à l'intérieur des agglomérations**).

La variance caractérise la dispersion d'un indicateur autour de sa moyenne et elle peut être calculée pour chaque agglomération. Sa valeur témoigne ainsi du niveau d'hétérogénéité observé à l'intérieur de cette agglomération. Le

tableau 2 propose donc à titre d'exemple une statistique dérivée de la variance qui permet d'apprécier l'évolution entre 1990 et 1999 ou 2006 de l'hétérogénéité entre Iris d'une même agglomération en termes de répartition des chômeurs et des PCS supérieures.

Les constats sont différents selon que l'on considère l'un ou l'autre de ces indicateurs. Ainsi, entre 1990 et 1999, 25 agglomérations sur 30 se distinguent par un accroissement significatif de l'hétérogénéité entre espaces infra-communales dans l'accueil des chômeurs. Puis, entre 1999 et 2006, les situations se stabilisent dans la plupart des agglomérations : seul le territoire de Strasbourg continue de connaître un accroissement de la spécialisation de ses territoires dans l'accueil des chômeurs. À l'inverse, les territoires de Paris, Saint-Denis et Nantes sont caractérisés par une réduction des inégalités spatiales dans ce domaine.

En regard, la spécialisation des territoires dans l'accueil des PCS supérieures n'a pas évolué de manière significative entre 1990 et 2006, à l'exception notable du territoire de Montreuil qui connaît un accroissement de ses inégalités spatiales.

Au final, ces chiffres témoignent d'une variation sensible des inégalités de répartition aux échelles infra-communales, notamment pour le taux de chômage, entre 1990 et 1999, alors que la période 1999-2006 est plutôt marquée par la stabilisation des situations. L'analyse des résultats du cahier local confirme ce constat pour un certain nombre des indicateurs étudiés, au premier rang desquels le taux d'activité des femmes, la part des diplômés « bac + 2 ou plus » (hommes et femmes) et la part des familles monoparentales.

3. Les PCS supérieures sont les cadres, les professions intermédiaires et les artisans dans la nomenclature PCS-2003 à 8 postes.

La mesure de l'hétérogénéité à l'intérieur des agglomérations

Dans ce chapitre, nous étudions l'hétérogénéité à l'intérieur des agglomérations au niveau communal et au niveau de l'Iris. Cette hétérogénéité est approchée par deux statistiques différentes et complémentaires : la part de la variance expliquée par un ensemble de variables indicatrices et le ratio des variances normalisées.

Part de variance expliquée

L'échantillon est constitué au niveau des Iris. Au sein d'une même agglomération, les Iris peuvent présenter des valeurs très différentes, autrement dit l'échantillon présente une forte variabilité (ou variance) au sein de chaque agglomération. La question qui se pose est alors de savoir quelle est la classification des Iris la plus à même de rendre compte de cette variabilité. Nous proposons deux classifications différentes. La première revient à classer les Iris en fonction de la commune à laquelle ils appartiennent au sein de l'agglomération. La seconde consiste à classer les Iris suivant qu'ils intersectent ou non un zonage de la politique de la ville. La part de la variance expliquée renseigne sur la capacité de chacune de ces deux classifications à rendre compte d'une part importante des variations d'un Iris à un autre. Autrement dit, plus la part de la variance expliquée est proche de 1, plus les Iris d'une même classe sont semblables et donc, plus la classification proposée est pertinente.

Techniquement, la part de variance est calculée en régressant les valeurs observées au niveau des Iris sur des jeux de variables indicatrices communales dans le cadre de la première classification évoquée ci-dessus, et de variables indicatrices d'agglomérations et de rattachement de l'Iris à la politique de la ville dans le cadre de la seconde classification. Les coefficients de part de variance correspondent au pouvoir explicatif (R^2 modifié) de ces régressions.

Ratio de variances normalisées

La variance normalisée est le rapport entre la variance observée dans l'échantillon des Iris et une variance théorique qui sert de point de comparaison. La variance théorique mesure l'hétérogénéité qui serait « naturellement » enregistrée dans l'échantillon des Iris si les individus étaient distri-

bués de manière aléatoire dans l'espace. Supposons que l'indicateur étudié (par exemple le taux de chômage) prenne une valeur ϖ en moyenne sur l'agglomération. Supposons, de plus, que les individus se répartissent de manière aléatoire dans l'espace. Dans ce cas, la valeur de l'indicateur (ici le taux de chômage) dans chaque Iris est de moyenne ϖ et de variance proportionnelle à $\varpi(1-\varpi)$. Si l'on suppose, en outre, que tous les Iris sont de même taille (ce qui en première approximation est justifié), alors la variance des taux observés sur l'ensemble des Iris d'une agglomération est égale à $\varpi(1-\varpi)$, à un facteur multiplicatif près qui ne dépend que de la taille des Iris (unique par hypothèse).

Dans la réalité, les phénomènes de ségrégation urbaine impliquent que la variance observée est plus grande que la variance théorique. Ainsi, une variance normalisée supérieure à 1 signifie que l'hétérogénéité observée dans l'échantillon est supérieure à ce qu'elle serait si les individus étaient distribués de manière aléatoire dans l'espace. Cet indicateur rend ainsi compte de l'existence d'inégalités spatiales.

Le ratio de variances normalisées est, comme son nom l'indique, le rapport des variances normalisées, mesurées à deux points distincts dans le temps. L'année de base retenue est 1990. Un ratio de variances normalisées significativement plus grand que 1 pour l'année 1999 (resp. 2006) signifie donc que la variance normalisée a augmenté entre 1990 et 1999 (resp. 2006) et que, par conséquent, les inégalités spatiales se sont accrues.

La variance normalisée est une statistique qui dépend potentiellement du nombre d'Iris dans chaque agglomération. Elle n'est donc a priori pas comparable d'une agglomération à l'autre. C'est la raison pour laquelle nous privilégions, dans cette étude, le ratio de variances normalisées qui rend compte de l'évolution d'une année à l'autre de cette variance normalisée. Le ratio de variances normalisées est quant à lui comparable d'une agglomération à l'autre.

Tableau 2
Ratio de variances normalisées par agglomération pour les statistiques de taux de chômage
et de taux de professions et catégories sociales supérieures dans la population

Territoire urbain	Taux de chômage parmi les actifs âgés de 25 à 64 ans			Taux de professions et catégories supérieures dans la population		
	1990	1999	2006	1990	1999	2006
Paris	1 (réf.)	1,00	0,84 ♦	1 (réf.)	1,11	1,07
Nanterre	1 (réf.)	1,73 ♦	1,64	1 (réf.)	1,05	1,12
Marseille-Aix-en-Provence	1 (réf.)	1,54 ♦	1,36	1 (réf.)	1,07	1,01
Lyon	1 (réf.)	1,66 ♦	1,49	1 (réf.)	1,04	0,99
Saint-Denis	1 (réf.)	1,72 ♦	1,35 ♦	1 (réf.)	1,07	1,07
Montreuil	1 (réf.)	1,80 ♦	2,03	1 (réf.)	1,17	1,27 ♦
Lille	1 (réf.)	1,38 ♦	1,34	1 (réf.)	1,12	1,03
Nice	1 (réf.)	2,35 ♦	2,79	1 (réf.)	1,08	1,00
Boulogne-Billancourt	1 (réf.)	1,38 ♦	1,43	1 (réf.)	1,15	1,11
Toulouse	1 (réf.)	2,21 ♦	2,10	1 (réf.)	1,01	0,86
Créteil	1 (réf.)	1,31 ♦	1,61	1 (réf.)	1,07	1,06
Bordeaux	1 (réf.)	1,53 ♦	1,32	1 (réf.)	1,00	0,84
Nantes	1 (réf.)	1,66 ♦	1,23 ♦	1 (réf.)	0,97	0,78
Orly-Orsay	1 (réf.)	1,90 ♦	1,74	1 (réf.)	1,02	0,96
Toulon	1 (réf.)	1,24	1,17	1 (réf.)	0,98	0,90
Douai-Lens	1 (réf.)	1,13	1,07	1 (réf.)	0,97	0,88
Versailles	1 (réf.)	1,86 ♦	1,86	1 (réf.)	1,03	1,02
Strasbourg	1 (réf.)	1,36 ♦	1,92 ♦	1 (réf.)	0,99	0,95
Grenoble	1 (réf.)	2,00 ♦	1,58	1 (réf.)	1,06	0,87
Rouen	1 (réf.)	1,34	1,05	1 (réf.)	1,04	1,06
Valenciennes	1 (réf.)	1,27	1,03	1 (réf.)	1,10	1,38
Nancy	1 (réf.)	1,40	1,91	1 (réf.)	1,13	0,97
Metz	1 (réf.)	1,07	0,88	1 (réf.)	1,02	1,10
Mantes-Les Mureaux-Poissy	1 (réf.)	1,93 ♦	1,48	1 (réf.)	1,00	0,95
Montpellier	1 (réf.)	1,98 ♦	1,39	1 (réf.)	1,01	0,85
Tours	1 (réf.)	1,89 ♦	2,39	1 (réf.)	1,09	0,95
Vitry-sur-Seine	1 (réf.)	1,92 ♦	1,43	1 (réf.)	1,15	1,03
Saint-Étienne	1 (réf.)	1,54 ♦	1,57	1 (réf.)	1,11	0,84
Rennes	1 (réf.)	1,31	1,35	1 (réf.)	1,05	0,83
Avignon	1 (réf.)	1,95 ♦	2,38	1 (réf.)	0,94	0,85
Orléans	1 (réf.)	1,44	1,14	1 (réf.)	0,99	0,83
Clermont-Ferrand	1 (réf.)	1,54 ♦	1,85	1 (réf.)	1,16	1,03
Cergy	1 (réf.)	1,30	1,45	1 (réf.)	0,99	0,95
Béthune	1 (réf.)	1,43	1,24	1 (réf.)	1,18	1,33
Le Havre	1 (réf.)	1,48 ♦	1,31	1 (réf.)	0,92	0,95
Mulhouse	1 (réf.)	1,37	1,99	1 (réf.)	0,97	0,90
Dijon	1 (réf.)	1,31	1,43	1 (réf.)	1,12	1,03
Angers	1 (réf.)	1,04	1,34	1 (réf.)	1,07	0,88
Évry	1 (réf.)	2,48 ♦	2,21	1 (réf.)	0,94	0,92

Source : Insee, recensements 1990, 1999 et 2006.

Note : un losange indique que la statistique est significativement différente de celle obtenue lors de la période précédente (i.e. il y a eu réduction ou accroissement significatif des inégalités dans l'agglomération considérée par rapport à la période antérieure).

Lecture : le niveau d'hétérogénéité à l'intérieur du territoire urbain de Paris au regard de la répartition spatiale du taux de chômage est identique en 1990 et en 1999. En 2006, le niveau d'hétérogénéité a diminué par rapport à 1990 (l'indicateur est inférieur à 1). En d'autres termes, les Iris parisiens sont plutôt moins divers au regard de leur taux de chômage en 2006 qu'ils ne l'étaient en 1990.

Traitements : Onzus.

L'échelle des inégalités spatiales est celle du quartier plutôt que celle de la commune

La politique de la ville s'est, depuis son origine, consacrée à la réduction des inégalités entre les quartiers et leur environnement. L'étude de l'évolution des inégalités à l'intérieur des agglomérations permet de mesurer si les inégalités se manifestent plutôt entre les communes ou plutôt entre les quartiers de la politique de la ville et les autres quartiers. Elle permet donc, sous cet angle, de tenter de déterminer à quelle échelle, celle de la commune ou celle du quartier, se manifestent les inégalités.

Dans l'immense majorité des cas, la partition de l'espace selon le classement des quartiers en politique de la ville reflète davantage les inégalités observées que la partition communale. Pour le chômage des 25-64 ans, on peut noter quelques rares exceptions, comme à Paris en 1990 et 1999, à Nice en 1990, à Valenciennes en 1999, à Avignon en 2006 et à Béthune en 1999 et 2006 (**tableau 3**). La répartition des PCS supérieures déroge un peu plus fréquem-

ment à la règle précédente, comme à Marseille, Lyon, Grenoble, Valenciennes, Metz, Saint-Étienne, Avignon et Béthune, soit 8 agglomérations sur les 39 étudiées. En général, cette situation dépend surtout des caractéristiques de la configuration communale de l'agglomération. Par exemple, lorsque l'agglomération est organisée autour d'une ville centre qui concentre les quartiers d'habitat social et dont les communes périphériques regroupent les habitants plus aisés, la partition communale reflète bien la géographie des inégalités. C'est le cas, par exemple, à Avignon. Mais ce type de situation reste minoritaire.

Ainsi, le découpage de l'espace urbain en quartiers de la politique de la ville et hors politique de la ville reflète beaucoup mieux la géographie des inégalités spatiales que le découpage des communes et ce, quelle que soit la période considérée.

Tableau 3
Hétérogénéité portée par les niveaux communaux et le classement en quartier de la politique de la ville

Territoire urbain	Répartition du chômage des 25-64 ans						Répartition des professions et catégories sociales supérieures					
	Communes			Quartiers politique de la ville			Communes			Quartiers politique de la ville		
	1990	1999	2006	1990	1999	2006	1990	1999	2006	1990	1999	2006
Paris	0,30	0,48	0,33	0,21 ♦	0,36 ♦	0,27	0,36	0,29	0,26	0,35	0,36	0,37
Nanterre	0,39	0,49	0,40	0,35	0,50	0,44	0,55	0,53	0,52	0,44	0,48	0,50
Marseille-Aix-en-Provence	0,43	0,47	0,47	0,42	0,47	0,41	0,48	0,51	0,51	0,32 ♦	0,27 ♦	0,28 ♦
Lyon	0,23	0,29	0,25	0,35	0,40	0,40	0,47	0,51	0,55	0,36 ♦	0,32 ♦	0,32 ♦
Saint-Denis	0,27	0,34	0,41	0,28	0,33	0,33	0,17	0,23	0,32	0,31	0,37	0,39
Montreuil	0,35	0,43	0,44	0,26	0,37	0,36	0,40	0,47	0,49	0,29	0,33	0,37
Lille	0,33	0,40	0,34	0,49	0,54	0,47	0,27	0,30	0,34	0,22	0,24	0,24
Nice	0,15	0,11	0,13	0,08 ♦	0,18	0,17	0,12	0,16	0,14	0,22	0,21	0,22
Boulogne-Billancourt	0,20	0,24	0,22	0,20	0,20	0,18	0,23	0,23	0,25	0,24	0,27	0,33
Toulouse	0,00	0,22	0,15	0,43	0,44	0,33	s.o.	s.o.	0,02	0,18	0,17	0,18
Créteil	0,29	0,33	0,29	0,23	0,35	0,31	0,31	0,35	0,39	0,37	0,36	0,40
Bordeaux	0,23	0,31	0,25	0,40	0,35	0,25	0,26	0,30	0,24	0,35	0,35	0,35
Nantes	0,11	0,23	0,28	0,54	0,53	0,41	0,09	0,10	0,09	0,27	0,31	0,37
Orly-Orsay	0,44	0,42	0,34	0,32	0,37	0,37	0,44	0,45	0,50	0,36	0,42	0,45
Toulon	0,16	0,08	0,05	0,40	0,38	0,30	0,02	0,11	0,09	0,26	0,21	0,21
Douai-Lens	s.o.	0,05	0,01	0,25	0,27	0,20	0,07	0,06	0,23	0,10	0,10	0,15
Versailles	0,25	0,42	0,35	0,26	0,40	0,31	0,36	0,41	0,45	0,33	0,29	0,31
Strasbourg	0,14	0,16	0,13	0,36	0,41	0,44	s.o.	s.o.	s.o.	0,44	0,46	0,52
Grenoble	0,19	0,17	0,16	0,36	0,49	0,46	0,43	0,42	0,35	0,18 ♦	0,21 ♦	0,24 ♦
Rouen	0,16	0,16	0,13	0,41	0,42	0,42	0,46	0,46	0,50	0,21	0,24	0,26 ♦
Valenciennes	0,07	0,28	0,10	0,23	0,28 ♦	0,26	0,10	0,22	0,39	0,12 ♦	0,12 ♦	0,14 ♦
Nancy	s.o.	0,02	s.o.	0,19	0,27	0,30	0,26	0,26	0,31	0,10	0,14	0,13 ♦
Metz	s.o.	s.o.	s.o.	0,46	0,52	0,56	0,04	0,13	0,15	0,25	0,24 ♦	0,23 ♦
Mantes-Les Mureaux-Poissy	0,20	0,31	0,25	0,37	0,35	0,37	0,40	0,40	0,41	0,47	0,44	0,42
Montpellier	0,17	0,21	0,22	0,39	0,43	0,40	0,05	0,11	0,09	0,28	0,23	0,25
Tours	0,03	0,15	0,05	0,46	0,52	0,50	0,07	0,02	0,06	0,28	0,29	0,32
Vitry-sur-Seine	0,13	0,20	0,19	0,22	0,21	0,31	0,02	0,14	0,14	0,23	0,28	0,27
Saint-Étienne	0,11	0,17	0,26	0,59	0,58	0,48	0,12	0,14	0,17	0,24	0,17 ♦	0,17 ♦
Rennes	0,16	0,26	0,22	0,32	0,32	0,34	s.o.	0,00	0,01	0,41	0,54	0,56
Avignon	0,14	0,18	0,26	0,24	0,32	0,21	0,25	0,12	0,30	0,16 ♦	0,32	0,26 ♦
Orléans	0,02	0,05	0,11	0,50	0,55	0,40	0,16	0,13	0,08	0,24	0,20	0,25
Clermont-Ferrand	0,17	0,24	0,22	0,34	0,35	0,25	0,21	0,19	0,16	0,35	0,41	0,39
Cergy	0,12	0,15	0,13	0,29	0,38	0,42	0,18	0,17	0,16	0,31	0,34	0,40
Béthune	s.o.	0,03	0,23	0,21	0,24 ♦	0,29 ♦	s.o.	s.o.	0,12	0,02 ♦	0,06 ♦	0,12 ♦
Le Havre	0,08	0,08	0,07	0,40	0,49	0,42	0,11	0,15	0,12	0,42	0,44	0,40
Mulhouse	0,27	0,36	0,35	0,53	0,60	0,56	0,05	0,02	0,09	0,23	0,20	0,22
Dijon	0,07	0,13	0,03	0,34	0,42	0,44	0,16	0,16	0,18	0,29	0,36	0,35
Angers	0,14	0,22	0,18	0,48	0,47	0,37	0,06	0,02	0,04	0,27	0,29	0,28
Évry	0,30	0,29	0,38	0,34	0,41	0,54	0,37	0,34	0,39	0,41	0,42	0,53

Source : Insee, recensements 1990, 1999 et 2006.

Note : un losange indique que l'hétérogénéité est davantage portée par le niveau communal que par le classement des Iris en quartier de la politique de la ville (Zus, Cucs ou hors quartier de la politique de la ville). Techniquement, la valeur indiquée est la part (comprise entre 0 et 1) de la variance expliquée par des indicatrices communales (resp. des indicatrices de rattachement des Iris à un des trois types de quartiers Zus, Cucs ou hors quartiers de la politique de la ville). Cette part correspond au R2 ajusté. La sélection du modèle le plus pertinent entre celui fondé sur des indicatrices communales et celui fondé sur des indicatrices quartiers se fait sur la base d'un critère d'information (BIC). Les valeurs indiquées « s.o. » correspondent à des formes dégénérées des statistiques de R2 ajusté en raison du faible nombre d'Iris dans les communes correspondantes. Pour l'analyse, ces valeurs peuvent être considérées comme nulles.

Lecture : à Paris en 1990, la part de variance en matière de taux de chômage des 25-64 ans expliquée par le niveau communal est de 30 % ; de 21 % par le classement des Iris en quartiers. Le niveau communal (en l'occurrence l'arrondissement) explique davantage les inégalités que le classement des Iris en quartier. Il en est de même en 1999. En revanche, en 2006, alors que la part de variance portée par le niveau communal est de 33 % et celui porté par le classement en quartier politique de la ville de 27 %, le niveau quartier explique davantage de variance si l'on tient compte du fait qu'il est beaucoup plus parcimonieux en nombre de variables permettant de le caractériser (3 variables pour Zus, Cucs et hors QPV) que le niveau communal (20 variables).

Traitements : Onzus.

Immigration et ségrégation spatiale

Les données du recensement ne permettent pas d'étudier la répartition géographique des immigrés au niveau des Iris mais seulement au niveau des communes. Cet encadré rend donc compte de la distribution spatiale de la population immigrée entre les communes du champ de l'étude et de son évolution entre 1990 et 2006 (tableau ci-dessous).

Un immigré est une personne née étrangère à l'étranger. Ainsi, si cette personne acquiert la nationalité française, elle demeure, au plan statistique, une personne immigrée. La notion n'est donc pas affectée par les évolutions du code de la nationalité et autorise des comparaisons dans le temps.

Les taux communaux moyens de population immigrée (pour 2006) varient grandement d'une agglomération à l'autre, avec des taux plus élevés pour les territoires d'Île-de-France.

Les variations spatiales d'une commune à l'autre au sein d'une agglomération en terme d'accueil des populations immigrées, mesurées par le ratio de variances normalisées, tendent à diminuer sur la

période. La diminution par rapport à 1990 est même significative dans les agglomérations de Grenoble, Toulon, Clermont, Lille, Valenciennes, Toulouse, Lyon, Paris, Metz, Douai – Lens, Mantes – les Mureaux-Poissy et Béthune.

De manière intéressante, la part de cette hétérogénéité expliquée par la classification des communes au regard de la fraction de leur population en Zus (aucune population en Zus, moins de 30 % de la population en Zus, plus de 30 % de la population en Zus) augmente de manière significative entre 1990 et 2006 : elle était de 26 % en 1990, puis 32 % en 1999 et enfin 33 % en 2006. Si l'augmentation n'est pas considérable entre 1999 et 2006, l'accroissement observé depuis 1990 témoigne néanmoins d'une spécialisation accrue des communes à Zus dans l'accueil de populations immigrées.

Ces constats mis ensemble indiquent que l'on assiste, dans l'ensemble, à une convergence au sein de chaque agglomération des proportions communales de populations immigrées, tout en constatant une spécialisation relative des communes à Zus dans l'accueil de ces populations.

Statistiques communales sur les immigrés au sein des agglomérations étudiées

Territoire	Taux communal moyen d'immigrés en 2006 (%)	Ratio de variances normalisées par rapport à celle de 1990			Part de la variance expliquée par le classement en Zus de la commune (%)		
		1990	1999	2006	1990	1999	2006
Avignon	7,3	1 (réf.)	0,81	0,72	33,8	78,6	74,9
Montpellier	6,7	1 (réf.)	0,97	0,89	53,3	68,7	87,2
Évry	10,3	1 (réf.)	1,44	1,53	62,5	84,8	90,3
Grenoble	9,0	1 (réf.)	0,82	0,47***	38,9	43,9	65,4
Toulon	5,0	1 (réf.)	0,85	0,36***	33,7	43,6	56,6
Clermont-Ferrand	7,5	1 (réf.)	0,80	0,39**	19,4	30,9	39,7
Strasbourg	8,4	1 (réf.)	0,82	0,71	46,1	41,7	65,2
Saint-Étienne	5,7	1 (réf.)	0,94	0,46	61,5	68,5	80,4
Nanterre	13,8	1 (réf.)	1,23	1,10	32,5	48,6	51,1
Lille	4,8	1 (réf.)	0,81	0,48***	17,6	25,3	35,7
Valenciennes	4,1	1 (réf.)	0,63**	0,21***	23,4	25,1	40,0
Créteil	13,5	1 (réf.)	1,34	1,31	19,9	25,1	36,2
Mulhouse	8,7	1 (réf.)	1,01	0,65	73,6	77,3	89,0
Orléans	7,3	1 (réf.)	0,81	0,60	28,6	42,2	43,6
Boulogne-Billancourt	13,1	1 (réf.)	1,12	1,33	26,0	34,2	40,8
Toulouse	6,3	1 (réf.)	0,80	0,52***	4,1	5,9	18,4
Orly-Orsay	12,1	1 (réf.)	1,29	1,10	39,7	43,9	53,4
Lyon	7,7	1 (réf.)	0,85	0,57***	44,5	49,1	57,7
Bordeaux	5,1	1 (réf.)	1,36	0,85	63,9	68,5	76,8
Tours	4,2	1 (réf.)	0,87	0,78	69,0	70,2	81,5
Paris	19,7	1 (réf.)	0,88	0,45**	19,3	29,1	31,1
Marseille – Aix-en-Provence	8,1	1 (réf.)	1,21	1,02	59,6	64,6	69,1
Vitry-sur-Seine	20,2	1 (réf.)	1,44	1,57	62,8	73,5	71,4
Nantes	2,5	1 (réf.)	1,07	1,44	59,4	54,3	67,6
Le Havre	1,9	1 (réf.)	0,95	0,63	26,1	25,5	33,9
Cergy	10,0	1 (réf.)	0,93	0,87	52,6	57,2	59,8
Nancy	5,0	1 (réf.)	0,82	0,73	57,9	60,8	64,5
Montreuil	16,9	1 (réf.)	1,17	0,97	51,6	56,9	58,1
Metz	8,0	1 (réf.)	0,75	0,27***	3,4	5,0	8,7
Douai – Lens	3,9	1 (réf.)	0,65**	0,18***	18,8	25,8	23,2
Rouen	4,5	1 (réf.)	1,02	0,82	37,0	38,2	40,5
Angers	2,5	1 (réf.)	0,87	0,73	91,5	91,8	94,5
Nice	10,3	1 (réf.)	0,77	0,71	4,7	18,1	6,6
Versailles	9,6	1 (réf.)	0,98	0,71	44,2	46,5	42,2
Saint-Denis	22,5	1 (réf.)	1,52	1,49	67,2	66,6	64,0
Dijon	6,9	1 (réf.)	0,97	0,58	68,9	49,8	65,3
Mantes – Les Mureaux-Poissy	11,7	1 (réf.)	0,89	0,51**	64,3	58,9	56,9
Béthune	1,4	1 (réf.)	0,42***	0,07***	30,3	28,7	16,5
Rennes	2,9	1 (réf.)	1,29	1,47	92,7	83,1	72,9

Source : Insee, recensement 2006.

Lecture : Chaque ligne se réfère à un territoire urbain. La première colonne correspond aux taux moyens par territoire urbain fondés sur les taux communaux en 2006. Puis, les trois colonnes centrales regroupent les rapports de variances normalisées de ces distributions avec celles de 1990. Un rapport supérieur à 1 témoigne d'un accroissement de l'hétérogénéité entre communes, par rapport à 1990. Enfin, les trois dernières colonnes indiquent la part de l'hétérogénéité entre les communes expliquée par le type de communes, celles-ci étant réparties en trois catégories : les communes comportant plus de 30 % de leurs habitants en Zus, les communes comportant moins de 30 % d'habitants en Zus et les communes ne comportant pas d'habitants en Zus.

Note : *** signifie que le ratio est différent de 1 avec un niveau de confiance de 1 % ; ** indique de la ratio est différent de 1 avec un niveau de confiance de 5 %.

Des écarts entre les quartiers de la politique de la ville et les autres qui se sont fortement accrus entre 1990 et 1999, et qui se stabilisent depuis

Plus globalement, la disponibilité des trois recensements de 1990, 1999 et 2006, nous permet de porter un regard d'ensemble sur les 39 agglomérations étudiées à l'aide d'un ensemble conséquent de statistiques socio-démographiques. Comme on l'a déjà constaté à partir des statistiques relatives au chômage des jeunes et aux catégories sociales supérieures par agglomération, l'écart entre les quartiers de la politique de la ville et les autres quartiers des agglomérations s'est considérablement accru entre 1990 et 1999 (**tableau 4**). Ainsi, l'écart de taux de chômage est passé, en défaveur des Zus, de 6 points en 1990 à 10 points en 1999. De même, la part des hommes possédant un diplôme « bac + 2 ou plus » était, en 1990, inférieure de 11 points en Zus à celle des autres quartiers et inférieure de 14 points en 1999. Pour les femmes, l'écart était de 8 points en 1990 pour 13 points en 1999.

La période suivante (1999-2006) est plus contrastée : si la dégradation s'est poursuivie pour les écarts de taux de diplômés (15 points pour les femmes en 2006 et 16 points pour les hommes), en revanche, en matière de chômage la différence entre les Zus et les quartiers hors politique de la ville s'est légèrement réduite : de 11 points pour les hommes et les femmes de Zus en 1999, elle s'établit en 2006, respectivement à 9 et 10 points. À l'inverse, l'écart en termes de taux d'activité entre les Zus et les quartiers hors politique de la ville s'est creusé entre 1990 et 2006, aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Nul pour les hommes et de 3 points inférieur pour les femmes en 1990, il atteint, en 2006, 3 points pour les hommes et 7 points pour les femmes.

Les quartiers de la politique de la ville, en particulier les Zus, ont été de tout temps, des quartiers jeunes. On l'observe à travers le taux de jeunes de moins de 25 ans et le taux de plus de 65 ans. Les quartiers Zus présentaient en 1990 une proportion de jeunes supérieure de 7 points aux autres quartiers. Ce taux s'est stabilisé et a même légèrement décru entre 1999 et 2006 (baisse d'1 point). Le taux de personnes âgées a progressé sur la période mais l'écart entre les Zus et les autres quartiers (4 points) est resté inchangé en 16 ans.

En ce qui concerne les familles nombreuses (plus de 4 personnes), l'écart entre les Zus et les autres quartiers n'a pas évolué sur l'ensemble de la période : ce type de famille est, en 2006 comme en 1990, environ trois fois plus fréquent en Zus qu'ailleurs. Dans les quartiers hors politique de la ville, le nombre de familles monoparentales a augmenté nettement sur la période passant de 11 % à 14 %. L'écart entre les Zus et ces quartiers a aussi augmenté sur la période, passant de 6 points en 1990 à 9 points en 2006. La sur-représentation des familles monoparentales en Zus s'est donc encore renforcée.

Les quartiers des contrats urbains de cohésion sociale ont évolué de manière parallèle aux Zus. Leur situation demeure toutefois intermédiaire entre celle des Zus et celle des quartiers hors politique de la ville. L'écart entre ces quartiers et le reste des agglomérations est, approximativement, moitié moins important que celui que connaissent les Zus.

Migrations résidentielles au niveau communal

La question de la spécialisation d'un territoire est intimement liée à celle de la dynamique des populations qui le composent. Les données du recensement ne permettent pas d'étudier la question des mobilités résidentielles au niveau de l'Iris mais uniquement au niveau communal. Le recensement, en interrogeant les personnes recensées sur leur commune de résidence cinq ans auparavant, permet en effet de préciser les flux d'entrées-sorties dans chacune des communes. Il est donc possible de comparer le « contenu » de ces flux en termes de caractéristiques socio-économiques des individus qui les composent afin de mettre en évidence d'éventuelles dissymétries entre les entrants et les sortants.

Le tableau ci-dessous montre que la mobilité à cinq ans dans les communes comportant plus de 30 % d'habitants en Zus est plutôt moins élevée qu'ailleurs (près de 4 points de moins par rapport

au nombre d'habitants de la commune). Il montre également que les partants des communes à Zus ont un taux de chômage inférieur de 3 à 4 points par rapport aux individus qui restent dans la commune ou qui y arrivent. À l'inverse (voire en miroir), dans les autres communes, les individus mobiles sont légèrement plus affectés par le chômage que ceux qui ne bougent pas.

Ces résultats confirment les travaux menés par l'Onzuz dans son rapport 2005 avec la nuance, toutefois, que la mobilité dans les communes à Zus est plutôt inférieure à celle des autres territoires. En revanche, la dissymétrie constatée dans le contenu des flux en termes de caractéristiques socio-économiques des individus contributeurs est clairement défavorable à ces communes et maintient mécaniquement ces territoires à un niveau élevé de difficultés.

Statistiques sur les déménagements et emménagements d'individus sur cinq ans dans des communes comportant ou non des habitants en Zus

	Communes comportant plus de 30% d'habitants en Zus		Communes sans habitant en Zus	
	Proportion par rapport au stock (%)	Taux de chômage (%)	Proportion par rapport au stock (%)	Taux de chômage (%)
Restants	75,8	17,0	72,5	8,8
Arrivants	24,2	16,1	27,5	9,2
Partants	25,3	13,4	25,9	10,3

Source : Insee, recensement 2006.

La géographie prioritaire de la politique de la ville coïncide, en 2006 comme en 1999, avec celle des inégalités spatiales

Dans l'ensemble, la géographie de la politique de la ville, est assez proche de celle des inégalités spatiales. L'examen de l'indicateur caractérisant la part de l'hétérogénéité spatiale portée par le zonage (**tableau 4**, dernier groupe de colonnes) indique que la capacité du zonage à épouser les inégalités spatiales se renforce au cours du temps pour l'activité, la répartition des diplômés « bac + 2 ou plus », les familles monoparentales et la répartition des professions et catégories sociales supérieures. En revanche, si la pertinence s'est accrue considérablement entre 1990 et 1999 pour la répartition du chômage et celles

des jeunes de moins de 25 ans, elle a légèrement diminué entre 1999 et 2006, tout en conservant, en 2006, une pertinence supérieure à celle observée en 1990.

Autrement dit, globalement la géographie de la politique de la ville, déterminée pour l'essentiel en 1996 et en 2006, coïncide avec les phénomènes de ségrégation spatiale dans pratiquement toutes les dimensions socio-démographiques. En revanche, la « hiérarchie » des quartiers en termes de gradation des difficultés a connu des évolutions importantes.

Tableau 4

Evolution d'ensemble des principales statistiques socio-démographiques des Iris des agglomérations étudiées

Statistiques	Taux moyens dans les Iris hors quartiers de la politique de la ville			Surcroît de taux en Zus			Surcroît de taux en Cucs			Part d'hétérogénéité portée par le classement des Iris dans le cadre de la politique de la ville		
	1990	1999	2006	1990	1999	2006	1990	1999	2006	1990	1999	2006
Chômage des 15-25 ans	0,17	0,22	0,18	0,09	0,14	0,13	0,05	0,08	0,07	0,20	0,27	0,20
Chômage des 25-64 ans	0,09	0,11	0,09	0,06	0,10	0,09	0,03	0,05	0,04	0,26	0,35	0,32
Chômage des hommes de 15-64 ans	0,07	0,10	0,09	0,07	0,11	0,09	0,03	0,06	0,05	0,23	0,34	0,30
Chômage des femmes de 15-64 ans	0,12	0,13	0,11	0,08	0,11	0,10	0,04	0,05	0,05	0,29	0,35	0,30
Activité des hommes de 25-64 ans	0,86	0,85	0,85	0,00	- 0,01	- 0,03	0,00	0,00	- 0,01	0,00	0,01	0,03
Activité des femmes de 25-64 ans	0,67	0,73	0,76	- 0,03	- 0,05	- 0,07	- 0,01	- 0,01	- 0,02	0,03	0,07	0,11
Hommes diplômés « bac + 2 ou plus »	0,20	0,27	0,32	- 0,11	- 0,14	- 0,16	- 0,09	- 0,11	- 0,12	0,14	0,19	0,21
Femmes diplômées « bac + 2 ou plus »	0,16	0,25	0,31	- 0,08	- 0,13	- 0,15	- 0,06	- 0,09	- 0,10	0,14	0,21	0,23
Jeunes de moins de 25 ans	0,34	0,32	0,32	0,07	0,07	0,06	0,03	0,03	0,03	0,14	0,14	0,11
Personnes âgées de plus de 65 ans	0,14	0,15	0,16	- 0,04	- 0,04	- 0,04	- 0,03	- 0,02	- 0,03	0,06	0,06	0,05
Familles monoparentales	0,11	0,13	0,14	0,06	0,08	0,09	0,04	0,05	0,06	0,17	0,25	0,25
Familles nombreuses	0,03	0,02	0,02	0,05	0,05	0,05	0,02	0,02	0,02	0,24	0,27	0,24
Catégories sociales supérieures	0,50	0,53	0,56	- 0,20	- 0,21	- 0,21	- 0,13	- 0,14	- 0,14	0,27	0,27	0,32

Source : Insee, recensements 1990, 1999 et 2006.

Note : la part d'hétérogénéité portée par le classement des Iris dans le cadre de la politique de la ville désigne la part de variance expliquée par un modèle de régression portant sur l'ensemble des Iris dans laquelle figure un effet fixe agglomération et trois variables désignant le type de rattachement de l'Iris à la politique de la ville (Zus, Cucs ou hors QPV). L'indicateur proposé est le R2 ajusté.

Traitement : Onzus.

Lecture : le taux de chômage moyen (pondéré par la taille des Iris) des jeunes âgés de 15 à 25 ans observé dans les Iris hors quartiers de la politique de la ville (QPV) des 39 agglomérations étudiées s'élève, en 1990, à 17 %. Il est de 22 % en 1999 et de 18 % en 2006. Le taux observé dans les Iris en Zus est de 9 points plus élevé au précédent en 1990, 14 points en 1999 et 13 points en 2006. Dans les Iris en Cucs, le taux est de 5 points plus élevé au taux observé hors QPV en 1990. L'écart est de 8 points en 1999 et de 7 points en 2006.

Des trajectoires diverses conduisant, selon le cas, à un renforcement ou à une diminution des écarts entre les quartiers de la politique de la ville et le reste de leur agglomération

Au-delà de ces constats globaux, l'analyse des situations locales révèle d'importantes disparités. Ces constats sont mis en exergue dans le cahier local annexé à ce chapitre pour chaque agglomération. Nous résumons, dans cette partie, les principales tendances observées par agglomération.

Afin d'apprécier l'évolution des agglomérations sur chacune des deux périodes inter-censitaires, nous présentons, pour chaque agglomération et chaque période, l'évolution de l'écart observé en-

tre les Iris en Zus et les Iris hors Zus et la position en début de période des uns par rapport aux autres. L'intérêt de positionner chaque agglomération sur cette double dimension est de mettre en évidence d'éventuelles accentuations ou, au contraire, résorptions d'inégalités à l'intérieur des agglomérations en relativisant cette évolution en fonction du niveau initial des contrastes. Toutes les situations d'agglomération peuvent exister, ainsi que le résume le schéma 1 dans le cas du taux de chômage.

Schéma 1
Grille de lecture des graphiques 1 et 2

Accentuation des contrastes en matière de chômage par rapport à l'évolution moyenne & contrastes initiaux plus faibles que la moyenne

Résorption des contrastes en matière de chômage par rapport à l'évolution moyenne & contrastes initiaux plus faibles que la moyenne

Accentuation des contrastes en matière de chômage par rapport à l'évolution moyenne & contrastes initiaux plus marqués que la moyenne

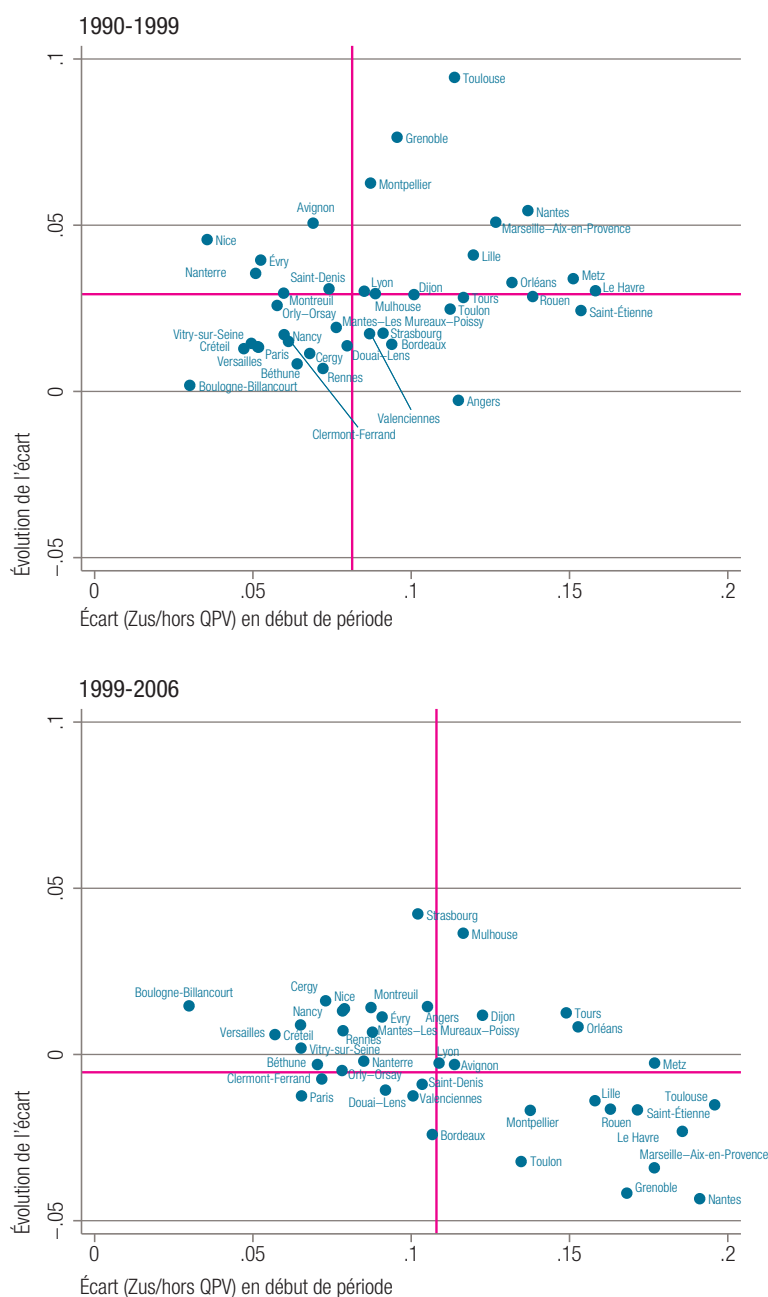
Résorption des contrastes en matière de chômage par rapport à l'évolution moyenne & contrastes initiaux plus marqués que la moyenne

En matière de chômage (**graphiques 1 et 2**), les agglomérations de Toulouse, Grenoble, Montpellier et Nantes ont connu, entre 1990 et 1999, la dégradation la plus forte de la situation relative de leurs quartiers Zus, alors même que les contrastes entre ces quartiers et les autres quartiers des agglomérations étaient déjà relativement accentués en 1990. À l'opposé, les territoires de l'agglomération parisienne, principalement pour les hommes, révèlent des contrastes relativement faibles en début de période et une dégradation plutôt moins marquée que dans les autres agglomérations. Angers se distingue par des contrastes élevés associés à une absence remarquable de dégradation sur la période 1990-1999, tandis que toutes les autres agglomérations connaissent un accroissement des écarts entre les Zus et les quartiers hors politique de la ville.

La période 1999-2006 est globalement plus favorable en matière de résorption du chômage et se traduit, en moyenne, par un léger rattrapage des quartiers par rapport à leur environnement. C'est le cas, dans les agglomérations où les contrastes étaient élevés et s'étaient accentués au cours de la période inter-censitaire précédente, comme à Nantes, Grenoble, Marseille et le Havre. D'autres agglomérations, où les contrastes sont moins marqués qu'ailleurs, bénéficient au cours de la période 1999-2006, d'un rattrapage des quartiers Zus par rapport à leur environnement. C'est le cas à Paris et à Bordeaux. Strasbourg, Mulhouse et, dans une moindre mesure, Nancy (hommes) qui connaissent, entre 1999 et 2006, une dégradation caractérisée de la situation de leurs Zus en matière de chômage.

Graphique 1

Évolution des écarts concernant le taux de chômage des femmes (15-64 ans) entre les Iris en Zus et les quartiers hors politique de la ville des agglomérations étudiées en fonction du niveau des écarts en début de périodes inter-censitaires



Source : Insee, recensements de la population 1990, 1999 et 2006.

Lecture : La figure du haut concerne la transition 1990-1999, celle du bas la transition 1999-2006. Chaque agglomération est figurée par un point positionné sur un couple d'axes : en abscisses figure l'écart des taux en début de période entre les Iris en Zus et les Iris hors quartier de la politique de la ville (QPV) des mêmes agglomérations ; en ordonnées est indiquée l'évolution de cet écart sur la période considérée. Lorsque l'écart est initialement positif, comme ici, une valeur positive de cette évolution signifie que l'écart entre les Iris en Zus et les Iris hors QPV s'est creusé sur la période. Les lignes rouges symbolisent les moyennes nationales pour chacune des deux variables. Ces lignes rouges dessinent quatre cadrans sur chaque graphique. Un point dans le cadran nord-est signifie que, dans l'agglomération en question, l'écart initial entre les Iris en Zus et les Iris hors QPV était plus marqué qu'en moyenne au niveau national, et que, sur la période, cet écart s'est creusé plus vite qu'en moyenne au niveau national. À l'opposé, un point dans le cadran sud-ouest signifie que dans l'agglomération en question, l'écart initial entre les Iris en Zus et les Iris hors QPV était moins marqué qu'en moyenne au niveau national, et que, sur la période, cet écart s'est creusé moins rapidement ou a diminué plus vite qu'en moyenne au niveau national.

Traitements : Onzus.

En ce qui concerne les taux d'activité, les situations sont peu contrastées en 1990 (**graphiques 3 et 4**). Pour autant, les années 1990 sont caractérisées par une différenciation marquée des trajectoires des quartiers Zus dans leurs agglomérations, notamment s'agissant des femmes : dans les agglomérations d'Angers, Toulon, Grenoble, Paris, Toulouse, Marseille, Bordeaux l'activité des femmes en Zus augmente plus vite que dans les autres quartiers. À l'inverse, dans les Zus de Lyon, Mulhouse, Nanterre, Orléans, le Havre, Montpellier, Évry, Metz, Avignon, Nice le taux d'activité des femmes baisse de plus de 4 points par rapport aux autres quartiers. L'ampleur de variation de l'activité masculine est plus faible. Là encore, entre 1990 et 1999, dans les agglomérations de Béthune, Nancy, Angers, Toulouse, et Orléans, l'écart Zus/hors QPV se résorbe partiellement, tandis qu'il se creuse relativement aux autres

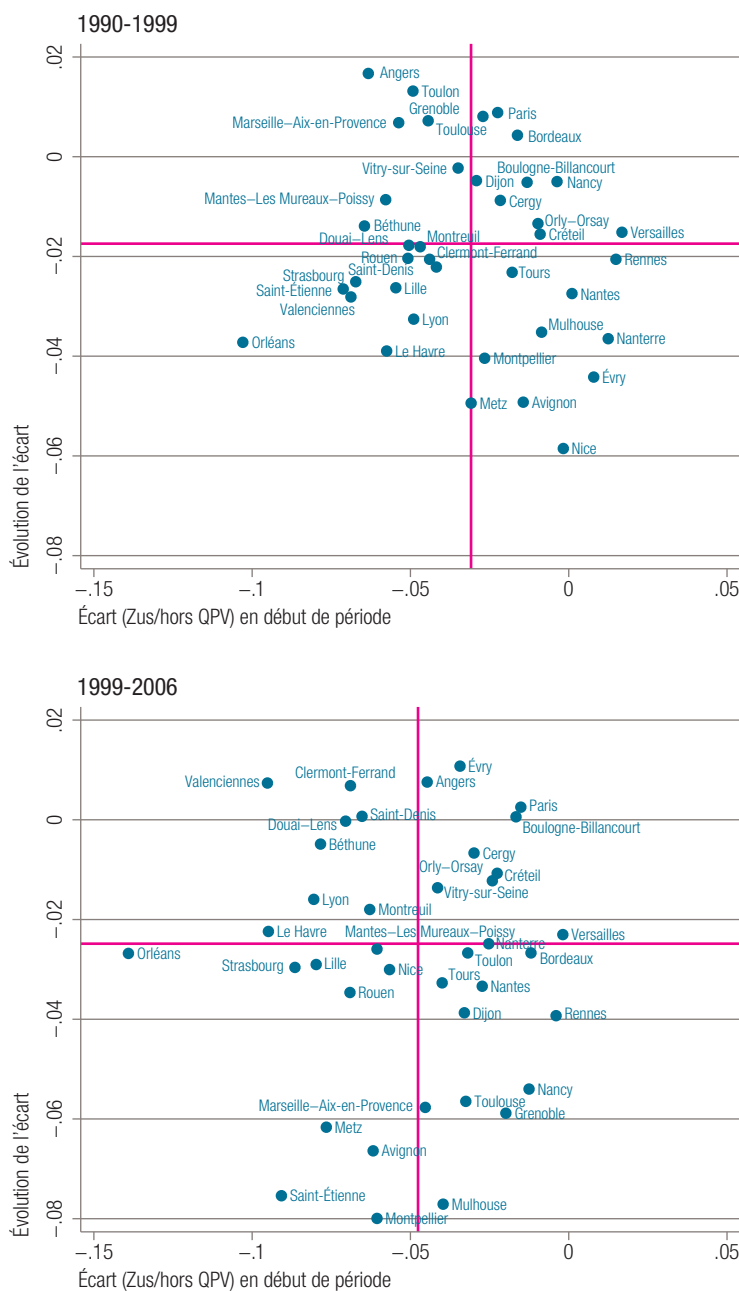
quartiers, à Paris, Versailles, Metz, Nanterre, le Havre, Mantes et Nice.

Entre 1999 et 2006, un rattrapage s'opère, consécutif à une forte dégradation antérieure, à Évry (femmes). L'écart des taux d'activité des femmes habitant les Zus de Metz, Avignon, Saint-Étienne, Mulhouse et Montpellier s'accroît de plus de 6 points en défaveur des Zus pour les femmes et de plus de 4 points pour les hommes, après s'être également accru sur la période 1990-1999.

Enfin, en 1990, les Zus d'Orléans se caractérisent par une activité féminine extrêmement basse par rapport au reste de l'agglomération (contraste de 10 points supérieur à l'écart observé en moyenne) et qui s'est dégradée continûment sur toute la période 1990-2006.

Graphique 3

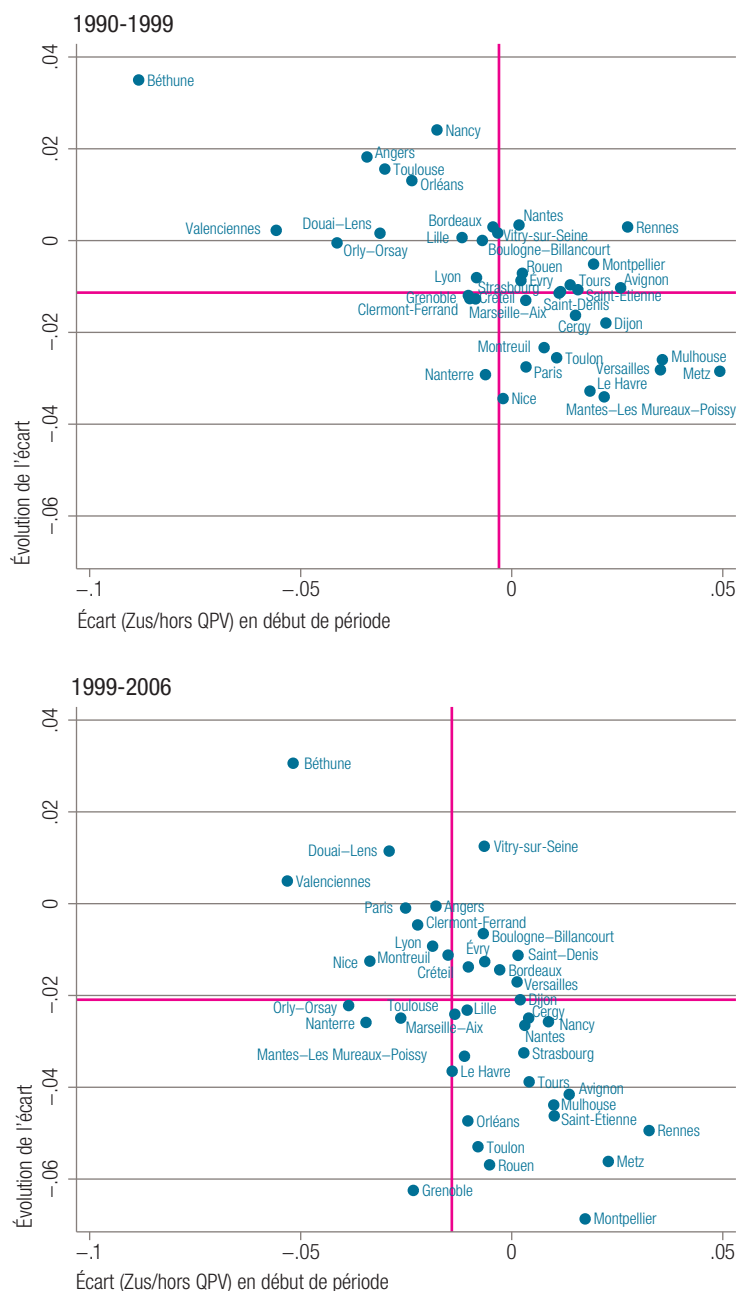
Évolution des écarts concernant le taux d'activité des femmes (25-64 ans) entre les Iris en Zus et les quartiers hors politique de la ville des agglomérations étudiées en fonction du niveau des écarts en début de périodes inter-censitaires



Source : Insee, recensements de la population 1990, 1999 et 2006.
 Lecture : lorsque l'écart initial (axe des abscisses) est négatif, une valeur positive de l'évolution de l'écart (axe des ordonnées) signifie que l'écart entre les Iris en Zus et les Iris hors QPV s'est partiellement résorbé sur la période.
 Traitements : Onzusu.

Graphique 4

Évolution des écarts de taux d'activité des hommes (25-64 ans) entre les Iris en Zus et les quartiers hors politique de la ville des agglomérations étudiées en fonction du niveau des écarts en début de périodes inter-censitaires



Source : Insee, recensements de la population 1990, 1999 et 2006.

Lecture : lorsque l'écart initial (axe des abscisses) est négatif, une valeur positive de l'évolution de l'écart (axe des ordonnées) signifie que l'écart entre les Iris en Zus et les Iris hors QPV s'est partiellement résorbé sur la période.

Traitements : Onzus.

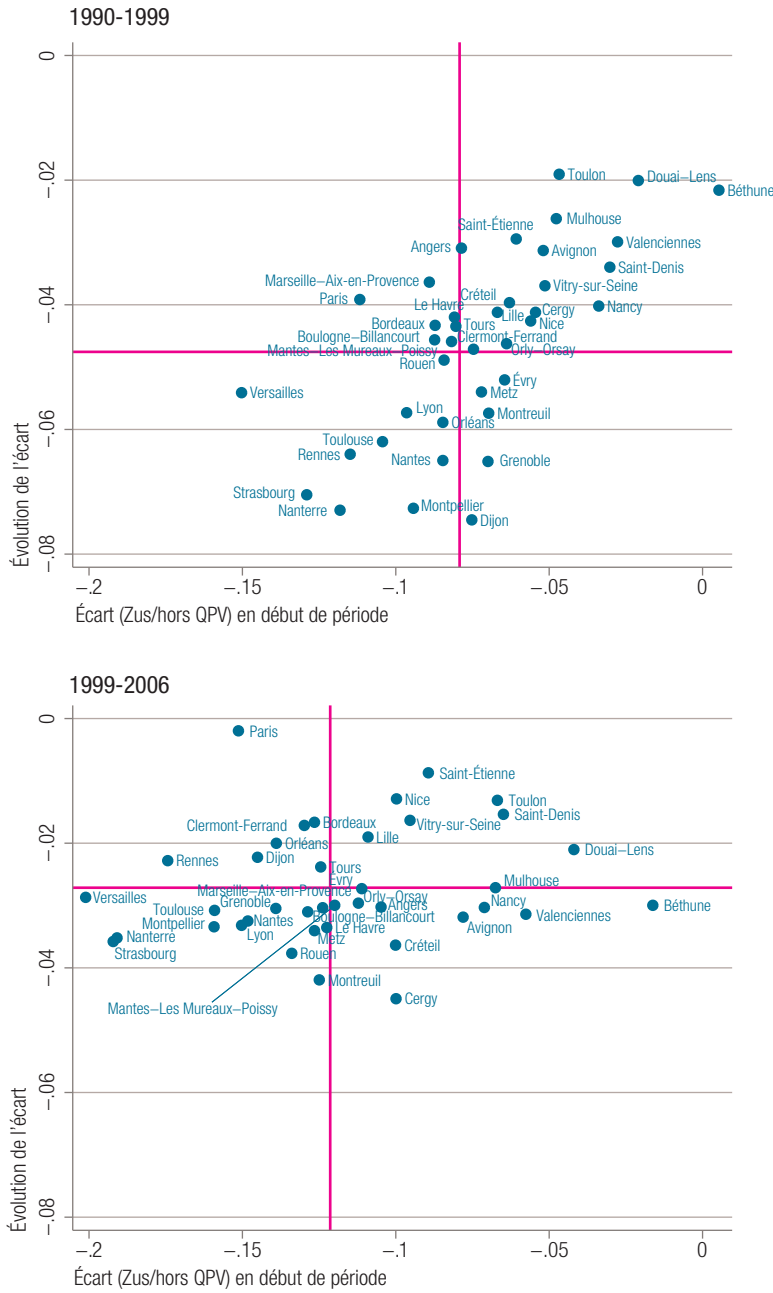
Entre 1990 et 1999, le taux de diplômés « bac + 2 ou plus » augmente globalement très rapidement, mais à un rythme moins soutenu en Zus qu'ailleurs. Les écarts se creusent donc entre les Zus et les autres quartiers (**graphiques 5 et 6**). Sur cette période, le creusement de l'écart entre les Zus et les autres quartiers des agglomérations

est d'autant plus faible que l'écart initial est faible. C'est le cas à Toulon, Douai – Lens, Béthune (femmes). En revanche, à Strasbourg, Nanterre, Montpellier, Dijon (femmes) l'écart entre les Zus et les autres quartiers se creuse : + 7 points en neuf ans alors qu'il était initialement de l'ordre d'une dizaine de points.

Entre 1999 et 2006, les écarts de taux de diplômés « bac + 2 » ou plus s'accroissent encore. Seuls les territoires urbains de Paris, Saint-Etienne, Nice, Toulon, Bordeaux, Douai – Lens voient le creusement contenu dans des limites raisonnables (1 point environ sur la période).

À l'inverse, Montreuil, Cergy (femmes), Boulogne (hommes), Grenoble (hommes) et Montpellier (hommes) connaissent une dégradation considérable de leur situation relative sur cette période (- 4 points).

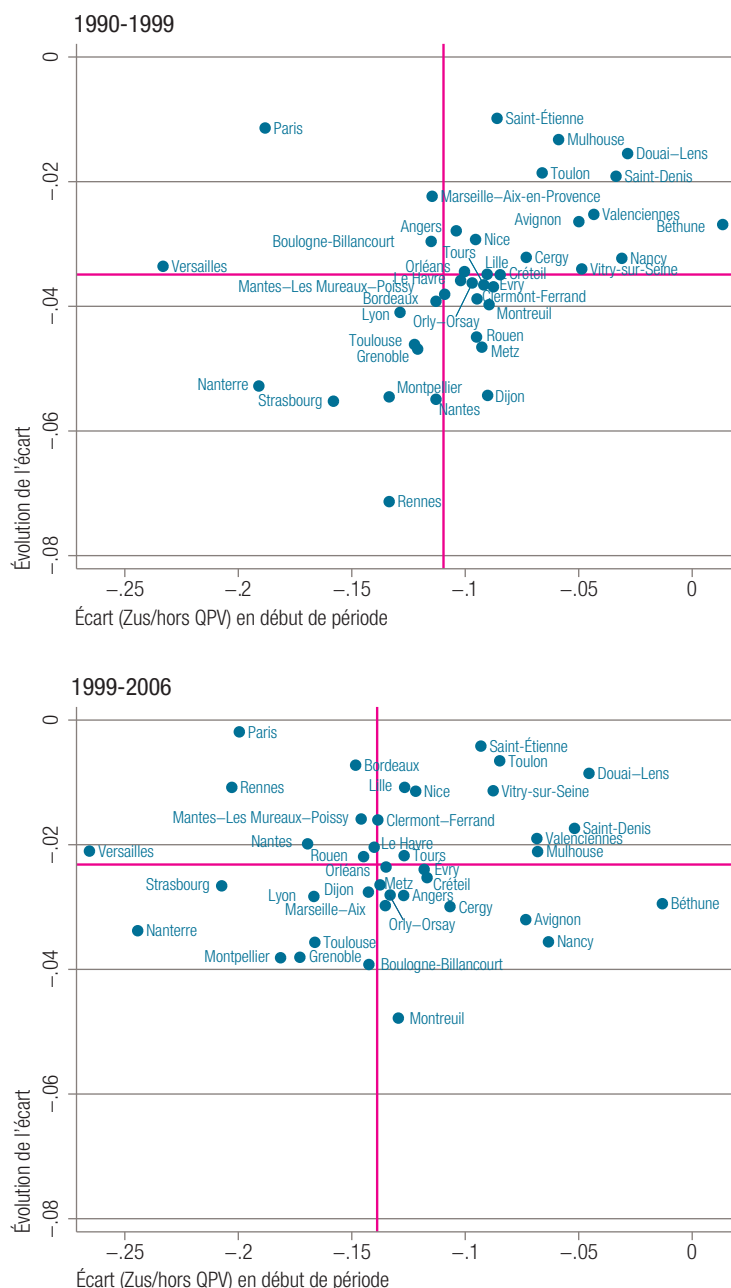
Graphique 5
Évolution des écarts concernant la proportion de femmes diplômées de niveau « bac + 2 ou plus » entre les Iris en Zus et les quartiers hors politique de la ville des agglomérations étudiées en fonction du niveau des écarts en début de périodes inter-censitaires



Source : Insee, recensements de la population 1990, 1999 et 2006.
 Lecture : lorsque l'écart initial (axe des abscisses) est négatif, une valeur positive de l'évolution de l'écart (axe des ordonnées) signifie que l'écart entre les Iris en zus et les Iris hors QPV s'est partiellement résorbé sur la période.
 Traitements : Onzus.

Graphique 6

Évolution des écarts concernant la proportion d'hommes diplômés de niveau « bac + 2 ou plus » entre les Iris en Zus et les quartiers hors politique de la ville des agglomérations étudiées en fonction du niveau des écarts en début de périodes inter-censitaires



Source : recensements de la population 1990, 1999 et 2006, Insee.

Lecture : lorsque l'écart initial (axe des abscisses) est négatif, une valeur positive de l'évolution de l'écart (axe des ordonnées) signifie que l'écart entre les Iris Zus et les Iris hors QPV s'est partiellement résorbé sur la période.

Traitements : Onzus.

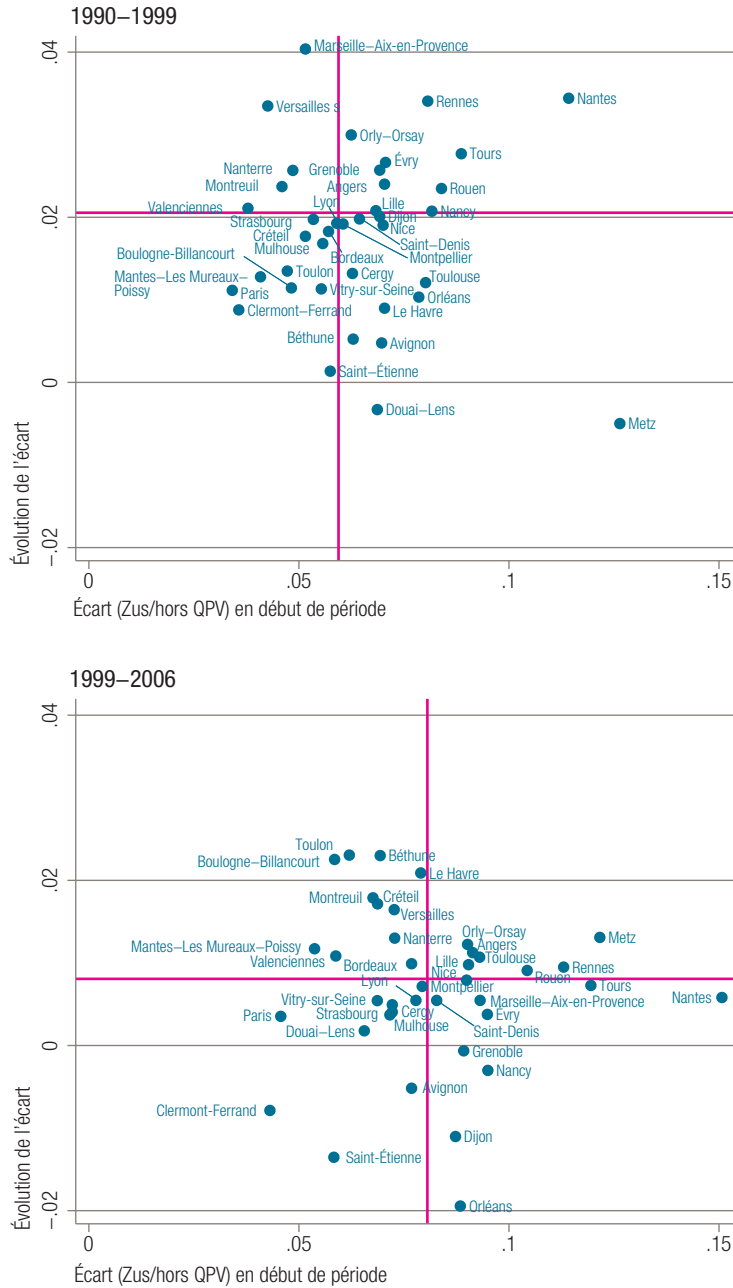
Le **graphique 7** se rapporte aux familles monoparentales. La situation initiale des Zus par rapport à leur environnement en 1990 est très comparable d'une agglomération à l'autre : l'écart est d'environ 6 points, peu dispersé, hormis à Nantes et à Metz où il s'établit à environ 12 points. Entre 1990 et 1999, les évolutions sont

en revanche très contrastées : à Douai, Saint-Étienne, Béthune, Metz, Avignon, on ne note pas d'évolution relative des Zus par rapport au reste de l'agglomération. En revanche, à Orly-Orsay, Nantes, Rennes, Versailles et Marseille, le taux de familles monoparentales en Zus s'accroît beaucoup plus vite que dans le reste des

agglomérations. Entre 1999 et 2006, l'écart se réduit pour un certain nombre d'agglomérations (Orléans, Saint-Étienne, Dijon, Clermont,

Avignon, Nancy et Grenoble). À l'opposé, il s'accroît à Béthune, Toulon, Boulogne et le Havre.

Graphique 7
Évolution des écarts concernant la proportion de familles monoparentales entre les Iris en Zus et les quartiers hors politique de la ville des agglomérations étudiées en fonction du niveau des écarts en début de périodes inter-censitaires



Source : Insee, recensements de la population 1990, 1999 et 2006.
 Lecture : lorsque l'écart initial (axe des abscisses) est positif, une valeur positive de l'évolution de l'écart (axe des ordonnées) signifie que l'écart entre les Iris en Zus et les Iris hors QPV s'est creusé sur la période.
 Traitements : Onzus.

Les quartiers de la politique de la ville ont été, lors de leur création, des quartiers regroupant une proportion élevée de jeunes et une proportion moindre de 65 ans ou plus. Pourtant, en termes d'évolution démographique, l'un des

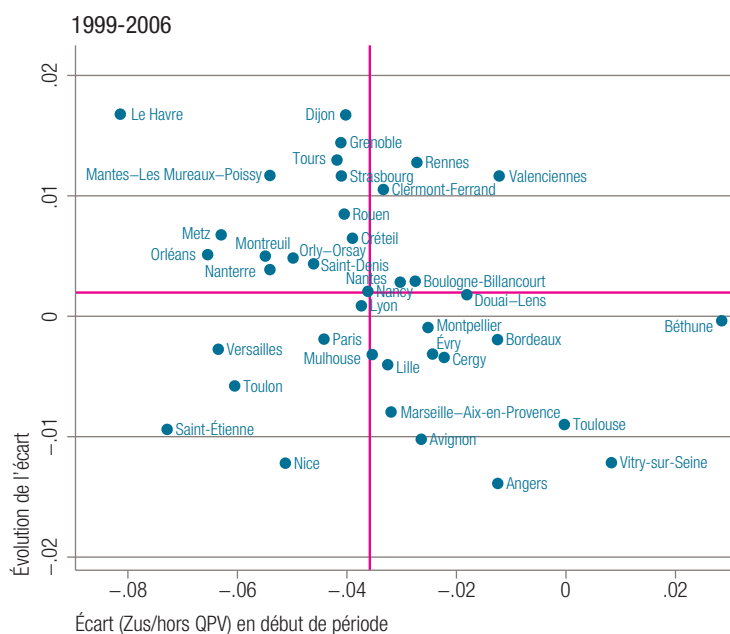
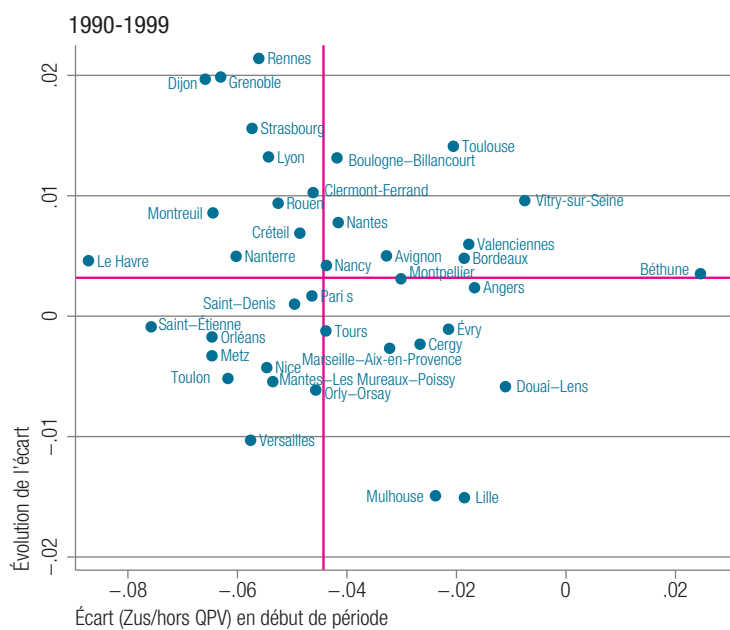
traits dominants est le vieillissement relatif des quartiers sensibles dans certaines agglomérations. Cette tendance se manifeste dès la première période inter-censitaire, mais de manière très variable (**graphique 8**).

Ainsi, les Zus de Rennes, où résident relativement moins de personnes âgées que dans les autres quartiers, voient leur taux augmenter plus fortement que dans le reste de l'agglomération. Dans une moindre mesure, c'est aussi le cas de Dijon, Grenoble, Strasbourg, Lyon, Toulouse et Boulogne. À l'opposé, Mulhouse, Lille et Versailles connaissent, sur la période, une

augmentation moins rapide de la proportion des plus de 65 ans dans les quartiers en Zus. Entre 1999 et 2006, c'est au tour des agglomérations de Dijon, Le Havre, Grenoble, Tours et Rennes de connaître un vieillissement relatif de leur population. Les Zus de Angers, Nice et Vitry voient leur population âgée augmenter moins rapidement qu'ailleurs.

Graphique 8

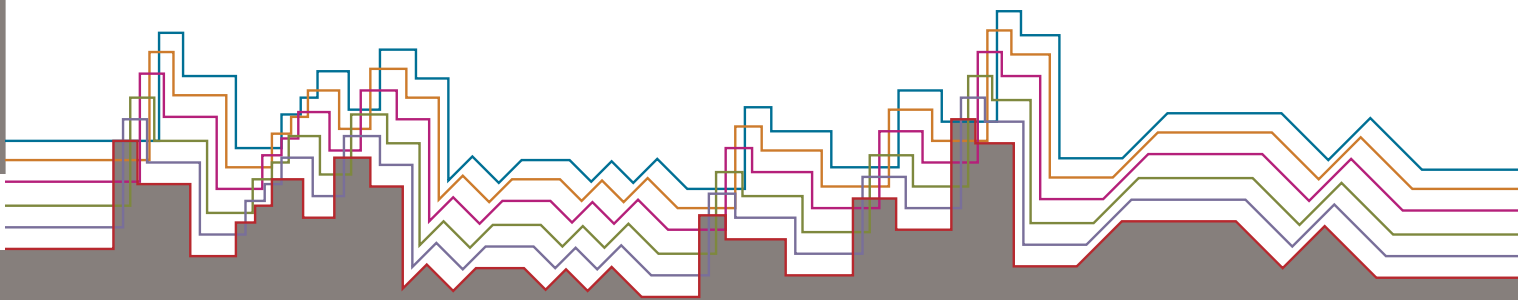
Évolution des écarts concernant la proportion de personnes âgées de plus de 65 ans entre les Iris en Zus et les quartiers hors politique de la ville des agglomérations étudiées en fonction du niveau des écarts en début de périodes inter-censitaires



Source : Insee, recensements de la population 1990, 1999 et 2006.

Lecture : lorsque l'écart initial (axe des abscisses) est négatif, une valeur positive de l'évolution de l'écart (axe des ordonnées) signifie que l'écart entre les Iris Zus et les Iris hors QPV s'est partiellement résorbé sur la période.

Traitements : Onzus.



40

Cahier local du panorama évolutif des quartiers

Le présent cahier local regroupe les informations relatives aux 39 territoires supports de l'étude. Outre une cartographie, divers tableaux sont présentés. Ces tableaux comprennent des informations relatives aux populations de l'ensemble des Iris des territoires, en distinguant parmi eux, les Iris intersectant des quartiers Zus et Cucs de ceux supports d'autres quartiers.

Les indicateurs proposés sont les suivants :

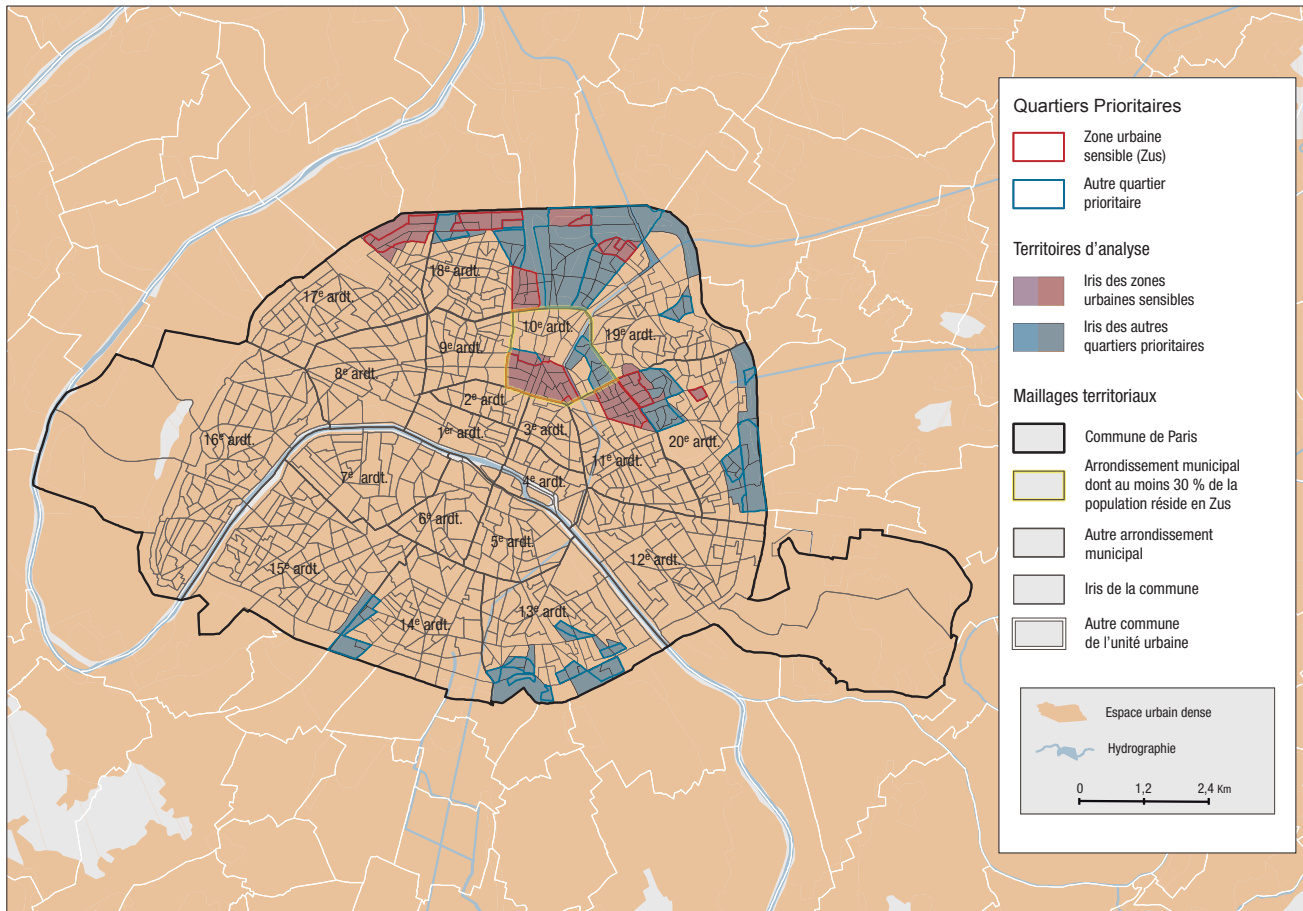
- taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans ;
- taux de chômage des personnes de 25 à 64 ans ;
- taux de chômage des hommes de 15 à 64 ans ;
- taux de chômage des femmes de 15 à 64 ans ;
- taux d'activité des hommes de 25 à 64 ans ;
- taux d'activité des femmes de 25 à 64 ans ;
- part des hommes de plus de 15 ans ayant un diplôme bac + 2 ou plus ;
- part des femmes de plus de 15 ans ayant un diplôme bac + 2 ou plus ;
- part des personnes de 65 ans ou plus ;
- part des familles monoparentales.

Les tableaux sont présentés pour chaque territoire urbain étudié et permettent de caractériser l'évolution des indicateurs en précisant, d'une part, leurs valeurs moyennes en 1990, 1999 et 2006 et, d'autre part, leurs évolutions entre 1990 et 1999 puis 1999 et 2006.

En outre, figure également, dans les tableaux, un indicateur de « part expliquée de la variance ». Cet indicateur, compris entre 0 et 1, caractérise la part d'hétérogénéité locale imputable à la partition de l'espace urbain entre les quartiers Zus, Cucs et les autres. Plus cet indicateur est proche de 1, plus la géographie de la politique de la ville épouse celle des inégalités spatiales révélées par la statistique étudiée.

L'indicateur de ratio de variances normalisées (**voir encadré La mesure de l'hétérogénéité à l'intérieur des agglomérations**) permet également d'apprécier l'évolution du niveau d'hétérogénéité des Iris du territoire étudié, relativement à celle observée en 1990. Si l'indicateur est supérieur à 1, l'hétérogénéité s'est accrue.

Paris



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lection : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Les Iris en Cucs parisiens sont, du point de vue du chômage, très peu différents des Iris en Zus. Ainsi, moins d'un point sépare les taux de chômage des Iris en Cucs, de ceux en Zus en 1990, 1999 et 2006 quelle que soit la statistique considérée. L'augmentation du taux de chômage a été forte entre 1990 et 1999 (de 4 à 6 points selon le cas), l'écart se creusant alors avec les autres quartiers. La période 1999-2006 est plus favorable, avec une résorption partielle du chômage mais des écarts qui se maintiennent.

Le taux d'activité masculine, identique dans tous les types de quartiers en 1990, baisse continûment entre 1990 et 2006, de 3 points dans les Iris en Zus et 6 points dans les Iris en Cucs, alors qu'il est stable ailleurs. L'activité féminine, en 2006, est très proche dans les Iris en Zus du niveau observé dans les Iris hors quartiers. En revanche, l'écart est de 3 points entre les Iris en Cucs et les Iris hors quartiers sensibles de Paris.

La part des « bac + 2 ou plus » dans la population reste plus faible dans les Iris en Zus et dans les Iris en Cucs qu'ailleurs (en 2006, écart de 20 points pour les Iris en Zus et de 26 points pour les Iris en Cucs pour les hommes ; 18 points pour les Iris en Zus et 22 points pour les Iris en Cucs pour les femmes).

La part de personnes âgées de plus de 65 ans est plus faible dans les quartiers de la politique de la ville qu'ailleurs. La part de familles monoparentales a fortement augmenté dans les Iris en Cucs, passant de 19 % en 1990 à 25 % en 2006.

À Paris, la révision de la géographie contractuelle lors de l'instauration du Cucs (2006) a permis d'intégrer, dans le champ de la politique de la ville, des quartiers dont les difficultés sont supérieures à celles observées en Zus.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 922	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 934	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,123*** [0,00202]	0,138*** [0,00287]	0,126*** [0,00292]	0,0141*** [0,00241]	- 0,0101*** [0,00360]	Iris hors QPV	0,0834*** [0,00114]	0,109*** [0,00111]	0,104*** [0,00105]	0,0253*** [0,000972]	- 0,00541*** [0,000870]
Iris en Zus	0,188*** [0,00878]	0,236*** [0,0117]	0,201*** [0,0124]	0,0514*** [0,0111]	- 0,0348*** [0,0112]	Iris en Zus	0,132*** [0,00467]	0,180*** [0,00531]	0,152*** [0,00460]	0,0480*** [0,00364]	- 0,0262*** [0,00409]
Iris en Cucs	0,198*** [0,0172]	0,259*** [0,00944]	0,219*** [0,0124]	0,0601*** [0,0195]	- 0,0407*** [0,019]	Iris en Cucs	0,124*** [0,00427]	0,171*** [0,00460]	0,155*** [0,00465]	0,0465*** [0,00465]	- 0,0155*** [0,00420]
Part expliquée de la variance	0,172	0,276	0,147	0,049	0,015	Part expliquée de la variance	0,213	0,364	0,268	0,079	0,046
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,35***	1,59***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,997	0,839***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 933	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 930	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0835*** [0,00170]	0,111*** [0,00135]	0,103*** [0,00132]	0,0280*** [0,00161]	-0,00837*** [0,00119]	Iris hors QPV	0,0901*** [0,000939]	0,110*** [0,00108]	0,108*** [0,00120]	0,0193*** [0,00120]	- 0,00173 [0,00109]
Iris en Zus	0,135*** [0,00495]	0,191*** [0,00594]	0,154*** [0,00536]	0,0584*** [0,00426]	-0,0357*** [0,00441]	Iris en Zus	0,142*** [0,00543]	0,175*** [0,00586]	0,160*** [0,00527]	0,0327*** [0,00417]	- 0,0142*** [0,00417]
Iris en Cucs	0,129*** [0,00692]	0,185*** [0,00603]	0,159*** [0,00575]	0,0573*** [0,00680]	-0,0258*** [0,00549]	Iris en Cucs	0,136*** [0,00420]	0,168*** [0,00416]	0,164*** [0,00509]	0,0318*** [0,00279]	- 0,00376 [0,00426]
Part expliquée de la variance	0,153	0,355	0,221	0,068	0,056	Part expliquée de la variance	0,281	0,332	0,25	0,044	0,009
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,817***	0,717***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,13**	1,22***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 934	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 933	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,894*** [0,00395]	0,888*** [0,00287]	0,888*** [0,00257]	- 0,00737*** [0,00101]	- 0,00103 [0,00150]	Iris hors QPV	0,772*** [0,00209]	0,801*** [0,00203]	0,814*** [0,00203]	0,0275*** [0,00203]	0,0115*** [0,00203]
Iris en Zus	0,897*** [0,00346]	0,863*** [0,00381]	0,863*** [0,00823]	- 0,0349*** [0,00424]	- 0,00202 [0,00672]	Iris en Zus	0,750*** [0,00614]	0,786*** [0,00502]	0,802*** [0,00652]	0,0364*** [0,00380]	0,0141*** [0,00380]
Iris en Cucs	0,901*** [0,00304]	0,875*** [0,00300]	0,844*** [0,00655]	- 0,0263*** [0,00257]	- 0,0306*** [0,00586]	Iris en Cucs	0,768*** [0,00490]	0,792*** [0,00336]	0,783*** [0,00553]	0,0234*** [0,00386]	- 0,00909* [0,00464]
Part expliquée de la variance	0,001	0,018	0,055	0,097	0,041	Part expliquée de la variance	0,01	0,007	0,028	0,007	0,026
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,683***	0,874**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,952	1,21***		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 934	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 932	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,364*** [0,00489]	0,498*** [0,00458]	0,568*** [0,00473]	0,133*** [0,00201]	0,0729*** [0,00204]	Iris hors QPV	0,287*** [0,00293]	0,445*** [0,00339]	0,521*** [0,00366]	0,159*** [0,00174]	0,0773*** [0,00183]
Iris en Zus	0,176*** [0,0101]	0,298*** [0,0140]	0,370*** [0,0172]	0,122*** [0,00698]	0,0710*** [0,00694]	Iris en Zus	0,175*** [0,0101]	0,293*** [0,0101]	0,372*** [0,0101]	0,120*** [0,0101]	0,0753*** [0,0101]
Iris en Cucs	0,163*** [0,00772]	0,258*** [0,00873]	0,308*** [0,0115]	0,0927*** [0,00581]	0,0533*** [0,00693]	Iris en Cucs	0,152*** [0,00672]	0,246*** [0,00874]	0,297*** [0,0123]	0,0924*** [0,00503]	0,0512*** [0,00646]
Part expliquée de la variance	0,265	0,33	0,334	0,046	0,01	Part expliquée de la variance	0,251	0,338	0,329	0,156	0,021
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,921	1,02			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,26***	1,52***		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 937	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 926	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,167*** [0,00162]	0,161*** [0,00168]	0,148*** [0,00185]	- 0,00453*** [0,000907]	- 0,0118*** [0,000949]	Iris hors QPV	0,145*** [0,00146]	0,157*** [0,00165]	0,159*** [0,00202]	0,0121*** [0,00155]	0,00114 [0,00153]
Iris en Zus	0,121*** [0,00450]	0,117*** [0,00512]	0,102*** [0,00513]	- 0,00284 [0,00277]	- 0,0137*** [0,00273]	Iris en Zus	0,179*** [0,00911]	0,203*** [0,00919]	0,205*** [0,00990]	0,0232*** [0,00516]	0,00466 [0,00570]
Iris en Cucs	0,123*** [0,00576]	0,123*** [0,00508]	0,114*** [0,00477]	0,00258 [0,00310]	- 0,00832*** [0,00280]	Iris en Cucs	0,188*** [0,00672]	0,228*** [0,00657]	0,247*** [0,00865]	0,0416*** [0,00435]	0,0167*** [0,00561]
Part expliquée de la variance	0,129	0,104	0,084	0,007	0,002	Part expliquée de la variance	0,1	0,191	0,189	0,043	0,011
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,03	1,30***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,22***	1,74***		

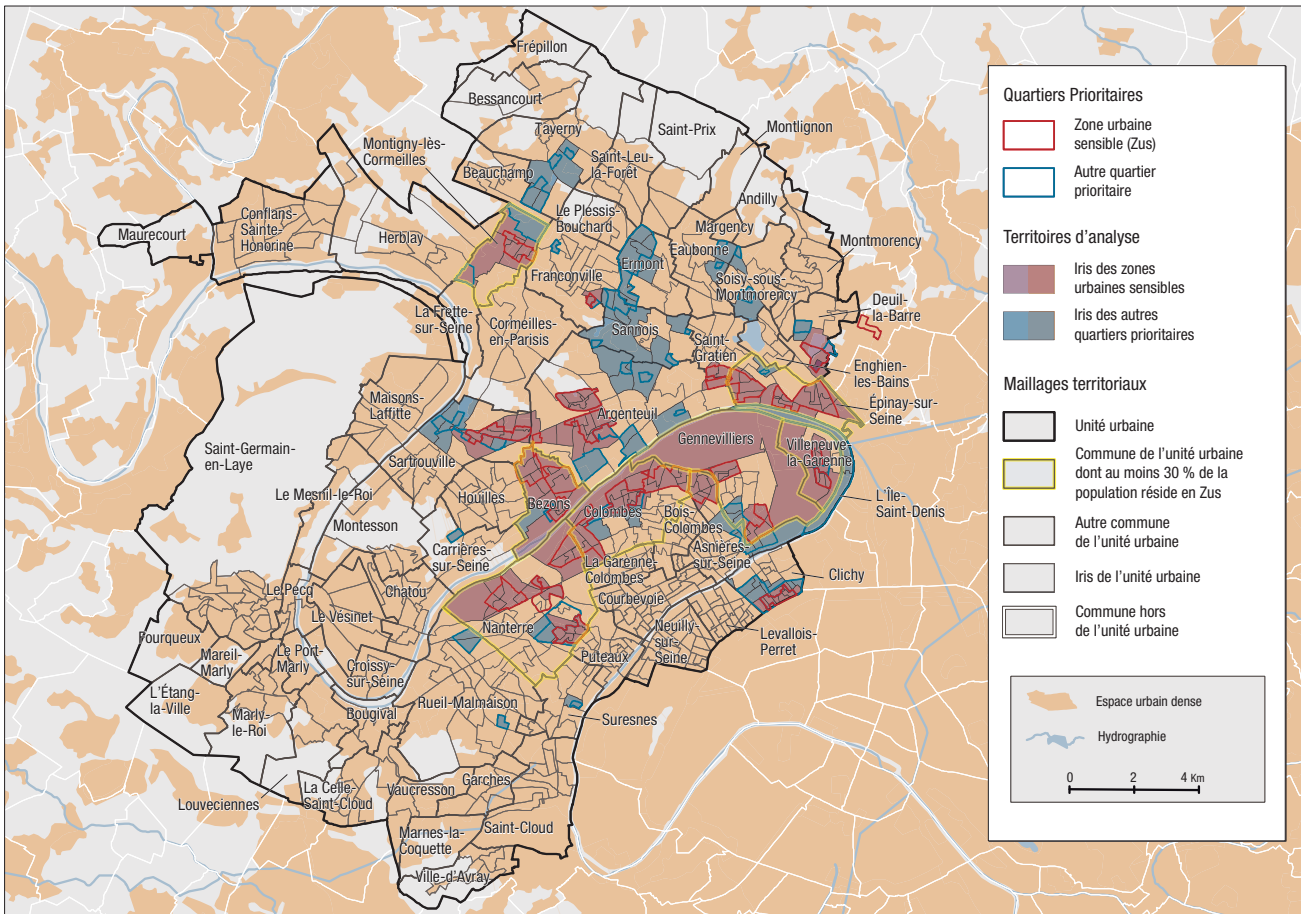
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Nanterre



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Dans la zone d'emploi de Nanterre, la période 1990-1999 est celle d'une forte montée du chômage, particulièrement nette pour les hommes des Iris en Zus (+ 8 points), des Iris en Cucs (+ 6 points) et hors quartiers (+ 3 points). L'augmentation pour les femmes est comparable, mais de moindre ampleur (+ 5 points dans les Iris en Zus, + 3 points dans les Iris en Cucs et + 1 point ailleurs). La période 1999-2006 conduit à une légère amélioration des situations dans les Iris en Zus (- 1 point pour les hommes et les femmes).

Le taux d'activité, bien que stable en dehors des quartiers de la politique de la ville, diminue continûment sur la période 1990-2006, passant, pour les hommes, de 89 % à 83 % dans les Iris en Zus et de 90 % à 88 % dans les Iris en Cucs. Il se maintient à 90 % ailleurs.

Pour les femmes, le taux augmente de 1 point dans les Iris en Zus, 4 points dans les Iris en Cucs et 8 points ailleurs. Les écarts se sont donc creusés. C'est encore plus net en ce qui concerne la proportion de diplômés « bac + 2 ou plus » qui a augmenté de 20 points sur la période et de 9 points dans les Iris en Zus et 11 points dans les Iris en Cucs.

Le vieillissement est plus marqué dans les quartiers de la politique de la ville qu'ailleurs même si la proportion reste inférieure de plus de 5 points à son niveau observé dans les Iris hors quartiers, en 2006. Le taux de familles monoparentales a beaucoup augmenté dans les quartiers de la politique de la ville s'établissant, en 2006, à 22 % dans les Iris en Zus, 20 % dans les Iris en Cucs et 14 % ailleurs.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 710	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 715	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,112*** [0,00213]	0,148*** [0,00280]	0,146*** [0,00333]	0,0359*** [0,00261]	- 0,00238 [0,00348]	Iris hors QPV	0,0641*** [0,000801]	0,0856*** [0,00109]	0,0813*** [0,00117]	0,0223*** [0,000735]	- 0,00429*** [0,000919]
Iris en Zus	0,191*** [0,00636]	0,285*** [0,00731]	0,251*** [0,00864]	0,0968*** [0,00632]	- 0,0321*** [0,00910]	Iris en Zus	0,108*** [0,00370]	0,167*** [0,00450]	0,156*** [0,00418]	0,0620*** [0,00341]	- 0,0107*** [0,00339]
Iris en Cucs	0,151*** [0,00501]	0,220*** [0,00776]	0,216*** [0,00916]	0,0711*** [0,00777]	- 0,00365 [0,0112]	Iris en Cucs	0,0857*** [0,00308]	0,128*** [0,00420]	0,120*** [0,00460]	0,0431*** [0,00290]	- 0,00777** [0,00342]
Part expliquée de la variance	0,308	0,445	0,253	0,158	0,021	Part expliquée de la variance	0,347	0,496	0,443	0,331	0,009
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,57***	1,75***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,72***	1,63***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 715	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 715	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0582*** [0,000998]	0,0872*** [0,00142]	0,0842*** [0,00148]	0,0304*** [0,000980]	- 0,00261** [0,00131]	Iris hors QPV	0,0809*** [0,000927]	0,0919*** [0,00106]	0,0901*** [0,00132]	0,0117*** [0,000866]	- 0,00228** [0,00109]
Iris en Zus	0,109*** [0,00532]	0,180*** [0,00568]	0,164*** [0,00476]	0,0750*** [0,00445]	- 0,0135*** [0,00427]	Iris en Zus	0,132*** [0,00293]	0,177*** [0,00449]	0,172*** [0,00475]	0,0472*** [0,00341]	- 0,00423 [0,00373]
Iris en Cucs	0,0819*** [0,00373]	0,137*** [0,00469]	0,129*** [0,00504]	0,0560*** [0,00379]	- 0,00765 [0,00488]	Iris en Cucs	0,107*** [0,00336]	0,133*** [0,00448]	0,133*** [0,00509]	0,0276*** [0,00321]	0,0000112 [0,00386]
Part expliquée de la variance	0,311	0,458	0,407	0,289	0,014	Part expliquée de la variance	0,403	0,524	0,432	0,245	0,001
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,49***	1,29***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,70***	1,96***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 715	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 715	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,900*** [0,00129]	0,900*** [0,00129]	0,898*** [0,00173]	- 0,00226* [0,00125]	- 0,00344*** [0,00131]	Iris hors QPV	0,725*** [0,00278]	0,779*** [0,00251]	0,806*** [0,00258]	0,0502*** [0,00139]	0,0244*** [0,00157]
Iris en Zus	0,894*** [0,00998]	0,865*** [0,00948]	0,837*** [0,0103]	- 0,0315*** [0,00563]	- 0,0294*** [0,00656]	Iris en Zus	0,738*** [0,00465]	0,754*** [0,00399]	0,754*** [0,00525]	0,0137*** [0,00338]	- 0,000463 [0,00355]
Iris en Cucs	0,905*** [0,00445]	0,893*** [0,00406]	0,878*** [0,00413]	- 0,0131*** [0,00387]	- 0,0157*** [0,00459]	Iris en Cucs	0,745*** [0,00543]	0,788*** [0,00476]	0,802*** [0,00557]	0,0403*** [0,00383]	0,0136*** [0,00501]
Part expliquée de la variance	0,005	0,103	0,173	0,113	0,059	Part expliquée de la variance	0,014	0,038	0,114	0,154	0,061
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,845**	1,43***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,906*	1,16**		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 715	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 715	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,279*** [0,00670]	0,380*** [0,00697]	0,449*** [0,00740]	0,0976*** [0,00251]	0,0672*** [0,00238]	Iris hors QPV	0,201*** [0,00402]	0,322*** [0,00511]	0,400*** [0,00574]	0,121*** [0,00238]	0,0765*** [0,00214]
Iris en Zus	0,0882*** [0,00424]	0,135*** [0,00483]	0,171*** [0,00655]	0,0449*** [0,00360]	0,0334*** [0,00392]	Iris en Zus	0,0827*** [0,00333]	0,132*** [0,00433]	0,175*** [0,00649]	0,0477*** [0,00321]	0,0413*** [0,00373]
Iris en Cucs	0,134*** [0,0102]	0,198*** [0,0112]	0,244*** [0,0131]	0,0616*** [0,00515]	0,0442*** [0,00464]	Iris en Cucs	0,112*** [0,00776]	0,187*** [0,00961]	0,246*** [0,0114]	0,0723*** [0,00409]	0,0578*** [0,00453]
Part expliquée de la variance	0,277	0,349	0,379	0,149	0,068	Part expliquée de la variance	0,267	0,356	0,378	0,26	0,077
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1	1,07			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,31***	1,48***		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 715	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 715	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,132*** [0,00219]	0,146*** [0,00210]	0,140*** [0,00229]	0,0155*** [0,00122]	- 0,00300*** [0,00115]	Iris hors QPV	0,111*** [0,00174]	0,127*** [0,00182]	0,138*** [0,00219]	0,0176*** [0,00148]	0,0107*** [0,00155]
Iris en Zus	0,0722*** [0,00333]	0,0917*** [0,00329]	0,0918*** [0,00322]	0,0204*** [0,00165]	0,000878 [0,00215]	Iris en Zus	0,159*** [0,00429]	0,200*** [0,00517]	0,223*** [0,00598]	0,0433*** [0,00390]	0,0237*** [0,00392]
Iris en Cucs	0,0963*** [0,00575]	0,110*** [0,00593]	0,107*** [0,00515]	0,0147*** [0,00340]	- 0,00265 [0,00238]	Iris en Cucs	0,132*** [0,00439]	0,169*** [0,00548]	0,200*** [0,00720]	0,0373*** [0,00440]	0,0324*** [0,00471]
Part expliquée de la variance	0,216	0,19	0,165	0,005	0,003	Part expliquée de la variance	0,178	0,287	0,286	0,08	0,038
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,818***	0,790***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,21***	1,63***		

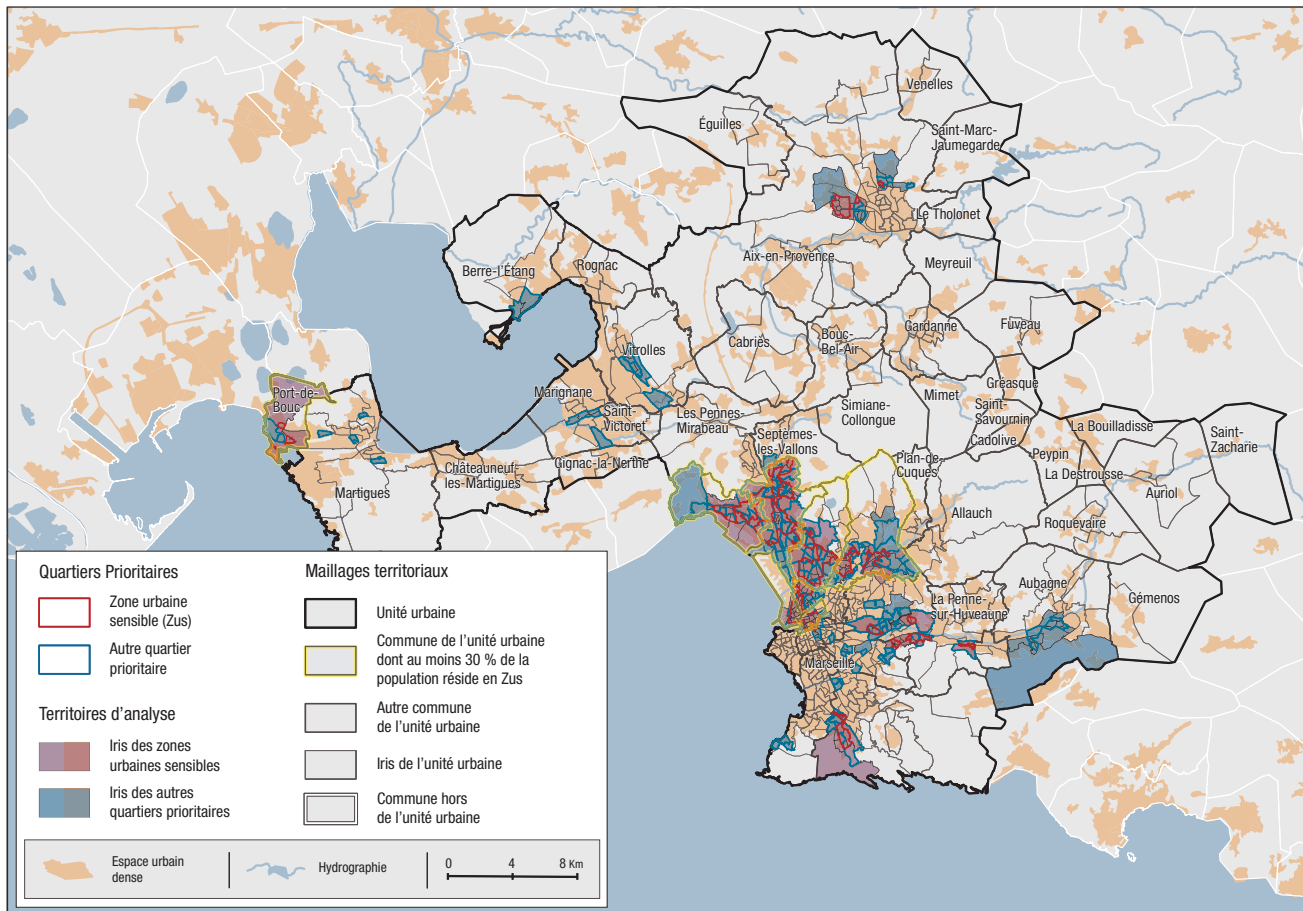
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Marseille – Aix-en-Provence



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population résident en Zus sont délimitées en jaune.

Dans l'agglomération marseillaise, l'augmentation du chômage entre 1990 et 1999 a fortement touché les quartiers de la politique de la ville : + 8 points dans les Iris en Zus pour les hommes de plus de 15 ans, + 6 points pour les femmes ; à un degré moindre, les Iris en Cucs sont également touchés, avec + 6 points pour les hommes et + 3 points pour les femmes. Les Iris hors quartiers sont moins touchés par cette hausse, avec + 3 points pour les hommes et + 1 point pour les femmes. Entre 1999 et 2006, la trajectoire est inversée, avec un taux en 2006, souvent proche voire inférieur au taux de 1990 (c'est le cas par exemple des femmes de plus de 15 ans en Zus pour lesquelles le taux de chômage est de 27 % en 2006 après avoir été de 29 % en 1990 et 35 % en 1999).

L'activité masculine diminue régulièrement sur la période 1990-2006 à Marseille, perdant 6 points dans les Iris en Zus, 3 points dans

les Iris en Cucs et 2 points ailleurs. À l'inverse, l'activité féminine a augmenté de 10 points en dehors des quartiers de la politique de la ville et de 8 points dans les Iris en Cucs. En revanche, dans les Iris en Zus, l'activité féminine, après avoir augmenté de 8 points entre 1990 et 1999, a diminué de 3 points entre 1999 et 2006.

En matière de formation, le taux de diplômés de niveau « bac + 2 ou plus » reste faible dans les quartiers de la politique de la ville : il y atteint à peine, en 2006, le niveau qu'il atteignait hors politique de la ville, en 1990.

L'évolution de la part des plus de 65 ans est identique dans les Iris des quartiers de la politique de la ville à ce qui est observé ailleurs. La part des familles monoparentales a plus augmenté dans les Iris en Zus qu'ailleurs, passant de 17 % en 1990 (contre 12 % hors politique de la ville) à 26 % en 2006 (contre 16 % ailleurs).

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 573	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 580	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,257*** [0,00384]	0,286*** [0,00461]	0,201*** [0,00508]	0,0301*** [0,00443]	- 0,0827*** [0,00539]	Iris hors QPV	0,116*** [0,00187]	0,144*** [0,00241]	0,105*** [0,00218]	0,0295*** [0,00138]	- 0,0389*** [0,00170]
Iris en Zus	0,397*** [0,00973]	0,445*** [0,0183]	0,348*** [0,0107]	0,0666*** [0,0106]	- 0,0989*** [0,0153]	Iris en Zus	0,233*** [0,00840]	0,318*** [0,0110]	0,240*** [0,00932]	0,0886*** [0,00586]	- 0,0751*** [0,00504]
Iris en Cucs	0,321*** [0,00902]	0,370*** [0,0110]	0,265*** [0,0105]	0,0543*** [0,00856]	- 0,0976*** [0,0111]	Iris en Cucs	0,169*** [0,00653]	0,227*** [0,00918]	0,174*** [0,00866]	0,0614*** [0,00451]	- 0,0517*** [0,00539]
Part expliquée de la variance	0,367	0,289	0,281	0,03	0,004	Part expliquée de la variance	0,419	0,474	0,409	0,273	0,097
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,49***	1,46***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,54***	1,35***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 579	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 580	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,101*** [0,00223]	0,134*** [0,00268]	0,102*** [0,00245]	0,0334*** [0,00155]	- 0,0324*** [0,00212]	Iris hors QPV	0,165*** [0,00252]	0,177*** [0,00289]	0,130*** [0,00251]	0,0120*** [0,00183]	- 0,0480*** [0,00222]
Iris en Zus	0,232*** [0,00926]	0,311*** [0,0111]	0,241*** [0,00926]	0,0856*** [0,00670]	- 0,0689*** [0,00586]	Iris en Zus	0,292*** [0,00928]	0,354*** [0,0119]	0,269*** [0,00990]	0,0629*** [0,00580]	- 0,0821*** [0,00626]
Iris en Cucs	0,159*** [0,00770]	0,223*** [0,0103]	0,169*** [0,00814]	0,0681*** [0,00516]	- 0,0531*** [0,00695]	Iris en Cucs	0,228*** [0,00791]	0,259*** [0,00974]	0,202*** [0,00959]	0,0344*** [0,00516]	- 0,0555*** [0,00597]
Part expliquée de la variance	0,425	0,458	0,421	0,19	0,073	Part expliquée de la variance	0,379	0,442	0,377	0,176	0,061
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,32***	1,08			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,47***	1,32***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 579	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 580	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,833*** [0,00773]	0,827*** [0,00619]	0,818*** [0,00516]	- 0,00636** [0,00251]	- 0,00892** [0,00402]	Iris hors QPV	0,627*** [0,00409]	0,697*** [0,00419]	0,728*** [0,00277]	0,0715*** [0,00226]	0,0294*** [0,00382]
Iris en Zus	0,824*** [0,00404]	0,801*** [0,00837]	0,766*** [0,00630]	- 0,0191*** [0,00483]	- 0,0339*** [0,00926]	Iris en Zus	0,573*** [0,00781]	0,652*** [0,00603]	0,622*** [0,00983]	0,0783*** [0,00473]	- 0,0283*** [0,00689]
Iris en Cucs	0,845*** [0,00492]	0,839*** [0,00429]	0,812*** [0,00693]	- 0,00861** [0,00434]	- 0,0286*** [0,00559]	Iris en Cucs	0,616*** [0,00799]	0,691*** [0,00701]	0,694*** [0,00925]	0,0726*** [0,00406]	0,00351 [0,00524]
Part expliquée de la variance	0,006	0,027	0,064	0,013	0,029	Part expliquée de la variance	0,087	0,08	0,247	0,004	0,133
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,907	0,991			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,819***	1,48***		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 568	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 569	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,178*** [0,00632]	0,250*** [0,00692]	0,301*** [0,00743]	0,0712*** [0,00244]	0,0507*** [0,00247]	Iris hors QPV	0,148*** [0,00420]	0,239*** [0,00535]	0,299*** [0,00587]	0,0906*** [0,00230]	0,0602*** [0,00245]
Iris en Zus	0,0631*** [0,00453]	0,114*** [0,00672]	0,137*** [0,00799]	0,0488*** [0,00374]	0,0210*** [0,00404]	Iris en Zus	0,0592*** [0,00408]	0,115*** [0,00640]	0,145*** [0,00832]	0,0543*** [0,00364]	0,0299*** [0,00392]
Iris en Cucs	0,103*** [0,00767]	0,161*** [0,0122]	0,198*** [0,0143]	0,0497*** [0,00428]	0,0338*** [0,00420]	Iris en Cucs	0,0957*** [0,00615]	0,160*** [0,0108]	0,205*** [0,0138]	0,0604*** [0,00464]	0,0442*** [0,00476]
Part expliquée de la variance	0,236	0,225	0,256	0,06	0,073	Part expliquée de la variance	0,259	0,262	0,28	0,139	0,076
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,03	1,13*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,24***	1,49***		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 569	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 568	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,168*** [0,00412]	0,185*** [0,00376]	0,186*** [0,00354]	0,0192*** [0,00208]	0,00322 [0,00197]	Iris hors QPV	0,121*** [0,00249]	0,152*** [0,00266]	0,161*** [0,00330]	0,0336*** [0,00193]	0,00938*** [0,00195]
Iris en Zus	0,136*** [0,00522]	0,153*** [0,00469]	0,146*** [0,00464]	0,0166*** [0,00281]	- 0,00474 [0,00295]	Iris en Zus	0,173*** [0,00419]	0,245*** [0,00594]	0,258*** [0,00629]	0,0739*** [0,00421]	0,0148*** [0,00383]
Iris en Cucs	0,151*** [0,00714]	0,163*** [0,00604]	0,159*** [0,00582]	0,0140*** [0,00400]	- 0,00181 [0,00424]	Iris en Cucs	0,155*** [0,00419]	0,200*** [0,00527]	0,228*** [0,00765]	0,0488*** [0,00445]	0,0293*** [0,00480]
Part expliquée de la variance	0,04	0,051	0,084	0,003	0,009	Part expliquée de la variance	0,207	0,36	0,316	0,149	0,031
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,759***	0,720***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,41***	1,83***		

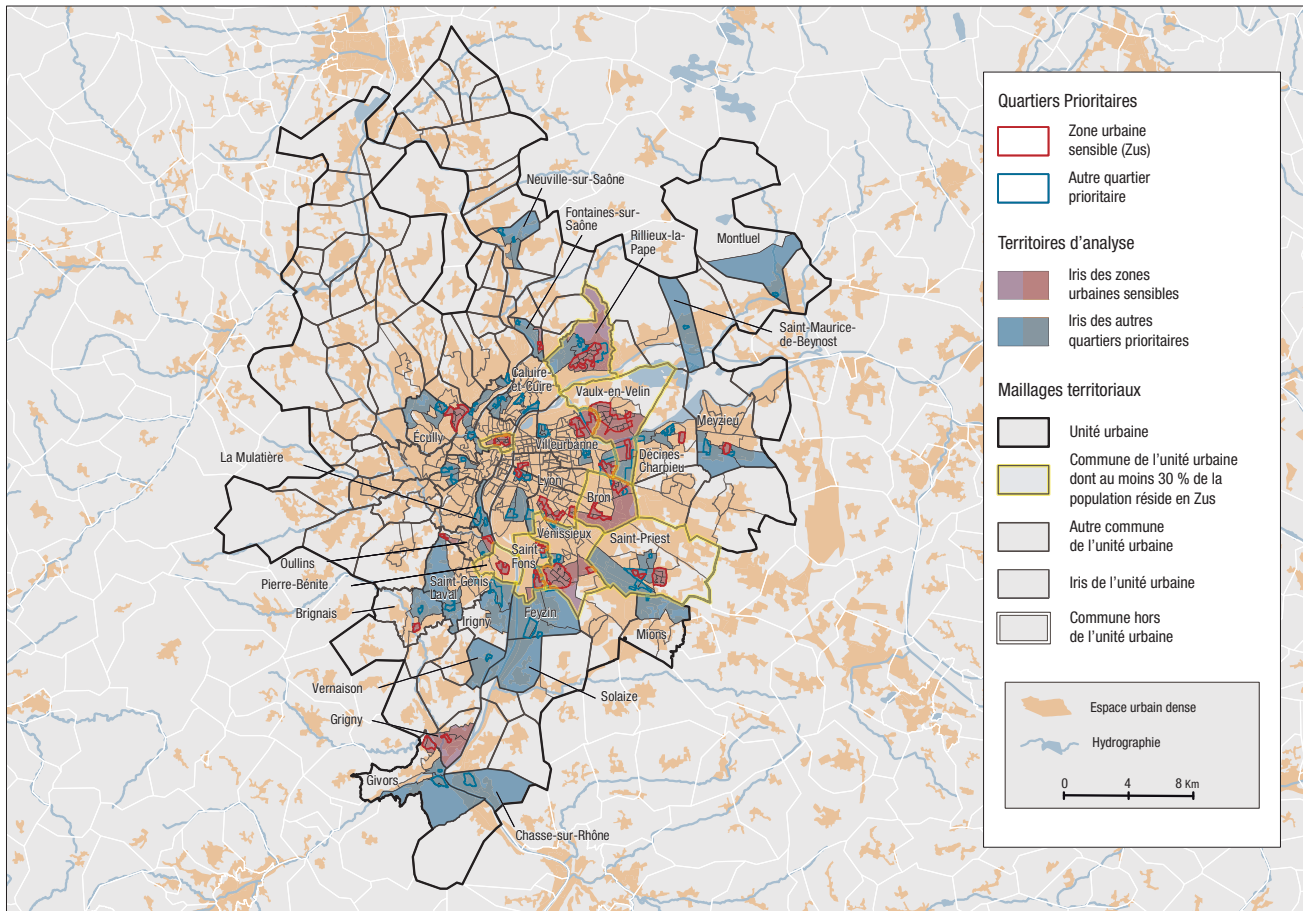
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Lyon



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzrus.

LECTURE : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Les taux de chômage des 15-24 ans, des 25-64 ans, des hommes et des femmes se sont dégradés dans les Iris en Zus de l'agglomération lyonnaise sur la décennie 1990-1999. Ce mouvement est similaire à celui enregistré en moyenne au niveau national. À titre d'illustration, le taux de chômage des 15-24 ans a crû de plus de 12 points entre 1990 et 1999, s'établissant à 34 % en 1999. La baisse du chômage entre 1999 et 2006, n'a, pour aucune des catégories, compensé la hausse de la décennie précédente. Les taux de chômage en 2006 sont donc systématiquement supérieurs aux taux de chômage en 1990. Ces mouvements, notamment sur la période 1990-1999, ont eu pour effet une accentuation significative de la ségrégation spatiale.

En matière de taux d'activité, les tendances lyonnaises suivent également le mouvement national, avec une décroissance continue du taux d'activité des hommes sur la période. Cette décroissance

est plus marquée dans les Iris intersectant un zonage politique de la ville, ce qui tend à creuser les écarts entre ces espaces et le reste de l'agglomération. Pour les femmes, les taux d'activité ont augmenté dans l'ensemble des Iris, mais moins vite en Zus. Les Iris en Cucs connaissant des croissances comparables aux quartiers hors politique de la ville.

Le taux de diplômés « bac + 2 ou plus » croît significativement sur la période, et de manière similaire pour les hommes et pour les femmes. Dans les deux cas, la croissance observée dans les quartiers de la politique de la ville reste en deçà de celle observée dans les autres quartiers de l'agglomération.

On peut noter, enfin, une tendance au vieillissement des habitants en Zus et l'augmentation, particulièrement nette en Zus et un peu moins forte en quartier Cucs, des taux de familles monoparentales.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 512	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 521	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,131*** [0,00259]	0,179*** [0,00335]	0,142*** [0,00347]	0,0521*** [0,00360]	- 0,0346*** [0,00376]	Iris hors QPV	0,0681*** [0,00126]	0,0926*** [0,00194]	0,0814*** [0,00170]	0,0250*** [0,00130]	- 0,0114*** [0,00135]
Iris en Zus	0,227*** [0,00718]	0,339*** [0,0108]	0,293*** [0,0135]	0,121*** [0,00786]	- 0,0312*** [0,00820]	Iris en Zus	0,124*** [0,00486]	0,186*** [0,00780]	0,167*** [0,00776]	0,0647*** [0,00404]	- 0,0162*** [0,00379]
Iris en Cucs	0,172*** [0,00575]	0,234*** [0,00890]	0,183*** [0,00823]	0,0667*** [0,00770]	- 0,0474*** [0,00851]	Iris en Cucs	0,0836*** [0,00325]	0,115*** [0,00434]	0,102*** [0,00416]	0,0316*** [0,00262]	- 0,0126*** [0,00291]
Part expliquée de la variance	0,398	0,448	0,379	0,155	0,005	Part expliquée de la variance	0,349	0,399	0,4	0,249	0,003
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,75***	2,03***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,65***	1,48***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 520	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 519	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0574*** [0,00168]	0,0913*** [0,00239]	0,0821*** [0,00188]	0,0347*** [0,00165]	- 0,00962*** [0,00187]	Iris hors QPV	0,0959*** [0,00137]	0,107*** [0,00172]	0,0954*** [0,00184]	0,0121*** [0,00147]	- 0,0123*** [0,00147]
Iris en Zus	0,110*** [0,00504]	0,193*** [0,00803]	0,179*** [0,00786]	0,0847*** [0,00463]	- 0,0104*** [0,00468]	Iris en Zus	0,181*** [0,00686]	0,216*** [0,00920]	0,196*** [0,00966]	0,0422*** [0,00481]	- 0,0149*** [0,00438]
Iris en Cucs	0,0743*** [0,00452]	0,116*** [0,00484]	0,102*** [0,00420]	0,0433*** [0,00338]	- 0,0144*** [0,00354]	Iris en Cucs	0,122*** [0,00417]	0,137*** [0,00454]	0,125*** [0,00534]	0,0148*** [0,00368]	- 0,0122*** [0,00374]
Part expliquée de la variance	0,256	0,39	0,437	0,267	0,002	Part expliquée de la variance	0,447	0,44	0,386	0,123	0,000
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,43***	1,24***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,34***	1,40***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 520	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 521	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,869*** [0,00413]	0,863*** [0,00358]	0,860*** [0,00305]	- 0,00891*** [0,00230]	- 0,00268 [0,00313]	Iris hors QPV	0,695*** [0,00351]	0,749*** [0,00425]	0,783*** [0,00287]	0,0529*** [0,00211]	0,0322*** [0,00330]
Iris en Zus	0,861*** [0,00473]	0,844*** [0,00431]	0,834*** [0,00550]	- 0,0170*** [0,00380]	- 0,0119* [0,00632]	Iris en Zus	0,646*** [0,00713]	0,669*** [0,00799]	0,687*** [0,0108]	0,0203*** [0,00479]	0,0162* [0,00834]
Iris en Cucs	0,870*** [0,00511]	0,848*** [0,00834]	0,843*** [0,00510]	- 0,0218*** [0,00520]	- 0,00572 [0,00819]	Iris en Cucs	0,671*** [0,00866]	0,717*** [0,00955]	0,758*** [0,00562]	0,0462*** [0,00433]	0,0400*** [0,00935]
Part expliquée de la variance	0,003	0,026	0,04	0,019	0,005	Part expliquée de la variance	0,101	0,196	0,251	0,103	0,02
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,814***	0,9			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,39***	1,56***		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 500	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 501	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,219*** [0,00697]	0,304*** [0,00754]	0,366*** [0,00800]	0,0834*** [0,00305]	0,0626*** [0,00234]	Iris hors QPV	0,181*** [0,00447]	0,285*** [0,00579]	0,353*** [0,00648]	0,104*** [0,00301]	0,0701*** [0,00248]
Iris en Zus	0,0899*** [0,00784]	0,138*** [0,0130]	0,176*** [0,0170]	0,0424*** [0,00516]	0,0343*** [0,00539]	Iris en Zus	0,0842*** [0,00729]	0,134*** [0,0124]	0,174*** [0,0157]	0,0470*** [0,00529]	0,0369*** [0,00428]
Iris en Cucs	0,142*** [0,0112]	0,210*** [0,0145]	0,268*** [0,0162]	0,0623*** [0,00551]	0,0531*** [0,00492]	Iris en Cucs	0,133*** [0,00952]	0,206*** [0,0125]	0,264*** [0,0142]	0,0707*** [0,00566]	0,0568*** [0,00505]
Part expliquée de la variance	0,194	0,215	0,219	0,094	0,057	Part expliquée de la variance	0,204	0,248	0,253	0,174	0,08
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,09	1,17**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,36***	1,59***		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 501	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 498	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,143*** [0,00324]	0,155*** [0,00280]	0,156*** [0,00286]	0,0144*** [0,00218]	0,00214 [0,00159]	Iris hors QPV	0,105*** [0,00202]	0,123*** [0,00229]	0,132*** [0,00263]	0,0193*** [0,00183]	0,00875*** [0,00178]
Iris en Zus	0,0890*** [0,00547]	0,118*** [0,00503]	0,119*** [0,00473]	0,0276*** [0,00300]	0,00302 [0,00267]	Iris en Zus	0,165*** [0,00532]	0,201*** [0,00585]	0,214*** [0,00625]	0,0385*** [0,00399]	0,0142*** [0,00464]
Iris en Cucs	0,123*** [0,00577]	0,144*** [0,00581]	0,146*** [0,00610]	0,0230*** [0,00420]	0,004 [0,00274]	Iris en Cucs	0,128*** [0,00512]	0,154*** [0,00564]	0,165*** [0,00637]	0,0262*** [0,00390]	0,0111*** [0,00379]
Part expliquée de la variance	0,144	0,081	0,072	0,024	0,000	Part expliquée de la variance	0,253	0,322	0,291	0,045	0,003
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,705***	0,723***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,15*	1,31***		

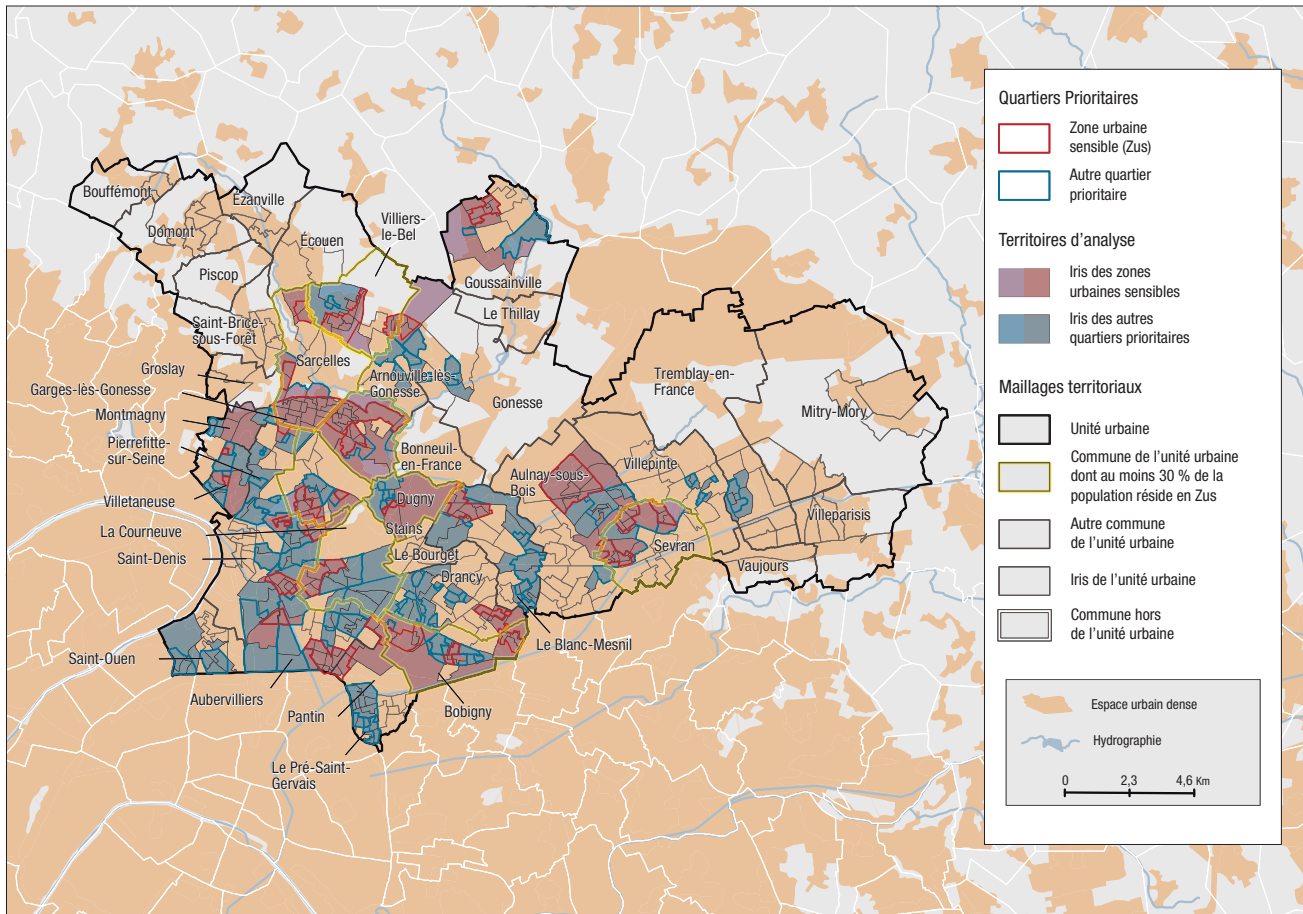
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Saint-Denis



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Si, comme ailleurs, la zone d'emploi de Saint-Denis a connu une détérioration relative de la situation, sur le marché de l'emploi, des habitants des quartiers de la politique de la ville au cours de la décennie 1990-1999, la situation s'est améliorée entre 1999 et 2006 plus vite que dans les autres quartiers. L'amélioration observée entre 1999 et 2006 ne compense toutefois pas la hausse de la décennie précédente.

Ainsi en 2006, le taux de chômage des 15-24 ans dans les Iris en Zus s'établit à 30 %, contre 24 % seize ans plus tôt. Celui des 25-64 ans augmente de 14 % à 20 %. Un profil similaire est observé pour les hommes (de 13 % à 20 %). Enfin, le taux de chômage des femmes croît de 18 % à 23 %. Les mêmes tendances s'observent dans les Iris en Cucs.

Concernant les taux d'activité, la seule différence à relever avec la tendance nationale est la stagnation des taux d'activité des femmes sur la période récente (1999-2006), aussi bien dans les Iris de la politique de la ville que dans les autres Iris de la zone d'emploi.

Les tendances concernant les niveaux de formation sont conformes à ce qui est observé ailleurs : si le niveau augmente dans les Iris en Zus et dans les Iris en Cucs, il augmente plus ailleurs. Néanmoins la progression de la part des diplômés parmi les femmes dans les Iris en Zus a été plus importante que pour les hommes. En effet, le taux de diplômés « bac + 2 ou plus » y était d'un point inférieur pour les femmes en 1990 ; il y est de 0,3 point supérieur en 2006.

Le taux de familles monoparentales a crû de manière importante sur la période 1990-1999, particulièrement dans les Iris en Zus où la croissance a été supérieure de 2 points à son niveau observé ailleurs. La croissance est similaire dans les Iris des quartiers de la politique de la ville et ailleurs sur la période 1999-2006. Le vieillissement de la population observé dans les quartiers de la politique de la ville est comparable à celui observé dans les autres Iris.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 451	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 454	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,148*** [0,00352]	0,216*** [0,00534]	0,209*** [0,00611]	0,0712*** [0,00474]	- 0,00525 [0,00619]	Iris hors QPV	0,0846*** [0,00235]	0,128*** [0,00382]	0,126*** [0,00385]	0,0461*** [0,00216]	- 0,00318 [0,00257]
Iris en Zus	0,241*** [0,00601]	0,337*** [0,00729]	0,305*** [0,00728]	0,102*** [0,00670]	- 0,0283*** [0,00799]	Iris en Zus	0,137*** [0,00342]	0,217*** [0,00509]	0,203*** [0,00417]	0,0840*** [0,00344]	- 0,0129*** [0,00367]
Iris en Cucs	0,200*** [0,00525]	0,285*** [0,00587]	0,283*** [0,00720]	0,0895*** [0,00552]	- 0,00381 [0,00723]	Iris en Cucs	0,115*** [0,00372]	0,184*** [0,00522]	0,176*** [0,00411]	0,0719*** [0,00361]	- 0,00740* [0,00416]
Part expliquée de la variance	0,338	0,338	0,224	0,036	0,016	Part expliquée de la variance	0,286	0,331	0,329	0,19	0,008
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,31***	1,39***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,72***	1,35***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 454	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 454	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0799*** [0,00281]	0,137*** [0,00488]	0,129*** [0,00393]	0,0595*** [0,00292]	- 0,00817** [0,00410]	Iris hors QPV	0,107*** [0,00235]	0,135*** [0,00319]	0,143*** [0,00419]	0,0301*** [0,00200]	0,00719*** [0,00249]
Iris en Zus	0,132*** [0,00354]	0,224*** [0,00538]	0,203*** [0,00469]	0,0981*** [0,00476]	- 0,0188*** [0,00443]	Iris en Zus	0,181*** [0,00467]	0,239*** [0,00573]	0,235*** [0,00483]	0,0609*** [0,00313]	- 0,00184 [0,00425]
Iris en Cucs	0,113*** [0,00471]	0,195*** [0,00648]	0,180*** [0,00411]	0,0845*** [0,00478]	- 0,0141** [0,00634]	Iris en Cucs	0,142*** [0,00370]	0,191*** [0,00453]	0,201*** [0,00493]	0,0519*** [0,00308]	0,00914** [0,00365]
Part expliquée de la variance	0,24	0,276	0,295	0,13	0,006	Part expliquée de la variance	0,371	0,418	0,346	0,152	0,011
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,62***	1,14*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,39***	1,34***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 454	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 454	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,890*** [0,00217]	0,874*** [0,00353]	0,853*** [0,00461]	- 0,0158*** [0,00263]	- 0,0215*** [0,00325]	Iris hors QPV	0,732*** [0,00331]	0,769*** [0,00277]	0,770*** [0,00354]	0,0350*** [0,00264]	0,000227 [0,00301]
Iris en Zus	0,901*** [0,00287]	0,876*** [0,00245]	0,844*** [0,00498]	- 0,0269*** [0,00278]	- 0,0327*** [0,00479]	Iris en Zus	0,690*** [0,00551]	0,704*** [0,00570]	0,707*** [0,00545]	0,0129*** [0,00288]	0,000904 [0,00435]
Iris en Cucs	0,894*** [0,00350]	0,878*** [0,00248]	0,844*** [0,00551]	- 0,0180*** [0,00328]	- 0,0334*** [0,00573]	Iris en Cucs	0,717*** [0,00502]	0,753*** [0,00447]	0,744*** [0,00612]	0,0338*** [0,00345]	- 0,00863* [0,00448]
Part expliquée de la variance	0,022	0,002	0,007	0,021	0,012	Part expliquée de la variance	0,107	0,264	0,184	0,075	0,007
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,790***	2,01***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,07	1,35***		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 454	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 454	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,104*** [0,00364]	0,154*** [0,00379]	0,187*** [0,00465]	0,0498*** [0,00226]	0,0319*** [0,00285]	Iris hors QPV	0,0908*** [0,00292]	0,160*** [0,00352]	0,200*** [0,00438]	0,0675*** [0,00224]	0,0402*** [0,00221]
Iris en Zus	0,0701*** [0,00359]	0,102*** [0,00298]	0,119*** [0,00422]	0,0307*** [0,00223]	0,0145*** [0,00304]	Iris en Zus	0,0606*** [0,00268]	0,0954*** [0,00296]	0,122*** [0,00384]	0,0335*** [0,00196]	0,0248*** [0,00254]
Iris en Cucs	0,0785*** [0,00376]	0,126*** [0,00518]	0,151*** [0,00621]	0,0448*** [0,00276]	0,0235*** [0,00355]	Iris en Cucs	0,0746*** [0,00363]	0,131*** [0,00513]	0,161*** [0,00658]	0,0545*** [0,00280]	0,0292*** [0,00342]
Part expliquée de la variance	0,102	0,183	0,192	0,074	0,036	Part expliquée de la variance	0,112	0,274	0,254	0,212	0,042
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,834**	1,14*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,12	1,46***		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 454	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 453	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,111*** [0,00347]	0,124*** [0,00376]	0,120*** [0,00350]	0,0160*** [0,00152]	- 0,00329* [0,00175]	Iris hors QPV	0,103*** [0,00297]	0,134*** [0,00357]	0,156*** [0,00405]	0,0336*** [0,00265]	0,0209*** [0,00264]
Iris en Zus	0,0611*** [0,00333]	0,0780*** [0,00335]	0,0791*** [0,00303]	0,0170*** [0,00146]	0,00107 [0,00181]	Iris en Zus	0,167*** [0,00460]	0,217*** [0,00512]	0,240*** [0,00638]	0,0534*** [0,00405]	0,0264*** [0,00368]
Iris en Cucs	0,0908*** [0,00389]	0,103*** [0,00383]	0,0977*** [0,00340]	0,0123*** [0,00191]	- 0,00393* [0,00210]	Iris en Cucs	0,148*** [0,00481]	0,195*** [0,00479]	0,221*** [0,00642]	0,0482*** [0,00383]	0,0272*** [0,00465]
Part expliquée de la variance	0,205	0,175	0,161	0,008	0,009	Part expliquée de la variance	0,269	0,332	0,262	0,044	0,004
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,869*	0,773***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,1	1,36***		

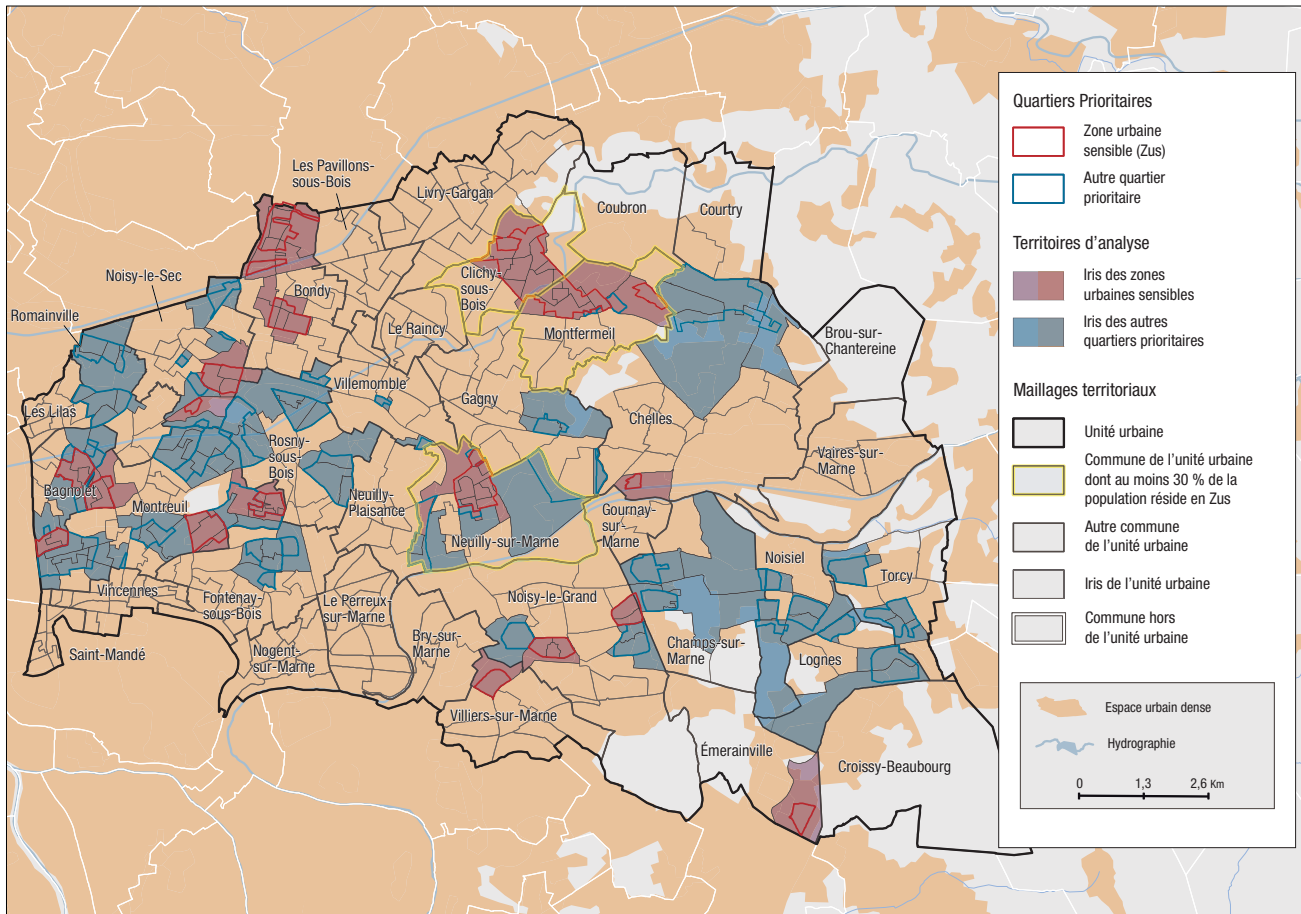
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Montreuil



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

La gradation des situations des quartiers sur le plan du chômage est évidente dans la zone d'emploi de Montreuil : les Iris des quartiers de la politique de la ville concentrent les difficultés, les Iris en Cucs à un niveau moindre. L'évolution du taux de chômage a été très rapide durant la décennie 1990 : les jeunes et les hommes des quartiers Zus et Cucs ont vu leur taux de chômage augmenter de 9 points ; l'augmentation s'élevait à 5 points pour les femmes de plus de 15 ans. Dans le même temps, le chômage dans les Iris en Cucs ainsi que dans les Iris hors quartiers connaissait une hausse légèrement moins élevée. En conséquence, les inégalités spatiales se sont accentuées. La période 1999-2006 est caractérisée par le maintien du chômage à son niveau de 1999 dans les Iris en Zus et une légère baisse dans les Iris en Cucs. Les inégalités spatiales sur le marché du travail se sont accrues sur la période en correspondance avec la géographie de la politique de la ville.

Le taux d'activité des hommes a décliné entre 1990 et 2006 de 5 points dans les Iris en Zus, 4 points dans les Iris en Cucs et 2 points ailleurs. Dans le même temps, le taux d'activité féminin augmentait de 3 points dans les Iris en Zus, 4 points dans les Iris en Cucs et 6 points ailleurs. Ces évolutions témoignent, là encore, d'une aggravation des inégalités en la matière.

En matière de formation, la progression de la proportion de diplômés « bac + 2 ou plus » parmi les hommes est beaucoup plus lente dans les Iris en Zus qu'ailleurs : sur la période 1990-2006, leur proportion s'est accrue de 5 points dans les Iris en Zus, 10 points dans les Iris en Cucs et 14 points en dehors de ces quartiers. Les femmes ont connu des évolutions comparables, bien que légèrement plus fortes pour toutes les catégories de quartiers. En 2006, le taux de diplômés « bac + 2 ou plus » était encore, dans les Iris en Zus, de 3 points inférieur au niveau atteint en 1990 dans les Iris hors politique de la ville.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 407	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 410	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,130*** [0,00304]	0,180*** [0,00442]	0,164*** [0,00485]	0,0519*** [0,00422]	- 0,0136*** [0,00506]	Iris hors QPV	0,0699*** [0,00148]	0,103*** [0,00214]	0,0931*** [0,00238]	0,0343*** [0,00142]	- 0,0103*** [0,00165]
Iris en Zus	0,210*** [0,00921]	0,300*** [0,0142]	0,305*** [0,0134]	0,0966*** [0,00880]	0,00523 [0,00969]	Iris en Zus	0,113*** [0,00589]	0,186*** [0,00893]	0,181*** [0,00917]	0,0760*** [0,00435]	- 0,00362 [0,00451]
Iris en Cucs	0,173*** [0,00611]	0,261*** [0,00786]	0,237*** [0,00956]	0,0905*** [0,00584]	- 0,0209** [0,00973]	Iris en Cucs	0,0947*** [0,00272]	0,154*** [0,00508]	0,138*** [0,00448]	0,0590*** [0,00347]	- 0,0164*** [0,00407]
Part expliquée de la variance	0,271	0,312	0,316	0,096	0,011	Part expliquée de la variance	0,265	0,368	0,363	0,28	0,016
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,60***	2,01***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,80***	2,03***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 410	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 410	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0650*** [0,00201]	0,107*** [0,00293]	0,0973*** [0,00327]	0,0441*** [0,00201]	- 0,0103*** [0,00228]	Iris hors QPV	0,0893*** [0,00150]	0,110*** [0,00192]	0,103*** [0,00218]	0,0215*** [0,00136]	- 0,00698*** [0,00169]
Iris en Zus	0,109*** [0,00632]	0,198*** [0,00983]	0,194*** [0,00941]	0,0936*** [0,00554]	- 0,00413 [0,00560]	Iris en Zus	0,149*** [0,00746]	0,197*** [0,00962]	0,205*** [0,0108]	0,0511*** [0,00428]	0,00711 [0,00491]
Iris en Cucs	0,0902*** [0,00321]	0,164*** [0,00684]	0,151*** [0,00547]	0,0736*** [0,00487]	- 0,0139** [0,00618]	Iris en Cucs	0,121*** [0,00350]	0,163*** [0,00435]	0,149*** [0,00512]	0,0424*** [0,00295]	- 0,0131*** [0,00376]
Part expliquée de la variance	0,223	0,326	0,343	0,242	0,005	Part expliquée de la variance	0,307	0,397	0,377	0,194	0,036
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,78***	1,94***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,39***	1,81***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 410	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 410	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,900*** [0,00175]	0,892*** [0,00184]	0,876*** [0,00317]	- 0,00953*** [0,00177]	- 0,0161*** [0,00253]	Iris hors QPV	0,752*** [0,00248]	0,795*** [0,00235]	0,812*** [0,00274]	0,0413*** [0,00178]	0,0153*** [0,00233]
Iris en Zus	0,908*** [0,00489]	0,877*** [0,00415]	0,850*** [0,00692]	- 0,0329*** [0,00441]	- 0,0273*** [0,00596]	Iris en Zus	0,706*** [0,0111]	0,732*** [0,0100]	0,730*** [0,0123]	0,0232*** [0,00478]	- 0,00274 [0,00624]
Iris en Cucs	0,908*** [0,00610]	0,891*** [0,00428]	0,862*** [0,00595]	- 0,0181*** [0,00443]	- 0,0300*** [0,00548]	Iris en Cucs	0,755*** [0,00664]	0,789*** [0,00502]	0,790*** [0,00518]	0,0316*** [0,00420]	- 0,00121 [0,00413]
Part expliquée de la variance	0,01	0,031	0,04	0,068	0,023	Part expliquée de la variance	0,095	0,176	0,21	0,044	0,045
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,645***	1,42***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,965	1,42***		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 408	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 409	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,174*** [0,00602]	0,254*** [0,00749]	0,315*** [0,00865]	0,0781*** [0,00296]	0,0598*** [0,00272]	Iris hors QPV	0,144*** [0,00422]	0,242*** [0,00598]	0,314*** [0,00718]	0,0985*** [0,00300]	0,0713*** [0,00258]
Iris en Zus	0,0843*** [0,00598]	0,125*** [0,00727]	0,138*** [0,00986]	0,0383*** [0,00485]	0,0120* [0,00630]	Iris en Zus	0,0741*** [0,00492]	0,117*** [0,00696]	0,149*** [0,0106]	0,0411*** [0,00348]	0,0293*** [0,00430]
Iris en Cucs	0,116*** [0,00689]	0,178*** [0,00769]	0,214*** [0,00822]	0,0597*** [0,00517]	0,0331*** [0,00606]	Iris en Cucs	0,107*** [0,00526]	0,175*** [0,00698]	0,231*** [0,00842]	0,0678*** [0,00460]	0,0528*** [0,00487]
Part expliquée de la variance	0,158	0,194	0,253	0,096	0,14	Part expliquée de la variance	0,165	0,24	0,267	0,2	0,12
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,15*	1,42***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,42***	1,84***		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 409	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 407	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,132*** [0,00324]	0,142*** [0,00290]	0,134*** [0,00264]	0,0105*** [0,00139]	- 0,00715*** [0,00152]	Iris hors QPV	0,112*** [0,00258]	0,136*** [0,00282]	0,153*** [0,00302]	0,0243*** [0,00205]	0,0171*** [0,00239]
Iris en Zus	0,0678*** [0,00599]	0,0867*** [0,00635]	0,0845*** [0,00541]	0,0190*** [0,00211]	- 0,00216 [0,00243]	Iris en Zus	0,158*** [0,00638]	0,203*** [0,00733]	0,238*** [0,00850]	0,0481*** [0,00514]	0,0350*** [0,00602]
Iris en Cucs	0,0741*** [0,00481]	0,0906*** [0,00482]	0,0939*** [0,00446]	0,0176*** [0,00180]	0,00348 [0,00267]	Iris en Cucs	0,146*** [0,00484]	0,188*** [0,00507]	0,205*** [0,00682]	0,0429*** [0,00347]	0,0181*** [0,00438]
Part expliquée de la variance	0,275	0,241	0,21	0,033	0,032	Part expliquée de la variance	0,169	0,269	0,271	0,078	0,022
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,770***	0,643***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,16*	1,41***		

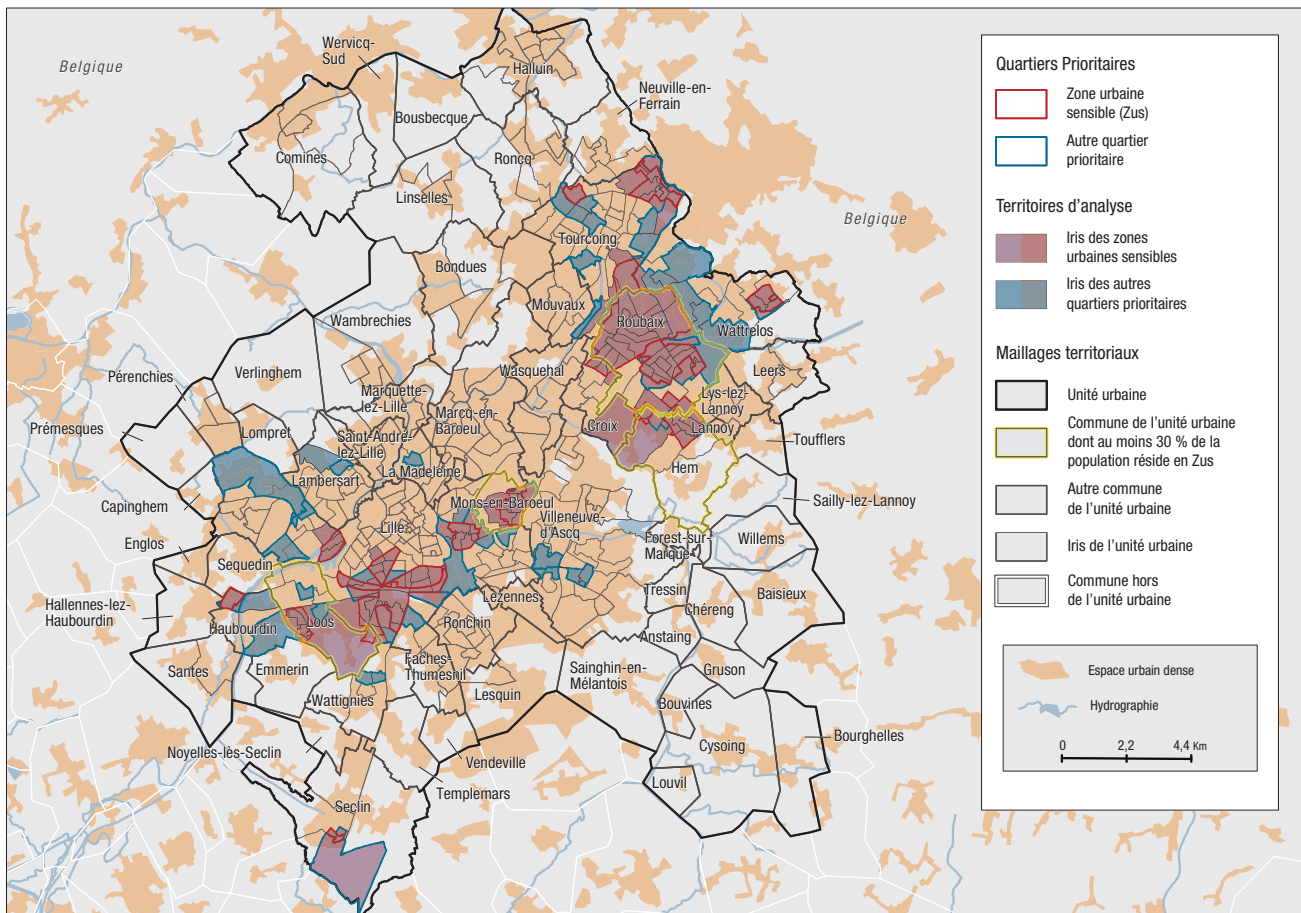
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Lille



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

L'agglomération lilloise est caractérisée par des écarts importants entre les quartiers de la politique de la ville et les autres quartiers. Ainsi, l'écart de chômage entre les Iris en Zus et les Iris hors quartiers, pour les hommes de plus de 15 ans, s'élève à 13 points en 1990, puis 17 points en 1999 et 14 points en 2006. La trajectoire est similaire pour le taux des femmes de plus de 15 ans : de 12 points en 1990, l'écart de taux de chômage grimpe à 16 points en 1999 pour finalement s'établir à 15 points en 2006. Les Iris en Cucs sont intermédiaires entre les Iris en Zus et les Iris hors quartiers : l'écart de taux de chômage y est de 8 à 9 points par rapport aux autres quartiers.

Comme ailleurs, le taux d'activité des hommes a diminué sur la période 1990-2006 dans les Iris en Zus (il a perdu 3 points) alors qu'il est stable dans les autres quartiers. Le taux d'activité des femmes est plus typé : l'écart entre les Iris en Zus et les quartiers hors politique de la ville passe de

6 points en 1990 à 11 points en 2006, alors qu'il se maintient à 6 points sur la période entre les Iris en Cucs et les autres quartiers. La hausse enregistrée partout entre 1990 et 1999 se poursuit dans les Iris hors quartiers de la politique de la ville, alors que l'activité féminine stagne entre 1999 et 2006 dans les Iris de la politique de la ville.

La part des « bac + 2 ou plus » s'élève régulièrement sur la période, mais environ deux fois moins rapidement dans les quartiers de la politique de la ville qu'ailleurs. Les Iris en Zus et les Iris en Cucs présentent ici des trajectoires voisines.

À Lille, contrairement à ce qui est observé ailleurs, la proportion des plus de 65 ans est stable. En revanche, le taux de familles monoparentales augmente fortement entre 1990 et 2006 dans les Iris en Zus et les Iris en Cucs (+ 7 points), un peu moins fortement ailleurs (+ 4 points).

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 440	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 447	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,188*** [0,00413]	0,271*** [0,00516]	0,213*** [0,00577]	0,0840*** [0,00413]	- 0,0484*** [0,00485]	Iris hors QPV	0,0873*** [0,00201]	0,107*** [0,00240]	0,0957*** [0,00238]	0,0195*** [0,00118]	- 0,0111*** [0,00134]
Iris en Zus	0,314*** [0,00879]	0,434*** [0,0106]	0,352*** [0,0131]	0,124*** [0,00666]	- 0,0671*** [0,00954]	Iris en Zus	0,200*** [0,00784]	0,261*** [0,00960]	0,233*** [0,00971]	0,0628*** [0,00393]	- 0,0266*** [0,00459]
Iris en Cucs	0,253*** [0,0102]	0,365*** [0,0106]	0,324*** [0,0142]	0,110*** [0,0116]	- 0,0347** [0,0137]	Iris en Cucs	0,149*** [0,00607]	0,188*** [0,00805]	0,168*** [0,0102]	0,0384*** [0,00477]	- 0,0209*** [0,00491]
Part expliquée de la variance	0,391	0,414	0,298	0,067	0,014	Part expliquée de la variance	0,488	0,537	0,473	0,3	0,042
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,28***	1,53***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,37***	1,33***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 446	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 446	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0841*** [0,00242]	0,116*** [0,00286]	0,112*** [0,00271]	0,0314*** [0,00150]	- 0,00412** [0,00163]	Iris hors QPV	0,118*** [0,00254]	0,127*** [0,00270]	0,109*** [0,00269]	0,00899*** [0,00157]	- 0,0177*** [0,00166]
Iris en Zus	0,210*** [0,00818]	0,285*** [0,01000]	0,256*** [0,00974]	0,0773*** [0,00440]	- 0,0276*** [0,00598]	Iris en Zus	0,238*** [0,00888]	0,285*** [0,0101]	0,249*** [0,0106]	0,0501*** [0,00426]	- 0,0316*** [0,00531]
Iris en Cucs	0,146*** [0,00672]	0,201*** [0,00895]	0,193*** [0,0106]	0,0546*** [0,00594]	- 0,00846 [0,00606]	Iris en Cucs	0,194*** [0,00748]	0,218*** [0,00830]	0,191*** [0,0100]	0,0237*** [0,00578]	- 0,0267*** [0,00546]
Part expliquée de la variance	0,499	0,543	0,486	0,261	0,057	Part expliquée de la variance	0,445	0,517	0,444	0,216	0,025
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,27***	1,1			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,32***	1,33***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 446	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 446	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,862*** [0,00614]	0,868*** [0,00620]	0,855*** [0,00568]	0,00665*** [0,00220]	- 0,0152*** [0,00320]	Iris hors QPV	0,670*** [0,00469]	0,737*** [0,00419]	0,762*** [0,00321]	0,0657*** [0,00243]	0,0228*** [0,00329]
Iris en Zus	0,850*** [0,00358]	0,858*** [0,00340]	0,821*** [0,00477]	0,00726** [0,00308]	- 0,0384*** [0,00449]	Iris en Zus	0,616*** [0,00731]	0,657*** [0,00738]	0,654*** [0,00924]	0,0394*** [0,00470]	- 0,00621 [0,00457]
Iris en Cucs	0,854*** [0,00470]	0,871*** [0,00449]	0,848*** [0,00546]	0,0170*** [0,00416]	- 0,0234*** [0,00583]	Iris en Cucs	0,643*** [0,0105]	0,701*** [0,00943]	0,701*** [0,00878]	0,0570*** [0,00592]	- 0,000581 [0,00622]
Part expliquée de la variance	0,005	0,003	0,034	0,007	0,042	Part expliquée de la variance	0,095	0,214	0,323	0,059	0,071
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,07	1,01			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,03	1,31***		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 441	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 442	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,182*** [0,00799]	0,266*** [0,00937]	0,321*** [0,0105]	0,0807*** [0,00314]	0,0508*** [0,00263]	Iris hors QPV	0,137*** [0,00600]	0,235*** [0,00799]	0,292*** [0,00845]	0,0960*** [0,00337]	0,0561*** [0,00249]
Iris en Zus	0,0920*** [0,00863]	0,139*** [0,0104]	0,184*** [0,0126]	0,0458*** [0,00484]	0,0400*** [0,00330]	Iris en Zus	0,0699*** [0,00584]	0,125*** [0,00899]	0,165*** [0,0113]	0,0548*** [0,00452]	0,0371*** [0,00318]
Iris en Cucs	0,0888*** [0,0142]	0,133*** [0,0136]	0,179*** [0,0152]	0,0416*** [0,00663]	0,0430*** [0,00665]	Iris en Cucs	0,0717*** [0,0112]	0,125*** [0,0122]	0,162*** [0,0134]	0,0516*** [0,00722]	0,0364*** [0,00608]
Part expliquée de la variance	0,124	0,166	0,157	0,1	0,012	Part expliquée de la variance	0,119	0,164	0,186	0,132	0,047
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,08	1,14*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,23**	1,25***		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 442	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 441	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,124*** [0,00326]	0,137*** [0,00324]	0,136*** [0,00325]	0,0142*** [0,00166]	0,000204 [0,00139]	Iris hors QPV	0,108*** [0,00266]	0,133*** [0,00302]	0,144*** [0,00332]	0,0261*** [0,00238]	0,0122*** [0,00200]
Iris en Zus	0,105*** [0,00526]	0,104*** [0,00431]	0,0991*** [0,00433]	- 0,000889 [0,00349]	- 0,00382* [0,00205]	Iris en Zus	0,176*** [0,00665]	0,223*** [0,00671]	0,245*** [0,00767]	0,0468*** [0,00490]	0,0220*** [0,00436]
Iris en Cucs	0,113*** [0,00778]	0,120*** [0,00787]	0,114*** [0,00781]	0,00804** [0,00378]	- 0,00519 [0,00343]	Iris en Cucs	0,145*** [0,00703]	0,183*** [0,00840]	0,217*** [0,00967]	0,0371*** [0,00715]	0,0361*** [0,00557]
Part expliquée de la variance	0,024	0,073	0,091	0,042	0,009	Part expliquée de la variance	0,253	0,331	0,34	0,041	0,041
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,912	0,971			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,11	1,33***		

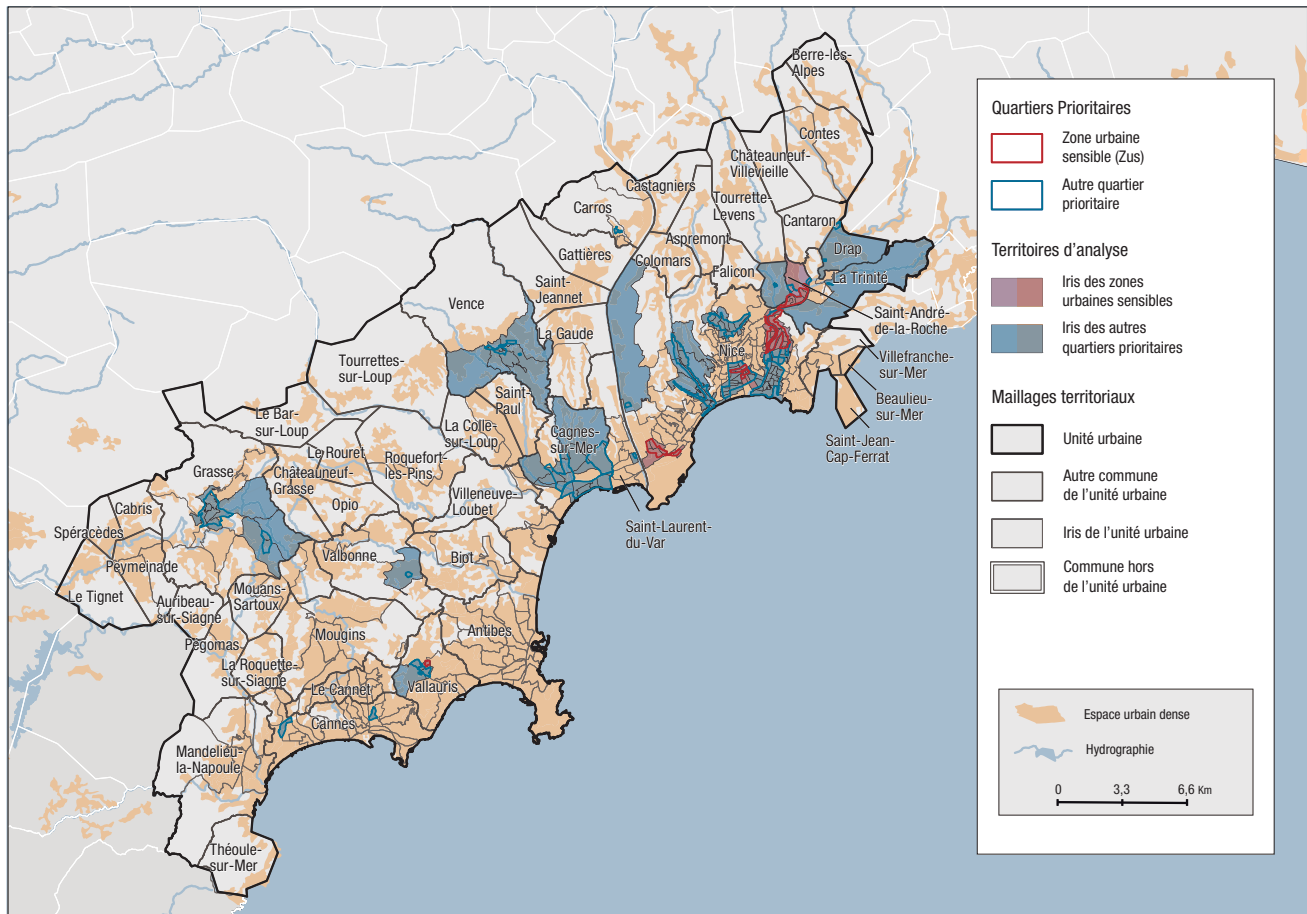
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Nice



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

LECTURE : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population résident en Zus sont délimitées en jaune.

En 1990, les écarts entre les Iris des quartiers sensibles de Nice et les autres Iris de l'agglomération sont plutôt faibles au regard des écarts constatés dans les autres agglomérations. En revanche, l'accentuation des écarts entre 1990 et 1999 y est particulièrement forte : ainsi, l'écart de taux de chômage augmente de 10 points pour les hommes de plus de 15 ans dans les Iris en Zus, 6 points dans les Iris en Cucs, 5 points pour les femmes dans les Iris en Zus et 13 points pour les jeunes de moins de 25 ans. Entre 1999 et 2006, les écarts diminuent, sans pour autant parvenir à gommer la hausse prononcée précédente.

Toujours sur la période 1990-1999, le taux d'activité des hommes diminue fortement dans les Iris en Zus (- 4 points), un peu moins dans les Iris en Cucs (- 2 points) tandis que celui dans les Iris hors quartiers diminue de 1 point. L'activité féminine croît de 7 points entre 1990 et 1999 dans les Iris hors quartiers, tandis qu'elle n'augmente que de 1 point dans les Iris en Zus

et 5 points dans les Iris en Cucs. La hausse se poursuit entre 1999 et 2006, de 3 points dans les Iris en Cucs et ailleurs, tandis que dans les Iris en Zus, elle n'augmente pas. À Nice, les écarts en la matière s'établissent à 8 points en 2006 en défaveur des Iris en Zus, alors qu'ils étaient nuls en 1990.

La proportion de « bac + 2 ou plus » est plus faible dans les Iris en Zus qu'ailleurs, l'écart s'étant creusé passant de 10 points en 1990 pour les hommes et de 6 points pour les femmes à 13 points pour les hommes et 11 points pour les femmes en 2006.

La proportion de plus de 65 ans n'a pas évolué dans les Iris des quartiers de la politique de la ville niçoise entre 1990 et 2006. En revanche, le taux de familles monoparentales a augmenté de 6 points dans les Iris en Zus, 4 points dans les Iris en Cucs et 3 points ailleurs, principalement entre 1990 et 1999.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 346	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 348	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,183*** [0,00321]	0,223*** [0,00464]	0,186*** [0,00527]	0,0413*** [0,00462]	- 0,0369*** [0,00541]	Iris hors QPV	0,106*** [0,00192]	0,131*** [0,00268]	0,0954*** [0,00257]	0,0263*** [0,00164]	- 0,0351*** [0,00165]
Iris en Zus	0,213*** [0,0177]	0,345*** [0,0140]	0,277*** [0,0221]	0,131*** [0,0187]	- 0,0431** [0,0215]	Iris en Zus	0,138*** [0,00516]	0,212*** [0,0124]	0,179*** [0,0151]	0,0774*** [0,00854]	- 0,0312*** [0,00977]
Iris en Cucs	0,191*** [0,00521]	0,253*** [0,00767]	0,184*** [0,00905]	0,0630*** [0,00773]	- 0,0663*** [0,0100]	Iris en Cucs	0,117*** [0,00345]	0,157*** [0,00678]	0,110*** [0,00528]	0,0426*** [0,00450]	- 0,0481*** [0,00560]
Part expliquée de la variance	0,032	0,242	0,098	0,134	0,021	Part expliquée de la variance	0,089	0,181	0,175	0,182	0,028
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,77***	2,78***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	2,34***	2,78***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 348	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 348	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0885*** [0,00230]	0,122*** [0,00300]	0,0890*** [0,00273]	0,0364*** [0,00206]	- 0,0327*** [0,00221]	Iris hors QPV	0,147*** [0,00217]	0,154*** [0,00283]	0,120*** [0,00310]	0,00825*** [0,00194]	- 0,0340*** [0,00226]
Iris en Zus	0,124*** [0,00592]	0,223*** [0,0133]	0,183*** [0,0165]	0,102*** [0,00941]	- 0,0367*** [0,0116]	Iris en Zus	0,182*** [0,00784]	0,233*** [0,0138]	0,207*** [0,0163]	0,0539*** [0,00940]	- 0,0202** [0,00948]
Iris en Cucs	0,103*** [0,00447]	0,161*** [0,00959]	0,110*** [0,00596]	0,0606*** [0,00604]	- 0,0529*** [0,00893]	Iris en Cucs	0,152*** [0,00341]	0,169*** [0,00478]	0,128*** [0,00518]	0,0186*** [0,00330]	- 0,0417*** [0,00378]
Part expliquée de la variance	0,097	0,216	0,202	0,215	0,033	Part expliquée de la variance	0,076	0,172	0,15	0,14	0,019
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	2,26***	2,25***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,78***	2,82***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 348	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 348	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,844*** [0,00562]	0,833*** [0,00583]	0,837*** [0,00398]	- 0,0110*** [0,00263]	0,00439 [0,00555]	Iris hors QPV	0,617*** [0,00584]	0,690*** [0,00569]	0,725*** [0,00412]	0,0720*** [0,00262]	0,0347*** [0,00527]
Iris en Zus	0,842*** [0,0143]	0,799*** [0,0104]	0,795*** [0,0123]	- 0,0454*** [0,00820]	- 0,00815 [0,0111]	Iris en Zus	0,615*** [0,0122]	0,634*** [0,0145]	0,641*** [0,0167]	0,0135 [0,00880]	0,00471 [0,00764]
Iris en Cucs	0,852*** [0,00979]	0,834*** [0,00779]	0,834*** [0,00670]	- 0,0210*** [0,00356]	- 0,00104 [0,0100]	Iris en Cucs	0,645*** [0,00440]	0,700*** [0,00393]	0,726*** [0,00564]	0,0526*** [0,00351]	0,0269*** [0,00517]
Part expliquée de la variance	0,003	0,019	0,035	0,055	0,003	Part expliquée de la variance	0,041	0,072	0,118	0,163	0,021
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,942	0,752***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,986	1,16*		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 338	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 338	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,171*** [0,00540]	0,226*** [0,00602]	0,274*** [0,00665]	0,0541*** [0,00254]	0,0471*** [0,00271]	Iris hors QPV	0,123*** [0,00340]	0,200*** [0,00489]	0,252*** [0,00571]	0,0764*** [0,00257]	0,0519*** [0,00248]
Iris en Zus	0,075*** [0,0109]	0,104*** [0,0151]	0,142*** [0,0223]	0,0249*** [0,00569]	0,0357*** [0,00954]	Iris en Zus	0,0666*** [0,00820]	0,101*** [0,0119]	0,143*** [0,0183]	0,0338*** [0,00592]	0,0390*** [0,00669]
Iris en Cucs	0,124*** [0,00617]	0,177*** [0,00775]	0,220*** [0,00910]	0,0515*** [0,00372]	0,0425*** [0,00366]	Iris en Cucs	0,101*** [0,00335]	0,170*** [0,00506]	0,217*** [0,00707]	0,0684*** [0,00340]	0,0487*** [0,00371]
Part expliquée de la variance	0,155	0,165	0,146	0,048	0,007	Part expliquée de la variance	0,124	0,159	0,128	0,097	0,009
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1	1,1			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,39***	1,66***		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 338	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 337	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,225*** [0,00666]	0,235*** [0,00601]	0,229*** [0,00562]	0,0155*** [0,00201]	- 0,00433* [0,00238]	Iris hors QPV	0,116*** [0,00247]	0,145*** [0,00307]	0,144*** [0,00338]	0,0303*** [0,00241]	- 0,000773 [0,00252]
Iris en Zus	0,171*** [0,0171]	0,183*** [0,0142]	0,168*** [0,0110]	0,0112 [0,00707]	- 0,0165*** [0,00627]	Iris en Zus	0,186*** [0,00910]	0,235*** [0,0117]	0,240*** [0,0124]	0,0493*** [0,00795]	0,00715 [0,00732]
Iris en Cucs	0,224*** [0,00976]	0,229*** [0,00864]	0,214*** [0,00744]	0,00796** [0,00353]	- 0,0127*** [0,00395]	Iris en Cucs	0,138*** [0,00435]	0,174*** [0,00455]	0,179*** [0,00512]	0,0377*** [0,00379]	0,00479 [0,00407]
Part expliquée de la variance	0,028	0,028	0,047	0,011	0,015	Part expliquée de la variance	0,214	0,242	0,239	0,023	0,006
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,810**	0,709***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,16*	1,35***		

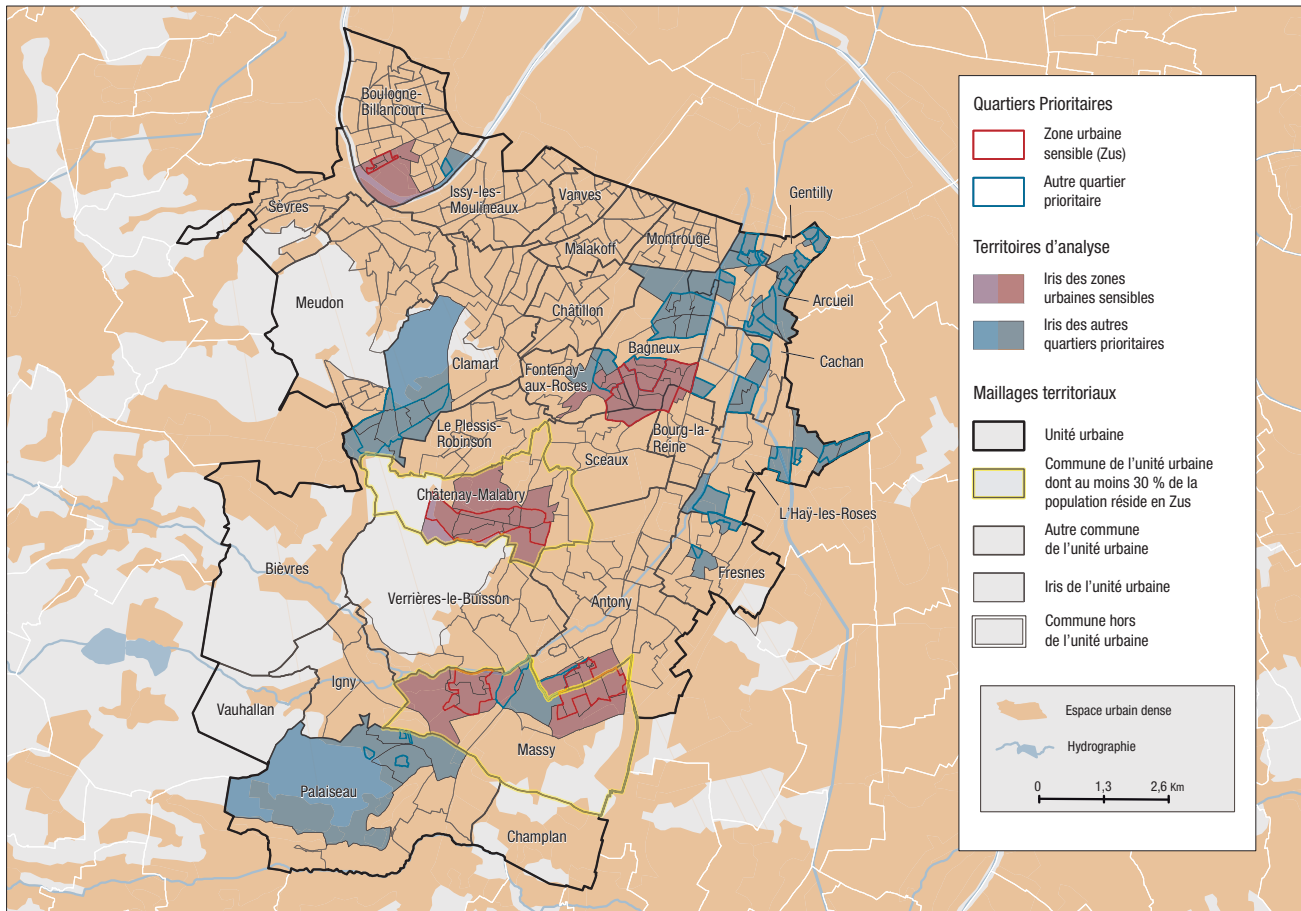
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Boulogne-Billancourt



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

En matière de chômage, la zone d'emploi de Boulogne est caractérisée par des contrastes faibles entre les Iris des quartiers de la politique de la ville et les autres : l'écart de taux de chômage des plus de 25 ans était en 1990 de 3 points entre les quartiers de la politique de la ville et les autres ; il est de 3 points en 1999 et de 4 points en 2006. S'agissant des jeunes, les écarts sont toutefois plus marqués : l'écart de taux de chômage s'établit à 5 points en 1990, 9 points en 1999, et 7 à 10 points en 2006 selon que l'Iris est en Cucs ou en Zus.

Les hommes des quartiers Cucs connaissent une hausse de leur activité de 7 points en seize ans ramenant ainsi ces quartiers au niveau des autres quartiers. Hormis ce cas particulier, les quartiers de la zone d'emploi sont semblables en matière de taux d'activité.

Les quartiers de la politique de la ville sont, en revanche, beaucoup plus typés dans la part de

diplômés « bac + 2 ou plus » : en 1990, pour les hommes, l'écart s'établit à 10 points en défaveur des Iris en Zus et 17 points pour les Iris en Cucs ; seize ans après, il est de 18 points pour les Iris en Zus et 22 points pour les Iris en Cucs. Pour les femmes, l'écart est de 9 à 11 points en 1990 selon le type de quartier ; en 2006, il est de 16 points pour les Iris en Zus et 19 points pour les Iris en Cucs.

La part des plus de 65 ans, plus faible dans les Iris en Zus et dans les Iris en Cucs en 1990, se rapproche, au cours des seize ans d'observation, de son niveau observé ailleurs tout en restant plus faible (2 points d'écart dans les Iris en Zus et 1 point dans les Iris en Cucs en 2006). La proportion de familles monoparentales, plus élevée dans les Iris en Zus et dans les Iris en Cucs en 1990 qu'ailleurs (+ 4 points), augmente pour s'établir, en 2006, à environ 22 % dans ces quartiers, soit 8 points de plus que dans les Iris hors quartiers.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 335	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 337	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,106*** [0,00299]	0,132*** [0,00487]	0,130*** [0,00463]	0,0300*** [0,00384]	- 0,00219 [0,00543]	Iris hors QPV	0,0594*** [0,00107]	0,0797*** [0,00156]	0,0789*** [0,00158]	0,0210*** [0,00132]	- 0,000391 [0,00149]
Iris en Zus	0,159*** [0,0100]	0,223*** [0,0128]	0,239*** [0,0163]	0,0649*** [0,0117]	0,0135 [0,0162]	Iris en Zus	0,0863*** [0,00528]	0,111*** [0,00663]	0,115*** [0,00702]	0,0270*** [0,00413]	0,00457 [0,00309]
Iris en Cucs	0,150*** [0,00675]	0,215*** [0,0120]	0,204*** [0,0133]	0,0650*** [0,00846]	- 0,00509 [0,0149]	Iris en Cucs	0,0821*** [0,00453]	0,115*** [0,00609]	0,108*** [0,00541]	0,0343*** [0,00372]	- 0,00699** [0,00346]
Part expliquée de la variance	0,188	0,268	0,221	0,069	0,004	Part expliquée de la variance	0,207	0,209	0,184	0,048	0,015
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,73***	2,29***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,37***	1,43***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 337	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 337	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0564*** [0,00129]	0,0827*** [0,00210]	0,0814*** [0,00187]	0,0278*** [0,00200]	- 0,000712 [0,00208]	Iris hors QPV	0,0715*** [0,00121]	0,0830*** [0,00137]	0,0856*** [0,00184]	0,0117*** [0,00116]	0,00274 [0,00166]
Iris en Zus	0,0887*** [0,00780]	0,127*** [0,00838]	0,127*** [0,00836]	0,0404*** [0,00645]	0,00137	Iris en Zus	0,102*** [0,00466]	0,113*** [0,00648]	0,129*** [0,00827]	0,0135*** [0,00358]	0,0174*** [0,00528]
Iris en Cucs	0,0843*** [0,00606]	0,127*** [0,00758]	0,121*** [0,00758]	0,0455*** [0,00493]	- 0,0055 [0,00487]	Iris en Cucs	0,0968*** [0,00389]	0,118*** [0,00542]	0,118*** [0,00546]	0,0223*** [0,00334]	- 0,00152 [0,00416]
Part expliquée de la variance	0,199	0,219	0,207	0,053	0,003	Part expliquée de la variance	0,233	0,233	0,186	0,033	0,03
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,35***	1,31***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,21**	1,85***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 337	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 337	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,893*** [0,00270]	0,895*** [0,00272]	0,886*** [0,00939]	- 4,32E-05 [0,00186]	- 0,00327 [0,00381]	Iris hors QPV	0,757*** [0,00285]	0,806*** [0,00271]	0,826*** [0,00271]	0,0472*** [0,00176]	0,0184*** [0,00196]
Iris en Zus	0,886*** [0,00845]	0,888*** [0,00509]	0,879*** [0,00745]	- 6,97E-06 [0,00829]	- 0,00984 [0,00668]	Iris en Zus	0,744*** [0,00607]	0,789*** [0,00681]	0,809*** [0,00786]	0,0420*** [0,00472]	0,0190** [0,00797]
Iris en Cucs	0,792*** [0,0793]	0,830*** [0,0489]	0,865*** [0,00649]	0,0183 [0,0168]	0,038 [0,0533]	Iris en Cucs	0,754*** [0,00622]	0,800*** [0,00439]	0,805*** [0,00535]	0,0447*** [0,00501]	0,00492 [0,00514]
Part expliquée de la variance	0,119	0,089	0,007	0,034	0,03	Part expliquée de la variance	0,008	0,015	0,036	0,003	0,017
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,531***	0,639***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,01	1,15*		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 337	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 337	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,307*** [0,00786]	0,418*** [0,00823]	0,484*** [0,00917]	0,107*** [0,00364]	0,0682*** [0,00396]	Iris hors QPV	0,231*** [0,00519]	0,360*** [0,00627]	0,437*** [0,00654]	0,127*** [0,00321]	0,0762*** [0,00370]
Iris en Zus	0,192*** [0,0198]	0,275*** [0,0237]	0,305*** [0,0243]	0,0773*** [0,00953]	0,0290*** [0,00856]	Iris en Zus	0,144*** [0,0120]	0,232*** [0,0195]	0,279*** [0,0198]	0,0813*** [0,00937]	0,0451*** [0,00619]
Iris en Cucs	0,133*** [0,0157]	0,223*** [0,0173]	0,261*** [0,0186]	0,0882*** [0,0214]	0,0375*** [0,00850]	Iris en Cucs	0,122*** [0,00995]	0,199*** [0,0142]	0,246*** [0,0163]	0,0739*** [0,00547]	0,0481*** [0,00697]
Part expliquée de la variance	0,235	0,246	0,283	0,03	0,061	Part expliquée de la variance	0,218	0,276	0,32	0,159	0,047
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,993	1,08			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,24**	1,39***		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 337	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 337	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,136*** [0,00301]	0,153*** [0,00301]	0,148*** [0,00336]	0,0188*** [0,00182]	- 0,00211 [0,00186]	Iris hors QPV	0,120*** [0,00221]	0,134*** [0,00252]	0,143*** [0,00312]	0,0152*** [0,00205]	0,00930*** [0,00232]
Iris en Zus	0,0946*** [0,00633]	0,125*** [0,00684]	0,126*** [0,00689]	0,0319*** [0,00497]	0,000821 [0,00429]	Iris en Zus	0,168*** [0,00870]	0,193*** [0,00971]	0,225*** [0,0136]	0,0266*** [0,00680]	0,0318*** [0,00741]
Iris en Cucs	0,0994*** [0,00588]	0,128*** [0,00506]	0,132*** [0,00550]	0,0282*** [0,00302]	0,00482 [0,00438]	Iris en Cucs	0,158*** [0,00798]	0,193*** [0,00984]	0,215*** [0,0102]	0,0346*** [0,00559]	0,0241*** [0,00478]
Part expliquée de la variance	0,123	0,057	0,026	0,03	0,006	Part expliquée de la variance	0,182	0,229	0,252	0,041	0,042
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,819**	0,938			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,28**	1,80***		

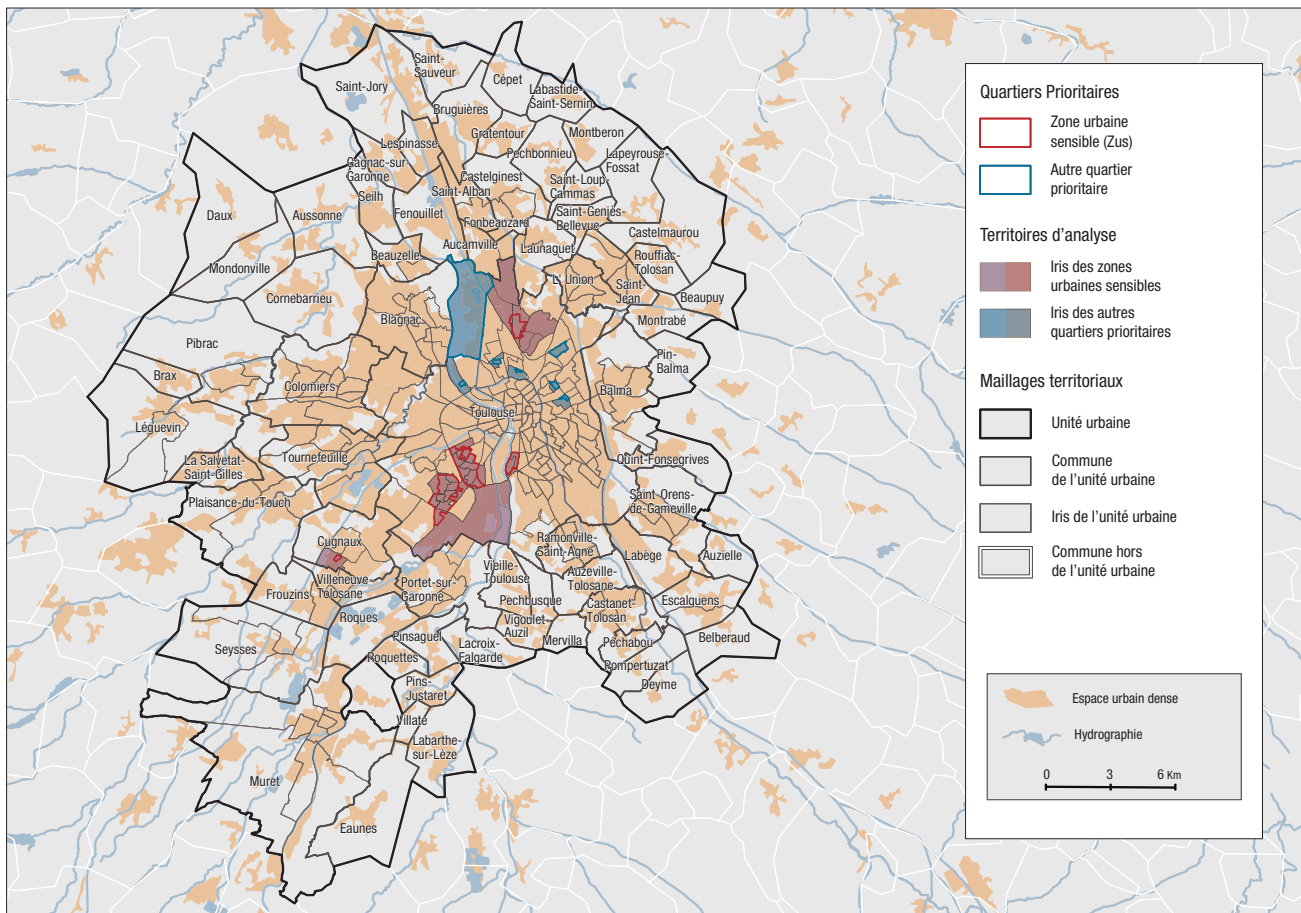
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Toulouse



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population résident en Zus sont délimitées en jaune.

Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans a considérablement augmenté à Toulouse, particulièrement dans les Iris en Zus, entre 1990 et 1999 (+ 16 points en Zus). Cependant, la décade du chômage entre 1999 et 2006 a compensé intégralement la hausse de la décennie précédente dans les Iris en Zus et plus que compensé la hausse dans les autres Iris de l'agglomération, notamment les Iris en Cucs.

La situation est moins favorable lorsque l'on considère les autres catégories : 25-64 ans, hommes et femmes de plus de 15 ans. Là, comme pour beaucoup d'autres agglomérations, la hausse entre 1990 et 1999 n'a pas été compensée par la baisse de la période 1999-2006, laissant, en 2006, l'ensemble des Iris, et en premier lieu, les Iris de la politique de la ville, dans une situation moins favorable qu'en 1990.

Contrairement à ce qui est observé ailleurs, le taux d'activité des hommes n'a pas diminué

entre 1990 et 2006 à Toulouse. Les femmes ont enregistré une hausse de leur taux d'activité dans l'ensemble des quartiers, même si celle-ci n'est pas significative sur la période récente dans les Iris en zonage politique de la ville, contrairement aux autres Iris de l'agglomération.

Pour ce qui est de la formation, le constat est le même qu'ailleurs : une croissance soutenue des diplômés « bac + 2 ou plus » dans l'ensemble des Iris mais plus marquée dans les Iris hors politique de la ville (+ 16 points entre 1990 et 2006, contre + 11 points dans les Iris en Zus).

La part des plus de 65 ans n'évolue pas sur la période 1990-2006. En revanche, l'accroissement du nombre de familles monoparentales est plus marqué dans les Iris de la politique de la ville qu'ailleurs (+ 3 points contre + 5 points en politique de la ville).

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 292	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 292	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,192*** [0,00319]	0,237*** [0,00454]	0,158*** [0,00428]	0,0516*** [0,00482]	- 0,0740*** [0,00444]	Iris hors QPV	0,0915*** [0,00153]	0,122*** [0,00288]	0,0969*** [0,00262]	0,0328*** [0,00201]	- 0,0247*** [0,00142]
Iris en Zus	0,308*** [0,0144]	0,464*** [0,0303]	0,305*** [0,0377]	0,180*** [0,0162]	- 0,128*** [0,0159]	Iris en Zus	0,185*** [0,0151]	0,297*** [0,0260]	0,230*** [0,0320]	0,123*** [0,0112]	- 0,0359*** [0,00896]
Iris en Cucs	0,277*** [0,0120]	0,310*** [0,0479]	0,244*** [0,0292]	0,0659** [0,0292]	- 0,000613 [0,117]	Iris en Cucs	0,131*** [0,00522]	0,197*** [0,00837]	0,145*** [0,00521]	0,0656*** [0,0124]	- 0,0499*** [0,0114]
Part expliquée de la variance	0,38	0,438	0,256	0,224	0,057	Part expliquée de la variance	0,432	0,443	0,334	0,383	0,035
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	2,35***	2,17***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	2,20***	2,10***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 292	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 292	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0686*** [0,00184]	0,107*** [0,00328]	0,0912*** [0,00286]	0,0409*** [0,00207]	- 0,0160*** [0,00180]	Iris hors QPV	0,142*** [0,00204]	0,156*** [0,00280]	0,119*** [0,00259]	0,0159*** [0,00259]	- 0,0371*** [0,00192]
Iris en Zus	0,159*** [0,0146]	0,282*** [0,0247]	0,218*** [0,0327]	0,135*** [0,0101]	- 0,0345*** [0,00930]	Iris en Zus	0,256*** [0,0179]	0,352*** [0,0302]	0,269*** [0,0337]	0,110*** [0,0142]	- 0,0522*** [0,0113]
Iris en Cucs	0,116*** [0,00783]	0,181*** [0,0115]	0,141*** [0,00802]	0,0675*** [0,0158]	- 0,0306 [0,0251]	Iris en Cucs	0,187*** [0,00559]	0,234*** [0,0113]	0,176*** [0,0107]	0,0479*** [0,0110]	- 0,0555*** [0,0197]
Part expliquée de la variance	0,39	0,415	0,288	0,393	0,025	Part expliquée de la variance	0,417	0,476	0,376	0,3	0,02
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,93***	1,74***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,99***	1,89***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 292	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 292	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,861*** [0,00521]	0,854*** [0,00506]	0,867*** [0,00452]	- 0,0105*** [0,00246]	0,00991** [0,00414]	Iris hors QPV	0,700*** [0,00445]	0,753*** [0,00452]	0,792*** [0,00295]	0,0513*** [0,00240]	0,0363*** [0,00384]
Iris en Zus	0,831*** [0,0119]	0,840*** [0,00881]	0,844*** [0,0194]	0,00513 [0,00709]	- 0,0142 [0,0107]	Iris en Zus	0,656*** [0,0130]	0,721*** [0,0112]	0,724*** [0,0290]	0,0585*** [0,00873]	- 0,0202 [0,0128]
Iris en Cucs	0,870*** [0,00819]	0,870*** [0,00706]	0,868*** [0,0111]	- 0,000868 [0,00399]	- 0,00674 [0,0160]	Iris en Cucs	0,711*** [0,0166]	0,768*** [0,0193]	0,769*** [0,0217]	0,0553*** [0,00937]	- 0,00386 [0,0142]
Part expliquée de la variance	0,012	0,003	0,007	0,016	0,015	Part expliquée de la variance	0,047	0,025	0,103	0,003	0,097
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,795**	0,780**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,999	1,16		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 278	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 278	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,236*** [0,00774]	0,330*** [0,00856]	0,399*** [0,00884]	0,0930*** [0,00354]	0,0687*** [0,00296]	Iris hors QPV	0,199*** [0,00589]	0,309*** [0,00728]	0,377*** [0,00749]	0,111*** [0,00344]	0,0688*** [0,00266]
Iris en Zus	0,113*** [0,0123]	0,164*** [0,0129]	0,226*** [0,0338]	0,0469*** [0,00623]	0,0330** [0,0134]	Iris en Zus	0,0950*** [0,0117]	0,150*** [0,0146]	0,215*** [0,0338]	0,0493*** [0,00519]	0,0380*** [0,0123]
Iris en Cucs	0,149*** [0,0234]	0,230*** [0,0365]	0,313*** [0,0369]	0,0800*** [0,0132]	0,0743*** [0,0131]	Iris en Cucs	0,123*** [0,0168]	0,223*** [0,0280]	0,286*** [0,0303]	0,101*** [0,0131]	0,0638*** [0,0116]
Part expliquée de la variance	0,116	0,135	0,13	0,068	0,047	Part expliquée de la variance	0,149	0,171	0,153	0,133	0,042
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,08	1,09			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,25**	1,30**		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 278	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 278	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,132*** [0,00391]	0,137*** [0,00374]	0,133*** [0,00346]	0,0114*** [0,00236]	- 0,00148 [0,00186]	Iris hors QPV	0,116*** [0,00332]	0,137*** [0,00365]	0,147*** [0,00383]	0,0248*** [0,00265]	0,0117*** [0,00216]
Iris en Zus	0,111*** [0,0106]	0,136*** [0,0109]	0,118*** [0,0103]	0,0255*** [0,00418]	- 0,0105 [0,00728]	Iris en Zus	0,196*** [0,0103]	0,230*** [0,0124]	0,240*** [0,0148]	0,0369*** [0,00862]	0,0224** [0,00919]
Iris en Cucs	0,162*** [0,00693]	0,174*** [0,0101]	0,148*** [0,00921]	0,0132 [0,00885]	- 0,0246** [0,0108]	Iris en Cucs	0,183*** [0,0136]	0,209*** [0,00951]	0,239*** [0,0211]	0,0259 [0,0160]	0,0292 [0,0202]
Part expliquée de la variance	0,023	0,012	0,008	0,017	0,023	Part expliquée de la variance	0,228	0,223	0,215	0,007	0,012
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,954	0,891			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,05	1,16		

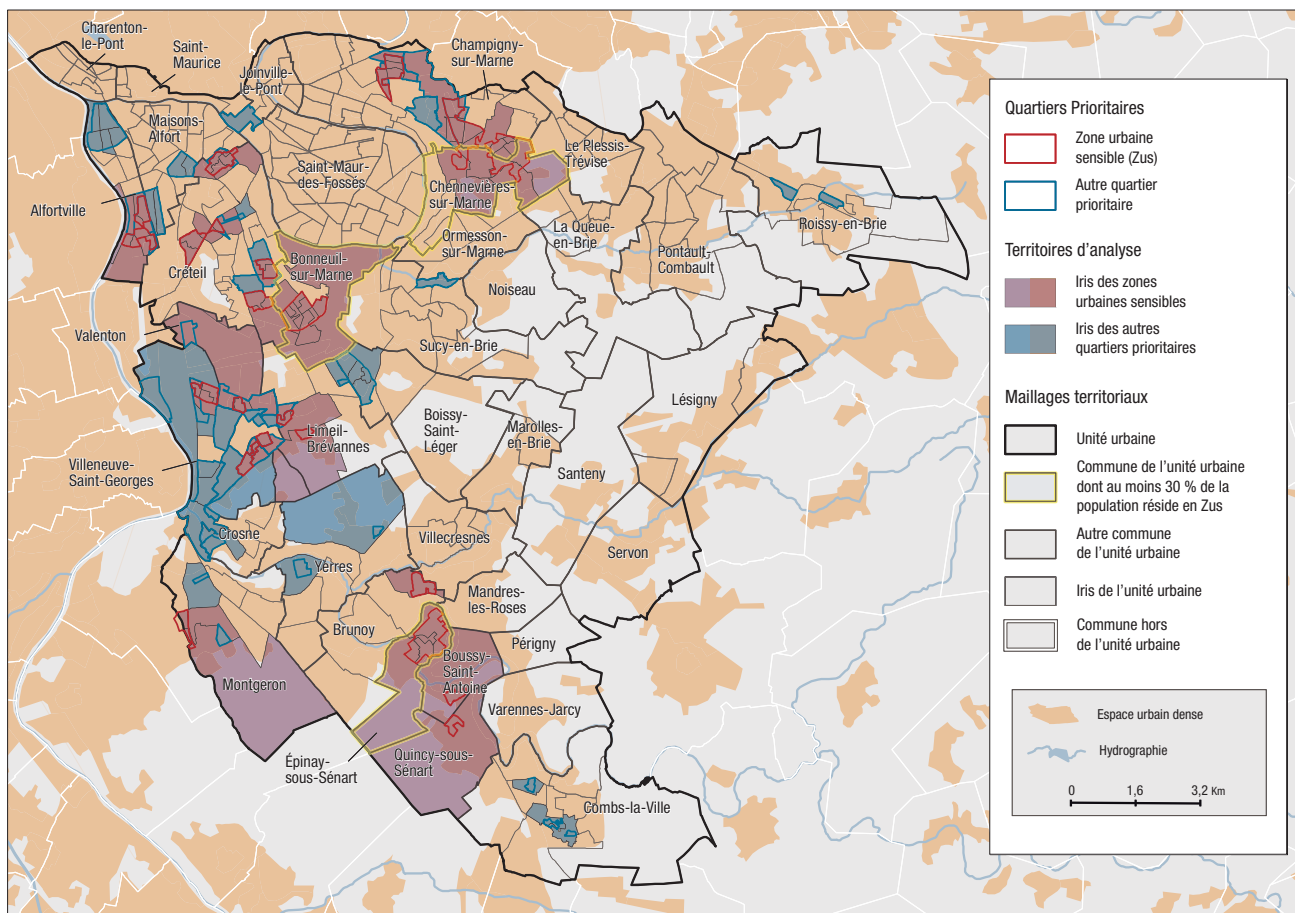
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Créteil



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Dans la zone d'emploi de Créteil, les contrastes entre les quartiers de la politique de la ville et les autres quartiers sont plutôt moins marqués qu'ailleurs, en particulier en ce qui concerne le marché de l'emploi. Néanmoins, les écarts se sont significativement creusés, notamment entre 1990 et 1999. Ainsi, sur cette période, le taux de chômage des plus de 25 ans dans les Iris en Zus est passé de 10 % à 14 % et de 8 % à 12 % en Iris en Cucs, tandis qu'il passait de 6 % à 9 % dans les autres Iris de l'agglomération. La période 1999-2006 est caractérisée par une stabilité des taux de chômage observés.

Sur la période 1990-2006, le taux d'activité des hommes a diminué de 3 points dans les Iris en Cucs et dans les Iris hors politique de la ville, tandis qu'il diminuait de 5 points dans les Iris en Zus. Néanmoins, les écarts restent faibles entre ces différents quartiers. S'agissant des femmes, le taux d'activité est équivalent dans les différents Iris hors Zus. En Zus, il est, en

2006, de 3 points inférieur au niveau observé ailleurs.

Comme dans certaines agglomérations, les écarts les plus marqués entre les quartiers de la politique de la ville et les autres s'observent sur la proportion de diplômés « bac + 2 ou plus ». L'écart entre les Iris en Zus et les autres quartiers de l'agglomération est de 8 points pour les hommes en 1990 et de 6 points pour les femmes ; il est de 14 points en 2006 pour les hommes et les femmes. Les Iris en Cucs sont dans une situation comparable en 1990, mais l'écart n'a que peu augmenté avec les autres quartiers et s'établit, en 2006, à 10 points.

Comme ailleurs, les familles monoparentales sont désormais très présentes dans les Iris des quartiers de la politique de la ville : plus de 20 % des familles y sont monoparentales, contre 13 % ailleurs. Les proportions étaient respectivement de 15 % et 10 % en 1990.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 306	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 309	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,115*** [0,00289]	0,157*** [0,00431]	0,148*** [0,00437]	0,0427*** [0,00411]	- 0,00701 [0,00517]	Iris hors QPV	0,0627*** [0,00136]	0,0872*** [0,00164]	0,0781*** [0,00216]	0,0252*** [0,00111]	- 0,00906*** [0,00162]
Iris en Zus	0,198*** [0,00855]	0,244*** [0,00977]	0,252*** [0,00891]	0,0538*** [0,00765]	0,00919 [0,00949]	Iris en Zus	0,0967*** [0,00501]	0,142*** [0,00678]	0,134*** [0,00642]	0,0479*** [0,00348]	- 0,00728* [0,00389]
Iris en Cucs	0,140*** [0,00740]	0,213*** [0,00917]	0,197*** [0,0110]	0,0737*** [0,00908]	- 0,0122 [0,00973]	Iris en Cucs	0,0794*** [0,00373]	0,121*** [0,00373]	0,114*** [0,00593]	0,0424*** [0,00305]	- 0,00757* [0,00438]
Part expliquée de la variance	0,37	0,278	0,31	0,034	0,011	Part expliquée de la variance	0,238	0,351	0,315	0,195	0,000
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,18*	1,41***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,30***	1,61***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 309	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 307	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0552*** [0,00169]	0,0879*** [0,00199]	0,0819*** [0,00222]	0,0339*** [0,00152]	- 0,00593*** [0,00199]	Iris hors QPV	0,0829*** [0,00150]	0,0963*** [0,00172]	0,0881*** [0,00238]	0,0136*** [0,00134]	- 0,00815*** [0,00182]
Iris en Zus	0,0958*** [0,00592]	0,150*** [0,00750]	0,147*** [0,00693]	0,0580*** [0,00425]	- 0,00282 [0,00533]	Iris en Zus	0,130*** [0,00615]	0,153*** [0,00687]	0,151*** [0,00756]	0,0265*** [0,00324]	- 0,00211 [0,00441]
Iris en Cucs	0,0724*** [0,00480]	0,126*** [0,00524]	0,118*** [0,00649]	0,0559*** [0,00342]	- 0,00636 [0,00581]	Iris en Cucs	0,105*** [0,00437]	0,133*** [0,00552]	0,132*** [0,00626]	0,0280*** [0,00390]	- 0,0032 [0,00491]
Part expliquée de la variance	0,236	0,342	0,345	0,161	0,001	Part expliquée de la variance	0,315	0,36	0,317	0,086	0,008
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,09	1,19*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,14	1,67***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 309	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 309	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,902*** [0,00250]	0,891*** [0,00276]	0,877*** [0,00302]	- 0,0136*** [0,00282]	- 0,0150*** [0,00295]	Iris hors QPV	0,744*** [0,00345]	0,792*** [0,00344]	0,807*** [0,00302]	0,0451*** [0,00249]	0,0152*** [0,00270]
Iris en Zus	0,905*** [0,00471]	0,881*** [0,00461]	0,852*** [0,00805]	- 0,0266*** [0,00338]	- 0,0287*** [0,00701]	Iris en Zus	0,735*** [0,00702]	0,767*** [0,00639]	0,771*** [0,00660]	0,0296*** [0,00394]	0,00294 [0,00518]
Iris en Cucs	0,918*** [0,00471]	0,897*** [0,00480]	0,877*** [0,00534]	- 0,0227*** [0,00372]	- 0,0197*** [0,00562]	Iris en Cucs	0,756*** [0,00913]	0,791*** [0,00664]	0,796*** [0,00745]	0,0318*** [0,00653]	0,00418 [0,00541]
Part expliquée de la variance	0,02	0,022	0,044	0,028	0,015	Part expliquée de la variance	0,014	0,051	0,1	0,039	0,022
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,763***	1,43***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,893	1,06		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 307	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 307	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,187*** [0,00555]	0,266*** [0,00650]	0,321*** [0,00765]	0,0781*** [0,00249]	0,0539*** [0,00320]	Iris hors QPV	0,154*** [0,00380]	0,252*** [0,00515]	0,323*** [0,00637]	0,0980*** [0,00274]	0,0702*** [0,00292]
Iris en Zus	0,103*** [0,0106]	0,150*** [0,0116]	0,182*** [0,0130]	0,0432*** [0,00365]	0,0286*** [0,00376]	Iris en Zus	0,0909*** [0,00791]	0,152*** [0,0103]	0,188*** [0,0120]	0,0583*** [0,00505]	0,0338*** [0,00529]
Iris en Cucs	0,110*** [0,00886]	0,163*** [0,00856]	0,217*** [0,0138]	0,0515*** [0,00509]	0,0515*** [0,00896]	Iris en Cucs	0,0996*** [0,00718]	0,163*** [0,00815]	0,221*** [0,0104]	0,0620*** [0,00594]	0,0541*** [0,00710]
Part expliquée de la variance	0,217	0,277	0,256	0,164	0,048	Part expliquée de la variance	0,222	0,296	0,318	0,184	0,113
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,08	1,32***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,27**	1,69***		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 308	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 305	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,121*** [0,00370]	0,137*** [0,00383]	0,137*** [0,00360]	0,0201*** [0,00157]	0,000761 [0,00159]	Iris hors QPV	0,101*** [0,00291]	0,125*** [0,00317]	0,134*** [0,00367]	0,0244*** [0,00234]	0,0101*** [0,00218]
Iris en Zus	0,0721*** [0,00698]	0,0979*** [0,00766]	0,104*** [0,00756]	0,0270*** [0,00216]	0,00725*** [0,00188]	Iris en Zus	0,153*** [0,00730]	0,194*** [0,00824]	0,220*** [0,0101]	0,0420*** [0,00449]	0,0273*** [0,00441]
Iris en Cucs	0,0919*** [0,00939]	0,0974*** [0,00767]	0,0909*** [0,00590]	0,00666 [0,00433]	- 0,00656 [0,00413]	Iris en Cucs	0,140*** [0,00662]	0,182*** [0,00800]	0,210*** [0,0106]	0,0439*** [0,00618]	0,0272*** [0,00686]
Part expliquée de la variance	0,131	0,113	0,124	0,063	0,03	Part expliquée de la variance	0,211	0,283	0,309	0,057	0,052
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,821**	0,722***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,13	1,54***		

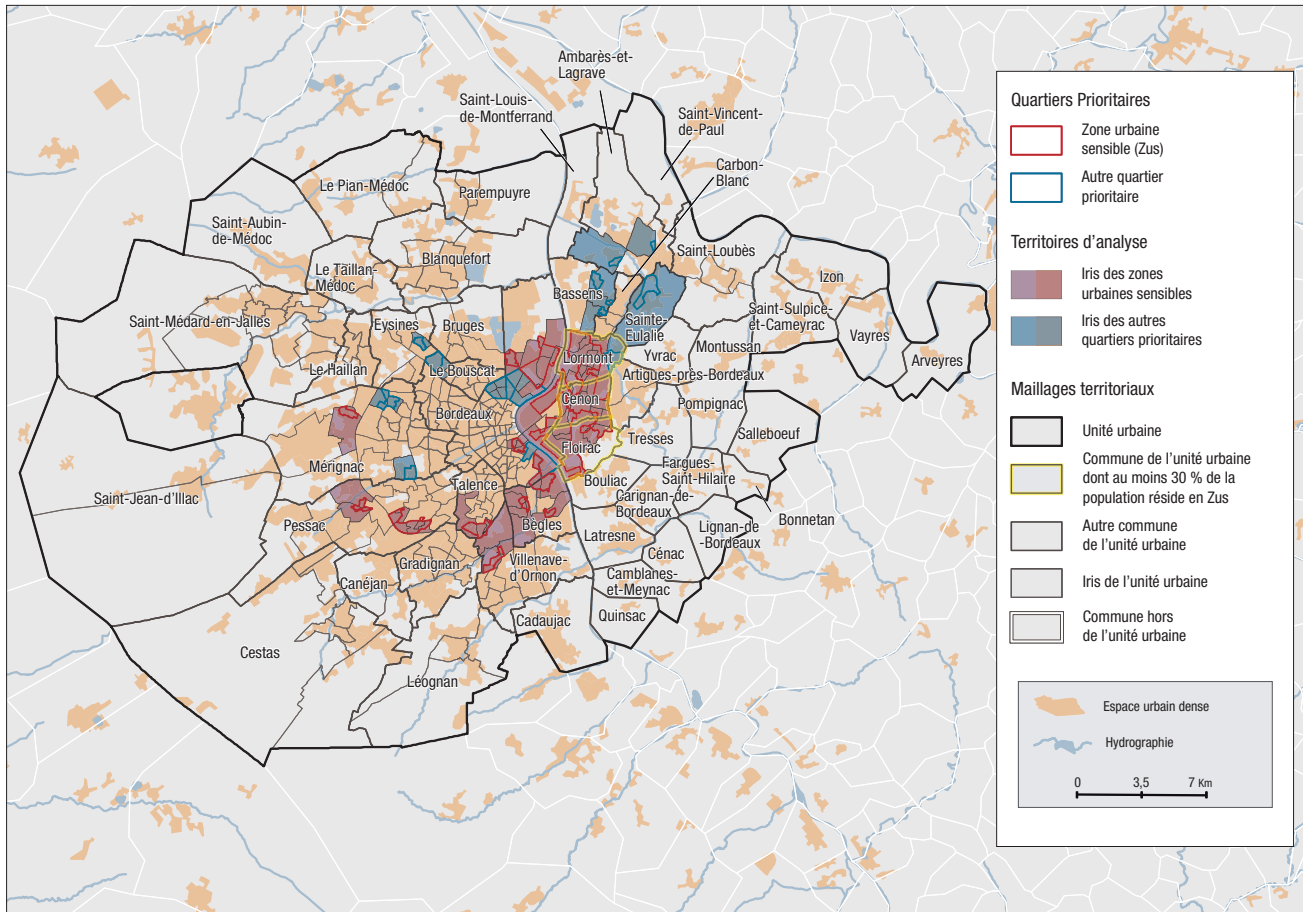
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Bordeaux



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Les hausses du chômage enregistrées à Bordeaux, durant la décennie 1990-1999, ont été systématiquement compensées par la baisse de la décennie 1999-2006 pour l'ensemble des catégories de population étudiées, et sur l'ensemble des territoires (Iris en Zus, Iris en Cucs, autres Iris de l'agglomération).

Ce faisant, les taux de chômage en 2006 sont souvent plus faibles que ceux enregistrés en 1990. Ainsi, le taux de chômage des 25-64 ans résidant dans des Iris en Zus s'élève à 15 % en 2006, contre 17 % en 1990. Pour les femmes de 15 à 64 ans résidant dans les Iris en Zus, la diminution du taux de chômage est particulièrement marquée : de 23 % en 1990, il passe à 18 % en 2006. Seuls les 15-24 ans et les hommes enregistrent une légère hausse sur la période : + 0,5 point pour les 15-24 ans, + 0,8 point pour les hommes.

En règle générale, la situation dans les Iris en Cucs est plus favorable. Remarquons notam-

ment la réduction du taux de chômage des femmes résidant dans ces Iris, de 19 % en 1990 à 15 % en 2006.

Concernant les taux d'activité, le point remarquable concerne les femmes qui ont vu croître leur taux d'activité dans les Iris situés en zonage politique de la ville à une vitesse similaire à celle des autres Iris de l'agglomération.

À Bordeaux, hormis pour le chômage des jeunes, les inégalités spatiales se sont moins creusées que dans la plupart des agglomérations et ont même diminué entre 1999 et 2006. L'évolution des inégalités reste fortement liée à la géographie de la politique de la ville, mais de manière moins forte en 2006 qu'en 1999.

Concernant les niveaux de formation et les compositions familiales, les tendances sont semblables aux tendances nationales.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 298	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 302	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,206*** [0,00354]	0,262*** [0,00470]	0,184*** [0,00535]	0,0577*** [0,00512]	- 0,0730*** [0,00604]	Iris hors QPV	0,0936*** [0,00201]	0,113*** [0,00292]	0,0868*** [0,00262]	0,0203*** [0,00167]	- 0,0271*** [0,00170]
Iris en Zus	0,283*** [0,00728]	0,381*** [0,00861]	0,288*** [0,0131]	0,101*** [0,00862]	- 0,0825*** [0,0101]	Iris en Zus	0,167*** [0,00755]	0,208*** [0,0111]	0,152*** [0,00935]	0,0409*** [0,00469]	- 0,0528*** [0,00490]
Iris en Cucs	0,270*** [0,00892]	0,356*** [0,0122]	0,260*** [0,0190]	0,0886*** [0,0138]	- 0,0883*** [0,0192]	Iris en Cucs	0,139*** [0,00823]	0,174*** [0,0109]	0,129*** [0,0105]	0,0332*** [0,00672]	- 0,0459*** [0,00660]
Part expliquée de la variance	0,32	0,417	0,243	0,071	0,004	Part expliquée de la variance	0,401	0,355	0,251	0,089	0,124
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,49***	2,25***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,53***	1,31***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 302	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 302	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0819*** [0,00280]	0,109*** [0,00362]	0,0906*** [0,00310]	0,0282*** [0,00185]	- 0,0194*** [0,00238]	Iris hors QPV	0,135*** [0,00201]	0,141*** [0,00270]	0,104*** [0,00252]	0,00642*** [0,00229]	- 0,0371*** [0,00207]
Iris en Zus	0,150*** [0,00767]	0,206*** [0,0110]	0,159*** [0,00990]	0,0575*** [0,00463]	- 0,0446*** [0,00514]	Iris en Zus	0,229*** [0,00895]	0,247*** [0,0122]	0,183*** [0,0104]	0,0206*** [0,00636]	- 0,0612*** [0,00586]
Iris en Cucs	0,127*** [0,0113]	0,177*** [0,0128]	0,138*** [0,00989]	0,0484*** [0,00684]	- 0,0410*** [0,00843]	Iris en Cucs	0,191*** [0,00759]	0,206*** [0,00855]	0,153*** [0,00988]	0,0148* [0,00824]	- 0,0534*** [0,00659]
Part expliquée de la variance	0,27	0,331	0,247	0,158	0,083	Part expliquée de la variance	0,49	0,411	0,31	0,024	0,077
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,27**	1			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,41***	1,28**		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 302	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 302	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,866*** [0,00444]	0,858*** [0,00391]	0,847*** [0,00414]	- 0,00975*** [0,00271]	- 0,0125*** [0,00265]	Iris hors QPV	0,707*** [0,00317]	0,763*** [0,00285]	0,779*** [0,00313]	0,0541*** [0,00233]	0,0160*** [0,00277]
Iris en Zus	0,862*** [0,00649]	0,856*** [0,00491]	0,830*** [0,00604]	- 0,00681 [0,00544]	- 0,0269*** [0,00512]	Iris en Zus	0,690*** [0,00735]	0,751*** [0,00611]	0,743*** [0,00795]	0,0584*** [0,00620]	- 0,0107* [0,00637]
Iris en Cucs	0,867*** [0,00696]	0,869*** [0,00507]	0,846*** [0,00936]	0,00108 [0,00663]	- 0,0231*** [0,00775]	Iris en Cucs	0,700*** [0,0115]	0,762*** [0,0107]	0,778*** [0,0147]	0,0602*** [0,00778]	0,0125* [0,00699]
Part expliquée de la variance	0,000	0,002	0,013	0,005	0,02	Part expliquée de la variance	0,016	0,01	0,071	0,003	0,054
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,873	0,91			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,959	1,35***		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 299	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 299	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,204*** [0,00716]	0,284*** [0,00798]	0,339*** [0,00830]	0,0821*** [0,00310]	0,0544*** [0,00226]	Iris hors QPV	0,163*** [0,00511]	0,263*** [0,00649]	0,327*** [0,00713]	0,104*** [0,00305]	0,0646*** [0,00277]
Iris en Zus	0,0907*** [0,00799]	0,136*** [0,00955]	0,187*** [0,0105]	0,0429*** [0,00418]	0,0471*** [0,00531]	Iris en Zus	0,0754*** [0,00670]	0,137*** [0,00943]	0,186*** [0,0116]	0,0605*** [0,00518]	0,0479*** [0,00448]
Iris en Cucs	0,0975*** [0,0107]	0,156*** [0,0148]	0,233*** [0,0328]	0,0558*** [0,00703]	0,0673*** [0,0170]	Iris en Cucs	0,0820*** [0,0103]	0,143*** [0,0150]	0,211*** [0,0245]	0,0595*** [0,00852]	0,0618*** [0,0108]
Part expliquée de la variance	0,229	0,272	0,243	0,136	0,015	Part expliquée de la variance	0,256	0,288	0,267	0,177	0,027
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,04	1			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,24**	1,32***		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 299	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 299	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,144*** [0,00429]	0,152*** [0,00391]	0,151*** [0,00396]	0,0105*** [0,00248]	2,52E-05 [0,00206]	Iris hors QPV	0,108*** [0,00296]	0,129*** [0,00329]	0,135*** [0,00379]	0,0233*** [0,00243]	0,00709*** [0,00241]
Iris en Zus	0,125*** [0,00855]	0,140*** [0,00863]	0,138*** [0,00732]	0,0153*** [0,00334]	- 0,0019 [0,00399]	Iris en Zus	0,165*** [0,00792]	0,205*** [0,00982]	0,219*** [0,00980]	0,0415*** [0,00512]	0,0170*** [0,00437]
Iris en Cucs	0,135*** [0,0137]	0,159*** [0,0140]	0,150*** [0,0106]	0,0269*** [0,00679]	- 0,0057 [0,00906]	Iris en Cucs	0,172*** [0,0159]	0,194*** [0,0170]	0,204*** [0,0183]	0,0291*** [0,00874]	0,0111 [0,00839]
Part expliquée de la variance	0,015	0,008	0,009	0,017	0,002	Part expliquée de la variance	0,237	0,275	0,264	0,036	0,011
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,856*	0,821**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,13	1,32***		

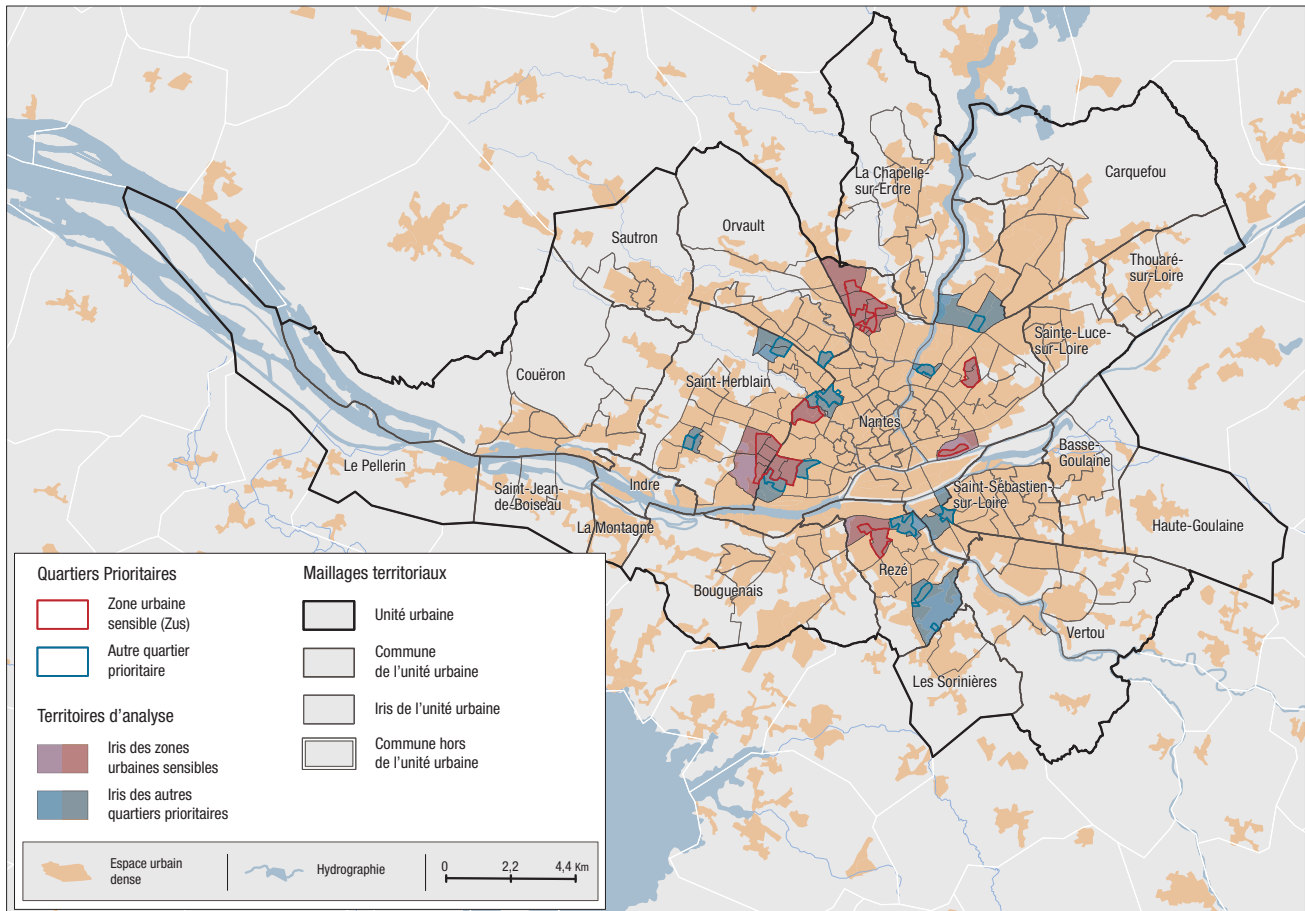
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Nantes



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

LECTURE : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population résident en Zus sont délimitées en jaune.

La situation des quartiers de l'agglomération nantaise s'est considérablement dégradée entre 1990 et 1999 en matière d'emploi : le taux de chômage des plus de 25 ans, déjà élevé en 1990 (21 % dans les Iris en Zus et 15 % dans les Iris en Cucs contre 9 % ailleurs) a crû de 8 points dans les Iris en Zus, 5 points dans les Iris en Cucs et 2 points ailleurs, sur la décennie. Puis, le chômage des quartiers a beaucoup diminué pour retrouver, en 2006, son niveau de 1990. Cette trajectoire plutôt favorable s'observe pour les femmes et, à un degré moindre, pour les hommes. En revanche, pour les jeunes de moins de 25 ans, le taux de chômage s'élève à 33 % dans les Iris en Zus en 2006, c'est-à-dire 15 points au-dessus du niveau observé ailleurs et 4 points au-dessus du niveau observé dans ces mêmes Iris en 1990.

Le taux d'activité des hommes, comparable dans les quartiers en 1990 à celui observé ailleurs, diminue de 3 points dans les Iris en Zus sur la période 1990-2006, alors qu'il se maintient ailleurs. S'agissant des femmes,

le taux d'activité a crû moins vite dans les Iris en Zus (+ 3 points) que dans les Iris en Cucs (+ 7 points) et dans les autres quartiers (+ 9 points) entre 1990 et 2006. Les taux étant identiques en 1990, le taux d'activité est donc en 2006 de 6 points inférieur dans les Iris en Zus à son niveau observé dans les Iris hors quartiers.

Les diplômés « bac + 2 ou plus » sont très peu présents dans les quartiers : ils sont 8 % dans les Iris en Zus, 10% dans les Iris en Cucs et 19 % ailleurs en 1990 pour les hommes. En 2006, ils sont 15 % dans les Iris en Zus, 21 % dans les Iris en Cucs et 34 % ailleurs. Les inégalités se sont donc creusées sur la période de ce point de vue. Les écarts pour les femmes sont un peu plus faibles mais ont évolué selon la même tendance.

La part des plus de 65 ans est relativement stable sur l'agglomération. La part des familles monoparentales a augmenté, entre 1990 et 2006, de 6 à 7 points dans les Iris des quartiers de la politique de la ville et de 1 point ailleurs.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 207	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 211	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,184*** [0,00408]	0,227*** [0,00443]	0,172*** [0,00534]	0,0444*** [0,00478]	- 0,0481*** [0,00595]	Iris hors QPV	0,0872*** [0,00212]	0,107*** [0,00348]	0,0834*** [0,00310]	0,0192*** [0,00223]	- 0,0241*** [0,00169]
Iris en Zus	0,291*** [0,0172]	0,423*** [0,0228]	0,327*** [0,0202]	0,132*** [0,0153]	- 0,0940*** [0,0236]	Iris en Zus	0,206*** [0,0191]	0,284*** [0,0257]	0,211*** [0,0204]	0,0779*** [0,0121]	- 0,0703*** [0,00924]
Iris en Cucs	0,246*** [0,0161]	0,358*** [0,0294]	0,297*** [0,0272]	0,117*** [0,0232]	- 0,0537*** [0,0206]	Iris en Cucs	0,148*** [0,0143]	0,193*** [0,0199]	0,138*** [0,0183]	0,0517*** [0,00888]	- 0,0516*** [0,0100]
Part expliquée de la variance	0,385	0,555	0,367	0,238	0,039	Part expliquée de la variance	0,542	0,534	0,417	0,287	0,26
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,81***	1,83***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,65***	1,23*		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 211	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 210	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0738*** [0,00249]	0,102*** [0,00422]	0,0896*** [0,00342]	0,0272*** [0,00245]	- 0,0134*** [0,00223]	Iris hors QPV	0,128*** [0,00262]	0,133*** [0,00317]	0,0996*** [0,00290]	0,00510* [0,00297]	- 0,0339*** [0,00237]
Iris en Zus	0,184*** [0,0184]	0,281*** [0,0246]	0,217*** [0,0195]	0,0979*** [0,0119]	- 0,0624*** [0,0140]	Iris en Zus	0,265*** [0,0207]	0,324*** [0,0277]	0,242*** [0,0220]	0,0594*** [0,0138]	- 0,0773*** [0,0101]
Iris en Cucs	0,130*** [0,0146]	0,196*** [0,0215]	0,146*** [0,0190]	0,0724*** [0,0114]	- 0,0476*** [0,0134]	Iris en Cucs	0,201*** [0,0143]	0,226*** [0,0216]	0,173*** [0,0213]	0,0338*** [0,0110]	- 0,0504*** [0,00991]
Part expliquée de la variance	0,474	0,498	0,401	0,349	0,193	Part expliquée de la variance	0,552	0,58	0,467	0,183	0,152
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,69***	1,07			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,50***	1,20*		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 211	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 210	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,861*** [0,00473]	0,860*** [0,00517]	0,853*** [0,00435]	- 0,00346 [0,00318]	- 0,00906** [0,00379]	Iris hors QPV	0,693*** [0,00518]	0,755*** [0,00493]	0,783*** [0,00361]	0,0590*** [0,00374]	0,0262*** [0,00375]
Iris en Zus	0,863*** [0,00742]	0,864*** [0,00443]	0,829*** [0,00897]	0,0000521 [0,00682]	-0,0356*** [0,00693]	Iris en Zus	0,694*** [0,0126]	0,727*** [0,0103]	0,721*** [0,0162]	0,0316*** [0,00955]	- 0,00713 [0,0110]
Iris en Cucs	0,866*** [0,0113]	0,869*** [0,00983]	0,863*** [0,0125]	0,000967 [0,00718]	- 0,00931 [0,00977]	Iris en Cucs	0,698*** [0,0175]	0,754*** [0,0182]	0,769*** [0,0192]	0,0503*** [0,0108]	0,0127** [0,00584]
Part expliquée de la variance	0,000	0,001	0,014	0,001	0,033	Part expliquée de la variance	0,000	0,025	0,112	0,039	0,061
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,962	0,903			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,798*	0,911		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 208	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 207	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,189*** [0,00927]	0,274*** [0,0104]	0,343*** [0,0110]	0,0826*** [0,00352]	0,0664*** [0,00295]	Iris hors QPV	0,145*** [0,00628]	0,245*** [0,00852]	0,319*** [0,00870]	0,101*** [0,00385]	0,0740*** [0,00292]
Iris en Zus	0,0757*** [0,00822]	0,105*** [0,0102]	0,151*** [0,0163]	0,0277*** [0,00766]	0,0466*** [0,00777]	Iris en Zus	0,0600*** [0,00678]	0,0972*** [0,00930]	0,140*** [0,0136]	0,0357*** [0,00538]	0,0416*** [0,00633]
Iris en Cucs	0,106*** [0,0118]	0,154*** [0,0180]	0,206*** [0,0205]	0,0439*** [0,0126]	0,0480*** [0,00984]	Iris en Cucs	0,0803*** [0,0108]	0,137*** [0,0176]	0,195*** [0,0257]	0,0522*** [0,00995]	0,0548*** [0,00965]
Part expliquée de la variance	0,138	0,198	0,203	0,16	0,036	Part expliquée de la variance	0,173	0,234	0,254	0,228	0,082
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,06	1,06			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,34**	1,36**		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 208	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 207	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,131*** [0,00477]	0,143*** [0,00457]	0,145*** [0,00442]	0,0163*** [0,00291]	0,00398* [0,00224]	Iris hors QPV	0,101*** [0,00329]	0,111*** [0,00332]	0,117*** [0,00358]	0,0121*** [0,00229]	0,00670*** [0,00238]
Iris en Zus	0,0895*** [0,00953]	0,113*** [0,0127]	0,121*** [0,0134]	0,0240*** [0,00481]	0,00682* [0,00356]	Iris en Zus	0,215*** [0,0127]	0,261*** [0,0130]	0,272*** [0,0150]	0,0465*** [0,0112]	0,0125* [0,00655]
Iris en Cucs	0,112*** [0,0115]	0,136*** [0,0134]	0,140*** [0,0119]	0,0233*** [0,00506]	0,00481 [0,00743]	Iris en Cucs	0,163*** [0,0139]	0,210*** [0,0202]	0,226*** [0,0222]	0,0533*** [0,0111]	0,0173* [0,00890]
Part expliquée de la variance	0,058	0,027	0,018	0,007	0,000	Part expliquée de la variance	0,45	0,538	0,514	0,152	0,009
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,867	0,785**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,28**	1,33**		

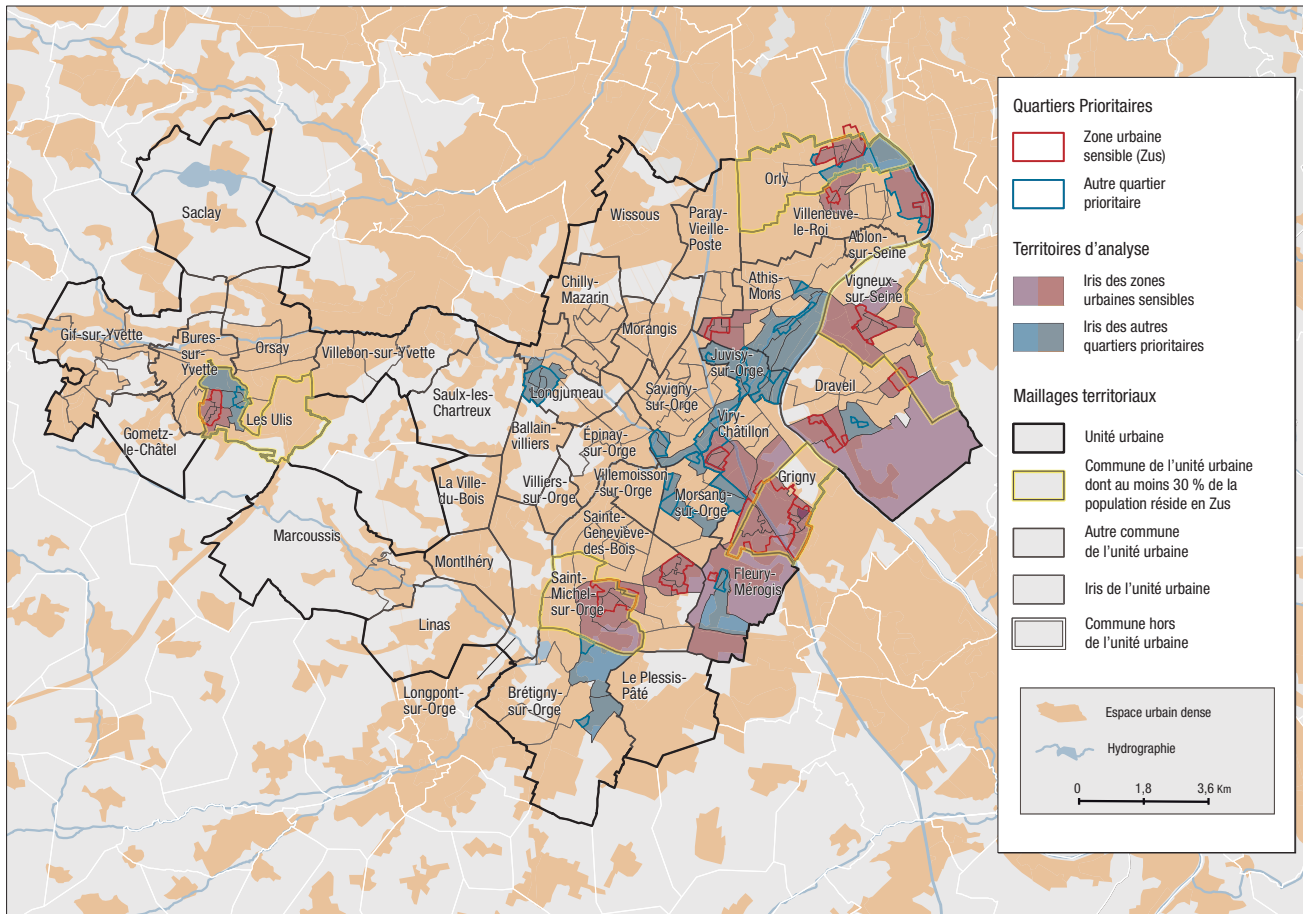
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Orly – Orsay



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lection : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Comme dans d'autres territoires de la région parisienne, les écarts entre les Iris des quartiers de la politique de la ville et les autres quartiers de la zone d'emploi d'Orly-Orsay sont moins importants qu'ailleurs, en matière d'emploi. En 1990, le taux de chômage pour les plus de 25 ans s'élève à 9 % dans les Iris en Zus, 7 % dans les Iris en Cucs et 5 % ailleurs. Les écarts augmentent alors de manière notablement dissymétrique. Les taux de chômage atteignent, en 1999, 14 % dans les Iris en Zus, 9 % dans les Iris en Cucs et 7 % ailleurs. La dernière période voit les taux de chômage des quartiers de la politique de la ville réduits d'un point, tandis qu'ils stagnent ailleurs. Le taux de chômage chez les jeunes de moins de 25 ans dans les Iris en Zus augmente de 10 points entre 1990 et 1999 alors qu'il n'augmente que de 4 points dans les Iris hors quartiers ; entre 1999 et 2006, le taux de chômage des jeunes diminue de 4 points dans les Iris en Zus et de 1 point dans les autres Iris.

Le taux d'activité des hommes perd 3 points entre 1990 et 2006 dans les Iris en Zus, de même

dans les Iris en Cucs ; il perd 1 point ailleurs. Celui des femmes augmente de 4 points dans les Iris en Zus et dans les Iris en Cucs ; il augmente de 6 points ailleurs.

Comme dans d'autres lieux de la région parisienne, la part des diplômés « bac + 2 ou plus » est particulièrement discriminante : pour les hommes, elle s'élève à 10 % dans les Iris en Zus en 1990 et 20 % dans les Iris hors quartiers ; elle atteint en 2006, 17 % dans les Iris en Zus et 32 % ailleurs. Les Iris en Cucs sont intermédiaires entre les Iris en Zus et les Iris hors quartiers. Les situations observées pour les femmes sont semblables.

Les plus de 65 ans restent moins nombreux dans les Iris de la politique de la ville, bien qu'en augmentation. La part de familles monoparentales passe de 14 % dans les Iris en Zus, en 1990 à 21 % en 2006 dans ces mêmes quartiers. Dans le même temps, le taux passe de 14 % à 19 % dans les Iris en Cucs et de 8 % à 11 % ailleurs.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 209	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 209	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,106*** [0,00326]	0,152*** [0,00540]	0,132*** [0,00459]	0,0490*** [0,00564]	- 0,0174*** [0,00628]	Iris hors QPV	0,0509*** [0,00114]	0,0724*** [0,00167]	0,0651*** [0,00174]	0,0215*** [0,00124]	- 0,00729*** [0,00162]
Iris en Zus	0,184*** [0,0107]	0,280*** [0,0145]	0,235*** [0,0116]	0,105*** [0,00937]	- 0,0405*** [0,0106]	Iris en Zus	0,0886*** [0,00582]	0,139*** [0,00964]	0,126*** [0,00825]	0,0542*** [0,00479]	- 0,0116*** [0,00380]
Iris en Cucs	0,134*** [0,00653]	0,209*** [0,0102]	0,185*** [0,0179]	0,0730*** [0,00923]	- 0,0105 [0,0107]	Iris en Cucs	0,0656*** [0,00288]	0,105*** [0,00541]	0,0932*** [0,00503]	0,0400*** [0,00383]	- 0,0109** [0,00439]
Part expliquée de la variance	0,357	0,402	0,3	0,154	0,028	Part expliquée de la variance	0,331	0,376	0,372	0,319	0,007
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,68***	1,61***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,90***	1,74***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 209	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 209	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0437*** [0,00109]	0,0741*** [0,00207]	0,0675*** [0,00184]	0,0307*** [0,00164]	- 0,00663*** [0,00192]	Iris hors QPV	0,0720*** [0,00183]	0,0824*** [0,00185]	0,0772*** [0,00220]	0,0107*** [0,00178]	- 0,00538*** [0,00201]
Iris en Zus	0,0813*** [0,00639]	0,146*** [0,0104]	0,133*** [0,00875]	0,0699*** [0,00560]	- 0,0124** [0,00537]	Iris en Zus	0,130*** [0,00803]	0,161*** [0,0108]	0,150*** [0,00979]	0,0365*** [0,00523]	- 0,0102** [0,00505]
Iris en Cucs	0,0600*** [0,00312]	0,113*** [0,00722]	0,0954*** [0,00625]	0,0526*** [0,00557]	- 0,0162** [0,00761]	Iris en Cucs	0,0915*** [0,00403]	0,116*** [0,00507]	0,115*** [0,00623]	0,0250*** [0,00403]	- 0,000247 [0,00602]
Part expliquée de la variance	0,3	0,355	0,351	0,302	0,014	Part expliquée de la variance	0,376	0,402	0,373	0,174	0,012
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,84***	1,60***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,43***	1,44***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 209	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 209	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,891*** [0,00549]	0,875*** [0,00341]	0,871*** [0,00352]	- 0,0188*** [0,00252]	- 0,00363 [0,00272]	Iris hors QPV	0,734*** [0,00447]	0,774*** [0,00377]	0,795*** [0,00348]	0,0376*** [0,00264]	0,0198*** [0,00251]
Iris en Zus	0,849*** [0,0592]	0,836*** [0,0508]	0,817*** [0,0445]	- 0,0193*** [0,00579]	- 0,0258*** [0,00642]	Iris en Zus	0,724*** [0,00844]	0,752*** [0,00814]	0,762*** [0,0101]	0,0242*** [0,00576]	0,00915 [0,00573]
Iris en Cucs	0,918*** [0,00593]	0,895*** [0,00387]	0,883*** [0,00507]	- 0,0228*** [0,00403]	- 0,0132** [0,00575]	Iris en Cucs	0,767*** [0,00698]	0,798*** [0,00447]	0,810*** [0,00615]	0,0306*** [0,00490]	0,0114* [0,00646]
Part expliquée de la variance	0,038	0,041	0,07	0,002	0,072	Part expliquée de la variance	0,072	0,099	0,109	0,032	0,02
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,637***	0,547***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,898	1,1		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 209	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 209	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,200*** [0,0107]	0,278*** [0,0117]	0,324*** [0,0115]	0,0737*** [0,00335]	0,0484*** [0,00267]	Iris hors QPV	0,153*** [0,00724]	0,251*** [0,00864]	0,309*** [0,00881]	0,0951*** [0,00318]	0,0591*** [0,00298]
Iris en Zus	0,103*** [0,0131]	0,145*** [0,0125]	0,167*** [0,0137]	0,0374*** [0,00618]	0,0204*** [0,00777]	Iris en Zus	0,0896*** [0,00662]	0,139*** [0,00955]	0,172*** [0,0104]	0,0488*** [0,00658]	0,0295*** [0,00500]
Iris en Cucs	0,148*** [0,0143]	0,195*** [0,0151]	0,244*** [0,0158]	0,0490*** [0,00579]	0,0452*** [0,00581]	Iris en Cucs	0,126*** [0,0101]	0,193*** [0,0115]	0,237*** [0,0142]	0,0692*** [0,00550]	0,0412*** [0,00584]
Part expliquée de la variance	0,143	0,204	0,243	0,15	0,099	Part expliquée de la variance	0,13	0,233	0,285	0,23	0,129
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,02	1			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,16	1,23*		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 209	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 209	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,108*** [0,00361]	0,133*** [0,00387]	0,142*** [0,00398]	0,0267*** [0,00181]	0,0101*** [0,00194]	Iris hors QPV	0,0803*** [0,00280]	0,101*** [0,00290]	0,112*** [0,00388]	0,0211*** [0,00268]	0,0113*** [0,00259]
Iris en Zus	0,0623*** [0,00718]	0,0834*** [0,00714]	0,0980*** [0,00796]	0,0206*** [0,00473]	0,0149*** [0,00278]	Iris en Zus	0,143*** [0,00672]	0,191*** [0,00837]	0,212*** [0,00877]	0,0511*** [0,00600]	0,0235*** [0,00480]
Iris en Cucs	0,0864*** [0,0119]	0,106*** [0,0115]	0,115*** [0,00990]	0,0200*** [0,00232]	0,00771** [0,00348]	Iris en Cucs	0,138*** [0,00688]	0,163*** [0,00651]	0,192*** [0,00880]	0,0259*** [0,00624]	0,0309*** [0,00516]
Part expliquée de la variance	0,156	0,179	0,148	0,017	0,013	Part expliquée de la variance	0,414	0,492	0,468	0,12	0,062
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,84	0,751**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,21*	1,49***		

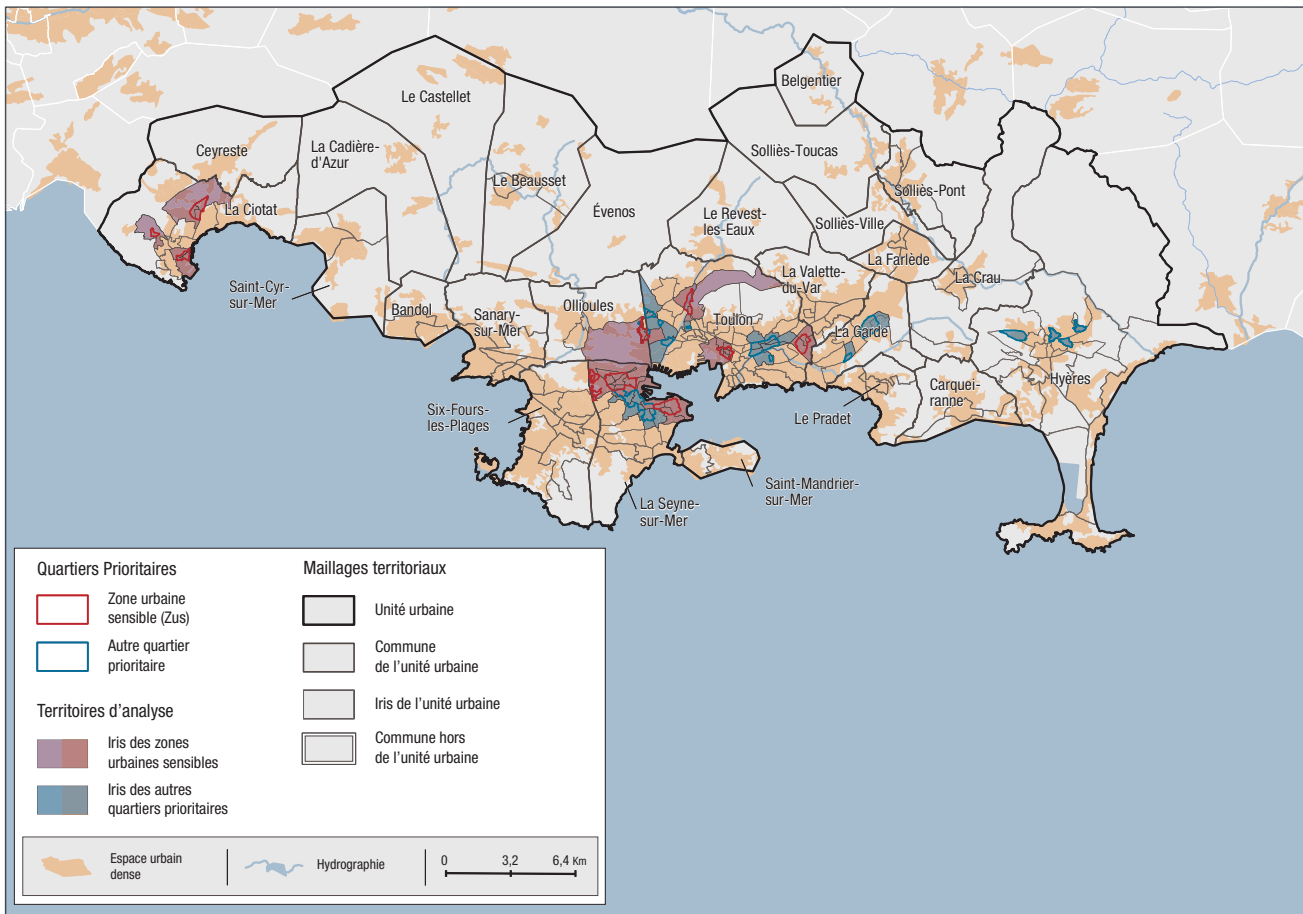
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Toulon



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

LECTURE : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Dès 1990, les Iris en Zus se distinguent nettement des autres Iris toulonnais, avec des taux de chômage plus élevés d'environ 10 points. Entre 1990 et 1999, l'écart se creuse pour atteindre, pour les plus de 15 ans, 14 points dans les Iris en Zus et 9 points dans les Iris en Cucs. En 2006, l'écart avec les autres quartiers s'est quelque peu réduit et atteint 11 points dans les Iris en Zus et 6 points dans les Iris en Cucs. Le taux de chômage des jeunes atteint, dans cette agglomération, des valeurs rarement atteintes : de 39 % observés en Zus en 1990, on passe à 46 % en 1999 et 34 % en 2006. Les Iris en Cucs connaissent une trajectoire voisine, tandis que les Iris hors quartiers voient leur taux passer de 27 % en 1990 à 31 % en 1999 et 21 % en 2006.

Le taux d'activité des hommes perd 9 points dans les Iris en Zus entre 1990 et 2006 alors que la baisse est limitée à 1 point dans les Iris en Cucs et à moins de 1 point ailleurs. À l'inverse, le taux d'activité des femmes augmente sur la période de près de 10 points dans les Iris en Zus, 12 points dans les Iris en Cucs et 11 points ailleurs.

Les écarts en termes de taux de diplômés « bac + 2 ou plus » sont nettement plus faibles qu'en région parisienne, par exemple. Sur la période 1990-2006, la croissance de la part des hommes diplômés dans les Iris en Zus (+ 7 points) est du même ordre que celle observée dans les Iris en Cucs (+ 7 points) et ailleurs (+ 9 points). Pour les femmes, les croissances sont un peu différentes selon les quartiers : + 8 points dans les Iris en Zus, + 10 points dans les Iris en Cucs et + 12 points ailleurs. Les inégalités se sont donc creusées pour les femmes.

Les plus de 65 ans sont proportionnellement moins nombreux dans les Iris en Zus qu'ailleurs, mais la croissance de leur part dans la population entre 1990 et 2006 a été équivalente à celle observée dans les autres quartiers. La part des familles monoparentales a beaucoup plus augmenté dans les quartiers de la politique de la ville (+ 7 points entre 1990 et 2006 dans les Iris en Zus et + 7 points dans les Iris en Cucs) qu'ailleurs (+ 3 points).

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 203	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 205	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,267*** [0,00585]	0,310*** [0,00637]	0,207*** [0,0107]	0,0441*** [0,00781]	- 0,0897*** [0,00832]	Iris hors QPV	0,132*** [0,00281]	0,151*** [0,00328]	0,105*** [0,00299]	0,0205*** [0,00233]	- 0,0456*** [0,00207]
Iris en Zus	0,386*** [0,0132]	0,458*** [0,0209]	0,336*** [0,0169]	0,0666*** [0,0142]	- 0,115*** [0,0161]	Iris en Zus	0,240*** [0,0169]	0,274*** [0,0200]	0,201*** [0,0174]	0,0439*** [0,0111]	- 0,0777*** [0,00690]
Iris en Cucs	0,305*** [0,0116]	0,398*** [0,0113]	0,276*** [0,0234]	0,0936*** [0,0119]	- 0,110*** [0,0210]	Iris en Cucs	0,170*** [0,00767]	0,220*** [0,0119]	0,150*** [0,0125]	0,0507*** [0,00648]	- 0,0702*** [0,00793]
Part expliquée de la variance	0,336	0,359	0,228	0,041	0,012	Part expliquée de la variance	0,409	0,386	0,302	0,097	0,149
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,46***	1,85***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,24*	1,17		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 204	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 205	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,110*** [0,00358]	0,139*** [0,00398]	0,0983*** [0,00325]	0,0322*** [0,00322]	- 0,0400*** [0,00297]	Iris hors QPV	0,199*** [0,00384]	0,190*** [0,00368]	0,137*** [0,00365]	- 0,00729*** [0,00279]	- 0,0540*** [0,00264]
Iris en Zus	0,232*** [0,0197]	0,274*** [0,0216]	0,201*** [0,0171]	0,0519*** [0,0119]	- 0,0766*** [0,00796]	Iris en Zus	0,311*** [0,0149]	0,325*** [0,0206]	0,242*** [0,0187]	0,0175 [0,0114]	- 0,0863*** [0,00912]
Iris en Cucs	0,150*** [0,00950]	0,222*** [0,0138]	0,153*** [0,0141]	0,0725*** [0,00822]	- 0,0706*** [0,00947]	Iris en Cucs	0,240*** [0,00951]	0,255*** [0,0110]	0,182*** [0,0126]	0,0168** [0,00719]	- 0,0728*** [0,00921]
Part expliquée de la variance	0,4	0,383	0,327	0,09	0,123	Part expliquée de la variance	0,385	0,401	0,292	0,07	0,089
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,06	0,876			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,38***	1,42***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 205	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 204	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,810*** [0,00802]	0,801*** [0,00897]	0,799*** [0,00410]	- 0,00783** [0,00355]	- 0,00259 [0,00846]	Iris hors QPV	0,571*** [0,00569]	0,643*** [0,00650]	0,684*** [0,00428]	0,0740*** [0,00315]	0,0396*** [0,00605]
Iris en Zus	0,821*** [0,0108]	0,793*** [0,0124]	0,739*** [0,0124]	- 0,0334*** [0,0126]	- 0,0555*** [0,00944]	Iris en Zus	0,521*** [0,0119]	0,611*** [0,0117]	0,625*** [0,0148]	0,0872*** [0,00839]	0,0129 [0,00953]
Iris en Cucs	0,826*** [0,00893]	0,826*** [0,00587]	0,813*** [0,00891]	- 0,00249 [0,00686]	- 0,0123* [0,00722]	Iris en Cucs	0,573*** [0,0101]	0,651*** [0,00948]	0,691*** [0,0139]	0,0775*** [0,00682]	0,0396*** [0,00710]
Part expliquée de la variance	0,008	0,017	0,146	0,046	0,074	Part expliquée de la variance	0,093	0,043	0,11	0,015	0,029
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,06	0,794*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,967	1,29**		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 199	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 199	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,141*** [0,00603]	0,192*** [0,00670]	0,235*** [0,00712]	0,0488*** [0,00335]	0,0442*** [0,00299]	Iris hors QPV	0,104*** [0,00386]	0,171*** [0,00546]	0,223*** [0,00599]	0,0659*** [0,00404]	0,0511*** [0,00306]
Iris en Zus	0,0748*** [0,00964]	0,107*** [0,0123]	0,148*** [0,0141]	0,0302*** [0,00565]	0,0377*** [0,00568]	Iris en Zus	0,0569*** [0,00773]	0,104*** [0,0107]	0,144*** [0,0120]	0,0468*** [0,00449]	0,0380*** [0,00494]
Iris en Cucs	0,0879*** [0,00943]	0,117*** [0,0101]	0,160*** [0,0117]	0,0304*** [0,00594]	0,0439*** [0,00590]	Iris en Cucs	0,0662*** [0,00604]	0,117*** [0,00927]	0,167*** [0,00950]	0,0504*** [0,00636]	0,0503*** [0,00655]
Part expliquée de la variance	0,158	0,192	0,174	0,056	0,004	Part expliquée de la variance	0,178	0,172	0,168	0,043	0,016
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,02	0,979			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,27**	1,31**		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 199	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 199	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,199*** [0,00653]	0,222*** [0,00624]	0,228*** [0,00612]	0,0272*** [0,00307]	0,00760*** [0,00256]	Iris hors QPV	0,112*** [0,00329]	0,135*** [0,00373]	0,143*** [0,00442]	0,0278*** [0,00316]	0,00848*** [0,00264]
Iris en Zus	0,137*** [0,0109]	0,161*** [0,00918]	0,162*** [0,00805]	0,0221*** [0,00526]	0,00182 [0,00574]	Iris en Zus	0,159*** [0,00934]	0,197*** [0,0121]	0,232*** [0,0146]	0,0413*** [0,00633]	0,0316*** [0,00705]
Iris en Cucs	0,192*** [0,0139]	0,194*** [0,0144]	0,184*** [0,0130]	0,00843* [0,00487]	- 0,00971 [0,00598]	Iris en Cucs	0,135*** [0,00675]	0,213*** [0,00919]	0,197*** [0,00829]	0,0767*** [0,00917]	- 0,0146* [0,00785]
Part expliquée de la variance	0,096	0,093	0,125	0,031	0,03	Part expliquée de la variance	0,162	0,286	0,259	0,149	0,104
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,857	0,844			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,40***	1,73***		

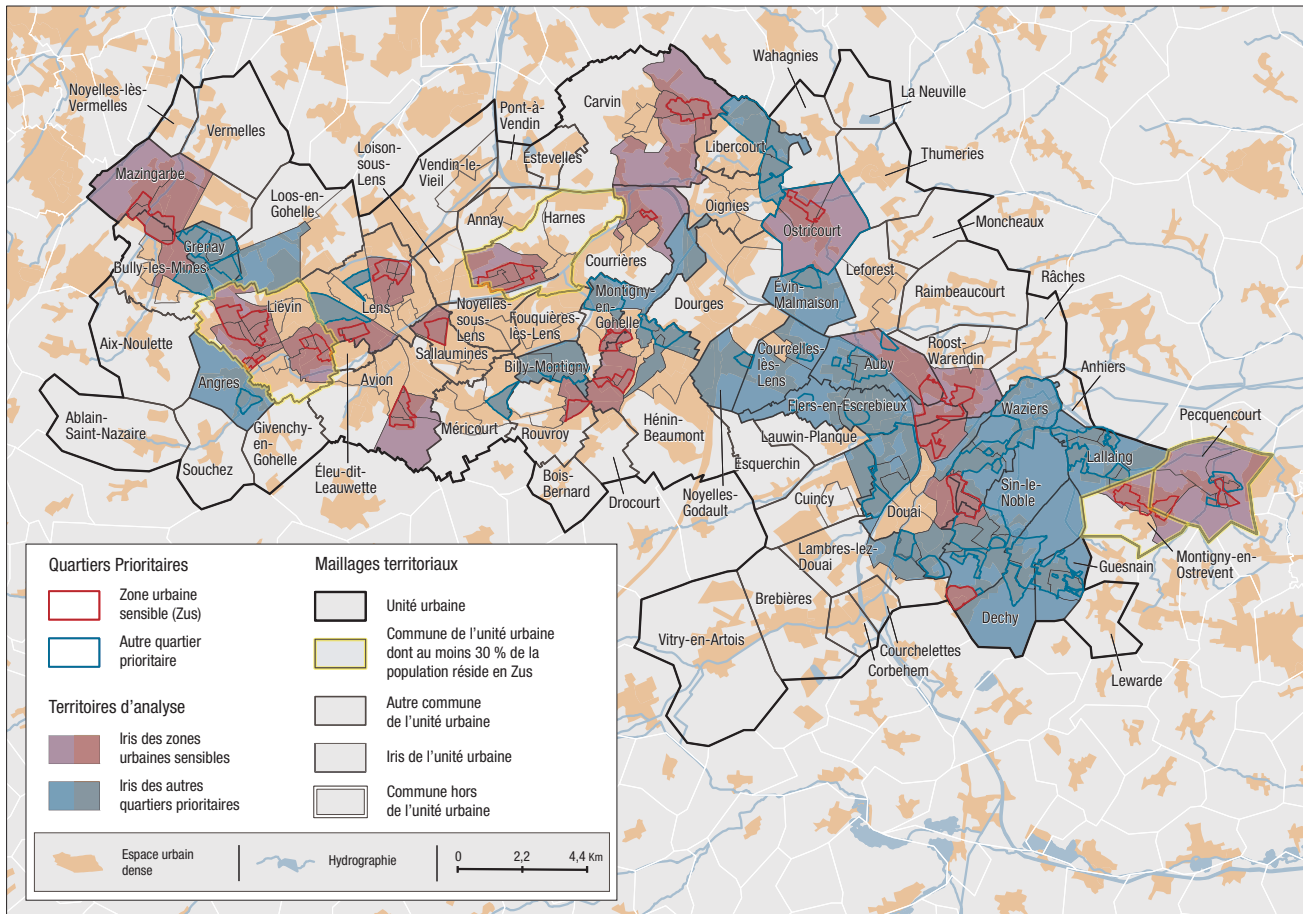
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Douai - Lens



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

La zone urbaine de Douai-Lens est caractérisée par le niveau élevé de difficultés rencontrées par l'ensemble de la population : par exemple, le taux de chômage hors politique de la ville, des plus de 25 ans, s'élève à 13 % en 1990 et en 2006, en passant par un pic de 16 % en 1999. Dans ce contexte, le taux de chômage dans les Iris en Zus est particulièrement élevé. Les écarts sont cependant moindres que dans d'autres agglomérations : l'écart est de 6 points en 1990, puis augmente de 2 points en 1999 pour retrouver, en 2006, son niveau de 1990. Les conditions difficiles du marché du travail pèsent sur les jeunes dont le taux de chômage, de 36 % dans les Iris en Zus en 1990, atteint le chiffre considérable de 50 % en 1999. Il s'élève, en 2006, à 41 %. 10 points séparent les jeunes de Zus de ceux des autres quartiers de l'agglomération. Les femmes souffrent aussi, avec un taux de chômage, dans les Iris en Zus, de 10 points supérieur à celui des hommes en 1990 et de 5 points en 2006.

De manière inhabituelle, le taux d'activité masculine est en croissance uniforme dans l'agglomération : + 7 points entre 1990 et 2006. Il est vrai que le niveau initial était particulièrement bas. Les différences entre les Iris des quartiers sensibles et les autres sont inférieures à 2 points. Les femmes connaissent une croissance d'activité encore plus forte : + 16 points entre 1990 et 2006 dans tous les quartiers. Le différentiel d'activité selon le quartier d'origine est plus élevé pour les femmes et se situe à environ 6 points pour les Iris en Zus et 4 points pour les Iris en Cucs par rapport aux autres quartiers.

La part des diplômés « bac + 2 ou plus » est faible et les écarts entre les Iris des quartiers sensibles et les autres s'accroissent : de 3 points en 1990, l'écart est de 6 points en 2006 pour les hommes, comme pour les femmes.

La part des plus de 65 ans s'accroît modérément et de manière uniforme dans l'agglomération. Il en est de même pour les familles monoparentales.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 173	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 174	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,272*** [0,00750]	0,405*** [0,00975]	0,335*** [0,00947]	0,141*** [0,00813]	- 0,0672*** [0,00813]	Iris hors QPV	0,131*** [0,00370]	0,159*** [0,00461]	0,128*** [0,00412]	0,0287*** [0,00245]	- 0,0304*** [0,00243]
Iris en Zus	0,358*** [0,00998]	0,496*** [0,0113]	0,414*** [0,0125]	0,139*** [0,0104]	- 0,0813*** [0,0108]	Iris en Zus	0,196*** [0,00831]	0,237*** [0,00935]	0,188*** [0,00865]	0,0427*** [0,00419]	- 0,0456*** [0,00455]
Iris en Cucs	0,348*** [0,0103]	0,468*** [0,0102]	0,374*** [0,0131]	0,121*** [0,00853]	- 0,0931*** [0,0112]	Iris en Cucs	0,165*** [0,00805]	0,194*** [0,00845]	0,151*** [0,00688]	0,0288*** [0,00415]	- 0,0430*** [0,00417]
Part expliquée de la variance	0,309	0,215	0,142	0,016	0,019	Part expliquée de la variance	0,266	0,286	0,216	0,053	0,065
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,21*	1,37**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,13	1,06		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 173	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 173	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,117*** [0,00426]	0,160*** [0,00552]	0,146*** [0,00498]	0,0435*** [0,00280]	- 0,0140*** [0,00304]	Iris hors QPV	0,207*** [0,00557]	0,221*** [0,00563]	0,171*** [0,00498]	0,0152*** [0,00362]	- 0,0490*** [0,00388]
Iris en Zus	0,187*** [0,00855]	0,243*** [0,0103]	0,207*** [0,00944]	0,0571*** [0,00498]	- 0,0332*** [0,00485]	Iris en Zus	0,287*** [0,00985]	0,313*** [0,0115]	0,252*** [0,0106]	0,0289*** [0,00547]	- 0,0597*** [0,00731]
Iris en Cucs	0,156*** [0,00815]	0,196*** [0,00898]	0,168*** [0,00678]	0,0398*** [0,00409]	- 0,0281*** [0,00533]	Iris en Cucs	0,256*** [0,0108]	0,268*** [0,0109]	0,205*** [0,0102]	0,0117* [0,00661]	- 0,0637*** [0,00533]
Part expliquée de la variance	0,285	0,272	0,192	0,052	0,07	Part expliquée de la variance	0,252	0,269	0,238	0,037	0,023
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,15	0,976			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,12	1,12		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 174	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 173	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,757*** [0,0136]	0,805*** [0,0111]	0,818*** [0,00393]	0,0446*** [0,00577]	0,0111 [0,0103]	Iris hors QPV	0,460*** [0,0137]	0,566*** [0,0146]	0,632*** [0,00849]	0,102*** [0,00408]	0,0635*** [0,00973]
Iris en Zus	0,726*** [0,0146]	0,776*** [0,0135]	0,799*** [0,00545]	0,0462*** [0,00624]	0,0226 [0,0160]	Iris en Zus	0,409*** [0,0151]	0,496*** [0,0148]	0,560*** [0,00846]	0,0841*** [0,00634]	0,0632*** [0,0148]
Iris en Cucs	0,720*** [0,0157]	0,767*** [0,0157]	0,799*** [0,0113]	0,0470*** [0,00919]	0,0316*** [0,0117]	Iris en Cucs	0,418*** [0,0173]	0,510*** [0,0172]	0,592*** [0,0117]	0,0883*** [0,00556]	0,0818*** [0,0121]
Part expliquée de la variance	0,032	0,044	0,036	0,000	0,014	Part expliquée de la variance	0,051	0,104	0,16	0,044	0,013
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,821*	0,320***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,925	0,572***		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 150	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 150	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0812*** [0,00817]	0,128*** [0,00953]	0,162*** [0,00991]	0,0433*** [0,00341]	0,0328*** [0,00324]	Iris hors QPV	0,0576*** [0,00628]	0,111*** [0,00831]	0,156*** [0,00888]	0,0513*** [0,00315]	0,0436*** [0,00290]
Iris en Zus	0,0528*** [0,00451]	0,0826*** [0,00596]	0,108*** [0,00718]	0,0279*** [0,00332]	0,0243*** [0,00379]	Iris en Zus	0,0367*** [0,00433]	0,0695*** [0,00503]	0,0930*** [0,00585]	0,0312*** [0,00307]	0,0226*** [0,00310]
Iris en Cucs	0,0638*** [0,00999]	0,103*** [0,0124]	0,132*** [0,0144]	0,0352*** [0,00554]	0,0294*** [0,00448]	Iris en Cucs	0,0447*** [0,00619]	0,0889*** [0,0104]	0,121*** [0,0121]	0,0408*** [0,00471]	0,0315*** [0,00352]
Part expliquée de la variance	0,045	0,083	0,095	0,055	0,019	Part expliquée de la variance	0,048	0,098	0,157	0,111	0,136
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,957	0,943			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,09	1,13		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 150	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 150	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,131*** [0,00512]	0,161*** [0,00466]	0,161*** [0,00424]	0,0302*** [0,00292]	0,0000529 [0,00238]	Iris hors QPV	0,0998*** [0,00397]	0,130*** [0,00343]	0,133*** [0,00517]	0,0300*** [0,00340]	0,00374 [0,00336]
Iris en Zus	0,120*** [0,00874]	0,143*** [0,00989]	0,147*** [0,00872]	0,0244*** [0,00254]	0,00183 [0,00328]	Iris en Zus	0,168*** [0,0103]	0,195*** [0,0101]	0,198*** [0,0107]	0,0267*** [0,00715]	0,00553 [0,00612]
Iris en Cucs	0,135*** [0,00541]	0,161*** [0,00593]	0,157*** [0,00640]	0,0261*** [0,00319]	- 0,00405 [0,00412]	Iris en Cucs	0,127*** [0,00801]	0,156*** [0,00625]	0,162*** [0,00738]	0,0298*** [0,00658]	0,00535 [0,00718]
Part expliquée de la variance	0,015	0,028	0,017	0,014	0,01	Part expliquée de la variance	0,271	0,3	0,226	0,001	0,000
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,916	0,798*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,702**	0,906		

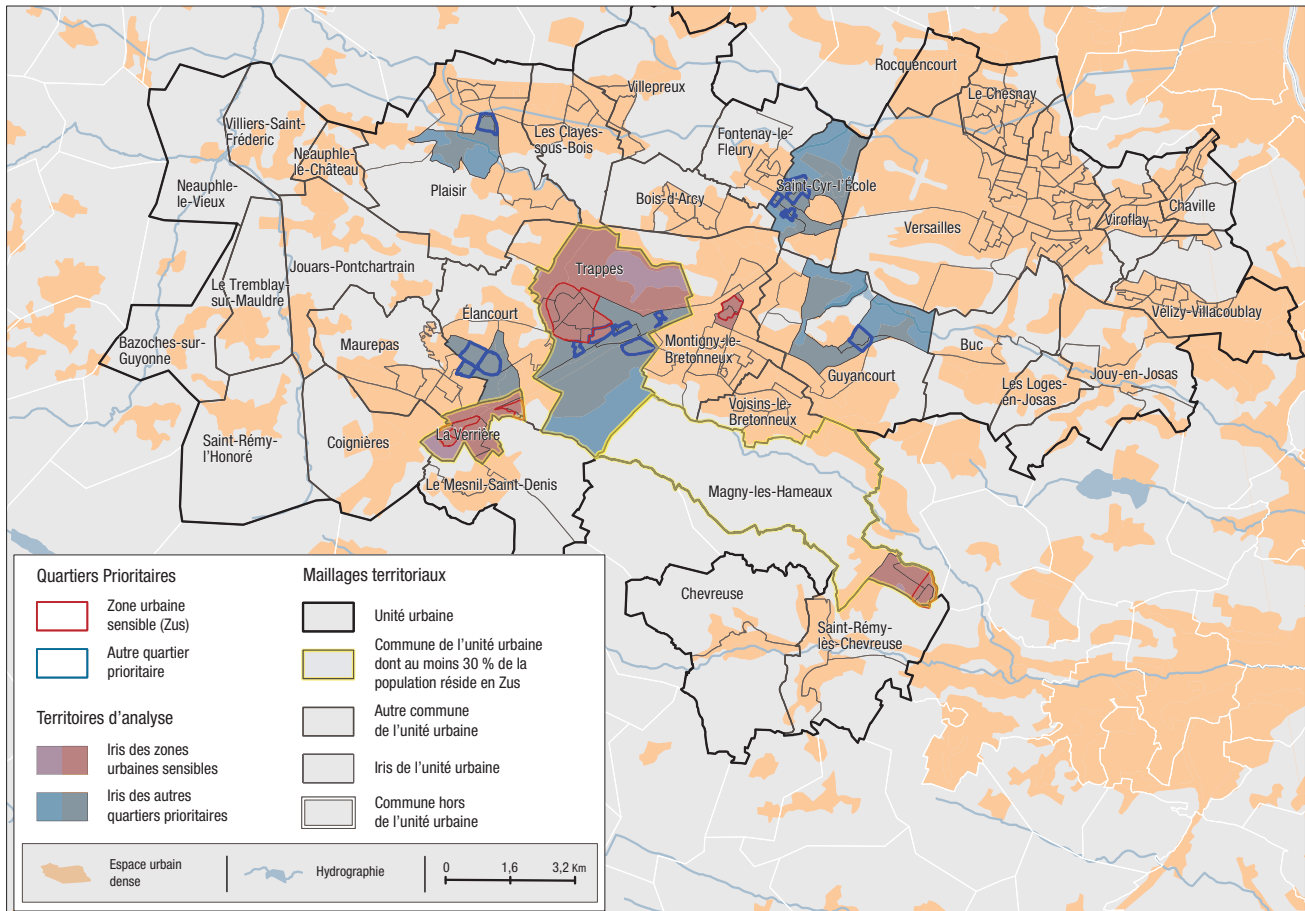
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Versailles



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Comme dans d'autres lieux, les quartiers sensibles bénéficient, à Versailles, de la bonne santé du marché du travail : les taux de chômage sont bas (inférieurs à 13 % dans les Iris en Zus) et les écarts entre les Iris des quartiers de la politique de la ville et les autres sont faibles. En revanche, la dégradation observée entre 1990 et 1999 touche principalement les Iris des quartiers de la politique de la ville : pour les plus de 25 ans, le taux augmente de 5 points dans les Iris en Zus, 4 points dans les Iris en Cucs et 2 points ailleurs. La période suivante est marquée par une baisse du chômage d'un point dans les Iris en Cucs et une stabilité ailleurs. Les écarts hommes/femmes, sur ce plan, sont limités. Le chômage touche durement les jeunes dans les Iris en Zus : le taux y est de 26 % en 2006 contre 19 % dans les Iris en Cucs et 12 % ailleurs.

Comme ailleurs, l'activité des hommes dans les Iris en Zus diminue sur la période 1990-2006 : le taux passe de 94 % en 1990 à 87 % en 2006. Cette baisse est parmi les plus élevées de l'ensemble des agglomérations étudiées.

Il est vrai que le taux d'activité était, en 1990, de 3 points supérieur dans les Iris en Zus à celui des autres quartiers. Les Iris en Cucs connaissent une baisse du même ordre, alors que la baisse n'est que d'un point dans les autres Iris de l'agglomération. L'activité des femmes croît sur la période, de manière moins marquée dans les Iris en Zus (+ 2 points) qu'ailleurs (+ 7 points).

Comme dans d'autres territoires de l'agglomération parisienne, l'écart entre les quartiers sensibles et les autres est spectaculaire en ce qui concerne la part de diplômés « bac + 2 ou plus », et il s'accroît fortement sur la période : écart de 23 points pour les Iris en Zus en 1990, 29 en 2006 ; pour les Iris en Cucs, l'écart passe de 17 points en 1990 à 22 points en 2006.

La part des plus de 65 ans augmente dans les Iris des quartiers sensibles au même rythme qu'ailleurs (+ 3 points entre 1990 et 2006). La part des familles monoparentales augmente de 7 points dans les Iris en Zus et 3 points dans les autres Iris de l'agglomération entre 1990 et 2006.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 201	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 204	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0829*** [0,00293]	0,114*** [0,00379]	0,117*** [0,00488]	0,0293*** [0,00382]	0,00614 [0,00469]	Iris hors QPV	0,0455*** [0,00109]	0,0625*** [0,00146]	0,0612*** [0,00159]	0,0178*** [0,00109]	- 0,00105 [0,00134]
Iris en Zus	0,154*** [0,0112]	0,266*** [0,0277]	0,260*** [0,0172]	0,114*** [0,0195]	- 0,00779 [0,0206]	Iris en Zus	0,0799*** [0,00816]	0,132*** [0,0151]	0,127*** [0,0147]	0,0515*** [0,00847]	- 0,00598 [0,00933]
Iris en Cucs	0,119*** [0,00967]	0,177*** [0,0163]	0,187*** [0,0218]	0,0591*** [0,0132]	0,00932 [0,0155]	Iris en Cucs	0,0646*** [0,00595]	0,101*** [0,00832]	0,0863*** [0,00615]	0,0364*** [0,00588]	- 0,0142*** [0,00525]
Part expliquée de la variance	0,337	0,439	0,359	0,224	0,005	Part expliquée de la variance	0,27	0,402	0,318	0,263	0,038
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	2,31***	2,37***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,86***	1,86***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 204	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 204	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0386*** [0,00149]	0,0617*** [0,00217]	0,0618*** [0,00222]	0,0237*** [0,00144]	0,000736 [0,00196]	Iris hors QPV	0,0618*** [0,00128]	0,0707*** [0,00129]	0,0720*** [0,00196]	0,00941*** [0,00138]	0,0012 [0,00178]
Iris en Zus	0,0752*** [0,00866]	0,156*** [0,0192]	0,147*** [0,0165]	0,0825*** [0,0124]	- 0,0125 [0,0144]	Iris en Zus	0,114*** [0,0112]	0,136*** [0,0143]	0,146*** [0,0166]	0,0227*** [0,00597]	0,0102 [0,00706]
Iris en Cucs	0,0613*** [0,00741]	0,112*** [0,0111]	0,101*** [0,00973]	0,0498*** [0,00958]	- 0,0115 [0,00869]	Iris en Cucs	0,0851*** [0,00714]	0,104*** [0,00806]	0,0988*** [0,00810]	0,0204*** [0,00514]	- 0,00407 [0,00366]
Part expliquée de la variance	0,248	0,427	0,352	0,358	0,028	Part expliquée de la variance	0,333	0,388	0,303	0,055	0,015
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	2,08***	1,93***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,16	1,69***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 204	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 204	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,903*** [0,0103]	0,898*** [0,00545]	0,890*** [0,00512]	- 0,0111*** [0,00414]	- 0,00846*** [0,00250]	Iris hors QPV	0,719*** [0,00622]	0,765*** [0,00541]	0,788*** [0,00501]	0,0415*** [0,00273]	0,0210*** [0,00267]
Iris en Zus	0,938*** [0,00791]	0,899*** [0,00739]	0,874*** [0,0119]	- 0,0392*** [0,00697]	- 0,0255*** [0,00919]	Iris en Zus	0,736*** [0,0227]	0,763*** [0,0162]	0,759*** [0,0202]	0,0263*** [0,00960]	- 0,00203 [0,0116]
Iris en Cucs	0,922*** [0,00767]	0,900*** [0,00526]	0,876*** [0,0109]	- 0,0222*** [0,00832]	- 0,0261*** [0,0117]	Iris en Cucs	0,755*** [0,0105]	0,782*** [0,00751]	0,801*** [0,00900]	0,0259*** [0,00608]	0,0168* [0,00914]
Part expliquée de la variance	0,016	0	0,009	0,035	0,034	Part expliquée de la variance	0,02	0,005	0,017	0,026	0,025
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,449***	0,408***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,868	0,863		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 203	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 203	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,324*** [0,0125]	0,414*** [0,0126]	0,471*** [0,0126]	0,0883*** [0,00405]	0,0559*** [0,00365]	Iris hors QPV	0,224*** [0,00689]	0,340*** [0,00868]	0,404*** [0,00907]	0,116*** [0,00411]	0,0644*** [0,00352]
Iris en Zus	0,0905*** [0,0161]	0,149*** [0,0225]	0,179*** [0,0246]	0,0547*** [0,0115]	0,0348*** [0,00705]	Iris en Zus	0,0740*** [0,0105]	0,139*** [0,0166]	0,173*** [0,0221]	0,0623*** [0,00779]	0,0357*** [0,00898]
Iris en Cucs	0,156*** [0,0229]	0,213*** [0,0243]	0,254*** [0,0260]	0,0535*** [0,00871]	0,0395*** [0,00962]	Iris en Cucs	0,120*** [0,0153]	0,190*** [0,0189]	0,239*** [0,0186]	0,0673*** [0,00871]	0,0493*** [0,00927]
Part expliquée de la variance	0,233	0,26	0,287	0,059	0,024	Part expliquée de la variance	0,25	0,268	0,298	0,124	0,033
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,02	1,05			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,27**	1,35**		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 204	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 202	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0917*** [0,00467]	0,115*** [0,00522]	0,129*** [0,00538]	0,0271*** [0,00190]	0,0142*** [0,00183]	Iris hors QPV	0,0960*** [0,00326]	0,110*** [0,00354]	0,121*** [0,00399]	0,0151*** [0,00250]	0,0118*** [0,00260]
Iris en Zus	0,0341*** [0,00723]	0,0517*** [0,00785]	0,0635*** [0,00702]	0,0168*** [0,00208]	0,0115*** [0,00346]	Iris en Zus	0,139*** [0,00988]	0,183*** [0,0136]	0,211*** [0,0159]	0,0485*** [0,00950]	0,0282*** [0,00900]
Iris en Cucs	0,0565*** [0,00845]	0,0770*** [0,00956]	0,0846*** [0,00799]	0,0213*** [0,00252]	0,00785** [0,00363]	Iris en Cucs	0,136*** [0,0131]	0,151*** [0,0112]	0,173*** [0,0166]	0,0164** [0,00807]	0,0198* [0,0101]
Part expliquée de la variance	0,099	0,093	0,102	0,02	0,006	Part expliquée de la variance	0,118	0,175	0,194	0,069	0,018
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,966	0,917			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,11	1,42***		

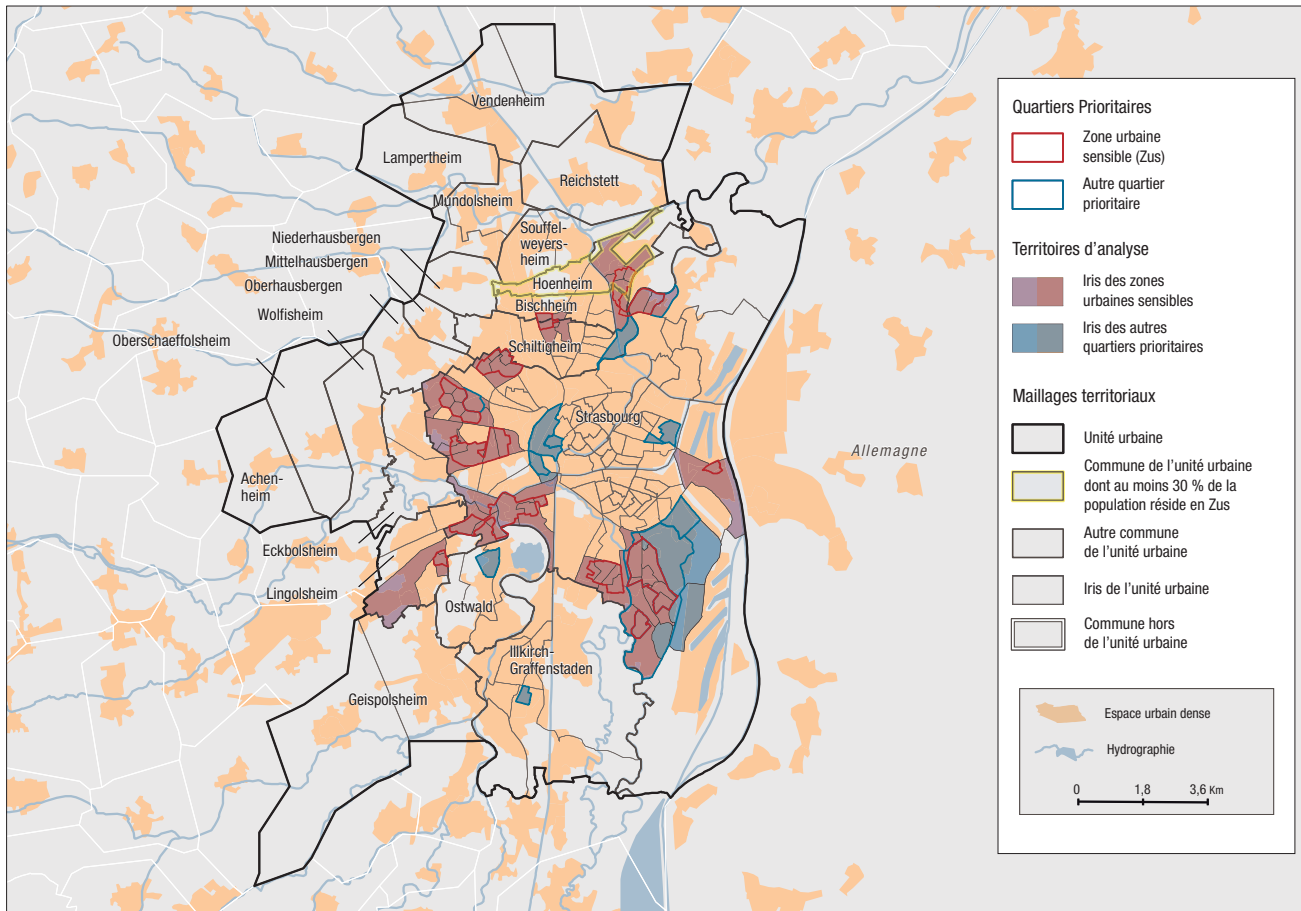
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Strasbourg



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Le chômage dans l'agglomération strasbourgeoise n'est pas particulièrement élevé en 1990, ni dans les quartiers sensibles, ni ailleurs : il s'établit à 13 % pour les plus de 25 ans dans les Iris en Zus, à 11 % dans les Iris en Cucs et 7 % dans les Iris de l'agglomération. Alors que dans la plupart des agglomérations on assiste à une hausse importante entre 1990 et 1999, puis une stabilisation, à Strasbourg, le différentiel Zus/autres quartiers s'accroît régulièrement sur l'ensemble de la période. Le taux de chômage des plus de 25 ans s'établit à 8 % dans les Iris hors quartiers à partir de 1999, le taux de chômage dans les Iris en Zus monte à 16 % en 1999, puis 20 % en 2006. Les Iris en Cucs connaissent aussi une dégradation parallèle mais de moindre ampleur qu'en Zus. Le chômage touche plus particulièrement les femmes dans les Iris en Zus (+ 3 points par rapport aux hommes) et les jeunes (20 points de plus dans les Iris en Zus que dans les Iris hors quartiers en 2006).

Si le taux d'activité des hommes baisse de 2 points dans l'agglomération entre 1990 et 2006, celui des hommes des Iris des quartiers

sensibles (Zus et Cucs) diminue de 6 points. Dans le même temps, le taux d'activité des femmes augmente de 4 points dans les Iris en Zus, 5 points dans les Iris en Cucs et 9 points dans le reste de l'agglomération.

La part des hommes diplômés « bac + 2 ou plus » reste faible dans les Iris en Zus, en augmentation de 6 points entre 1990 et 2006, tandis qu'elle augmente de 13 points dans les autres Iris de l'agglomération. Pour les femmes, les augmentations sont légèrement plus élevées que pour les hommes à la fois dans les Iris en Zus et dans les autres Iris de l'agglomération.

La part des plus de 65 ans augmente dans les Iris en Zus alors qu'elle est stable ailleurs, mais le niveau observé dans les Iris en Zus reste, en 2006, inférieur de 3 points à celui des autres Iris de l'agglomération. Le taux de familles monoparentales augmente de 4 à 5 points dans l'ensemble de l'agglomération entre 1990 et 2006, maintenant sur la période un écart de 6 à 7 points entre les Iris en Zus (21 % en 2006) et les Iris hors politique de la ville (14 % en 2006).

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 168	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 174	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,120*** [0,00379]	0,157*** [0,00539]	0,144*** [0,00643]	0,0381*** [0,00572]	- 0,00744 [0,00679]	Iris hors QPV	0,0659*** [0,00226]	0,0801*** [0,00276]	0,0874*** [0,00339]	0,0146*** [0,00145]	0,00726*** [0,00211]
Iris en Zus	0,224*** [0,0137]	0,328*** [0,0173]	0,345*** [0,0188]	0,107*** [0,0111]	0,0258* [0,0136]	Iris en Zus	0,126*** [0,00867]	0,162*** [0,0105]	0,195*** [0,0134]	0,0407*** [0,00461]	0,0364*** [0,00636]
Iris en Cucs	0,161*** [0,00969]	0,212*** [0,0153]	0,266*** [0,0349]	0,0522*** [0,00975]	0,0642** [0,0308]	Iris en Cucs	0,106*** [0,00769]	0,144*** [0,0135]	0,168*** [0,0178]	0,0391*** [0,00889]	0,0203* [0,0114]
Part expliquée de la variance	0,415	0,519	0,526	0,211	0,076	Part expliquée de la variance	0,367	0,415	0,443	0,232	0,132
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,67***	2,21***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,36**	1,92***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 174	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 173	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0554*** [0,00301]	0,0818*** [0,00364]	0,0928*** [0,00369]	0,0270*** [0,00196]	0,0105*** [0,00296]	Iris hors QPV	0,0924*** [0,00213]	0,0916*** [0,00259]	0,0963*** [0,00354]	- 0,000394 [0,00185]	0,00476* [0,00262]
Iris en Zus	0,113*** [0,00867]	0,177*** [0,0121]	0,205*** [0,0135]	0,0691*** [0,00633]	0,0297*** [0,00879]	Iris en Zus	0,183*** [0,0123]	0,194*** [0,0130]	0,238*** [0,0163]	0,0171*** [0,00446]	0,0470*** [0,00594]
Iris en Cucs	0,0852*** [0,00814]	0,151*** [0,0152]	0,177*** [0,0168]	0,0655*** [0,00949]	0,0227* [0,0126]	Iris en Cucs	0,151*** [0,0102]	0,154*** [0,0109]	0,194*** [0,0181]	0,00324 [0,00897]	0,0358** [0,0139]
Part expliquée de la variance	0,296	0,399	0,446	0,314	0,036	Part expliquée de la variance	0,449	0,462	0,496	0,096	0,244
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,41**	1,53***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,16	1,88***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 174	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 175	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,861*** [0,00546]	0,850*** [0,00729]	0,845*** [0,00823]	- 0,0107*** [0,00358]	- 0,00402 [0,00501]	Iris hors QPV	0,697*** [0,00652]	0,749*** [0,00620]	0,788*** [0,00420]	0,0512*** [0,00391]	0,0376*** [0,00497]
Iris en Zus	0,872*** [0,00503]	0,853*** [0,00440]	0,819*** [0,00821]	- 0,0221*** [0,00464]	- 0,0365*** [0,00658]	Iris en Zus	0,630*** [0,0127]	0,663*** [0,0140]	0,675*** [0,0145]	0,0261*** [0,00746]	0,00799 [0,00668]
Iris en Cucs	0,872*** [0,00932]	0,835*** [0,00925]	0,812*** [0,0149]	- 0,0374*** [0,00374]	- 0,0218 [0,0178]	Iris en Cucs	0,680*** [0,0131]	0,733*** [0,0123]	0,730*** [0,0165]	0,0523*** [0,0139]	0,00137 [0,0131]
Part expliquée de la variance	0,007	0,003	0,022	0,05	0,067	Part expliquée de la variance	0,174	0,253	0,387	0,063	0,097
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,26*	1,77***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,21*	1,47***		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 171	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 171	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,246*** [0,0140]	0,336*** [0,0151]	0,376*** [0,0159]	0,0904*** [0,00444]	0,0393*** [0,00474]	Iris hors QPV	0,198*** [0,0103]	0,307*** [0,0126]	0,361*** [0,0137]	0,111*** [0,00443]	0,0545*** [0,00426]
Iris en Zus	0,0880*** [0,00900]	0,129*** [0,0107]	0,144*** [0,0117]	0,0352*** [0,00404]	0,0127*** [0,00465]	Iris en Zus	0,0693*** [0,00704]	0,115*** [0,0103]	0,137*** [0,0141]	0,0401*** [0,00477]	0,0187*** [0,00565]
Iris en Cucs	0,0996*** [0,0236]	0,172*** [0,0341]	0,180*** [0,0332]	0,0736*** [0,0182]	0,0108 [0,00734]	Iris en Cucs	0,103*** [0,0191]	0,176*** [0,0351]	0,196*** [0,0330]	0,0711*** [0,0176]	0,0211*** [0,00767]
Part expliquée de la variance	0,291	0,348	0,377	0,254	0,068	Part expliquée de la variance	0,317	0,38	0,413	0,354	0,141
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,07	1,16			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,29**	1,46***		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 171	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 168	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,142*** [0,00477]	0,147*** [0,00458]	0,146*** [0,00471]	0,00512* [0,00288]	- 0,000252 [0,00244]	Iris hors QPV	0,108*** [0,00337]	0,119*** [0,00363]	0,141*** [0,00451]	0,0132*** [0,00316]	0,0219*** [0,00320]
Iris en Zus	0,0852*** [0,00700]	0,106*** [0,00796]	0,116*** [0,00848]	0,0207*** [0,00407]	0,0114*** [0,00302]	Iris en Zus	0,161*** [0,00906]	0,192*** [0,00949]	0,215*** [0,0108]	0,0329*** [0,00536]	0,0260*** [0,00707]
Iris en Cucs	0,100*** [0,0146]	0,102*** [0,0134]	0,120*** [0,0159]	0,00211 [0,00713]	0,0222** [0,0100]	Iris en Cucs	0,159*** [0,0110]	0,193*** [0,0192]	0,219*** [0,0168]	0,0372*** [0,0120]	0,0237** [0,0106]
Part expliquée de la variance	0,245	0,155	0,072	0,064	0,081	Part expliquée de la variance	0,259	0,369	0,308	0,072	0,002
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,837	0,801*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,18	1,33**		

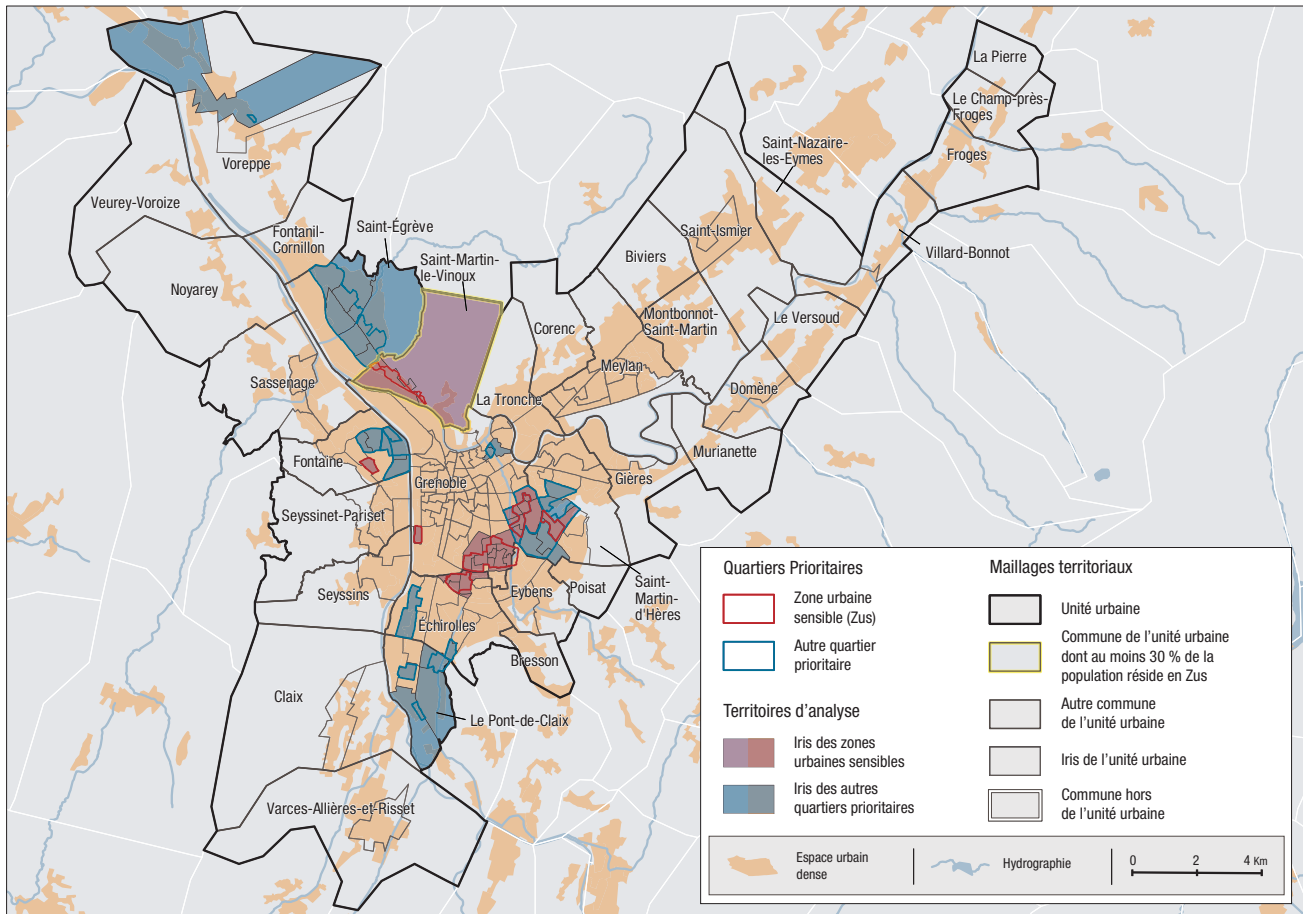
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Grenoble



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

LECTURE : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

D'une manière générale, l'agglomération grenobloise est une de celles dans laquelle les inégalités sur le marché du travail ont le plus augmenté entre 1990 et 1999, puis le plus diminué entre 1999 et 2006.

En 1990, les Iris des Zus sont surtout marqués par un taux de chômage féminin et un taux de chômage des jeunes élevé. Les Iris des Cucs présentent des statistiques de chômage très légèrement moins bonnes que celles des autres quartiers. Au cours des années 1990, les Iris en Zus connaissent une dégradation considérable : en 9 ans, le taux de chômage a augmenté de 10 points pour les hommes, 9 points pour les femmes et 15 points pour les jeunes. Dans le même temps, le chômage des hommes dans les Iris des Cucs augmentait de 5 points et de 4 points ailleurs ; il augmentait d'environ 1 point pour les femmes ne résidant pas en Cucs. Les statistiques de l'année 2006 témoignent d'une amélioration assez nette de la situation des quartiers, particulièrement dans les Iris des Zus : le taux de chômage des

hommes a baissé de 4 points, celui des femmes de 8 points et celui des jeunes de 13 points entre 1999 et 2006.

Le taux d'activité masculine a diminué continûment dans les Iris des Zus entre 1990 et 2006, passant de 85 % à 77 %. Il est stable ailleurs. L'évolution est comparable dans les Iris en Cucs. À l'inverse, l'activité féminine a augmenté de 5 à 7 points dans l'ensemble des quartiers entre 1990 et 1999, et a encore crû de 2 à 4 points entre 1999 et 2006, à l'exception des Iris en Zus où elle a diminué de 2 points.

Dès 1990, la gradation des taux de diplômés « bac + 2 ou plus » est évidente entre les différents quartiers. La tendance générale est à la hausse, moins forte dans les Iris en Zus et dans les Iris en Cucs qu'ailleurs.

Comme ailleurs, la part de familles monoparentales s'accroît, plus rapidement dans les Iris en Zus que dans les autres quartiers.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=159	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=163	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,162*** [0,00417]	0,216*** [0,00655]	0,146*** [0,00619]	0,0581*** [0,00608]	- 0,0670*** [0,00642]	Iris hors QPV	0,0733*** [0,00239]	0,0986*** [0,00340]	0,0777*** [0,00275]	0,0260*** [0,00189]	- 0,0213*** [0,00204]
Iris en Zus	0,280*** [0,0185]	0,430*** [0,0234]	0,298*** [0,0245]	0,151*** [0,0181]	- 0,123*** [0,0239]	Iris en Zus	0,144*** [0,0112]	0,239*** [0,0198]	0,190*** [0,0173]	0,0973*** [0,0103]	- 0,0500*** [0,00773]
Iris en Cucs	0,219*** [0,0129]	0,311*** [0,0167]	0,202*** [0,0194]	0,0912*** [0,0107]	- 0,0991*** [0,0167]	Iris en Cucs	0,0922*** [0,00876]	0,132*** [0,0121]	0,0999*** [0,0107]	0,0395*** [0,00497]	- 0,0314*** [0,00460]
Part expliquée de la variance	0,412	0,547	0,323	0,24	0,068	Part expliquée de la variance	0,367	0,492	0,463	0,479	0,13
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,86***	1,77***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,99***	1,57***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=163	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=162	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0597*** [0,00274]	0,0932*** [0,00374]	0,0795*** [0,00311]	0,0346*** [0,00224]	- 0,0141*** [0,00270]	Iris hors QPV	0,111*** [0,00288]	0,123*** [0,00359]	0,0943*** [0,00296]	0,0124*** [0,00231]	- 0,0298*** [0,00275]
Iris en Zus	0,131*** [0,0111]	0,232*** [0,0208]	0,195*** [0,0173]	0,104*** [0,0118]	- 0,0359*** [0,00984]	Iris en Zus	0,207*** [0,0152]	0,291*** [0,0225]	0,219*** [0,0206]	0,0889*** [0,00996]	- 0,0715*** [0,0117]
Iris en Cucs	0,0802*** [0,00953]	0,130*** [0,0135]	0,101*** [0,0105]	0,0509*** [0,00611]	- 0,0278*** [0,00676]	Iris en Cucs	0,145*** [0,0124]	0,166*** [0,0133]	0,124*** [0,0132]	0,0205*** [0,00509]	- 0,0404*** [0,00643]
Part expliquée de la variance	0,344	0,457	0,438	0,401	0,059	Part expliquée de la variance	0,381	0,523	0,425	0,464	0,138
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,68***	1,33**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,72***	1,38**		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=163	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=163	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,857*** [0,00784]	0,838*** [0,00773]	0,858*** [0,00607]	- 0,0190*** [0,00490]	0,0190*** [0,00713]	Iris hors QPV	0,678*** [0,00803]	0,733*** [0,00790]	0,779*** [0,00458]	0,0571*** [0,00354]	0,0441*** [0,00736]
Iris en Zus	0,846*** [0,0121]	0,814*** [0,0137]	0,772*** [0,0250]	- 0,0309*** [0,00495]	- 0,0435* [0,0229]	Iris en Zus	0,651*** [0,0181]	0,713*** [0,0157]	0,697*** [0,0129]	0,0651*** [0,00986]	- 0,0148 [0,0194]
Iris en Cucs	0,862*** [0,00831]	0,850*** [0,0105]	0,853*** [0,00889]	- 0,0114 [0,00819]	0,0033 [0,00838]	Iris en Cucs	0,660*** [0,0108]	0,731*** [0,0118]	0,757*** [0,00714]	0,0707*** [0,00746]	0,0256* [0,0138]
Part expliquée de la variance	0,003	0,022	0,132	0,019	0,102	Part expliquée de la variance	0,023	0,01	0,203	0,021	0,096
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,725**	1,1			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,945	0,924		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=150	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=150	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,258*** [0,0143]	0,350*** [0,0162]	0,403*** [0,0167]	0,0856*** [0,00554]	0,0544*** [0,00410]	Iris hors QPV	0,210*** [0,00970]	0,309*** [0,0121]	0,367*** [0,0129]	0,0957*** [0,00494]	0,0623*** [0,00414]
Iris en Zus	0,137*** [0,0221]	0,177*** [0,0227]	0,193*** [0,0227]	0,0388*** [0,00892]	0,0163* [0,00895]	Iris en Zus	0,140*** [0,0201]	0,170*** [0,0208]	0,200*** [0,0227]	0,0306*** [0,00761]	0,0318*** [0,00856]
Iris en Cucs	0,164*** [0,0252]	0,211*** [0,0248]	0,262*** [0,0232]	0,0466*** [0,00815]	0,0529*** [0,00913]	Iris en Cucs	0,132*** [0,0191]	0,202*** [0,0214]	0,256*** [0,0186]	0,0711*** [0,00876]	0,0547*** [0,00587]
Part expliquée de la variance	0,133	0,209	0,242	0,139	0,085	Part expliquée de la variance	0,125	0,206	0,239	0,206	0,062
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,06	1,07			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,21	1,22		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=151	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=149	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,134*** [0,00605]	0,151*** [0,00565]	0,154*** [0,00568]	0,0203*** [0,00390]	0,00396 [0,00319]	Iris hors QPV	0,120*** [0,00390]	0,129*** [0,00443]	0,140*** [0,00434]	0,0108*** [0,00352]	0,0112*** [0,00358]
Iris en Zus	0,0708*** [0,00914]	0,110*** [0,0104]	0,128*** [0,0111]	0,0402*** [0,00346]	0,0184*** [0,00510]	Iris en Zus	0,189*** [0,00904]	0,218*** [0,0123]	0,230*** [0,00951]	0,0365*** [0,0127]	0,0105 [0,00891]
Iris en Cucs	0,104*** [0,00726]	0,140*** [0,00857]	0,155*** [0,00894]	0,0369*** [0,00544]	0,0151*** [0,00479]	Iris en Cucs	0,129*** [0,00758]	0,157*** [0,0104]	0,172*** [0,0107]	0,0286*** [0,00775]	0,0146** [0,00734]
Part expliquée de la variance	0,177	0,073	0,031	0,065	0,039	Part expliquée de la variance	0,269	0,284	0,315	0,063	0,001
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,754**	0,716**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,39**	1,21		

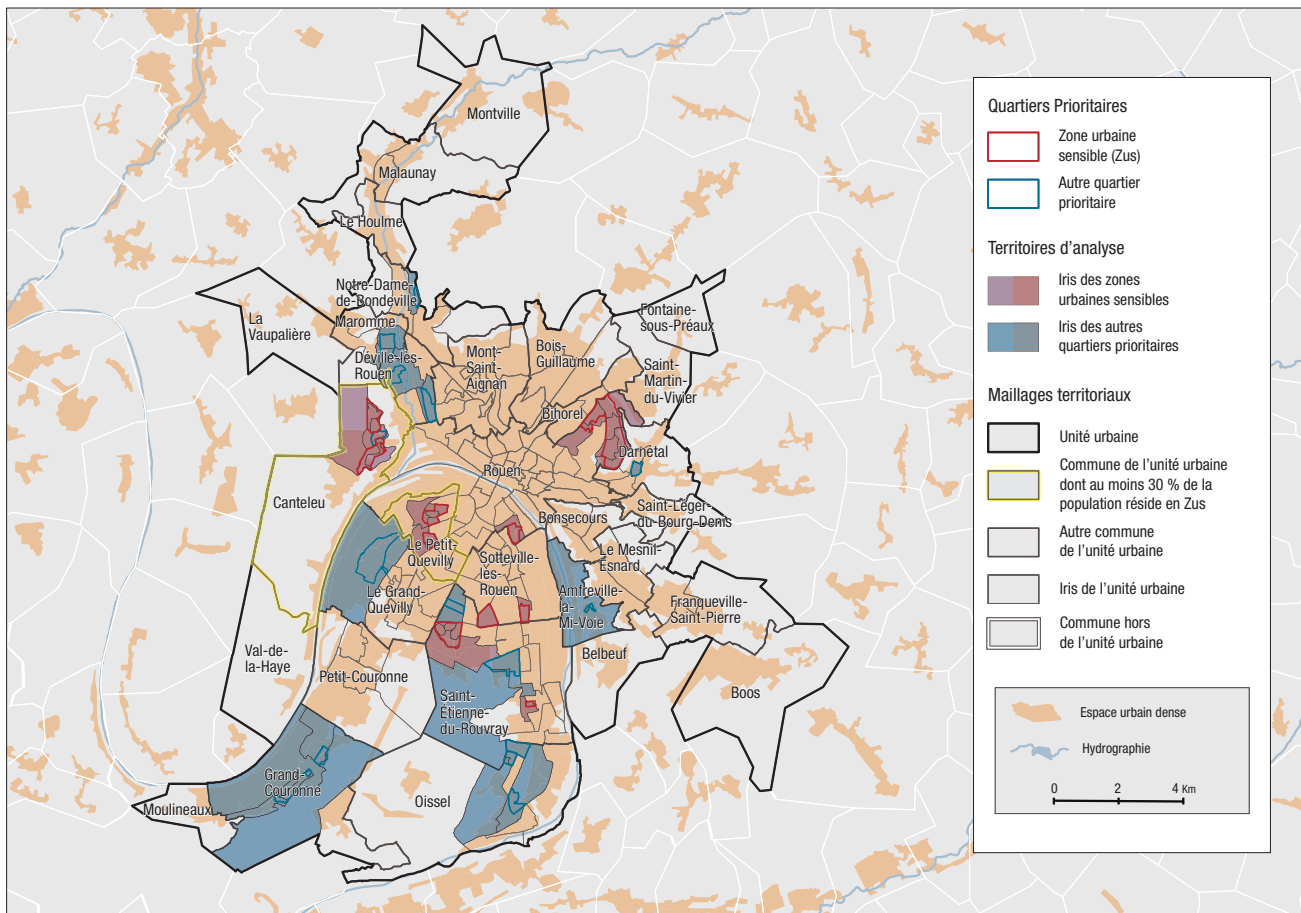
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Rouen



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

LECTURE : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

À Rouen, les contrastes entre les Iris des quartiers de la politique de la ville et les autres Iris sont, dès 1990, assez forts : le taux de chômage des plus de 25 ans est de 20 % dans les Iris en Zus, de 16 % dans les Iris en Cucs et de 10 % ailleurs. Le taux de chômage suit une tendance rencontrée ailleurs : après une forte hausse entre 1990 et 1999 à l'issue de laquelle le taux s'établit à 26 % dans les Iris en Zus et 12 % ailleurs, le chômage baisse entre 1999 et 2006 jusqu'à un taux de 21 % dans les Iris en Zus et 9 % ailleurs. Hormis en Zus, le taux de chômage est donc plus faible en 2006 qu'en 1990. Ce constat est en particulier valable pour les Iris en Cucs. Il est dû principalement à l'évolution favorable du chômage des femmes (23 % en 1990 et 18 % en 2006 dans les Iris en Cucs). Le point noir est le taux de chômage des jeunes, très élevé dans les Iris en Zus : il atteint 45 % en 1999 (26 % hors Zus) et redescend à 37 % en 2006 (19 % hors Zus).

Le taux d'activité des hommes dans les Iris en Zus diminue fortement entre 1990 et 2006, la

principale baisse ayant lieu entre 1999 et 2006 (- 7 points sur cette dernière période et - 9 points sur l'ensemble), alors que le taux baisse de 2 points ailleurs. Le taux d'activité des femmes augmente d'un point dans les Iris en Zus et de 7 points dans les autres Iris de l'agglomération.

La part des diplômés « bac + 2 ou plus » augmente peu dans les Iris en Zus et dans les Iris en Cucs entre 1990 et 2006 (elle passe de 6 % à 10 %), tandis qu'elle augmente de manière forte ailleurs (14 % à 27 % pour les hommes). Comme ailleurs, ce critère est particulièrement discriminant selon les quartiers.

La part des plus de 65 ans augmente plus, entre 1990 et 2006, dans les Iris en Zus (+ 4 points) qu'ailleurs (+ 2 points). Les familles monoparentales sont plus fréquentes dans les Iris des quartiers sensibles dès 1990 (19 % dans les Iris en Zus, 14 % dans les Iris en Cucs et 10 % ailleurs) et leur fréquence s'est accrue sur la période 1990-2006 (+ 7 points dans les Iris en Zus, + 4 points dans les autres Iris de l'agglomération).

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=172	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=179	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,210*** [0,00604]	0,265*** [0,00810]	0,191*** [0,00821]	0,0596*** [0,00707]	- 0,0649*** [0,00657]	Iris hors QPV	0,0960*** [0,00347]	0,120*** [0,00415]	0,0933*** [0,00340]	0,0237*** [0,00199]	- 0,0253*** [0,00250]
Iris en Zus	0,342*** [0,0176]	0,449*** [0,0167]	0,374*** [0,0232]	0,102*** [0,0100]	- 0,0593*** [0,0184]	Iris en Zus	0,200*** [0,0163]	0,261*** [0,0213]	0,215*** [0,0161]	0,0651*** [0,0109]	- 0,0392*** [0,0108]
Iris en Cucs	0,305*** [0,0140]	0,379*** [0,0171]	0,301*** [0,0196]	0,0714*** [0,0147]	- 0,0773*** [0,0219]	Iris en Cucs	0,157*** [0,00894]	0,189*** [0,0119]	0,139*** [0,0120]	0,0340*** [0,00647]	- 0,0485*** [0,00655]
Part expliquée de la variance	0,409	0,461	0,355	0,058	0,003	Part expliquée de la variance	0,412	0,428	0,428	0,188	0,05
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,30**	1,74***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,33**	1,05		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=179	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=179	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0888*** [0,00461]	0,126*** [0,00520]	0,104*** [0,00381]	0,0373*** [0,00261]	- 0,0218*** [0,00358]	Iris hors QPV	0,135*** [0,00443]	0,138*** [0,00435]	0,111*** [0,00389]	0,00425 [0,00278]	- 0,0269*** [0,00305]
Iris en Zus	0,187*** [0,0166]	0,268*** [0,0228]	0,234*** [0,0174]	0,0841*** [0,0122]	- 0,0245*** [0,0107]	Iris en Zus	0,273*** [0,0194]	0,301*** [0,0211]	0,250*** [0,0187]	0,0327*** [0,00955]	- 0,0433*** [0,0113]
Iris en Cucs	0,142*** [0,00983]	0,191*** [0,0110]	0,151*** [0,0123]	0,0509*** [0,00476]	- 0,0384*** [0,00790]	Iris en Cucs	0,233*** [0,0131]	0,231*** [0,0139]	0,179*** [0,0160]	0,000689 [0,00887]	- 0,0511*** [0,0107]
Part expliquée de la variance	0,332	0,382	0,417	0,185	0,014	Part expliquée de la variance	0,453	0,478	0,417	0,083	0,044
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,22*	0,983			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,09	0,971		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=179	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=179	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,861*** [0,00629]	0,856*** [0,00784]	0,839*** [0,00793]	- 0,00595* [0,00339]	- 0,0183*** [0,00394]	Iris hors QPV	0,706*** [0,00520]	0,756*** [0,00380]	0,770*** [0,00448]	0,0484*** [0,00347]	0,0136*** [0,00282]
Iris en Zus	0,864*** [0,00807]	0,850*** [0,00616]	0,779*** [0,0151]	- 0,0130** [0,00621]	- 0,0752*** [0,0149]	Iris en Zus	0,655*** [0,0154]	0,686*** [0,0119]	0,667*** [0,0169]	0,0280*** [0,00760]	- 0,021 [0,0129]
Iris en Cucs	0,853*** [0,00777]	0,857*** [0,00712]	0,800*** [0,0110]	0,00281 [0,00768]	- 0,0588*** [0,00729]	Iris en Cucs	0,647*** [0,0164]	0,707*** [0,0103]	0,709*** [0,00992]	0,0587*** [0,00982]	- 0,000488 [0,00931]
Part expliquée de la variance	0,002	0,000	0,081	0,012	0,154	Part expliquée de la variance	0,135	0,238	0,3	0,046	0,077
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,08	1,39**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,781*	1,25*		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=179	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=179	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,154*** [0,0113]	0,232*** [0,0146]	0,275*** [0,0154]	0,0734*** [0,00479]	0,0388*** [0,00335]	Iris hors QPV	0,135*** [0,00923]	0,217*** [0,0124]	0,271*** [0,0136]	0,0804*** [0,00477]	0,0536*** [0,00369]
Iris en Zus	0,0587*** [0,00793]	0,0872*** [0,00821]	0,105*** [0,0101]	0,0285*** [0,00400]	0,0168*** [0,00594]	Iris en Zus	0,0503*** [0,00684]	0,0828*** [0,00810]	0,100*** [0,00687]	0,0315*** [0,00486]	0,0159** [0,00720]
Iris en Cucs	0,0534*** [0,00471]	0,0826*** [0,00796]	0,105*** [0,00979]	0,0291*** [0,00614]	0,0223*** [0,00748]	Iris en Cucs	0,0419*** [0,00488]	0,0841*** [0,0121]	0,108*** [0,0108]	0,0417*** [0,00872]	0,0232* [0,0120]
Part expliquée de la variance	0,141	0,183	0,201	0,164	0,053	Part expliquée de la variance	0,172	0,206	0,249	0,163	0,118
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,18	1,2			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,23*	1,31**		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=180	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=176	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,143*** [0,00540]	0,159*** [0,00556]	0,163*** [0,00600]	0,0177*** [0,00299]	0,00576** [0,00240]	Iris hors QPV	0,103*** [0,00415]	0,129*** [0,00457]	0,145*** [0,00561]	0,0274*** [0,00327]	0,0170*** [0,00320]
Iris en Zus	0,0909*** [0,00844]	0,118*** [0,00959]	0,135*** [0,0103]	0,0271*** [0,00481]	0,0142*** [0,00537]	Iris en Zus	0,187*** [0,0136]	0,234*** [0,0154]	0,253*** [0,0182]	0,0509*** [0,00860]	0,0261*** [0,00790]
Iris en Cucs	0,128*** [0,00902]	0,155*** [0,00845]	0,163*** [0,0122]	0,0270*** [0,00447]	0,00926 [0,00857]	Iris en Cucs	0,137*** [0,0105]	0,153*** [0,0139]	0,174*** [0,0156]	0,0171** [0,00734]	0,0236** [0,00917]
Part expliquée de la variance	0,115	0,062	0,025	0,017	0,011	Part expliquée de la variance	0,284	0,307	0,243	0,064	0,009
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,9	0,99			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,07	1,26*		

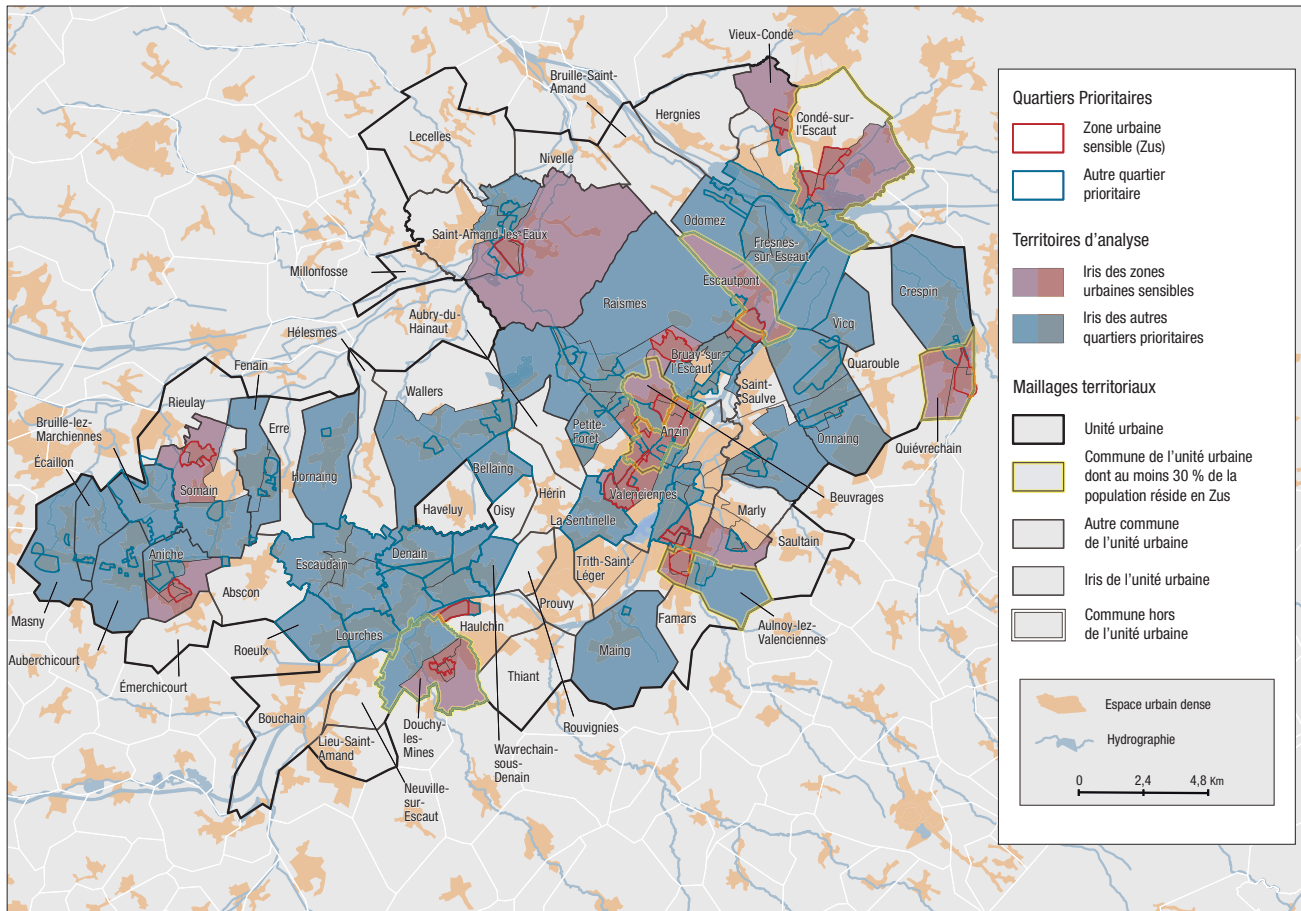
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Valenciennes



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

L'agglomération valenciennoise se caractérise par des taux de chômage en 1990 particulièrement élevés, quelle que soit la catégorie de population considérée, par rapport aux autres agglomérations.

Cependant, cette agglomération bénéficie d'évolutions 1999-2006 favorables en matière de taux de chômage des 25-64 ans, des hommes et des femmes. Pour ces catégories de population, le taux de chômage enregistré en 2006 est de plusieurs points inférieur à celui de 1990, aussi bien dans les Iris des zonages de la politique de la ville que dans les autres Iris de l'agglomération. Ainsi en 2006, le taux de chômage des 25-64 ans dans les Iris en Zus s'élève à 18 %, contre 21 % en 1990. Pour les hommes, la diminution est de 1 point (de 20 % à 19 %) et pour les femmes de 5 points (de 29 % à 24 %).

À l'inverse, les 15-24 ans voient leur taux de chômage augmenter de 37 % à 40 % dans les Iris en Zus, alors que celui des 15-24 ans dans

les Iris en Cucs stagne à 33 %, et celui des autres Iris de l'agglomération perd 3 points.

Le taux d'activité des hommes a augmenté sur la période 1990-1999 avant de décroître entre 1999 et 2006. Au final, les taux d'activité des hommes sont plus élevés en 2006 qu'en 1990, ce qui témoigne d'une évolution inverse à la tendance nationale. Le taux d'activité des femmes a augmenté partout de 15 points.

S'agissant des diplômes, la tendance est la même qu'au niveau national avec un creusement de l'écart entre les Iris en Zus et les autres Iris de l'agglomération, ces derniers enregistrant des croissances plus rapides du taux de diplômés « bac + 2 ou plus ».

À noter enfin l'accroissement plus rapide de la part des familles monoparentales dans les Iris en politique de la ville (5 points dans les Iris en Zus, 4 points dans les Iris en Cucs, 2 points ailleurs).

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=123	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=124	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,298*** [0,0119]	0,371*** [0,0133]	0,277*** [0,0123]	0,0687*** [0,0112]	- 0,0898*** [0,0116]	Iris hors QPV	0,133*** [0,00469]	0,151*** [0,00626]	0,107*** [0,00469]	0,0177*** [0,00363]	- 0,0436*** [0,00342]
Iris en Zus	0,366*** [0,0153]	0,472*** [0,0194]	0,394*** [0,0140]	0,109*** [0,0138]	- 0,0745*** [0,0155]	Iris en Zus	0,207*** [0,0117]	0,247*** [0,0127]	0,179*** [0,00955]	0,0397*** [0,00444]	- 0,0661*** [0,00626]
Iris en Cucs	0,334*** [0,0102]	0,456*** [0,0147]	0,327*** [0,0130]	0,123*** [0,00941]	- 0,126*** [0,00976]	Iris en Cucs	0,178*** [0,00649]	0,215*** [0,00821]	0,155*** [0,00655]	0,0375*** [0,00369]	- 0,0594*** [0,00453]
Part expliquée de la variance	0,104	0,152	0,239	0,076	0,08	Part expliquée de la variance	0,243	0,288	0,267	0,114	0,076
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,51**	1,33*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,27*	1,02		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=124	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=124	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,122*** [0,00500]	0,142*** [0,00633]	0,112*** [0,00544]	0,0201*** [0,00329]	- 0,0297*** [0,00281]	Iris hors QPV	0,204*** [0,00885]	0,210*** [0,0102]	0,150*** [0,00693]	0,00494 [0,00632]	- 0,0593*** [0,00707]
Iris en Zus	0,200*** [0,0129]	0,249*** [0,0144]	0,194*** [0,0109]	0,0501*** [0,00528]	- 0,0557*** [0,00827]	Iris en Zus	0,291*** [0,0154]	0,311*** [0,0146]	0,237*** [0,0112]	0,0223*** [0,00719]	- 0,0717*** [0,00800]
Iris en Cucs	0,170*** [0,00690]	0,219*** [0,00872]	0,167*** [0,00650]	0,0487*** [0,00398]	- 0,0507*** [0,00503]	Iris en Cucs	0,253*** [0,00919]	0,276*** [0,0107]	0,198*** [0,00842]	0,0234*** [0,00607]	- 0,0786*** [0,00507]
Part expliquée de la variance	0,225	0,308	0,287	0,177	0,075	Part expliquée de la variance	0,199	0,223	0,257	0,036	0,04
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,22	0,926			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,18	0,91		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=124	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=124	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,794*** [0,0140]	0,844*** [0,0111]	0,833*** [0,00588]	0,0494*** [0,00590]	- 0,0124 [0,0104]	Iris hors QPV	0,494*** [0,0153]	0,615*** [0,0124]	0,658*** [0,00909]	0,119*** [0,00631]	0,0420*** [0,00935]
Iris en Zus	0,738*** [0,0134]	0,790*** [0,0113]	0,783*** [0,00833]	0,0516*** [0,00866]	- 0,00743 [0,0125]	Iris en Zus	0,426*** [0,0164]	0,519*** [0,0162]	0,568*** [0,0141]	0,0909*** [0,00733]	0,0494*** [0,0152]
Iris en Cucs	0,748*** [0,0134]	0,800*** [0,0127]	0,809*** [0,00498]	0,0504*** [0,00503]	0,00871 [0,0109]	Iris en Cucs	0,437*** [0,0176]	0,541*** [0,0186]	0,594*** [0,0111]	0,102*** [0,00517]	0,0511*** [0,0124]
Part expliquée de la variance	0,087	0,122	0,195	0,000	0,031	Part expliquée de la variance	0,079	0,153	0,191	0,072	0,004
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,775*	0,363***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,948	0,696**		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=114	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=114	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0951*** [0,0109]	0,153*** [0,0138]	0,196*** [0,0176]	0,0578*** [0,00468]	0,0403*** [0,00492]	Iris hors QPV	0,0686*** [0,00728]	0,134*** [0,0112]	0,190*** [0,0145]	0,0649*** [0,00515]	0,0546*** [0,00597]
Iris en Zus	0,0517*** [0,00611]	0,0850*** [0,00735]	0,107*** [0,00908]	0,0325*** [0,00390]	0,0213*** [0,00400]	Iris en Zus	0,0409*** [0,00466]	0,0764*** [0,00736]	0,100*** [0,00795]	0,0350*** [0,00444]	0,0231*** [0,00477]
Iris en Cucs	0,0770*** [0,00951]	0,123*** [0,0126]	0,151*** [0,0151]	0,0432*** [0,00389]	0,0276*** [0,00387]	Iris en Cucs	0,0503*** [0,00614]	0,107*** [0,0109]	0,140*** [0,0116]	0,0557*** [0,00553]	0,0332*** [0,00311]
Part expliquée de la variance	0,084	0,122	0,135	0,13	0,081	Part expliquée de la variance	0,084	0,122	0,207	0,132	0,189
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,14	1,42**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,57***	1,70***		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=114	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=114	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,135*** [0,00612]	0,161*** [0,00556]	0,156*** [0,00495]	0,0256*** [0,00260]	- 0,00425 [0,00346]	Iris hors QPV	0,0948*** [0,00508]	0,115*** [0,00343]	0,119*** [0,00576]	0,0207*** [0,00507]	0,00375 [0,00587]
Iris en Zus	0,117*** [0,00707]	0,149*** [0,00772]	0,156*** [0,00869]	0,0315*** [0,00471]	0,00740* [0,00428]	Iris en Zus	0,133*** [0,00673]	0,174*** [0,00857]	0,188*** [0,0108]	0,0418*** [0,00600]	0,0146** [0,00726]
Iris en Cucs	0,143*** [0,00624]	0,158*** [0,00494]	0,151*** [0,00531]	0,0148*** [0,00488]	- 0,00631** [0,00276]	Iris en Cucs	0,126*** [0,00601]	0,158*** [0,00605]	0,164*** [0,00805]	0,0313*** [0,00421]	0,00711 [0,00485]
Part expliquée de la variance	0,075	0,019	0,003	0,071	0,08	Part expliquée de la variance	0,165	0,289	0,236	0,064	0,014
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,722**	0,816			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,04	1,59***		

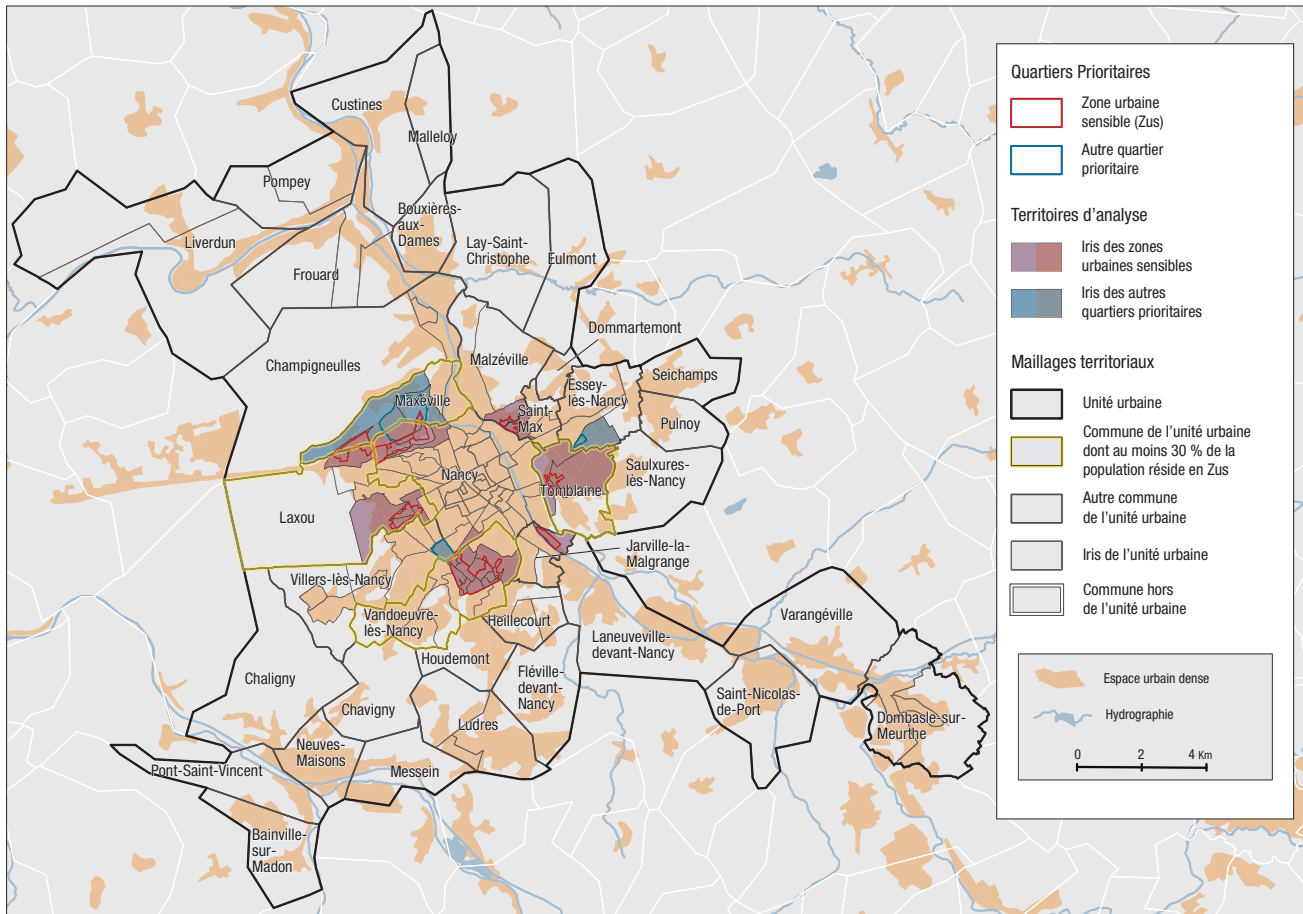
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Nancy



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

LECTURE : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Le taux de chômage des 25-64 ans s'est dégradé de manière plus marquée dans les Iris en Zus et les Iris en Cucs que dans les Iris hors quartiers de la politique de la ville, entre 1990 et 2006 dans l'agglomération nancéenne. Ces taux de chômage ont augmenté d'environ 4 points dans les Iris en Zus et en Cucs alors que sur la même période, l'augmentation n'était que, d'à peine 0,5 point dans le reste de l'agglomération. Le chômage a augmenté de manière plus prononcée pour les hommes que pour les femmes. Dans les Iris hors quartiers, le chômage des hommes a augmenté d'un peu plus de 2 points alors qu'il a diminué pour les femmes. Dans les Iris intersectant un zonage politique de la ville, cet accroissement du chômage des hommes est de près de 8 points pour les Iris en Zus et de 5 points pour les Iris en Cucs. Dans le même temps, celui des femmes augmentait d'à peine 1 point dans les Iris en Zus et diminuait dans les Iris en Cucs.

Sur la période, les taux d'activité des hommes n'ont diminué de manière significative que dans les Iris en Cucs. Concernant les femmes, leur taux d'activité a augmenté dans l'ensemble des quartiers, mais de manière beaucoup plus importante dans les Iris hors quartiers. Ceci se traduit par un accroissement net des écarts Iris en Zus/Iris hors quartiers.

Le taux de diplômés « bac + 2 ou plus » croît significativement sur la période, et de manière légèrement plus rapide pour les femmes que pour les hommes. Dans les deux cas, la croissance observée dans les quartiers de la politique de la ville reste en deçà de celle observée dans les autres quartiers de l'agglomération.

Il faut par ailleurs relever la hausse significative de la part de la population âgée de 65 ans ou plus dans l'ensemble de l'agglomération nancéenne.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=127	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=131	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,193*** [0,00598]	0,221*** [0,00770]	0,181*** [0,00762]	0,0323*** [0,00695]	- 0,0330*** [0,00734]	Iris hors QPV	0,0800*** [0,00312]	0,0973*** [0,00384]	0,0838*** [0,00356]	0,0168*** [0,00200]	- 0,0140*** [0,00192]
Iris en Zus	0,255*** [0,0146]	0,305*** [0,0187]	0,293*** [0,0252]	0,0475*** [0,0145]	0,00664 [0,0166]	Iris en Zus	0,125*** [0,0141]	0,169*** [0,0158]	0,170*** [0,0192]	0,0409*** [0,00773]	0,00117 [0,00750]
Iris en Cucs	0,285*** [0,0527]	0,355*** [0,0747]	0,259*** [0,0308]	0,0751 [0,0491]	- 0,0953* [0,0498]	Iris en Cucs	0,139*** [0,0186]	0,171*** [0,0255]	0,169*** [0,0239]	0,0295*** [0,0107]	- 0,00473 [0,00481]
Part expliquée de la variance	0,203	0,22	0,236	0,016	0,073	Part expliquée de la variance	0,206	0,276	0,308	0,116	0,055
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,56***	1,98***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,40**	1,90***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=131	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=131	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0785*** [0,00415]	0,103*** [0,00489]	0,102*** [0,00438]	0,0236*** [0,00228]	- 0,00266 [0,00289]	Iris hors QPV	0,111*** [0,00378]	0,112*** [0,00354]	0,0921*** [0,00347]	0,00105 [0,00253]	- 0,0201*** [0,00217]
Iris en Zus	0,120*** [0,0149]	0,178*** [0,0165]	0,197*** [0,0216]	0,0529*** [0,00742]	0,0198** [0,00933]	Iris en Zus	0,170*** [0,0160]	0,190*** [0,0174]	0,179*** [0,0198]	0,0181* [0,00932]	- 0,00708 [0,00939]
Iris en Cucs	0,138*** [0,0310]	0,200*** [0,0424]	0,185*** [0,0408]	0,0607*** [0,0213]	- 0,0154 [0,0115]	Iris en Cucs	0,190*** [0,0218]	0,188*** [0,0225]	0,187*** [0,00795]	- 0,00479 [0,00713]	- 0,00267 [0,0152]
Part expliquée de la variance	0,147	0,258	0,289	0,158	0,068	Part expliquée de la variance	0,254	0,298	0,326	0,046	0,034
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,30*	1,65***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,23	1,56***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=131	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=131	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,840*** [0,00928]	0,834*** [0,00729]	0,838*** [0,00545]	- 0,00556 [0,00572]	0,00223 [0,00602]	Iris hors QPV	0,680*** [0,0100]	0,727*** [0,00888]	0,770*** [0,00444]	0,0459*** [0,00409]	0,0413*** [0,00650]
Iris en Zus	0,822*** [0,0209]	0,843*** [0,0104]	0,817*** [0,0124]	0,0186 [0,0121]	- 0,0235*** [0,00761]	Iris en Zus	0,676*** [0,0170]	0,715*** [0,0138]	0,701*** [0,0189]	0,0410*** [0,00951]	- 0,0127 [0,00973]
Iris en Cucs	0,868*** [0,0335]	0,844*** [0,0267]	0,811*** [0,0374]	- 0,0189** [0,00888]	- 0,0295 [0,0397]	Iris en Cucs	0,675*** [0,0524]	0,725*** [0,0261]	0,688*** [0,0264]	0,0520** [0,0260]	- 0,0322 [0,0331]
Part expliquée de la variance	0,011	0,003	0,022	0,035	0,051	Part expliquée de la variance	0	0,005	0,213	0,002	0,182
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,574***	0,524***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,757*	0,718**		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=124	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=124	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,199*** [0,0141]	0,276*** [0,0161]	0,320*** [0,0165]	0,0781*** [0,00457]	0,0467*** [0,00402]	Iris hors QPV	0,162*** [0,0113]	0,257*** [0,0146]	0,305*** [0,0140]	0,0968*** [0,00518]	0,0526*** [0,00454]
Iris en Zus	0,168*** [0,0194]	0,213*** [0,0243]	0,223*** [0,0237]	0,0458*** [0,0172]	0,0112 [0,0112]	Iris en Zus	0,128*** [0,0146]	0,186*** [0,0203]	0,210*** [0,0222]	0,0566*** [0,0131]	0,0223** [0,00857]
Iris en Cucs	0,0977*** [0,0181]	0,142*** [0,0244]	0,154*** [0,0248]	0,0405 [0,0267]	0,0121*** [0,00300]	Iris en Cucs	0,0967*** [0,00881]	0,168*** [0,0405]	0,203*** [0,0464]	0,0678** [0,0322]	0,0275* [0,0149]
Part expliquée de la variance	0,026	0,051	0,094	0,06	0,103	Part expliquée de la variance	0,032	0,062	0,101	0,091	0,08
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,09	1,11			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,30*	1,22		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=125	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=124	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,136*** [0,00504]	0,152*** [0,00485]	0,158*** [0,00583]	0,0172*** [0,00421]	0,00795** [0,00359]	Iris hors QPV	0,109*** [0,00462]	0,133*** [0,00502]	0,148*** [0,00590]	0,0252*** [0,00370]	0,0154*** [0,00426]
Iris en Zus	0,0918*** [0,0105]	0,115*** [0,00950]	0,125*** [0,00911]	0,0214*** [0,00478]	0,0100* [0,00543]	Iris en Zus	0,191*** [0,0139]	0,228*** [0,0155]	0,240*** [0,0193]	0,0459*** [0,0114]	0,0123 [0,00889]
Iris en Cucs	0,111*** [0,0216]	0,121*** [0,0128]	0,119*** [0,0111]	0,00953 [0,0114]	- 0,00163 [0,00147]	Iris en Cucs	0,222*** [0,0142]	0,307*** [0,0177]	0,278*** [0,0259]	0,0833*** [0,00521]	- 0,0245** [0,00978]
Part expliquée de la variance	0,136	0,093	0,063	0,004	0,003	Part expliquée de la variance	0,374	0,405	0,278	0,08	0,02
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,876	1,05			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,16	1,27*		

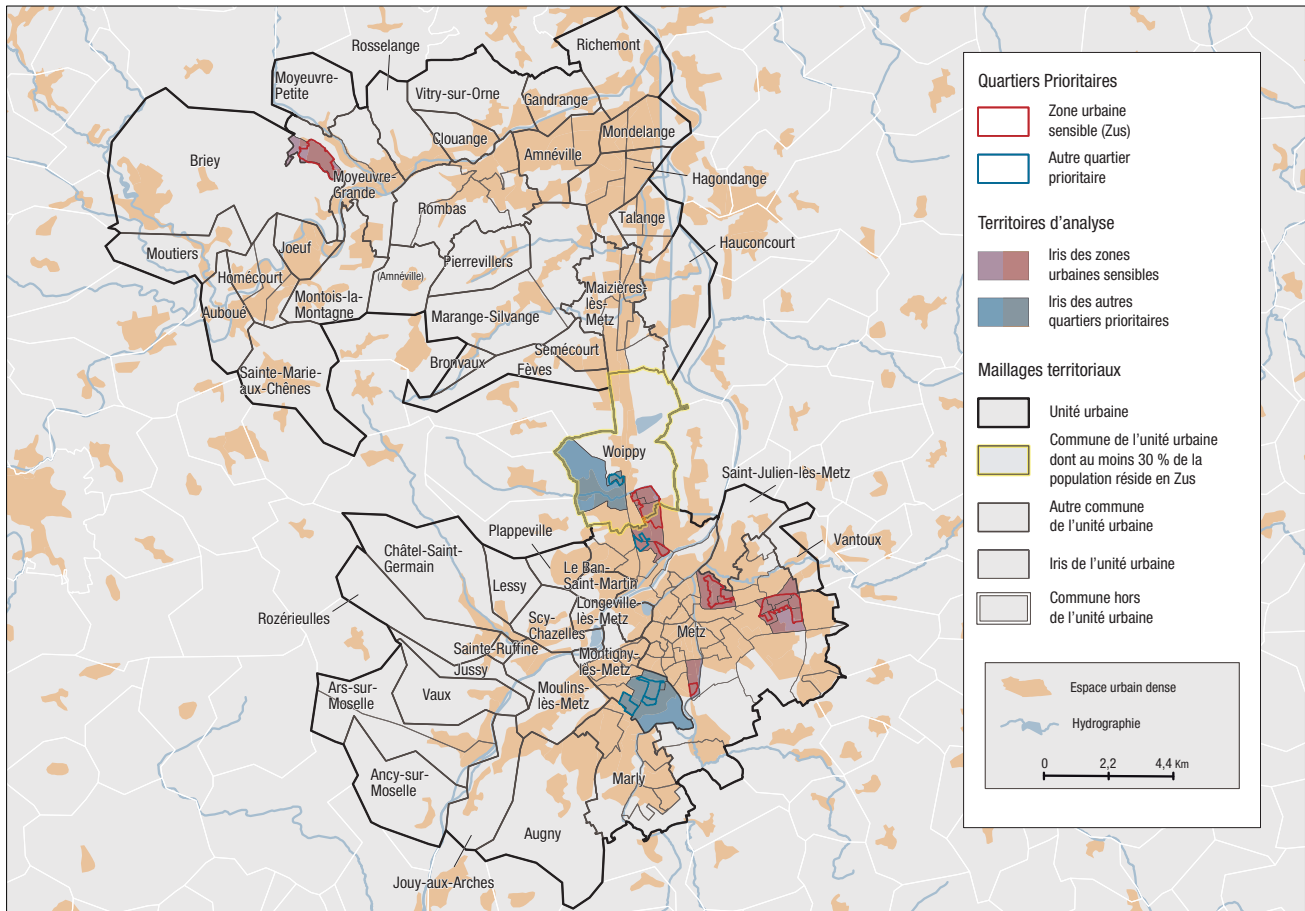
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Metz



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Dans l'agglomération de Metz, les taux de chômage des 25-64 ans en 2006, selon les quartiers, s'établissent à des niveaux proches de ceux de 1990. Seuls les Iris en Cucs voient leur taux de chômage augmenter de 2 points. La réduction du chômage entre 1999 et 2006 a ainsi compensé la hausse de la décennie précédente. L'évolution du taux de chômage reste cependant plus favorable aux femmes qu'aux hommes. Celles-ci ont vu leur taux de chômage diminuer dans l'ensemble des quartiers pour atteindre respectivement 12 % dans les Iris hors quartiers de la politique de la ville, 28 % dans les Iris en Zus, et 14 % dans les Iris en Cucs. À l'inverse, le taux de chômage des hommes a augmenté selon les quartiers à respectivement 9 %, 24 % et 12 %.

Le taux d'activité des hommes a augmenté de manière significative dans les Iris hors quartiers (+ 6 points) alors qu'il diminuait d'environ 2 à

3 points dans les Iris intersectant un zonage de la politique de la ville. Les taux d'activité des femmes ont augmenté de manière significative dans l'ensemble de l'agglomération mais de manière beaucoup plus marquée dans les Iris hors quartiers.

Le taux de diplômés « bac + 2 ou plus » croît significativement sur la période, et de manière légèrement plus rapide pour les femmes que pour les hommes. Dans les deux cas, la croissance observée dans les quartiers messins de la politique de la ville reste en deçà de celle observée dans les autres quartiers de l'agglomération.

Il faut par ailleurs relever la hausse significative de la part de la population âgée de 65 ans ou plus dans l'ensemble de l'agglomération de Metz, ainsi que celle de la part des familles monoparentales.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=117	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=120	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,207*** [0,00711]	0,218*** [0,00755]	0,186*** [0,00835]	0,0137** [0,00595]	- 0,0273*** [0,00692]	Iris hors QPV	0,0986*** [0,00410]	0,105*** [0,00368]	0,0884*** [0,00307]	0,00677*** [0,00205]	- 0,0161*** [0,00210]
Iris en Zus	0,338*** [0,0190]	0,429*** [0,0236]	0,395*** [0,0287]	0,0863*** [0,0186]	- 0,0121 [0,0236]	Iris en Zus	0,222*** [0,0209]	0,252*** [0,0227]	0,222*** [0,0183]	0,0385*** [0,00969]	- 0,0207 [0,0135]
Iris en Cucs	0,197*** [0,0147]	0,257*** [0,0311]	0,211*** [0,0356]	0,0592*** [0,0206]	- 0,0363 [0,0247]	Iris en Cucs	0,0960*** [0,00822]	0,106*** [0,0109]	0,112*** [0,00553]	0,0106* [0,00579]	0,00621 [0,00963]
Part expliquée de la variance	0,395	0,571	0,446	0,191	0,008	Part expliquée de la variance	0,466	0,53	0,565	0,154	0,034
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,73***	1,98***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,07	0,875		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=120	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=119	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0824*** [0,00464]	0,0906*** [0,00391]	0,0870*** [0,00331]	0,00844*** [0,00267]	- 0,00257 [0,00276]	Iris hors QPV	0,157*** [0,00695]	0,145*** [0,00500]	0,118*** [0,00433]	- 0,0121*** [0,00336]	- 0,0267*** [0,00315]
Iris en Zus	0,201*** [0,0206]	0,249*** [0,0243]	0,235*** [0,0196]	0,0530*** [0,0118]	- 0,000972 [0,0181]	Iris en Zus	0,308*** [0,0256]	0,322*** [0,0265]	0,283*** [0,0256]	0,0218* [0,0112]	- 0,0293** [0,0119]
Iris en Cucs	0,0687*** [0,00632]	0,0893*** [0,00997]	0,116*** [0,00602]	0,0206*** [0,00495]	0,0263*** [0,00657]	Iris en Cucs	0,168*** [0,0180]	0,155*** [0,0227]	0,139*** [0,0137]	- 0,0111 [0,0116]	- 0,0141 [0,0171]
Part expliquée de la variance	0,433	0,556	0,589	0,211	0,029	Part expliquée de la variance	0,377	0,502	0,492	0,102	0,008
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,13	0,887			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,967	0,918		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=120	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=120	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,790*** [0,0141]	0,817*** [0,0119]	0,851*** [0,00580]	0,0270*** [0,00570]	0,0321*** [0,0102]	Iris hors QPV	0,560*** [0,0177]	0,663*** [0,0155]	0,738*** [0,00753]	0,101*** [0,00524]	0,0710*** [0,0101]
Iris en Zus	0,839*** [0,0178]	0,839*** [0,00860]	0,815*** [0,0111]	- 0,00142 [0,0168]	- 0,0241*** [0,00815]	Iris en Zus	0,529*** [0,0289]	0,587*** [0,0231]	0,597*** [0,0237]	0,0516*** [0,0170]	0,00936 [0,0146]
Iris en Cucs	0,871*** [0,00398]	0,869*** [0,00573]	0,843*** [0,00944]	- 0,00209 [0,00439]	- 0,0257*** [0,00536]	Iris en Cucs	0,623*** [0,0204]	0,717*** [0,0135]	0,752*** [0,0139]	0,0937*** [0,0114]	0,0346*** [0,00826]
Part expliquée de la variance	0,047	0,025	0,051	0,037	0,094	Part expliquée de la variance	0,016	0,061	0,293	0,093	0,083
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,654**	0,273***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,749*	0,464***		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=113	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=113	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,153*** [0,0103]	0,222*** [0,0135]	0,263*** [0,0151]	0,0678*** [0,00526]	0,0379*** [0,00415]	Iris hors QPV	0,120*** [0,00877]	0,198*** [0,0116]	0,248*** [0,0134]	0,0760*** [0,00451]	0,0493*** [0,00416]
Iris en Zus	0,0604*** [0,00858]	0,0845*** [0,0116]	0,0972*** [0,0126]	0,0213*** [0,00753]	0,0115 [0,00969]	Iris en Zus	0,0475*** [0,00636]	0,0710*** [0,00987]	0,0873*** [0,0133]	0,0221*** [0,00573]	0,0152** [0,00601]
Iris en Cucs	0,0850*** [0,0145]	0,135*** [0,0155]	0,165*** [0,0184]	0,0490*** [0,00477]	0,0295*** [0,0108]	Iris en Cucs	0,0733*** [0,0108]	0,129*** [0,0139]	0,163*** [0,0167]	0,0543*** [0,00445]	0,0326*** [0,00723]
Part expliquée de la variance	0,149	0,179	0,187	0,126	0,058	Part expliquée de la variance	0,137	0,206	0,224	0,229	0,107
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,36*	1,54**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,32*	1,56***		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=113	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=113	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,128*** [0,00556]	0,156*** [0,00633]	0,163*** [0,00703]	0,0312*** [0,00328]	0,00874*** [0,00276]	Iris hors QPV	0,109*** [0,00444]	0,126*** [0,00403]	0,139*** [0,00437]	0,0188*** [0,00365]	0,0133*** [0,00296]
Iris en Zus	0,0630*** [0,00811]	0,0932*** [0,00912]	0,111*** [0,0104]	0,0280*** [0,00547]	0,0155*** [0,00526]	Iris en Zus	0,235*** [0,0260]	0,248*** [0,0162]	0,270*** [0,0214]	0,0139 [0,0185]	0,0264** [0,0133]
Iris en Cucs	0,108*** [0,00851]	0,131*** [0,0103]	0,148*** [0,00762]	0,0228*** [0,00274]	0,0164*** [0,00580]	Iris en Cucs	0,134*** [0,0218]	0,163*** [0,0194]	0,195*** [0,0129]	0,0321** [0,0141]	0,0330*** [0,0123]
Part expliquée de la variance	0,22	0,187	0,106	0,006	0,012	Part expliquée de la variance	0,417	0,482	0,467	0,007	0,036
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,868	0,895			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,697**	0,750*		

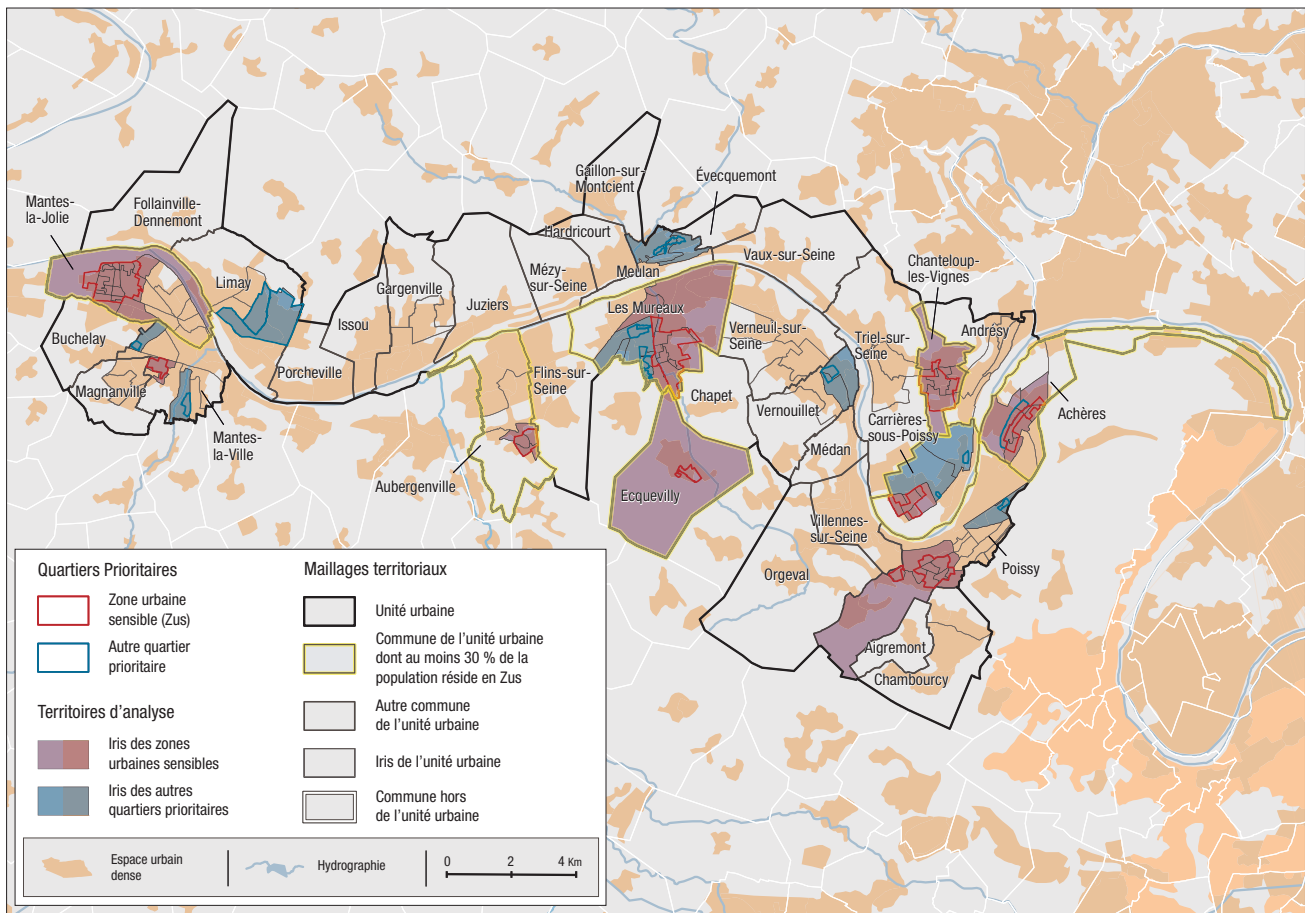
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Mantes – Les Mureaux – Poissy



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Le chômage dans les Iris de la zone d'emploi de Mantes, les Mureaux et Poissy a nettement crû sur la décennie 1990-1999 et ce particulièrement dans les quartiers Zus et Cucs. Cette situation est partagée par l'ensemble des catégories de population étudiées : + 10 points pour les 15-24 ans dans les Iris en Zus, + 6 points pour les 25-64 ans, + 8 points pour les hommes, + 3 points pour les femmes. Même si la situation est moins mauvaise pour les Iris en Cucs, la tendance est la même. La dégradation moins rapide des conditions d'emploi dans les autres Iris de l'agglomération conduit à un creusement net des inégalités entre les Iris en zonage politique de la ville et les autres.

Ce constat reste valable sur la période 1999-2006 : la situation des jeunes de 15 à 24 ans et des hommes a continué à se dégrader (+ 3 points de chômage pour les 15-24 ans, + 1 point pour les hommes).

Au final, la ségrégation spatiale, en termes de chômage, a augmenté significativement sur la période. Ceci est particulièrement vrai pour les jeunes et les hommes âgés de plus de 25 ans.

Concernant les taux d'activité, la tendance au décrochage dans les Iris en Zus et en Cucs enregistrée pour les hommes et pour les femmes est similaire à celle mesurée au niveau national. Il en va de même pour les niveaux de formation. Au regard de ces indicateurs, les inégalités spatiales se sont accentuées sur la période.

Enfin, on peut noter que les Iris en Zus de cette zone d'étude enregistrent un vieillissement de la population plus rapide que le reste de l'agglomération (notamment sur la période récente). Dans le même temps, la part des familles monoparentales y a crû plus vite.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=124	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=124	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,122*** [0,00498]	0,167*** [0,00818]	0,158*** [0,00732]	0,0462*** [0,00821]	- 0,00858 [0,00874]	Iris hors QPV	0,0578*** [0,00208]	0,0793*** [0,00295]	0,0761*** [0,00258]	0,0221*** [0,00211]	- 0,00272 [0,00257]
Iris en Zus	0,195*** [0,00952]	0,301*** [0,0149]	0,321*** [0,0185]	0,106*** [0,0109]	0,0260** [0,0107]	Iris en Zus	0,104*** [0,00599]	0,154*** [0,0113]	0,142*** [0,00953]	0,0574*** [0,00722]	- 0,00798 [0,00693]
Iris en Cucs	0,149*** [0,00892]	0,209*** [0,0141]	0,226*** [0,0184]	0,0581*** [0,0139]	0,0217** [0,00959]	Iris en Cucs	0,0668*** [0,00605]	0,101*** [0,00584]	0,104*** [0,00700]	0,0367*** [0,00407]	0,00169 [0,00569]
Part expliquée de la variance	0,3	0,404	0,444	0,172	0,057	Part expliquée de la variance	0,381	0,359	0,378	0,202	0,011
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,85***	2,39***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,92***	1,48**		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=124	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=124	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0493*** [0,00241]	0,0806*** [0,00390]	0,0800*** [0,00309]	0,0326*** [0,00306]	8,50E-05 [0,00347]	Iris hors QPV	0,0855*** [0,00325]	0,0927*** [0,00297]	0,0902*** [0,00308]	0,00763*** [0,00247]	- 0,00238 [0,00321]
Iris en Zus	0,0891*** [0,00573]	0,167*** [0,0126]	0,165*** [0,0111]	0,0834*** [0,00899]	0,00159 [0,00911]	Iris en Zus	0,162*** [0,00973]	0,181*** [0,0128]	0,182*** [0,0131]	0,0268*** [0,00635]	0,00428 [0,00625]
Iris en Cucs	0,0524*** [0,00468]	0,0976*** [0,00398]	0,115*** [0,00783]	0,0474*** [0,00521]	0,0144* [0,00822]	Iris en Cucs	0,112*** [0,0110]	0,129*** [0,0116]	0,128*** [0,0100]	0,0203** [0,00836]	0,000364 [0,00903]
Part expliquée de la variance	0,354	0,388	0,422	0,262	0,015	Part expliquée de la variance	0,354	0,343	0,389	0,076	0,008
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	2,40***	2,05***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,2	1,17		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=124	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=124	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,878*** [0,00769]	0,866*** [0,00871]	0,859*** [0,00927]	- 0,0153*** [0,00540]	- 0,0093 [0,00931]	Iris hors QPV	0,694*** [0,00768]	0,740*** [0,00912]	0,780*** [0,00681]	0,0433*** [0,00510]	0,0402*** [0,00703]
Iris en Zus	0,900*** [0,00558]	0,855*** [0,0116]	0,816*** [0,0102]	- 0,0493*** [0,0121]	- 0,0426*** [0,0104]	Iris en Zus	0,636*** [0,0168]	0,679*** [0,0161]	0,699*** [0,0164]	0,0347*** [0,00697]	0,0143 [0,00941]
Iris en Cucs	0,886*** [0,0127]	0,869*** [0,0170]	0,855*** [0,0112]	- 0,0190*** [0,00711]	- 0,0117 [0,0211]	Iris en Cucs	0,666*** [0,0233]	0,715*** [0,0216]	0,762*** [0,0171]	0,0434*** [0,00725]	0,0463*** [0,0226]
Part expliquée de la variance	0,046	0,009	0,087	0,09	0,058	Part expliquée de la variance	0,094	0,108	0,198	0,01	0,057
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,33*	1,55***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,994	1,07		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=119	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=119	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,176*** [0,0144]	0,252*** [0,0165]	0,310*** [0,0199]	0,0726*** [0,00864]	0,0575*** [0,00842]	Iris hors QPV	0,136*** [0,00929]	0,229*** [0,0119]	0,301*** [0,0146]	0,0908*** [0,00639]	0,0717*** [0,00443]
Iris en Zus	0,0670*** [0,00676]	0,106*** [0,00815]	0,148*** [0,0104]	0,0345*** [0,00485]	0,0417*** [0,00438]	Iris en Zus	0,0608*** [0,00596]	0,109*** [0,00835]	0,154*** [0,0111]	0,0437*** [0,00449]	0,0417*** [0,00447]
Iris en Cucs	0,0934*** [0,0130]	0,141*** [0,0241]	0,183*** [0,0307]	0,0367*** [0,00981]	0,0412*** [0,0118]	Iris en Cucs	0,0841*** [0,0114]	0,151*** [0,0183]	0,193*** [0,0254]	0,0563*** [0,00816]	0,0419*** [0,0113]
Part expliquée de la variance	0,322	0,364	0,318	0,124	0,027	Part expliquée de la variance	0,3	0,384	0,381	0,249	0,184
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,1	1,31*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,2	1,50**		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=119	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=119	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,105*** [0,00643]	0,128*** [0,00664]	0,134*** [0,00660]	0,0265*** [0,00361]	0,00662** [0,00259]	Iris hors QPV	0,0855*** [0,00425]	0,107*** [0,00459]	0,121*** [0,00581]	0,0231*** [0,00423]	0,0148*** [0,00435]
Iris en Zus	0,0516*** [0,00536]	0,0741*** [0,00623]	0,0891*** [0,00605]	0,0210*** [0,00238]	0,0183*** [0,00529]	Iris en Zus	0,126*** [0,00653]	0,161*** [0,00674]	0,188*** [0,00978]	0,0359*** [0,00490]	0,0265*** [0,00657]
Iris en Cucs	0,0501*** [0,00775]	0,0681*** [0,00677]	0,0791*** [0,00767]	0,0196*** [0,00523]	0,00735 [0,00551]	Iris en Cucs	0,107*** [0,00712]	0,128*** [0,0112]	0,167*** [0,0129]	0,0238** [0,00979]	0,0357*** [0,00962]
Part expliquée de la variance	0,3	0,291	0,226	0,015	0,032	Part expliquée de la variance	0,24	0,306	0,294	0,035	0,036
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,853	0,723**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,11	1,61***		

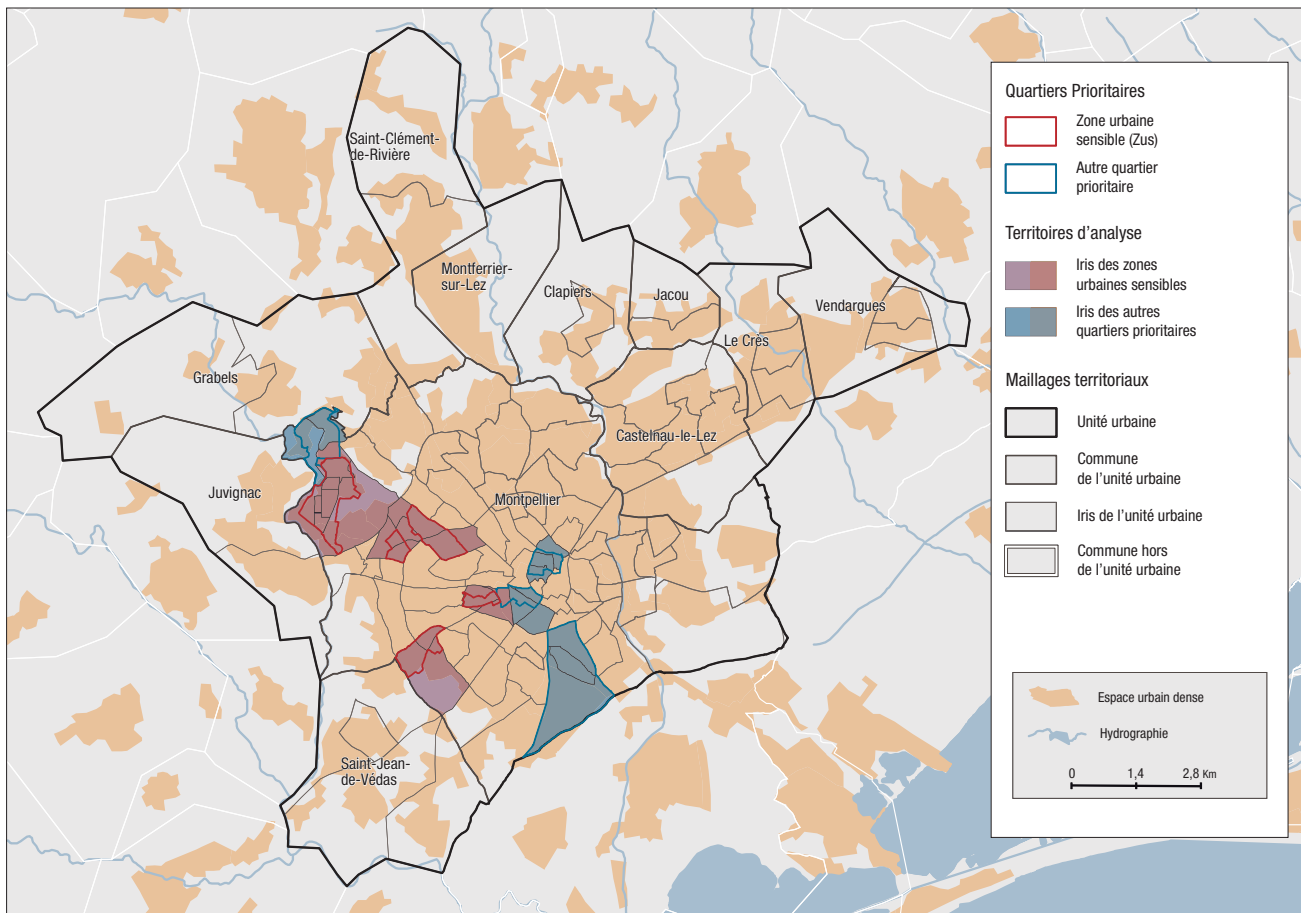
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Montpellier



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

LECTURE : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population résident en Zus sont délimitées en jaune.

Au dessus des moyennes nationales en 1990, les taux de chômage de l'agglomération montpellieraine ont continué de se dégrader sur la période d'étude. Ainsi le taux de chômage des 25-64 ans a augmenté d'un peu plus d'1 point dans les Iris hors quartiers de la politique de la ville, de 4 points dans les Iris en Zus et d'un peu plus de 3 points dans les Iris en Cucs. Ces taux s'établissent en 2006 respectivement à 13 %, 24 % et 21 %. La situation s'est nettement plus dégradée, notamment dans les Iris en Zus, pour les hommes que pour les femmes. Ainsi, le taux de chômage des hommes, de 20 % en 1990 dans les Iris en Zus, atteint en 2006 26 %. Pour les femmes, l'accroissement n'est que de 2 points, passant de 25 % à 27 %.

Comme dans d'autres agglomérations le taux d'activité des hommes a diminué dans les Iris

en Zus (- 5 points) alors qu'il a légèrement augmenté ailleurs (+ 2 points). Pour les femmes, et à l'inverse des autres agglomérations, le taux d'activité a diminué de 3 points dans les Iris en Zus.

Les écarts en termes de part des diplômés « bac + 2 ou plus » sont particulièrement flagrants entre les Iris en Zus et les Iris hors quartiers (20 % contre 42 % pour les hommes, 20 % contre 40 % pour les femmes). Ces écarts se sont creusés sur la période. Les inégalités spatiales en termes de qualification ont donc également augmenté sur cette période.

Contrairement à beaucoup d'autres agglomérations de l'étude, l'agglomération de Montpellier se caractérise par une diminution de la part de la population âgée de 65 ans ou plus. Ceci est vrai quelque soit le type d'Iris considéré.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=97	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=97	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,227*** [0,00873]	0,280*** [0,00821]	0,210*** [0,0104]	0,0590*** [0,00857]	- 0,0591*** [0,0105]	Iris hors QPV	0,120*** [0,00437]	0,159*** [0,00669]	0,133*** [0,00566]	0,0398*** [0,00346]	- 0,0278*** [0,00395]
Iris en Zus	0,341*** [0,0156]	0,441*** [0,0233]	0,384*** [0,0252]	0,0958*** [0,0246]	- 0,0443* [0,0260]	Iris en Zus	0,203*** [0,0164]	0,304*** [0,0306]	0,244*** [0,0205]	0,109*** [0,0153]	- 0,0551*** [0,0154]
Iris en Cucs	0,277*** [0,0167]	0,411*** [0,0226]	0,275*** [0,0221]	0,127*** [0,0170]	- 0,125*** [0,0253]	Iris en Cucs	0,180*** [0,0124]	0,258*** [0,0136]	0,211*** [0,0136]	0,0785*** [0,0109]	- 0,0505*** [0,0132]
Part expliquée de la variance	0,345	0,458	0,369	0,089	0,061	Part expliquée de la variance	0,402	0,438	0,416	0,36	0,071
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,55**	1,84***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,97***	1,38*		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=97	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=97	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,108*** [0,00561]	0,162*** [0,00778]	0,133*** [0,00593]	0,0546*** [0,00404]	- 0,0310*** [0,00510]	Iris hors QPV	0,159*** [0,00414]	0,176*** [0,00603]	0,151*** [0,00588]	0,0175*** [0,00410]	- 0,0242*** [0,00456]
Iris en Zus	0,206*** [0,0159]	0,329*** [0,0325]	0,267*** [0,0201]	0,125*** [0,0175]	- 0,0574*** [0,0208]	Iris en Zus	0,246*** [0,0185]	0,313*** [0,0292]	0,267*** [0,0246]	0,0801*** [0,0141]	- 0,0410*** [0,0142]
Iris en Cucs	0,180*** [0,0155]	0,283*** [0,0163]	0,217*** [0,0139]	0,104*** [0,0116]	- 0,0678*** [0,0146]	Iris en Cucs	0,207*** [0,0132]	0,264*** [0,0130]	0,227*** [0,0166]	0,0547*** [0,0131]	- 0,0402*** [0,0139]
Part expliquée de la variance	0,409	0,476	0,487	0,328	0,067	Part expliquée de la variance	0,386	0,429	0,351	0,298	0,029
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,67***	1,1			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,91***	1,76***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=97	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=97	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,815*** [0,00980]	0,805*** [0,0102]	0,833*** [0,00583]	- 0,0116* [0,00656]	0,0272*** [0,00777]	Iris hors QPV	0,663*** [0,00884]	0,711*** [0,0102]	0,750*** [0,00458]	0,0470*** [0,00506]	0,0371*** [0,00876]
Iris en Zus	0,835*** [0,00891]	0,823*** [0,0104]	0,785*** [0,0191]	- 0,0167* [0,00841]	- 0,0414*** [0,0121]	Iris en Zus	0,636*** [0,0214]	0,650*** [0,0314]	0,608*** [0,0377]	0,00659 [0,0113]	- 0,0429*** [0,0118]
Iris en Cucs	0,807*** [0,0208]	0,826*** [0,0120]	0,820*** [0,0162]	0,0174 [0,0248]	- 0,00378 [0,0198]	Iris en Cucs	0,680*** [0,0150]	0,713*** [0,0163]	0,717*** [0,0235]	0,0324*** [0,0114]	0,00171 [0,0188]
Part expliquée de la variance	0,01	0,014	0,094	0,035	0,173	Part expliquée de la variance	0,034	0,079	0,368	0,108	0,202
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,779	0,514***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,46**	1,80***		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=89	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=88	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,272*** [0,0144]	0,368*** [0,0158]	0,417*** [0,0139]	0,0950*** [0,00748]	0,0469*** [0,00563]	Iris hors QPV	0,224*** [0,0125]	0,342*** [0,0147]	0,397*** [0,0143]	0,118*** [0,00723]	0,0544*** [0,00494]
Iris en Zus	0,139*** [0,0228]	0,187*** [0,0302]	0,196*** [0,0313]	0,0405*** [0,0100]	0,0088 [0,0106]	Iris en Zus	0,130*** [0,0220]	0,183*** [0,0302]	0,205*** [0,0333]	0,0454*** [0,0117]	0,0210* [0,0110]
Iris en Cucs	0,202*** [0,0226]	0,307*** [0,0406]	0,328*** [0,0478]	0,112*** [0,0227]	0,0317*** [0,0119]	Iris en Cucs	0,174*** [0,0228]	0,279*** [0,0388]	0,316*** [0,0425]	0,110*** [0,0193]	0,0451*** [0,00916]
Part expliquée de la variance	0,225	0,257	0,352	0,137	0,099	Part expliquée de la variance	0,16	0,231	0,294	0,205	0,093
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,24	1,26			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,36*	1,42*		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=89	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=89	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,153*** [0,00882]	0,155*** [0,00901]	0,144*** [0,00882]	0,00853 [0,00524]	- 0,00759** [0,00343]	Iris hors QPV	0,150*** [0,00659]	0,189*** [0,00735]	0,199*** [0,00677]	0,0400*** [0,00593]	0,00906* [0,00515]
Iris en Zus	0,123*** [0,0145]	0,130*** [0,0153]	0,118*** [0,0155]	0,0116** [0,00579]	- 0,00854 [0,00716]	Iris en Zus	0,210*** [0,0102]	0,268*** [0,0160]	0,283*** [0,0197]	0,0591*** [0,0143]	0,0162 [0,0138]
Iris en Cucs	0,165*** [0,0222]	0,154*** [0,0198]	0,124*** [0,0206]	- 0,00935 [0,0106]	- 0,0288*** [0,00427]	Iris en Cucs	0,177*** [0,00904]	0,227*** [0,0113]	0,237*** [0,0138]	0,0482*** [0,0114]	0,00677 [0,0139]
Part expliquée de la variance	0,039	0,021	0,027	0,03	0,074	Part expliquée de la variance	0,22	0,243	0,264	0,024	0,004
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,02	1,03			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,36*	1,29		

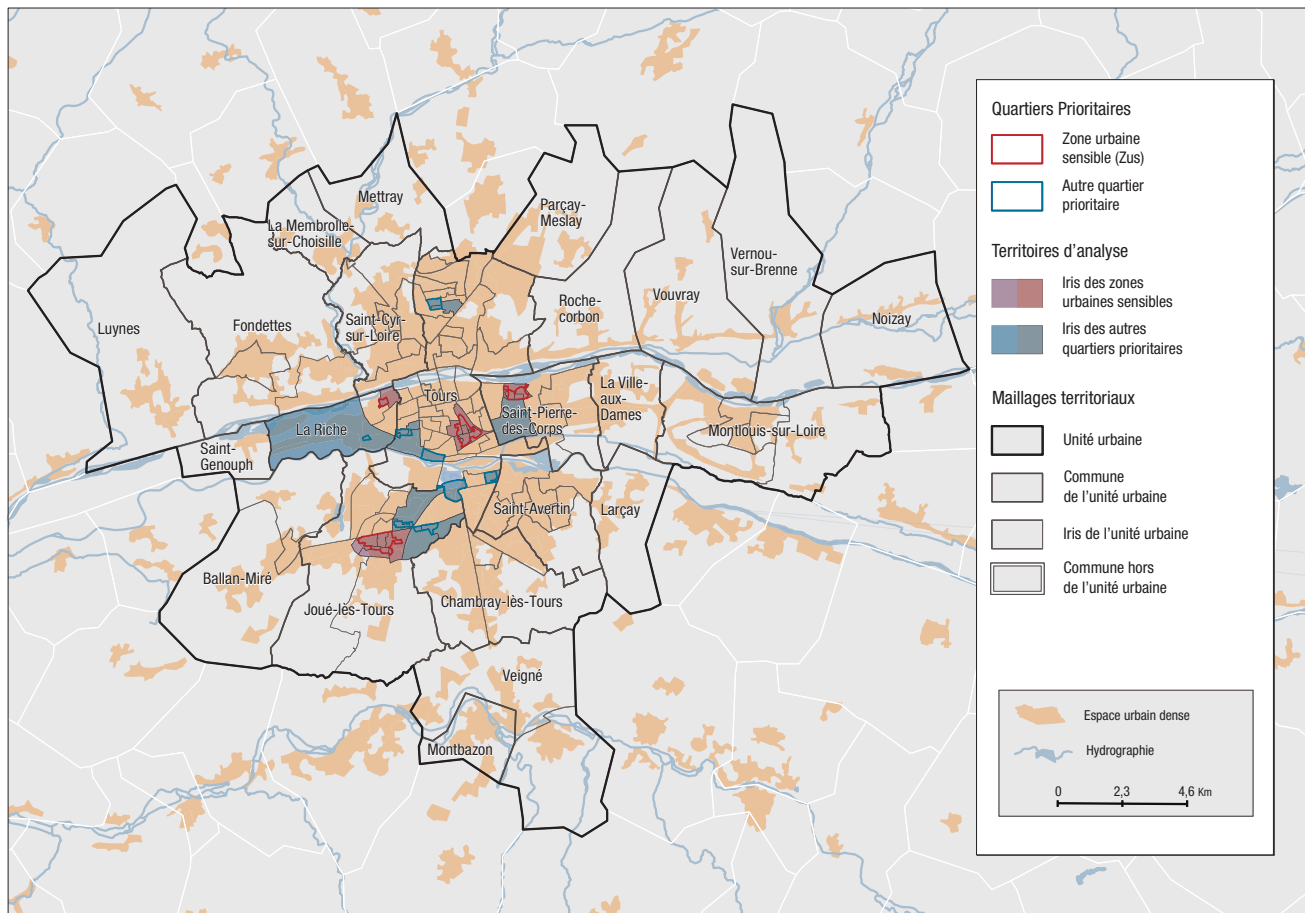
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Tours



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population résident en Zus sont délimitées en jaune.

La situation des Iris en Zus de l'agglomération tourangelle s'est particulièrement dégradée par rapport aux autres quartiers de l'agglomération sur la période. Le taux de chômage y a ainsi crû de près de 7 points pour les 25-64 ans entre 1990 et 2006 (de 16 % à 23 %), alors que ce taux est quasiment stable dans les Iris hors quartiers de la politique de la ville (8 %) et en hausse de 2 points dans les Iris en Cucs (de 12 % à 14 %). Cette dégradation vaut particulièrement pour les hommes, dont le taux de chômage a crû de 8 points (de 14 % à 22 %), alors que celui des femmes augmentait d'1 point (de 24 % à 25 %). La situation des jeunes est similaire à celle d'autres agglomérations de l'étude : la hausse massive du chômage entre 1990 et 1999 a été compensée par la réduction enregistrée entre 1999 et 2006, ramenant ainsi les taux à des niveaux proches (voire inférieurs) à ceux de 1990.

Le taux d'activité des hommes a, sur la période, particulièrement diminué dans les Iris en Zus (- 7 points) et, dans une moindre mesure dans les Iris en Cucs (- 5 points), alors que la baisse

est restée modérée dans les Iris hors quartiers (- 2 points). Le taux d'activité des femmes a augmenté beaucoup plus vite dans les Iris hors quartiers que dans les Iris en Zus ou en Cucs, creusant ainsi nettement les écarts entre les territoires. Ce taux s'établit en 2006 à 77 % dans les Iris hors quartiers, contre 70 % seulement dans les Iris en Zus et 75 % dans les Iris en Cucs.

Comme dans de nombreuses autres agglomérations de l'étude, l'écart continue à se creuser entre les Iris en zonage politique de la ville et les autres Iris de l'agglomération, suite à une croissance plus rapide de la part des diplômés dans ces derniers territoires.

L'agglomération de Tours se caractérise enfin par un vieillissement prononcé de sa population. La part de la population âgée de 65 ans ou plus a augmenté sur l'ensemble du territoire, et même de manière un peu plus marquée dans les quartiers de la politique de la ville. En 2006, environ 15 % de la population tourangelle a 65 ans ou plus.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=116	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=116	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,174*** [0,00512]	0,225*** [0,00563]	0,160*** [0,00630]	0,0546*** [0,00524]	- 0,0596*** [0,00729]	Iris hors QPV	0,0809*** [0,00198]	0,104*** [0,00341]	0,0806*** [0,00338]	0,0242*** [0,00244]	- 0,0224*** [0,00199]
Iris en Zus	0,286*** [0,0134]	0,387*** [0,0227]	0,275*** [0,0259]	0,102*** [0,0200]	- 0,0941*** [0,0284]	Iris en Zus	0,161*** [0,0139]	0,241*** [0,0188]	0,228*** [0,0210]	0,0777*** [0,00855]	- 0,0103 [0,0106]
Iris en Cucs	0,247*** [0,0192]	0,290*** [0,0206]	0,260*** [0,0321]	0,0560*** [0,0104]	- 0,0217 [0,0255]	Iris en Cucs	0,120*** [0,0136]	0,168*** [0,0194]	0,142*** [0,0216]	0,0489*** [0,0105]	- 0,0253*** [0,00765]
Part expliquée de la variance	0,44	0,477	0,294	0,097	0,054	Part expliquée de la variance	0,469	0,529	0,508	0,322	0,025
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,33*	1,62***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,88***	2,39***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=116	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=116	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0661*** [0,00246]	0,0972*** [0,00415]	0,0849*** [0,00382]	0,0329*** [0,00294]	- 0,0122*** [0,00294]	Iris hors QPV	0,124*** [0,00282]	0,132*** [0,00325]	0,0979*** [0,00384]	0,00989*** [0,00295]	- 0,0334*** [0,00314]
Iris en Zus	0,138*** [0,0118]	0,243*** [0,0189]	0,219*** [0,0175]	0,104*** [0,0111]	- 0,0256*** [0,0121]	Iris en Zus	0,240*** [0,0198]	0,281*** [0,0198]	0,254*** [0,0246]	0,0381*** [0,0107]	- 0,0208 [0,0129]
Iris en Cucs	0,100*** [0,0166]	0,161*** [0,0191]	0,142*** [0,0244]	0,0629*** [0,0132]	- 0,0187 [0,0140]	Iris en Cucs	0,189*** [0,0167]	0,203*** [0,0205]	0,178*** [0,0219]	0,0165* [0,00847]	- 0,0220** [0,0103]
Part expliquée de la variance	0,361	0,516	0,446	0,364	0,017	Part expliquée de la variance	0,532	0,563	0,498	0,09	0,02
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,79***	1,75***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,25	1,79***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=116	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=116	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,862*** [0,00651]	0,845*** [0,00788]	0,845*** [0,00516]	- 0,0168*** [0,00357]	- 0,00275 [0,00787]	Iris hors QPV	0,701*** [0,00685]	0,747*** [0,00774]	0,771*** [0,00455]	0,0461*** [0,00357]	0,0238*** [0,00833]
Iris en Zus	0,876*** [0,00814]	0,849*** [0,00876]	0,809*** [0,00936]	- 0,0264*** [0,00994]	- 0,0416*** [0,0135]	Iris en Zus	0,683*** [0,0132]	0,707*** [0,0121]	0,700*** [0,0158]	0,0229*** [0,00844]	- 0,00889 [0,0148]
Iris en Cucs	0,886*** [0,00990]	0,857*** [0,0104]	0,834*** [0,0120]	- 0,0325*** [0,0124]	- 0,0232 [0,0157]	Iris en Cucs	0,705*** [0,0130]	0,750*** [0,00777]	0,748*** [0,0102]	0,0430*** [0,0133]	- 0,00251 [0,00985]
Part expliquée de la variance	0,033	0,004	0,05	0,025	0,05	Part expliquée de la variance	0,011	0,055	0,174	0,04	0,046
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,07	0,881			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,01	1,02		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=112	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=112	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,158*** [0,0101]	0,235*** [0,0125]	0,290*** [0,0141]	0,0767*** [0,00457]	0,0511*** [0,00426]	Iris hors QPV	0,147*** [0,00818]	0,231*** [0,0107]	0,290*** [0,0119]	0,0851*** [0,00487]	0,0585*** [0,00434]
Iris en Zus	0,0658*** [0,0119]	0,108*** [0,0185]	0,140*** [0,0215]	0,0401*** [0,00930]	0,0293*** [0,00645]	Iris en Zus	0,0662*** [0,0145]	0,107*** [0,0179]	0,143*** [0,0238]	0,0417*** [0,00613]	0,0347*** [0,00877]
Iris en Cucs	0,0951*** [0,0136]	0,135*** [0,0169]	0,163*** [0,0162]	0,0336*** [0,00673]	0,0272** [0,0106]	Iris en Cucs	0,0911*** [0,0135]	0,136*** [0,0139]	0,167*** [0,0170]	0,0402*** [0,00642]	0,0311*** [0,0115]
Part expliquée de la variance	0,147	0,178	0,196	0,164	0,067	Part expliquée de la variance	0,165	0,224	0,242	0,192	0,077
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,2	1,28*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,25	1,40**		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=112	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=112	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,158*** [0,00654]	0,174*** [0,00649]	0,178*** [0,00612]	0,0196*** [0,00447]	0,00582* [0,00312]	Iris hors QPV	0,0906*** [0,00428]	0,109*** [0,00471]	0,123*** [0,00618]	0,0206*** [0,00346]	0,0164*** [0,00399]
Iris en Zus	0,114*** [0,0120]	0,132*** [0,0103]	0,148*** [0,0160]	0,0184*** [0,00690]	0,0188** [0,00930]	Iris en Zus	0,179*** [0,0136]	0,228*** [0,0145]	0,252*** [0,0162]	0,0483*** [0,00997]	0,0236*** [0,00622]
Iris en Cucs	0,0939*** [0,0133]	0,125*** [0,0138]	0,140*** [0,0134]	0,0317*** [0,00790]	0,0144* [0,00818]	Iris en Cucs	0,151*** [0,0154]	0,178*** [0,0212]	0,217*** [0,0239]	0,0296** [0,0141]	0,0397*** [0,00820]
Part expliquée de la variance	0,151	0,1	0,055	0,011	0,024	Part expliquée de la variance	0,377	0,422	0,369	0,065	0,044
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,898	0,834			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,24	1,63***		

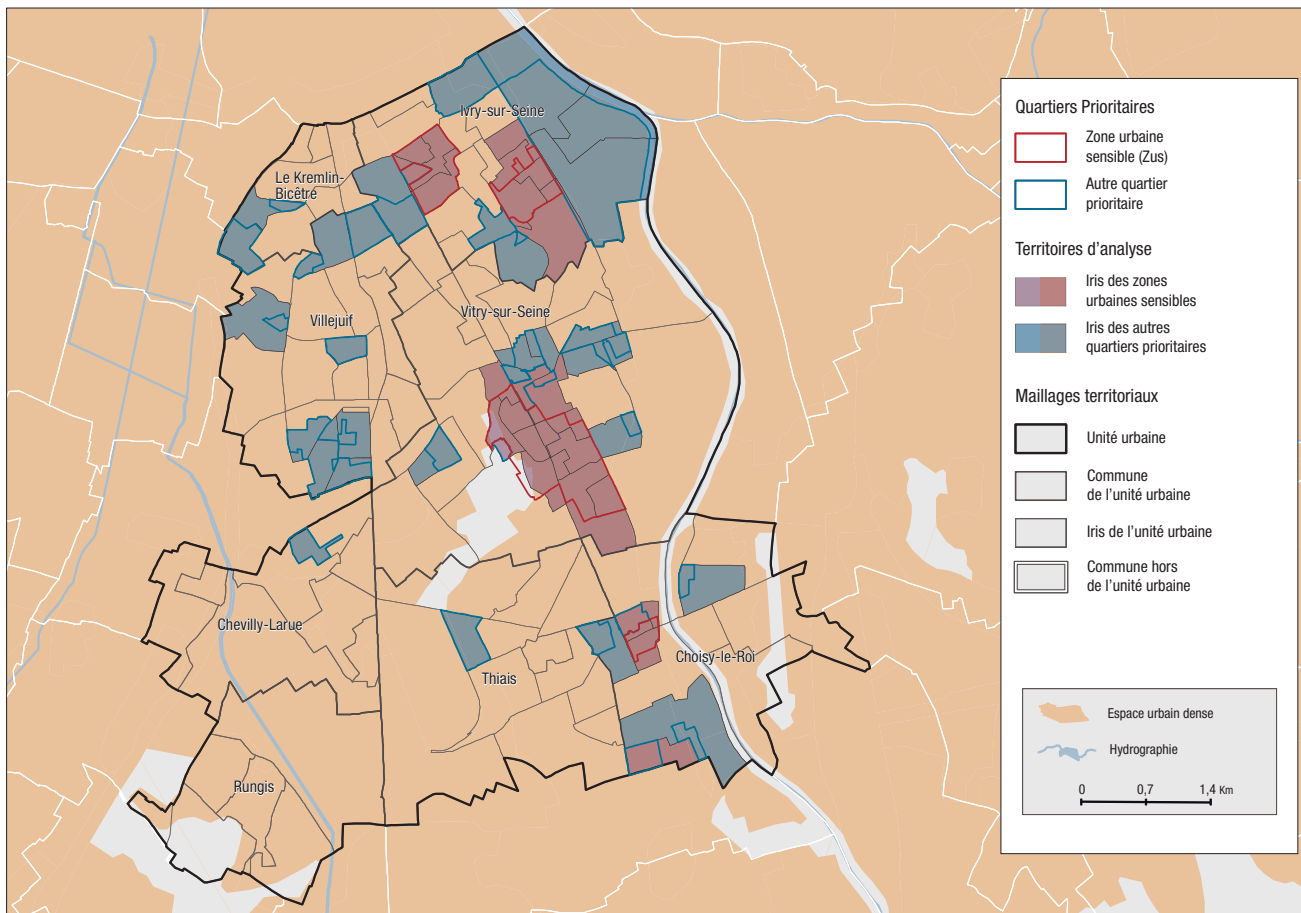
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Vitry-sur-Seine



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lection : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population résident en Zus sont délimitées en jaune.

L'agglomération de Vitry-sur-Seine a connu, comme l'ensemble des agglomérations de cette étude, une dégradation marquée des taux de chômage des 15-24 ans, des 25-64 ans, des hommes et des femmes entre 1990 et 1999. Le chômage des 25-64 ans est ainsi passé de 8 % en 1990 dans les Iris hors quartiers de la politique de la ville à 11 % en 1999, alors que celui des Iris en Zus est passé de 11 à 17 %. L'amélioration observée entre 1999 et 2006 n'a pas permis de ramener les taux de chômage en 2006 à ceux de 1990 : sur l'ensemble de la période observée, le taux de chômage a ainsi augmenté de près de 3 points dans les Iris hors quartiers, de 4 points dans les Iris en Zus ou en Cucs. Cette dynamique est assez semblable chez les hommes et chez les femmes.

Les taux d'activité des hommes ont particulièrement diminué sur la période 1990-2006, de 4 à 5 points suivant le type d'Iris considéré. Les taux d'activité des femmes ont, au contraire, augmenté sur la même période, et notamment entre 1990

et 1999. La croissance est de l'ordre de 3 à 4 points pour les taux d'activité des femmes quel que soit le type d'Iris.

L'ensemble des quartiers de l'agglomération a connu une forte augmentation de la part des diplômés « bac + 2 ou plus » sur la période, aussi bien chez les femmes que chez les hommes. Cette croissance est légèrement plus marquée pour les Iris hors quartiers et les Iris en Cucs que pour les Iris en Zus, maintenant ainsi, sur la période, l'écart initial. En 2006, cet écart s'établit à 10 points pour les hommes (27 % pour les Iris hors quartiers contre 17 % pour les Iris en Zus) et de 11 points pour les femmes (28 % pour les Iris hors quartiers contre 17 % pour les Iris en Zus).

En termes de composition familiale, la part des familles monoparentales a rapidement crû dans l'ensemble des quartiers de l'agglomération sur la période. Cette part s'établit en 2006 à 17 % dans les Iris hors quartiers, 25 % dans les Iris en Zus et 21 % dans les Iris en Cucs.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=125	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=128	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,132*** [0,00471]	0,192*** [0,00784]	0,180*** [0,0104]	0,0624*** [0,00803]	- 0,00596 [0,0103]	Iris hors QPV	0,0767*** [0,00316]	0,113*** [0,00564]	0,102*** [0,00366]	0,0396*** [0,00385]	- 0,0123** [0,00571]
Iris en Zus	0,204*** [0,0171]	0,286*** [0,0207]	0,293*** [0,0181]	0,0896*** [0,0164]	0,0143 [0,0178]	Iris en Zus	0,112*** [0,00721]	0,171*** [0,00986]	0,157*** [0,00798]	0,0597*** [0,00442]	- 0,0145* [0,00749]
Iris en Cucs	0,182*** [0,00823]	0,243*** [0,0156]	0,212*** [0,0191]	0,0627*** [0,0137]	- 0,021 [0,0187]	Iris en Cucs	0,0968*** [0,00367]	0,150*** [0,00581]	0,141*** [0,00776]	0,0553*** [0,00427]	- 0,0078 [0,00738]
Part expliquée de la variance	0,292	0,209	0,191	0,026	0,017	Part expliquée de la variance	0,228	0,227	0,318	0,088	0,002
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,66***	2,37***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,92***	1,43**		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=128	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=128	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0781*** [0,00425]	0,126*** [0,00881]	0,110*** [0,00461]	0,0505*** [0,00639]	- 0,0160* [0,00890]	Iris hors QPV	0,0878*** [0,00266]	0,111*** [0,00363]	0,110*** [0,00422]	0,0263*** [0,00226]	- 0,00157 [0,00345]
Iris en Zus	0,115*** [0,00858]	0,186*** [0,0105]	0,169*** [0,00932]	0,0719*** [0,00506]	- 0,0168* [0,00867]	Iris en Zus	0,137*** [0,0105]	0,177*** [0,0117]	0,178*** [0,0100]	0,0408*** [0,00679]	0,000354 [0,00813]
Iris en Cucs	0,101*** [0,00380]	0,161*** [0,00646]	0,141*** [0,00855]	0,0621*** [0,00498]	- 0,0177* [0,00985]	Iris en Cucs	0,116*** [0,00516]	0,154*** [0,00728]	0,160*** [0,0105]	0,0402*** [0,00543]	0,00615 [0,00900]
Part expliquée de la variance	0,187	0,159	0,245	0,048	0,000	Part expliquée de la variance	0,31	0,349	0,317	0,073	0,007
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,95***	1,29*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,29*	1,58***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=128	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=128	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,890*** [0,00881]	0,884*** [0,00517]	0,850*** [0,0148]	-0,0116*** [0,00379]	- 0,0388** [0,0163]	Iris hors QPV	0,765*** [0,00561]	0,802*** [0,00465]	0,806*** [0,00482]	0,0314*** [0,00401]	0,00348 [0,00469]
Iris en Zus	0,886*** [0,00518]	0,877*** [0,00512]	0,852*** [0,00689]	- 0,00996** [0,00478]	- 0,0263*** [0,00579]	Iris en Zus	0,730*** [0,0124]	0,761*** [0,00951]	0,750*** [0,0104]	0,0291*** [0,00689]	- 0,0102 [0,00658]
Iris en Cucs	0,891*** [0,00551]	0,872*** [0,00652]	0,855*** [0,0136]	- 0,0200*** [0,00674]	- 0,0152 [0,0103]	Iris en Cucs	0,738*** [0,00663]	0,776*** [0,00496]	0,781*** [0,00839]	0,0365*** [0,00665]	0,00134 [0,00765]
Part expliquée de la variance	0,000	0,015	0,000	0,015	0,01	Part expliquée de la variance	0,094	0,171	0,198	0,005	0,017
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,530***	2,46***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,762*	1,06		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=128	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=127	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,143*** [0,00754]	0,230*** [0,0103]	0,274*** [0,0114]	0,0793*** [0,00460]	0,0414*** [0,00548]	Iris hors QPV	0,137*** [0,00535]	0,230*** [0,00801]	0,281*** [0,00883]	0,0864*** [0,00457]	0,0521*** [0,00516]
Iris en Zus	0,0946*** [0,0108]	0,142*** [0,0127]	0,173*** [0,0176]	0,0453*** [0,00696]	0,0301*** [0,0111]	Iris en Zus	0,0858*** [0,00726]	0,134*** [0,0121]	0,169*** [0,0148]	0,0495*** [0,00676]	0,0357*** [0,00748]
Iris en Cucs	0,100*** [0,00754]	0,158*** [0,00897]	0,219*** [0,0125]	0,0568*** [0,00617]	0,0568*** [0,00674]	Iris en Cucs	0,0991*** [0,00708]	0,170*** [0,00907]	0,216*** [0,0151]	0,0702*** [0,00607]	0,0403*** [0,00888]
Part expliquée de la variance	0,142	0,229	0,174	0,125	0,033	Part expliquée de la variance	0,234	0,305	0,276	0,135	0,027
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,26*	1,46**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,55***	1,92***		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=128	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=126	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,112*** [0,00560]	0,129*** [0,00512]	0,127*** [0,00518]	0,0208*** [0,00345]	- 0,00181 [0,00246]	Iris hors QPV	0,120*** [0,00368]	0,148*** [0,00479]	0,171*** [0,00566]	0,0305*** [0,00473]	0,0218*** [0,00448]
Iris en Zus	0,104*** [0,0164]	0,138*** [0,0187]	0,122*** [0,00856]	0,0304*** [0,00560]	- 0,014 [0,0113]	Iris en Zus	0,175*** [0,00820]	0,217*** [0,00831]	0,246*** [0,0104]	0,0418*** [0,00636]	0,0273*** [0,00943]
Iris en Cucs	0,105*** [0,00783]	0,124*** [0,00763]	0,121*** [0,00872]	0,0185*** [0,00403]	- 0,000434 [0,00623]	Iris en Cucs	0,157*** [0,00879]	0,186*** [0,00869]	0,214*** [0,00964]	0,0327*** [0,00760]	0,0299*** [0,00931]
Part expliquée de la variance	0,004	0,007	0,003	0,023	0,023	Part expliquée de la variance	0,294	0,32	0,279	0,013	0,006
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,815	0,553***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,08	1,34*		

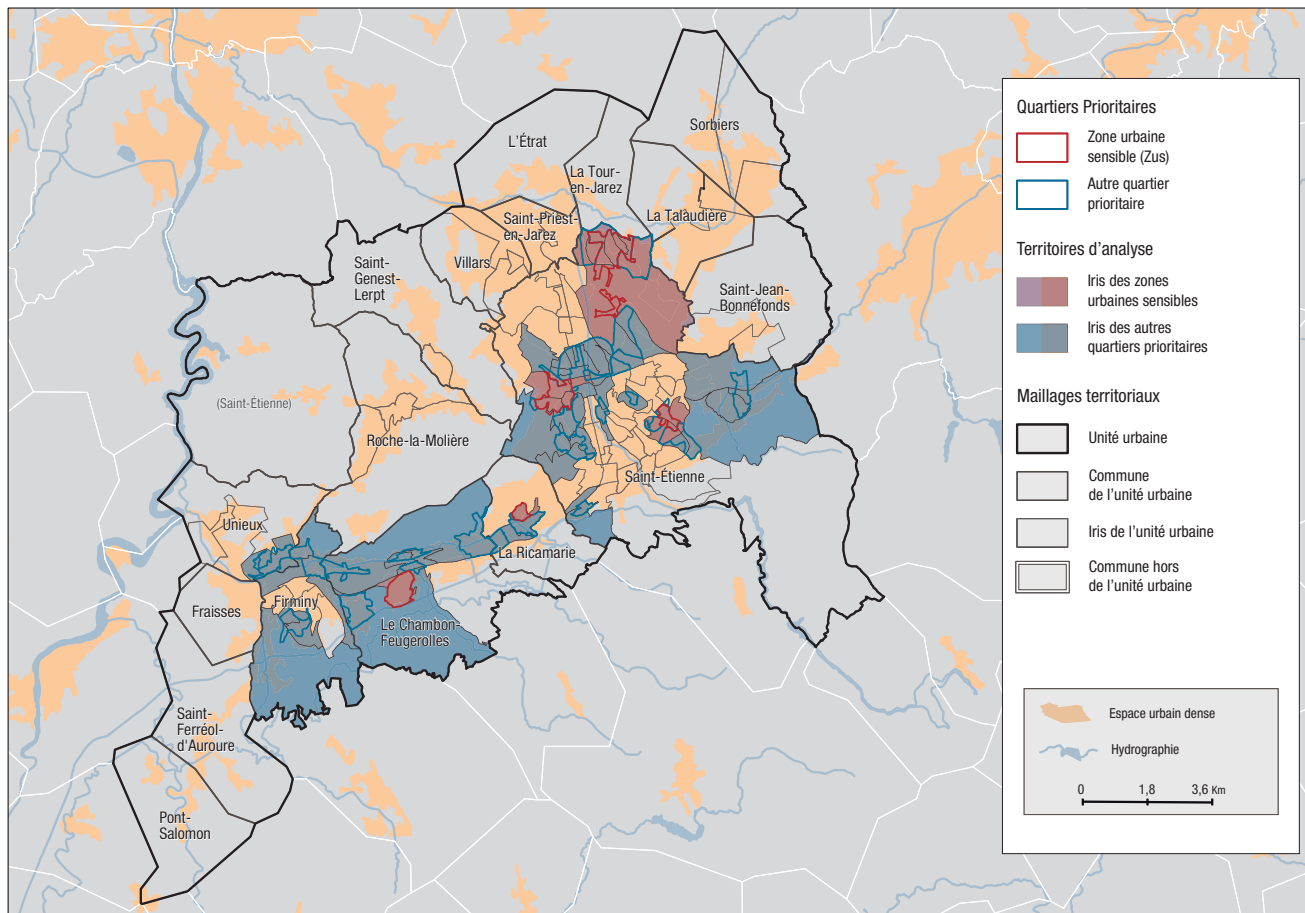
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Saint-Étienne



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lection : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population résident en Zus sont délimitées en jaune.

À Saint-Étienne, la réduction du chômage des 15-24 ans, comme celui des 25-64 ans, entre 1999 et 2006 a compensé la hausse enregistrée durant la décennie précédente. Ce faisant, les taux de chômage en 2006 sont relativement proches (ou légèrement en deçà) de ceux de 1990. Il s'ensuit que l'écart entre les Iris en Zus et en Cucs et les autres Iris de l'agglomération s'est maintenu. Il s'établit à 15 points entre les Iris en Zus et les Iris hors quartiers de la politique de la ville pour les 15-24 ans et à 12 points pour les 25-64 ans. Par ailleurs, l'asymétrie de la dynamique des taux de chômage pour les hommes et pour les femmes est notable. Les taux de chômage se sont dégradés pour les hommes quel que soit le type d'Iris considéré (+ 1 point pour les Iris hors quartiers, + 3 points pour les autres Iris). À l'inverse, les taux de chômage ont diminué pour les femmes, de l'ordre de 4 à 5 points dans l'ensemble des Iris de l'agglomération.

Le taux d'activité des hommes a significativement décru dans les Iris en Zus mais est resté relativement stable dans le reste de l'agglomération stéphanoise. Les taux d'activité des femmes ont quant à eux augmenté, particulièrement dans les Iris hors quartiers (+ 10 points) et dans les Iris en Cucs (+ 8 points).

Le taux de diplômés « bac + 2 ou plus » croît significativement sur la période 1990-2006, et ceci de manière légèrement plus rapide pour les femmes que pour les hommes. Dans les deux cas, la croissance observée dans les quartiers de la politique de la ville reste en-deçà de celle observée dans les autres quartiers de l'agglomération.

Il faut par ailleurs relever la hausse significative de la part de la population âgée de 65 ans ou plus dans l'ensemble de l'agglomération stéphanoise, ainsi que celle de la part des familles monoparentales. L'accroissement de cette dernière est relativement uniforme sur l'ensemble du territoire (+ 3 points).

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=110	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=110	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,191*** [0,00754]	0,221*** [0,00572]	0,171*** [0,00800]	0,0301*** [0,00653]	- 0,0476*** [0,00817]	Iris hors QPV	0,0922*** [0,00357]	0,106*** [0,00448]	0,0835*** [0,00451]	0,0151*** [0,00260]	- 0,0227*** [0,00231]
Iris en Zus	0,346*** [0,0218]	0,417*** [0,0189]	0,320*** [0,0273]	0,0737*** [0,0270]	- 0,0748*** [0,0263]	Iris en Zus	0,202*** [0,0138]	0,260*** [0,0204]	0,205*** [0,0165]	0,0641*** [0,00911]	- 0,0481*** [0,0148]
Iris en Cucs	0,262*** [0,00816]	0,300*** [0,0105]	0,229*** [0,0129]	0,0420*** [0,00981]	- 0,0649*** [0,0118]	Iris en Cucs	0,140*** [0,00509]	0,169*** [0,00774]	0,146*** [0,00985]	0,0314*** [0,00388]	- 0,0206*** [0,00472]
Part expliquée de la variance	0,495	0,583	0,316	0,054	0,021	Part expliquée de la variance	0,596	0,588	0,493	0,327	0,075
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,1	1,31*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,53**	1,56**		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=110	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=110	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0694*** [0,00392]	0,0943*** [0,00521]	0,0846*** [0,00513]	0,0258*** [0,00305]	- 0,00964*** [0,00359]	Iris hors QPV	0,143*** [0,00481]	0,138*** [0,00451]	0,105*** [0,00507]	- 0,00461 [0,00356]	- 0,0331*** [0,00309]
Iris en Zus	0,179*** [0,0157]	0,258*** [0,0199]	0,208*** [0,0125]	0,0860*** [0,0117]	- 0,0462*** [0,0176]	Iris en Zus	0,297*** [0,0197]	0,309*** [0,0236]	0,246*** [0,0262]	0,0197* [0,0104]	- 0,0498*** [0,0196]
Iris en Cucs	0,117*** [0,00622]	0,161*** [0,00934]	0,149*** [0,0108]	0,0457*** [0,00437]	- 0,0115** [0,00563]	Iris en Cucs	0,208*** [0,00630]	0,208*** [0,00761]	0,170*** [0,0106]	0,00195 [0,00485]	- 0,0339*** [0,00686]
Part expliquée de la variance	0,533	0,577	0,484	0,343	0,087	Part expliquée de la variance	0,605	0,589	0,424	0,065	0,015
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,41**	1,22			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,15	1,39**		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=110	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=110	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,808*** [0,0113]	0,806*** [0,0117]	0,815*** [0,00718]	0,000899 [0,00651]	0,00845 [0,0103]	Iris hors QPV	0,637*** [0,0109]	0,700*** [0,0111]	0,745*** [0,00544]	0,0652*** [0,00462]	0,0445*** [0,0129]
Iris en Zus	0,824*** [0,0122]	0,816*** [0,00775]	0,780*** [0,0136]	- 0,00978 [0,00792]	- 0,0378*** [0,00999]	Iris en Zus	0,566*** [0,0220]	0,609*** [0,0193]	0,583*** [0,0237]	0,0386*** [0,00912]	- 0,0309* [0,0176]
Iris en Cucs	0,807*** [0,0147]	0,820*** [0,0121]	0,806*** [0,00619]	0,0149*** [0,00516]	- 0,0146 [0,0151]	Iris en Cucs	0,612*** [0,0128]	0,689*** [0,0142]	0,695*** [0,00924]	0,0764*** [0,00544]	0,00673 [0,0197]
Part expliquée de la variance	0,008	0,015	0,057	0,054	0,072	Part expliquée de la variance	0,122	0,168	0,477	0,104	0,122
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,864	0,594***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,06	1,36*		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=102	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=102	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,148*** [0,0108]	0,196*** [0,0119]	0,228*** [0,0128]	0,0498*** [0,00495]	0,0318*** [0,00397]	Iris hors QPV	0,121*** [0,00750]	0,183*** [0,00964]	0,225*** [0,0112]	0,0616*** [0,00533]	0,0426*** [0,00484]
Iris en Zus	0,0620*** [0,0140]	0,103*** [0,0202]	0,132*** [0,0200]	0,0400*** [0,00691]	0,0276*** [0,00730]	Iris en Zus	0,0604*** [0,0107]	0,0933*** [0,0165]	0,127*** [0,0200]	0,0321*** [0,00913]	0,0339** [0,0145]
Iris en Cucs	0,0971*** [0,0104]	0,147*** [0,0136]	0,175*** [0,0163]	0,0477*** [0,00499]	0,0266*** [0,00511]	Iris en Cucs	0,0835*** [0,00730]	0,145*** [0,0118]	0,172*** [0,0137]	0,0611*** [0,00627]	0,0264*** [0,00587]
Part expliquée de la variance	0,189	0,143	0,125	0,011	0,007	Part expliquée de la variance	0,197	0,165	0,163	0,071	0,04
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,05	1,13			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,31*	1,53**		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=102	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=102	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,184*** [0,00921]	0,221*** [0,00925]	0,233*** [0,00990]	0,0383*** [0,00428]	0,0134*** [0,00445]	Iris hors QPV	0,0999*** [0,00418]	0,127*** [0,00565]	0,135*** [0,00641]	0,0287*** [0,00500]	0,00854** [0,00421]
Iris en Zus	0,109*** [0,0152]	0,148*** [0,0157]	0,150*** [0,0145]	0,0374*** [0,00582]	0,004 [0,00976]	Iris en Zus	0,157*** [0,00824]	0,186*** [0,0140]	0,178*** [0,0121]	0,0301*** [0,0113]	- 0,00499 [0,0114]
Iris en Cucs	0,158*** [0,00803]	0,185*** [0,00748]	0,182*** [0,00879]	0,0269*** [0,00559]	- 0,00126 [0,00624]	Iris en Cucs	0,123*** [0,00470]	0,155*** [0,00575]	0,163*** [0,00738]	0,0325*** [0,00503]	0,0101 [0,00635]
Part expliquée de la variance	0,18	0,171	0,211	0,032	0,041	Part expliquée de la variance	0,307	0,2	0,122	0,002	0,018
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,894	1,06			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,40**	1,51**		

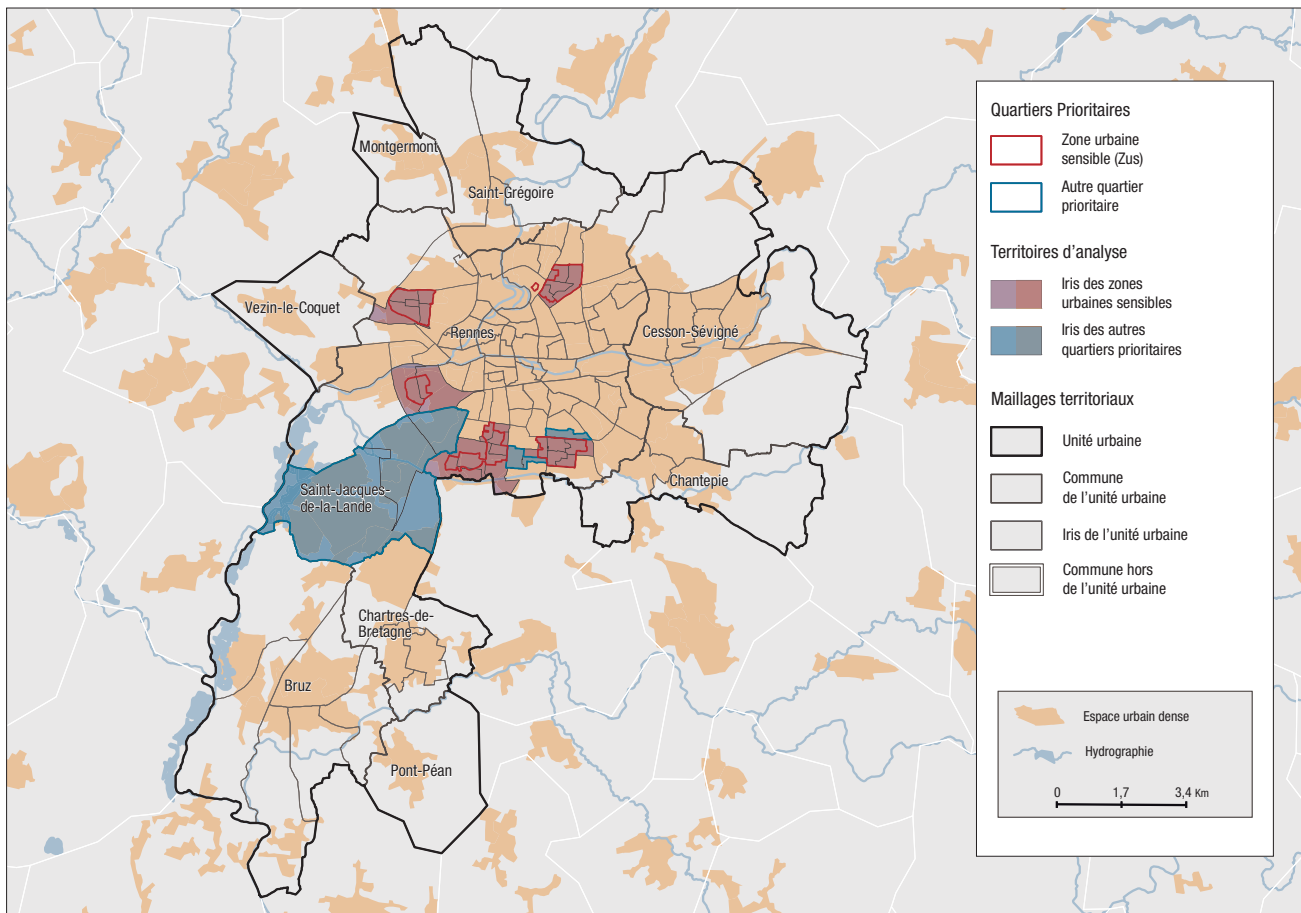
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Rennes



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

LECTURE : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population résident en Zus sont délimitées en jaune.

Après avoir connu une forte hausse entre 1990 et 1999, le taux de chômage des hommes a très légèrement décroché dans l'agglomération rennaise entre 1999 et 2006, de manière un peu plus marquée dans les quartiers Cucs qu'ailleurs. Le taux de chômage des femmes est stable sur l'ensemble de la période, avec une baisse légère pour les Iris hors quartiers de la politique de la ville, entre 1999 et 2006. Le taux de chômage des jeunes fluctue davantage : après une forte hausse entre 1990 et 1999, particulièrement marquée en Zus et dans les Cucs (8 à 9 points de hausse), il a connu une baisse presque aussi marquée entre 1999 et 2006, moins nette toutefois dans les quartiers Cucs qu'ailleurs.

Comme dans d'autres agglomérations, le taux d'activité des hommes diminue. Contrairement à d'autres lieux, le taux d'activité des femmes diminue également sur la période observée dans les quartiers sensibles (de 1 point en Zus, 4 points en Cucs) alors qu'il augmente (de 4 points) dans le reste de l'agglomération.

Avec un taux de diplômés de niveau « bac + 2 ou plus » deux fois plus faible dans les Iris de la politique de la ville qu'ailleurs, la population des quartiers se distingue fortement de celles des autres quartiers rennais. Les Iris en Cucs connaissent une croissance, depuis 1999, inférieure à celle des Iris en Zus et, tandis que le taux de femmes diplômées de niveau « bac + 2 ou plus » augmentait de 6 points hors quartiers de la politique de la ville, il n'augmentait que d'un point dans les Iris en Cucs.

Le taux de personnes âgées de plus de 65 ans est en augmentation régulière depuis 1990 dans les quartiers de la politique de la ville (+ 8 points dans les Iris en Cucs et + 5 points en Zus), alors qu'ailleurs cette proportion est restée stable.

La part des familles monoparentales a sensiblement augmenté depuis 1990, particulièrement en Zus entre 1990 et 1999. Le taux de familles monoparentales témoigne, en 2006, d'une nette gradation des situations, avec 25 % en Zus, 17 % en Cucs et 12 % ailleurs.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=107	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=109	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,157*** [0,00538]	0,203*** [0,00715]	0,126*** [0,00604]	0,0513*** [0,00842]	- 0,0726*** [0,00783]	Iris hors QPV	0,0713*** [0,00301]	0,0914*** [0,00437]	0,0775*** [0,00385]	0,0226*** [0,00236]	- 0,0138*** [0,00262]
Iris en Zus	0,226*** [0,0113]	0,307*** [0,0146]	0,233*** [0,0180]	0,0876*** [0,0127]	- 0,0648*** [0,0178]	Iris en Zus	0,123*** [0,00834]	0,160*** [0,0125]	0,148*** [0,0131]	0,0392*** [0,00639]	- 0,0121* [0,00694]
Iris en Cucs	0,174*** [0,0111]	0,205*** [0,0355]	0,196*** [0,0178]	0,0398 [0,0344]	0,00122 [0,0159]	Iris en Cucs	0,0822*** [0,00792]	0,104*** [0,0118]	0,0939*** [0,00699]	0,0213*** [0,00530]	- 0,00872* [0,00490]
Part expliquée de la variance	0,279	0,344	0,352	0,064	0,047	Part expliquée de la variance	0,332	0,33	0,349	0,087	0,002
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,45**	1,80***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,30*	1,35*		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=109	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=108	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0642*** [0,00385]	0,0938*** [0,00550]	0,0857*** [0,00485]	0,0325*** [0,00328]	- 0,00832** [0,00331]	Iris hors QPV	0,101*** [0,00303]	0,108*** [0,00403]	0,0844*** [0,00311]	0,00917*** [0,00270]	- 0,0235*** [0,00329]
Iris en Zus	0,106*** [0,00809]	0,166*** [0,0137]	0,155*** [0,0151]	0,0621*** [0,00742]	- 0,0115 [0,00911]	Iris en Zus	0,173*** [0,0106]	0,186*** [0,0123]	0,170*** [0,0124]	0,0160** [0,00691]	- 0,0164* [0,00897]
Iris en Cucs	0,0642*** [0,00924]	0,0992*** [0,0185]	0,0931*** [0,00773]	0,0381*** [0,0103]	- 0,0039 [0,0108]	Iris en Cucs	0,126*** [0,00625]	0,127*** [0,0111]	0,122*** [0,00892]	-0,00213 [0,00738]	- 0,00139 [0,00644]
Part expliquée de la variance	0,199	0,305	0,268	0,155	0,002	Part expliquée de la variance	0,445	0,384	0,489	0,023	0,027
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,25	1,28*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,18	1,21		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=109	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=109	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,852*** [0,0103]	0,830*** [0,00919]	0,856*** [0,00770]	- 0,0236*** [0,00621]	0,0250*** [0,00783]	Iris hors QPV	0,736*** [0,00927]	0,753*** [0,00848]	0,792*** [0,00645]	0,0142** [0,00592]	0,0367*** [0,00837]
Iris en Zus	0,879*** [0,00934]	0,862*** [0,00823]	0,837*** [0,0111]	- 0,0206*** [0,00667]	- 0,0244** [0,00975]	Iris en Zus	0,751*** [0,00770]	0,749*** [0,0105]	0,746*** [0,0143]	- 0,0064 [0,00763]	- 0,00255 [0,00950]
Iris en Cucs	0,822*** [0,0388]	0,801*** [0,0232]	0,868*** [0,0185]	- 0,0149 [0,0141]	0,064 [0,0423]	Iris en Cucs	0,713*** [0,0428]	0,729*** [0,0271]	0,806*** [0,0296]	0,0259** [0,0125]	0,0713 [0,0573]
Part expliquée de la variance	0,035	0,045	0,014	0,002	0,144	Part expliquée de la variance	0,02	0,008	0,085	0,037	0,088
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,805	0,802			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,966	1,12		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=104	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=103	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,259*** [0,0157]	0,364*** [0,0160]	0,410*** [0,0153]	0,103*** [0,00548]	0,0474*** [0,00612]	Iris hors QPV	0,218*** [0,0108]	0,332*** [0,0125]	0,395*** [0,0130]	0,113*** [0,00543]	0,0643*** [0,00492]
Iris en Zus	0,126*** [0,0111]	0,161*** [0,0122]	0,199*** [0,0170]	0,0314*** [0,00705]	0,0365*** [0,00916]	Iris en Zus	0,103*** [0,00800]	0,157*** [0,0124]	0,200*** [0,0131]	0,0493*** [0,00741]	0,0416*** [0,00748]
Iris en Cucs	0,117*** [0,0216]	0,155*** [0,0131]	0,184*** [0,0106]	0,0440*** [0,0115]	0,0286 [0,0233]	Iris en Cucs	0,130*** [0,0191]	0,176*** [0,0161]	0,189*** [0,0173]	0,0485*** [0,00564]	0,0136 [0,00912]
Part expliquée de la variance	0,237	0,38	0,381	0,351	0,01	Part expliquée de la variance	0,315	0,412	0,436	0,308	0,084
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,1	1,06			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,30*	1,38*		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=104	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=104	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,128*** [0,00712]	0,135*** [0,00719]	0,136*** [0,00714]	0,0144*** [0,00460]	0,00358 [0,00434]	Iris hors QPV	0,103*** [0,00475]	0,118*** [0,00460]	0,124*** [0,00601]	0,0167*** [0,00419]	0,00634 [0,00420]
Iris en Zus	0,0718*** [0,00707]	0,108*** [0,00814]	0,124*** [0,0103]	0,0358*** [0,00381]	0,0163** [0,00656]	Iris en Zus	0,184*** [0,0113]	0,231*** [0,0148]	0,245*** [0,0153]	0,0508*** [0,0112]	0,0158** [0,00645]
Iris en Cucs	0,0720*** [0,0203]	0,118*** [0,0254]	0,155*** [0,0242]	0,0509*** [0,00707]	0,0363** [0,0158]	Iris en Cucs	0,152*** [0,0102]	0,156*** [0,00902]	0,165*** [0,0164]	0,00166 [0,0133]	0,0115 [0,00835]
Part expliquée de la variance	0,203	0,044	0,01	0,099	0,041	Part expliquée de la variance	0,395	0,523	0,476	0,12	0,013
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,854	0,863			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,29*	1,45**		

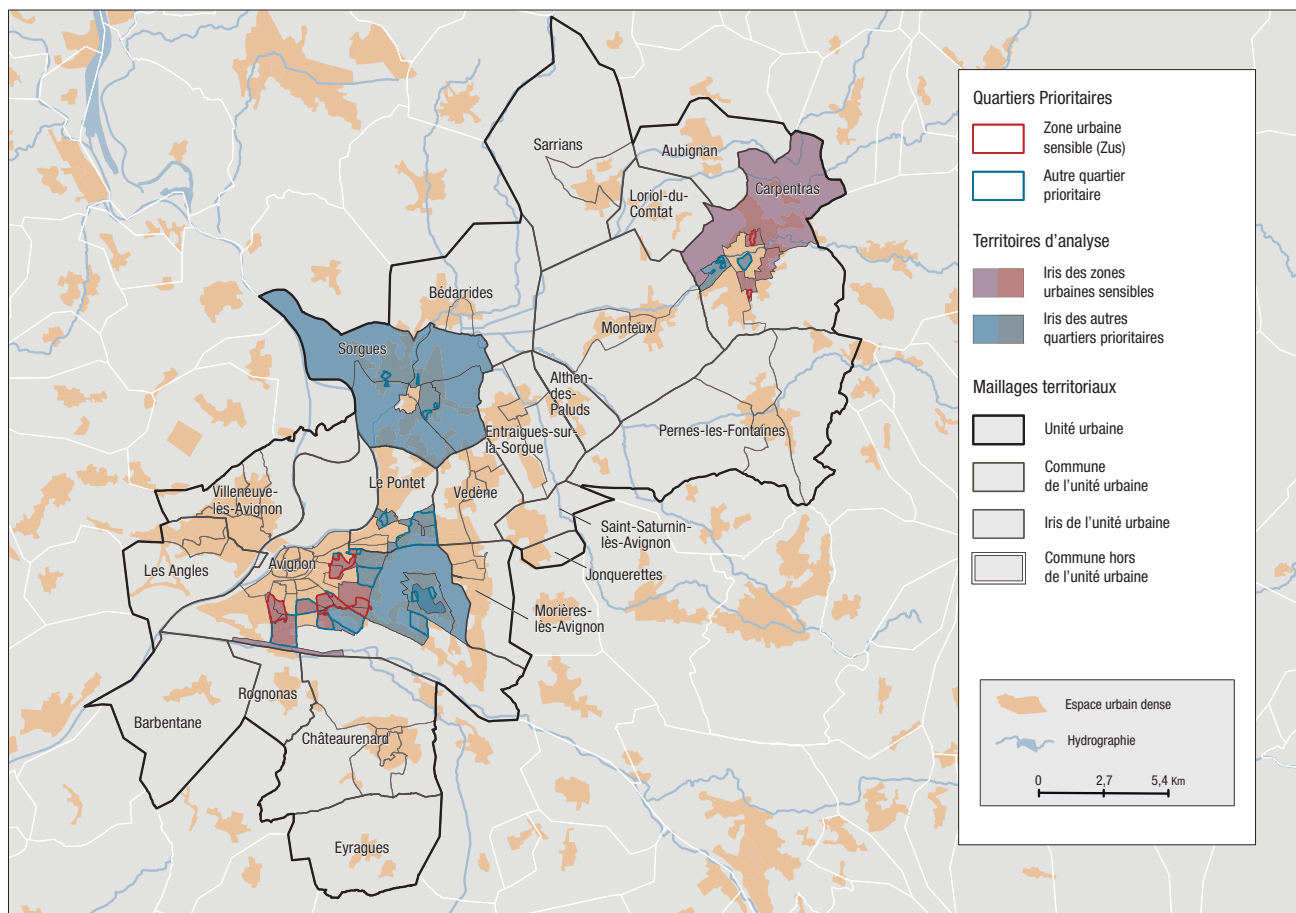
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Avignon



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population résident en Zus sont délimitées en jaune.

À Avignon, alors que la hausse du chômage des jeunes entre 1990 et 1999 dans les Iris hors quartiers de la politique de la ville a été résorbée par une baisse entre 1999 et 2006, la situation s'est détériorée de manière importante dans les Iris en Zus et en Cucs (+ 10 points et + 4 points de chômage). Seul le taux de chômage des 25-64 ans dans les Iris en Zus s'est dégradé sur la période (+ 5 points), alors que les taux de chômage en 1990 et 2006 sont comparables dans les Iris hors quartiers (12 %) et en Cucs (14 %). Les taux de chômage des hommes se sont légèrement détériorés sur la période dans les Iris en Cucs ou hors quartiers (+ 2 points), mais l'accroissement est beaucoup plus marqué dans les Iris en Zus (+ 7 points). À l'inverse, le taux de chômage des femmes a diminué dans les Iris en Cucs et hors quartiers, et a légèrement augmenté dans les Iris en Zus (+ 2 points).

Les taux d'activité des hommes ont diminué dans l'ensemble des Iris pour atteindre un taux proche de 80 % en 2006. À l'inverse, le taux d'activité des femmes a particulièrement augmenté dans les Iris hors quartiers (+ 11 points) et dans une moindre mesure dans les Iris en Cucs (+ 7 points). Il est resté constant dans les Iris en Zus.

Le taux de diplômés « bac + 2 ou plus » croît significativement sur la période, et de manière légèrement plus rapide pour les femmes que pour les hommes. Dans les deux cas, la croissance observée dans les Iris des quartiers de la politique de la ville reste en-deçà de celle observée dans les autres Iris de l'agglomération avignonnaise.

En termes de composition familiale, il convient de relever l'accroissement significatif de la part des familles monoparentales, surtout dans les Iris des zonages de la politique de la ville.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 88	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 87	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,224*** [0,00758]	0,262*** [0,00888]	0,220*** [0,0110]	0,0403*** [0,00800]	- 0,0364*** [0,0102]	Iris hors QPV	0,112*** [0,00409]	0,137*** [0,00550]	0,119*** [0,00696]	0,0277*** [0,00410]	- 0,0194*** [0,00258]
Iris en Zus	0,311*** [0,0207]	0,416*** [0,0234]	0,403*** [0,0524]	0,101*** [0,0184]	- 0,0118 [0,0434]	Iris en Zus	0,170*** [0,0150]	0,249*** [0,0272]	0,218*** [0,0274]	0,0838*** [0,0138]	- 0,0305*** [0,0102]
Iris en Cucs	0,262*** [0,0230]	0,343*** [0,0180]	0,305*** [0,0267]	0,0819*** [0,0167]	- 0,0291 [0,0185]	Iris en Cucs	0,140*** [0,0118]	0,177*** [0,0172]	0,139*** [0,0167]	0,0409*** [0,00804]	- 0,0357*** [0,00831]
Part expliquée de la variance	0,211	0,463	0,309	0,134	0,009	Part expliquée de la variance	0,251	0,332	0,224	0,258	0,062
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,26	2,70***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,97***	2,38***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 87	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 87	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0948*** [0,00473]	0,124*** [0,00673]	0,111*** [0,00758]	0,0319*** [0,00526]	- 0,0140*** [0,00292]	Iris hors QPV	0,170*** [0,00571]	0,176*** [0,00545]	0,153*** [0,00709]	0,00914** [0,00432]	- 0,0236*** [0,00467]
Iris en Zus	0,160*** [0,0185]	0,251*** [0,0280]	0,234*** [0,0360]	0,0939*** [0,0138]	- 0,0175 [0,0139]	Iris en Zus	0,239*** [0,0159]	0,290*** [0,0299]	0,264*** [0,0317]	0,0597*** [0,0161]	- 0,0267* [0,0160]
Iris en Cucs	0,117*** [0,0140]	0,173*** [0,0213]	0,139*** [0,0161]	0,0594*** [0,00815]	- 0,0323*** [0,00949]	Iris en Cucs	0,219*** [0,0165]	0,223*** [0,0150]	0,190*** [0,0211]	0,00896 [0,0100]	- 0,0311*** [0,0114]
Part expliquée de la variance	0,225	0,344	0,278	0,253	0,046	Part expliquée de la variance	0,252	0,334	0,233	0,184	0,004
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,82***	2,17***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,40*	1,94***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 88	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 88	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,826*** [0,00963]	0,810*** [0,0110]	0,819*** [0,00870]	- 0,0177*** [0,00497]	0,0134 [0,0132]	Iris hors QPV	0,604*** [0,0105]	0,664*** [0,0105]	0,714*** [0,00633]	0,0610*** [0,00583]	0,0496*** [0,0124]
Iris en Zus	0,852*** [0,00553]	0,824*** [0,00674]	0,796*** [0,00913]	- 0,0280*** [0,00881]	- 0,0282*** [0,00856]	Iris en Zus	0,589*** [0,0233]	0,602*** [0,0251]	0,587*** [0,0286]	0,0117 [0,0128]	- 0,0168 [0,0102]
Iris en Cucs	0,875*** [0,00837]	0,847*** [0,00922]	0,813*** [0,0121]	- 0,0297*** [0,00807]	- 0,0360*** [0,00787]	Iris en Cucs	0,609*** [0,0198]	0,645*** [0,0183]	0,676*** [0,0154]	0,0299*** [0,00895]	0,0285** [0,0120]
Part expliquée de la variance	0,098	0,048	0,013	0,021	0,071	Part expliquée de la variance	0,006	0,085	0,35	0,177	0,109
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,955	1,03			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,03	1,12		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 81	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 81	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,136*** [0,0129]	0,194*** [0,0130]	0,230*** [0,0136]	0,0574*** [0,00571]	0,0379*** [0,00512]	Iris hors QPV	0,122*** [0,00982]	0,196*** [0,0118]	0,246*** [0,0132]	0,0738*** [0,00553]	0,0486*** [0,00464]
Iris en Zus	0,0861*** [0,0110]	0,120*** [0,0170]	0,126*** [0,0222]	0,0310*** [0,00921]	0,00584 [0,00795]	Iris en Zus	0,0705*** [0,00761]	0,118*** [0,0151]	0,136*** [0,0173]	0,0424*** [0,00922]	0,0168** [0,00813]
Iris en Cucs	0,0784*** [0,00979]	0,110*** [0,0106]	0,140*** [0,0137]	0,0317*** [0,00550]	0,0319*** [0,00646]	Iris en Cucs	0,0804*** [0,0105]	0,122*** [0,0118]	0,167*** [0,0149]	0,0402*** [0,00630]	0,0446*** [0,00562]
Part expliquée de la variance	0,114	0,203	0,235	0,113	0,105	Part expliquée de la variance	0,148	0,219	0,248	0,19	0,133
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,879	0,96			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,17	1,31		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 81	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 81	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,178*** [0,00853]	0,189*** [0,00746]	0,187*** [0,00698]	0,0137*** [0,00430]	0,000712 [0,00435]	Iris hors QPV	0,119*** [0,00737]	0,142*** [0,00837]	0,155*** [0,00776]	0,0294*** [0,00511]	0,0126*** [0,00477]
Iris en Zus	0,145*** [0,0131]	0,163*** [0,0145]	0,154*** [0,0130]	0,0187** [0,00855]	- 0,00951 [0,00905]	Iris en Zus	0,188*** [0,0137]	0,219*** [0,0215]	0,224*** [0,0231]	0,0341** [0,0143]	0,00744 [0,0125]
Iris en Cucs	0,101*** [0,0106]	0,126*** [0,0114]	0,138*** [0,0131]	0,0283*** [0,00689]	0,0136** [0,00607]	Iris en Cucs	0,122*** [0,0111]	0,180*** [0,0138]	0,187*** [0,0130]	0,0583*** [0,00807]	0,00874 [0,00956]
Part expliquée de la variance	0,252	0,205	0,149	0,035	0,05	Part expliquée de la variance	0,241	0,204	0,169	0,082	0,003
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,76	0,718*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,24	1,11		

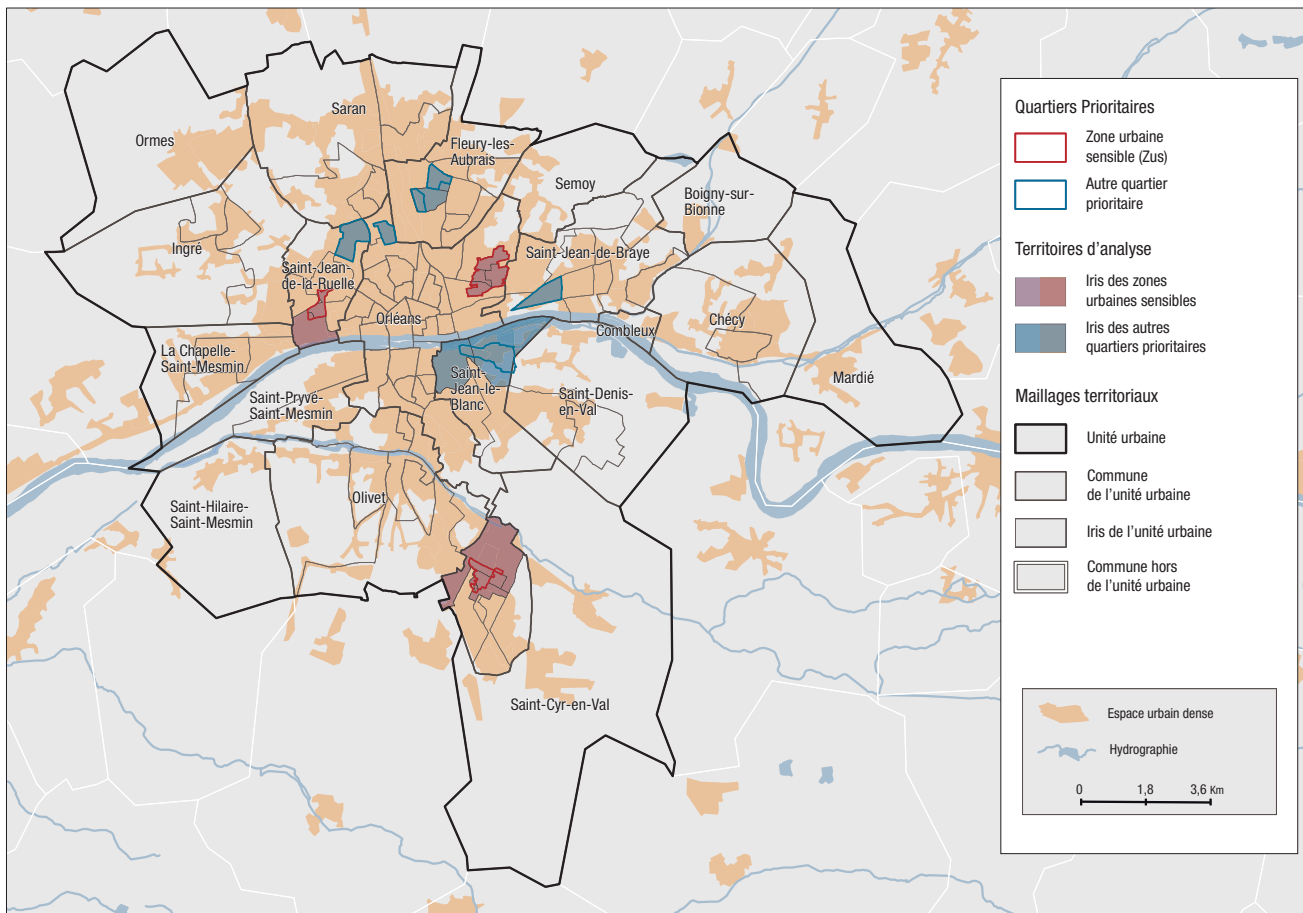
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Orléans



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

LECTURE : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

La hausse du taux de chômage des 15-24 ans, des 25-64 ans et des hommes sur la décennie 1990-1999 dans l'agglomération d'Orléans est relativement modérée par rapport à ce qu'ont connu d'autres agglomérations de l'étude. Le chômage des femmes a même diminué dans les Iris hors quartiers de la politique de la ville et en Cucs entre 1990 et 1999. La hausse du chômage entre 1990 et 1999 dans les Iris en Zus est beaucoup plus marquée. Ainsi le chômage des hommes a augmenté de près de 9 points sur cette période. Malgré une baisse enregistrée entre 1999 et 2006, les taux de chômage en fin de période restent plus élevés dans les Iris en Zus, quelle que soit la catégorie de population considérée. L'écart avec le reste de l'agglomération s'est creusé sur la période, pour s'établir à 12 points pour les hommes et 15 points pour les femmes.

Les taux d'activité des hommes ont particulièrement diminué entre 1999 et 2006 dans les Iris en Zus et en Cucs (- 5 points et - 4 points). Dans le même temps, le taux d'activité des femmes était en légère hausse.

À Orléans, comme dans la majorité des agglomérations de notre étude, l'ensemble des Iris a connu une hausse de la part de diplômés « bac + 2 ou plus ». Cependant, cette hausse ayant été plus rapide dans les Iris hors quartiers que dans les Iris en Zus et en Cucs, l'écart entre ces territoires n'a cessé de se creuser sur la période, passant d'environ 10 points en 1990 à 16 points en 2006.

Concernant la composition démographique, la période est caractérisée par une augmentation de la part de la population âgée de 65 ans ou plus et de la part des familles monoparentales. Ces augmentations sont plus marquées dans les Iris en Zus et en Cucs que dans les autres Iris de l'agglomération.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=96	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=98	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,148*** [0,00469]	0,183*** [0,00574]	0,153*** [0,00734]	0,0390*** [0,00545]	- 0,0269*** [0,00786]	Iris hors QPV	0,0673*** [0,00233]	0,0782*** [0,00296]	0,0716*** [0,00361]	0,0104*** [0,00184]	- 0,00650*** [0,00231]
Iris en Zus	0,283*** [0,0290]	0,341*** [0,0579]	0,322*** [0,0519]	0,106*** [0,0306]	- 0,0218 [0,0263]	Iris en Zus	0,172*** [0,0275]	0,229*** [0,0345]	0,188*** [0,0252]	0,0616*** [0,0117]	- 0,0298* [0,0179]
Iris en Cucs	0,195*** [0,00950]	0,247*** [0,0250]	0,233*** [0,0292]	0,0589*** [0,0182]	- 0,01 [0,0258]	Iris en Cucs	0,107*** [0,00382]	0,128*** [0,00837]	0,104*** [0,0184]	0,0224*** [0,00634]	- 0,0262 [0,0178]
Part expliquée de la variance	0,478	0,353	0,337	0,139	0,004	Part expliquée de la variance	0,514	0,559	0,408	0,378	0,082
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,51**	1,76***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,43**	1,14		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=98	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=98	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0554*** [0,00255]	0,0786*** [0,00323]	0,0761*** [0,00347]	0,0227*** [0,00191]	- 0,00246 [0,00294]	Iris hors QPV	0,102*** [0,00315]	0,0965*** [0,00339]	0,0890*** [0,00440]	- 0,00547** [0,00237]	- 0,00766*** [0,00271]
Iris en Zus	0,164*** [0,0252]	0,244*** [0,0354]	0,197*** [0,0239]	0,0884*** [0,0170]	- 0,0375* [0,0209]	Iris en Zus	0,233*** [0,0368]	0,249*** [0,0357]	0,238*** [0,0383]	0,0273** [0,0124]	0,00064 [0,0154]
Iris en Cucs	0,0930*** [0,0116]	0,140*** [0,00925]	0,114*** [0,0213]	0,0460*** [0,00539]	- 0,028 [0,0293]	Iris en Cucs	0,154*** [0,0178]	0,140*** [0,0219]	0,126*** [0,0200]	- 0,00882 [0,00868]	- 0,0142 [0,0103]
Part expliquée de la variance	0,518	0,572	0,439	0,358	0,098	Part expliquée de la variance	0,469	0,493	0,383	0,152	0,011
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,41**	0,943			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,07	1,25		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=98	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=98	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,875*** [0,00759]	0,862*** [0,00852]	0,856*** [0,00483]	- 0,0151*** [0,00497]	- 0,00645 [0,00734]	Iris hors QPV	0,747*** [0,00598]	0,777*** [0,00761]	0,790*** [0,00443]	0,0294*** [0,00497]	0,0126 [0,00846]
Iris en Zus	0,851*** [0,0199]	0,852*** [0,0201]	0,798*** [0,0201]	- 0,002 [0,0127]	- 0,0538*** [0,0140]	Iris en Zus	0,644*** [0,0415]	0,638*** [0,0420]	0,631*** [0,0396]	- 0,00783 [0,0115]	- 0,0142 [0,0116]
Iris en Cucs	0,842*** [0,0310]	0,834*** [0,0298]	0,796*** [0,0264]	- 0,00316 [0,00886]	- 0,0419*** [0,00818]	Iris en Cucs	0,713*** [0,0212]	0,723*** [0,0262]	0,767*** [0,00679]	0,0172*** [0,00585]	0,0434 [0,0278]
Part expliquée de la variance	0,028	0,018	0,15	0,017	0,114	Part expliquée de la variance	0,211	0,3	0,37	0,097	0,053
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,822	0,635**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,26	1,14		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=92	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=92	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,186*** [0,0121]	0,256*** [0,0133]	0,302*** [0,0133]	0,0682*** [0,00598]	0,0459*** [0,00440]	Iris hors QPV	0,156*** [0,00816]	0,251*** [0,0112]	0,293*** [0,0115]	0,0955*** [0,00548]	0,0436*** [0,00457]
Iris en Zus	0,0855*** [0,0223]	0,122*** [0,0192]	0,142*** [0,0237]	0,0338*** [0,00861]	0,0224** [0,00946]	Iris en Zus	0,0710*** [0,0202]	0,112*** [0,0198]	0,138*** [0,0200]	0,0366*** [0,00758]	0,0236*** [0,00864]
Iris en Cucs	0,0850*** [0,0101]	0,118*** [0,0156]	0,149*** [0,0245]	0,0314*** [0,0119]	0,0295*** [0,0137]	Iris en Cucs	0,0681*** [0,0122]	0,121*** [0,0147]	0,145*** [0,0227]	0,0520*** [0,00638]	0,0219** [0,00837]
Part expliquée de la variance	0,156	0,213	0,232	0,082	0,048	Part expliquée de la variance	0,219	0,267	0,28	0,211	0,042
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,981	0,978			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,3	1,28		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=92	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=92	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,127*** [0,00671]	0,142*** [0,00601]	0,147*** [0,00563]	0,0163*** [0,00385]	0,00611* [0,00316]	Iris hors QPV	0,101*** [0,00467]	0,122*** [0,00651]	0,134*** [0,00761]	0,0228*** [0,00476]	0,0141*** [0,00415]
Iris en Zus	0,0625*** [0,0136]	0,0765*** [0,0162]	0,0903*** [0,0158]	0,0146*** [0,00469]	0,0112** [0,00449]	Iris en Zus	0,179*** [0,0191]	0,210*** [0,0199]	0,201*** [0,0186]	0,0331** [0,0131]	- 0,00538 [0,00913]
Iris en Cucs	0,0856*** [0,0149]	0,116*** [0,0135]	0,120*** [0,0144]	0,0304*** [0,00760]	0,00621 [0,00799]	Iris en Cucs	0,154*** [0,0129]	0,199*** [0,0281]	0,228*** [0,0301]	0,0470* [0,0275]	0,0315*** [0,00692]
Part expliquée de la variance	0,181	0,177	0,14	0,016	0,004	Part expliquée de la variance	0,317	0,257	0,179	0,027	0,048
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,784	0,638**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,46**	1,62**		

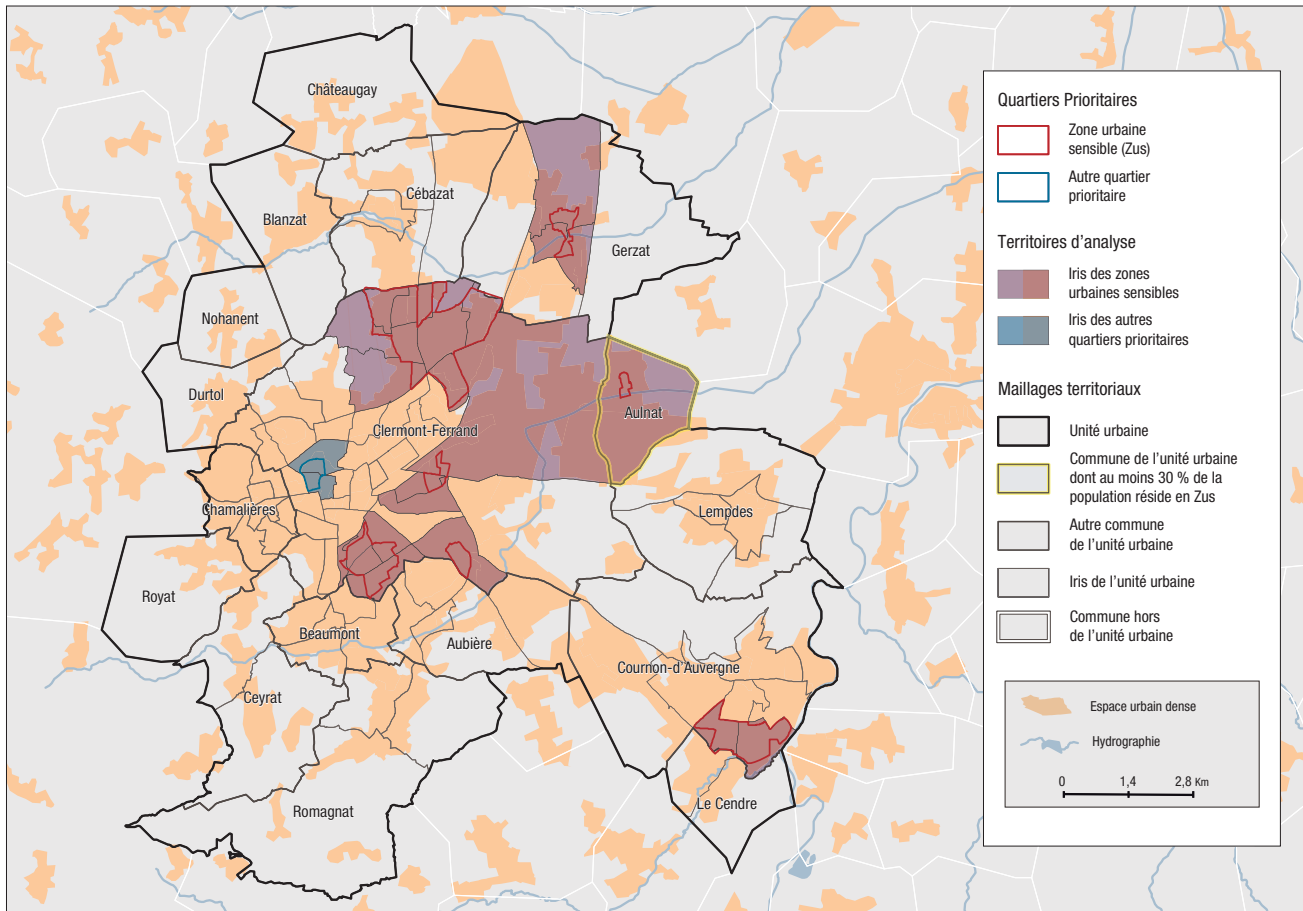
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Clermont-Ferrand



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

LECTURE : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

En 2006, les taux de chômage des 25-64 ans à Clermont-Ferrand, sont égaux à ceux de 1990, quel que soit le type d'Iris considéré. Ainsi la hausse du chômage enregistrée sur la décennie 1990-1999 a été compensée par la baisse qui a suivi. L'écart homme-femme qui existait en 1990 (7,2 % de chômage pour les hommes contre 12,5 % pour les femmes) s'est partiellement résorbé. Cette remarque est particulièrement vraie pour les Iris en Zus où l'écart initial de près de 9 points (10 % de chômage pour les hommes contre 19 % pour les femmes en 1990) a été ramené à un peu moins de 4 points en 2006.

Le taux d'activité des femmes dans l'agglomération de Clermont-Ferrand, bien qu'en aug-

mentation, n'a pas connu une croissance aussi marquée que celle enregistrée dans les autres agglomérations de l'étude.

La part des diplômés « bac + 2 ou plus » a suivi la tendance à la hausse enregistrée au niveau national, avec un rythme de croissance plus soutenu dans les Iris hors quartiers de la politique de la ville. En conséquence, les inégalités spatiales en termes de qualification ont augmenté. La population âgée de plus de 65 ans est en augmentation, plus marquée dans les Iris en Zus (+ 6 points entre 1990 et 2006) qu'ailleurs (+ 4 points). Elle est en décroissance (- 3 points) dans les Iris en Cucs.

Dans l'agglomération, la part des familles monoparentales croît de 3 points partout.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=93	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=94	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,210*** [0,00573]	0,215*** [0,00741]	0,175*** [0,0114]	0,0198 [0,0172]	- 0,0300*** [0,0107]	Iris hors QPV	0,0829*** [0,00265]	0,0919*** [0,00337]	0,0809*** [0,00373]	0,00806*** [0,00258]	- 0,0114*** [0,00251]
Iris en Zus	0,239*** [0,0126]	0,286*** [0,0161]	0,235*** [0,0178]	0,0531*** [0,0122]	- 0,0375*** [0,0120]	Iris en Zus	0,120*** [0,00683]	0,142*** [0,00983]	0,129*** [0,0115]	0,0259*** [0,00614]	- 0,0107*** [0,00533]
Iris en Cucs	0,195*** [0,0262]	0,281*** [0,00412]	0,180*** [0,0177]	0,0861*** [0,0303]	- 0,0977*** [0,0131]	Iris en Cucs	0,149*** [0,0226]	0,175*** [0,0242]	0,140*** [0,0262]	0,0306*** [0,00252]	- 0,0357*** [0,00184]
Part expliquée de la variance	0,073	0,23	0,12	0,034	0,051	Part expliquée de la variance	0,353	0,367	0,266	0,132	0,047
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,65***	2,33***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,54**	1,84***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=94	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=94	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0718*** [0,00316]	0,0863*** [0,00406]	0,0820*** [0,00368]	0,0134*** [0,00251]	- 0,00514 [0,00320]	Iris hors QPV	0,125*** [0,00350]	0,116*** [0,00379]	0,103*** [0,00472]	- 0,00808** [0,00321]	- 0,0134*** [0,00398]
Iris en Zus	0,0977*** [0,00685]	0,129*** [0,0105]	0,126*** [0,0108]	0,0336*** [0,00734]	- 0,000241 [0,00561]	Iris en Zus	0,186*** [0,0113]	0,188*** [0,0115]	0,162*** [0,0127]	0,00697 [0,00798]	- 0,0208*** [0,00627]
Iris en Cucs	0,151*** [0,0281]	0,187*** [0,0240]	0,153*** [0,0206]	0,0397*** [0,00342]	- 0,0357*** [0,00377]	Iris en Cucs	0,163*** [0,0168]	0,190*** [0,0183]	0,142*** [0,0158]	0,0290*** [0,00203]	- 0,0482*** [0,00248]
Part expliquée de la variance	0,272	0,318	0,273	0,148	0,068	Part expliquée de la variance	0,356	0,418	0,258	0,094	0,055
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,48**	1,44**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,27	1,45**		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=94	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=94	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,866*** [0,00460]	0,850*** [0,00430]	0,828*** [0,00567]	- 0,0176*** [0,00380]	- 0,0226*** [0,00441]	Iris hors QPV	0,713*** [0,00521]	0,757*** [0,00418]	0,765*** [0,00548]	0,0384*** [0,00561]	0,00723* [0,00381]
Iris en Zus	0,856*** [0,00991]	0,828*** [0,0121]	0,801*** [0,00916]	- 0,0303** [0,0126]	- 0,0273*** [0,00924]	Iris en Zus	0,669*** [0,0123]	0,688*** [0,0123]	0,706*** [0,0137]	0,0178 [0,0115]	0,0141 [0,00853]
Iris en Cucs	0,855*** [0,00729]	0,831*** [0,0215]	0,858*** [0,0319]	- 0,0273* [0,0146]	0,0292*** [0,0100]	Iris en Cucs	0,756*** [0,00278]	0,768*** [0,00942]	0,772*** [0,0223]	0,0115 [0,00694]	0,00465 [0,0127]
Part expliquée de la variance	0,013	0,042	0,082	0,018	0,064	Part expliquée de la variance	0,183	0,337	0,217	0,036	0,008
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,34*	1,2			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,2	1,43**		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=94	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=94	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,186*** [0,0122]	0,260*** [0,0143]	0,307*** [0,0149]	0,0736*** [0,00486]	0,0475*** [0,00397]	Iris hors QPV	0,162*** [0,00873]	0,254*** [0,0116]	0,302*** [0,0112]	0,0922*** [0,00542]	0,0499*** [0,00415]
Iris en Zus	0,0907*** [0,0109]	0,122*** [0,0136]	0,155*** [0,0164]	0,0348*** [0,00558]	0,0315*** [0,00735]	Iris en Zus	0,0799*** [0,00978]	0,125*** [0,0127]	0,158*** [0,0146]	0,0463*** [0,00644]	0,0327*** [0,00678]
Iris en Cucs	0,203*** [0,00492]	0,296*** [0,00338]	0,356*** [0,00988]	0,0942*** [0,00144]	0,0584*** [0,00635]	Iris en Cucs	0,183*** [0,00294]	0,306*** [0,0130]	0,363*** [0,0204]	0,125*** [0,0106]	0,0575*** [0,00778]
Part expliquée de la variance	0,214	0,307	0,321	0,22	0,059	Part expliquée de la variance	0,258	0,365	0,407	0,259	0,066
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,14	1,16			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,27	1,24		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=94	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=94	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,138*** [0,00624]	0,162*** [0,00560]	0,172*** [0,00635]	0,0250*** [0,00384]	0,0112*** [0,00383]	Iris hors QPV	0,108*** [0,00523]	0,124*** [0,00503]	0,131*** [0,00647]	0,0176*** [0,00316]	0,00722** [0,00336]
Iris en Zus	0,0920*** [0,0108]	0,129*** [0,00874]	0,150*** [0,00771]	0,0353*** [0,00489]	0,0217*** [0,00500]	Iris en Zus	0,144*** [0,00975]	0,167*** [0,0139]	0,166*** [0,0134]	0,0264** [0,0110]	- 0,000637 [0,00531]
Iris en Cucs	0,153*** [0,0124]	0,127*** [0,0209]	0,127*** [0,0308]	- 0,0272*** [0,00880]	0,000668 [0,00969]	Iris en Cucs	0,154*** [0,00383]	0,188*** [0,0107]	0,182*** [0,0125]	0,0358*** [0,00772]	- 0,0052 [0,0230]
Part expliquée de la variance	0,169	0,122	0,066	0,135	0,038	Part expliquée de la variance	0,146	0,185	0,098	0,019	0,018
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,631**	0,665**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,06	1,22		

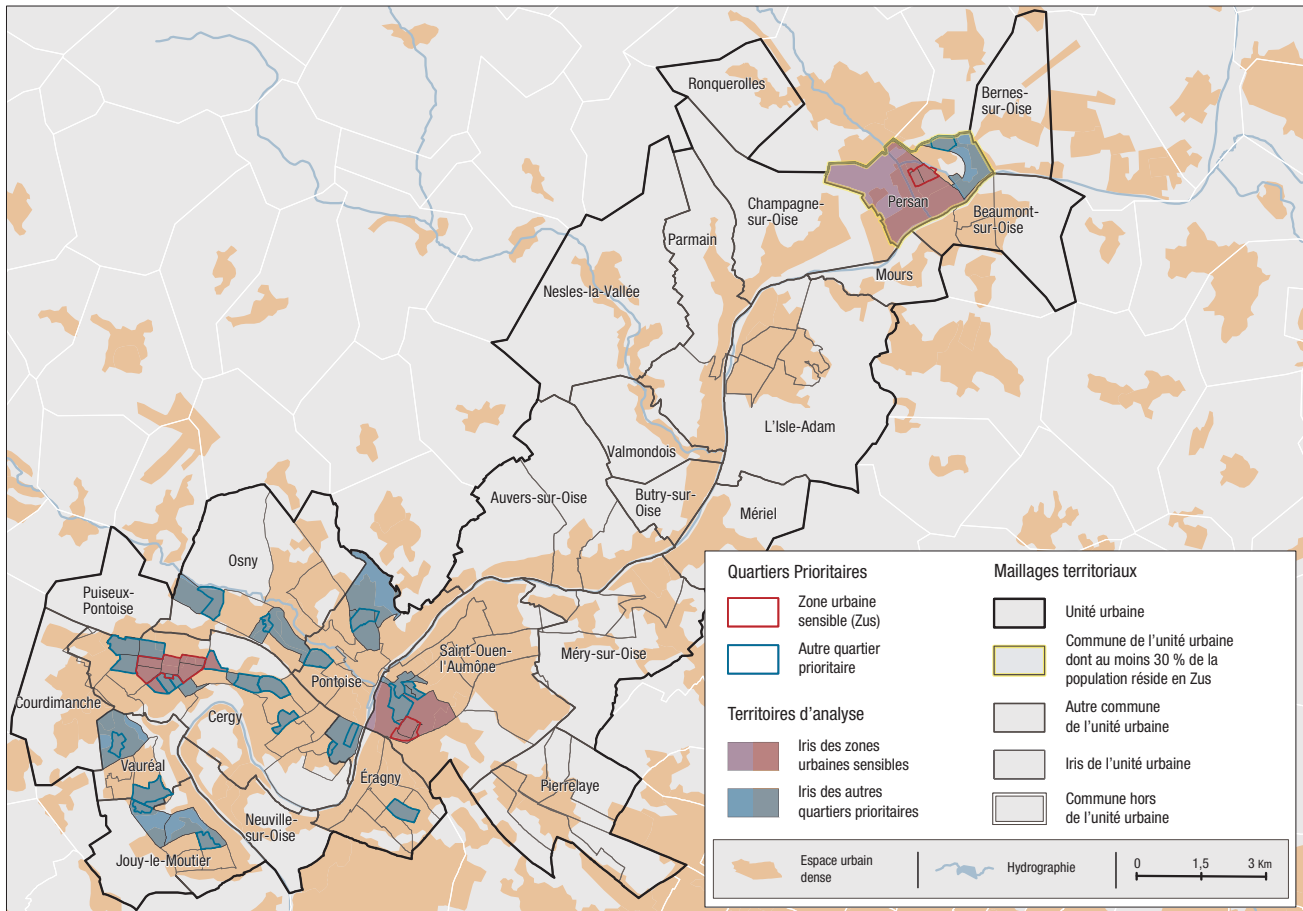
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Cergy



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

LECTURE : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Le chômage à Cergy reste à des niveaux relativement bas en comparaison des autres agglomérations de cette étude, pour les hommes comme pour les femmes. Cependant, le taux de chômage a augmenté de manière importante entre 1990 et 1999, puis est resté relativement stable entre 1999 et 2006. Entre 1990 et 1999, la hausse est particulièrement marquée pour les hommes (+ 3 points dans les Iris hors quartiers, + 6 points dans les Iris en Zus ou en Cucs), mais moins pour les femmes (+ 1 point dans les Iris hors quartiers, + 2 points dans les Iris en Zus ou en Cucs). La hausse est également particulièrement nette pour les personnes de 15 à 24 ans résidant dans un Iris en Zus (+ 9 points). Le taux d'activité des hommes a chuté de manière importante sur la période, cette chute étant particulièrement marquée dans les Iris en Zus (- 8 points) et les Iris en Cucs (- 9 points contre - 4 points ailleurs). À l'inverse,

le taux d'activité des femmes a crû de manière significative et continue dans les Iris en Zus (+ 4 points) et hors quartiers de la politique de la ville (+ 6 points).

Suivant le mouvement national, la part des diplômés « bac + 2 ou plus », hommes et femmes, a augmenté sur la période. Néanmoins, cette augmentation est plus marquée dans les Iris hors quartiers, ce qui a pour effet d'accroître sur la période l'écart avec les Iris en Zus ou en Cucs (de 6 points en 1990 à 15 points en 2006).

Concernant la composition démographique, il est à noter que la part des familles monoparentales a crû plus vite dans les Iris en Zus (+ 6 points entre 1990 et 2006) ou en Cucs (+ 7 points) que dans les autres Iris de l'agglomération (+ 5 points).

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=105	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=107	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,134*** [0,00458]	0,181*** [0,00816]	0,156*** [0,00812]	0,0521*** [0,00774]	- 0,0214** [0,00894]	Iris hors QPV	0,0633*** [0,00209]	0,0856*** [0,00263]	0,0767*** [0,00277]	0,0244*** [0,00193]	- 0,00839*** [0,00280]
Iris en Zus	0,198*** [0,0117]	0,276*** [0,0216]	0,249*** [0,0286]	0,0935*** [0,0189]	- 0,0165 [0,0236]	Iris en Zus	0,109*** [0,00831]	0,150*** [0,0131]	0,149*** [0,0193]	0,0447*** [0,00740]	0,00036 [0,0129]
Iris en Cucs	0,162*** [0,00985]	0,238*** [0,00878]	0,226*** [0,0116]	0,0800*** [0,0129]	- 0,0121 [0,0134]	Iris en Cucs	0,0835*** [0,00484]	0,122*** [0,00737]	0,114*** [0,00672]	0,0441*** [0,00683]	- 0,00726 [0,00518]
Part expliquée de la variance	0,237	0,268	0,263	0,077	0,003	Part expliquée de la variance	0,3	0,387	0,427	0,159	0,01
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,59***	2,03***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,29*	1,44**		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=107	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=107	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0541*** [0,00330]	0,0866*** [0,00345]	0,0828*** [0,00297]	0,0356*** [0,00253]	- 0,00276 [0,00360]	Iris hors QPV	0,0925*** [0,00237]	0,102*** [0,00298]	0,0910*** [0,00303]	0,0118*** [0,00264]	- 0,0109*** [0,00319]
Iris en Zus	0,0965*** [0,00738]	0,155*** [0,0156]	0,156*** [0,0199]	0,0628*** [0,0130]	0,00367 [0,0147]	Iris en Zus	0,160*** [0,0135]	0,175*** [0,0156]	0,178*** [0,0192]	0,0231*** [0,00483]	0,00518 [0,00970]
Iris en Cucs	0,0729*** [0,00745]	0,130*** [0,00909]	0,121*** [0,00794]	0,0639*** [0,00654]	- 0,00778 [0,00738]	Iris en Cucs	0,119*** [0,00500]	0,139*** [0,00693]	0,139*** [0,00854]	0,0239*** [0,00692]	- 0,000177 [0,00638]
Part expliquée de la variance	0,174	0,345	0,367	0,206	0,008	Part expliquée de la variance	0,424	0,399	0,459	0,054	0,043
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1	0,949			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,2	1,61***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=107	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=107	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,914*** [0,00757]	0,896*** [0,00841]	0,870*** [0,0109]	- 0,0142* [0,00783]	- 0,0260*** [0,00410]	Iris hors QPV	0,740*** [0,00619]	0,789*** [0,00600]	0,804*** [0,00610]	0,0449*** [0,00507]	0,0133*** [0,00413]
Iris en Zus	0,929*** [0,0127]	0,900*** [0,00838]	0,852*** [0,00743]	- 0,0305*** [0,00999]	- 0,0509*** [0,00739]	Iris en Zus	0,718*** [0,0212]	0,759*** [0,0178]	0,770*** [0,0278]	0,0361** [0,0159]	0,00664 [0,0158]
Iris en Cucs	0,941*** [0,00704]	0,902*** [0,00969]	0,861*** [0,0141]	- 0,0471*** [0,00834]	- 0,0411*** [0,00903]	Iris en Cucs	0,772*** [0,00923]	0,788*** [0,00945]	0,786*** [0,0101]	0,0133 [0,0102]	- 0,00337 [0,00623]
Part expliquée de la variance	0,06	0,000	0,004	0,076	0,047	Part expliquée de la variance	0,1	0,029	0,041	0,082	0,036
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,89***	2,08***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,06	1,32*		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=107	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=107	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,174*** [0,00984]	0,246*** [0,0125]	0,307*** [0,0162]	0,0641*** [0,00706]	0,0550*** [0,00972]	Iris hors QPV	0,134*** [0,00764]	0,233*** [0,0105]	0,298*** [0,0121]	0,0881*** [0,00608]	0,0613*** [0,00434]
Iris en Zus	0,101*** [0,0254]	0,139*** [0,0244]	0,167*** [0,0224]	0,0319*** [0,0117]	0,0251 [0,0171]	Iris en Zus	0,0800*** [0,0171]	0,133*** [0,0239]	0,154*** [0,0265]	0,0469*** [0,0120]	0,0163 [0,0120]
Iris en Cucs	0,154*** [0,0174]	0,197*** [0,0225]	0,246*** [0,0230]	0,0269*** [0,00645]	0,0483*** [0,0131]	Iris en Cucs	0,119*** [0,0120]	0,181*** [0,0180]	0,214*** [0,0202]	0,0499*** [0,00675]	0,0332*** [0,00649]
Part expliquée de la variance	0,069	0,123	0,131	0,128	0,01	Part expliquée de la variance	0,071	0,162	0,259	0,162	0,167
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,04	1,38**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,14	1,32*		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=107	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=106	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0737*** [0,00625]	0,0812*** [0,00624]	0,0850*** [0,00619]	0,0125*** [0,00211]	0,00451*** [0,00167]	Iris hors QPV	0,0919*** [0,00519]	0,117*** [0,00497]	0,141*** [0,00658]	0,0279*** [0,00382]	0,0247*** [0,00468]
Iris en Zus	0,0470*** [0,0130]	0,0590*** [0,0142]	0,0608*** [0,0142]	0,0102*** [0,00208]	0,00109 [0,00318]	Iris en Zus	0,155*** [0,0162]	0,189*** [0,0211]	0,214*** [0,0242]	0,0412*** [0,0109]	0,0297*** [0,00740]
Iris en Cucs	0,0424*** [0,00968]	0,0575*** [0,0116]	0,0623*** [0,0113]	0,0170*** [0,00317]	0,00379 [0,00336]	Iris en Cucs	0,139*** [0,0108]	0,172*** [0,0106]	0,218*** [0,0137]	0,0444*** [0,00756]	0,0439*** [0,0106]
Part expliquée de la variance	0,088	0,046	0,049	0,019	0,004	Part expliquée de la variance	0,242	0,276	0,286	0,043	0,039
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,947	0,821			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,928	1,18		

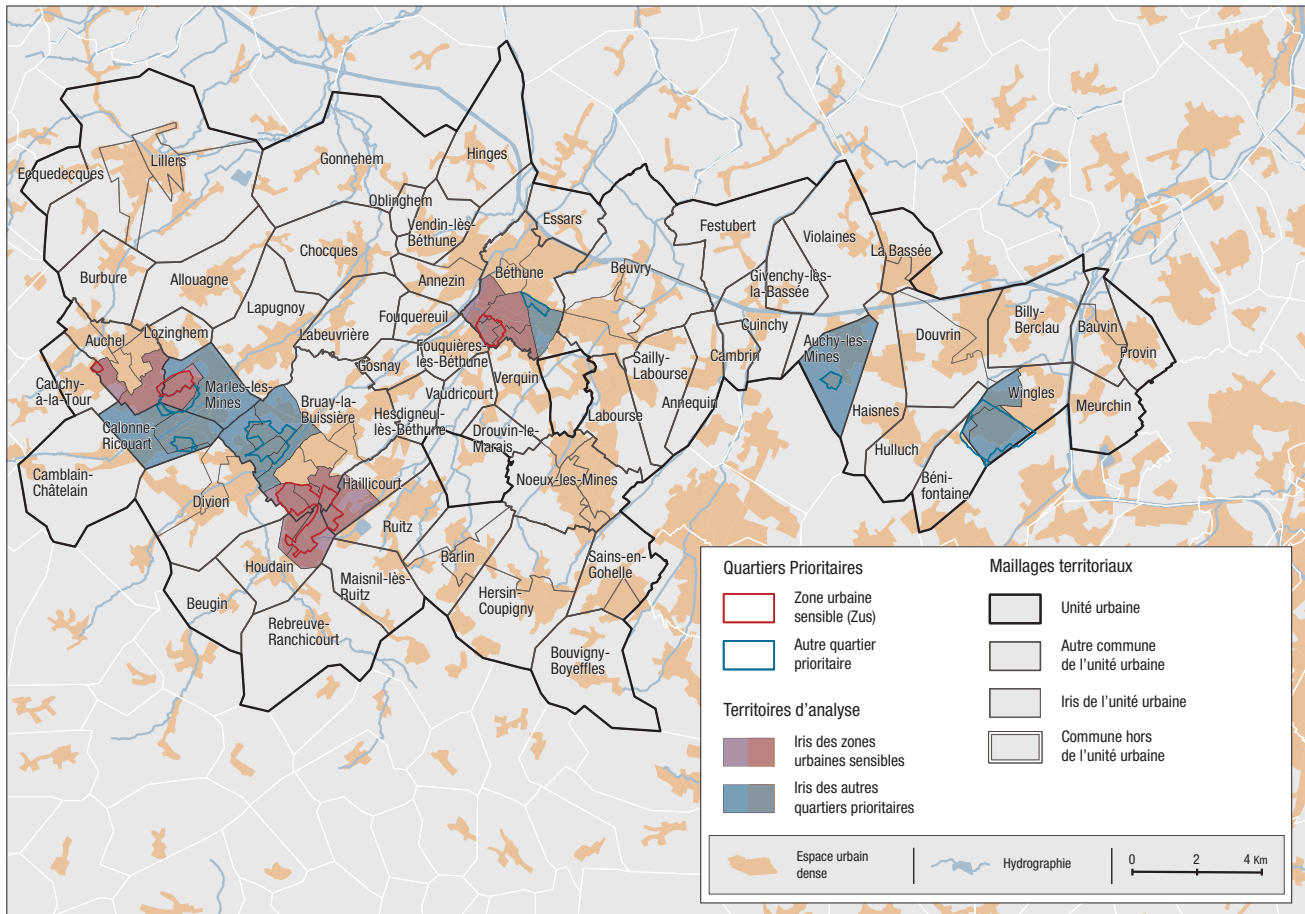
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Béthune



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population résident en Zus sont délimitées en jaune.

Le chômage dans l'agglomération de Béthune est particulièrement élevé en comparaison des taux de chômage des autres agglomérations analysées (32,6 % pour les 15-24 ans, 11,7 % pour les 25-64 ans en 2006). La dynamique d'évolution n'est pas différente de celle enregistrée au niveau national (hausse du chômage entre 1990 et 1999, baisse entre 1999 et 2006). Cependant cette dynamique est différenciée pour les hommes et pour les femmes. Ces dernières ont retrouvé en 2006 des taux de chômage inférieurs à ce qu'ils étaient en 1990, quel que soit le territoire considéré (Iris hors quartiers de la politique de la ville, Iris en Zus, Iris en Cucs). Au contraire, la baisse modeste des taux de chômage des hommes entre 1999 et 2006 n'a pas suffi à compenser la hausse de la décennie précédente.

Béthune est l'une des rares agglomérations où le taux d'activité des hommes a crû continuellement sur la période, plus fortement encore

dans les Iris en Cucs (+ 12 points) et en Zus (+ 11 points) que dans les Iris hors quartiers (+ 4 points). De même, le taux d'activité des femmes a crû de manière continue sur la période dans les différents types de territoires. (+ 15 points en Zus, + 21 points en Cucs et + 17 points ailleurs). Il est vrai qu'avec des taux de l'ordre de 40 % en 1990, l'activité des femmes était alors particulièrement peu élevée.

Malgré une croissance constante au cours de la période, la part des « bac + 2 ou plus » dans la population est la plus faible enregistrée parmi les 39 agglomérations de l'étude. Par ailleurs, du fait d'une croissance moins soutenue dans les Iris en Zus ou en Cucs, l'écart entre ces derniers et le reste de l'agglomération n'a cessé de croître sur la période.

La part des familles monoparentales augmente, entre 1990 et 2006, de 5 points dans les Iris en Zus, 6 points en Cucs et 2 points ailleurs.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=89	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=89	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,246*** [0,00643]	0,411*** [0,00877]	0,326*** [0,00814]	0,166*** [0,00807]	- 0,0846*** [0,00707]	Iris hors QPV	0,120*** [0,00408]	0,148*** [0,00548]	0,117*** [0,00446]	0,0276*** [0,00291]	- 0,0304*** [0,00325]
Iris en Zus	0,282*** [0,0133]	0,460*** [0,0207]	0,365*** [0,0217]	0,186*** [0,0127]	- 0,0991*** [0,0181]	Iris en Zus	0,163*** [0,0120]	0,205*** [0,0133]	0,165*** [0,00854]	0,0430*** [0,00617]	- 0,0389*** [0,00707]
Iris en Cucs	0,260*** [0,0104]	0,454*** [0,0173]	0,398*** [0,00959]	0,194*** [0,0116]	- 0,0539*** [0,0204]	Iris en Cucs	0,151*** [0,00461]	0,198*** [0,0111]	0,170*** [0,00662]	0,0476*** [0,00984]	- 0,0278*** [0,00594]
Part expliquée de la variance	0,09	0,101	0,133	0,033	0,043	Part expliquée de la variance	0,227	0,261	0,303	0,1	0,02
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,66***	1,83***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,43**	1,23		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=89	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=89	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,109*** [0,00406]	0,139*** [0,00575]	0,125*** [0,00493]	0,0303*** [0,00319]	- 0,0140*** [0,00354]	Iris hors QPV	0,187*** [0,00573]	0,224*** [0,00759]	0,170*** [0,00635]	0,0381*** [0,00475]	- 0,0537*** [0,00486]
Iris en Zus	0,139*** [0,0104]	0,194*** [0,0137]	0,166*** [0,0117]	0,0568*** [0,00807]	- 0,0288*** [0,00622]	Iris en Zus	0,251*** [0,0176]	0,295*** [0,0170]	0,238*** [0,0123]	0,0464*** [0,00735]	- 0,0566*** [0,00896]
Iris en Cucs	0,136*** [0,00889]	0,193*** [0,0146]	0,179*** [0,0101]	0,0564*** [0,0107]	- 0,0132 [0,00815]	Iris en Cucs	0,226*** [0,00654]	0,289*** [0,00991]	0,244*** [0,00571]	0,0627*** [0,0104]	- 0,0449*** [0,0118]
Part expliquée de la variance	0,156	0,255	0,21	0,176	0,044	Part expliquée de la variance	0,248	0,229	0,3	0,043	0,007
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,65***	1,54**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,34*	1,25		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=89	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=89	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,780*** [0,0127]	0,805*** [0,0109]	0,822*** [0,00573]	0,0248*** [0,00451]	0,0159 [0,00990]	Iris hors QPV	0,463*** [0,0152]	0,562*** [0,0154]	0,639*** [0,00904]	0,0958*** [0,00488]	0,0745*** [0,00984]
Iris en Zus	0,691*** [0,0377]	0,753*** [0,0278]	0,799*** [0,00784]	0,0598*** [0,0171]	0,0465* [0,0276]	Iris en Zus	0,398*** [0,0418]	0,484*** [0,0354]	0,553*** [0,0129]	0,0820*** [0,0110]	0,0697** [0,0316]
Iris en Cucs	0,696*** [0,0325]	0,763*** [0,0321]	0,810*** [0,0128]	0,0630*** [0,0156]	0,0464 [0,0289]	Iris en Cucs	0,367*** [0,0386]	0,483*** [0,0383]	0,576*** [0,0141]	0,111*** [0,0195]	0,0921*** [0,0328]
Part expliquée de la variance	0,182	0,09	0,045	0,157	0,044	Part expliquée de la variance	0,116	0,123	0,263	0,037	0,007
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,682**	0,232***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,908	0,425***		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=75	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=75	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0686*** [0,00482]	0,121*** [0,00901]	0,154*** [0,00843]	0,0498*** [0,00439]	0,0332*** [0,00327]	Iris hors QPV	0,0535*** [0,00568]	0,107*** [0,00732]	0,152*** [0,00721]	0,0512*** [0,00348]	0,0445*** [0,00376]
Iris en Zus	0,0821*** [0,0212]	0,108*** [0,0272]	0,112*** [0,0300]	0,0229*** [0,00793]	0,00376 [0,0108]	Iris en Zus	0,0589*** [0,0139]	0,0905*** [0,0235]	0,107*** [0,0241]	0,0297*** [0,0111]	0,0145*** [0,00300]
Iris en Cucs	0,0521*** [0,0151]	0,0865*** [0,0180]	0,122*** [0,0145]	0,0310*** [0,00614]	0,0369*** [0,0116]	Iris en Cucs	0,0369** [0,0148]	0,0822*** [0,0187]	0,105*** [0,0140]	0,0447*** [0,00557]	0,0234*** [0,00578]
Part expliquée de la variance	0,025	0,025	0,064	0,109	0,154	Part expliquée de la variance	0,019	0,026	0,12	0,089	0,211
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,43*	1,22			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,12	0,972		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=75	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=75	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,138*** [0,00580]	0,159*** [0,00535]	0,156*** [0,00448]	0,0205*** [0,00213]	- 0,00246 [0,00297]	Iris hors QPV	0,0958*** [0,00553]	0,117*** [0,00558]	0,115*** [0,00604]	0,0211*** [0,00453]	- 0,000851 [0,00409]
Iris en Zus	0,163*** [0,0213]	0,187*** [0,0242]	0,183*** [0,0219]	0,0240*** [0,00491]	- 0,00282 [0,00826]	Iris en Zus	0,159*** [0,0169]	0,186*** [0,0196]	0,206*** [0,0167]	0,0264*** [0,00776]	0,0221** [0,00901]
Iris en Cucs	0,170*** [0,0183]	0,167*** [0,0168]	0,155*** [0,0128]	- 0,000147 [0,00936]	- 0,013 [0,0107]	Iris en Cucs	0,104*** [0,0106]	0,149*** [0,0196]	0,162*** [0,0209]	0,0475*** [0,0132]	0,0131 [0,00814]
Part expliquée de la variance	0,069	0,055	0,063	0,116	0,016	Part expliquée de la variance	0,235	0,273	0,36	0,048	0,082
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,87	0,714*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,865	1,08		

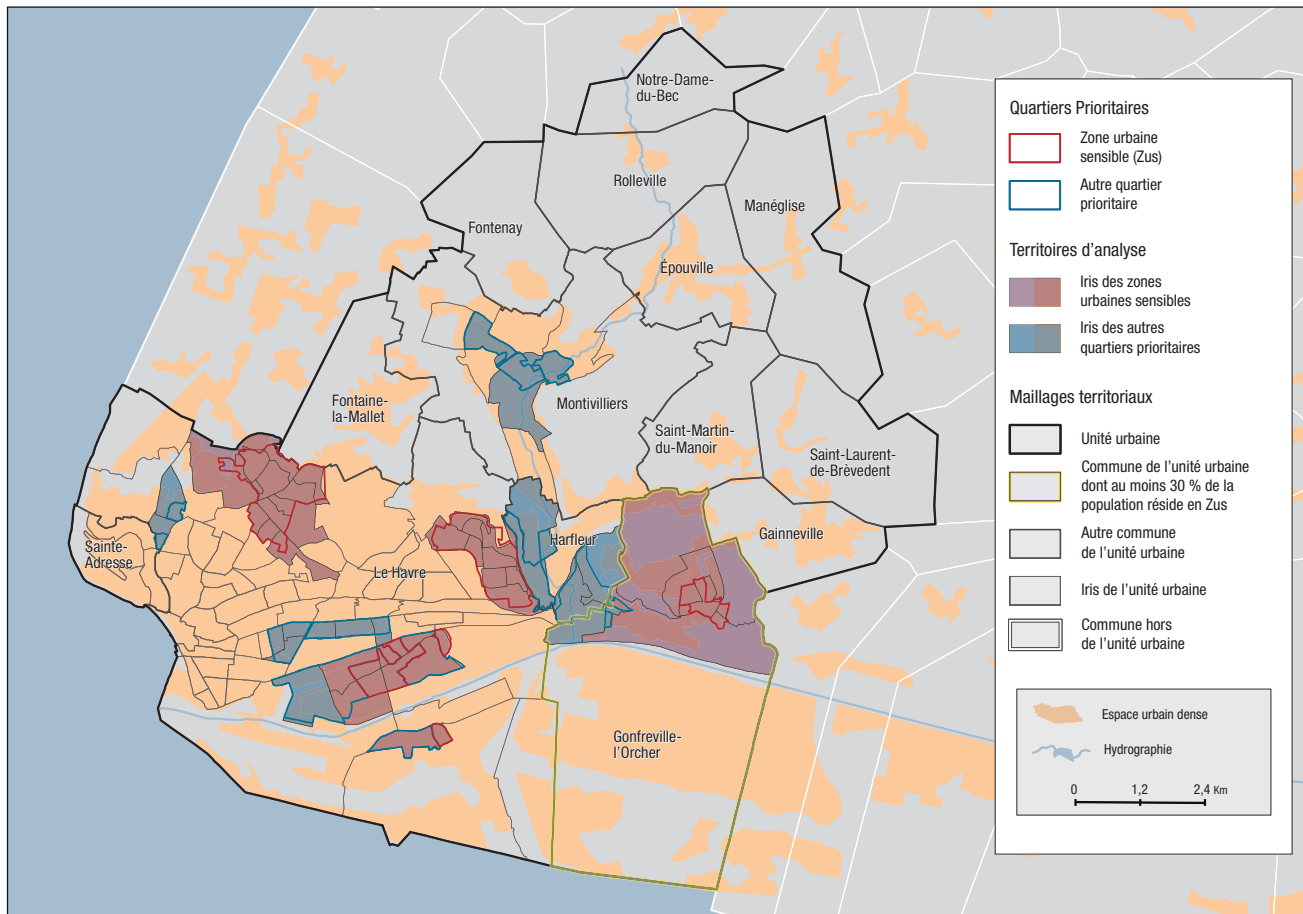
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Le Havre



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

LECTURE : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers dessiné en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Dans l'agglomération havraise, après une forte croissance du chômage entre 1990 et 1999 (+ 2,3 points), le taux de chômage des 25-64 ans retrouve en 2006 son niveau de 1990 dans les Iris hors quartiers de la politique de la ville : 9 %. Le même constat vaut pour les Iris en Cucs où le taux de chômage s'établit à 15 % en 2006. Par contre, la décroissance du chômage entre 1999 et 2006 dans les Iris en Zus n'a pas suffi à compenser la hausse de la décennie précédente. Le taux de chômage s'y installe à 21 % en 2006, contre 19 % en 1990. Dans les Iris en Zus, la situation face au chômage s'est particulièrement dégradée pour les hommes (16 % en 1990 contre 21 % en 2006) alors que, dans le même temps, la situation des femmes s'est légèrement améliorée (31 % en 1990 contre 29 % en 2006).

Le taux d'activité des hommes a rapidement diminué sur la période, notamment entre 1999

et 2006 : - 4 points dans les Iris hors quartiers, - 7 points pour les Iris en Zus, et - 5 points pour les Iris en Cucs. À l'inverse, le taux d'activité des femmes a crû entre 1990 et 2006 dans l'ensemble des Iris, même si cette croissance est plus marquée pour les Iris hors quartiers (+ 11 points contre + 4 points en Zus).

La part des diplômés de « bac + 2 ou plus » n'a cessé d'augmenter sur la période, notamment dans les Iris hors quartiers. A noter que cette part a augmenté plus vite pour les femmes que pour les hommes, annulant ainsi en 2006 l'écart homme-femme enregistré en 1990.

Enfin, les Iris en Zus et en Cucs ont enregistré une croissance plus soutenue de la part des familles monoparentales. En 2006, cette part s'établit à 22 % dans les Iris en Zus, 21 % dans les Iris en Cucs, contre seulement 13 % dans les Iris hors quartiers.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=116	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=120	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,240*** [0,00928]	0,311*** [0,0117]	0,246*** [0,0130]	0,0734*** [0,00927]	- 0,0621*** [0,0134]	Iris hors QPV	0,0970*** [0,00449]	0,119*** [0,00604]	0,0938*** [0,00521]	0,0225*** [0,00270]	- 0,0254*** [0,00321]
Iris en Zus	0,375*** [0,0130]	0,489*** [0,0150]	0,400*** [0,0180]	0,115*** [0,0131]	- 0,0903*** [0,0150]	Iris en Zus	0,189*** [0,0117]	0,263*** [0,0150]	0,211*** [0,0149]	0,0762*** [0,00605]	- 0,0472*** [0,00788]
Iris en Cucs	0,293*** [0,0185]	0,354*** [0,0257]	0,260*** [0,0166]	0,0674*** [0,0192]	- 0,0871*** [0,0216]	Iris en Cucs	0,158*** [0,0131]	0,189*** [0,0147]	0,149*** [0,0127]	0,0300*** [0,00693]	- 0,0379*** [0,00639]
Part expliquée de la variance	0,432	0,453	0,345	0,079	0,02	Part expliquée de la variance	0,406	0,493	0,43	0,42	0,08
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,44**	1,57***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,48**	1,30*		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=120	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=117	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0837*** [0,00507]	0,114*** [0,00662]	0,0972*** [0,00643]	0,0312*** [0,00355]	- 0,0175*** [0,00366]	Iris hors QPV	0,155*** [0,00669]	0,157*** [0,00757]	0,128*** [0,00651]	0,00355 [0,00372]	- 0,0298*** [0,00497]
Iris en Zus	0,164*** [0,0122]	0,256*** [0,0154]	0,212*** [0,0158]	0,0924*** [0,00590]	- 0,0393*** [0,0108]	Iris en Zus	0,313*** [0,0149]	0,343*** [0,0169]	0,288*** [0,0175]	0,0339*** [0,00818]	- 0,0529*** [0,00953]
Iris en Cucs	0,140*** [0,0175]	0,183*** [0,0178]	0,152*** [0,0130]	0,0421*** [0,00933]	- 0,0287*** [0,00792]	Iris en Cucs	0,236*** [0,0138]	0,241*** [0,0151]	0,193*** [0,0146]	0,00609 [0,00564]	- 0,0483*** [0,00927]
Part expliquée de la variance	0,303	0,454	0,37	0,418	0,05	Part expliquée de la variance	0,54	0,547	0,497	0,123	0,059
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,38**	1,24			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,24	1,11		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=120	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=118	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,854*** [0,00497]	0,860*** [0,00466]	0,825*** [0,00636]	0,00542 [0,00543]	- 0,0358*** [0,00518]	Iris hors QPV	0,616*** [0,00782]	0,700*** [0,00718]	0,723*** [0,00695]	0,0827*** [0,00492]	0,0230*** [0,00502]
Iris en Zus	0,873*** [0,00831]	0,846*** [0,00611]	0,773*** [0,0110]	- 0,0274*** [0,00621]	- 0,0723*** [0,00856]	Iris en Zus	0,559*** [0,0116]	0,605*** [0,0125]	0,604*** [0,0132]	0,0437*** [0,00893]	0,000567 [0,00830]
Iris en Cucs	0,867*** [0,0114]	0,862*** [0,0124]	0,816*** [0,0128]	- 0,0017 [0,00606]	- 0,0472*** [0,00830]	Iris en Cucs	0,635*** [0,0159]	0,699*** [0,0132]	0,715*** [0,0126]	0,0609*** [0,00824]	0,0147* [0,00808]
Part expliquée de la variance	0,039	0,029	0,148	0,135	0,118	Part expliquée de la variance	0,171	0,34	0,422	0,147	0,051
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,760*	1,39**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,22	1,47**		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=119	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=118	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,132*** [0,0125]	0,187*** [0,0151]	0,224*** [0,0159]	0,0522*** [0,00425]	0,0361*** [0,00344]	Iris hors QPV	0,108*** [0,00902]	0,171*** [0,0109]	0,221*** [0,0124]	0,0631*** [0,00478]	0,0493*** [0,00409]
Iris en Zus	0,0301*** [0,00325]	0,0465*** [0,00388]	0,0633*** [0,00523]	0,0163*** [0,00290]	0,0158*** [0,00315]	Iris en Zus	0,0271*** [0,00289]	0,0488*** [0,00365]	0,0649*** [0,00551]	0,0212*** [0,00274]	0,0158*** [0,00392]
Iris en Cucs	0,0611*** [0,00859]	0,113*** [0,0130]	0,141*** [0,0166]	0,0499*** [0,00778]	0,0247*** [0,00697]	Iris en Cucs	0,0554*** [0,00711]	0,117*** [0,0135]	0,152*** [0,0151]	0,0607*** [0,00866]	0,0351*** [0,00725]
Part expliquée de la variance	0,28	0,308	0,326	0,223	0,108	Part expliquée de la variance	0,309	0,374	0,41	0,261	0,203
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,1	1,11			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,08	1,24		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=120	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=117	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,162*** [0,00889]	0,183*** [0,00837]	0,185*** [0,00864]	0,0214*** [0,00359]	0,00259 [0,00431]	Iris hors QPV	0,0955*** [0,00586]	0,116*** [0,00627]	0,127*** [0,00818]	0,0222*** [0,00413]	0,0120** [0,00497]
Iris en Zus	0,0750*** [0,00696]	0,101*** [0,00810]	0,122*** [0,00782]	0,0260*** [0,00334]	0,0194*** [0,00363]	Iris en Zus	0,166*** [0,0103]	0,195*** [0,0104]	0,225*** [0,0139]	0,0312*** [0,00814]	0,0329*** [0,00898]
Iris en Cucs	0,134*** [0,0135]	0,128*** [0,0112]	0,132*** [0,0118]	- 0,00417 [0,00819]	0,00513 [0,00584]	Iris en Cucs	0,126*** [0,0121]	0,162*** [0,0131]	0,207*** [0,0176]	0,0361*** [0,00790]	0,0438*** [0,0113]
Part expliquée de la variance	0,297	0,291	0,204	0,128	0,065	Part expliquée de la variance	0,276	0,31	0,303	0,022	0,081
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,831	0,740*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,971	1,51**		

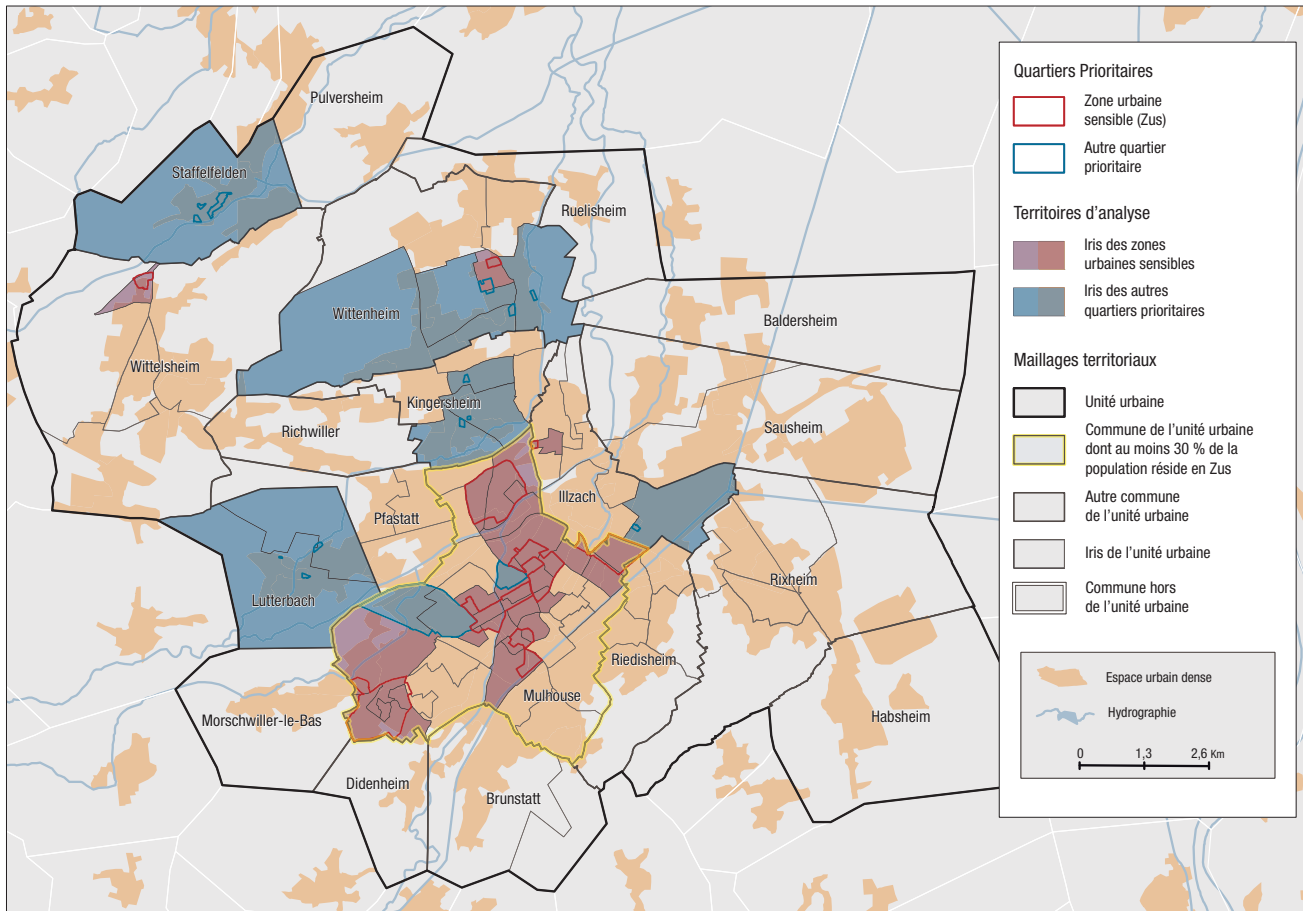
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Mulhouse



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Contrairement à la majorité des agglomérations du territoire métropolitain, l'agglomération de Mulhouse a connu une aggravation continue du chômage entre 1990 et 2006. Cette dégradation est nettement plus marquée pour les Iris en Zus et en Cucs, et ce pour toutes les catégories de population étudiées : 15-24 ans, 25-64 ans, hommes ou femmes. Par exemple, le taux de chômage des hommes qui s'établissait à 11 % en 1990 dans les Iris en Zus atteint, en 2006, 24 %. Dans le même temps, les Iris en Cucs voyaient le taux de chômage des hommes passer de 5 % à 12 % et celui des Iris hors quartiers de la politique de la ville de 4 % à 10 %.

Les taux d'activité des hommes sont relativement stables sur la période (la baisse est uniquement significative entre 1999 et 2006 dans les Iris en Zus). À l'inverse, le taux d'activité

des femmes s'accroît de manière significative, mais moins rapidement dans les Iris en Zus que dans les Iris hors quartiers. Ce faisant, l'écart se creuse entre ces territoires.

Si l'ensemble des Iris de Mulhouse voit la part des hommes et des femmes avec un diplôme « bac + 2 ou plus » croître, cette croissance est plus marquée dans les Iris hors quartiers. L'écart initial de 5 points de la part des hommes avec un « bac + 2 ou plus » en 1990 augmente à près de 9 points en 2006.

Concernant la composition démographique, l'ensemble des Iris de l'agglomération connaît un double mouvement, sur la période d'accroissement de la part de la population âgée de 65 ans ou plus et d'accroissement de la part des familles monoparentales.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=90	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=90	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,116*** [0,00613]	0,174*** [0,00777]	0,209*** [0,0118]	0,0595*** [0,00812]	0,0365*** [0,0103]	Iris hors QPV	0,0600*** [0,00351]	0,0772*** [0,00422]	0,0956*** [0,00555]	0,0172*** [0,00259]	0,0197*** [0,00291]
Iris en Zus	0,207*** [0,0109]	0,316*** [0,0169]	0,384*** [0,0186]	0,107*** [0,0151]	0,0849*** [0,0129]	Iris en Zus	0,133*** [0,00734]	0,182*** [0,00975]	0,232*** [0,0147]	0,0512*** [0,00770]	0,0524*** [0,00838]
Iris en Cucs	0,132*** [0,00973]	0,211*** [0,0135]	0,265*** [0,0222]	0,0799*** [0,0122]	0,0567*** [0,0186]	Iris en Cucs	0,0713*** [0,00817]	0,0972*** [0,00943]	0,126*** [0,0161]	0,0263*** [0,00403]	0,0288*** [0,00722]
Part expliquée de la variance	0,448	0,508	0,451	0,117	0,094	Part expliquée de la variance	0,543	0,61	0,567	0,266	0,203
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,53**	2,18***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,37*	1,99***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=90	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=90	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0400*** [0,00421]	0,0679*** [0,00477]	0,0971*** [0,00634]	0,0277*** [0,00305]	0,0304*** [0,00370]	Iris hors QPV	0,105*** [0,00435]	0,107*** [0,00456]	0,123*** [0,00696]	0,00305 [0,00351]	0,0163*** [0,00433]
Iris en Zus	0,115*** [0,00806]	0,183*** [0,0106]	0,244*** [0,0155]	0,0701*** [0,00983]	0,0675*** [0,0108]	Iris en Zus	0,194*** [0,0111]	0,224*** [0,0136]	0,275*** [0,0179]	0,0325*** [0,00718]	0,0527*** [0,0109]
Iris en Cucs	0,0494*** [0,00895]	0,0863*** [0,0103]	0,125*** [0,0177]	0,0371*** [0,00648]	0,0383*** [0,00822]	Iris en Cucs	0,126*** [0,0128]	0,139*** [0,0114]	0,172*** [0,0169]	0,0150* [0,00895]	0,0342*** [0,00920]
Part expliquée de la variance	0,504	0,618	0,554	0,26	0,166	Part expliquée de la variance	0,462	0,539	0,521	0,161	0,144
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,18	1,58**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,33*	1,96***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=90	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=90	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,829*** [0,0128]	0,844*** [0,0125]	0,839*** [0,00641]	0,0136* [0,00688]	- 0,00473 [0,0105]	Iris hors QPV	0,587*** [0,0127]	0,688*** [0,0136]	0,745*** [0,00554]	0,100*** [0,00754]	0,0567*** [0,0132]
Iris en Zus	0,865*** [0,0106]	0,854*** [0,00568]	0,810*** [0,0128]	- 0,0124 [0,00801]	- 0,0486*** [0,0118]	Iris en Zus	0,579*** [0,0166]	0,648*** [0,0147]	0,632*** [0,0163]	0,0650*** [0,00984]	- 0,0204** [0,00843]
Iris en Cucs	0,829*** [0,0153]	0,837*** [0,0183]	0,825*** [0,00581]	0,00781 [0,0127]	- 0,0114 [0,0202]	Iris en Cucs	0,560*** [0,0195]	0,661*** [0,0138]	0,720*** [0,00883]	0,102*** [0,0167]	0,0602*** [0,0181]
Part expliquée de la variance	0,054	0,01	0,062	0,068	0,114	Part expliquée de la variance	0,013	0,064	0,43	0,092	0,243
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,621**	0,508***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,798	0,954		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=86	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=86	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,149*** [0,0158]	0,194*** [0,0156]	0,221*** [0,0155]	0,0438*** [0,00503]	0,0273*** [0,00487]	Iris hors QPV	0,111*** [0,0105]	0,180*** [0,0136]	0,219*** [0,0157]	0,0702*** [0,00688]	0,0413*** [0,00592]
Iris en Zus	0,0903*** [0,0133]	0,126*** [0,0178]	0,136*** [0,0193]	0,0306*** [0,00632]	0,00619 [0,00459]	Iris en Zus	0,0632*** [0,00948]	0,112*** [0,0151]	0,128*** [0,0160]	0,0440*** [0,00702]	0,0141*** [0,00490]
Iris en Cucs	0,0721*** [0,00711]	0,102*** [0,00742]	0,121*** [0,0146]	0,0301*** [0,00637]	0,0182 [0,0118]	Iris en Cucs	0,0684*** [0,00386]	0,102*** [0,00718]	0,126*** [0,0142]	0,0339*** [0,00809]	0,0230*** [0,0104]
Part expliquée de la variance	0,124	0,142	0,177	0,042	0,092	Part expliquée de la variance	0,14	0,164	0,195	0,123	0,117
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,918	0,92			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,27	1,51**		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=86	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=86	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,135*** [0,00733]	0,161*** [0,00672]	0,167*** [0,00655]	0,0273*** [0,00444]	0,00683** [0,00270]	Iris hors QPV	0,0868*** [0,00453]	0,116*** [0,00548]	0,127*** [0,00748]	0,0292*** [0,00402]	0,0124*** [0,00460]
Iris en Zus	0,111*** [0,0100]	0,125*** [0,00978]	0,130*** [0,00858]	0,0124*** [0,00360]	0,00366 [0,00420]	Iris en Zus	0,143*** [0,00846]	0,187*** [0,0113]	0,201*** [0,0105]	0,0460*** [0,00753]	0,0162*** [0,00549]
Iris en Cucs	0,0993*** [0,00918]	0,129*** [0,00883]	0,140*** [0,00878]	0,0301*** [0,00595]	0,0113* [0,00601]	Iris en Cucs	0,0946*** [0,00807]	0,122*** [0,00982]	0,153*** [0,0114]	0,0291*** [0,00787]	0,0302*** [0,0101]
Part expliquée de la variance	0,08	0,124	0,141	0,078	0,014	Part expliquée de la variance	0,355	0,36	0,309	0,057	0,035
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,828	0,697**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,29	1,41*		

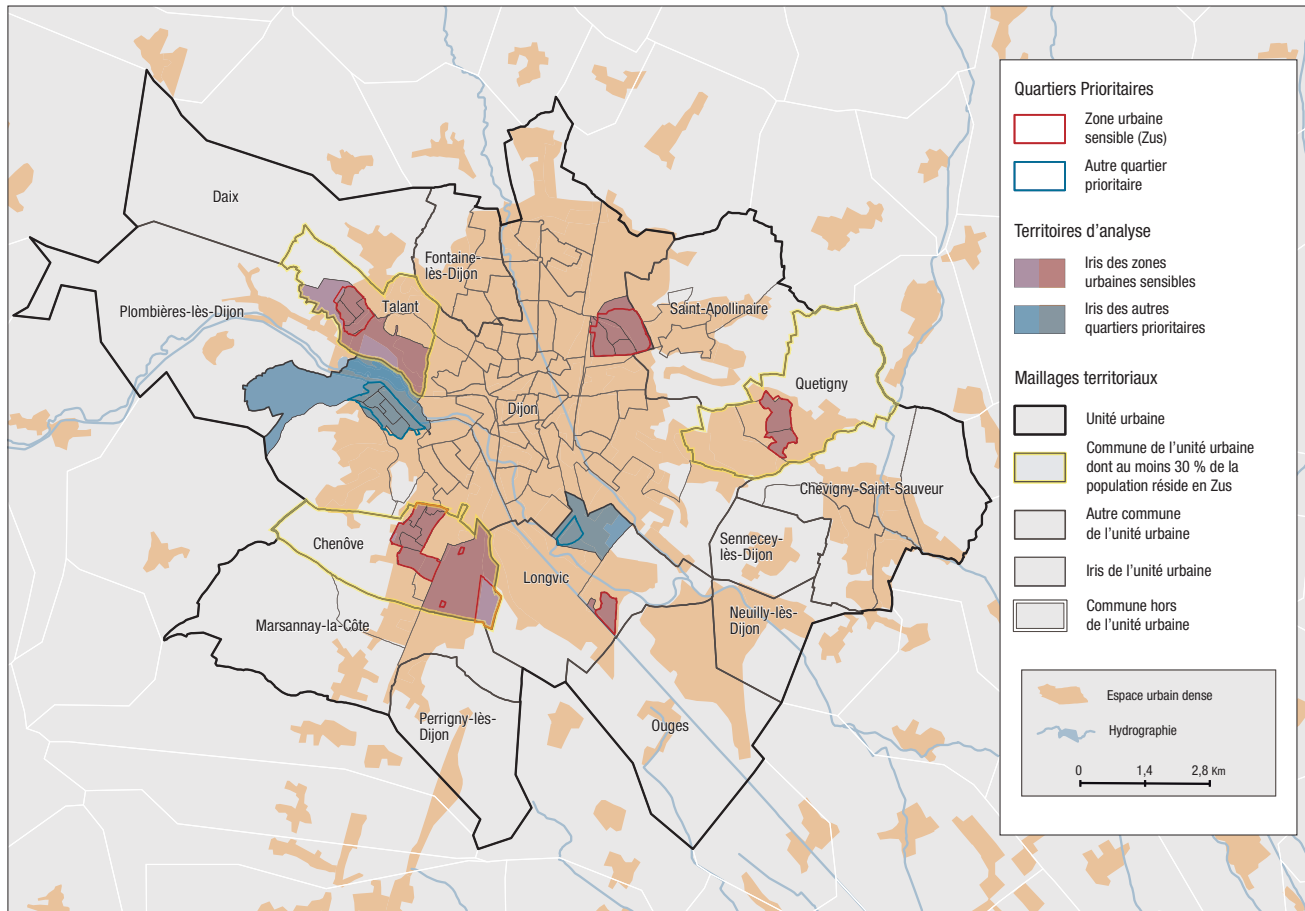
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Dijon



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Le chômage des jeunes de 15 à 24 ans s'est particulièrement dégradé entre 1990 et 1999 dans les Iris en Zus et en Cucs de l'agglomération dijonnaise (+ 14 et + 12 points de chômage pour ces Iris contre seulement + 4 points dans les autres Iris). Cette dégradation s'observe également, mais avec une ampleur plus faible, pour les hommes et pour les femmes. Le taux de chômage des hommes habitant des Iris en Zus ou en Cucs a crû plus vite que celui des femmes entre 1990 et 1999 (+ 7 points pour les hommes contre + 3 points pour les femmes). En comparaison, le chômage des hommes dans les Iris hors quartiers de la politique de la ville a augmenté d'à peine 1 point alors que celui des femmes a diminué de 2 points.

Le taux d'activité des hommes a diminué plus rapidement dans les Iris en Zus que dans les autres Iris de l'agglomération. Concernant les femmes, leur taux d'activité a crû entre 1990 et 1999 quasiment au même rythme dans les Iris en Zus et en Cucs que dans les autres Iris. Au

contraire, entre 1999 et 2006, ces taux d'activité continuaient de croître dans les Iris hors quartiers alors qu'ils se réduisaient dans les Iris en Zus ou en Cucs.

Pour les hommes comme pour les femmes, l'écart dans la proportion de personnes ayant un niveau « bac + 2 ou plus » entre les Iris en Zus ou Cucs et les autres Iris n'a cessé de se creuser sur la période (passant de 9 à 15 points).

Les Iris en Zus et en Cucs ont connu un accroissement plus rapide de la part des personnes de 65 ans ou plus dans leur population entre 1990 et 2006 que le reste de l'agglomération. Ainsi, dans ces Iris en 1990, la part de la population âgée de 65 ans ou plus est deux fois moins élevée que dans les autres Iris de l'agglomération (7 % dans les Iris en Zus contre 14 % dans les autres Iris). Ces parts sont assez proches en 2006 (14 % dans les Iris en Zus contre 16 % dans les autres Iris).

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=111	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=113	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,160*** [0,00573]	0,194*** [0,00700]	0,143*** [0,00713]	0,0357*** [0,00700]	- 0,0454*** [0,00697]	Iris hors QPV	0,0775*** [0,00342]	0,0891*** [0,00324]	0,0691*** [0,00295]	0,0125*** [0,00198]	- 0,0195*** [0,00299]
Iris en Zus	0,218*** [0,0128]	0,359*** [0,0181]	0,326*** [0,0372]	0,147*** [0,0162]	- 0,0128 [0,0245]	Iris en Zus	0,148*** [0,0141]	0,188*** [0,0185]	0,164*** [0,0170]	0,0451*** [0,00760]	- 0,0155* [0,00879]
Iris en Cucs	0,216*** [0,0203]	0,345*** [0,0395]	0,341*** [0,0566]	0,125*** [0,0290]	0,00441 [0,0219]	Iris en Cucs	0,117*** [0,0194]	0,157*** [0,0311]	0,158*** [0,0346]	0,0382*** [0,0120]	0,00107 [0,00975]
Part expliquée de la variance	0,212	0,536	0,454	0,366	0,05	Part expliquée de la variance	0,35	0,427	0,449	0,257	0,029
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	2,29***	3,46***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,30*	1,42**		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=113	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=113	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0692*** [0,00489]	0,0858*** [0,00428]	0,0763*** [0,00372]	0,0188*** [0,00265]	- 0,00956** [0,00371]	Iris hors QPV	0,108*** [0,00349]	0,111*** [0,00365]	0,0836*** [0,00333]	0,00216 [0,00253]	- 0,0273*** [0,00327]
Iris en Zus	0,115*** [0,0130]	0,182*** [0,0184]	0,168*** [0,0208]	0,0728*** [0,00904]	- 0,00704 [0,00857]	Iris en Zus	0,209*** [0,0169]	0,233*** [0,0206]	0,206*** [0,0219]	0,0313*** [0,00802]	- 0,0155 [0,0143]
Iris en Cucs	0,0863*** [0,0152]	0,147*** [0,0305]	0,172*** [0,0323]	0,0621*** [0,0160]	0,0257*** [0,00676]	Iris en Cucs	0,183*** [0,0277]	0,202*** [0,0360]	0,194*** [0,0444]	0,0146 [0,00912]	- 0,00749 [0,0145]
Part expliquée de la variance	0,144	0,366	0,396	0,39	0,06	Part expliquée de la variance	0,477	0,494	0,462	0,162	0,025
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,27	1,29*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,25	1,58***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=113	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=113	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,867*** [0,00783]	0,868*** [0,00539]	0,853*** [0,00647]	- 0,00335 [0,00530]	- 0,0178*** [0,00501]	Iris hors QPV	0,734*** [0,00631]	0,782*** [0,00489]	0,799*** [0,00488]	0,0444*** [0,00434]	0,0137*** [0,00437]
Iris en Zus	0,889*** [0,0102]	0,870*** [0,00807]	0,831*** [0,0116]	- 0,0213*** [0,00698]	- 0,0387*** [0,0103]	Iris en Zus	0,705*** [0,0193]	0,750*** [0,0162]	0,729*** [0,0184]	0,0395*** [0,00964]	- 0,0250** [0,0111]
Iris en Cucs	0,898*** [0,00599]	0,863*** [0,00406]	0,842*** [0,00178]	- 0,0345*** [0,00533]	- 0,0216*** [0,00506]	Iris en Cucs	0,743*** [0,0201]	0,772*** [0,0107]	0,738*** [0,0161]	0,0311* [0,0174]	- 0,0359*** [0,0108]
Part expliquée de la variance	0,026	0,000	0,019	0,045	0,023	Part expliquée de la variance	0,035	0,055	0,216	0,007	0,143
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,597***	0,639***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,771*	1,02		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=113	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=112	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,191*** [0,0117]	0,266*** [0,0134]	0,308*** [0,0137]	0,0719*** [0,00470]	0,0393*** [0,00476]	Iris hors QPV	0,166*** [0,00760]	0,265*** [0,0110]	0,315*** [0,0116]	0,0987*** [0,00572]	0,0502*** [0,00533]
Iris en Zus	0,100*** [0,0200]	0,123*** [0,0219]	0,141*** [0,0255]	0,0177*** [0,00623]	0,0117* [0,00702]	Iris en Zus	0,0905*** [0,0136]	0,120*** [0,0171]	0,155*** [0,0220]	0,0242*** [0,00721]	0,0279*** [0,00759]
Iris en Cucs	0,0921*** [0,0101]	0,115*** [0,0158]	0,133*** [0,0274]	0,0228** [0,00891]	0,0158 [0,0160]	Iris en Cucs	0,0862*** [0,0143]	0,114*** [0,0159]	0,157*** [0,0314]	0,0285*** [0,00331]	0,0408* [0,0239]
Part expliquée de la variance	0,137	0,214	0,246	0,239	0,058	Part expliquée de la variance	0,207	0,307	0,293	0,318	0,031
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,15	1,15			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,63***	1,69***		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=113	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=111	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,139*** [0,00741]	0,152*** [0,00764]	0,159*** [0,00789]	0,0188*** [0,00454]	0,0108*** [0,00275]	Iris hors QPV	0,109*** [0,00466]	0,118*** [0,00412]	0,130*** [0,00533]	0,00960** [0,00368]	0,0113** [0,00439]
Iris en Zus	0,0733*** [0,0110]	0,112*** [0,0143]	0,140*** [0,0128]	0,0384*** [0,00388]	0,0276*** [0,00682]	Iris en Zus	0,178*** [0,0117]	0,206*** [0,0144]	0,204*** [0,0104]	0,0297*** [0,0101]	0,000236 [0,0130]
Iris en Cucs	0,0805*** [0,0174]	0,121*** [0,0229]	0,146*** [0,0324]	0,0400*** [0,00673]	0,0259** [0,0121]	Iris en Cucs	0,178*** [0,0264]	0,217*** [0,0439]	0,230*** [0,0369]	0,0436** [0,0182]	0,00972 [0,0152]
Part expliquée de la variance	0,183	0,056	0,01	0,056	0,062	Part expliquée de la variance	0,307	0,387	0,305	0,078	0,008
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,908	0,889			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,16	1,09		

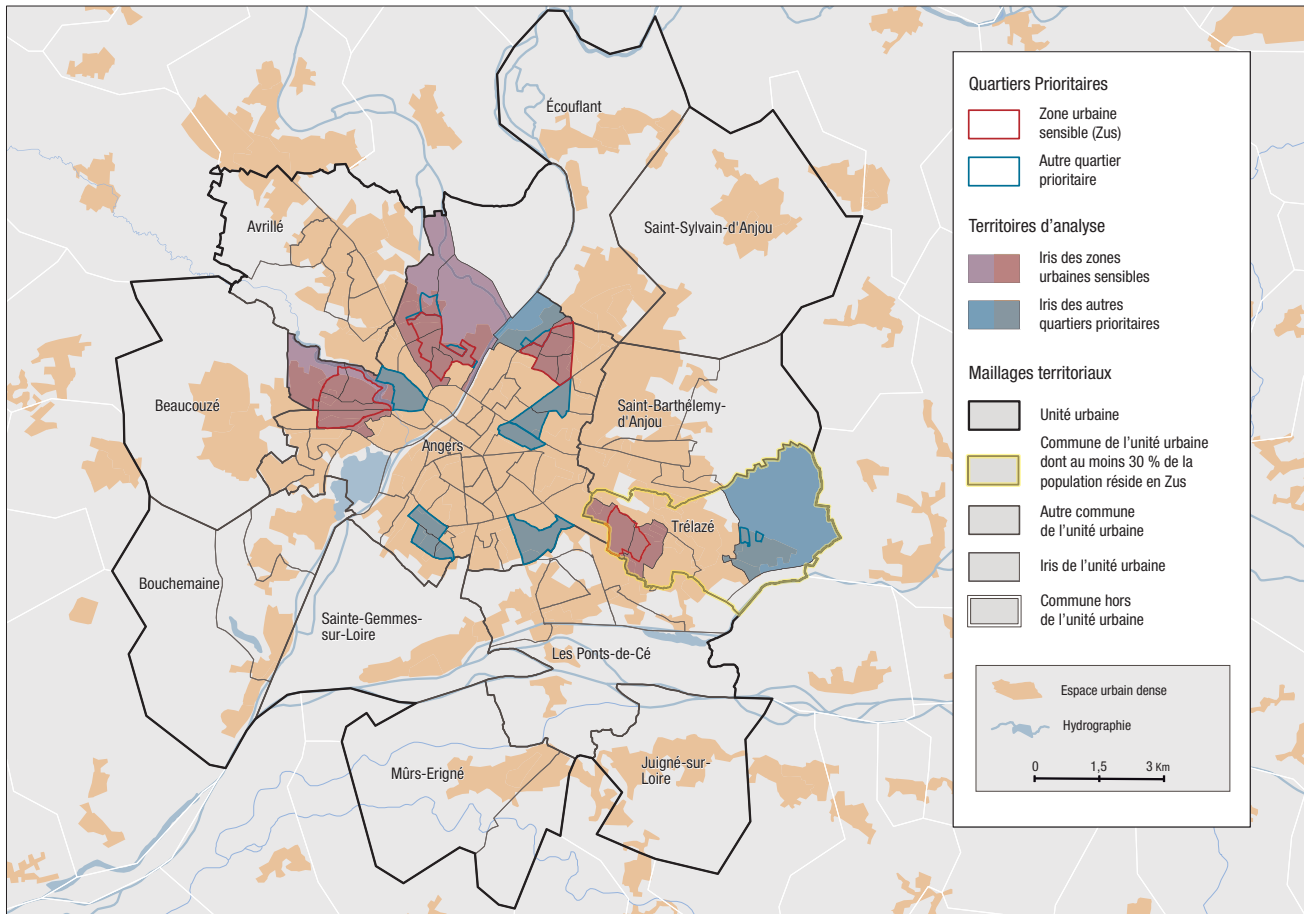
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Angers



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Comme dans le reste du territoire national, le chômage dans l'agglomération d'Angers a crû entre 1990 et 1999, avant de décroître ensuite. Ces variations sont particulièrement marquées pour les Iris en Cucs. Ceci est particulièrement vrai pour le chômage des hommes de 25 à 64 ans qui a, en moyenne, crû de 5 points entre 1990 et 1999 dans les Iris en Cucs, alors qu'il n'augmentait que d'à peine 2 points dans les autres Iris. Les évolutions enregistrées entre 1999 et 2006 n'ont pas compensé les dégradations de la décennie précédente. La situation pour les femmes est plus favorable. Le chômage des femmes a augmenté d'à peine 0,5 point dans les Iris en Cucs mais a diminué dans le reste de l'agglomération.

Les taux d'activité des hommes suivent les mêmes tendances à la décroissance dans les Iris en Zus et en Cucs que dans les Iris

hors quartiers de la politique de la ville sur la période 1990-2006. À l'inverse, le taux d'activité des femmes croît plus vite dans les Iris en Zus (+ 5 points entre 1990 et 1999) que dans les autres Iris de l'agglomération d'Angers.

Pour les hommes comme pour les femmes, l'écart dans la proportion de personnes ayant un niveau « bac + 2 ou plus » entre les Iris en Zus ou Cucs et les autres Iris n'a cessé de se creuser sur la période. Ceci est la conséquence d'un accroissement plus rapide de cette proportion dans les Iris hors quartiers (+ 13 points entre 1990 et 2006) que dans les Iris en Zus ou en Cucs.

La part de familles monoparentales reste deux fois supérieure dans les Iris en Zus et en Cucs (+ 9 points) que dans les Iris hors quartiers au cours de la période.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris = 94	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 96	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,180*** [0,00698]	0,215*** [0,00831]	0,164*** [0,00918]	0,0391*** [0,00801]	- 0,0458*** [0,00841]	Iris hors QPV	0,0892*** [0,00363]	0,101*** [0,00426]	0,0929*** [0,00451]	0,0114*** [0,00278]	- 0,00783** [0,00304]
Iris en Zus	0,286*** [0,0274]	0,303*** [0,0377]	0,238*** [0,0283]	0,0376 [0,0234]	- 0,0535** [0,0267]	Iris en Zus	0,186*** [0,0192]	0,195*** [0,0174]	0,189*** [0,0206]	0,0140 [0,00935]	- 0,00498 [0,00739]
Iris en Cucs	0,263*** [0,0100]	0,323*** [0,0225]	0,250*** [0,0208]	0,0668*** [0,0225]	- 0,0754*** [0,0201]	Iris en Cucs	0,151*** [0,00698]	0,183*** [0,0163]	0,170*** [0,0262]	0,0404*** [0,0125]	- 0,00770 [0,0174]
Part expliquée de la variance	0,363	0,243	0,176	0,02	0,018	Part expliquée de la variance	0,488	0,483	0,385	0,104	0,001
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,27	1,38*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,03	1,34*		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris = 96	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 96	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0799*** [0,00436]	0,0984*** [0,00502]	0,0983*** [0,00488]	0,0189*** [0,00309]	- 0,000122 [0,00366]	Iris hors QPV	0,123*** [0,00427]	0,126*** [0,00447]	0,109*** [0,00426]	0,00354 [0,00389]	- 0,0174*** [0,00363]
Iris en Zus	0,180*** [0,0210]	0,193*** [0,0180]	0,173*** [0,0176]	0,0189** [0,00768]	- 0,0188** [0,00888]	Iris en Zus	0,238*** [0,0227]	0,232*** [0,0212]	0,225*** [0,0260]	0,000924 [0,0109]	- 0,00304 [0,0108]
Iris en Cucs	0,142*** [0,00727]	0,185*** [0,0183]	0,164*** [0,0195]	0,0504*** [0,0123]	- 0,0184 [0,0125]	Iris en Cucs	0,198*** [0,0102]	0,216*** [0,0185]	0,201*** [0,0307]	0,0254 [0,0166]	- 0,00795 [0,0181]
Part expliquée de la variance	0,451	0,441	0,318	0,122	0,066	Part expliquée de la variance	0,501	0,47	0,396	0,045	0,024
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,933	0,808			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1	1,48**		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris = 96	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 96	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,864*** [0,0107]	0,858*** [0,00808]	0,839*** [0,00851]	- 0,00938 [0,00653]	- 0,0231*** [0,00542]	Iris hors QPV	0,723*** [0,00727]	0,766*** [0,00595]	0,773*** [0,00680]	0,0394*** [0,00491]	0,00518 [0,00518]
Iris en Zus	0,830*** [0,00818]	0,840*** [0,00812]	0,817*** [0,0110]	0,00881 [0,00937]	- 0,0236*** [0,00994]	Iris en Zus	0,660*** [0,0157]	0,722*** [0,0141]	0,736*** [0,0193]	0,0561*** [0,00839]	0,0128 [0,0111]
Iris en Cucs	0,870*** [0,0138]	0,876*** [0,0127]	0,848*** [0,0101]	0,00343 [0,0120]	- 0,0280*** [0,00766]	Iris en Cucs	0,727*** [0,0161]	0,765*** [0,00892]	0,754*** [0,0145]	0,0361*** [0,0122]	- 0,0106 [0,0166]
Part expliquée de la variance	0,045	0,031	0,023	0,026	0,001	Part expliquée de la variance	0,156	0,105	0,054	0,029	0,019
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,700**	0,781			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,765*	1,12		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris = 95	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 95	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,189*** [0,0122]	0,263*** [0,0140]	0,312*** [0,0161]	0,0727*** [0,00563]	0,0472*** [0,00509]	Iris hors QPV	0,151*** [0,00919]	0,242*** [0,0114]	0,297*** [0,0131]	0,0903*** [0,00491]	0,0546*** [0,00473]
Iris en Zus	0,0850*** [0,0171]	0,136*** [0,0213]	0,155*** [0,0232]	0,0448*** [0,00729]	0,0190*** [0,00722]	Iris en Zus	0,0729*** [0,0130]	0,137*** [0,0224]	0,163*** [0,0224]	0,0594*** [0,0107]	0,0244*** [0,00607]
Iris en Cucs	0,111*** [0,0252]	0,168*** [0,0287]	0,200*** [0,0297]	0,0476*** [0,00967]	0,0293** [0,0122]	Iris en Cucs	0,104*** [0,0134]	0,156*** [0,0191]	0,191*** [0,0236]	0,0453*** [0,0106]	0,0351*** [0,0119]
Part expliquée de la variance	0,193	0,2	0,211	0,071	0,076	Part expliquée de la variance	0,186	0,212	0,238	0,163	0,097
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,03	1,26			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,2	1,45**		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris = 96	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris = 94	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,133*** [0,00815]	0,148*** [0,00733]	0,163*** [0,00732]	0,0172*** [0,00522]	0,0165*** [0,00381]	Iris hors QPV	0,103*** [0,00642]	0,115*** [0,00623]	0,125*** [0,00710]	0,0128*** [0,00364]	0,0108** [0,00415]
Iris en Zus	0,116*** [0,0120]	0,135*** [0,0119]	0,140*** [0,0129]	0,0196*** [0,00480]	0,00263 [0,00743]	Iris en Zus	0,173*** [0,0172]	0,207*** [0,0142]	0,227*** [0,0235]	0,0368*** [0,00857]	0,0220 [0,0150]
Iris en Cucs	0,146*** [0,0268]	0,159*** [0,0260]	0,149*** [0,0229]	0,0103* [0,00520]	- 0,00812** [0,00405]	Iris en Cucs	0,174*** [0,0212]	0,224*** [0,0239]	0,216*** [0,0219]	0,0575*** [0,0172]	- 0,00411 [0,00714]
Part expliquée de la variance	0,018	0,011	0,023	0,005	0,085	Part expliquée de la variance	0,254	0,419	0,329	0,173	0,03
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,762*	0,751*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,02	1,17		

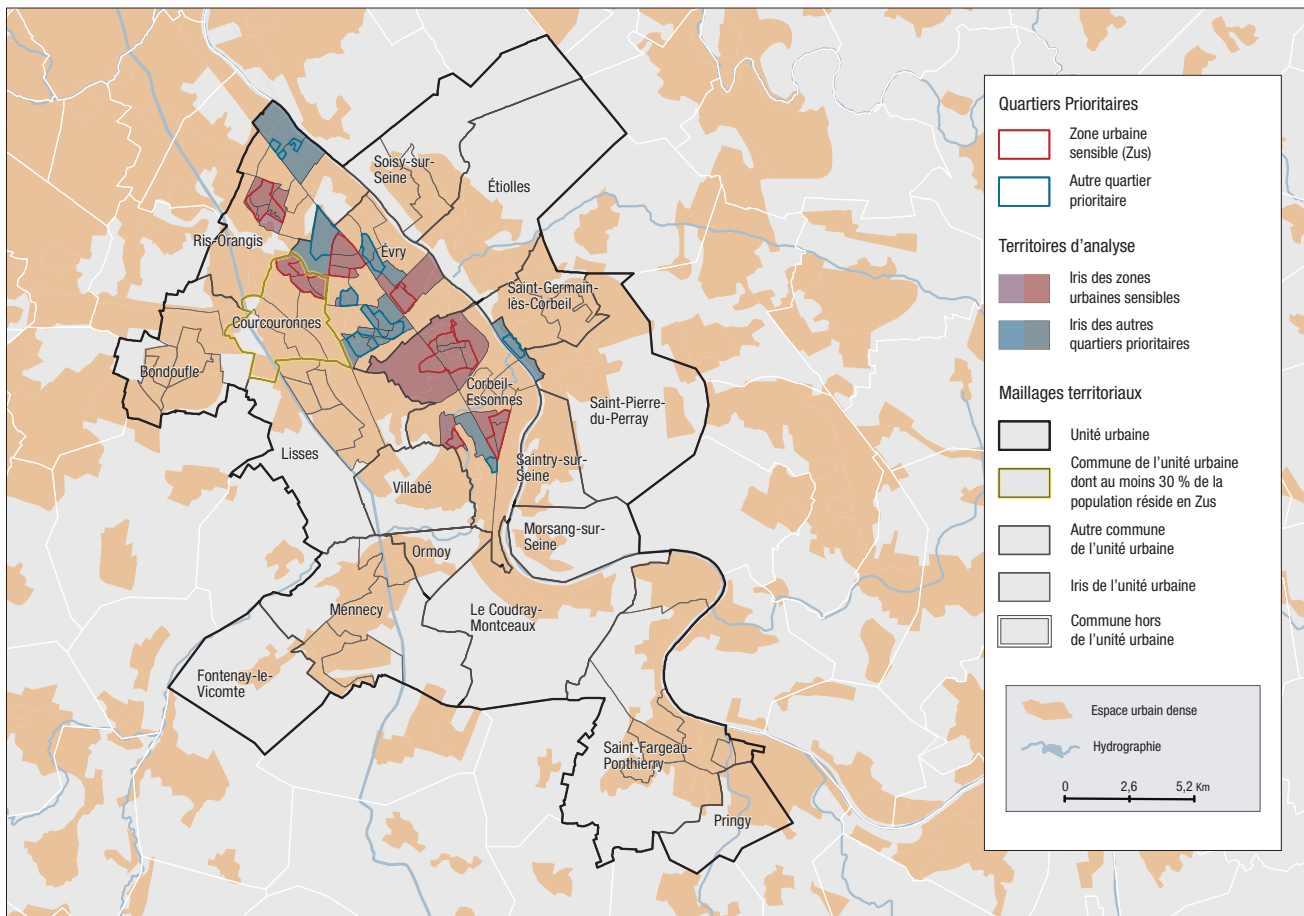
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Évry



Sources : BD CARTHAGE®, CORINE Land Cover, Insee.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : la zone considérée est délimitée en noir. Les Iris considérés en Zus figurent en rouge et ceux considérés en Cucs figurent en bleu. Les contours des quartiers sont dessinés en superposition. Les communes dont plus de 30 % de la population réside en Zus sont délimitées en jaune.

Le taux de chômage de la zone d'emploi d'Évry est relativement faible. En 1999, dans les quartiers, le chômage des hommes a doublé par rapport à 1990 et celui des femmes est resté élevé. Le chômage des jeunes des quartiers est passé de 16 % en 1990 à 27 % en 1999. Entre 1999 et 2006, le chômage continue de progresser dans les quartiers, particulièrement dans les quartiers Cucs où la situation se dégrade sur toute la période 1990-2006. Sur la même période, l'évolution du chômage est plutôt favorable, dans le reste du territoire.

Sur la période 1990-2006, le taux d'activité masculine diminue, plus fortement dans les quartiers sensibles qu'ailleurs (7 points contre 4). En revanche, le taux d'activité des femmes a augmenté de manière comparable pour l'ensemble des quartiers, mais de manière asynchrone : augmentation de 3 points hors quartiers de la politique de la ville entre 1990 et 1999, 1 point en Cucs et pas d'évolution en Zus ; puis, entre

1999 et 2006, augmentation de 2 points en Zus et stagnation ailleurs.

Le niveau de formation dans les Zus est toujours beaucoup plus bas en 2006 qu'ailleurs et les écarts observés en 1990 se sont maintenus sur toute la période. Comme pour le chômage des hommes, on note une dégradation considérable de la situation relative des quartiers Cucs par rapport aux autres territoires. Les femmes connaissent de ce point de vue et dans ces mêmes quartiers, une dégradation similaire de leur situation relative.

Des évolutions importantes sont à noter en ce qui concerne les familles monoparentales : leur proportion est passée de 15 % en Zus en 1990 à 22 % en 2006, les Cucs connaissant une trajectoire semblable. Dans le même temps, la fréquence de familles monoparentales évoluait dans le reste du territoire de manière moins ample : de 8 % en 1990 à 12 % en 2006.

Taux de chômage des 15-24 ans						Taux de chômage des 25-64 ans					
Nb. Iris=92	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=96	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,119*** [0,00558]	0,167*** [0,00787]	0,147*** [0,00846]	0,0589*** [0,0115]	- 0,0180* [0,0102]	Iris hors QPV	0,0567*** [0,00292]	0,0769*** [0,00324]	0,0697*** [0,00340]	0,0201*** [0,00281]	- 0,00785*** [0,00239]
Iris en Zus	0,165*** [0,0101]	0,275*** [0,0213]	0,257*** [0,0226]	0,111*** [0,0159]	- 0,0234 [0,0188]	Iris en Zus	0,0969*** [0,00688]	0,160*** [0,0163]	0,151*** [0,0110]	0,0652*** [0,0113]	- 0,00643 [0,0121]
Iris en Cucs	0,139*** [0,0103]	0,194*** [0,0164]	0,239*** [0,0197]	0,0652*** [0,0181]	0,0399** [0,0171]	Iris en Cucs	0,0728*** [0,00509]	0,127*** [0,00767]	0,140*** [0,0117]	0,0539*** [0,00647]	0,0126* [0,00755]
Part expliquée de la variance	0,201	0,313	0,355	0,085	0,086	Part expliquée de la variance	0,352	0,426	0,548	0,282	0,048
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	2,38***	2,64***			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	2,48***	2,21***		
Taux de chômage des hommes (15-64 ans)						Taux de chômage des femmes (15-64 ans)					
Nb. Iris=96	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=96	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0449*** [0,00387]	0,0763*** [0,00413]	0,0734*** [0,00348]	0,0330*** [0,00337]	- 0,00355 [0,00312]	Iris hors QPV	0,0865*** [0,00330]	0,0914*** [0,00354]	0,0820*** [0,00373]	0,00521 [0,00370]	- 0,00975*** [0,00356]
Iris en Zus	0,0815*** [0,00680]	0,163*** [0,0165]	0,152*** [0,0114]	0,0845*** [0,0110]	- 0,0104 [0,0138]	Iris en Zus	0,139*** [0,00896]	0,182*** [0,0176]	0,181*** [0,0149]	0,0447*** [0,0111]	0,00155 [0,0117]
Iris en Cucs	0,0562*** [0,00546]	0,123*** [0,00775]	0,137*** [0,0121]	0,0685*** [0,00789]	0,015 [0,0110]	Iris en Cucs	0,111*** [0,00771]	0,146*** [0,0103]	0,173*** [0,0143]	0,0338*** [0,00639]	0,0261*** [0,00697]
Part expliquée de la variance	0,272	0,414	0,521	0,312	0,042	Part expliquée de la variance	0,367	0,412	0,543	0,187	0,109
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	2,04***	1,55**			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	2,30***	2,53***		
Taux d'activité des hommes (25-64 ans)						Taux d'activité des femmes (25-64 ans)					
Nb. Iris=96	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=96	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,919*** [0,00448]	0,887*** [0,00435]	0,868*** [0,00508]	- 0,0340*** [0,00446]	- 0,0206*** [0,00405]	Iris hors QPV	0,743*** [0,00706]	0,783*** [0,00684]	0,791*** [0,00718]	0,0385*** [0,00540]	0,00554 [0,00486]
Iris en Zus	0,921*** [0,00641]	0,881*** [0,00980]	0,849*** [0,0156]	- 0,0427*** [0,00689]	- 0,0333*** [0,0141]	Iris en Zus	0,751*** [0,0132]	0,749*** [0,0145]	0,766*** [0,0140]	- 0,00565 [0,00833]	0,0163 [0,0106]
Iris en Cucs	0,939*** [0,00962]	0,908*** [0,00865]	0,877*** [0,00856]	- 0,0320*** [0,00487]	- 0,0309*** [0,00765]	Iris en Cucs	0,787*** [0,0148]	0,800*** [0,0117]	0,797*** [0,0108]	0,00846 [0,0125]	- 0,00224 [0,0142]
Part expliquée de la variance	0,045	0,054	0,038	0,018	0,021	Part expliquée de la variance	0,071	0,096	0,045	0,186	0,018
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,896	1,36*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,05	1,01		
Part des hommes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus						Part des femmes de 15 ans et plus avec bac + 2 ou plus					
Nb. Iris=96	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=95	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,199*** [0,0145]	0,268*** [0,0142]	0,304*** [0,0139]	0,0685*** [0,00650]	0,0374*** [0,00453]	Iris hors QPV	0,156*** [0,00978]	0,245*** [0,0108]	0,296*** [0,0117]	0,0888*** [0,00543]	0,0499*** [0,00448]
Iris en Zus	0,112*** [0,0141]	0,150*** [0,0157]	0,162*** [0,0137]	0,0316*** [0,00925]	0,0134 [0,0111]	Iris en Zus	0,0917*** [0,00867]	0,134*** [0,0131]	0,160*** [0,0145]	0,0367*** [0,00547]	0,0226*** [0,00626]
Iris en Cucs	0,175*** [0,0202]	0,212*** [0,0182]	0,223*** [0,0219]	0,0280** [0,0108]	0,0101 [0,0112]	Iris en Cucs	0,134*** [0,0159]	0,194*** [0,0158]	0,228*** [0,0220]	0,0531*** [0,00882]	0,0317*** [0,0107]
Part expliquée de la variance	0,159	0,237	0,307	0,126	0,095	Part expliquée de la variance	0,166	0,306	0,346	0,266	0,117
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,93	0,962			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,11	1,24		
Part des plus de 65 ans						Part des familles monoparentales					
Nb. Iris=96	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006	Nb. Iris=93	1990	1999	2006	V 1990-1999	V 1999-2006
Iris hors QPV	0,0775*** [0,00720]	0,0969*** [0,00631]	0,110*** [0,00597]	0,0193*** [0,00313]	0,0144*** [0,00342]	Iris hors QPV	0,0847*** [0,00428]	0,106*** [0,00461]	0,122*** [0,00650]	0,0194*** [0,00524]	0,0165*** [0,00426]
Iris en Zus	0,0561*** [0,00919]	0,0725*** [0,0115]	0,0825*** [0,0128]	0,0182*** [0,00328]	0,0113** [0,00453]	Iris en Zus	0,155*** [0,00978]	0,200*** [0,0110]	0,223*** [0,0107]	0,0461*** [0,00718]	0,0203* [0,0105]
Iris en Cucs	0,0578*** [0,0180]	0,0632*** [0,0169]	0,0595*** [0,0145]	0,0102*** [0,00275]	- 0,00283 [0,00503]	Iris en Cucs	0,144*** [0,0116]	0,187*** [0,0125]	0,235*** [0,0145]	0,0440*** [0,0114]	0,0492*** [0,0119]
Part expliquée de la variance	0,043	0,078	0,144	0,026	0,062	Part expliquée de la variance	0,464	0,555	0,523	0,094	0,083
Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	0,833	0,762*			Ratio de variances normalisées	1 (ref.)	1,29	1,41*		

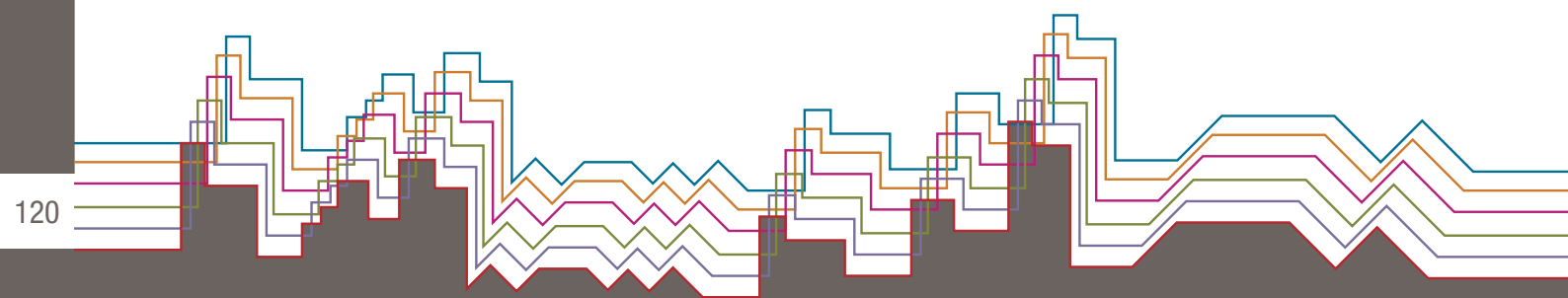
Source : Insee, recensements 1990, 1999, 2006.

Traitements : Onzus.

Lecture : Les lignes « Iris hors QPV », « Iris en Zus » et « Iris en Cucs » donnent les niveaux de chômage pour chaque année considérée (colonnes « 1990 », « 1999 », « 2006 ») dans chacun des trois types de territoire considérés, ainsi que leur évolution sur les périodes intercensitaires (colonne « V 1990-1999 » et « V 1999-2006 »).

Note : pour les coefficients, *** signifie que le coefficient est différent de 0 avec un niveau de confiance de 1 %, ** pour un niveau de confiance de 5 %, et * pour un niveau de confiance de 10 %. Pour les ratios de variances normalisées, les étoiles renvoient aux mêmes niveaux de confiance pour des écarts à 1.

Les indicateurs commentés



L'emploi p. 122

→ Activité, emploi, chômage p. 124

Les entreprises p. 136

→ L'activité économique dans les quartiers de la politique de la ville (ZFU, ZRU et Zus) p. 139

Les revenus des habitants p. 156

→ Les revenus fiscaux localisés des ménages en 2007 p. 159

→ Les bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire, au premier trimestre 2009 p. 166

→ Les allocataires des caisses d'allocations familiales au 31 décembre 2008 p. 171

→ La pauvreté en zones urbaines sensibles en 2008 p. 179

La santé p. 186

→ L'état de santé des enfants de CM2 (année scolaire 2004-2005) et de 3^e (année scolaire 2003-2004) p. 189

Les établissements et la réussite scolaires p. 204

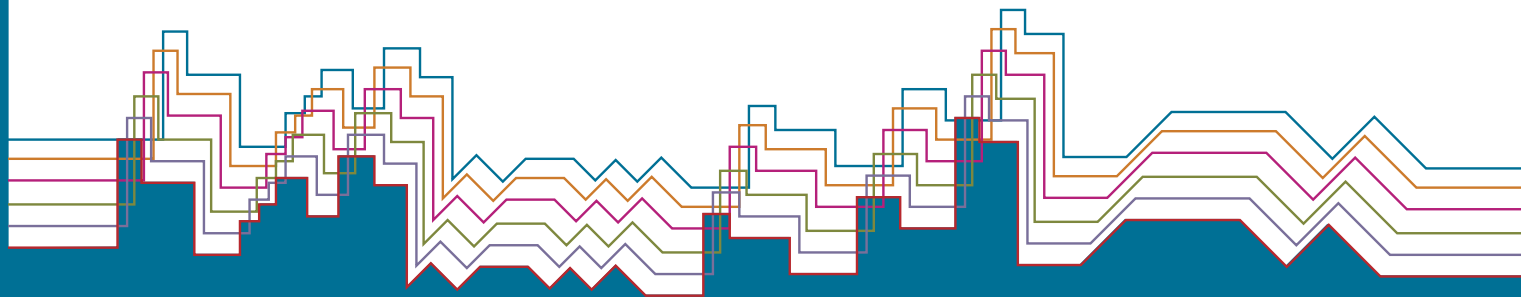
→ Les indicateurs sur les établissements scolaires publics en Zus p. 206

→ Orientation et réussite scolaires dans le secondaire public en Zus p. 214

La sécurité et la tranquillité publiques p. 224

→ Les faits constatés en Zus en 2009 p. 226

→ Insécurité et sentiment d'insécurité dans les Zus p. 246



L'emploi

Les entreprises

Les revenus des habitants

La santé

Les établissements
et la réussite scolaires

La sécurité et la tranquillité publiques

L'emploi

→ Activité, emploi, chômage



Indicateurs associés à l'emploi définis dans la loi du 1^{er} août 2003

Évolution annuelle du taux de chômage dans l'ensemble des zones urbaines sensibles (Zus) et dans l'ensemble des agglomérations concernées par la politique de la ville.

Évolution du même taux pour les actifs de faible niveau de formation et pour les jeunes actifs de moins de 25 ans dans les Zus et les agglomérations de référence.

Évolution annuelle du nombre des demandeurs d'emploi de catégorie 1 inscrits à Pôle emploi dans les Zus et des demandeurs d'emploi étrangers résidant en Zus.

Taux de couverture des différents dispositifs d'aide à l'emploi dans les Zus comparés aux agglomérations :

- aides à l'embauche en entreprise ;
- aides aux emplois des entreprises d'insertion ;
- aides aux emplois d'utilité sociale ;
- stages de formation et d'insertion ;
- contrats en alternance.

Taux de suivi des demandeurs d'emploi en Zus par les services publics de l'emploi.

Activité, emploi, chômage

Le chômage a augmenté de manière sensible dans les quartiers de la politique de la ville entre 2008 et 2009, en conséquence directe de la crise économique. L'augmentation n'est toutefois pas plus marquée en Zus qu'ailleurs, sauf en ZFU où elle s'élève à 4 points. Le chômage touche encore fortement les jeunes en 2009 : 43 % des jeunes hommes actifs et 37 % des jeunes actives sont au chômage en Zus. Pour la première fois depuis 2003, les jeunes diplômés sont aussi touchés par le chômage en 2009, alors que le diplôme les protégeait jusque-là. Si les femmes d'origine immigrée ont quatre fois moins de chances d'être en emploi lorsqu'elles vivent en Zus plutôt qu'ailleurs, leur niveau de formation, d'âge et la composition de leur cellule familiale expliquent la majeure partie de cette différence.

Un chômage en augmentation sous l'effet de la crise économique

L'année 2009 révèle, dans les quartiers de la politique de la ville, une rupture de tendance marquée en matière d'emploi, en raison de la crise économique, dont le rapport 2009 de l'Onzus constatait les signes précurseurs. Au plan national, le taux de chômage annuel a augmenté de 1,7 point entre 2008 et 2009. Dans les agglomérations comprenant des quartiers de la politique de la ville, l'augmentation a été légèrement su-

périeure (+ 1,9 point). Les quartiers de la politique de la ville suivent cette tendance mais, pour certains d'entre eux, de manière beaucoup plus marquée (**graphique 1 et tableau 1**). Ainsi, en 2009, si les taux de chômage en Zus et en ZRU augmentent de 2 points, pour se situer respectivement à 18,6 % et 23,3 %, en ZFU et dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville non classés en Zus, en revanche, les taux de chômage augmentent de près de 4 points.

Un taux de chômage qui remonte à 18,6 % en Zus, en 2009.

Graphique 1

Évolution comparée du taux de chômage dans les quartiers Zus et dans les autres quartiers des agglomérations possédant une Zus



Source : enquête emploi en continu de l'Insee.

Traitements : Onzus.

Lecture : les initiales « UU » signifient « unité urbaine ».

Le chômage au sens du bureau international du travail

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence;

- être disponible pour prendre un emploi dans les quinze jours;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi (et inversement).

Tableau 1

Taux de chômage annuel des 15-59 ans selon le lieu de résidence, en %

Année	France métropolitaine	Zus	Quartiers Cucs non Zus	ZFU	ZRU	Quartiers hors Zus des unités urbaines possédant des Zus
2003	8,1	17,2	15,3	18,4	19,4	8,7
2004	8,6	18,9	14,7	20,2	21,5	9,3
2005	8,7	20,0	14,4	20,1	24,9	9,6
2006	8,9	19,5	14,6	21,4	23,4	9,4
2007	8,1	17,8	13,6	19,0	20,5	8,6
2008	7,5	16,9	12,4	16,5	21,4	7,7
2009	9,2	18,6	16,0	20,6	23,3	9,8

Source : enquête emploi en continu de l'Insee.

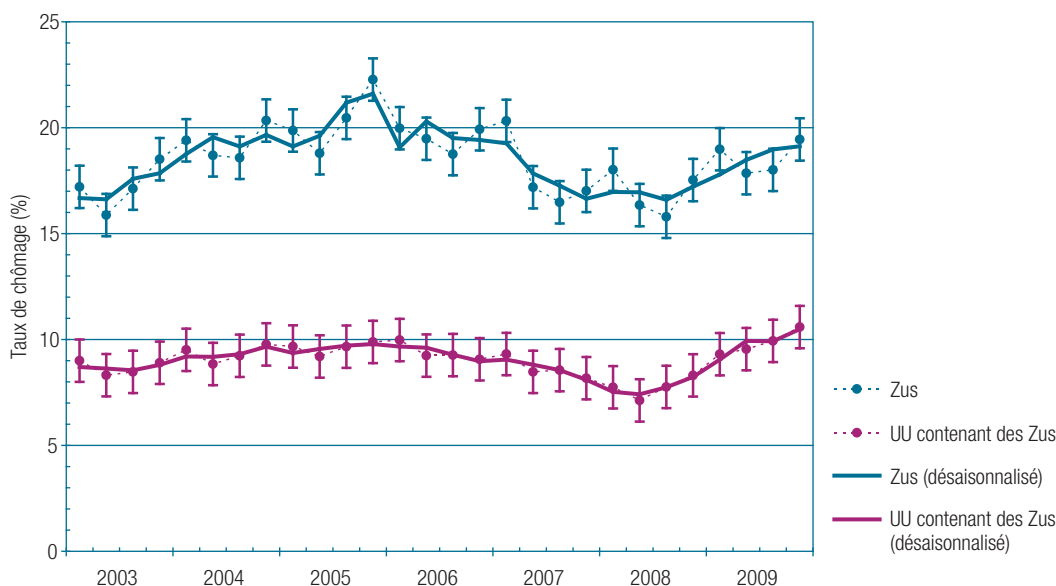
Traitements : Onzus.

Note : chômage au sens du Bureau international du travail (voir encadré).

Ainsi, en Zus, la crise ne semble pas se manifester par des effets plus marqués qu'ailleurs : entre 2008 et 2009, le taux de chômage dans ces quartiers augmente en moyenne de 1,7 point, alors qu'il progresse de 2,1 points dans les quartiers hors Zus des mêmes agglomérations, (**tableau 1 et graphiques 1 et 2**). Toutefois, cette évolution masque des disparités spatiales importantes. Ainsi, sur la même période, les ZFU connaissent une augmentation du taux de chômage de 4,1 points alors que le taux de chômage dans les Zus non ZRU n'a augmenté que de 1,2 point (s'établissant à

14,4 % en moyenne, en 2009, dans ces quartiers). Cette évolution est à rapprocher de celle du nombre d'embauches de salariés bénéficiant d'exonérations de charges (voir chapitre sur les entreprises). Le nombre des demandeurs inscrits à Pôle emploi augmente dans des proportions cohérentes mais de manière moins soutenue dans les quartiers de la politique de la ville. À noter que, contrairement aux données de l'enquête emploi, les statistiques de Pôle emploi ne traduisent pas d'augmentation plus marquée des demandeurs en ZFU parmi les demandeurs en Zus (**comparer les tableaux 1 et 3**).

Graphique 2
Évolution trimestrielle du taux de chômage dans les quartiers Zus et dans les autres quartiers des agglomérations possédant une Zus



Source : enquête emploi en continu de l'Insee.

Traitements : Onzus.

Lecture : sur les courbes de taux de chômage (pointillés), les barres verticales représentent les intervalles de confiance d'un écart-type.

Les statistiques de demandeurs d'emploi en fin de mois sont globalement conformes à celles de l'enquête emploi en continu (**tableaux 2 et 3**). L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi atteint environ 15 % en un an, avec quelques différences selon la statistique considérée et le type de

quartier. D'après l'enquête emploi, en Zus et en ZRU, l'augmentation du nombre de chômeurs est légèrement inférieure entre mi-2008 et mi-2009 (+ 10 %) et supérieure en ZFU (+ 25 %). Ces chiffres permettent de situer le nombre de chômeurs supplémentaires en Zus à environ 40 000 pour la seule année 2009.

40 000 chômeurs supplémentaires en Zus, en 2009.

L'activité féminine en hausse régulière en Zus depuis 2003

Le nombre d'actifs restant stable (pour la population âgée de 20 à 60 ans), la totalité des pertes d'emploi se reporte sur le chômage et non sur l'inactivité (**graphique 3**). On note, par ailleurs, que le taux d'inactivité diminue régulièrement depuis 2003, exclusivement sous l'action d'une baisse très nette de ce taux pour les femmes: en six ans, en Zus, le taux d'inactivité des femmes est passé de 38 % à 33 %. 50 000 femmes autrefois inactives sont ainsi

devenues actives. Dans le même temps, l'inactivité des femmes hors Zus passait de 26 % en 2003 à 23 % en 2009. La crise n'a pas modifié cette tendance en 2009.

En revanche, en 2009, le taux d'inactivité des hommes a lui augmenté de 1,5 point. Ainsi, en Zus, la stabilité du nombre d'inactifs en 2009 masque une augmentation de l'inactivité masculine et une diminution de l'inactivité féminine.

Tableau 2

Estimation du nombre des demandeurs d'emploi inscrits au 31 décembre 2009 et évolution sur un an, dans les Zus, les ZRU et les ZFU de France métropolitaine

	Nombre de DEFM de toutes catégories		Nombre de DEFM de catégorie A		Nombre de DEFM ayant exercé des activités réduites au cours du mois (catégorie B)	
	Effectif au 31/12/2009	Évolution sur un an (%)	Effectif au 31/12/2009	Évolution sur un an (%)	Effectif au 31/12/2009	Évolution sur un an (%)
Zus (1)	491 498	+ 14,3	331 868	+ 14,7	50 092	+ 6,9
<i>dont Zus non ZRU</i>	151 503	+ 15,8	100 626	+ 16,2	16 670	+ 10,3
ZRU (2)	339 995	+ 14,1	231 242	+ 13,8	33 422	+ 6,5
ZFU (3)	168 507	+ 14,5	116 135	+ 15,0	16 147	+ 5,7

(1) : 717 Zus de France métropolitaine.

(2) : 396 ZRU de France métropolitaine y compris celles classées en ZFU.

(3) : 93 ZFU (des générations 1996, 2004 et 2006 de France métropolitaine).

Source : Pôle emploi-Insee, situation des demandeurs d'emploi aux 31 décembre 2008 et 2009.

Traitements : Onzus.

Notes : données brutes provisoires au 31/12/2009.

La catégorie A regroupe les catégories 1, 2 et 3 hors activité réduite de Pôle emploi, c'est-à-dire les personnes sans emploi inscrites à Pôle emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi et en recherche d'emploi; la catégorie B regroupe les personnes en activité réduite inscrites à Pôle emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi et en recherche d'emploi.

Tableau 3

Évolution annuelle du nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A, entre 2002 et 2009, dans les Zus métropolitaines, leurs agglomérations et en France métropolitaine, en %

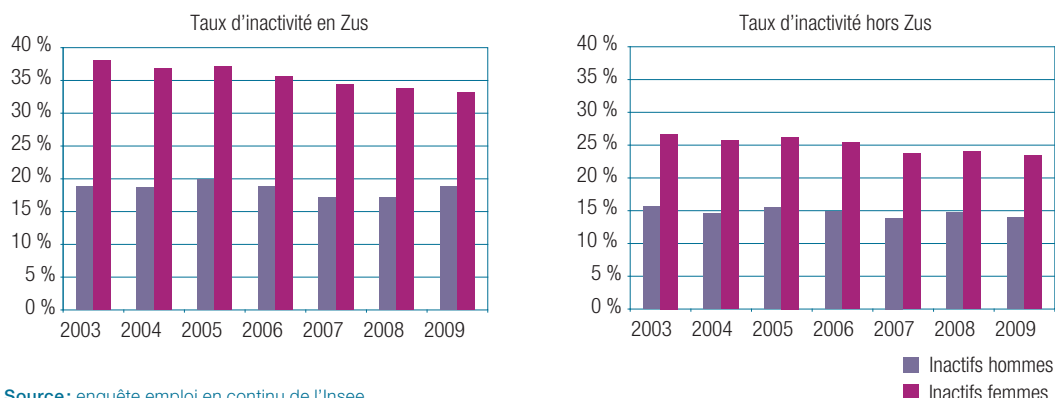
Périodes	Zus	Agglomérations comportant une Zus	France métropolitaine
31/12/02 au 31/12/03	+ 2,4	+ 4,7	+ 4,8
31/12/03 au 31/12/04	- 1,1	- 0,8	+ 0,7
31/12/04 au 31/12/05	- 5,3	- 5,8	- 5,3
31/12/05 au 31/12/06	- 12,1	- 12,1	- 11,9
31/12/06 au 31/12/07	- 11,7	- 11,1	- 10,9
31/12/07 au 31/12/08	+ 8,6	+ 8,5	+ 9,9
31/12/08 au 31/12/09	+ 14,7	+ 18,3	+ 19,6

Source : Pôle emploi-Insee, situation des demandeurs d'emploi aux 31 décembre 2008 et 2009.

Traitements : Onzus.

Notes : données brutes provisoires au 31/12/2009.

La catégorie A regroupe les catégories 1, 2 et 3 hors activité réduite de Pôle emploi, c'est-à-dire les personnes sans emploi inscrites à Pôle emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi et en recherche d'emploi; la catégorie B regroupe les personnes en activité réduite inscrites à Pôle emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi et en recherche d'emploi.

Graphique 3
Répartition de l'inactivité en Zus et hors Zus selon le sexe


Source: enquête emploi en continu de l'Insee.

Traitements: Onzus.

Le chômage touche davantage les hommes que les femmes dans les quartiers et plus encore ceux qui sont originaires d'autres pays

Au-delà des caractéristiques du quartier, les caractéristiques individuelles jouent de manière très sensible sur le marché du travail. Ainsi, si le taux de chômage en Zus a augmenté de 1,7 point entre 2008 et 2009, l'augmentation est de 0,8 point pour les Français fils ou filles de parents nés français, 1 point pour les Français fils ou filles de parents nés étrangers et de 3 points pour les étrangers (**encadré La répartition des habitants en âge d'être actifs selon leur origine**).

L'âge est aussi source d'hétérogénéité dans le devenir sur le marché du travail (**tableau 4**). L'accroissement du nombre de chômeurs est plus fort, en 2009, en Zus pour les plus de 50 ans que pour les autres classes d'âge, après avoir été plus faible en 2008. La croissance du nombre de femmes au chômage est, pour la deuxième année consécutive, nettement plus faible que celle des hommes. Ce constat est semblable en Zus et dans les autres quartiers.

Tableau 4

Structure et évolution des demandeurs d'emploi (catégorie A) par sexe et âge (%)

	Zus				Agglomérations comportant une Zus			
	Structure au 31/12/2009	Évolution 2006-2007*	Évolution 2007-2008*	Évolution 2008-2009	Structure au 31/12/2009	Évolution 2006-2007*	Évolution 2007-2008*	Évolution 2008-2009
Moins de 25 ans	18,2	- 13,3	+ 14,1	+ 13,4	17,9	- 12,2	+ 16,8	+ 18,8
De 25 à 49 ans	67,7	- 10,1	+ 8,0	+ 13,6	67,1	- 9,4	+ 8,1	+ 16,1
50 ans et plus	14,0	- 8,1	+ 8,1	+ 18,9	15,0	- 9,9	+ 7,7	+ 20,2
Hommes	55,2	- 10,1	+ 14,0	+ 17,5	52,4	- 10,1	+ 14,1	+ 21,0
Femmes	44,8	- 11,1	+ 3,0	+ 10,6	47,6	- 9,9	+ 4,6	+ 13,3
Ensemble	100	- 10,5	+ 9,2	+ 14,3	100	- 10,0	+ 9,7	+ 17,2

* : Chiffres relatifs à la catégorie 1 de demandeurs d'emploi.

Source: Pôle emploi-Insee, situation des demandeurs d'emploi aux 31 décembre 2007, 2008 et 2009. Note: données brutes provisoires au 31/12/2009.

Champ: 717 Zus de France métropolitaine.

Traitements: Onzus.

Note: La catégorie A regroupe les catégories 1, 2 et 3 hors activités réduites de Pôle emploi, c'est-à-dire les personnes sans emploi inscrites à Pôle emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi et en recherche d'emploi.

Ce diagnostic peut être précisé en modélisant la probabilité d'être en emploi dans un cadre qui permet de tenir un discours « toutes choses égales par ailleurs ». En particulier, il peut être intéressant de préciser la nature des statistiques obtenues lorsque l'on tient compte des différences de structures démographiques ou de qualification entre les quartiers de la politique de la ville et les autres. À cette fin, nous précisons, dans le **tableau 5**, les rapports de chance d'être en emploi entre des habitants des quartiers de la politique de la ville et des habitants d'autres quartiers des mêmes agglomérations ayant des caractéristiques identiques. Globalement, un habitant des quartiers a entre 1,1 et 1,9 fois moins de chances d'être en emploi qu'un habitant des autres quartiers. Pour fixer les idées, sur la période 2006-2009, pour un même individu, l'écart de chance d'être en emploi entre le point de conjoncture haut (2005) et le point bas (2006) est de 25 %. Ainsi, dans la majeure partie des situations, le rapport de chance d'être en emploi entre un habitant des quartiers de la politique de la ville et un habitant des autres quartiers est de même ordre que le rapport de chances d'être en emploi en deux points extrêmes de conjoncture. Les principales déviations par rapport à ce constat concernent les individus vivant en ZRU et en ZFU et, de manière plus marquée, les habitants de ces quartiers qui sont fils ou filles de parents nés à l'étranger ou dans les départements d'outre-mer. Ainsi, un homme vivant en ZRU et dont les parents ne sont pas nés en France métropolitaine, a 1,88 fois moins de chances d'être en emploi qu'un homme de caractéristiques identiques vivant dans un autre quartier. De manière assez remarquable, les écarts entre les quartiers de la politique de la ville et les autres quartiers sont plus marqués pour les hommes que pour les femmes et ce, quelle que soit leur origine : en moyenne, une femme résidant dans les quartiers a, toutes choses égales par ailleurs, 1,1 fois plus de chances d'être en emploi qu'un homme.

Le constat « toutes choses égales par ailleurs » conduit à des résultats fondamentalement différents de ceux que l'on obtiendrait sans tenir compte des caractéristiques de diplôme, d'âge et de cellule familiale (vie en couple et nombre d'enfants) : l'écart de chances entre un homme vivant dans les quartiers sensibles et un homme vivant dans les autres quartiers de l'agglomération est moins élevé (voire inversé) si on ne tient pas compte des caractéristiques précédentes ; en revanche, l'écart de chances s'accroît pour les femmes, dramatiquement pour celles originaires d'un pays étranger : ainsi, en ne tenant pas compte de la nature de la cellule familiale, de l'âge et du niveau de diplôme, les femmes des quartiers de la politique de la ville ont de 2,5 à 4 fois moins de chances d'être en emploi en habitant dans ces quartiers qu'en habitant ailleurs. Autrement dit, les femmes originaires d'un pays étranger sont très peu en emploi lorsqu'elles habitent dans un quartier de la politique de la ville, par rapport à leur situation lorsqu'elles habitent un autre quartier. L'essentiel de l'écart est expliqué par le fait que leurs caractéristiques d'âge, de diplôme et de cellule familiale sont plus défavorables vis-à-vis de l'emploi que celles des femmes d'origine étrangère habitant dans d'autres quartiers. À l'inverse, les hommes issus de parents nés en France métropolitaine et résidant en Zus sont plutôt plus souvent en emploi que les autres, mais l'écart est dû au fait que leurs caractéristiques d'âge, de diplôme et de cellule familiale sont plus favorables à l'emploi que celles des habitants des autres quartiers.

En poussant l'interprétation, il est probable que, dans ces conditions, les politiques publiques visant au retour à l'emploi devraient rencontrer davantage de succès pour les hommes des quartiers sensibles que pour les femmes, les premiers ayant des caractéristiques d'âge, de diplôme et de cellules familiales moins pénalisantes, pour eux, vis-à-vis de l'emploi, que les secondes.

Jusqu'à deux fois moins de chances d'être en emploi quand on réside dans les quartiers de la politique de la ville.

Tableau 5
Rapport de chance d'être en emploi pour un individu de référence selon qu'il habite dans un quartier de la politique de la ville ou un quartier hors politique de la ville

	Homme		Femme	
	issu de parents nés en France métropolitaine	non issu de parents nés en France métropolitaine	issue de parents nés en France métropolitaine	non issue de parents nés en France métropolitaine
<i>Quartier hors politique de la ville</i>	<i>Réf. = 1,00</i>	<i>Réf. = 1,00</i>	<i>Réf. = 1,00</i>	<i>Réf. = 1,00</i>
Quartier Cucs non Zus	0,79 (1,12)	0,79 (0,77)	0,89 (0,73)	0,80 (0,40)
Quartier Zus non ZRU	0,86 (1,23)	0,72 (0,74)	0,94 (0,80)	0,79 (0,39)
ZRU	0,66 (0,85)	0,53 (0,52)	0,74 (0,51)	0,57 (0,25)
ZFU	0,78 (0,92)	0,58 (0,54)	0,76 (0,50)	0,64 (0,28)

Source : enquête emploi en continu de l'Insee.

Traitements : Onzus.

Lecture : un homme, fils de parents nés en France métropolitaine, habitant dans un quartier Cucs non Zus, a 0,79 fois les chances d'être en emploi qu'un homme de mêmes caractéristiques (c'est-à-dire issu de parents nés en France métropolitaine, de même âge, de même diplôme, etc.) habitant dans un autre quartier des agglomérations comportant des quartiers de la politique de la ville. Il a donc 0,79, soit 1,27 fois moins de chances d'être en emploi. Les intervalles de confiance à 95 % ont une amplitude de 0,06 pour la première ligne, 0,08 pour la seconde, 0,09 pour les deux dernières.

Note : chiffres issus d'un modèle logistique expliquant le fait d'être en emploi pour des individus âgés de 20 à 60 ans. Les caractéristiques individuelles prises en compte sont, outre le genre, le type de quartier et le fait d'être issu ou non de parents nés en métropole : l'âge, le diplôme, le nombre d'enfants, l'agglomération et l'année. En outre, comme les effets sur l'emploi n'ont aucune raison de jouer additivement, la variable de genre est croisée avec le nombre d'enfants, l'âge est croisé avec le diplôme et le type de quartier est croisé avec le genre et l'origine. C'est le résultat de ce dernier croisement qui est indiqué dans le tableau. Entre parenthèses, sont indiqués les résultats des effets sans prise en compte des caractéristiques individuelles de diplôme, d'âge et de nombre d'enfants.

La répartition des habitants en âge d'être actifs selon leur origine

Entre autres choses, l'enquête emploi permet d'établir la répartition de la population en âge d'être active selon ses origines. En effet, la nationalité, le lieu de naissance et la nationalité de naissance sont collectés pour les individus interrogés ainsi que pour leurs parents. Il est donc possible de préciser la répartition des immigrés et des fils et filles d'immigrés. Le tableau suivant donne un aperçu des éléments disponibles. On constate que les Zus sont des territoires où les Français nés de parents français sont nettement sous-représentés. Aussi bien pour les Zus de province que pour celles d'Île-de-

France, près de 25 points séparent la fraction d'habitants français nés de parents nés en France métropolitaine et résidant en Zus de celle observable dans les autres quartiers des mêmes agglomérations. On observe également que les distributions par origine sont très différentes pour les Zus de province et celles d'Île-de-France. En effet, la proportion d'habitants issus de parents nés français en France métropolitaine est inférieure, en Île-de-France, de plus de 20 points à celle des Zus de province. En cela, toutefois, elle suit la différence observée au niveau des agglomérations.

Nationalité	Origine des parents	Zus de province (%)	Unités urbaines de province comprenant une Zus (%)	Zus d'Île-de-France (%)	Unités urbaines d'Île-de-France comprenant une Zus (%)
Français	de parents nés français en métropole	56,7	80,1	36,1	59,4
	de parents nés français dans les Dom-Tom	0,3	0,2	2,2	0,9
	de parents nés étrangers européens	6,2	7,0	4,0	7,6
	de parents nés étrangers non européens	21,9	8,7	31,3	18,7
Étranger européen		4,4	2,1	4,3	5,2
Étranger non européen		10,6	1,9	22,1	8,2
Total		100,0	100,0	100,0	100,0

Source : enquête Insee emploi en continu.

Champ : population en âge de travailler (20 à 60 ans), années 2007 à 2009.

Traitements : Onzus.

Un chômage des jeunes toujours très élevé en Zus et qui s'accroît encore en 2009

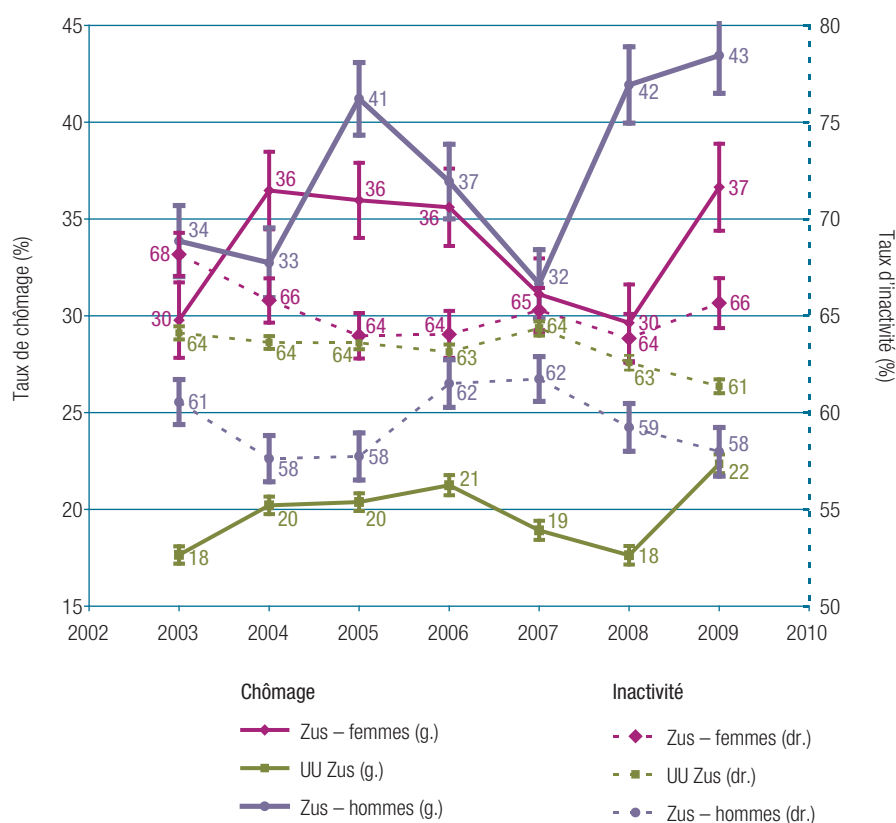
Le rapport de l'Onzus de 2009 avait établi l'extrême difficulté d'insertion des jeunes hommes sur le marché du travail. En raison de la crise économique, l'évolution en 2009 a été défavorable (**graphique 4**). C'est ainsi que le taux de chômage s'établit, en moyenne, sur l'année 2009, à 43 % pour les jeunes hommes habitant en Zus. Les jeunes femmes connaissent une année 2009 difficile avec un taux de chômage moyen de 37 %, soit une augmentation de près de 7 points entre 2008 et 2009. Le taux de chômage des jeunes, en 2009, dans les

agglomérations comportant des Zus, s'établit à 22 %, soit la moitié du taux observé en Zus.

De manière assez remarquable, en dépit des difficultés extrêmes que rencontrent les jeunes en 2009 pour s'insérer sur le marché du travail, l'activité des jeunes hommes s'accroît, aussi bien en Zus qu'ailleurs. Cet accroissement correspond, pour l'essentiel, à une augmentation du chômage. À l'inverse, l'inactivité des jeunes femmes augmente en Zus, de 2 points en 2009, et retrouve ainsi son niveau de 2004.

Graphique 4

Évolution du taux de chômage des jeunes et de leur taux d'inactivité entre 2003 et 2009, par sexe et selon le lieu de résidence



Source : enquête emploi en continu de l'Insee.

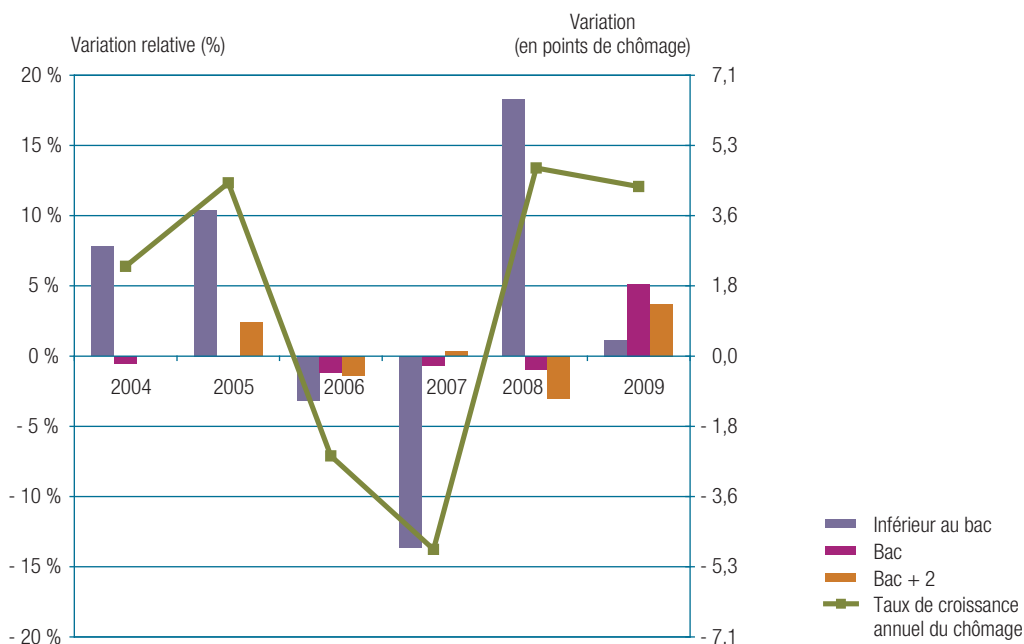
Traitements : Onzus.

Champ : jeunes âgés de 15 à 25 ans.

Lecture : les barres verticales représentent les intervalles de confiance d'un écart type.

Si on décompose les variations du taux de chômage en procédant à un calcul des contributions (**encadré Le calcul des contributions**) des différentes catégories de diplômés (**graphique 5**), le caractère très spécifique de l'année 2009 apparaît. En effet, au cours des années précédentes, les variations du taux de chômage sont presque exclusivement liées aux variations de chômeurs et d'actifs non diplômés (ou de diplômé de niveau inférieur au baccalauréat).

En 2009, le chômage des jeunes augmente dans les mêmes proportions qu'en 2008. Mais, pour la première fois depuis 2003, les contributions des diplômés (baccalauréat et bac + 2) sont supérieures à celles des non-diplômés. C'est le signe que la crise, qui a touché durement les non-diplômés des Zus en 2008, touche, en 2009, les diplômés. Le diplôme est apparu comme protecteur dans un premier temps mais, la crise persistant, cette protection s'est atténuée.

Graphique 5
Variation annuelle du taux de chômage des jeunes de Zus entre 2003 et 2009, et contributions à cette variation des catégories de diplôme


Source : enquête emploi en continu de l'Insee.

Traitements : Onzus.

Lecture : entre 2003 et 2004 le taux de chômage des jeunes est passé de 32,2 % à 34,4 %, soit une croissance de 6,8 % (axe de gauche – courbe taux de croissance annuel du chômage). Cette croissance correspond à une augmentation de 2,2 points (axe de droite). Cette croissance ou augmentation en 2004 est alimentée par une variation du nombre de chômeurs et du nombre d'actifs non diplômés ou possédant un diplôme inférieur au baccalauréat à hauteur de 7,8 points de croissance (sur les 6,8). Elle est également alimentée par une variation du nombre de chômeurs et d'actifs possédant le bac (contribution négative à hauteur de 0,6 point de croissance). La contribution des bacs + 2 est nulle cette année-là. On rappelle que, sur le graphique, pour chaque année étudiée, la source des contributions par catégorie de diplôme obtenu (diagramme en bâtons) est égale à celle du taux de croissance annuel du chômage (courbe).

Le calcul de contributions

Le taux de chômage est un rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre d'actifs. Supposons que les actifs et les chômeurs soient regroupés en catégories. Le taux de chômage d'ensemble est le fruit des variations du nombre d'actifs et du nombre de chômeurs de chaque catégorie. Il est possible de décomposer les variations du taux de chômage en contributions dues à chaque catégorie de chômeurs et d'actifs. On procède de la manière suivante. Le taux de chômage, τ , se définit comme suit :

$$\tau = \frac{\sum_{\text{catégories } k} C_{\text{hom}_k}}{\sum_{\text{catégories } k} Act_k}$$

où C_{hom_k} est le nombre de chômeurs de la catégorie considérée et Act_k est le nombre d'actifs de cette même catégorie. Lorsque le taux de chômage évolue d'une quantité $\Delta\tau$ entre deux dates, on montre que la variation relative $\Delta\tau/\tau$ du taux

de chômage, également appelée croissance, peut s'écrire, en fonction des variations relatives du nombre de chômeurs ($\Delta C_{\text{hom}_k} / C_{\text{hom}_k}$) et du nombre d'actifs ($\Delta Act_k / Act_k$) de chaque catégorie k :

$$\frac{\Delta\tau}{\tau} = \sum_{\text{catégories } k} \alpha_k \frac{\Delta C_{\text{hom}_k}}{C_{\text{hom}_k}} - \sum_{\text{catégories } k} \beta_k \frac{\Delta Act_k}{Act_k}$$

où α_k et β_k désignent respectivement le poids de la catégorie k dans l'ensemble des chômeurs et le poids des actifs de la catégorie k dans l'ensemble des actifs. Ainsi, la somme, pour la catégorie k, des contributions des variations relatives du nombre de chômeurs et du nombre d'actifs

$$\left(\text{i.e. } \alpha_k \frac{\Delta C_{\text{hom}_k}}{C_{\text{hom}_k}} - \beta_k \frac{\Delta Act_k}{Act_k} \right)$$

constitue la contribution de cette catégorie à la croissance du chômage.

L'action de Pôle emploi dans les quartiers de la politique de la ville

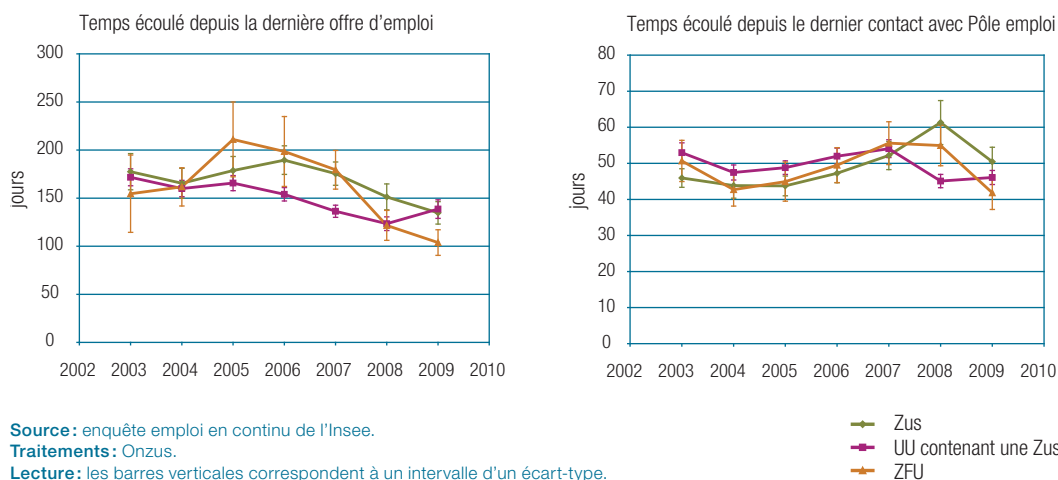
Le rapport 2009 de l'Onzuz faisait état de statistiques permettant de caractériser l'offre de service de Pôle emploi dans les quartiers. Ces statistiques, issues de l'enquête emploi en continu, portent sur la durée s'étant écoulée depuis le dernier rendez-vous à Pôle emploi et sur celle écoulée depuis la dernière offre d'emploi proposée par Pôle emploi. Elles permettent de quantifier la durée moyenne qui s'écoule entre deux rendez-vous et entre l'émission d'offres d'emploi.

En 2008, la fréquence d'accueil des habitants des quartiers de la politique de la ville (Zus

et ZFU) se dégradait ; en 2009, au contraire, les rythmes d'accueil s'améliorent. Alors que, dans les quartiers hors Zus, la durée entre deux offres d'emploi se dégrade, signe peut-être d'une conjoncture défavorable, il est assez remarquable de constater une diminution des durées s'écoulant entre deux offres en Zus et en ZFU. Ainsi, la durée moyenne s'écoulant entre deux offres successives est passée, pour le public des Zus, de 179 jours en 2007 à 104 jours en 2009. Cette même année, dans les autres quartiers la durée moyenne se stabilisait à environ 140 jours.

Graphique 6

Offre de services de Pôle emploi dans les Zus et les quartiers hors Zus des agglomérations possédant une Zus



Examen comparé des trajectoires des quartiers vues par l'enquête emploi en continu et la statistique des demandeurs d'emploi

La cohérence des différentes sources de données est une des questions importantes pour la compréhension des phénomènes conjoncturels observés sur le marché de l'emploi. Les deux sources principales sont les statistiques issues de l'enquête emploi en continu et celles issues des inscriptions à Pôle emploi, dites « statistiques des demandeurs d'emploi en fin de mois » (DEFM). Naturellement, ces deux sources ne permettent pas de mesurer le même phénomène : si l'enquête emploi donne un panorama complet de la situation du marché du travail et permet, en particulier, de mesurer le chômage au sens du Bureau international du travail (**encadré Le chômage au sens du BIT**), la

statistique des DEFM ne renseigne que sur la population inscrite à Pôle emploi. Néanmoins, la statistique des DEFM est produite très rapidement et l'hypothèse courante est qu'elle permet la mesure, si ce n'est en niveau, au moins en tendance, du nombre de chômeurs.

Dans le cas de la population en Zus, on peut toutefois s'interroger sur la validité de cette hypothèse. En effet, le comportement d'inscription à Pôle emploi des populations les plus éloignées du marché du travail est généralement assez différent de celui des populations moins éloignées. Or, les quartiers de la politique de la ville regroupent globalement des individus plus éloignés du marché du travail qu'ailleurs.

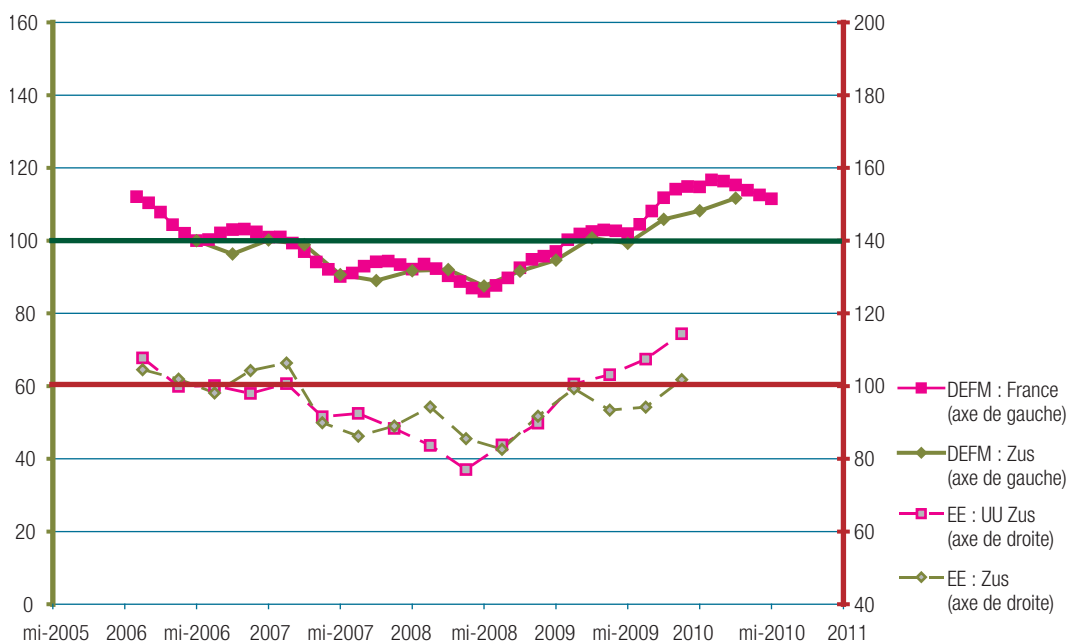
Dans le **graphique 7** figure le double tracé du chômage et du nombre de demandeurs d'emploi en Zus et dans un espace témoin (France métropolitaine pour les DEFM, unités urbaines comprenant des Zus pour le taux de chômage). Globalement, la physionomie générale des courbes est assez voisine, mais l'examen détaillé révèle assez bien les limites des statistiques conjoncturelles. Par exemple, le nombre de chômeurs a augmenté de 16 % dans les Zus entre le deuxième trimestre 2008 et le quatrième trimestre 2009 ; l'augmentation correspondante du nombre de demandeurs d'emploi s'établit à 20 %. Dans le même temps, le nombre de chômeurs a lui augmenté de 37 % dans les unités urbaines comportant des Zus, alors que le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois a augmenté en France de 29 %. En somme, le fait que le nombre de chômeurs ait moins augmenté en Zus qu'ailleurs au cours de la période mi-2008/fin 2009 est établi de manière cohérente par les deux sources. En revanche, le différentiel de croissance entre les Zus et leurs territoires témoins n'est pas convenablement mesuré : le différentiel s'établit sur cette même période à 20 points pour le nombre de chômeurs et à 9 points pour les demandeurs d'emploi en fin de mois.

Au-delà, on mesure donc de manière assez claire la fragilité d'un commentaire qui porterait sur les évolutions d'un mois ou d'un trimestre sur l'autre. Par exemple, les deux premiers trimestres de l'année 2009 indiquent une décroissance du nombre de chômeurs en Zus alors que le nombre de demandeurs d'emploi témoigne d'une augmentation tendancielle avec une pause sur un trimestre. Cette fragilité est plus flagrante encore lorsque l'on considère les courbes équivalentes sur les jeunes de moins de 26 ans (**graphique 8**). Les effets saisonniers, évidents sur les courbes de demandeurs d'emploi en fin de mois pour l'ensemble de la France métropolitaine, n'apparaissent pas pour la population des jeunes de Zus. À l'inverse, la statistique de chômage, fondée sur l'enquête emploi en continu, comporte des effets saisonniers marqués pour la population en Zus alors que ces effets sont réduits pour les jeunes des autres quartiers.

Au final, cette comparaison incite à prendre avec beaucoup de prudence les variations de court terme des effectifs de DEFM, comme d'ailleurs les valeurs moyennes trimestrielles issues de l'enquête emploi, pour les publics des quartiers de la politique de la ville. Seules les moyennes annuelles peuvent rendre compte, avec une marge de confiance raisonnable, de l'évolution des conditions d'emploi dans les quartiers.

Graphique 7

Évolution comparée du nombre de chômeurs mesuré par l'enquête emploi en continu et du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois depuis 2006 (base 100 au 30 juin 2006)



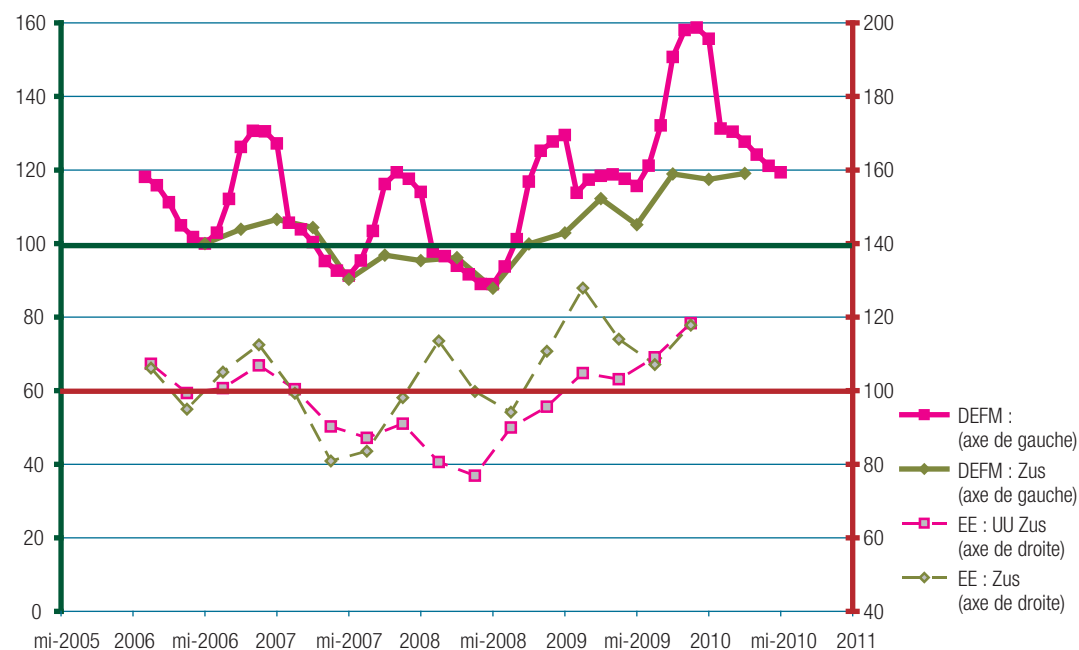
Sources : enquête emploi en continu de l'Insee; statistiques de DEFM mensuelles catégories A, B, et C (Pôle emploi, Dares) et trimestrielles pour les Zus (Pôle emploi et Insee).

Traitements : Onzuz.

Lecture : l'axe de gauche se rapporte aux courbes d'évolution des DEFM en Zus en France métropolitaine; l'axe de droite se rapporte aux courbes d'évolution du taux de chômage en Zus et dans les unités urbaines correspondantes; données brutes non corrigées de variations saisonnières.

Graphique 8

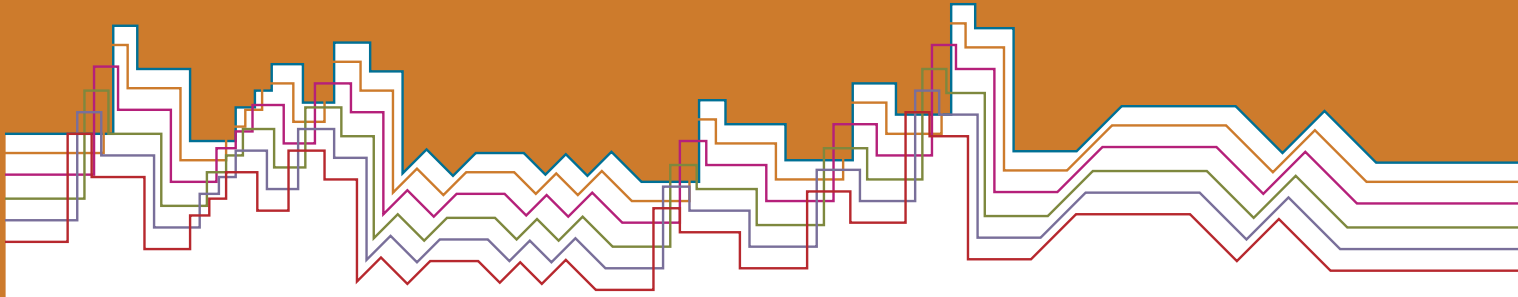
Évolution comparée pour les jeunes de moins de 26 ans du nombre de chômeurs mesuré par l'enquête emploi en continu et du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois depuis 2006 (base 100 au 30 juin 2006)



Sources : enquête emploi en continu de l'Insee; statistiques de DEFM mensuelles catégories A, B, et C (Pôle emploi, Dares) et trimestrielles pour les Zus (Pôle emploi et Insee).

Traitements : Onzuz.

Lecture : l'axe de gauche se rapporte aux courbes d'évolution des DEFM en Zus en France métropolitaine; l'axe de droite se rapporte aux courbes d'évolution du taux de chômage en Zus et dans les unités urbaines correspondantes; données brutes non corrigées de variations saisonnières.



L'emploi

Les entreprises

Les revenus des habitants

La santé

Les établissements
et la réussite scolaires

La sécurité et la tranquillité publiques

Les entreprises

→ L'activité économique dans les quartiers de la politique de la ville
(ZFU, ZRU et Zus)



Indicateurs associés aux entreprises définis dans la loi du 1^{er} août 2003

Nombre d'établissements existants, créés ou transférés.

Nombre d'emplois existants, transférés et créés dans les zones franches urbaines (ZFU) et nombre d'embauches réalisées par les entreprises implantées dans ces zones de personnes résidant en zones urbaines sensibles (Zus).

Investissements publics réalisés dans chaque Zus, zone de redynamisation urbaine (ZRU) et zone franche urbaine (ZFU).

Sources et précautions d'usage

Le dispositif de zones franches urbaines (ZFU) s'est mis en place en trois vagues successives : le 1^{er} janvier 1997, une première génération de 44 zones franches (dont 38 en métropole) a été créée ; le 1^{er} janvier 2004, 41 nouveaux quartiers bénéficiaient du dispositif ; enfin, 15 nouvelles zones franches (dont 14 en métropole) ont été constituées en 2006, portant ainsi à 100 le nombre total de zones franches. Le décret de délimitation des zones franches créées en 2006 ayant été publié le 19 décembre de cette même année, celle-ci ne correspond pas à une année de plein exercice du dispositif de zone franche urbaine pour la nouvelle génération. Rétrospectivement, les exonérations fiscales portent sur l'intégralité de l'année. En revanche, les exonérations de cotisations sociales patronales sont actives à partir du 1^{er} août 2006 pour les entreprises déjà implantées à cette date en ZFU.

La source statistique d'étude de la démographie des entreprises (Sirene) a par ailleurs connu trois évolutions majeures entre 2006 et 2007. D'une part, le champ du fichier Sirene s'est élargi à de nouveaux statuts juridiques d'entreprises et, en même temps, à de nouvelles activités principales d'entreprises. Il est donc très difficile de distinguer, dans les nouvelles entreprises présentes, celles qui relèvent du champ antérieur qui reposait, lui aussi, sur une double caractérisation d'activité principale et de statut juridique. D'autre part, la notion d'entreprise ou d'établissement créé a été modifiée dans une direction plus restrictive en s'appuyant davantage sur la notion de continuité de l'activité dans un lieu donné ; enfin, dans le cas spécifique des ZFU de première génération et de troisième génération, la prise en compte du contour des zonages a été revue par l'Insee. L'ensemble de ces modifications contribue à une amélioration de la connaissance statistique de l'activité économique, en particulier dans les quartiers de la politique de la ville. Il est probable que ces modifications induisent des variations en niveau équivalentes dans les quartiers de la politique de la ville et les autres. Si cette dernière hypothèse est juste, sur la période 2006-2007, seules sont pertinentes les comparaisons entre les zonages de la politique de la ville et les unités urbaines correspondantes, et non les évolutions dans chacun des deux ensembles.

Au cours de l'année 2007, certaines ZFU ont été étendues. Ces extensions n'ont été prises en compte dans les fichiers Sirene qu'en 2009. Afin de faciliter les comparaisons avec l'année 2008, les fichiers Sirene 2008 ont été retraités en conséquence cette année en prenant en compte ces extensions ZFU, ce qui explique pourquoi certains résultats de l'année 2008 sont donc légèrement différents des chiffres publiés l'an passé dans le rapport. Les écarts sont cependant très marginaux. Pour les ZFU de 1^{re} génération, on compte ainsi 552 établissements de plus installés au 1^{er} janvier 2008 et le taux d'installation passe de 21,5 % à 21,7 % en 2008 en prenant en compte les extensions. Pour les ZFU de 2^e génération, le nombre d'établissements au 1^{er} janvier 2008 augmente de 160 établissements en prenant en compte ces extensions tandis que le taux d'installation passe de 24,9 % à 25,2 %.

La modification du champ des fichiers Sirene à partir de 2007 a conduit à corriger les résultats obtenus en fonction des activités principales exercées par l'établissement (Apet) et des catégories juridiques (CJ) en 2007 et 2008. En 2009, la présence de nouvelles Apet issues de la révision de la nomenclature d'activité (Naf) ne permet de corriger les résultats obtenus qu'en fonction des CJ, avec pour conséquence une tendance à l'augmentation des stocks en 2009 par rapport aux années précédentes. La comparaison des stocks d'établissements en 2009 avec ceux des années précédentes n'est donc pas possible.

L'année 2009 a en outre été marquée par un assouplissement de la législation en matière de création d'entreprises, avec la mise en place d'un statut d'auto-entrepreneur. Cette mesure a pour effet de faire très fortement augmenter les créations d'établissements sans qu'il soit possible de déterminer ce qu'aurait été le nombre de créations et de transferts d'établissements sans cette réforme. Les taux d'installation de l'année 2009 ne sont ainsi pas directement comparables avec les autres années.

L'activité économique dans les quartiers de la politique de la ville

L'assouplissement de la législation en matière de création d'entreprise dans le cadre de la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008, avec la création du statut d'auto-entrepreneur, a très nettement profité aux différents quartiers de la politique de la ville. Les taux d'installation de nouveaux établissements ont ainsi très fortement augmenté en 2009 sans qu'il soit possible de véritablement mesurer l'effet propre à cet assouplissement. Les entrepreneurs en Zus ont toutefois davantage eu recours à ce nouveau statut que ceux en ZFU, ce qui contribue certainement à expliquer les progressions plus importantes qu'en ZFU des taux d'installation dans ces quartiers par rapport à 2008. Le nombre d'établissements dans ces quartiers continue de croître en 2009, bénéficiant des effets des taux d'installation enregistrés au cours des années précédentes. Les quartiers rattrapent ainsi progressivement leur retard par rapport aux unités urbaines qui les entourent. Parallèlement à la création de ce statut d'auto-entrepreneur, l'emploi de salariés et les embauches donnant lieu à des exonérations semblent diminuer. Certains secteurs d'activités restent surreprésentés (par exemple la construction en ZFU) au détriment d'autres, généralement tertiaires (par exemple la communication, l'immobilier, les activités financières, la recherche et le développement).

La création du régime de l'auto-entrepreneur

Le régime de l'auto-entrepreneur a été créé par la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008. Il s'applique, depuis le 1^{er} janvier 2009, aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle, pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités), à titre principal ou complémentaire. L'entreprise individuelle doit remplir les conditions du régime fiscal de la micro-entreprise (réaliser moins de 80 000 euros de chiffre d'affaires pour une activité commerciale ou moins de 32 000 euros pour les prestations de services et les activités libérales). La personne physique doit opter pour exercer en franchise de TVA.

Le régime de l'auto-entrepreneur offre des formalités de création d'entreprise allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations socia-

les et de l'impôt sur le revenu. L'auto-entrepreneur bénéficie ainsi :

- d'une dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS) pour les commerçants, ou au répertoire des métiers (RM) pour les artisans ;
- d'une exonération de TVA ;
- et, sur option, d'un régime microfiscal simplifié (versement libératoire de l'impôt sur le revenu) et d'une exonération de taxe professionnelle pendant trois ans à compter de la date de création.

Le nombre de créations d'entreprises sous le statut d'auto-entrepreneur intègre sans distinction toutes les entreprises créées sous ce régime, qu'elles aient ou non effectivement démarré leur activité.

Un possible essoufflement du dispositif des zones franches urbaines de 1^{re} génération

Les ZFU de 1^{re} génération comptaient au 1^{er} janvier 2009 un stock de 29 657 établissements, soit 2 098 établissements de plus qu'en 2008. Cette forte augmentation résulte des taux d'installation enregistrés au cours de l'année 2008 (21,7 %). Les effets de l'assouplissement de la législation en matière de créations d'entreprise (**encadrés Sources et précautions d'usage et La création du régime de l'auto-entrepreneur**) sont très nets, avec une augmentation des taux d'installation en 2009 plus marquée dans les unités urbaines de référence : ce taux d'installation est ainsi de 24,2 % en ZFU de 1^{re} génération contre 22,0 % dans les unités urbaines de référence. Avec une différence de 2,2 points, l'attractivité des ZFU de 1^{re} génération par rapport aux unités urbaines qui les entourent est donc relativement limitée. Ceci dénote un possible essoufflement du dispositif pour des ZFU créées en 1996. On peut aussi envisager qu'une densité élevée en établissements sur ces ZFU de 1^{re} génération au bout de treize ans de mesures d'exonérations fiscales et patronales limite, pour les nouveaux entrepreneurs, les possibilités de trouver de nouveaux locaux pour s'installer.

Les ZFU de 2^e génération comptaient au 1^{er} janvier 2009 un stock de 20 000 établissements (+ 2 237 établissements par rapport au 1^{er} janvier 2008) tandis que celles de 3^e génération en comprenaient 5 821 (+ 799). Ces hausses des stocks résultent des taux d'installation

enregistrés en 2008. La création du statut d'auto-entrepreneur (**encadrés Sources et précautions d'usage et La création du régime de l'auto-entrepreneur**) fait très nettement augmenter les taux d'installation pour les ZFU plus récentes. Ces taux sont sensiblement plus élevés que dans les ZFU plus anciennes : 30,3 % dans les ZFU de 2^e génération, 27,2 % dans les ZFU de 3^e génération, contre 24,2 % pour les ZFU de 1^{re} génération. L'analyse des installations dans les unités urbaines environnantes des ZFU de 2^e et 3^e générations, qui présentent des taux comparables aux unités urbaines de référence des ZFU de 1^{re} génération (autour de 22 %), conforte l'hypothèse d'une attractivité plus marquée des ZFU de 2^e et 3^e générations. Les écarts de taux d'installation entre les ZFU et leurs unités urbaines de référence sont ainsi bien plus importants pour les ZFU plus récentes (8,6 points pour les ZFU de 2^e génération, 5,4 points pour les ZFU de 3^e génération, contre 2,2 points pour les ZFU de 1^{re} génération).

La modification de la réglementation courant 2009, alors même que le système d'exonérations patronales est censé se terminer en fin d'année 2011, pourrait en outre avoir induit une certaine méfiance de la part des entrepreneurs, ce qui pourrait expliquer pourquoi, d'une manière générale, les taux d'installation augmentent moins vite en ZFU en 2009 qu'en unités urbaines de référence.

Tableau 1

Nombre d'établissements implantés en ZFU de 1^{re} génération (France métropolitaine), au 1^{er} janvier de l'année courante, et taux d'installation comparés entre ZFU et unités urbaines ayant une ZFU de 1^{re} génération

Année	Nombre d'établissements (stock) en ZFU au 1 ^{er} janvier de l'année	Taux d'installation d'établissements (%)				Différence de croissance des stocks entre ZFU et unités urbaines de référence (%)
		en ZFU		dans les unités urbaines de référence		
		Total	dont auto-entrepreneurs	Total	dont auto-entrepreneurs	
2002	24 451	12,0		13,1		
2003	23 556	18,4		13,4		
2004	24 875	19,4		14,4		- 4,9
2005	25 727	20,2	-	14,4	-	3,6
2006	26 530	23,7		14,5		1,7
2007 ⁽¹⁾	24 879	23,4		16,1		- 7,8
2008 ⁽¹⁾	27 559	21,7		16,1		6,8
2009 ⁽²⁾	29 657	24,2	6,3	22,0	8,7	- 0,9

(1) Le champ des ZFU de 1^{re} génération est modifié dans le calcul 2007 et 2008 du fait de la modification du contour numérisé retenu par l'Insee pour ces années et des changements de contenu de la base Sirene. Donc, le nombre d'établissements à partir de 2007 n'est pas calculé sur le même champ et ne permet pas de comparaison avec 2006. Les chiffres de l'année 2008 peuvent être en outre légèrement différents de ceux publiés dans le rapport de l'année dernière après prise en compte des extensions des ZFU en 2007. Voir encadré Sources et précautions d'usage.

(2) La révision des codes d'activité Naf pour la première fois effective sur les fichiers Sirene 2009 ne permet plus de corriger les effets de la modification du champ des fichiers Sirene opérée à partir de 2007. La comparaison des stocks d'établissements en 2009 avec ceux des années précédentes n'est donc pas possible. Par ailleurs, la mise en place du statut d'auto-entrepreneur en 2009 modifie le champ des créations d'établissements par rapport aux années précédentes et ne permet pas la comparaison des taux d'installation entre 2009 et 2008. Voir encadré Sources et précautions d'usage.

Source : répertoire Sirene, Insee.

Traitements : Onzus.

Lecture : le taux d'installation correspond au nombre annuel d'installations d'établissements (transferts et créations pures) rapporté au nombre d'établissements présents au 1^{er} janvier de l'année courante. Le taux de croissance du stock correspond au taux de variation du stock entre le 1^{er} janvier de l'année précédente et le 1^{er} janvier de l'année courante. Par rapport au taux d'installation, le taux de croissance du stock est « net » des disparitions survenues dans l'année (y compris celles d'établissements créés dans l'année). La différence de croissance de stocks entre ZFU et unités de référence permet de comparer les différences de stocks en « gommant » une partie des effets liés aux différents changements de champs d'étude opérés au cours des années. Cf. encadré Sources et précautions d'usage.

Note : la notion d'effectif présentée ici s'entend au sens de la source mobilisée (Sirene). Le fait que la statistique soit donnée à l'unité près n'est donc pas révélateur de la précision de la source.

Un nombre d'établissements en augmentation en ZFU toutes générations confondues de 5 134 unités au 1^{er} janvier 2009 par rapport au 1^{er} janvier 2008.

141

Tableau 2

Nombre d'établissements implantés en ZFU de 2^e génération (France métropolitaine) au 1^{er} janvier de l'année courante et taux d'installation comparés entre ZFU et unités urbaines ayant une ZFU de 2^e génération

Année	Nombre d'établissements (stock) en ZFU au 1 ^{er} janvier de l'année	Taux d'installation d'établissements (%)				Différence de croissance des stocks entre ZFU et unités urbaines de référence (%)
		en ZFU		dans les unités urbaines de référence		
		Total	dont auto-entrepreneurs	Total	dont auto-entrepreneurs	
2004	12 272	21,2		14,1		
2005	13 125	23,3		15,7		5,3
2006	14 125	24,1	-	14,4	-	6,4
2007 ⁽¹⁾	15 759	26,9		16,0		9,2
2008 ⁽¹⁾	17 763	25,1		16,0		8,7
2009 ⁽²⁾	20 000	30,3	10,3	21,7	8,4	4,3

(1) et (2) : voir tableau 1.

Source : répertoire Sirene, Insee.

Traitements : Onzus.

Lecture : voir tableau 1.

Note : voir tableau 1.

Tableau 3

Nombre d'établissements implantés en ZFU de 3^e génération (France métropolitaine) au 1^{er} janvier de l'année courante, et taux d'installation comparés entre ZFU et unités urbaines ayant une ZFU de 3^e génération

Année	Nombre d'établissements (stock) en ZFU au 1 ^{er} janvier de l'année	Taux d'installation d'établissements (%)				Différence de croissance des stocks entre ZFU et unités urbaines de référence (%)
		en ZFU		dans les unités urbaines de référence		
		Total	dont auto-entrepreneurs	Total	dont auto-entrepreneurs	
2006	4 255	21,4		16,5		
2007 ⁽¹⁾	4 408	28,0	–	16,0	–	1,1
2008 ⁽¹⁾	5 022	24,1		16,1		9,9
2009 ⁽²⁾	5 821	27,2	8,7	21,8	8,4	7,6

(1) et (2) : voir tableau 1.

Source : répertoire Sirene, Insee.

Traitements : Onzus.

Lecture : voir tableau 1.

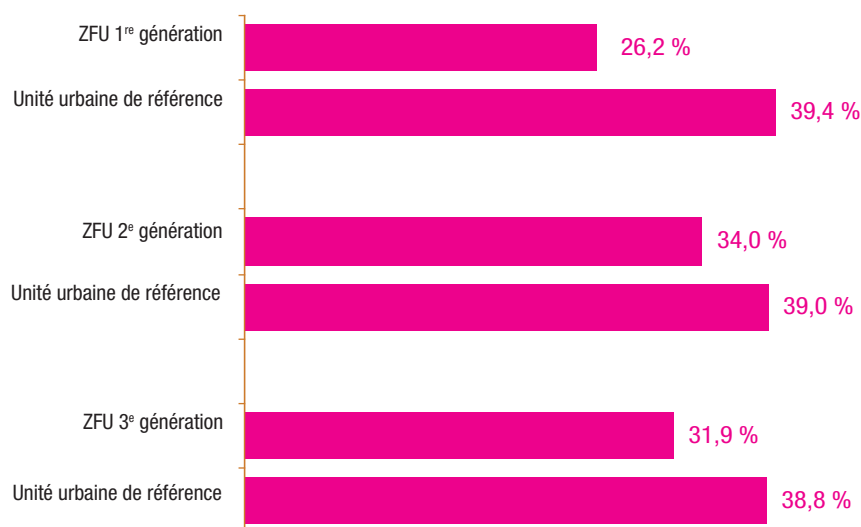
Note : voir tableau 1.

Une moindre utilisation du statut d'auto-entrepreneur en ZFU

Il n'est pas possible de déterminer l'effet propre de la mise en place du statut d'auto-entrepreneur sur les créations d'établissements en 2009 par rapport à 2008 dans la mesure où un certain nombre d'établissements, qui ont bénéficié de cet assouplissement en matière de création d'entreprise, se seraient de toute manière implantés en 2009 sous un autre statut que celui d'auto-entrepreneur. Cela étant, l'analyse des taux « bruts » d'implantation d'établissements en ZFU et unités urbaines de référence sous le statut d'auto-entrepreneur reste intéressante (**graphique 1**). La part des auto-entrepreneurs est ainsi considérable,

avec au minimum 26,2 % des créations d'établissements dans les ZFU de 1^{re} génération et jusqu'à près de 40 % dans les unités urbaines de référence. Ces taux assez importants concourent à expliquer la forte hausse des créations d'établissements en ZFU et unités urbaines de référence. Toutefois, d'une manière générale, les créateurs d'établissements semblent avoir moins utilisé ce statut d'auto-entrepreneur en ZFU que dans les unités urbaines environnantes. Ceci est moins accentué dans les ZFU plus récentes (5 à 6 points de pourcentage en moins) que dans les ZFU de 1^{re} génération (13,2 points de pourcentage).

30 % d'auto-entrepreneurs dans les installations d'établissements en 2009 toutes générations de ZFU confondues.

Graphique 1**Part des créations d'établissements sous le statut d'auto-entrepreneur en 2009 dans les ZFU et leurs unités urbaines de référence**

Source : répertoire Sirene, Insee.

Traitements : Onzus.

Lecture : parmi les créations d'établissements en ZFU de 1^{re} génération en 2009, 26,2 % se sont opérées sous le statut d'auto-entrepreneur. Dans le même temps, 39,4 % des créations d'établissements dans les unités urbaines qui les entourent se sont opérées sous ce statut.

Une surreprésentation de la construction

Les tableaux suivants (**tableaux 4, 5 et 6**) montrent¹ que, d'une manière générale, les secteurs les plus présents dans les ZFU sont liés au commerce (en particulier aux commerces de détail), aux travaux de construction spécialisés (construction et démolition de sites, électricité, plomberie, finitions...), aux activités médico-sociales et, enfin, aux secteurs liés aux activités scientifiques et techniques (activités juridiques, comptables, publicités, recherches et développement...). En règle générale, les ZFU se distinguent des unités urbaines qui les entourent par une surreprésentation du secteur de la construction (en particulier pour les ZFU de 1^{re} et 2^e générations), du médico-social, des transports et des activités de soutien (ex-services aux entreprises). En revanche, l'industrie manufacturière, et les services (activités financières, immobilières, scientifiques et techniques...) sont nettement sous-représentés. La main-d'œuvre directement disponible dans les ZFU dispose sans doute moins des compétences requises pour travailler dans les activités à dominantes tertiaires, les incitations et exonéra-

tions liées à l'implantation d'établissements en ZFU ne suffisant pas à compenser ce handicap dans ces quartiers.

Les ZFU de 3^e génération présentent quelques spécificités par rapport aux autres ZFU. Mais l'analyse doit être menée avec prudence en raison du centre ancien de Toulon, atypique parmi les ZFU, qui modifie certainement la structure même des établissements présents. Le secteur du commerce de détail est ainsi bien plus important, en stock, dans ces ZFU que dans les autres et la surreprésentation par rapport à leurs unités urbaines de référence est plus marquée. Parallèlement, le secteur de la construction, plus précisément des travaux de construction spécialisés, est clairement sous-représenté par rapport aux autres ZFU, mais toujours surreprésenté par rapport à leurs unités urbaines de référence. Notons enfin que, contrairement aux autres ZFU, les créations d'établissements liées au secteur des transports et entreposages sont surreprésentées par rapport aux unités urbaines de référence.

1. La révision de la nomenclature d'activité des entreprises et établissements (encadré Sources et précautions d'usage) a profondément modifié les agrégations utilisées jusqu'ici pour définir les secteurs d'activité.

Tableau 4

Répartition par activité des établissements présents au 1^{er} janvier 2009 ou installés en 2009, dans les ZFU de 1^{re} génération, et comparaison avec les unités urbaines correspondantes

	Au 1 ^{er} janvier 2009			En 2009		
	Stocks ZFU	Stocks UU réf.	Rapport ZFU/UU	Créations ZFU	Création UU réf.	Rapport ZFU/UU
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	5,2 %	5,8 %	0,893	3,6 %	3,9 %	0,918
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles, et commerce de gros	7,9 %	9,2 %	0,862	8,1 %	7,4 %	1,098
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	13,8 %	13,5 %	1,015	16,9 %	12,7 %	1,334
Hébergement et restauration	3,3 %	6,4 %	0,518	2,4 %	3,3 %	0,721
Construction, hors travaux de construction spécialisés	2,5 %	1,8 %	1,429	2,6 %	1,6 %	1,663
Travaux de construction spécialisés	16,8 %	8,0 %	2,091	22,7 %	10,5 %	2,164
Enseignement	1,2 %	1,8 %	0,695	1,3 %	4,0 %	0,325
Activités pour la santé humaine, hébergement médico-social et social, et action sociale sans hébergement	12,2 %	9,8 %	1,240	6,9 %	5,9 %	1,158
Activités scientifiques et techniques	13,3 %	14,7 %	0,904	12,0 %	20,5 %	0,588
Services administratifs et de soutien	5,8 %	4,7 %	1,224	6,6 %	6,4 %	1,039
Transports et entreposage	4,7 %	3,6 %	1,302	4,9 %	8,4 %	0,581
Activités immobilières	2,7 %	5,7 %	0,466	3,4 %	2,3 %	1,503
Information et communication	4,2 %	4,9 %	0,860	1,7 %	2,9 %	0,580
Activités financières et d'assurance	3,4 %	4,7 %	0,734	4,4 %	7,2 %	0,607
Autres activités de service	3,1 %	5,4 %	0,574	2,4 %	3,0 %	0,798

Source : répertoire Sirene, Insee.

Traitements : Onzus.

Lecture : au 1^{er} janvier 2009, 5,2 % des établissements présents dans les ZFU de 1^{re} génération appartenaient au secteur des industries manufacturières, extractives et autres. Ils sont 5,8 % dans les unités urbaines de référence. Le rapport de ces deux taux (0,893) signifie que le poids du secteur de l'industrie sur l'ensemble des établissements présents est de 11,7 points inférieur dans les ZFU de 1^{re} génération que dans les unités urbaines les entourant.

Tableau 5

Répartition par activité des établissements présents au 1^{er} janvier 2009 ou installés en 2009, dans les ZFU de 2^e génération, et comparaison avec les unités urbaines correspondantes

	Au 1 ^{er} janvier 2009			En 2009		
	Stocks ZFU	Stocks UU réf.	Rapport ZFU/UU	Créations ZFU	Création UU réf.	Rapport ZFU/UU
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	4,8 %	5,9 %	0,822	3,3 %	3,9 %	0,847
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles, et commerce de gros	7,6 %	9,1 %	0,838	7,9 %	7,3 %	1,087
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	15,1 %	13,4 %	1,130	17,2 %	12,6 %	1,370
Hébergement et restauration	4,1 %	6,3 %	0,655	3,0 %	3,2 %	0,959
Construction, hors travaux de construction spécialisés	1,9 %	1,8 %	1,014	1,6 %	1,7 %	0,962
Travaux de construction spécialisés	15,1 %	7,6 %	1,988	18,4 %	9,8 %	1,881
Enseignement	1,5 %	1,8 %	0,827	2,2 %	4,2 %	0,533
Activités pour la santé humaine, hébergement médico-social et social, et action sociale sans hébergement	15,7 %	9,7 %	1,610	9,7 %	6,0 %	1,616
Activités scientifiques et techniques	9,8 %	15,2 %	0,648	11,7 %	21,3 %	0,553
Services administratifs et de soutien	5,5 %	4,7 %	1,190	8,1 %	6,3 %	1,300
Transports et entreposage	5,4 %	3,7 %	1,473	6,0 %	8,1 %	0,732
Activités immobilières	2,9 %	5,5 %	0,526	3,3 %	2,3 %	1,413
Information et communication	3,8 %	5,2 %	0,735	1,2 %	2,8 %	0,431
Activités financières et d'assurance	2,6 %	4,8 %	0,538	4,3 %	7,6 %	0,565
Autres activités de service	4,0 %	5,3 %	0,756	2,0 %	3,1 %	0,644

Source : répertoire Sirene, Insee.

Traitements : Onzus.

Lecture : au 1^{er} janvier 2009, 4,8 % des établissements présents dans les ZFU de 2^e génération appartenaient au secteur des industries manufacturières, extractives et autres. Ils sont 5,9 % dans les unités urbaines de référence. Le rapport de ces deux taux (0,822) signifie que le poids du secteur de l'industrie sur l'ensemble des établissements présents est de 17,8 points inférieur dans les ZFU de 2^e génération que dans les unités urbaines les entourant.

Tableau 6

Répartition par activité des établissements présents au 1^{er} janvier 2009 ou installés en 2009, dans les ZFU de 3^e génération, et comparaison avec les unités urbaines correspondantes

	Au 1 ^{er} janvier 2009			En 2009		
	Stocks ZFU	Stocks UU réf.	Rapport ZFU/UU	Créations ZFU	Création UU réf.	Rapport ZFU/UU
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	5,8 %	5,7 %	1,022	3,4 %	4,1 %	0,834
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles, et commerce de gros	6,4 %	9,3 %	0,692	9,5 %	9,8 %	0,966
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	22,1 %	13,0 %	1,696	13,9 %	10,7 %	1,306
Hébergement et restauration	6,8 %	6,2 %	1,089	3,5 %	4,1 %	0,854
Construction, hors travaux de construction spécialisés	1,4 %	1,9 %	0,731	1,7 %	2,7 %	0,622
Travaux de construction spécialisés	11,5 %	7,5 %	1,529	15,7 %	10,6 %	1,487
Enseignement	1,2 %	1,7 %	0,698	1,4 %	1,7 %	0,818
Activités pour la santé humaine, hébergement médico-social et social, et action sociale sans hébergement	12,0 %	8,9 %	1,356	11,4 %	7,2 %	1,577
Activités scientifiques et techniques	8,9 %	15,9 %	0,561	14,9 %	19,8 %	0,750
Services administratifs et de soutien	4,1 %	4,7 %	0,865	7,3 %	5,8 %	1,268
Transports et entreposage	4,8 %	3,7 %	1,290	4,7 %	3,4 %	1,386
Activités immobilières	4,6 %	5,5 %	0,835	1,7 %	4,1 %	0,409
Information et communication	3,0 %	5,6 %	0,535	5,7 %	7,1 %	0,794
Activités financières et d'assurance	2,3 %	4,9 %	0,466	2,4 %	4,6 %	0,520
Autres activités de service	5,0 %	5,2 %	0,946	2,8 %	4,2 %	0,660

Source : répertoire Sirene, Insee.

Traitements : Onzus.

Lecture : au 1^{er} janvier 2009, 5,8 % des établissements présents dans les ZFU de 3^e génération appartenaient au secteur des industries manufacturières, extractives et autres. Ils sont 5,7 % dans les unités urbaines de référence. Le rapport de ces deux taux (1,022) signifie que le poids du secteur de l'industrie sur l'ensemble des établissements présents est de 2,2 points supérieur dans les ZFU de 3^e génération que dans les unités urbaines les entourant.

L'emploi salarié en ZFU a tendance à diminuer en 2008 et en 2009

L'emploi salarié en ZFU a globalement eu tendance à se tasser fin 2008 par rapport à fin 2007 (**tableau 7**) illustrant ainsi les premiers effets de la crise, même s'il a en moyenne mieux résisté que sur l'ensemble du territoire. Cette baisse avoisine ainsi 0,5 %, quand elle est de 0,9 % sur l'ensemble du territoire sur la même

période. Les ZFU enregistrent par ailleurs des évolutions différentes selon leur date de création : les ZFU plus anciennes ont eu tendance à perdre davantage de salariés (- 1 %) tandis que l'emploi est stable en 2008 par rapport à 2007 pour les ZFU de 2^e génération.

Tableau 7
Évolution du nombre de salariés dans les ZFU entre 2006 et 2008

	2006	2007	2008
ZFU de 1 ^{re} génération	154 319	160 126	158 590
Évolution (%)	-	+ 3,8 %	- 1,0 %
ZFU de 2 ^e génération	105 548	111 138	111 267
Évolution (%)	-	+ 5,3 %	+ 0,1 %
ZFU de 3 ^e génération	27 991	29 939	29 738
Évolution (%)	-	+ 7,0 %	- 0,7 %
Ensemble des ZFU	287 858	301 203	299 595
Évolution (%)	-	+ 4,6 %	- 0,5 %

Source : répertoire Clap, Insee.

Traitements : Onzus.

Lecture : à la fin 2008, les ZFU de 1^{re} génération comptaient 158 590 salariés, soit une baisse de 1 % par rapport à la fin d'année 2007.

Le rapprochement des **tableaux 7 et 8** permet, pour la première fois dans le rapport de l'Onzus, d'apprécier la proportion de l'emploi en ZFU bénéficiant des exonérations : en 2008 36 % des emplois bénéficient directement ou indirectement² d'exonérations.

En 2008, le rythme d'accroissement des embauches exonérées au titre de la politique de la ville subissait un premier ralentissement par rapport aux années précédentes. En 2009, leur nombre régresse très fortement (**tableau 8**) : avec à peine plus de 11 000 embauches, les ZFU atteignent le niveau de 2004, alors que les ZFU de 3^e génération n'étaient pas encore mises en place, soit un fléchissement de 33 % par rapport à 2008. Le nombre d'établissements bénéficiant d'exonérations de charges

patronales en ZFU baisse ainsi de 1 197 unités. Cette baisse correspond à une diminution de 8 750 salariés qui travaillaient dans ces établissements. Cette dégradation de l'emploi salarié (- 8,1 % par rapport à 2008) reflète sans doute les effets de la crise économique qui a détruit en 2009 un certain nombre d'emplois salariés. Une certaine instabilité des règles liées au système d'exonérations en ZFU (article 190 de la loi de finance 2009) pourrait également avoir contribué à expliquer cette diminution de l'emploi salarié : outre son incidence directe sur l'emploi salarié (exonérations concentrées sur les bas salaires), ces modifications peuvent induire une certaine circonspection des entrepreneurs quant à la pérennité du système d'exonérations mis en place par l'État dans les ZFU.

2. Emplois détenus par des établissements bénéficiant d'exonérations au titre d'une partie au moins de ces emplois.

Tableau 8
Embauches exonérées au titre de la politique de la ville

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Nombre d'établissements bénéficiant de l'exonération de charges patronales en ZFU	13 555	14 466	16 146	17 689	18 378	17 181
Nombre total de salariés dans les établissements bénéficiant de l'exonération	87 024	88 810	96 076	105 330	107 931	99 181
Nombre de salariés embauchés	11 930	13 527	15 825	18 541	16 593	11 133*
Évolution (%)	+ 42	+ 13	+ 17	+ 17	- 10	- 33*

* Données provisoires

Sources: Dares, Acoess.

Champ: salariés embauchés et ouvrant droit à l'exonération de charges sociales patronales dans un établissement implanté en ZFU de France métropolitaine.

Note: les chiffres issus de l'Acoess (nombre d'établissements bénéficiant de l'exonération de charges patronales, nombre total de salariés dans les établissements bénéficiant de l'exonération) sont légèrement différents de ceux présentés lors du dernier rapport, l'Acoess ayant affiné ses modes de calcul.

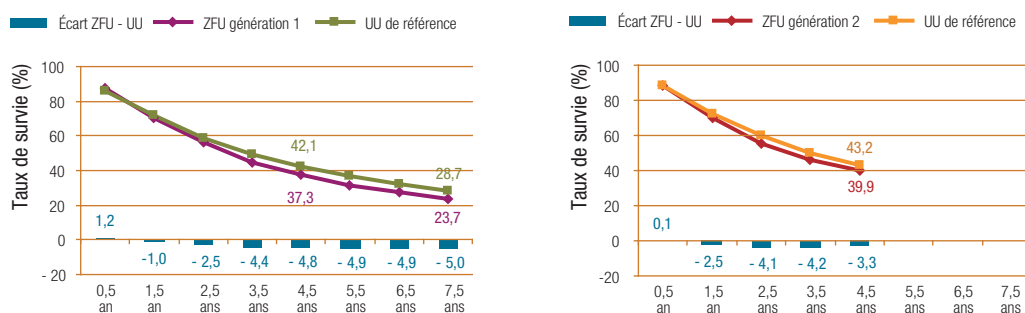
L'analyse des taux de survie des établissements installés au cours des années 1997 à 2002 en ZFU de 1^{re} génération et des années 2004 à 2006 en ZFU de 2^e génération (**graphiques 2**) montre que, passés les premiers mois, et en dépit des différentes exonérations fiscales et financières, les établissements en ZFU ont en moyenne une durée de survie plus courte que ceux des unités urbaines qui les entourent. 23,7 % des établissements de ZFU de 1^{re} génération ainsi installés entre 1997 et 2002 existent toujours sept ans et demi plus tard contre 28,7 % dans les unités urbaines qui les entourent. Les établissements de 2^e génération installés entre 2004 et 2006 sont 39,9 % à toujours fonctionner, contre 43,2 % pour ceux des unités urbaines qui les entourent. Le taux de survie moyen des établissements installés en ZFU de 1^{re} génération après cinq ans, soit au moment où les exonérations disparaissent, ne chute pas brutalement ce qui démontre encore une fois une certaine pérennité des activités survivantes. Si la survie moyenne des établissements des ZFU de 1^{re} génération a été supérieure à celle des unités urbaines de référence dans les premiers mois d'ins-

tallation (1,2 point supérieur à six mois), les établissements de ZFU de 2^e génération n'ont jamais semblé bénéficier d'une situation plus pérenne que ceux de leurs unités urbaines de référence avec, au mieux, des taux de survie moyens comparables après six mois d'exploitation (0,1 point supérieur après six mois d'installation). Les établissements en ZFU ont donc, après au plus un an et demi d'installation, des taux de survie moyens systématiquement inférieurs à ceux des établissements des unités urbaines qui les entourent. Toutefois, passé ce seuil, nous n'observons pas, quelle que soit la génération des ZFU d'implantation, de décrochage des taux moyens de survie par rapport à ceux de leurs unités urbaines de référence. La différence se stabilise avec les années à un écart de près de 5 points de pourcentage en faveur des unités urbaines de référence pour les ZFU de 1^{re} génération et un peu moins de 4 points pour les ZFU de 2^e génération. Passées les toutes premières années d'exploitation, les établissements encore en activité dans les ZFU suivent donc la même courbe de survie que ceux de leurs unités urbaines de référence.

En 2009, un nombre d'embauches exonérées en chute de 33 % en ZFU par rapport à 2008.

Graphiques 2

Taux moyen de survie des établissements installés au cours des années 1997 à 2002 en ZFU de 1^{re} génération, 2004 à 2006 en ZFU de 2^e génération et dans les unités urbaines de référence



Source : répertoire Sirene 2009, Insee.

Traitements : Insee.

Lecture : 23,7 % des établissements installés dans une ZFU de 1^{re} génération entre 1997 et 2002 existaient toujours 7,5 ans plus tard. C'est le cas pour 28,7 % des établissements installés dans une unité urbaine entourant une ZFU de 1^{re} génération durant la même période. La différence est donc de - 5 points (23,7-28,7) de pourcentage entre les taux de survie des établissements des ZFU de 1^{re} génération et ceux des unités urbaines environnantes.

Le coût du dispositif (tableau 9) diminue cette année de 66 millions d'euros, soit une baisse de 12 %. Cette baisse résulte surtout de la chute des montants liés aux exonérations de cotisations sociales patronales (- 64 millions d'euros) par rapport à 2008 et dans une moindre mesure

de la baisse des montants des exonérations de taxe professionnelle (- 14 millions d'euros). À l'inverse, les exonérations d'impôts sur les bénéfices ont coûté, en 2009, 200 millions d'euros contre 180 en 2008.

Tableau 9

Coût du dispositif ZFU (en millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Exonération d'impôt sur les bénéfices	130	170	100	135	180	200
Exonération de l'imposition forfaitaire annuelle	5	-	5	5	5	3
Exonération de taxe professionnelle	75	65	65	61	74	60
Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties	15	10	11	9	15	9
Exonération de cotisations sociales patronales	280	282	291	333	319	255
Total : coût brut du dispositif ZFU	505	527	472	543	593	527

Sources : DGFIP (exonérations fiscales), Acoess (exonérations sociales).

Note : les chiffres issus de l'Acoess (exonérations de cotisations sociales patronales) sont légèrement différents de ceux présentés lors du dernier rapport, l'Acoess ayant affiné ses modes de calculs.

L'activité économique dans les zones de redynamisation urbaine

Le pacte de relance pour la ville (loi du 14 novembre 1996) porte création de 416 zones de redynamisation urbaine (ZRU), dont 396 en France métropolitaine. Une partie d'entre elles est également support des zones franches urbaines (ZFU). Aussi, on compte 351 ZRU de France métropolitaine hors ZFU de 1^{re} génération, 300 ZRU hors ZFU des deux 1^{res} et 283 ZRU hors ZFU toutes générations.

Les installations de l'année 2008 (19,2 % de taux d'installation durant cette année) permettent, au 1^{er} janvier 2009, une augmentation importante des stocks implantés en ZRU : environ 29 300 établissements sont ainsi établis dans l'ensemble des ZRU ne comprenant aucune ZFU soit une progression de plus de 2 000 établissements par rapport à l'année précédente (**tableau 10**).

Tableau 10
Nombre d'établissements implantés en ZRU

	Nombre d'établissements en ZRU		
	Hors ZFU de 1 ^{re} génération (331 ZRU sur 351*)	Hors ZFU des 1 ^{re} et 2 ^{es} générations (300 ZRU)	Hors ZFU de toutes générations (283 ZRU)
1 ^{er} janvier 1999	Environ 33 000		
1 ^{er} janvier 2002	Environ 34 600		
1 ^{er} janvier 2003	Environ 34 700		
1 ^{er} janvier 2004	Environ 35 800	Environ 26 800	
1 ^{er} janvier 2005		Environ 27 300	
1 ^{er} janvier 2006		Environ 27 400	Environ 25 600
1 ^{er} janvier 2007 ⁽¹⁾			Environ 26 000
1 ^{er} janvier 2008 ⁽¹⁾			Environ 27 500
1 ^{er} janvier 2009 ⁽²⁾			Environ 29 300

* Voir en encadré "Source et champ d'étude en ZRU" la liste des ZRU hors champ de l'analyse.

(1) et (2) : voir tableau 1.

Source : répertoire Sirene, Insee.

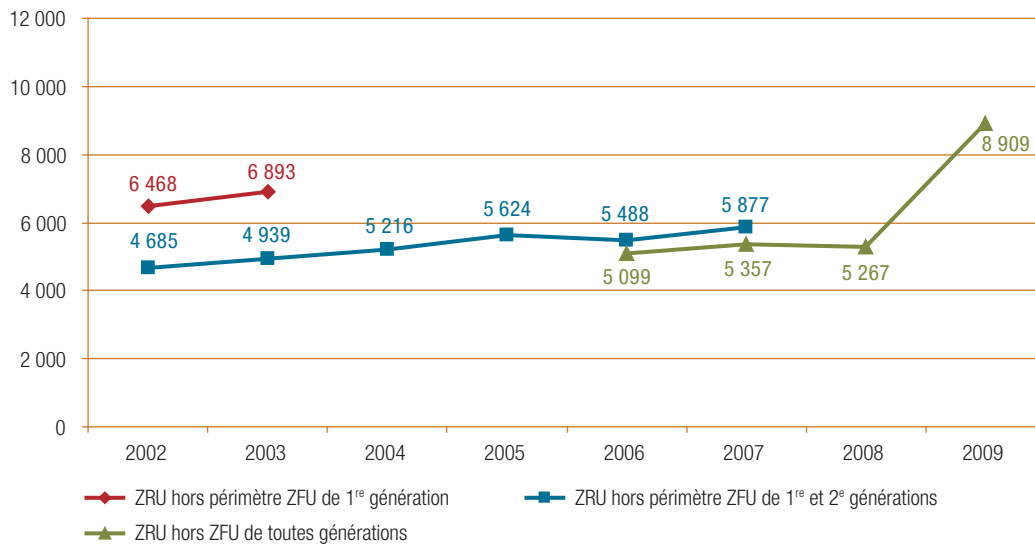
Traitements : Onzus.

Le maintien du tissu artisanal et commercial de proximité dans les ZRU est soutenu par les exonérations de taxe professionnelle et des cotisations sociales patronales dont bénéficient les établissements qui y sont implantés, même si ces exonérations sont d'une durée plus courte que celles dont bénéficient les établissements implantés en ZFU.

Le **graphique 3** montre de manière claire l'impact qu'a eu la création du statut d'auto-entrepreneur dans le cadre de l'assouplissement

de la législation en matière de création d'établissement (**encadrés Sources et précautions d'usage et La création du régime de l'auto-entrepreneur**) sur les volumes d'installations en ZRU. L'augmentation du nombre de créations d'établissements en 2009 est massive par rapport aux années précédentes : le flux de nouveaux établissements en 2009 augmente ainsi de près de 70 % par rapport à 2008 dans les ZRU, hors ZFU toutes générations.

Graphique 3
Flux annuel de créations d'établissements en ZRU



Source : répertoire Sirene, Insee.

Champ : 331 ZRU hors périmètre ZFU de 1^{re} génération, 300 ZRU hors périmètre ZFU de 1^{re} et 2^e générations et 283 ZRU non ZFU de toutes générations.

Traitements : Onzuz.

Définition : installations = créations pures, réactivations, reprises et transferts + auto-entrepreneurs en 2009.

Lecture : en 2009, 8909 nouveaux établissements se sont implantés en ZRU, non ZFU (1^{re}, 2^e ou 3^e générations).

Les taux d'installation (**tableau 11**), sont en forte augmentation en 2009, alors qu'ils avaient tendance à conserver un niveau relativement constant jusque-là, voire à régresser en 2008. Ils atteignent ainsi 30,1 % (soit une augmentation de 11 points de pourcentage par rapport à 2008), un niveau jamais atteint. Les taux d'installation dans les ZRU hors ZFU restent par ailleurs en 2009, toujours supérieurs à ceux de leurs unités urbaines de référence avec un écart qui a tendance à s'accroître (moins de 4 points de différence en 2008, près de 9 points en 2009). Les ZRU semblent donc avoir

davantage profité de la mise en place du statut d'auto-entrepreneur que les unités urbaines qui les entourent. Les créateurs d'établissements en ZRU en 2009 ont ainsi eu massivement recours au statut d'auto-entrepreneur (50,2 % des créations d'établissements) et de manière plus prononcée que dans les unités urbaines qui les entourent (40,3 %). Tout dépendra du taux de survie de ces nouveaux types d'établissements, mais ces implantations massives devraient avoir une incidence certaine sur les stocks des établissements en ZRU pour les années à venir.

Une augmentation de 69 % du nombre d'établissements s'installant en ZRU non ZFU en 2009 par rapport à 2008.

Tableau 11
Croissance comparée, entre les ZRU et leurs unités urbaines, du nombre d'établissements

Année	Taux d'installation (%)				Différence de croissance des stocks des ZRU et unités urbaines de référence (%)
	en ZRU		dans les unités urbaines de référence		
	Total	dont auto-entrepreneurs	Total	dont auto-entrepreneurs	
2004	19,4		16,6		
2005	20,6		16,3		- 0,3
2006	20,0	-	16,3	-	- 0,4
2007	20,6		15,8		- 4,7
2008	19,2		15,7		+ 5,6
2009 ⁽¹⁾	30,4	15,3	21,6	8,7	- 1,9

(1) : voir tableau 1.

Source : répertoire Sirene 2008, Insee.

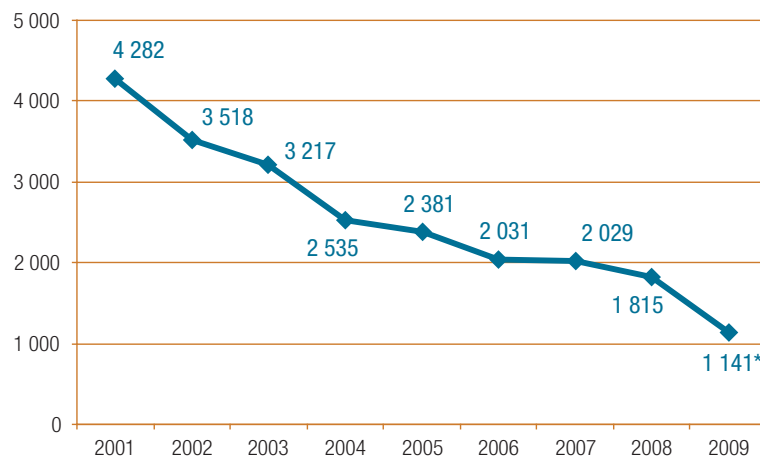
Traitements : Onzuz.

Parallèlement à ce très important apport de nouveaux établissements auto-entrepreneurs, la baisse du nombre d'embauches en ZRU de salariés donnant lieu à des exonérations s'accroît en 2009 (**graphique 4**). Leur nom-

bre (1 141 embauches*) décroît ainsi de 37 % par rapport à 2008. La crise économique de 2009, conjuguée à un certain essoufflement du dispositif d'exonérations en ZRU, contribue à expliquer ce phénomène.

Graphique 4

Nombre d'embauches exonérées au titre de la politique de la ville en ZRU



* Donnée provisoire.

Source : Dares.

Champ : salariés embauchés et ouvrant droit à l'exonération de charges sociales patronales dans un établissement implanté en ZRU de France métropolitaine.

Lecture : en 2009, 1 141* embauches donnant lieu à des exonérations de charges sociales patronales ont été créées en ZRU.

Source et champ d'étude en ZRU

La principale source statistique mobilisée pour décrire l'activité économique dans les ZRU est le répertoire Sirene. Pour fournir des informations sur les établissements implantés dans les ZRU, les ZFU et les zones urbaines sensibles (Zus), l'Insee a localisé précisément, au sein des communes, les établissements présents dans le répertoire Sirene. Jusqu'en 2004, cette localisation précise n'a pas été possible pour toutes les communes interdisant ainsi de dénombrer les établissements présents dans 19 des 351 ZRU métropolitaines non support de ZFU 1^{re} génération. Jusqu'en 2004, le champ de l'étude a été restreint aux 332 ZRU restantes auxquelles il faut également soustraire la ZRU de Lille/Vieux-Moulins, exclue pour des raisons de continuité de la série statistique.

Les ZRU non prises en compte appartiennent aux communes suivantes :

Fumay	(08)	Pecquencourt	(59)
Rethel	(08)	Quiévrechain	(59)
Bar-sur-Aube	(10)	Marles-les-Mines	(62)
Trignac	(44)	Saint-Nicolas	(62)
Théding	(57)	Gray	(70)
Uckange	(57)	Torcy	(71)
Valmont	(57)	Avallon	(89)
Aulnoy-lez-Valenciennes	(59)	Saint-Florentin	(89)
Ostricourt	(59)	Offemont	(90)
Montigny-en-Ostrevent	(59)	Lille/Vieux-Moulins	(59)

L'activité économique dans les zones urbaines sensibles

L'augmentation du nombre d'établissements en Zus (**tableau 12**) perdue au 1^{er} janvier 2009 : à cette date, environ 53 700 établissements étaient comptabilisés dans les Zus hors ZRU et ZFU, contre 50 600 un an auparavant.

Là encore, cette augmentation résulte du nombre important d'installations enregistrées en 2008. Or, tout comme les ZRU et ZFU, ces installations progressent très fortement en Zus au cours de l'année 2009.

Tableau 12
Nombre d'établissements implantés en Zus

	Nombre d'établissements en Zus		
	306 Zus, ni ZRU, ni ZFU de 1 ^{re} génération parmi 321*	317 Zus, ni ZRU, ni ZFU de 1 ^{re} et 2 ^e générations	316 Zus, ni ZRU, ni ZFU de toutes générations
1 ^{er} janvier 1999	Environ 46 000		
1 ^{er} janvier 2002	Environ 48 000		
1 ^{er} janvier 2003	Environ 48 000		
1 ^{er} janvier 2004	Environ 50 000	Environ 49 800	
1 ^{er} janvier 2005		Environ 49 900	
1 ^{er} janvier 2006		Environ 49 500	Environ 48 000
1 ^{er} janvier 2007 ⁽¹⁾		Environ 50 300	Environ 48 700
1 ^{er} janvier 2008 ⁽¹⁾			Environ 50 600
1 ^{er} janvier 2009 ⁽²⁾			Environ 53 700

* Voir en encadré « Source et champ d'étude en Zus », la liste des Zus hors champ de l'analyse.

(1) et (2) : voir tableau 1.

Source : répertoire Sirene 2008, Insee.

Traitements : Onzus.

Alors qu'en 2008 les taux d'installation d'établissements avaient tendance à fléchir depuis deux ans dans les Zus, ils augmentent très fortement en 2009 (**tableau 13**) : avec un niveau de 24,9 %, le taux d'installation en Zus progresse de 8,3 points de pourcentage par rapport à l'année précédente et atteint un niveau jamais enregistré. Pour rappel, ce taux d'installation est toutefois moins élevé que dans les ZRU non ZFU (30,3 %) et que dans les ZFU toutes générations confondues (26,7 %). La hausse des taux d'installation dans le reste des agglomérations, quoique là aussi sans précédent par son ampleur, est malgré tout moins importante que

dans les Zus (21,5 %, soit une hausse de 6,2 points de pourcentage). L'écart des taux d'installation s'accroît ainsi entre Zus et unités urbaines de référence. Cette très nette augmentation des implantations d'établissements en Zus et unités urbaines résulte, comme précédemment, de la mise en place du statut d'auto-entrepreneur (**encadrés Sources et précautions d'usage et La création du régime de l'auto-entrepreneur**). Les entrepreneurs créateurs d'établissement en Zus en 2009 sont 45,5 % à avoir adopté ce statut, contre 40,3 % dans les unités urbaines qui les entourent.

8,3 points de pourcentage, soit la progression moyenne des taux d'installation en Zus non ZRU non ZFU en 2009.

Tableau 13
Croissance comparée, entre les Zus et leurs unités urbaines, du nombre d'établissements

Année	Taux d'installation (%)				Différence de croissance des stocks des ZRU et unités urbaines de référence (%)
	en Zus		dans les unités urbaines de référence		
	Total	dont auto-entrepreneurs	Total	dont auto-entrepreneurs	
2004	16,6		16,4		
2005	17,2		15,9		- 1,8
2006	17,7	-	16,2	-	- 1,8
2007	17,0		15,7		- 5,3
2008	16,6		15,6		+ 4,5
2009 ⁽¹⁾	24,9	11,3	21,5	8,6	- 2,5

(1): voir tableau 1.

Source: répertoire Sirene 2008, Insee.

Traitements: Onzus.

Source et champ d'étude en Zus

La principale source statistique mobilisée pour décrire l'activité économique dans les Zus est le répertoire Sirene. Pour fournir des informations sur les établissements implantés dans les ZRU et les Zus, l'Insee a localisé précisément au sein des communes les établissements présents dans le répertoire Sirene. En 1999, cette localisation n'était pas réalisable sur l'ensemble des communes. Afin de maintenir une série homogène, les statistiques publiées sont calculées sur 306 Zus, parmi les 321 Zus non ZRU de première génération. De même, 317 Zus non ZRU ou non ZFU de 1^{re} ou 2^e génération parmi 319 sont prises en compte dans les calculs. Les Zus non prises en compte jusqu'en 2003 sont situées dans les communes suivantes :

Pont-Sainte-Marie	(10)	Feignies	(59)
Boulazac	(24)	Téteghem	(59)
Donzère	(26)	Aulnat	(63)
Lodève	(34)	Mourenx	(64)
Chavanoz	(38)	Fontaines-sur-Saône	(69)
Pont-Evêque	(38)	Grigny	(69)
Saint-Martin-le-Vinoux	(38)	Emerainville	(77)
Aniche	(59)		

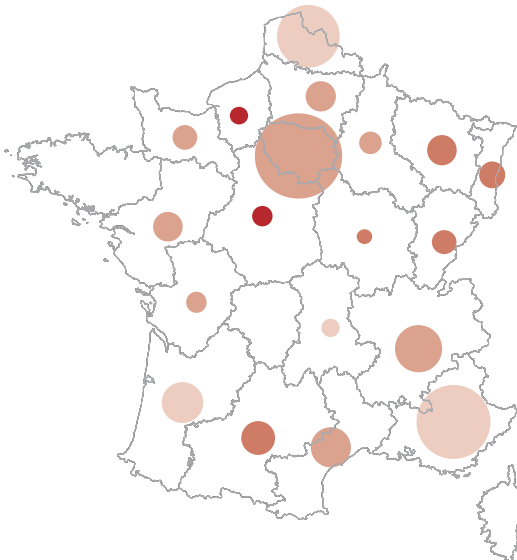
Les Zus non prises en compte à partir de 2004 sont situées dans les communes suivantes :

Lodève	(34)	Pont-Evêque	(38)
--------------	------	-------------------	------

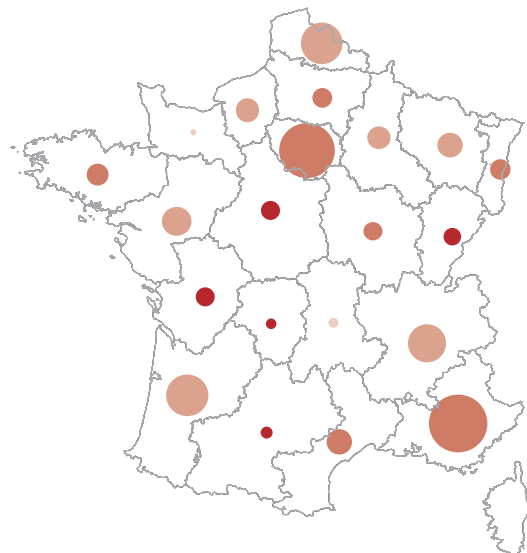
L'analyse par région des taux d'installation d'établissements en ZFU, ZRU et en Zus en 2009 (**cartes 1, 2 et 3**) indique que les taux d'installation les plus forts sont enregistrés cette année en ZRU : les ZRU de Poitou-Charentes enregistrent ainsi des taux d'installation supérieurs à 40 %, celles de Midi-Pyrénées, du Limousin, du Centre ou de la Franche-Comté des taux supérieurs à 35 %. Des régions où les volumes d'installations sont importants comme l'Île-de-France ou la région Provence-Alpes-Côte d'Azur voient leurs taux d'installation dépasser 30 % en ZRU. Ces taux sont moins élevés en ZFU et en Zus. En ZFU, les taux d'installation sont supérieurs dans l'Est (Franche-Comté, Alsace, Lorraine) dans le Centre et en Haute-

Normandie alors que les régions à plus grands bassins d'emploi (Île-de-France, Nord Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côtes d'Azur, Rhône-Alpes), du fait de stocks probablement déjà importants, enregistrent des taux d'installation relativement peu élevés. En Zus, en termes de volumes d'installation, l'Île-de-France devance très nettement les autres régions et de manière plus significative que pour les autres quartiers de la politique de la ville. Les taux d'installation en Zus présentent des niveaux plus faibles qu'en ZRU et ZFU. La région Rhône-Alpes déroge toutefois à cette règle puisque les taux d'installation y sont plus élevés en Zus qu'en ZFU ou ZRU.

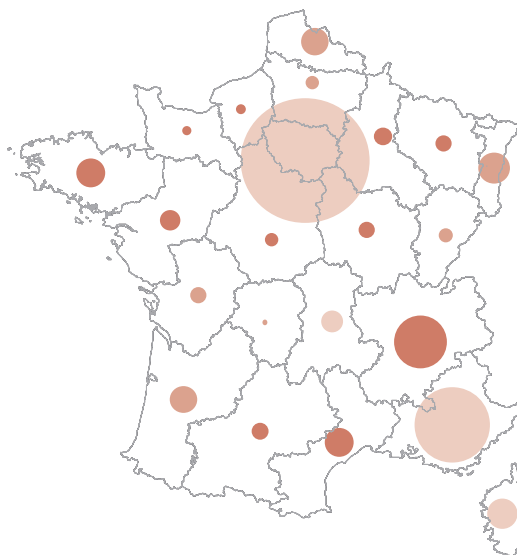
Carte 1
Installations d'établissements dans les ZFU en 2009



Carte 2
Installations d'établissements dans les ZRU non ZFU en 2009



Carte 3
Installations d'établissements dans les Zus non ZRU et non ZFU en 2009



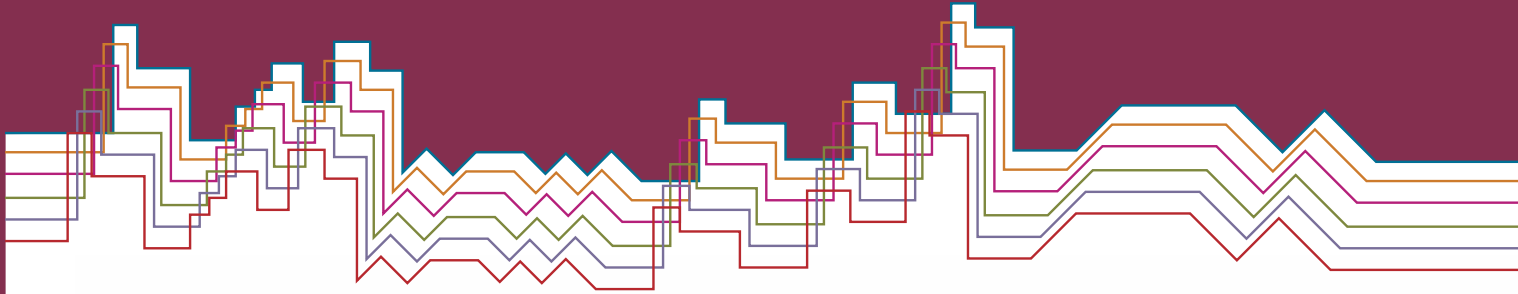
Taux d'installation d'établissements (%)

- 40 et plus
- 35 à 40
- 30 à 35
- 25 à 30
- Moins de 25

Nombre d'établissements au 1^{er} janvier 2009



Source : répertoire Sirene 2009, Insee.
Traitements et cartographie : Onzus.



L'emploi

Les entreprises

Les revenus des habitants

La santé

Les établissements

et la réussite scolaires

La sécurité et la tranquillité publiques

Les revenus des habitants

- Les revenus fiscaux localisés des ménages en 2007
- Les bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire, au premier trimestre 2009
- Les allocataires des caisses d'allocations familiales au 31 décembre 2008
- La pauvreté en zones urbaines sensibles en 2008



Indicateurs associés aux revenus définis dans la loi du 1^{er} août 2003

La loi du 1^{er} août 2003 dans son annexe 1 ne définit pas explicitement d'indicateurs relatifs au revenu des habitants mais elle précise au point 1 de cette annexe: « Un ou plusieurs indicateurs globaux permettent d'évaluer la situation socio-économique globale des zones urbaines sensibles ainsi que des zones urbaines dans leur ensemble. »

Le niveau des revenus perçus par les habitants des Zus comparé à celui des habitants des agglomérations correspondantes constitue un des indicateurs les plus synthétiques pour mesurer l'écart des conditions de vie entre ces quartiers et leur ville.

À ce titre, cet indicateur doit faire l'objet d'un suivi périodique dans les rapports de l'Observatoire national des Zus (Onzus).

Données sur les revenus fiscaux localisés de 2007 (Insee-DGFiP) dans les Zus

Les données détaillées sur les revenus fiscaux des ménages de la France métropolitaine sont issues de l'exploitation exhaustive des déclarations de revenus fiscaux des personnes physiques et du fichier de la taxe d'habitation fournis à l'Insee par la Direction générale des finances publiques (DGFiP).

Le revenu selon la source fiscale

Le revenu mesuré par cette source est le revenu fiscal. Il correspond à la somme des ressources déclarées par les contribuables sur la « déclaration des revenus », avant tout abattement. Le revenu fiscal comprend ainsi les revenus d'activité salariée et indépendante, les pensions d'invalidité et les retraites (hors minimum vieillesse), les pensions alimentaires reçues (déduction faite des pensions versées), certains revenus du patrimoine ainsi que les revenus sociaux imposables : indemnités de maladie et de chômage ; il ne comprend pas les revenus sociaux non imposables (allocations familiales, aides au logement, RMI, AAH, etc.), ni certains revenus d'épargne.

L'analyse des structures des revenus distingue :

- les revenus salariaux qui regroupent les salaires, y compris les salaires d'associés, la rémunération des gérants et associés, les droits d'auteur, les avantages en nature, les indemnités journalières de maladie, les allocations perçues en cas de chômage, certaines allocations de préretraite et (par convention) les revenus perçus de l'étranger ;
- les revenus des professions non salariées (bénéfices agricoles, bénéfices industriels et commerciaux professionnels, bénéfices non commerciaux professionnels) ;
- les pensions, retraites et rentes qui comprennent les pensions, rentes, allocations de retraite et de vieillesse, les pensions, allocations et rentes d'invalidité, les avantages en nature, les rentes viagères à titre gratuit (reçues en vertu d'un acte de donation ou d'un testament), les pensions alimentaires nettes (les pensions versées sont soustraites des pensions perçues) et les rentes viagères à titre onéreux ;

– les « autres revenus » qui comprennent essentiellement des revenus du patrimoine : les revenus des valeurs et capitaux mobiliers imposables au titre de l'IRPP (donc hors placements défiscalisés comme le livret A et les produits soumis à prélèvement libératoire), les revenus fonciers nets (loyers, etc.), les revenus accessoires.

– les « autres revenus » qui comprennent essentiellement des revenus du patrimoine : les revenus des valeurs et capitaux mobiliers imposables au titre de l'IRPP (donc hors placements défiscalisés comme le livret A et les produits soumis à prélèvement libératoire), les revenus fonciers nets (loyers, etc.), les revenus accessoires.

Un nouveau champ à partir de 2007

Jusqu'aux revenus 2006 inclus, les ménages fiscaux ne comprenaient pas les ménages concernés par un événement de type mariage, décès ou séparation dans l'année, du fait de la situation particulière qu'ils présentaient au plan fiscal.

Depuis les revenus 2007, le champ des revenus fiscaux localisés des ménages s'est élargi. En effet, une grande partie des foyers ayant connu un événement de type mariage, décès ou séparation, est intégrée à la source. De fait, le nombre de ménages augmente et tend à se rapprocher du nombre de ménages au recensement de la population.

Les foyers réintégrés sont ceux qui n'auront connu qu'un seul événement entre le 1^{er} janvier et le 30 novembre de l'année de référence. Pour ces foyers, les revenus fiscaux sont calculés par proratisation. On estime que les revenus perçus après l'événement sont les mêmes que ceux perçus avant l'événement proportionnellement à la durée écoulée.

Cette modification limite la comparabilité des données 2007 avec celles des années antérieures.

Les revenus fiscaux localisés des ménages en 2007

En 2007, le revenu fiscal moyen par unité de consommation des habitants des zones urbaines sensibles (Zus) s'élève à 56 % de celui des habitants de leurs unités urbaines. La part des ménages non imposés dans ces quartiers (54 %) excède celle observée au sein de leur agglomération (36 %). Les Zus présentent cependant des disparités marquées : le revenu médian par unité de consommation varie dans un rapport de 1 à 2 entre les 10 % des Zus les plus en difficulté et les 10 % des Zus les plus favorisées. Les Zus de priorité 1 au sein des contrats urbains de cohésion sociale (Cucs) présentent le profil le plus défavorable, tant en matière de revenu que d'écart avec leur agglomération.

Approche par population et par territoire

Les revenus fiscaux localisés de l'année 2007 (Insee-DGFiP) permettent d'appréhender de façon très satisfaisante la situation des 717 Zus métropolitaines en termes de revenu (**encadré Données sur les revenus fiscaux localisés de 2007 dans les Zus**).

Une première partie s'intéresse globalement aux revenus des habitants des Zus en 2007. Elle s'appuie sur des données de revenu moyen disponibles à la Zus, qui sont ensuite agrégées au niveau national, pour donner une « photographie » nationale de la situation des habitants des Zus en 2007. Les données de revenu moyen – à l'instar des décomptes de ménages non imposés et des données sur la structure des revenus – ne sont renseignées que dans 584 Zus de plus de 2000 habitants (au recensement de 1999). Ces dernières assurent cependant une couverture satisfaisante du total des 717 Zus métropolitaines puisqu'elles regroupent 96 % de la population en 2006 (recensement de la population, 2006). Les résultats produits sont ainsi valables « en moyenne » pour l'ensemble des habitants de ces quartiers au niveau national.

La deuxième partie cherche à qualifier les territoires des Zus en tant que tels, en 2007, et entre autres à

mesurer l'ampleur des disparités entre Zus. Cette approche diffère sensiblement de la précédente, puisqu'elle s'intéresse aux territoires plutôt qu'aux habitants. Chaque Zus « pèse » de la même façon dans le processus d'observation, et ce, indépendamment de sa taille (alors que l'approche « population » s'intéresse aux habitants et pondère les données moyennes relatives à chaque Zus par la population de la Zus).

En outre, cette partie s'appuie sur les données de revenu médian disponibles à la Zus. Le revenu médian, dans la mesure où il est plus robuste que le revenu moyen – qui peut être davantage affecté par des valeurs extrêmes –, est en effet mieux adapté à des comparaisons entre zones géographiques de petite taille.

Enfin, le revenu médian est également mieux renseigné que la donnée de revenu moyen ; en 2007, il est en effet disponible sur 715 Zus, parmi l'ensemble des 717 Zus métropolitaines. Par rapport au revenu moyen, il permet donc d'intégrer quelque 130 Zus supplémentaires de petite taille (à savoir moins de 2000 habitants au recensement de 1999, et qui regroupent moins de 4 % de la population totale des Zus métropolitaines en 2006), permettant une couverture quasi complète des territoires des Zus de France métropolitaine.

Approche par population

Le revenu fiscal moyen de la population des Zus en 2007 s'élève à environ 60 % de celui de leur unité urbaine

En 2007, le revenu fiscal annuel moyen par ménage, avant transferts sociaux, était de 21 767 euros dans les Zus observées, soit 63 % du revenu annuel moyen des ménages des unités urbaines les abritant, et 65 % du revenu annuel moyen national par ménage (**tableau 1**). Le revenu annuel moyen par unité de consommation (**encadré Revenu par ménage, revenu par unité de consommation**), en Zus, était, quant à lui, de 12 203 euros en 2007, soit 56 % du revenu équivalent dans les unités urbaines correspondantes, et 59 %

du revenu national. Tenir compte de la taille et de la composition des ménages augmente ainsi de 7 points les écarts obtenus entre la population des Zus et celle de leurs unités urbaines. La part des ménages fiscaux non imposés en Zus (54 %) demeure beaucoup plus importante qu'ailleurs (38 % en France métropolitaine).

En ce qui concerne le patrimoine des ménages en Zus, le rapport 2009 de l'Onzus avait mis en évidence sa faiblesse. La structure de ce patrimoine est inchangée en 2007.

En 2007, le revenu annuel moyen par unité de consommation en Zus est de 12 203 €, soit 59 % du revenu national.

Tableau 1
Revenu fiscal moyen par ménage et par unité de consommation (UC), en 2007, dans les Zus (de plus de 2000 habitants au RP 1999) et le reste du territoire métropolitain

	Nombre de zones initiales	Nombre de zones observées	Taux de couverture* (%)	Part des ménages fiscaux non imposés (%)	Revenu fiscal moyen des ménages (euros)	Revenu fiscal moyen par UC (euros)
Zus	717	584	96,1	54,2	21 767	12 203
Unités urbaines ayant une Zus observée	176	176	100,0	36,1	34 777	21 805
Unités urbaines ayant une Zus	200	200	100,0	36,2	34 681	21 756
France métropolitaine				38,3	33 537	20 752
Ratio Zus/unités urbaines				1,50	0,63	0,56
Ratio Zus/France métropolitaine				1,42	0,65	0,59

* Il s'agit du taux de couverture des zones observées en termes de population (recensement de la population, 2006).

Source : revenus fiscaux localisés 2007 (Insee-DGFIP) pour la France métropolitaine.

Traitements : Onzus.

Lecture : en 2007, le revenu fiscal moyen par unité de consommation s'élevait à 12 203 euros en Zus, ce qui représentait 56 % du revenu mesuré dans les unités urbaines les abritant.

La population de certaines catégories de Zus est particulièrement défavorisée

La population des Zus présente cependant des disparités importantes selon les caractéristiques du quartier dans lequel elles résident, par exemple selon le degré de priorité de leur quartier (**tableau 2**). Le revenu fiscal moyen des ménages des Zus les plus en difficulté (priorité 1) représente 68 % de celui des Zus qui le sont le moins (priorité 3). Cet écart s'aggrave encore si l'on considère le revenu fiscal moyen par unité de consommation : dans les Zus de priorité 1, ce dernier s'élève à 59 % de celui mesuré au sein des Zus de priorité 3.

Enfin, la population des Zus de priorité 1 est également celle qui présente dans son ensemble les écarts les plus importants avec la population des unités urbaines qui les accueillent (61 % ou 53 % du revenu de ces unités urbaines, selon que l'on s'intéresse au revenu par ménage ou par unité de consommation). La situation de la population résidant dans les Zus de priorité 2 n'est qu'un peu plus favorable, tandis que celle des Zus de priorité 3 et celle des Zus ne relevant pas des Cucs présentent des écarts encore sensibles avec les populations de

leurs agglomérations, mais bien plus faibles, de l'ordre de 75 à 80 %.

Les populations des Zus présentent également des profils très différenciés selon que leur quartier est qualifié ou non en ZRU ou en ZFU (**tableau 2**). Les populations résidant dans les Zus supports d'une ZRU ou d'une ZFU présentent les écarts les plus importants avec la population de leurs unités urbaines (de 50 % à 60 % du revenu observé dans leurs unités urbaines,

qu'il s'agisse du revenu des ménages ou de celui par unité de consommation); ces écarts sont du même ordre que ceux relevés pour les populations résidant dans des Zus de priorité 1 des Cucs, voire un peu plus défavorables. Parmi les populations résidant au sein des Zus supports d'une ZFU, celle résidant dans les ZFU de 3^e génération est la moins bien dotée (il s'agit cependant d'une population restreinte), suivie de près par celle des ZFU de 1^{re} génération, puis celle des ZFU de 2^e génération.

Tableau 2

Revenu fiscal moyen par ménage et par unité de consommation (UC), en 2007, dans les différentes catégories de Zus (de plus de 2000 habitants au RP 1999) et le reste du territoire métropolitain

	Nombre de zones initiales	Nombre de zones observées	Taux de couverture* (%)	Part des ménages fiscaux non imposés (%)	Revenu fiscal moyen des ménages (euros)	Revenu fiscal moyen par UC (euros)	
Zus des Cucs selon le degré de priorité							
Priorité 1	Zus	481	430	98,0	55,5	21 205	11 720
	UU ayant une Zus observée		135	100,0	35,8	35 007	21 920
	Ratio Zus/unités urbaines				1,55	0,61	0,53
Priorité 2	Zus	195	133	89,8	51,0	22 893	13 607
	UU ayant une Zus observée		71	100,0	33,8	36 929	22 938
	Ratio Zus/unités urbaines				1,51	0,62	0,59
Priorité 3	Zus	32	18	83,0	38,7	30 975	19 868
	UU ayant une Zus observée		13	100,0	30,1	40 817	24 859
	Ratio Zus/unités urbaines				1,28	0,76	0,80
Zus selon le type de quartier (ZRU, ZFU)							
Zus non ZRU non ZFU	Zus	317	220	91,0	48,7	23 995	14 179
	UU ayant une Zus observée		101	100,0	34,8	35 808	22 482
	Ratio Zus/unités urbaines				1,40	0,67	0,63
Zus ZRU non ZFU	Zus	284	251	97,1	56,3	20 733	11 756
	UU ayant une Zus observée		124	100,0	35,5	35 297	22 077
	Ratio Zus/unités urbaines				1,59	0,59	0,53
Zus support d'une ZFU	Zus	116	113	99,7	57,5	20 662	10 968
	UU ayant une Zus observée		58	100,0	34,7	36 020	22 426
	Ratio Zus/unités urbaines				1,66	0,57	0,49
dont Zus support d'une ZFU 1G	Zus	45	44	99,9	59,5	20 175	10 442
	UU ayant une Zus observée		31	100,0	33,3	37 517	23 235
	Ratio Zus/unités urbaines				1,79	0,54	0,45
dont Zus support d'une ZFU 2G	Zus	53	51	99,5	55,1	21 276	11 466
	UU ayant une Zus observée		27	100,0	32,9	37 870	23 416
	Ratio Zus/unités urbaines				1,68	0,56	0,49
dont Zus support d'une ZFU 3G	Zus	18	18	100,0	58,7	20 162	11 305
	UU ayant une Zus observée		12	100,0	31,6	39 434	24 012
	Ratio Zus/unités urbaines				1,85	0,51	0,47

* Il s'agit du taux de couverture des zones observées en termes de population (recensement de la population, 2006).

Source : revenus fiscaux localisés 2007 (Insee-DGFiP) pour la France métropolitaine.

Traitements : Onzus.

Lecture : en 2007, le revenu fiscal moyen par unité de consommation s'élevait à 11 756 euros dans les ZRU non support d'une ZFU, ce qui représentait 53 % du revenu mesuré dans les unités urbaines les abritant.

Note : l'abréviation UU renvoie à « unités urbaines ». La ligne ratio fait le rapport de la donnée « Zus » à celle des « unités urbaines ayant une Zus observée ». Au sein des ZFU, les termes « 1G », « 2G » et « 3G » renvoient respectivement aux ZFU de 1^{re}, 2^e et 3^e générations.

Approche par territoire

En 2007, les disparités de revenu entre les Zus sont importantes

En 2007, les 10 % des Zus les plus modestes ont un revenu fiscal annuel médian inférieur à 7 495 € ; dans les 10 % des Zus les plus « aisées », ce revenu médian est supérieur à 13 804 €.

L'indicateur retenu est celui du revenu médian par unité de consommation, plus robuste que le revenu moyen et plus adapté à la comparaison entre zones géographiques de petite taille.

Les disparités entre Zus apparaissent importantes. En 2007, les 10 % des Zus les plus modestes ont un revenu médian inférieur à 7 495 euros par unité de consommation (1^{er} décile), tandis que dans les 10 % des Zus les plus aisées, il est supérieur à 13 804 euros (9^e décile) (**tableau 3**) : le revenu

varie donc quasiment dans un rapport de 1 à 2 entre ces deux groupes de Zus (rapport inter-décile).

Les Zus de priorité 1 au sein des Cucs présentent le profil le plus défavorable, leur revenu médian par unité de consommation se concentrant autour de 9 944 euros annuels. Les Zus de priorité 2, et *a fortiori* celles de priorité 3, sont moins homogènes (rapport inter-décile plus élevé), avec une médiane à 11 091 euros et 12 894 euros annuels.

Tableau 3
Distribution des Zus et des Iris selon leur revenu fiscal médian par unité de consommation (en euros), en 2007

	Zus	Zus de priorité 1	Zus de priorité 2	Zus de priorité 3	Iris des unités urbaines avec Zus
Nombre de zones initiales	717	481	195	32	11 993
Nombre de zones observées	715	481	195	30	11 511
1 ^{er} décile	7 495	7 183	7 855	8 500	10 698
2 ^e décile	8 382	8 224	9 051	9 552	13 294
3 ^e décile	9 101	8 787	9 911	10 624	15 222
4 ^e décile	9 791	9 419	10 519	12 327	16 613
5 ^e décile	10 352	9 944	11 091	12 894	17 849
6 ^e décile	10 959	10 405	11 831	13 454	19 101
7 ^e décile	11 729	11 039	12 485	14 069	20 648
8 ^e décile	12 508	11 912	13 471	14 985	22 863
9 ^e décile	13 804	12 936	14 765	18 220	26 555
Rapport inter-décile (9^e décile/1^{er} décile)	1,8	1,8	1,9	2,1	2,5

Source : revenus fiscaux localisés 2007 (Insee-DGFIP) pour la France métropolitaine.

Traitements : Onzus.

Lecture : en 2007, les 30 % des Zus les plus modestes ont un revenu médian annuel par unité de consommation inférieur à 9 101 euros (3^e décile) ; dans les 30 % des Zus les plus aisées, ce revenu médian est supérieur à 11 729 euros (7^e décile).

Note : les Iris (îlots regroupés pour l'information statistique) sont la plus petite unité géographique à partir de laquelle les données de la statistique nationale sont publiques ; ils comprennent en moyenne 2 000 habitants.

Tableau 4
Distribution des Zus et des Iris selon le rapport entre leur revenu fiscal médian par unité de consommation et celui de leur agglomération (rapport exprimé en %), en 2007

	Zus	Zus de priorité 1	Zus de priorité 2	Zus de priorité 3	Iris des unités urbaines avec Zus
Nombre de zones initiales	717	481	195	32	11 993
Nombre de zones observées	715	481	195	30	11 511
1 ^{er} décile	44,1	42,4	47,3	56,3	59,5
2 ^e décile	48,8	46,8	55,0	62,5	75,1
3 ^e décile	52,9	50,7	60,5	65,7	86,5
4 ^e décile	56,6	53,8	63,2	70,5	94,6
5 ^e décile	60,2	56,7	66,0	72,2	100,9
6 ^e décile	63,8	59,8	68,4	76,5	106,7
7 ^e décile	67,3	63,7	72,1	81,2	113,3
8 ^e décile	72,4	67,7	76,2	90,7	122,0
9 ^e décile	79,6	74,9	82,3	96,5	138,5
Rapport inter-décile (9^e décile/1^{er} décile)	1,8	1,8	1,7	1,7	2,3

Source : revenus fiscaux localisés 2007 (Insee-DGFIP) pour la France métropolitaine.

Traitements : Onzus.

Lecture : en 2007, les 30 % des Zus les plus défavorisées en termes d'écart à leur agglomération ont un revenu médian annuel par unité de consommation inférieur de plus de 53 % à celui de leur agglomération (3^e décile) ; dans les 30 % des Zus les plus favorisées en la matière, ce revenu médian est supérieur de 67 % à celui de leur agglomération (7^e décile).

Note : l'Iris (lots regroupés pour l'information statistique) est la plus petite unité géographique à partir de laquelle les données de la statistique nationale sont publiques ; il comprend en moyenne 2 000 habitants.

En 2007, dans un peu plus d'un cinquième des Zus, le revenu médian par unité de consommation est inférieur de plus de 50 % à celui de leur unité urbaine

La loi du 1^{er} août 2003 définit les objectifs de la politique de la ville en termes de réduction des écarts entre les Zus et leur environnement. On s'intéresse ainsi à la mesure de l'évolution du niveau des revenus dans les Zus, relativement à celui de l'unité urbaine à laquelle elles appartiennent, à travers l'étude du rapport entre le revenu médian par unité de consommation de la Zus et celui de son unité urbaine d'appartenance.

Les résultats révèlent des écarts souvent importants (tableau 4). En 2007, le rapport du revenu médian par unité de consommation des Zus à celui de leur agglomération s'échelonne entre 30 % et 110 %. Près de la moitié des Zus ont un revenu médian s'élevant à moins de 60 % de celui de leur unité urbaine ; pour un peu plus d'un cinquième des Zus il est inférieur à 50 %. Dans

moins de 1 % des cas le revenu médian de la Zus est supérieur à celui de son agglomération.

On observe une gradation nette des écarts entre les Zus et leur agglomération, en fonction du degré de priorité de ces quartiers au sein des Cucs (tableau 4). De fait, les Zus les plus en difficulté en termes de revenu sont aussi celles qui présentent les écarts les plus marqués avec leur agglomération. Ainsi, pour les Zus de priorité 1, le revenu médian par unité de consommation se concentre autour de 57 % de celui de leur agglomération, tandis que pour les Zus de priorité 2, il se concentre autour de 63 % du revenu de leur agglomération, et pour les Zus de priorité 3, autour de 70 % du revenu de leurs agglomérations.

Revenu par ménage, revenu par unité de consommation

Les revenus fiscaux sont soit des revenus par ménage fiscal (ensemble des foyers fiscaux répertoriés dans un même logement), soit des revenus par unité de consommation des ménages (UC).

Les revenus fiscaux par unité de consommation permettent de tenir compte de la taille et de la composition des ménages. Le revenu du ménage est en effet rapporté au nombre d'unités de consommation de ce ménage, les unités de consommation étant attribuées de la manière suivante (échelle de l'OCDE) :

- le premier adulte du ménage compte pour une unité de consommation ;
- les autres personnes de 14 ans ou plus comptent chacune pour 0,5 ;
- les enfants de moins de 14 ans comptent chacun pour 0,3.

Les individus d'un même ménage se voient ainsi tous attribuer un même revenu par unité de consommation. Le revenu moyen par unité de consommation est ensuite calculé, en moyenne, sur l'ensemble des individus de la zone d'intérêt. On peut également voir le revenu par unité de consommation comme une moyenne, sur les ménages, des revenus par unité de consommation, pondérée par la taille du ménage. On notera que le revenu moyen par unité de consommation est une notion individuelle du revenu, contrairement au revenu moyen par ménage.

Étant donné qu'il tient compte de la structure et de la taille des ménages, le recours au revenu par unité de consommation est préconisé dans le cadre d'analyses comparatives entre zones, ou pour analyser les inégalités de revenu à l'intérieur d'une zone.

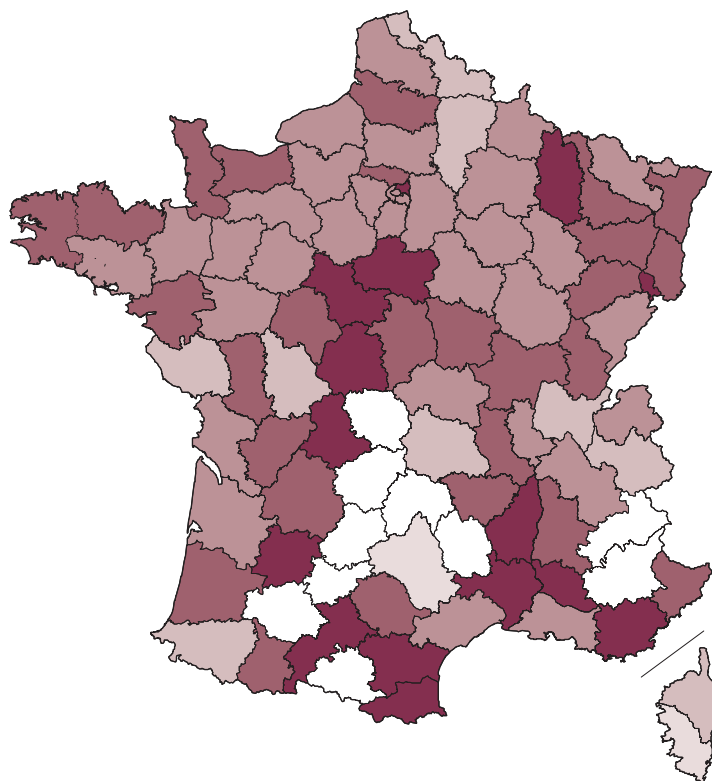
Enfin, la **carte 1** présente les moyennes, dans chaque département, du rapport entre revenu médian par unité de consommation des Zus et revenu médian par unité de consommation des unités urbaines correspondantes. Elle donne un aperçu des disparités géographiques. Les Zus des départements des Pyrénées-Orientales, du Lot-et-Garonne, de la Haute-Vienne, de la Meuse, du Loir-et-Cher, du Vaucluse, de l'Ardèche, de la Haute-Garonne, du Gard, du Territoire de Belfort, du Var et de la Loire ont en moyenne

des revenus médians très inférieurs à celui de leur unité urbaine (inférieurs de plus de 50 %).

Au contraire, les Zus des départements de Corse-du-Sud, de l'Aveyron, de l'Aisne, du Puy-de-Dôme, de Savoie, du Nord, de Pyrénées-Atlantiques, de Vendée, de Haute-Corse et de l'Ain présentent en moyenne les écarts les plus faibles (inférieurs de moins de 30 % à celui de leur unité urbaine).

Carte 1

Le revenu fiscal médian des Zus relativement à celui de leurs unités urbaines, par département, en 2007



Moyenne départementale du rapport du revenu fiscal médian des Zus à celui de leur unité urbaine (%)

- 77,0 et plus
- 68,5 – 77,0
- 60,0 – 68,5
- 51,5 – 60,0
- Moins de 51,5
- Département sans Zus observée

Source : revenus fiscaux localisés 2007 (Insee-DGFIP) pour la France métropolitaine, 715 Zus analysées.
 Traitements et cartographie : Onzus.

Les bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire, au premier trimestre 2009

Au premier trimestre 2009, dans les Zus, un assuré sur cinq du régime général de l'Assurance maladie bénéficie de la couverture maladie universelle complémentaire (CMUC), soit une couverture 2,4 fois plus importante que dans les unités urbaines qui abritent ces quartiers. Pour autant, les Zus présentent des disparités très importantes. Le taux de couverture de la CMUC varie dans un rapport de 1 à 3 entre les 10 % des Zus les moins couvertes et les 10 % des Zus les plus couvertes par le dispositif.

Approche par population

Le taux de couverture de la CMUC est trois fois plus élevé en Zus qu'en France métropolitaine

Soumise à conditions de ressources (contrairement à la CMU), la couverture maladie universelle complémentaire constitue un outil privilégié pour appréhender les populations les plus précaires (**encadré Données sur les bénéficiaires de la CMUC**).

Les 715 Zus observées comptent début 2009 environ 3 870 000 assurés du régime général ou ayants droit, au sein desquels 767 000 bénéficient de la CMUC (**tableau 1**). En Zus, le dispositif bénéficie donc à un peu moins d'un assuré (ou ayant droit) sur cinq, soit une couverture respectivement 2,9 et 2,4 fois plus élevée que celle observée en France métropolitaine et dans les unités urbaines abritant ces Zus.

En Zus, comme dans le reste du territoire, les

enfants sont les principaux bénéficiaires du dispositif : en France, les moins de 18 ans y représentent environ deux bénéficiaires de la CMUC sur cinq et présentent les taux de couverture les plus élevés ; ceci traduit la forte représentation des familles nombreuses dans le dispositif. Le taux de couverture de la CMUC décroît ensuite légèrement avec l'âge chez les plus de 25 ans, en Zus comme hors Zus, reflétant la progressivité de l'insertion professionnelle. Enfin, la couverture du dispositif dans les Zus est également un peu plus prononcée chez les femmes, à l'instar de ce que l'on observe dans le reste du territoire.

Pour autant, quelle que soit la tranche d'âge considérée, ou le sexe, la couverture de la CMUC dans les Zus demeure de 2,0 à 2,4 fois plus élevée que celle de leurs unités urbaines.

En Zus, la CMUC couvre un tiers des moins de 18 ans relevant du régime général de l'Assurance maladie.

Tableau 1

Taux de couverture de la CMUC parmi les assurés du régime général de l'assurance-maladie, au premier trimestre 2009, dans les Zus et l'ensemble du territoire métropolitain

	Zus	Zus de priorité 1	Zus de priorité 2	Zus de priorité 3	Zus hors intervention Cucs	Unités urbaines avec Zus	France métropolitaine
Nombre de zones initiales	717	481	195	32	9	200	
Nombre de zones observées	715	479	195	32	9	200	
Taux de couverture* (%)	99,9	99,9	100,0	100,0	100,0	100,0	
Nombre de personnes bénéficiaires de l'assurance-maladie	3 870 257	3 152 583	606 468	94 016	17 190	27 060 016	48 516 259
Nombre de personnes bénéficiant de la CMUC	767 358	650 560	104 647	10 468	1 683	2 256 908	3 267 607
Taux de couverture de la CMUC (%) Ensemble des assurés	19,8	20,6	17,3	11,1	9,8	8,3	6,7
Hommes	18,4	19,1	16,0	10,4	–	7,9	6,4
Femmes	21,2	22,1	18,4	11,9	–	8,7	7,0
Moins de 18 ans	31,2	32,0	28,5	19,3	–	14,7	11,8
25-49 ans	18,4	19,2	16,0	10,3	–	8,1	8,7
50-59 ans	15,5	16,2	13,5	9,1	–	6,5	8,1

* Il s'agit du taux de couverture des zones observées en termes de population (recensement de la population, 2006).

Source: CNAM/TS 2009.

Traitements: Onzus.

Lecture: au 1^{er} trimestre 2009, 28,5 % des moins de 18 ans résidant dans des Zus de priorité 2 bénéficiaient de la CMUC.

Tableau 2

Distribution des Zus et des Iris selon le taux de couverture de la CMUC (%) parmi les assurés du régime général de l'assurance-maladie, au premier trimestre 2009

	Zus	Zus de priorité 1	Zus de priorité 2	Zus de priorité 3	Iris des unités urbaines ayant une Zus
Nombre de zones initiales	717	481	195	32	11 406
Nombre de zones observées	715	479	195	32	10 953
1 ^{er} décile	9,8	11,1	8,1	7,2	1,9
2 ^e décile	12,6	13,3	11,3	7,8	3,0
3 ^e décile	14,7	15,6	13,9	9,1	4,0
4 ^e décile	16,9	18,3	16,0	11,3	5,2
5 ^e décile	19,4	20,7	17,8	13,3	6,7
6 ^e décile	21,7	22,5	20,1	14,8	8,3
7 ^e décile	23,6	25,2	22,1	17,6	10,4
8 ^e décile	27,2	28,8	24,7	21,2	13,6
9 ^e décile	31,9	33,3	30,1	22,5	19,4
Rapport inter-décile (9 ^e décile/1 ^{er} décile)	3,3	3,0	3,7	3,1	10,1

Source: CNAM/TS 2009.

Traitements: Onzus.

Lecture: au 1^{er} trimestre 2009, les 30 % des Zus de priorité 1 les moins bien couvertes par le dispositif avaient une part de bénéficiaires de la CMUC inférieure à 15,6 % (3^e décile). Dans les 30 % des Zus de priorité 1 les mieux couvertes, cette part était supérieure à 25,2 % (7^e décile).

Note: les Iris (îlots regroupés pour l'information statistique) sont la plus petite unité géographique à partir de laquelle les données de la statistique nationale sont publiques; ils comprennent en moyenne 2 000 habitants.

Approche par territoire

Des taux de couverture très variables selon les Zus

Les Zus sont en réalité très diverses. Ainsi, dans les 10 % des Zus les moins couvertes par le dispositif, la part des bénéficiaires de la CMUC n'excède pas 9,8 % (1^{er} décile), tandis que, dans les 10 % des Zus les plus bénéficiaires, cette dernière dépasse systématiquement 31,9 % (9^e décile) (**tableau 2**) : le taux de couverture varie ainsi dans un rapport de 1 à 3 entre ces deux catégories de Zus (rapport inter-décile).

En 2007, la moitié des Zus observées présente un taux de couverture de la

CMUC plus de 2,2 fois supérieur à celui de leur unité urbaine (**tableau 3**). Pour une Zus sur dix, il est même plus de 3,3 fois supérieur à celui de son agglomération.

À l'inverse, 25 Zus – soit environ 3,5 % du total des Zus métropolitaines – disposent d'un taux de couverture plus faible que celui de leur agglomération. Elles ne présentent donc pas, au regard de ce critère de précarité, de difficultés marquées par rapport au reste de leur agglomération¹.

Dans une Zus sur dix, le taux de CMUC est plus de 3,3 fois supérieur à celui de son agglomération.

Tableau 3
Distribution des Zus et des Iris selon le rapport de leur taux de couverture de la CMUC à celui de leur unité urbaine, au 1^{er} trimestre 2009, parmi les assurés du régime général

	Zus	Zus de priorité 1	Zus de priorité 2	Zus de priorité 3	Iris des unités urbaines ayant une Zus
Nombre de zones initiales	717	481	195	32	11 406
Nombre de zones observées	715	479	195	32	10 953
1 ^{er} décile	1,3	1,4	1,1	0,8	0,3
2 ^e décile	1,6	1,7	1,4	1,1	0,4
3 ^e décile	1,8	1,9	1,6	1,2	0,5
4 ^e décile	2,0	2,1	1,8	1,4	0,7
5 ^e décile	2,2	2,3	2,0	1,6	0,8
6 ^e décile	2,4	2,4	2,2	1,9	1,0
7 ^e décile	2,6	2,7	2,5	2,1	1,3
8 ^e décile	2,9	3,0	2,8	2,1	1,7
9 ^e décile	3,3	3,4	3,3	2,2	2,3
Rapport inter-décile (9^e décile/1^{er} décile)	2,6	2,4	3,0	2,9	8,7

Source : CNAM/TS 2009.

Traitements : Onzuz.

Lecture : au 1^{er} trimestre 2009, les 30 % des Zus aux écarts les plus faibles avec leur unité urbaine (3^e décile) avaient un taux de CMUC ne dépassant pas 1,8 fois celui de leur unité urbaine. Dans les 30 % des Zus accusant les écarts les plus prononcés (7^e décile), le taux de CMUC était plus de 2,6 fois supérieur à celui de leur agglomération.

Note : les Iris (îlots regroupés pour l'information statistique) sont la plus petite unité géographique à partir de laquelle les données de la statistique nationale sont publiques ; ils comprennent en moyenne 2 000 habitants.

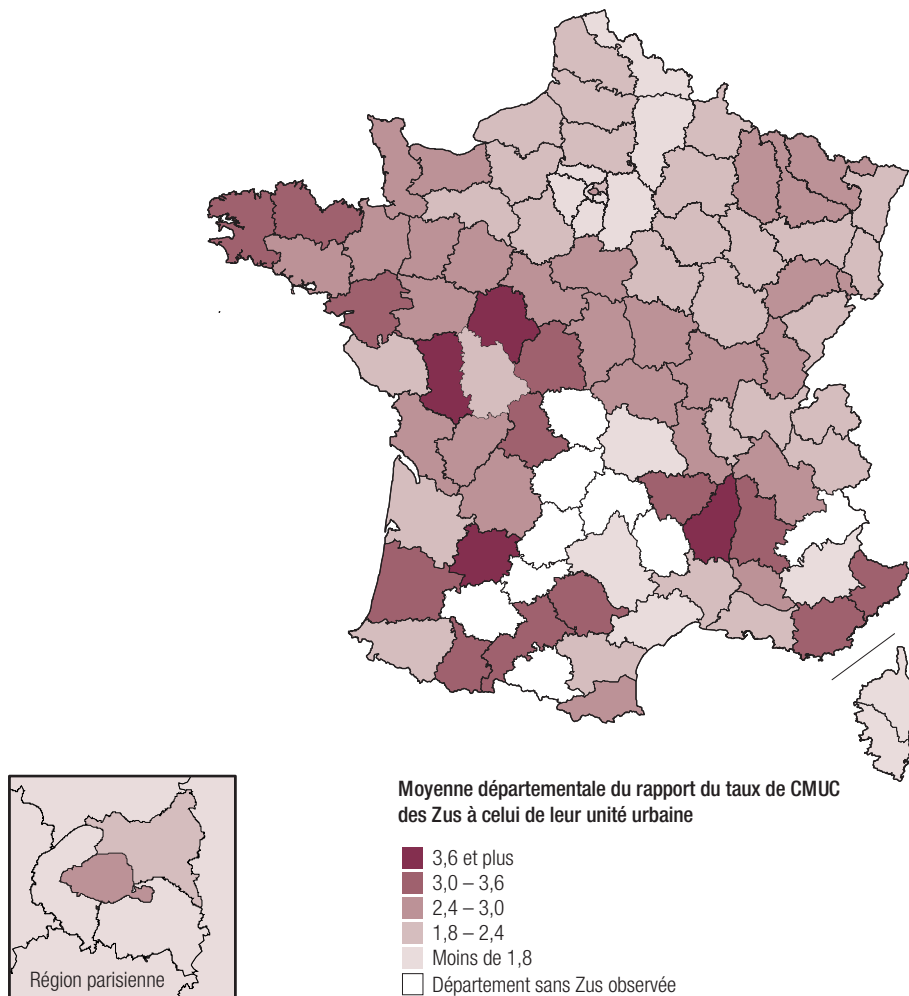
1. On notera cependant qu'un peu moins de la moitié de ces Zus appartiennent à l'agglomération parisienne, territoire bien trop complexe pour que la moyenne soit une vraie valeur de référence ; les territoires correspondants peuvent ainsi réellement représenter des poches de pauvreté à un échelon plus local.

La carte nationale présentant les moyennes, dans chaque département, du rapport entre le taux de couverture de la CMUC dans les Zus et de celui dans les unités urbaines correspondantes donne un aperçu des disparités géographiques (**carte 1**). Les Zus des départements des Landes, des Deux-Sèvres, du Lot-et-Garonne, de l'Ardèche et de l'Indre-et-

Loire ont en moyenne des taux de couverture très supérieurs à celui de leur unité urbaine (plus de 3,5 fois plus élevés). À l'inverse, les Zus des départements de Corse-du-Sud, des Yvelines, de l'Aisne, de l'Aveyron, des Alpes-de-Haute-Provence et de Haute-Corse présentent, en moyenne, les écarts les plus faibles à leur agglomération (moins de 1,6 fois plus élevé).

Carte 1

Le taux de couverture de la CMUC dans les Zus relativement à celui de leurs unités urbaines, par département, au 1^{er} trimestre 2009



Source: CNAM/TS 2009.
Traitements et cartographie: Onzus.

Données sur les bénéficiaires de la CMUC du régime général de l'assurance-maladie

La CMUC comme indicateur de précarité

Soumise à condition de résidence et à condition de ressources, la CMUC ouvre droit à la prise en charge, avec dispense d'avance de frais, de la partie non remboursable des honoraires des professionnels de santé, des médicaments ou des frais d'hospitalisation. Elle couvre également, dans certaines limites, les prothèses dentaires, les lunettes ou d'autres produits et appareils médicaux.

Les ressources prises en compte pour l'attribution de la CMUC comprennent l'ensemble des ressources perçues qu'elles soient imposables ou non, après déduction des cotisations sociales, de la CSG et de la CRDS. Elles incluent les avantages en nature (un forfait logement est notamment appliqué en cas de logement gratuit). À l'inverse, certaines prestations ne sont pas prises en compte (AES, APJE, ARS, etc.) ainsi que certaines ressources exceptionnelles (primes de déménagement, etc.). Enfin, elle est accordée sans condition aux bénéficiaires du RMI, pour peu qu'ils en fassent la demande.

Soumise à conditions de ressources (contrairement à la CMU), la couverture maladie universelle complémentaire constitue donc un outil privilégié pour appréhender les populations les plus précaires. En revanche, elle cesse d'être opérationnelle à l'âge de la retraite, quand le minimum vieillesse – supérieur au plafond de ressources pour la CMUC – en prend le relais. Elle est donc uniquement représentative de la précarité rencontrée avant l'âge de la retraite.

Source et champs de données

Une convention pluriannuelle établie entre l'Insee et la CNAMTS permet la mise à disposition de données relatives aux assurés du régime général de l'assurance-maladie bénéficiant de la CMUC, au premier trimestre 2007. La population couverte n'est que partielle. Le champ des assurés du régime général exclut de fait les mutuelles – notamment les mutuelles d'étudiants, ce qui provoque une

nette sous-représentation de la tranche 18-25 ans* –, la fonction publique d'État et les régimes spéciaux. Si ce champ continue de couvrir environ 80 % de la population des ménages au niveau national, les indicateurs se trouvent cependant certainement biaisés du fait de l'absence de certaines populations.

Traitements particuliers

Les personnes éligibles à la CMUC mais ne pouvant justifier d'un domicile stable (sans domicile fixe, gens du voyage) doivent faire l'objet d'une domiciliation administrative auprès d'un Centre communal d'action sociale (CCAS) ou d'une association agréée. La présence de telles associations est une difficulté particulière pour l'établissement de statistiques localisées à partir des données administratives (CNAMTS mais également Caf, Pôle emploi, etc.). La présence d'un organisme de rattachement au sein d'une entité géographique est susceptible de fortement perturber non seulement les mesures d'effectifs mais également le calcul de simples indicateurs comme le taux de personnes bénéficiant de la CMUC**. Dans la mesure du possible les personnes couvertes par ces organismes ont été écartées du champ de l'étude (sans domicile fixe, gens du voyage et autres personnes inscrites non à leur domicile mais à l'adresse de leur organisme de rattachement). Par ailleurs, à la fois pour des raisons techniques et pour se rapprocher d'une statistique concernant les ménages ordinaires, un certain nombre de collectivités n'ont pas non plus été prises en compte : les foyers de travailleurs, les centres de détention, les établissements hospitaliers, les résidences universitaires.

* C'est pourquoi aucune donnée relative aux assurés du régime général, âgés de 19 à 24 ans et bénéficiant de la CMUC, n'est reproduite ici.

** À titre d'exemple, sur la Zus des « Izards » à Toulouse, le nombre de bénéficiaires de l'assurance-maladie en 2006 était plus de 60 % supérieur au nombre de personnes présentes au recensement de 1999. La différence s'explique par la seule présence de l'association Tziganes Solidarité, dont plus des trois quarts des adhérents sont titulaires de la CMUC. De même, une exploitation brute sur les adresses de la Zus de « La Conte » à Carcassonne conduirait à surestimer de 10 points le taux de CMUC en raison de la présence d'un bureau d'aide sociale à l'enfance.

Les allocataires des caisses d'allocations familiales au 31 décembre 2008

avec Martine Besacier et Brigitte Debras (Cnaf)

Au 31 décembre 2008, en France métropolitaine, les Zus rassemblent près de 1,1 million de foyers allocataires. Ainsi, les deux tiers des habitants de ces territoires sont connus des caisses d'allocations familiales (Caf). En Zus, plus d'un allocataire sur quatre appartient à une famille monoparentale, et 18 % des allocataires perçoivent le revenu minimum d'insertion (RMI), soit deux fois plus que la moyenne métropolitaine. Les situations de pauvreté, bien plus fréquentes dans les Zus que sur le reste du territoire, se traduisent par un taux d'allocataires à bas revenus plus de deux fois supérieur à celui observé en France métropolitaine.

Une population allocataire surreprésentée dans les Zus

Au 31 décembre 2008, plus d'un million de foyers allocataires des caisses d'allocations familiales (Caf) vit dans une zone urbaine sensible de métropole ; ils représentent 10,3 % des 10,6 millions de foyers allocataires de France métropolitaine. Dans le Nord-Pas-de-Calais, en Île-de-France et en Champagne-Ardenne, cette part s'élève à plus de 15,0 % (**tableau 1**).

Si l'on considère l'ensemble de la population couverte (ou population bénéficiaire), c'est-à-dire l'allocataire, son conjoint éventuel, les enfants et autres personnes à charge (**encadré Allocataires, foyers allocataires, popula-**

tion couverte), ce sont environ 2,8 millions de personnes connues des Caf qui résident en Zus, soit 9,7 % du total de la population couverte par les Caf en métropole (à comparer aux 6,7 % de métropolitains résidant en Zus) (**tableau 2**). Les Caf couvrent ainsi deux tiers de la population résidant dans ces quartiers, alors que, comparativement, elles ne couvrent que 46 % du total de la population métropolitaine. Dans certaines régions telles que le Limousin, Midi-Pyrénées ou le Nord-Pas-de-Calais, plus de 70 % de la population habitant dans les Zus sont connus des Caf.

Les Caf couvrent deux tiers de la population résidant en Zus.

Des familles monoparentales plus fréquentes en Zus

Les foyers allocataires situés en Zus se distinguent par une surreprésentation des familles monoparentales et une sous-représentation des couples avec enfant par rapport aux agglomérations qui les abritent ou au reste du territoire métropolitain (**graphique 1**). Plus d'un allocataire sur cinq (20,7 %) résidant en Zus appartient à une famille monoparentale, contre 16,0 % dans les unités urbaines accueillant ces quartiers et

15,1 % en métropole. Seulement un tiers (33,1 %) des foyers allocataires en Zus vit en couple avec enfant, contre 37,9 % dans les agglomérations abritant ces quartiers et 45,1 % en métropole. Mais cette sous-représentation ne concerne que les couples ayant un ou deux enfants. En effet, la part des familles nombreuses (trois enfants ou plus) est sensiblement identique dans les Zus et sur le reste du territoire.

Tableau 1
Répartition des foyers allocataires et de la population couverte par les CAF dans les Zus,
par région, au 31 décembre 2008

	Population des Zus au recensement 2006		Population couverte par les CAF dans les Zus			Foyers allocataires en Zus	
	Effectif	En % de la population régionale	Effectif	En % de la population régionale couverte par les CAF	En % de la population des Zus	Effectif	En % des foyers allocataires CAF de la région
Alsace	128342	7,0	89022	11,0	69,4	33417	11,6
Aquitaine	139415	4,4	86300	6,4	61,9	39181	7,4
Auvergne	65079	4,9	37754	6,7	58,0	16844	7,6
Basse-Normandie	50709	3,5	33732	5,1	66,5	14862	6,1
Bourgogne	78385	4,8	49050	7,0	62,6	20285	7,7
Bretagne	87458	2,8	58270	4,1	66,6	27415	5,3
Centre	116953	4,6	74563	6,6	63,8	29416	7,3
Champagne-Ardenne	131172	9,8	83505	13,9	63,7	34856	15,4
Corse	30061	10,0	12499	11,1	41,6	5691	12,4
Franche-Comté	78111	6,7	53846	10,1	68,9	22052	11,5
Haute-Normandie	124810	6,9	83214	9,3	66,7	32099	9,9
Île-de-France	1273694	11,0	841613	15,2	66,1	295830	15,3
Languedoc-Roussillon	137150	5,4	93134	7,7	67,9	39145	7,9
Limousin	18347	2,5	13188	4,7	71,9	5528	4,8
Lorraine	145532	6,2	92912	9,0	63,8	37395	9,7
Midi-Pyrénées	60088	2,1	44771	3,6	74,5	18934	3,9
Nord Pas-de-Calais	409533	10,2	289755	13,6	70,8	116310	15,0
PACA	394237	8,1	273397	12,3	69,3	111162	12,8
Pays-de-la-Loire	142784	4,1	93340	5,6	65,4	40599	6,8
Picardie	132892	7,0	90794	9,9	68,3	34671	10,9
Poitou-Charentes	65742	3,8	40748	5,6	62,0	18445	6,5
Rhône-Alpes	339272	5,6	231082	7,9	68,1	88763	8,4
France métropolitaine*	4149766	6,7	2766489	9,7	66,7	1082900	10,3

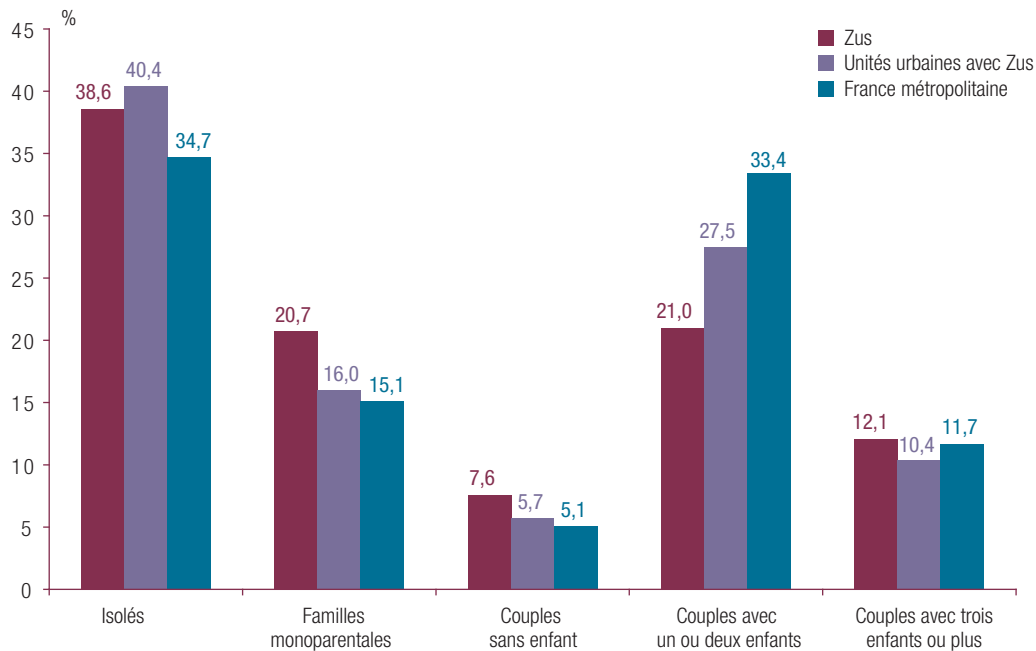
*Hors caisse maritime.

Sources: fichiers des CAF au 31 décembre 2008 (traitements Cnaf-Insee), recensement de la population 2006 (Insee).

Traitements: Cnaf - Insee.

Lecture: en Alsace, au recensement 2006, 128342 personnes résident dans les Zus, soit 7 % de la population totale régionale. Dans les Zus d'Alsace, 89022 personnes sont couvertes par les CAF, soit 11 % de l'ensemble de la population couverte par les CAF dans la région (à comparer au 7 % précédent). 69,4 % de la population des Zus alsaciennes sont connus des CAF car résidant dans un foyer allocataire CAF.

Graphique 1
Structure familiale des foyers allocataires dans les Zus et le reste du territoire,
au 31 décembre 2008



Source: fichiers des CAF au 31 décembre 2008.
 Traitements: Cnaf-Insee.

Allocataires, foyers allocataires, population couverte: les unités observées dans la source Caf

L'Insee se fonde sur le concept de ménage, défini comme l'ensemble des personnes occupant un même logement, qu'elles aient ou non des liens familiaux. La Caf raisonne à partir de la notion d'allocataire, c'est-à-dire la personne physique à qui est reconnu le droit aux prestations et qui bénéficie d'une prestation à une date donnée. Différents foyers allocataires peuvent donc résider au sein d'un même logement et constituer un seul ménage. On peut citer l'exemple d'un logement occupé par deux parents et trois enfants, et dont l'un des enfants a plus de 25 ans et reçoit le RMI. Dans cet exemple, l'Insee ne repère qu'un seul ménage ordinaire, tandis que les Caf identifient deux foyers allocataires différents (à savoir un premier foyer allocataires constitué des deux parents et des deux enfants, et un second foyer allocataire constitué du seul enfant de plus de 25 ans percevant le RMI).

La notion de foyer allocataire diffère également de la notion de famille au sens Insee. Cette dernière désigne la cellule susceptible d'accueillir des enfants, c'est-à-dire un « couple (marié ou non), avec ou sans enfant, ou une personne sans conjoint avec enfant(s) ». Un ménage peut rassembler une

famille principale et éventuellement une ou plusieurs familles secondaires; un ménage peut aussi ne comprendre aucune famille (personnes seules ou ménages composés de plusieurs personnes sans liens familiaux). Les statistiques standards produites par l'Insee et relatives aux familles dans le recensement de la population 2006 se limitent enfin généralement aux enfants âgés de moins de 25 ans. Sous le concept de « famille », la source Caf appréhende les foyers allocataires dont les enfants ouvrent droit à au moins une prestation. La limite d'âge est variable selon la prestation, généralement de 20 ans, mais quelques prestations courent jusqu'à l'âge de 25 ans, comme le RMI.

On préfère donc généralement exploiter les données Caf de la population couverte (ou bénéficiaire) des prestations; cette population couverte inclut l'allocataire, son conjoint éventuel et les personnes à charge et peut être rapprochée de la population totale du territoire considéré. Malheureusement, les données Caf dont nous disposons pour l'année 2008 comportent essentiellement des informations sur la population allocataire seule. Nous disposerons de données plus complètes sur la population couverte l'année prochaine.

De nombreux bénéficiaires de minima sociaux et d'aide au logement

La répartition des allocataires dans les Zus selon les principales prestations versées par les Caf fait apparaître une plus grande précarité de ces populations. La proportion de bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI) est deux fois plus importante dans les Zus que sur l'ensemble du territoire métropolitain, respectivement 18,0 % contre 9,3 % (**graphique 2**).

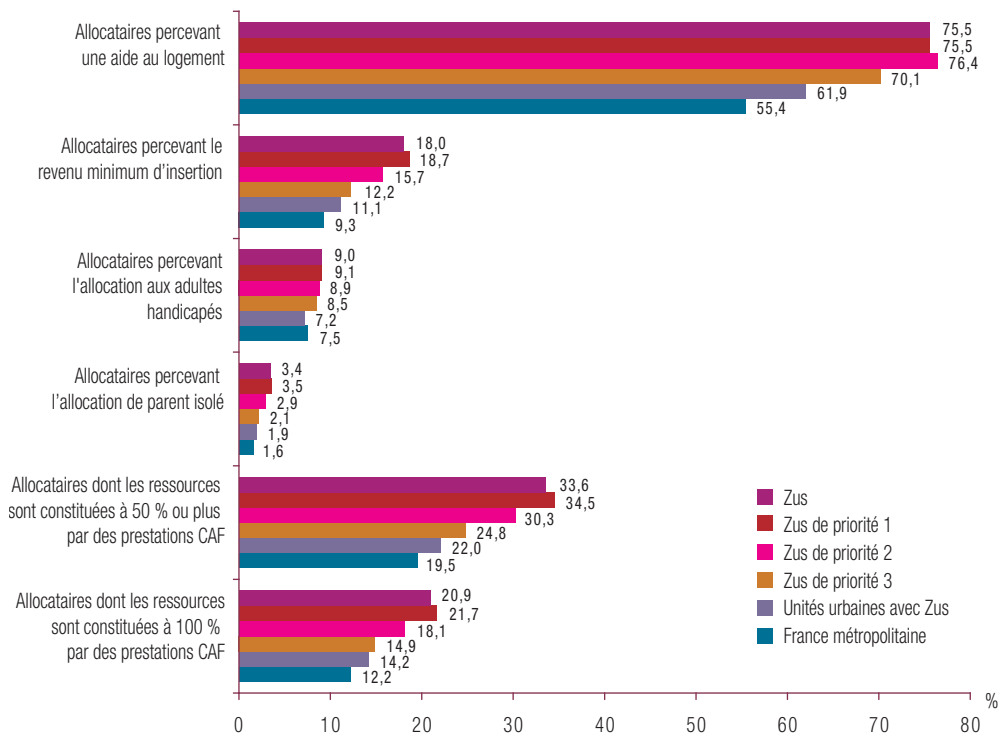
Quant aux bénéficiaires des aides au logement résidant dans les Zus, ils sont également relativement plus nombreux que dans l'ensemble du territoire. Plus des trois quarts (75,5 %) des allocataires habitant en Zus perçoivent une aide au logement contre 61,9 % dans les unités urbaines accueillant ces quartiers et 55,4 % de l'ensemble des allocataires du territoire métropolitain. On note d'ailleurs que près de 77 % des allocataires touchant une aide au logement dans les Zus bénéficient de l'aide personnalisée au logement (APL), contre seulement 43 % sur l'ensemble du territoire.

Autre indicateur de la précarité de ces quartiers, les prestations perçues par les allocataires y résidant représentent une part importante dans leurs revenus disponibles¹. Pour plus d'un allocataire sur trois (33,6 %) résidant dans les Zus, les ressources sont constituées à plus de 50 % par des aides octroyées par la Caf; pour plus d'un sur cinq (20,9 %) les prestations versées par la Caf représentent la totalité de leurs ressources dans les agglomérations abritant ces quartiers, ces proportions sont respectivement égales à 22,0 % et 14,2 %.

La part plus importante dans ces quartiers de personnes percevant l'allocation de parent isolé est liée pour partie à un effet de structure des Zus (où les familles monoparentales sont plus représentées), mais aussi probablement au fait que les familles monoparentales y ont de plus faibles ressources (**voir chapitre sur le panorama évolutif des quartiers**).

La part de bénéficiaires du RMI est de 18 % en Zus, soit une part deux fois plus importante qu'en France métropolitaine.

Graphique 2
Part des allocataires percevant des prestations et part des prestations dans les ressources des allocataires, dans les Zus et le reste du territoire, au 31 décembre 2008



Source : fichiers des Caf au 31 décembre 2008.

Traitements : Cnaf-Insee.

1. Revenu avant impôt mais après prise en compte des prestations versées par les Caf.

Enfin, de fortes disparités existent entre les Zus. Qu'il s'agisse de la part d'allocataires percevant le RMI ou de celles d'allocataires dont les ressources sont constituées à 100 % ou à plus de 50 % par des aides octroyées par les Caf, on relève un gradient de précarité selon le degré de priorité des Zus (au sein des Cucs). Les Zus de priorité 1 apparaissent ainsi clairement comme les plus en difficulté. Pour l'aide au logement, seules les Zus de priorité 3 semblent mieux loties que les Zus de priorité 1 et 2 (qui ne se distinguent pas les unes des autres).

La diversité des profils de ces quartiers s'illustre également à travers la répartition des Zus selon les indicateurs évoqués précédemment (**tableau 2**). La part des allocataires du RMI, ou celle des allocataires dont les ressources sont constituées à 100 % ou à plus de 50 %

par des aides octroyées par les Caf, varie du simple au double entre les Zus les plus précaires et les Zus les plus favorisées au regard de ces indicateurs.

Enfin, les Zus présentent également des profils variés quand on les compare à leur agglomération de référence (**tableau 3**). Qu'il s'agisse de la part d'allocataires percevant le RMI ou de ceux dont les ressources sont constituées à 100 % ou à plus de 50 % par des aides octroyées par les Caf, les 10 % de Zus où les écarts sont les plus importants avec leur agglomération présentent des taux deux fois plus élevés que dans ces agglomérations. À l'inverse, les 10 % de Zus les plus favorisées en la matière ne présentent quasiment aucune différence avec leurs agglomérations, voire même se retrouvent dans une situation plus favorable.

Tableau 2**Répartition des Zus selon la part des allocataires bénéficiant d'une prestation, au 31 décembre 2008**

	Part des allocataires d'une aide au logement	Part des allocataires du RMI	Part des allocataires dont les ressources sont constituées à plus de 50 % par des prestations Caf	Part des allocataires dont les ressources sont constituées à 100 % par des prestations Caf
1 ^{er} décile	64,1	10,0	22,6	12,4
2 ^e décile	68,1	11,9	25,5	14,2
3 ^e décile	71,9	13,5	27,8	16,0
4 ^e décile	74,7	15,2	30,0	17,7
5 ^e décile	77,5	16,9	32,3	19,0
6 ^e décile	79,8	18,0	34,3	20,8
7 ^e décile	82,0	19,9	36,7	22,5
8 ^e décile	83,9	22,3	39,1	25,0
9 ^e décile	86,4	25,7	43,4	28,3

Source : fichiers des CAF au 31 décembre 2008.

Traitements : Cnaf-Insee.

Lecture : au 31 décembre 2008, les 30 % des Zus les moins bien couvertes par le RMI avaient une part d'allocataires du RMI inférieure à 13,5 % (3^e décile). Dans les 30 % des Zus les mieux couvertes, cette part était supérieure à 19,9 % (7^e décile).

Tableau 3
Répartition des Zus selon la part des allocataires bénéficiant d'une prestation dans la Zus rapportée à celle de son agglomération, au 31 décembre 2008

	Part des allocataires d'une aide au logement	Part des allocataires du RMI	Part des allocataires dont les ressources sont constituées à plus de 50 % par des prestations Caf	Part des allocataires dont les ressources sont constituées à 100 % par des prestations Caf
1 ^{er} décile	1,06	1,00	1,07	0,97
2 ^e décile	1,12	1,17	1,18	1,11
3 ^e décile	1,16	1,27	1,26	1,23
4 ^e décile	1,19	1,39	1,33	1,31
5 ^e décile	1,22	1,50	1,41	1,40
6 ^e décile	1,25	1,60	1,48	1,50
7 ^e décile	1,28	1,73	1,57	1,59
8 ^e décile	1,31	1,90	1,68	1,72
9 ^e décile	1,37	2,12	1,86	1,92

Source : fichiers des Caf au 31 décembre 2008.

Traitements : Cnaf-Insee.

Lecture : au 31 décembre 2008, les 30 % des Zus présentant les écarts les moins importants avec leur agglomération en termes de perception du RMI avaient une part d'allocataires du RMI inférieure à 1,27 fois celle de leur unité urbaine (3^e décile). Dans les 30 % des Zus où ces écarts sont les plus importants, cette part était supérieure à plus de 1,73 fois celle de leur unité urbaine (7^e décile).

Des allocataires précaires bien plus nombreux dans les Zus

La prééminence des situations de pauvreté parmi les populations allocataires habitant en Zus peut également être mesurée par l'importance au sein de ces territoires des allocataires dits « à bas revenus » (**encadré Les données Caf dans les Zus**).

Les allocataires à bas revenus, observés parmi les allocataires non étudiants et âgés de moins de 65 ans, sont surreprésentés en Zus : en France métropolitaine plus de 16,5 % d'entre eux vivent dans ces quartiers alors que ces derniers abritent seulement 10,3 % de l'ensemble des allocataires (**tableau 4**). Ainsi, au 31 décembre 2008, 58,3 % des allocataires résidant en Zus sont qualifiés d'allocataires à bas revenus, proportion 1,6 fois supérieure à celle observée en France métropolitaine (35,9 %).

Cet écart est encore accentué lorsque l'on s'intéresse à la population bénéficiaire : dans les Zus plus de 1 419 000 personnes vivent dans un foyer allocataire à bas revenus. Ainsi, plus d'une personne sur deux connue des Caf au sein de ces quartiers (56,2 %) est dite à bas revenus, proportion 2 fois supérieure à celle observée en France métropolitaine (28,4 %).

Le rapport entre le nombre de personnes résidant dans un foyer allocataire à bas revenus et la population totale âgée de moins de 65 ans sur ce même territoire permet d'estimer un taux de bas revenus sur la population générale (**selon la définition et les concepts décrits dans l'encadré Les données Caf dans les Zus**). En Zus, le taux de bas revenus serait de 38,4 %, taux 2,6 fois plus élevé que celui observé en France métropolitaine (14,8 %).

En Zus, le taux de bas revenus est estimé à 38,4 %.

Tableau 4
Répartition des (foyers) allocataires et de la population couverte par les Caf dans les Zus,
au 31 décembre 2008

	Foyers allocataires		Population couverte par les Caf		
	Nombre d'allocataires à bas revenus	En % du nombre total d'allocataires « champ Ruc »	Nombre de personnes résidant dans les foyers allocataires à bas revenus	En % des personnes couvertes « champ Ruc »	Taux estimé de bas revenus* (en % des moins de 65 ans)
France métropolitaine (a)	3 224 482	35,9	7 600 027	28,4	14,8
Zus (b)	530 868	58,3	1 419 165	56,2	38,4
Part résidant en Zus (en %) (b/a)	16,5		18,7		

* Voir encadré Les données Caf dans les Zus.

Sources : fichiers des Caf au 31 décembre 2008, recensement de la population 2006 (Insee).

Traitements : Cnaf-Insee.

Note : le terme « champ Ruc » fait référence aux allocataires dont le revenu par unité de consommation a pu être établi.

Les données Caf sur les diverses allocations et aides sociales dans les zones urbaines sensibles

Champ couvert

Les données exploitées sont issues des fichiers d'allocataires au 31 décembre 2006 des caisses d'allocations familiales. Ces fichiers rassemblent des informations sur les « allocataires » – terme qui désigne les responsables du dossier pour l'ensemble de la famille – mais aussi sur la « population bénéficiaire » ou « population couverte » – qui comprend l'allocataire, son conjoint, ses enfants et éventuellement les autres personnes à charge. D'après une exploitation détaillée de l'enquête revenus fiscaux, plus de 80 % de la population pauvre fait partie des bénéficiaires des caisses d'allocations familiales* (dossier d'études Cnaf n° 107 : *Pauvreté, bas revenus : apport des données Caf*, août 2008). Il faut néanmoins souligner que d'autres organismes que les Caf versent des prestations sociales; c'est notamment le cas des caisses des régimes agricoles, miniers... Les allocataires dépendant de ces caisses sont donc exclus du champ de la source Caf. Globalement, les Caf versent toutefois la grande majorité des prestations au niveau national, et *a fortiori* dans les zones urbaines sensibles.

L'exploitation des fichiers issus des différentes Caf sur les zones urbaines sensibles passe cependant préalablement par des opérations lourdes de géolocalisation des allocataires. Ces dernières ont été intégralement assurées par l'Insee pour le fichier des allocataires au 31 décembre 2008, et le seront de même ultérieurement. L'analyse porte en conséquence sur un total de 712 Zus de France métropolitaine, qui représentent plus de 99 % de la population totale résidant dans les Zus métropolitaines.

Allocataires à bas revenus, seuil de bas revenus et taux de bas revenus au 31 décembre 2008

Parmi les allocataires non étudiants et âgés de moins de 65 ans, les « allocataires à bas revenus » sont définis comme des allocataires ayant un revenu par unité de consommation (Ruc) inférieur au seuil de bas revenus à 60 % applicable sur les ressources 2008.

Calculé par l'Insee grâce à l'enquête revenus fiscaux et sociaux (ERFS), ce seuil de bas revenus à 60 % s'appuie sur un concept de revenu « disponible » des ménages, déterminé avant impôt, sans

prise en compte de revenus financiers, mais après prestations (voir ci-dessous). Le revenu de chaque ménage est rapporté au nombre d'unités de consommation de ces ménages; les unités de consommation sont calculées à partir d'une échelle d'équivalence proche de celle dite « OCDE modifiée », à savoir celle utilisée par l'Insee (**voir encadré Revenu par ménage, revenu par unité de consommation**, du chapitre sur les revenus fiscaux localisés en 2007), mais avec prise en compte de 0,2 unité de consommation supplémentaire pour les familles monoparentales. Le seuil de bas revenu à 60 % représente alors 60 % du revenu médian national. Compte tenu d'une mise à disposition avec retard des enquêtes ERFS, le seuil bas revenus à 60 % de l'année n, est estimé à partir de la dernière enquête disponible en appliquant l'évolution des prix.

Sont prises en compte dans le calcul du revenu disponible mensuel par unité de consommation des allocataires, les dernières ressources mensualisées connues : les ressources annuelles 2007 ou celles figurant sur la dernière déclaration trimestrielle pour les allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI) et de l'allocation de parent isolé (Api). À ces ressources, sont ajoutées les prestations mensuelles versées en décembre 2008 et quelques prestations « mensualisées » : prime de naissance de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) pour les allocataires l'ayant perçue entre juillet et décembre (divisée par 9, durée présumée de la grossesse), l'allocation de rentrée scolaire (ARS) versée en une seule fois en septembre.

Le seuil de bas revenus pris en considération dans les fichiers Caf est ainsi de 903 euros mensuels par unité de consommation (pour un adulte seul). Le taux de bas revenus d'un territoire donné est défini comme le rapport entre le nombre de personnes résidant dans les foyers allocataires à bas revenus (ensemble des personnes couvertes) et le nombre de personnes sur ce même territoire âgées de moins de 65 ans. Pour cette étude, la population du dénominateur est établie à partir des résultats du recensement de la population au 1^{er} janvier 2006.

* Le reste étant essentiellement composé de ménages dont le chef de ménage a 65 ans ou plus et d'allocataires du régime agricole.

La pauvreté en zones urbaines sensibles en 2008

En 2008, en zones urbaines sensibles (Zus), la part des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté à 60 % (soit 949 euros mensuels) était de 28,8 %. Cette même proportion était de 12,0 % dans le reste du territoire, soit 2,4 fois moins élevée qu'en Zus. Dans les Zus, le taux de pauvreté au seuil de 60 % a fortement diminué entre 2007 et 2008. Cette baisse est alimentée par un net recul de la part des personnes en moindre difficulté (niveau de vie compris entre les seuils de pauvreté à 40 % et 60 %), tandis que la part des personnes en grande difficulté (sous le seuil de pauvreté à 40 %) progresse modérément. Si le recul de la pauvreté (et notamment quand elle est moins prononcée) entre 2007 et 2008 est bien réel dans les Zus, il ne sera éventuellement pas durable. En effet, le recul de la pauvreté en 2008, notamment dans ces quartiers, tient en partie à la modification administrative mise en œuvre par la Cnaf dans la prise en compte des ressources de ses allocataires. Celle-ci a conduit, en 2008, à une importante progression du nombre de bénéficiaires de prestations Caf sous conditions de ressources en France. Mais cet effet ne sera plus à l'œuvre en 2009.

En 2008, le taux de pauvreté en Zus est deux fois plus élevé que dans le reste du territoire

Les présents résultats permettent d'actualiser et de compléter des données équivalentes sur la pauvreté des habitants des zones urbaines sensibles, disponibles pour la période 2002-2005¹ et celles du rapport précédent.

Les données sont issues des enquêtes Revenus fiscaux et sociaux (Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA) des années 2006 à 2008. Par rapport aux revenus fiscaux localisés, exploités par ailleurs dans le rapport de l'Onzus, elles ont le mérite de permettre la prise en compte des effets redistributifs des impôts et des prestations sociales dans la mesure des inégalités de revenus entre les Zus et le reste du territoire ainsi que de certains revenus financiers non couverts par la source fiscale (**encadré Les enquêtes revenus fiscaux et sociaux**).

1. On sera cependant attentif au fait que les comparaisons dans le temps sont difficiles (encadré Les enquêtes revenus fiscaux et sociaux).

Le taux de pauvreté mesure la part de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté (**encadré Taux de pauvreté et intensité de la pauvreté**). En 2008, la part des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté à 60 % (soit 949 euros mensuels) est de 28,8 % en Zus (**tableau 1**). Avec un seuil de pauvreté à 40 % (soit 633 euros mensuels), cette même part est de près de 8 % dans ces quartiers. Ces deux proportions sont plus de deux fois plus élevées que celles équivalentes observées en dehors des Zus.

En Zus, le taux de pauvreté au seuil de 60 % a fortement reculé entre 2007 et 2008 (de 4,3 points), et ce après avoir augmenté de 2,6 points entre 2006 et 2007. La baisse enregistrée entre 2007 et 2008 a été bien plus forte dans ces quartiers qu'ailleurs et s'est tra-

duite par une réduction des écarts entre les Zus et le reste du territoire (le rapport entre le taux de pauvreté en Zus et celui observé hors Zus a diminué de 0,4 point entre 2007 et 2008).

Cependant, ce recul de la pauvreté est alimenté par un recul de la part des personnes dont le niveau de vie est compris entre les seuils de pauvreté à 40 % et 60 %, tandis que la part des personnes en grande difficulté (sous le seuil de pauvreté à 40 %) progresse modérément. De même, les écarts entre les Zus et le reste du territoire se sont surtout réduits pour la pauvreté la moins marquée (entre les seuils de pauvreté à 40 % et 60 %).

Le recul global de la pauvreté dans les Zus en 2008 est en partie lié à la modification par la Cnaf des modalités de prise en compte des ressources de ses allocataires, qui a conduit en 2008 à une forte progression du nombre de bénéficiaires des prestations Caf sous conditions de ressources en France (**encadré La hausse du nombre de bénéficiaires Caf sous conditions de ressources en 2008**). Le sur-

croît de bénéficiaires rassemble essentiellement des personnes qui, en temps normal, n'auraient pas bénéficié de prestations sous conditions de ressources mais n'auraient pas été loin d'y être éligibles. En conséquence, l'impact du phénomène a toutes les chances d'avoir été plus sensible dans les Zus, qui accueillent davantage de populations précaires, et par conséquent d'allocataires Caf, que dans le reste du territoire. En outre, il a probablement surtout joué dans le sens d'une résorption de la pauvreté la moins marquée (ce que confirment les analyses Insee au niveau national où le taux de pauvreté national à 60 % est plus affecté que celui à 50 %). Ce dernier point peut expliquer notamment pourquoi le taux de pauvreté au seuil de 40 % semble moins influencé sur la période (il croît modérément en Zus et stagne hors Zus).

Si le recul de la pauvreté (et notamment quand elle est moins prononcée) entre 2007 et 2008 est bien réel dans les Zus, il ne sera éventuellement pas durable (**encadré La hausse du nombre de bénéficiaires Caf sous conditions de ressources en 2008**).

Les enquêtes Revenus fiscaux et sociaux

Les données présentées sont essentiellement issues des enquêtes sur les Revenus fiscaux et sociaux (ERFS, Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA) pour les années 2006 à 2008. Ces enquêtes font suite depuis 2005 aux enquêtes Revenus fiscaux (ERF).

Les enquêtes Revenus fiscaux sont issues du rapprochement de l'échantillon de l'enquête Emploi (Insee) et des déclarations fiscales (DGI). Leur nouvelle version, depuis 2005, permet une meilleure prise en compte des transferts sociaux réels (prestations familiales, prestations logement et minima sociaux) et une meilleure couverture des revenus du patrimoine.

Le champ observé est celui des individus des ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul, et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Il peut être tentant de rapprocher ces résultats de ceux comparables disponibles sur les Zus et issus des enquêtes Revenus fiscaux antérieures de 2002 à 2005 (voir *Onzus Info* n° 1, juillet 2008). Cependant, la rupture en 2005, qui correspond au pas-

sage des enquêtes ERF aux enquêtes ERFS, rend les comparaisons très délicates dans le temps.

L'Insee a ainsi engagé un travail d'analyse de l'impact du passage des ERF aux ERFS sur la mesure des niveaux de vie et de la pauvreté (voir Laurent Auzet, Luc Goutard et Émilie Raynaud : « Les nouvelles mesures des revenus dans les enquêtes Revenus fiscaux et sociaux », in *Les revenus et le patrimoine des ménages - édition 2009*, collection *Insee Références*, 2009). Il s'avère, entre autres, que « La nouvelle mesure des niveaux de vie à partir des ERFS fait ressortir un accroissement apparent des inégalités. [...] Le changement de méthode entraîne une modification des contours des populations pauvres, avec 600 000 personnes supplémentaires ». Ainsi, en France métropolitaine, en 2005, le taux de pauvreté passe de 12,1 % (ERF ancienne méthodologie) à 12,5 % (ERF avec prise en compte des transferts sociaux réels) et à 13,1 % (ERFS, c'est-à-dire avec l'intégration des transferts sociaux réels et la meilleure couverture des revenus du patrimoine permise par les nouvelles enquêtes). L'effet de la nouvelle méthodologie des enquêtes Revenus fiscaux sur la mesure de la pauvreté n'a pas été à ce jour évalué dans les Zus.

Tableau 1
Taux de pauvreté et intensité de la pauvreté dans les Zus et le reste du territoire métropolitain, entre 2006 et 2008

	Taux de pauvreté (%)			Taux de pauvreté ancré dans le temps (%)	Intensité de la pauvreté (%)
	Sous le seuil de 60 %	Sous le seuil de 40 %	Entre les seuils de 40 % et 60 %	Sous le seuil de 60 %	Sous le seuil de 60 %
Zus					
2006	30,5	6,6	23,9	30,5	19,7
2007	33,1	7,6	25,5	31,2	20,1
2008	28,8	7,9	20,9	25,8	21,6
Évolution (en points) entre 2006 et 2008	- 1,7	+ 1,3	- 3,0	- 4,7	+ 1,9
Évolution (en points) entre 2007 et 2008	- 4,3	+ 0,3	- 4,6	- 5,4	+ 1,5
Hors Zus					
2006	11,9	2,9	9,0	11,9	17,7
2007	12,0	2,8	9,2	11,2	17,8
2008	12,0	2,9	9,1	10,6	18,1
Évolution (en points) entre 2006 et 2008	+ 0,1	0,0	+ 0,1	- 1,3	+ 0,4
Évolution (en points) entre 2007 et 2008	0,0	+ 0,1	- 0,1	- 0,6	+ 0,3
France métropolitaine					
2006	13,1	3,1	10,0	13,1	18,0
2007	13,4	3,1	10,3	12,5	18,2
2008	13,0	3,2	9,8	11,6	18,5
Évolution (en points) entre 2006 et 2008	- 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 1,5	+ 0,5
Évolution (en points) entre 2007 et 2008	- 0,4	+ 0,1	- 0,5	- 0,9	+ 0,3
Rapport Zus/hors Zus					
2006	2,6	2,3	2,7	2,6	1,1
2007	2,8	2,7	2,8	2,8	1,1
2008	2,4	2,7	2,3	2,4	1,2

Source : enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2006, 2007 et 2008 (Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA).

Champ : individus des ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul, et dont la personne de référence n'est ni étudiante, ni militaire du contingent, France métropolitaine.

Lecture : en 2006, 30,5 % des habitants des Zus vivaient sous le seuil de pauvreté (soit 876 euros mensuels); cette proportion était 2,6 fois plus élevée que celle observée hors Zus la même année (soit 11,9 %).

Taux de pauvreté et intensité de la pauvreté

Le revenu disponible du ménage

Le revenu disponible du ménage comprend les revenus d'activité, les pensions de retraite et les indemnités de chômage, les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages (déclarés) et les prestations sociales. Il est établi après prélèvement de l'impôt sur le revenu, de la taxe d'habitation, de la contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS).

Le niveau de vie d'un individu

Il s'agit du revenu disponible du ménage par unité de consommation (**encadré Revenu par ménage, revenu par unité de consommation** de l'article « Les revenus fiscaux localisés des ménages en 2007 » pour la définition des unités de consommation). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage.

Le seuil de pauvreté

Un individu (ou un ménage) est considéré comme pauvre lorsque son niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Ce seuil est calculé par rapport à la médiane de la distribution nationale des niveaux de vie de l'année considérée. Le seuil privilégié en France et en Europe est fixé à 60 % du niveau de vie médian.

Seuils de pauvreté en euros par mois, de 2006 à 2008

	2006	2007	2008
Seuil de pauvreté à 40 %	584	605	633
Seuil de pauvreté à 60 %	876	908	949

Source : enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2006, 2007 et 2008 (Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA).

Le taux de pauvreté

Il correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté, une année donnée. Pour le taux de pauvreté ancré dans le temps, le seuil de pauvreté est établi pour une année de référence (dans notre cas l'année 2006) ; il est conservé tel quel pour les années suivantes, uniquement réévalué chaque année en prenant en compte l'inflation.

L'intensité de la pauvreté

Elle correspond à l'écart (en %) entre le niveau de vie médian des personnes pauvres et le seuil de pauvreté, rapporté au seuil de pauvreté. Elle permet de mesurer si les niveaux de vie des plus pauvres sont proches du seuil de pauvreté.

La hausse du nombre de bénéficiaires Caf sous conditions de ressources en 2008

À partir de janvier 2009, la Caisse nationale des allocations familiales s'est appuyée sur les données de l'administration fiscale pour appréhender les ressources de ses allocataires (alors que, jusque là, les allocataires déclaraient eux-mêmes directement leurs ressources à la Caf). Cette réforme dans le mode d'acquisition des ressources a conduit à modifier le calendrier pour la révision des droits des allocataires. La révision, qui avait lieu auparavant les 1^{er} juillet de chaque année, est maintenant effective au 1^{er} janvier de chaque année et ce depuis le 1^{er} janvier 2009. Ainsi, cette modification a reporté de six mois la prise en compte des revenus 2007, et pendant le deuxième semestre 2008 la Cnaf a continué de s'appuyer sur les revenus 2006 (déclarés par les allocataires à la Cnaf). Les prestations sous conditions de ressources ont ainsi été établies jusqu'au 31 décembre 2008 avec les revenus 2006.

Le nombre de bénéficiaires de prestations sous conditions de ressources a en conséquence sensiblement augmenté, et ce phénomène a eu un impact sur le bas de la distribution des niveaux de vie. L'Insee évalue l'impact de ce phénomène sur la mesure du taux de pauvreté à 60 % en France à - 0,2 point (le taux de pauvreté en 2008 aurait donc été de 13,2 % au lieu des 13,0 % actuels) et à - 0,08 point sur la mesure du taux de pauvreté à 50 % (voir Philippe Lombardo, Jérôme Pujol : « Les niveaux de vie en 2008 », *Insee première*, n° 1311, 2010).

En France, le recul de - 0,4 point du taux de pauvreté national au seuil de 60 %, entre 2007 et 2008, est donc bien réel. Mais l'effet spécifique identifié pour 2008 ne sera pas durable. La Cnaf relève que la prise en compte des revenus 2007, au début de l'année 2009, s'est traduite par une baisse du nombre d'allocataires sous conditions de ressources à la fin du mois de janvier en France (cf. Essentiel n°86 – Mai 2009).

Le taux de pauvreté ancré dans le temps s'appuie sur un seuil de pauvreté fixe dans le temps (réévalué selon l'inflation uniquement, **encadré Taux de pauvreté et intensité de la pauvreté**). La comparaison de ce dernier et du taux de pauvreté standard permet ainsi de mesurer ce qui, dans l'évolution du taux de pauvreté standard, relève de l'évolution des niveaux de vie de la population, ou de la redéfinition annuelle du seuil de pauvreté.

Le seuil de pauvreté à 60 % est passé de 876 euros à 949 euros mensuels entre 2006 et 2008. Si le seuil de pauvreté à 60 % était resté le même qu'en 2006 (mais en tenant compte de l'inflation), le taux de pauvreté au seuil de 60 % en Zus en 2008 aurait été plus faible (25,8 %) que celui réellement observé (28,8 %). La diminution, entre 2007 et 2008, aurait été encore plus forte, de l'ordre de 5,4 points.

Les écarts entre les Zus et le reste du territoire sont plus marqués parmi les jeunes que parmi les seniors

On dispose par ailleurs de données sur les taux de pauvreté des jeunes et des seniors en Zus. Ces données ont été produites pour des périodes – 2005-2006 à 2007-2008 – différentes de celles du **tableau 1**². En ce sens, elles ne permettent pas d'éclairer les évolutions commentées précédemment.

En 2007-2008, un peu plus de 40 % des moins de 25 ans résidant en Zus vivent en dessous du seuil de pauvreté (à 60 %). L'écart entre les Zus et le reste du territoire – mesuré à travers le rapport entre les taux de pauvreté en Zus et hors Zus – semble un peu plus élevé parmi les moins de 18 ans, que ce qui était observé par ailleurs, toutes tranches d'âge confondues, en 2006, 2007 ou 2008 (**tableau 1**).

La diminution brutale en Zus, entre 2007 et 2008, du taux de pauvreté ancré dans le temps (- 5,4 points) signale qu'il y a eu une progression absolue forte des niveaux de vie des habitants de ces quartiers.

Il est important de noter que la prise en compte d'un taux de pauvreté ancré dans le temps ne modifie pas sensiblement la mesure des inégalités de pauvreté entre les Zus et le reste du territoire (voir lignes « rapport Zus/hors Zus » du **tableau 1**).

Enfin, parmi la population pauvre, les habitants des Zus restent également défavorisés en termes de niveau de vie : en 2008, leur niveau de vie médian est inférieur de 21,6 % au seuil de pauvreté à 60 %, contre 18,1 % pour la population pauvre vivant hors Zus (**tableau 1**).

En revanche, les 18-24 ans en Zus présentent des écarts, certes encore très importants, mais un peu moins marqués, avec les autres jeunes du même âge résidant en dehors de ces quartiers (taux de pauvreté 2,1 fois plus élevé environ). Enfin, les plus de 65 ans résidant en Zus sont également plus touchés par la pauvreté que ceux du reste du territoire, mais ce différentiel est bien moins important que celui observé parmi les jeunes sur la même période, ou que celui observé toutes tranches d'âge confondues en 2006, 2007 ou 2008.

Les années 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 n'ont pas vu les écarts entre les Zus et le reste du territoire – pour ces tranches d'âge – évoluer de façon significative.

2. Les enquêtes ERFS ne fournissent pas d'effectifs suffisants pour sortir des résultats annuels pour des tranches d'âge spécifiques, d'où un regroupement sur deux années consécutives.

Tableau 2
Taux de pauvreté (%) au seuil de 60 % par tranche d'âge, dans les Zus et le reste du territoire métropolitain, en 2005-2006 et 2007-2008

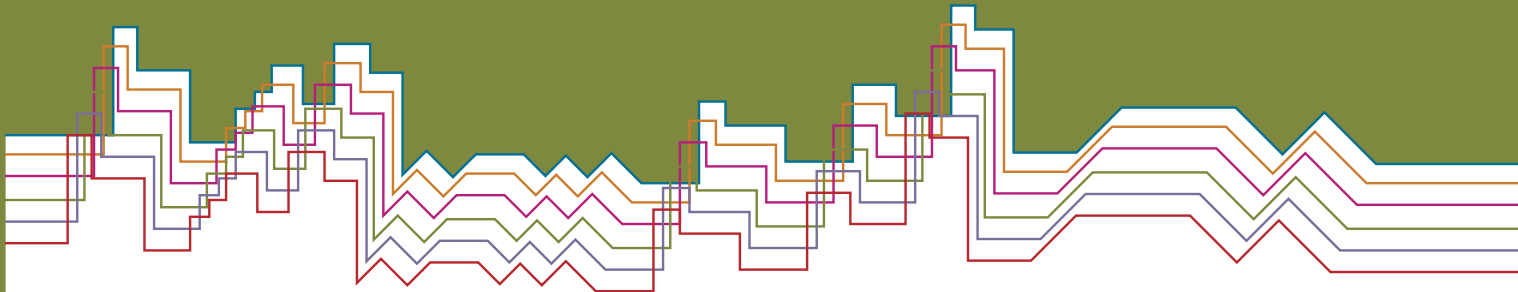
	Moins de 18 ans	18-24 ans	65 ans et plus
Zus			
2005-2006	44,1	41,3	14,0
2006-2007	45,9	44,1	14,3
2007-2008	43,7	42,0	14,2
Évolution (en points) entre 2005-2006 et 2007-2008	- 0,4	+ 0,7	+ 0,2
Hors Zus			
2005-2006	15,9	19,5	9,8
2006-2007	16,1	20,0	10,3
2007-2008	15,8	19,7	10,5
Évolution (en points) entre 2005-2006 et 2007-2008	- 0,1	+ 0,2	+ 0,7
France métropolitaine			
2005-2006	17,7	20,8	9,9
2006-2007	17,9	22,1	10,2
2007-2008	17,3	20,1	10,3
Évolution (en points) entre 2005-2006 et 2007-2008	- 0,4	- 0,7	+ 0,4
Rapport Zus/hors Zus			
2005-2006	2,8	2,1	1,4
2006-2007	2,9	2,2	1,4
2007-2008	2,8	2,1	1,4

Source : enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005, 2006, 2007 et 2008 (Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA).

Champ : individus des ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul, et dont la personne de référence n'est ni étudiante, ni militaire du contingent, France métropolitaine.

Lecture : en 2005-2006, 44,1 % des moins de 18 ans résidant en Zus vivaient sous le seuil de pauvreté ; cette proportion était 2,8 fois plus élevée que celle observée hors Zus dans cette tranche d'âge (soit 15,9 %).





L'emploi

Les entreprises

Les revenus des habitants

La santé

Les établissements

et la réussite scolaires

La sécurité et la tranquillité publiques

La santé

→ L'état de santé des enfants de CM2 (année scolaire 2004-2005)
et de 3^e (année scolaire 2003-2004)



Indicateurs associés à la santé définis dans la loi du 1^{er} août 2003

Démographie médicale et paramédicale :

- ratio de praticiens médicaux et paramédicaux pour 5 000 habitants en Zus ;
- nombre d'actes par médecin généraliste ;
- nombre de maisons de santé existantes et créées en Zus ;
- nombre de réseaux de santé publique intervenant en Zus.

Accès aux soins :

- ratio entre le nombre de titulaires de la couverture maladie universelle et la population totale ;
- nombre de permanences d'accès aux soins de santé en Zus.

Santé scolaire :

- taux de réalisation des prescriptions de soins à l'issue des bilans de santé scolaire.

Importance des programmes de santé publique :

- part du budget des programmes de santé publique.

Les enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire

Les enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire sont organisées conjointement par la Drees et la DGS du ministère de la Santé et des Sports, la Dgesco (anciennement Desco) et la Depp (anciennement Dep) du ministère de l'Éducation nationale et l'Institut de veille sanitaire (InVS). Elles se déroulent selon un cycle triennal, à savoir alternativement auprès des élèves de trois classes d'âges : les enfants scolarisés en grande section de maternelle, en CM2 et en 3^e (générale, technologique, insertion ou segpa). La première enquête de ce type a été effectuée au cours de l'année scolaire 1999-2000. Les enquêtes 2003-2004 auprès des 3^e et 2004-2005 auprès des CM2 s'inscrivent dans le deuxième cycle triennal d'enquêtes entamé auprès des

grandes sections de maternelle au cours de l'année 2002-2003.

Champ de l'enquête

Réalisées par les médecins et infirmiers de l'Éducation nationale, ces enquêtes couvrent le champ des écoles publiques et privées sous contrat d'association avec l'État, sur l'ensemble du territoire national. Dans ces deux enquêtes, l'échantillon d'établissements (publics et privés) était stratifié :

- par zone (Zep, hors Zep) ;
- par académie pour les 3^e ou par département pour les CM2.

Les établissements en Zep ont été surreprésentés dans les deux échantillons.

Caractéristiques de l'échantillon enquêté

	CM2 (2004-2005)	3 ^e (2003-2004)
Nombre d'élèves enquêtés	7 255	7 538
Part d'élèves inscrits en Zus (en %)		
sans pondération	27,8	23,7
avec pondération	8,1	7,1

Source : enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire auprès des 3^e en 2003-2004 et des CM2 en 2004-2005 (Drees/Dgesco/InVS/DGS/Depp).

Questionnement

Un bilan de santé de l'enfant pratiqué par les infirmiers et les médecins de l'Éducation nationale permet de recueillir diverses informations concernant l'obésité/le surpoids, les problèmes buccodentaires, les troubles de l'audition, de la vue, du langage et la question du recours aux soins (port de lunettes, port d'appareil dentaire, caries non soignées, etc.). Ces examens n'ont pas nécessairement la précision d'un examen effectué par un spécialiste ; ils permettent cependant de mesurer, à biais d'examen identique, les disparités de l'état de santé des enfants.

Certaines informations – terme de l'accouchement, taille ou poids à la naissance, mais aussi les vaccinations – sont, elles, collectées à partir du carnet de santé. Ce dernier comporte également des informations sur le poids et la taille de l'enfant recueillies à l'occasion du bilan obligatoire avant l'entrée à l'école primaire* (bilan à six ans).

Dans les enquêtes 2003-2004 et 2004-2005, la proportion d'élèves à avoir un carnet de santé au moment de l'enquête est plus élevée hors Zus (voir tableau ci-dessous). Cependant, la majorité des enfants ayant apporté ce carnet, on peut estimer que la collecte d'information qui y est liée sera de bonne qualité dans ces deux enquêtes.

Présence du carnet de santé

Classe	Scolarisé en Zus	Scolarisé hors Zus	Différence Zus/hors Zus (en points)
CM2 (2004-2005)	85,0 %	89,4 %	- 4,4***
3^e (2003-2004)	78,8 %	83,6 %	- 4,8***

*** Différence significative au seuil de 0,01 %.

Source : enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire auprès des 3^e en 2003-2004 et des CM2 en 2004-2005 (Drees/Dgesco/InVS/DGS/Depp).

En outre, l'enfant est également interrogé sur ses habitudes de vie (prise de repas, activité physique, horaires, habitudes alimentaires), les accidents de la vie quotidienne, les problèmes d'asthme et d'allergie. L'enquête 2003-2004 auprès des 3^e aborde également des questions de bien-être.

Enfin, des informations de contexte – situation familiale de l'enfant, activité professionnelle des parents, etc. – sont également collectées auprès de l'enfant.

* Ce bilan a pour objectif de dépister au plus tôt des pathologies ou troubles susceptibles de gêner l'enfant dans le bon déroulement de sa scolarité ou dans l'acquisition des apprentissages.

L'état de santé des enfants de CM2 et de 3^e

Les élèves scolarisés en Zus présentent un défaut de couverture vaccinale (BCG, DTP et coqueluche) par rapport à ceux scolarisés en dehors de ces quartiers. Ils souffrent plus fréquemment de troubles visuels et auditifs, ont davantage de dents cariées, mais sont en revanche moins sujets aux problèmes respiratoires. 8 % des enfants de CM2 (année scolaire 2004-2005) et 5 % des enfants de 3^e (année scolaire 2003-2004) sont obèses dans les établissements en Zus au moment de l'enquête, des taux plus élevés que dans le reste du territoire. En outre, les écarts en termes d'obésité et du surpoids entre les Zus et le reste du territoire ont augmenté dans la seconde moitié des années 1990 parmi les enfants âgés de 6 ans, et au début des années 2000 pour les enfants de CM2.

L'état de santé des enfants a été analysé à partir des enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire (Drees/Dgesco/InVS/DGS/Depp) menées en 2002-2003 auprès d'élèves de 3^e et en 2004-2005 auprès d'élèves de CM2 (**voir encadré Les enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire**). Ces enquêtes sont réalisées alternativement auprès des enfants de grande section de maternelle, de CM2 et de 3^e depuis 1999-2000. Les résultats commentés ici viennent ainsi compléter ceux produits à partir des enquêtes 2001-2002 auprès d'élèves de CM2 et 2002-2003 auprès d'enfants de grandes sections de maternelle, qui avaient été présentés dans les rapports 2004 et 2005 de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles. Ils concernent l'état de santé des enfants au moment de l'enquête (première partie), puis s'intéressent plus en détail aux questions d'obésité et de surpoids, avec, entre autres, la mobilisation d'enquêtes antérieures du cycle triennal (deuxième partie).

Il est important de garder à l'esprit, à la lecture des analyses suivantes, que les enfants scolarisés en Zus présentent des caractéristiques sociales et familiales particulières par rapport à ceux scolarisés en dehors de ces quartiers. Les enquêtes du cycle triennal renseignent un certain nombre d'informations en la matière. Il s'avère que les enfants inscrits en Zus ont beaucoup moins de chances d'habiter avec leurs deux parents (et inversement beaucoup plus de chances de vivre avec leur mère uniquement). Ils ont, en moyenne, davantage de frères et sœurs. Par ailleurs, leurs parents occupent moins fréquemment un emploi et, quand c'est le cas, ils sont plus souvent ouvriers (qualifiés ou non qualifiés) et exercent moins souvent des professions intermédiaires ou supérieures. Tous ces facteurs peuvent expliquer que l'état de santé des enfants de ces quartiers soit moins bon que celui des élèves inscrits hors de ces quartiers¹.

1. Voir les publications de la Drees dans la collection *Études et résultats* à partir des enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire.

Bilan de l'état de santé au moment de l'enquête

Les élèves inscrits en Zus sont moins bien couverts pour le BCG, le DTP et la coqueluche

Le **tableau 1** présente l'état de la couverture vaccinale des enfants de CM2 et de 3^e au moment de l'enquête. Il est établi à partir du carnet de santé de l'élève où sont mentionnées les dates d'administration des vaccins (BCG, diphtérie-tétanos-poliomyélite, coqueluche, rougeole, oreillons, rubéole, hépatite B). On notera que la couverture pour l'hépatite B est très en deçà de ce qui est attendu pour les deux groupes d'enfants : ces générations n'ont pas bénéficié des campagnes de vaccination conduites en milieu scolaire, qui ont été interrompues en 1998. En revanche, celle du BCG est très élevée en raison du vaccin obligatoire pour l'inscription dans les structures d'accueil collectif (crèche, assistance maternelle, école).

Les enfants de CM2 et de 3^e inscrits en Zus sont moins bien couverts pour le BCG (sauf pour les CM2), le DTP et la coqueluche, que ceux inscrits hors de ces quartiers. Les écarts sont particulièrement marqués pour le DTP, aussi bien chez les CM2 (- 4,5 points) que les 3^e (- 6,0 points), et pour la coqueluche chez les 3^e (- 9,8 points). En revanche, les élèves de CM2 scolarisés en Zus sont bien mieux couverts pour l'hépatite B (+ 14,1 points), dont la couverture est cependant faible en population générale ; cet avantage n'existe pas pour les 3^e. Enfin, il n'y a aucune différence de couverture pour la rougeole, les oreillons et la rubéole entre les Zus et le reste du territoire.

Tableau 1
Taux de couverture vaccinale (%) des enfants de CM2 (2004-2005) et de 3^e (2003-2004)

	CM2			3 ^e		
	Scolarisé en Zus	Scolarisé hors Zus	Différence Zus/hors Zus (en points)	Scolarisé en Zus	Scolarisé hors Zus	Différence Zus/hors Zus (en points)
BCG à jour (au moins une dose)	94,4	95,3	- 0,9	96,9	98,1	- 1,2*
DTP à jour (au moins cinq doses pour les CM2) (au moins six doses pour les 3 ^e)	86,6	91,1	- 4,5***	75,8	80,8	- 5,0**
Coqueluche à jour (au moins quatre doses pour les CM2) (au moins cinq doses pour les 3 ^e)	88,6	90,5	- 1,9*	48,3	58,1	- 9,8***
Hépatite B à jour (au moins trois doses pour les CM2 et les 3 ^e)	54,0	39,9	+ 14,1***	44,0	45,1	- 1,1

* Différence significative au seuil de 5 %.

** Différence significative au seuil de 0,5 %.

*** Différence significative au seuil de 0,01 %.

Source : enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire auprès des CM2 (2004-2005) et des 3^e (2003-2004) (Drees/Dgesco/InVS/DGS/Depp).

Traitements : Onzus.

Lecture : parmi les élèves de CM2 enquêtés en 2004-2005, 91,1 % de ceux inscrits dans un établissement hors Zus sont à jour concernant leur vaccination DTP. Chez les élèves inscrits en Zus, cette part est inférieure de 4,5 points (soit 86,6 %).

Davantage d'anomalies visuelles détectées chez les élèves de CM2 et de 3^e en Zus

L'enquête interroge également les enfants sur les problèmes de vision dont ils souffrent et procède ensuite à un dépistage² (strabisme, acuité visuelle, hypermétropie, vision binoculaire, vision des couleurs).

En CM2, comme en 3^e, près d'un tiers des enfants déclare souffrir d'au moins un problème de vue (strabisme, myopie, astigmatie, amblyopie, hyper-

métropie) (**tableau 2**). Il n'y a pas de différence nette entre les Zus et les autres quartiers en la matière. Dans le détail cependant, les élèves inscrits en Zus déclarent moins souvent une astigmatie que les autres enfants, en CM2 (- 1,9 point), mais surtout en 3^e (- 2,9 points). En outre, les élèves de CM2 déclarent également moins souvent une hypermétropie (- 1,9 point) en Zus.

2. Lorsque l'enfant est équipé de verres correcteurs, sa vision a été explorée avec correction, sauf pour l'hypermétropie.

Lors de l'examen pratiqué dans le cadre de l'enquête, les élèves de CM2 et 3^e inscrits en Zus ont pourtant plus fréquemment une anomalie visuelle détectée. Aussi bien en CM2 qu'en 3^e, les enfants inscrits dans ces quartiers présentent davantage d'anomalies en termes d'acuité visuelle de loin (de 4 à 5 points de plus) ou de vision binoculaire (environ 2 points de plus). Les élèves de CM2 présentent cependant moins d'hypermétropie (ce qui est conforme avec leurs déclarations avant l'examen) et, en 3^e, les élèves de Zus présentent moins de problèmes pour la vision des couleurs que leurs camarades inscrits en dehors de ces quartiers.

Malgré la plus forte prévalence d'anomalies visuelles détectées, les élèves des Zus sont sensiblement moins nombreux (de 3 à 4 points de différence) à porter des lunettes ou des lentilles, ce aussi bien parmi les CM2 que parmi les 3^e. Ce sous-équipement en lunettes (ou lentilles) peut résulter d'un renoncement à consulter (et d'une absence conséquente de dépistage

individuel des troubles de la vue) ou à s'équiper, pour des raisons financières ou d'accessibilité géographique à un spécialiste dans des quartiers moins bien pourvus en professions de santé. Il peut aussi découler d'une moindre sensibilisation aux questions de santé.

Enfin, l'enquête s'appuie également sur un examen de l'audition³. On considère qu'il y a déficit de l'audition quand l'enfant n'entend pas l'une des fréquences explorées (500 Hz, 1 000 Hz, 2 000 Hz et 4 000 Hz) à 30 décibels, sur au moins une oreille. Les troubles d'audition concernent une part infime des élèves, toutes classes et zones confondues (**tableau 3**). Cependant, la tendance générale est que les enfants inscrits en Zus présentent des troubles un peu plus importants, même si cet écart n'est significatif que chez les 3^e.

3. Un niveau sonore à 30 décibels correspond au dépistage d'une déficience auditive légère.

Un peu moins d'un quart des enfants de CM2 et 3^e en Zus porte des lunettes ou des lentilles.

Tableau 2
Part d'anomalies visuelles (%) chez les enfants de CM2 (2004-2005) et de 3^e (2003-2004)

	CM2			3 ^e		
	Scolarisé en Zus	Scolarisé hors Zus	Différence Zus/hors Zus (en points)	Scolarisé en Zus	Scolarisé hors Zus	Différence Zus/hors Zus (en points)
Anomalie déclarée par l'enfant avant l'examen de la vision	27,4	27,9	- 0,5	30,6	32,9	- 2,3
Myopie	12,0	11,4	+ 0,6	18,6	18,9	- 0,3
Hypermétropie	4,9	6,8	- 1,9**	4,7	5,6	- 0,9
Amblyopie	0,3	0,3	0,0	0,8	0,6	+ 0,2
Astigmatie	2,8	4,7	- 1,9***	6,8	9,7	- 2,9***
Strabisme	1,0	1,1	- 0,1	2,0	1,8	+ 0,2
Anomalie détectée lors de l'examen de la vision	23,2	20,0	+ 3,2**	23,6	21,3	+ 2,3*
Strabisme	3,3	3,5	-0,2	3,0	2,7	+ 0,3
Acuité visuelle de loin	16,3	11,0	+ 5,3***	17,5	13,3	+ 4,2***
Hypermétropie	6,0	7,7	-1,7*	6,9	8,0	- 1,1
Vision binoculaire anormale	5,9	3,8	+ 2,1**	7,3	4,9	+ 2,4**
Vision des couleurs anormale	2,7	2,9	-0,2	1,7	2,9	- 1,2**
Port de lunettes ou lentilles	22,7	25,6	- 2,9*	24,3	28,1	- 3,8**

* Différence significative au seuil de 5 %.

** Différence significative au seuil de 0,5 %.

*** Différence significative au seuil de 0,01 %.

Source : enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire auprès des CM2 (2004-2005) et des 3^e (2003-2004) (Drees/Dgesco/InVS/DGS/Depp).

Traitements : Onzus.

Lecture : parmi les élèves de CM2 enquêtés en 2004-2005, 27,9 % de ceux inscrits dans un établissement hors Zus ont déclaré des anomalies de la vision avant l'examen. Chez les élèves inscrits en Zus, cette part est inférieure de 0,5 point (soit 27,4 %).

Note : lorsque l'enfant est équipé de verres correcteurs, sa vision a été explorée avec correction, sauf pour l'hypermétropie.

Tableau 3

Part des enfants (%) percevant anormalement des sons pour une des deux oreilles, à différentes fréquences, chez les CM2 (2004-2005) et les 3^e (2003-2004)

	CM2			3 ^e		
	Scolarisé en Zus	Scolarisé hors Zus	Différence Zus/hors Zus (en points)	Scolarisé en Zus	Scolarisé hors Zus	Différence Zus/hors Zus (en points)
Toutes fréquences confondues	4,7	4,4	+ 0,3	4,6	2,6	+ 2,0**
500 Hz	3,7	3,0	+ 0,7	3,1	1,6	+ 1,5**
1 000 Hz	1,9	1,4	+ 0,5	1,9	1,1	+ 0,8*
2 000 Hz	1,4	1,3	+ 0,1	1,6	0,9	+ 0,7*
4 000 Hz	1,9	1,9	0,0	2,6	1,3	+ 1,3**

* Différence significative au seuil de 5 %.

** Différence significative au seuil de 0,5 %.

*** Différence significative au seuil de 0,01 %.

Source: enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire auprès des CM2 (2004-2005) et des 3^e (2003-2004) (Drees/Dgesco/InVS/DGS/Depp).

Traitements: Onzus.

Lecture: parmi les élèves de CM2 enquêtés en 2004-2005, 4,4 % de ceux inscrits dans un établissement hors Zus avaient un trouble de l'audition. Chez les élèves inscrits en Zus, cette part est supérieure de 0,3 point (soit 4,7 %).

Moins de problèmes respiratoires en Zus

Concernant les problèmes d'asthme ou les symptômes asthmatiques (**tableau 4**), on observe que les élèves en Zus tendent à présenter moins de problèmes respiratoires que ceux hors Zus. Ils déclarent moins fréquemment avoir eu au moins un épisode asthmatique au cours de leur vie⁴ ou souffrir actuellement d'asthme⁵. Ils sont également moins nombreux

à avoir un asthme actuel traité⁶. Cependant, ces différences ne sont significatives que pour les CM2 (particulièrement pour l'asthme au cours de la vie). Enfin, il n'y a pas de différences sensibles concernant la présence d'un asthme actuel possible⁷, à savoir un asthme actuel qui n'aurait pas été diagnostiqué comme tel chez l'enfant.

4. À savoir ils ont déjà eu une crise d'asthme ou ont bénéficié d'un traitement contre les crises de sifflements ou d'asthme (asthme au cours de la vie).

5. À savoir ils ont déclaré avoir eu de l'asthme et des sifflements dans la poitrine au cours de l'année écoulée, ou un traitement durant cette période.

6. À savoir ils souffrent d'un asthme actuel et, au cours des douze derniers mois, ont pris un médicament contre les crises de sifflements ou d'asthme.

7. À savoir ils n'ont pas déclaré avoir souffert d'asthme au cours de leur vie, mais ont eu des sifflements dans la poitrine au cours de l'année écoulée.

Tableau 4

Part des enfants (%) de CM2 (2004-2005) et de 3^e (2003-2004) souffrant d'asthme

	CM2			3 ^e		
	Scolarisé en Zus	Scolarisé hors Zus	Différence Zus/hors Zus (en points)	Scolarisé en Zus	Scolarisé hors Zus	Différence Zus/hors Zus (en points)
Asthme au cours de la vie	11,7	14,4	- 2,7**	13,4	14,6	- 1,2
Asthme déclaré comme « actuel » (12 derniers mois)	7,8	10,1	- 2,3**	7,8	8,8	- 1,0*
Asthme « actuel » traité (12 derniers mois)	7,1	9,4	- 2,3**	6,5	7,9	- 1,4
Asthme « actuel » possible (12 derniers mois)	1,7	1,8	- 0,1	2,8	2,6	+ 0,2

* Différence significative au seuil de 5 %.

** Différence significative au seuil de 0,5 %.

Source: enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire auprès des CM2 (2004-2005) et des 3^e (2003-2004) (Drees/Dgesco/InVS/DGS/Depp).

Traitements: Onzus.

Lecture: parmi les élèves de CM2 enquêtés en 2004-2005, 14,4 % de ceux inscrits dans un établissement hors Zus ont déclaré avoir eu des problèmes d'asthme dans leur vie. Chez les élèves inscrits en Zus, cette part est inférieure de 2,7 points (soit 11,7 %).

Les élèves inscrits en Zus ont davantage de dents cariées (y compris non soignées)

En CM2, comme en 3^e, les élèves inscrits en Zus ont, en moyenne, plus de dents cariées (+ 0,4 dent cariée), aussi bien soignées que non soignées (tableau 5). Si la plus forte présence de caries peut incriminer l'alimentation ou une moins bonne hygiène bucco-dentaire, le fait que les dents cariées non soignées soient plus répandues en Zus peut également suggérer que le recours aux soins dentaires est plus faible chez les enfants de ces quartiers.

Le port d'un appareil dentaire est également moins fréquent en Zus, chez les CM2 (- 4,7 points) mais surtout chez les 3^e (- 11,4 points), ce qui appuie l'idée que le recours au soin est éventuellement plus faible dans ces territoires. Des obstacles – raisons financières, éducation à la santé, accessibilité géographique⁸ – peuvent expliquer ce moindre recours.

Les élèves de CM2 en Zus ont en moyenne 0,6 dent cariée non soignée.

Tableau 5
Santé bucco-dentaire enfants de CM2 (2004-2005) et de 3^e (2003-2004)

	CM2			3 ^e		
	Scolarisé en Zus	Scolarisé hors Zus	Différence Zus/hors Zus (en points)	Scolarisé en Zus	Scolarisé hors Zus	Différence Zus/hors Zus (en points)
Nombre moyen de dent(s) cariée(s) (soignée(s) ou non)	1,5	1,1	+ 0,4***	1,8	1,4	+ 0,4***
Nombre moyen de dent(s) cariée(s) soignée(s)	0,9	0,8	+ 0,1**	1,4	1,2	+ 0,2**
Nombre moyen de dent(s) cariée(s) non soignée(s)	0,6	0,3	+ 0,3**	0,4	0,2	+ 0,2**
Port d'un appareil dentaire (%)	6,6	11,3	- 4,7**	15,9	27,3	- 11,4**

* Différence significative au seuil de 5 %.

** Différence significative au seuil de 0,5 %.

*** Différence significative au seuil de 0,01 %.

Source : enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire auprès des CM2 (2004-2005) et des 3^e (2003-2004) (Drees/Dgesco/InVS/DGS/Depp).

Traitements : Onzus.

Lecture : parmi les élèves de CM2 enquêtés en 2004-2005, les enfants scolarisés en Zus avaient en moyenne 0,9 dent cariée soignée et 0,6 dent cariée non soignée (soit au total, en moyenne, 1,5 dent cariée).

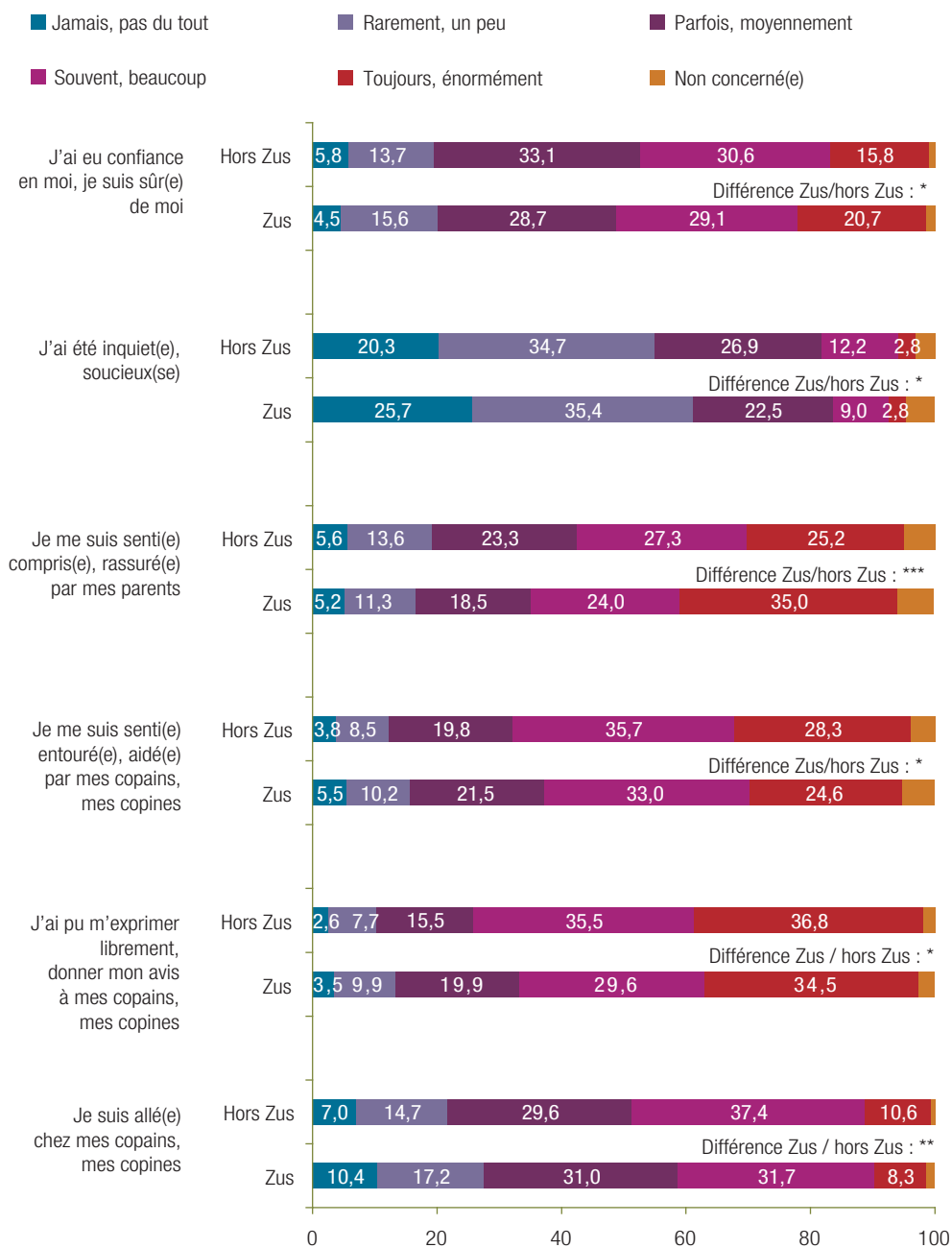
Les élèves de 3^e en Zus sont moins inquiets, déclarent plus souvent avoir de bonnes relations avec leurs parents mais ont des relations amicales moins développées

Enfin, pour les 3^e, un volet du questionnaire portait sur la qualité de vie. Une série de questions était posée aux élèves concernant leurs relations avec leurs amis (aller voir des amis, s'exprimer librement avec eux, se sentir entouré et aidé par eux), leur bien-être (avoir des soucis, perte d'intérêt pour la plupart des choses,

penser à la mort, être content de ses résultats scolaires, etc.), les difficultés qu'ils rencontrent pour dormir ou se concentrer, leurs relations avec leurs parents. Nous ne commentons ici que les questions où une différence significative est apparue entre les enfants inscrits en Zus et ceux inscrits hors Zus.

8. La densité médicale des chirurgiens-dentistes en Zus s'élève à 40 % de celle observée dans leurs unités urbaines (rapport 2009 de l'Onzus).

Graphique 1
Bien-être des enfants de 3^e 2003-2004 au cours des quatre dernières semaines



* Différence significative au seuil de 0,5 %

** Différence significative au seuil de 0,05 %

*** Différence significative au seuil de 0,01 %

Source: enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire auprès des 3^e (2003-2004) (Drees/Dgesco/InVS/DGS/Depp).

Traitements: Onzus.

Lecture: parmi les élèves de 3^e enquêtés en 2003-2004, 20,3 % de ceux inscrits dans un établissement hors Zus se sont sentis soucieux ou inquiets au cours des quatre dernières semaines. Chez les élèves inscrits en Zus, cette part est supérieure de 5,4 points (soit 25,7 %).

Les relations amicales apparaissent ainsi moins développées parmi les élèves scolarisés en Zus que parmi ceux hors de ces quartiers (**graphique 1**) : durant les quatre dernières semaines, ils sont allés moins souvent chez des copains ou des copines, ils déclarent plus fréquemment ne pas avoir pu s'exprimer librement ou donner leur avis à leurs amis, ils se sont aussi sentis moins entourés ou aidés par ces derniers. En revanche, sur la même période, les relations avec les parents semblent s'être mieux déroulées : ils se sont sentis davantage compris ou rassurés par leurs parents que ceux inscrits hors Zus.

Les élèves en Zus semblent un peu plus sereins (**graphique 1 et tableau 6**). Ils déclarent plus fréquemment ne pas avoir été inquiets ou ne pas avoir eu de soucis durant les quatre semaines précédant l'enquête ; ils sont égale-

ment plus nombreux à déclarer avoir confiance en eux ou être sûrs d'eux. Cependant, ils sont plus nombreux à déclarer avoir perdu intérêt pour la plupart des choses (comme les loisirs, le travail scolaire ou les activités qu'ils aiment habituellement) pendant une période d'au moins deux semaines, sur les douze mois précédant l'enquête.

Mais, parmi ceux ayant connu – durant l'année passée – une période de deux semaines où ils se sont sentis constamment tristes ou déprimés, ou bien où ils ont perdu intérêt pour la plupart des choses, les élèves en Zus disent moins souvent, durant cette période, avoir, pratiquement tous les jours, perdu confiance en eux, ou s'être sentis sans valeur ou bons à rien. Ils déclarent en outre moins de difficultés de sommeil (- 8,8 points) ou de concentration (- 4,4 points) sur la période.

59 % des enfants de 3^e en Zus se sentent compris, rassurés par leurs parents.

Tableau 6
Bien-être des élèves de 3^e (2003-2004)

	Scolarisé en Zus	Scolarisé hors Zus	Différence Zus/hors Zus (en points)
Au cours des 12 derniers mois, il est arrivé à l'élève de vivre une période d'au moins 2 semaines pendant laquelle il a perdu intérêt pour la plupart des choses comme les loisirs, le travail scolaire ou les activités qu'il aime faire habituellement (%)	30,8	28,1	+ 2,7*
Parmi ceux ayant répondu positivement à la question précédente : Pendant cette période de 2 semaines, l'élève a perdu confiance en lui, s'est senti sans valeur ou bon(ne) à rien pratiquement tous les jours (%)	50,9	55,9	- 5,0*
Pendant cette période de 2 semaines, l'élève a eu plus de difficultés que d'habitude à dormir (%)	51,2	60,0	- 8,8***
Pendant ces 2 semaines, l'élève a eu beaucoup plus de mal que d'habitude à se concentrer, et ce pratiquement tous les jours (%)	58,4	62,8	- 4,4*

* Différence significative au seuil de 5 %.

** Différence significative au seuil de 0,5 %.

*** Différence significative au seuil de 0,01 %.

Source : enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire auprès des 3^e (2003-2004) (Drees/Dgesco/InVS/DGS/Depp).

Traitements : Onzus.

Lecture : au cours des 12 derniers mois, parmi les élèves de 3^e enquêtés en 2003-2004, 28,1 % de ceux inscrits dans un établissement hors Zus ont vécu une période d'au moins 2 semaines pendant laquelle ils avaient perdu intérêt pour la plupart des choses comme les loisirs, le travail scolaire ou les activités qu'ils aiment faire habituellement. Chez les élèves inscrits en Zus, cette part est supérieure de 2,7 points (soit 30,8 %).

Obésité et habitudes de vie

8 % des enfants de CM2 et 5 % des enfants de 3^e sont obèses dans les établissements en Zus au moment de l'enquête

Les enquêtes du cycle triennal collectent toute une série d'informations sur la corpulence et les habitudes de vie. Le fait de disposer de données à des âges différents, ou provenant d'enquêtes successives réalisées auprès d'une même classe d'âge, permet d'évaluer la façon dont les écarts entre les Zus et le reste du territoire ont évolué dans le temps.

Le **graphique 2** présente l'évolution de la part des enfants en surpoids et obèses (**encadré Définition de l'obésité et du surpoids**) lors du bilan à six ans (bilan obligatoire de santé avant l'entrée à l'école primaire) pour les différentes générations d'enfants enquêtées depuis 2001-2002 (CM2 et 3^e). On sera cependant attentif au fait que les enfants inscrits en Zus au moment de l'enquête ne l'étaient pas nécessairement à l'âge de six ans, ce qui peut induire des biais dans les comparaisons « Zus/hors Zus » suivantes.

Entre 1994-1995 et 1999-2000, la prévalence de l'obésité et du surpoids des enfants de six ans a augmenté plus vite parmi ceux scolarisés en Zus que parmi ceux scolarisés en dehors de ces quartiers au moment de l'enquête. L'écart entre les enfants inscrits en Zus et ceux inscrits hors Zus est passé de + 1,2 point en 1994-1995 à + 4,1 points en 1999-2000 pour le surpoids, et de + 0,6 point à + 2,7 points sur la même période pour l'obésité. Alors que ces écarts, positifs, n'étaient pas significatifs pour la génération 1994-1995, ils le sont pour la génération 1999-2000.

Cependant, des différences existent selon le genre. De fait, l'écart entre Zus et hors Zus s'est surtout creusé chez les filles, passant de - 0,5 point à + 5,0 points sur la période pour le surpoids, et de + 0,2 point à + 3,0 points pour l'obésité.

Le **graphique 3** permet d'apprécier l'évolution de la prévalence du surpoids et de l'obésité à un âge plus tardif, en CM2, grâce aux enquêtes du cycle triennal auprès de cette classe d'enfants réalisées en 2001-2002 et 2004-2005, donc à trois ans d'intervalle. La prévalence du surpoids et de l'obésité était significativement plus élevée parmi les élèves inscrits en Zus pour les deux générations d'enfants enquêtés, et l'écart entre les Zus et le reste du territoire s'est accru sur les

trois ans d'intervalle, passant de + 3,8 points à + 5,0 points pour le surpoids, et de + 3,4 points à + 4,9 points en ce qui concerne l'obésité. Mais le phénomène est surtout vrai pour les filles, pour lesquelles les écarts sont les plus importants et significatifs pour les deux dates, à la fois pour le surpoids et pour l'obésité. En revanche, chez les garçons, ces écarts ne sont significatifs que pour l'obésité en 2004-2005.

Ces deux graphiques permettent également d'apprécier l'évolution des écarts entre six ans et la classe de CM2, au sein d'une même génération d'enfants (enquêtes 2001-2002 et 2004-2005). Sur la période, les écarts entre les Zus et le reste du territoire ont augmenté, pour le surpoids comme pour l'obésité, pour tous les enfants (sauf chez les garçons pour le surpoids). Cette augmentation est particulièrement sensible chez les filles enquêtées en CM2 en 2001-2002 (et qui avaient six ans en 1996-1997).

Enfin, l'enquête 2003-2004 permet de disposer d'informations sur les problèmes de poids des adolescents. La plus forte prévalence des problèmes de poids, constatée précédemment en Zus, se retrouve également chez les 3^e mais de façon plus atténuée puisqu'elle est sensible uniquement pour le surpoids (+ 3,7 points, à savoir 20,2 % en Zus contre 16,5 % hors Zus); en outre, cet écart n'est significatif que chez les filles (+ 5,5 points, à savoir 21,2 % contre 15,7 %). Ces dernières ont également plus de risques d'être obèse en Zus (+ 1,7 point, à savoir 5,5 % contre 3,8 %). Chez les garçons, on ne relève aucune différence entre les territoires.

Entre l'âge de six ans et la classe de 3^e, les écarts sur cette génération entre les Zus et le reste du territoire n'ont augmenté que pour le surpoids, et là encore c'est surtout le fait des filles.

En conclusion, les générations les plus récentes se caractérisent par des problèmes accrus de surpoids et d'obésité, et ce sont aussi celles où les écarts entre les Zus et le reste du territoire sont les plus importants. La génération la plus ancienne enquêtée (les 3^e en 2002-2003) présente peu de différence selon que les enfants sont scolarisés ou non en Zus au moment de l'enquête, ce quel que soit leur âge. La génération intermédiaire (les CM2 en 2001-2002)

L'obésité et le surpoids sont particulièrement répandus chez les filles en Zus.

présente des écarts plus importants, et c'est également celle où les écarts entre les Zus et le reste du territoire se sont le plus creusés avec l'âge. Pour la dernière génération enquêtée (les

CM2 en 2004-2005), des campagnes de sensibilisation accrues pourraient éventuellement expliquer que ces écarts n'aient pas davantage cru entre l'âge de six ans et la classe de CM2.

Définition de l'obésité et du surpoids

Le poids et la taille des enfants ont été mesurés le jour de l'examen. En outre, les mensurations à six ans ont été relevées sur le carnet de santé. L'indicateur utilisé pour évaluer la corpulence est l'indice de masse corporelle (IMC), rapport du poids sur le carré de la taille, exprimé en kg/m².

Contrairement aux adultes pour lesquels il existe une valeur seuil unique de l'IMC pour définir le surpoids (25) et une pour l'obésité (30), chez l'enfant les seuils évoluent avec l'âge et le sexe du fait des variations de la corpulence survenant au cours de la croissance. Les seuils retenus pour le surpoids et l'obésité correspondent à ceux des tables de références du Childhood Obesity Working Group de l'International Obesity Task Force (IOTF), groupe de travail placé sous l'égide de l'Organisation mondiale

de la santé (OMS). Ces seuils de référence internationaux ont été définis pour chaque sexe et pour chaque âge entre deux et dix-huit ans. Ils ont été élaborés récemment à des fins de comparabilité internationale, et sont maintenant communément utilisés par les épidémiologistes. Ils ont été mis en correspondance avec les seuils utilisés pour les adultes, rejoignant à dix-huit ans les seuils internationaux d'IMC diagnostiquant le surpoids des adultes.

Selon les seuils IOTF, l'enfant est en excès pondéral ou « surpoids » (obésité comprise) lorsque sa valeur d'IMC est supérieure à la valeur seuil correspondante donnée par la table ci-dessous pour son sexe et son âge (de même pour l'obésité).

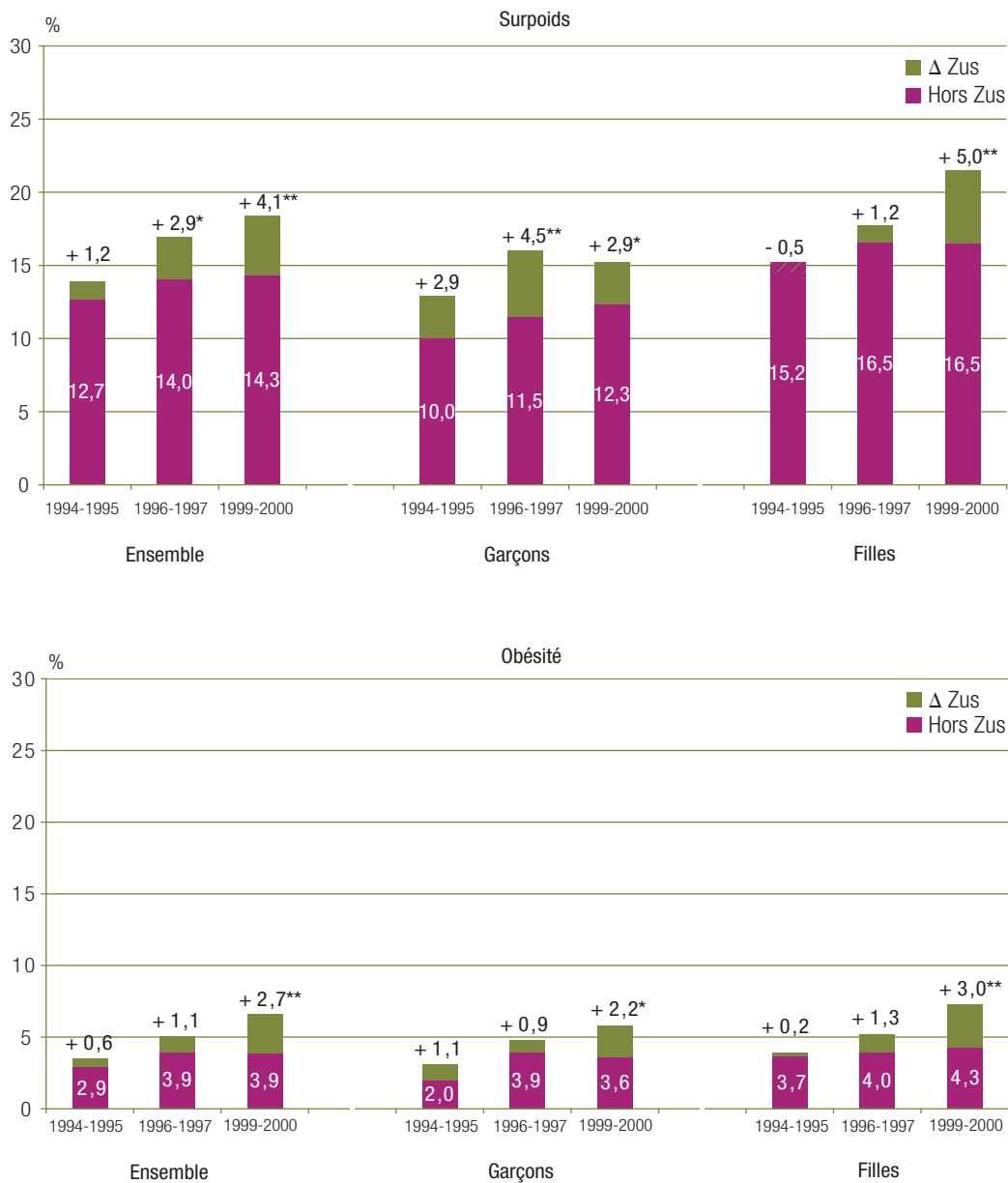
Seuils IOTF définissant le surpoids (obésité comprise) et l'obésité

Âge	CM2				3 ^e				
	Surpoids		Obésité		Âge	Surpoids		Obésité	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles		Garçons	Filles	Garçons	Filles
10 ans	19,8	19,9	24,0	24,1	15 ans	23,3	23,9	28,3	29,1
10 ans et demi	20,2	20,3	24,6	24,8	15 ans et demi	23,6	24,2	28,6	29,3
11 ans	20,6	20,7	25,1	25,4	16 ans	23,9	24,4	28,9	29,4
11 ans et demi	20,9	21,2	25,6	26,1	16 ans et demi	24,2	24,5	29,1	29,6

Source : Childhood Obesity Working Group de l'International Obesity Task Force (IOTF), OMS.

Graphique 2

Part des enfants en surpoids et obèses lors du bilan à six ans, selon l'inscription en Zus ou hors Zus au moment de l'enquête, dans les différentes enquêtes du cycle triennal



* Différence significative au seuil de 5 %.

** Différence significative au seuil de 0,5 %.

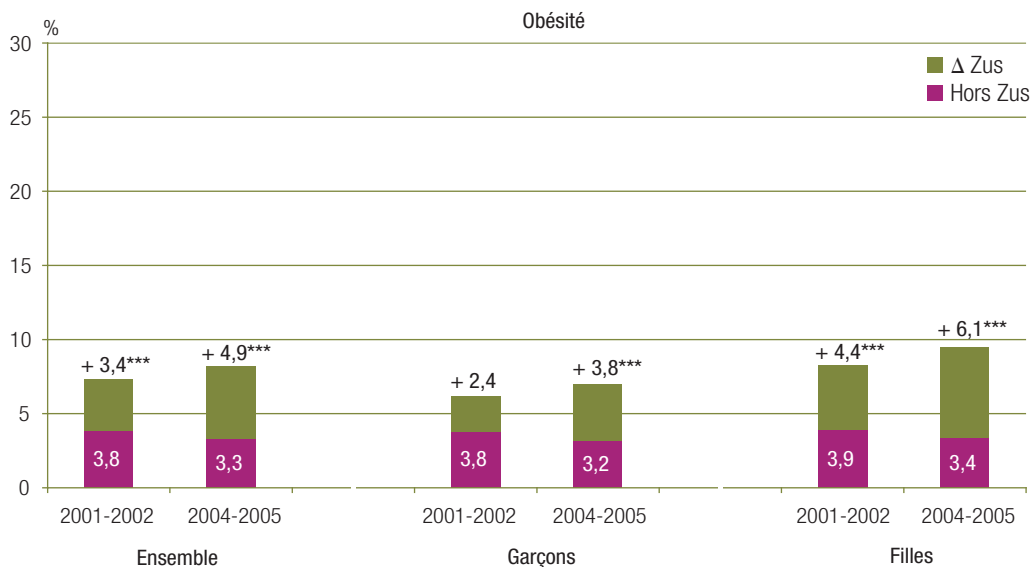
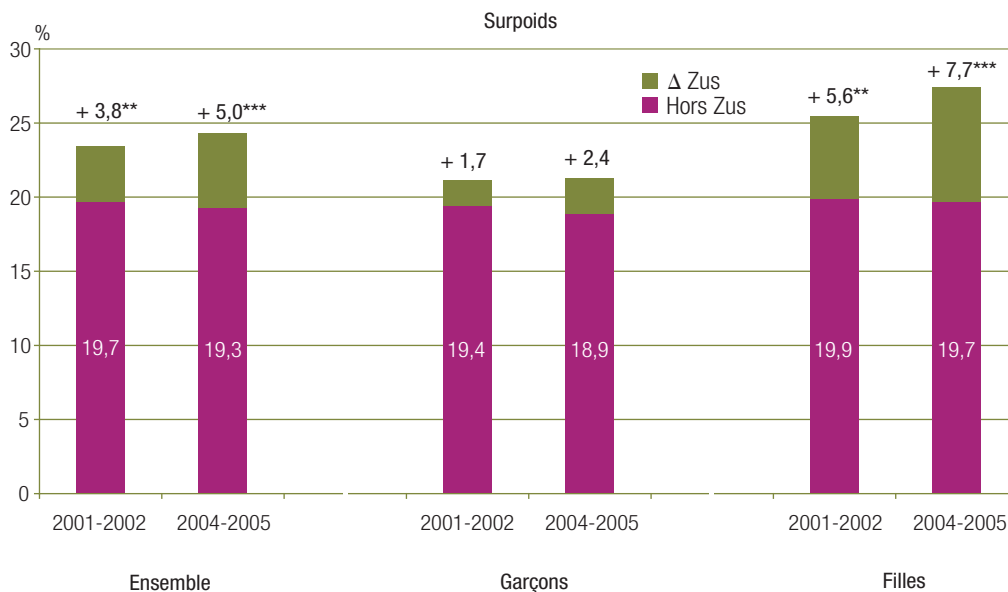
Source: enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire en 2001-2002 (CM2), 2003-2004 (3^e) et 2004-2005 (CM2) (Drees/Dgesco/InVS/DGS/Depp).

Traitements: Onzus.

Lecture: Lors de leur bilan à 6 ans (en 1996-1997), 3,9 % des enfants inscrits dans un établissement hors Zus en 2001-2002 étaient obèses (élèves de CM2 enquêtés en 2001-2002). Chez les élèves inscrits en Zus, la prévalence de l'obésité était de 5,0 %, soit 1,1 points de plus.

Note: en abscisse est reportée l'année où les élèves ont passé leur bilan à 6 ans à savoir: 1994-1995 pour les élèves de 3^e enquêtés en 2003-2004, 1996-1997 pour les élèves de CM2 enquêtés en 2001-2002 et 1999-2000 pour les élèves de CM2 enquêtés en 2004-2005.

Graphique 3
Part des enfants en surpoids et obèses parmi les élèves de CM2
dans les enquêtes du cycle triennal 2001-2002 et 2004-2005



* Différence significative au seuil de 5 %.

** Différence significative au seuil de 0,5 %.

*** Différence significative au seuil de 0,01 %.

Source : enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire en 2001-2002 et 2004-2005 auprès des CM2 (Drees/Dgesco/InVS/DGS/Depp).

Traitements : Onzus.

Lecture : parmi les élèves CM2 enquêtés en 2001-2002, 3,8 % de ceux inscrits dans un établissement hors Zus étaient obèses au moment de l'enquête. Chez les élèves inscrits en Zus, la prévalence de l'obésité était de 7,2 %, soit 3,4 points de plus.

Note : en abscisse est reportée l'année où sont enquêtés les élèves de CM2.

Quelques facteurs de risques : une alimentation moins équilibrée et des petits-déjeuners moins réguliers

Les enquêtes du cycle triennal peuvent nous éclairer à ce sujet puisqu'elles abordent également les habitudes de vie des enfants. Les questions portent sur la prise de repas à midi, les activités (le temps consacré à la télévision et aux jeux vidéo, la pratique du sport) et, enfin,

les habitudes alimentaires. Ces éléments peuvent éventuellement permettre de comprendre les différences observées précédemment. Seuls ceux où des différences significatives entre les Zus et le reste du territoire existent ont été commentés.

Tableau 7
Fréquence des repas à la cantine, au domicile et à l'extérieur, des enfants de CM2 (2004-2005) et de 3^e (2003-2004) en %

	CM2 (2004-2005)			3 ^e (2003-2004)		
	Scolarisé en Zus	Scolarisé hors Zus	Différence Zus/hors Zus (en points)	Scolarisé en Zus	Scolarisé hors Zus	Différence Zus/hors Zus (en points)
Semaine (lundi, mardi, jeudi, vendredi)						
Cantine	39,8	55,5	- 15,7***	25,5	61,8	- 36,3***
Domicile	58,3	39,8	+ 18,5***	69,8	34,3	+ 35,5***
Extérieur	1,5	4,3	- 2,8***	2,5	3,0	+ 0,5
Mercredi	Différence Zus/hors Zus : *			Différence Zus/hors Zus : **		
Cantine	2,7	2,4	+ 0,3	7,9	11,2	- 3,3
Domicile	93,7	91,1	+ 2,6	81,0	74,2	+ 6,8
Extérieur	3,7	6,5	- 2,8	1,8	3,4	- 1,6
Pas d'école de la journée	Non concernés			9,3	11,2	- 1,9
Samedi	Différence Zus/hors Zus : aucune			Différence Zus/hors Zus : aucune		
Cantine	1,0	0,8	+ 0,2	0,6	0,6	+ 0,0
Domicile	97,7	96,7	+ 1,0	43,2	46,7	- 3,5
Extérieur	1,3	2,5	- 1,2	0,8	1,0	- 0,2
Pas d'école de la journée	Non concernés			55,5	51,6	+ 3,9

* Différence significative au seuil de 5 %.

** Différence significative au seuil de 0,5 %.

*** Différence significative au seuil de 0,01 %.

Source : enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire auprès des CM2 (2004-2005) et des 3^e (2003-2004) (Drees/Dgesco/InVS/DGS/Depp).

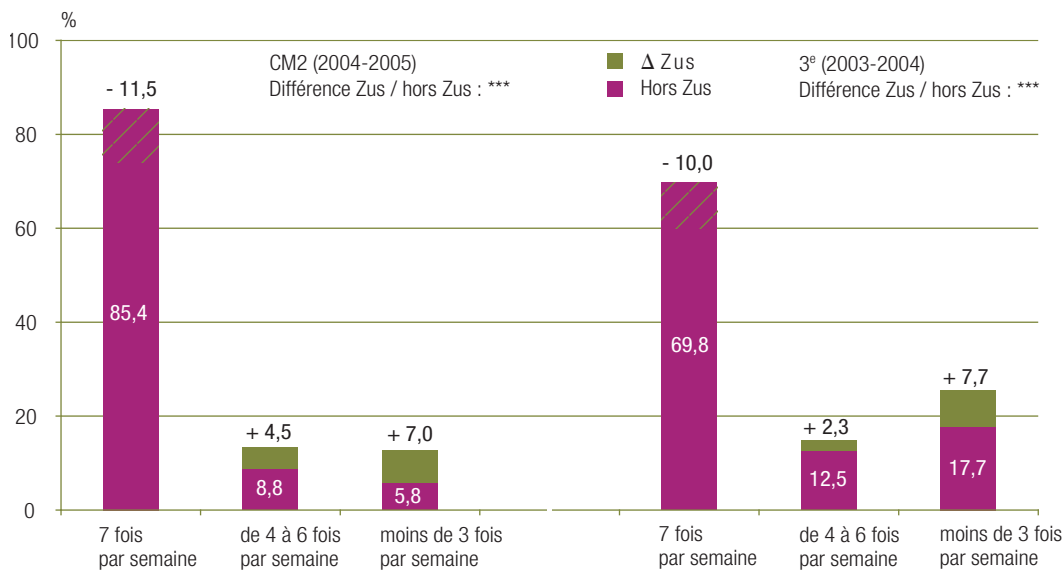
Traitements : Onzus.

Lecture : parmi les élèves CM2 enquêtés en 2004-2005, ceux inscrits dans un établissement en Zus mangent dans 39,8 % des cas à la cantine en semaine (lundi, mardi, mercredi, jeudi), soit 15,7 points de moins que ceux inscrits en dehors de ces quartiers.

En semaine (les lundi, mardi, jeudi et vendredi), les élèves scolarisés en Zus sont beaucoup plus nombreux à prendre leur repas à la maison que ceux inscrits en dehors de ces quartiers, en CM2 (+ 18,5 points), mais surtout en 3^e (+ 35,5 points) (**tableau 7**). Cette situation peut être liée au fait que les parents des enfants

scolarisés en Zus sont plus fréquemment sans emploi, et donc éventuellement davantage disponibles pour accueillir leur enfant le midi. D'ailleurs, le mercredi et le samedi, les différences sont beaucoup moins sensibles entre les Zus et le reste du territoire.

Graphique 4

Nombre de petits-déjeuners pris par semaine par les enfants de CM2 (2004-2005) et de 3^e (2003-2004)

*** Différence significative au seuil de 0,01 %.

Source : enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire auprès des CM2 (2004-2005) et des 3^e (2003-2004) (Drees/Dgesco/InVS/DGS/Depp).

Traitements : Onzus.

Lecture : parmi les élèves de CM2 enquêtés en 2004-2005, 85,4 % de ceux inscrits dans un établissement hors Zus prennent un petit-déjeuner chaque matin. Chez les élèves inscrits en Zus, cette part est inférieure de 11,5 points (soit 73,9 %).

Aussi bien parmi les élèves de 3^e que parmi ceux de CM2, les enfants scolarisés en Zus prennent moins régulièrement un petit-déjeuner le matin (**graphique 4**). Les écarts constatés entre les Zus et le reste du territoire sont du même ordre en CM2 et en 3^e.

Par ailleurs, on constate que les enfants scolarisés en Zus ont *a priori* une alimentation moins équilibrée que ceux scolarisés en dehors de ces quartiers (**tableau 8**) : ils consomment plus de boissons sucrées (surtout les CM2), mais moins de produits laitiers, et surtout nettement moins de légumes. Ce phénomène est particulièrement marqué pour les CM2.

Pour les 3^e, un volet spécifique de l'enquête était en outre consacré au rapport des élèves au poids et à l'alimentation. Les élèves inscrits en Zus semblent avoir un rapport plus problématique au poids et à l'alimentation. Ils déclarent plus fréquemment, au cours des douze derniers mois, avoir changé de poids de façon importante, que ce soit parce qu'ils ont beaucoup

grossi (14,1 % en Zus contre 10,1 % hors Zus) ou parce qu'ils ont beaucoup maigri (8,4 % en Zus contre 6,0 % hors Zus). Ils sont également plus nombreux à avoir connu des périodes de boulimie (50,9 % en Zus contre 45,1 % hors Zus). Parmi les élèves ayant connu des crises de boulimie ou d'envie irrésistible de nourriture, les élèves inscrits en Zus sont plus nombreux à avoir été préoccupés par leur poids ou leurs formes corporelles de façon permanente et excessive (36,6 %, contre 31,8 % hors Zus). Ils ont également plus de risques que ces périodes d'envie irrésistible de nourriture les aient gênés au point d'arrêter leurs activités ou de changer leur mode de vie (13,7 %, contre 9,6 % hors de ces quartiers). De même, parmi les élèves ayant connu – durant les douze mois précédant l'enquête – une période de deux semaines où ils se sont sentis constamment tristes ou déprimé(s), ou bien où ils ont perdu intérêt pour la plupart des choses, les élèves en Zus disent plus souvent avoir perdu ou gagné plus de 5 kg sur la période (30,9 %, contre 19,2 % hors Zus).

Tableau 8
Habitudes alimentaires des enfants de CM2 (2004-2005) et de 3^e (2003-2004)

	CM2			3 ^e		
	Scolarisé en Zus	Scolarisé hors Zus	Différence Zus/hors Zus (en points)	Scolarisé en Zus	Scolarisé hors Zus	Différence Zus/hors Zus (en points)
Boissons sucrées (soda, jus de fruit, sirop)	Différence Zus/hors Zus : ***			Différence Zus/hors Zus : **		
7 fois par semaine	30,2	23,5	+ 6,7	38,1	37,1	+ 1,0
4, 5, 6 fois par semaine	26,1	20,9	+ 5,2	25,0	19,2	+ 5,8
3 fois par semaine ou moins	43,7	55,5	- 11,8	36,9	43,7	- 6,8
Légumes crus et cuits (sauf pommes de terre et autres féculents)	Différence Zus/hors Zus : ***			Différence Zus/hors Zus : ***		
7 fois par semaine	34,9	45,6	- 10,7	29,9	37,6	- 7,7
4, 5, 6 fois par semaine	37,1	37,7	0,0	35,9	37,8	- 1,9
3 fois par semaine ou moins	28,1	16,7	+ 11,4	34,2	24,5	+ 9,7
Fruits (sauf jus)	Différence Zus/hors Zus : aucune			Différence Zus/hors Zus : aucune		
7 fois par semaine	44,9	47,8	- 2,9	36,7	36,4	+ 0,3
4, 5, 6 fois par semaine	30,5	30,8	- 0,3	29,1	30,9	- 1,8
3 fois par semaine ou moins	24,7	21,3	+ 3,4	34,2	32,7	+ 1,5
Produits laitiers (lait, yaourts et fromage)	Différence Zus/hors Zus : **			Différence Zus/hors Zus : *		
7 fois par semaine	84,3	89,3	- 5,0	74,9	80,6	- 5,7
4, 5, 6 fois par semaine	10,0	7,5	+ 2,5	14,0	11,4	+ 2,6
3 fois par semaine ou moins	5,7	3,2	+ 2,5	11,1	8,0	+ 3,1

* Différence significative au seuil de 5 %.

** Différence significative au seuil de 0,5 %.

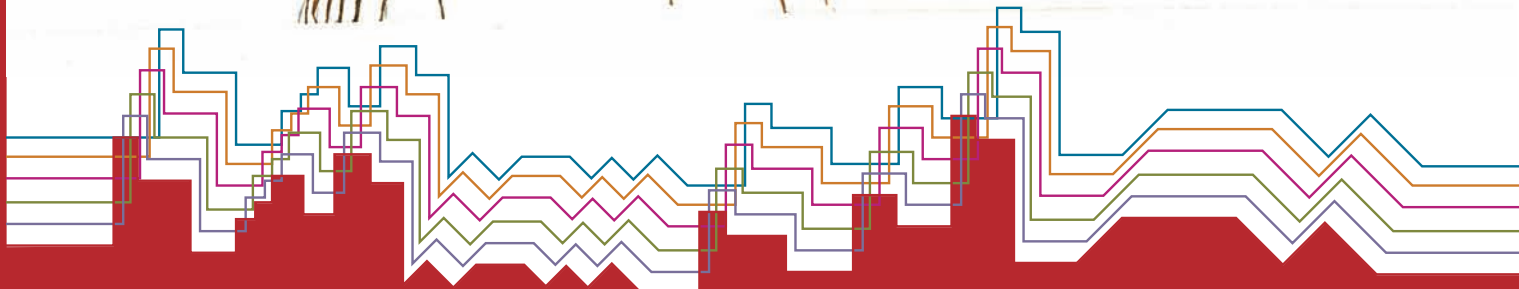
*** Différence significative au seuil de 0,01 %.

Source : enquêtes du cycle triennal en milieu scolaire auprès des CM2 (2004-2005) et des 3^e (2003-2004) (Drees/Dgesco/InVS/DGS/Depp).

Traitements : Onzus.

Lecture : parmi les élèves de CM2 enquêtés en 2004-2005, 45,6 % de ceux inscrits dans un établissement hors Zus consomment des légumes (cuits ou crus) chaque jour. Chez les élèves inscrits en Zus, cette part est inférieure de 10,7 points (soit 34,9 %).





L'emploi

Les entreprises

Les revenus des habitants

La santé

**Les établissements
et la réussite scolaires**

La sécurité et la tranquillité publiques

Les établissements et la réussite scolaires

- Les indicateurs sur les établissements scolaires publics en Zus
- Orientation et réussite scolaires dans le secondaire public en Zus

Indicateurs figurant en annexe de la loi du 1^{er} août

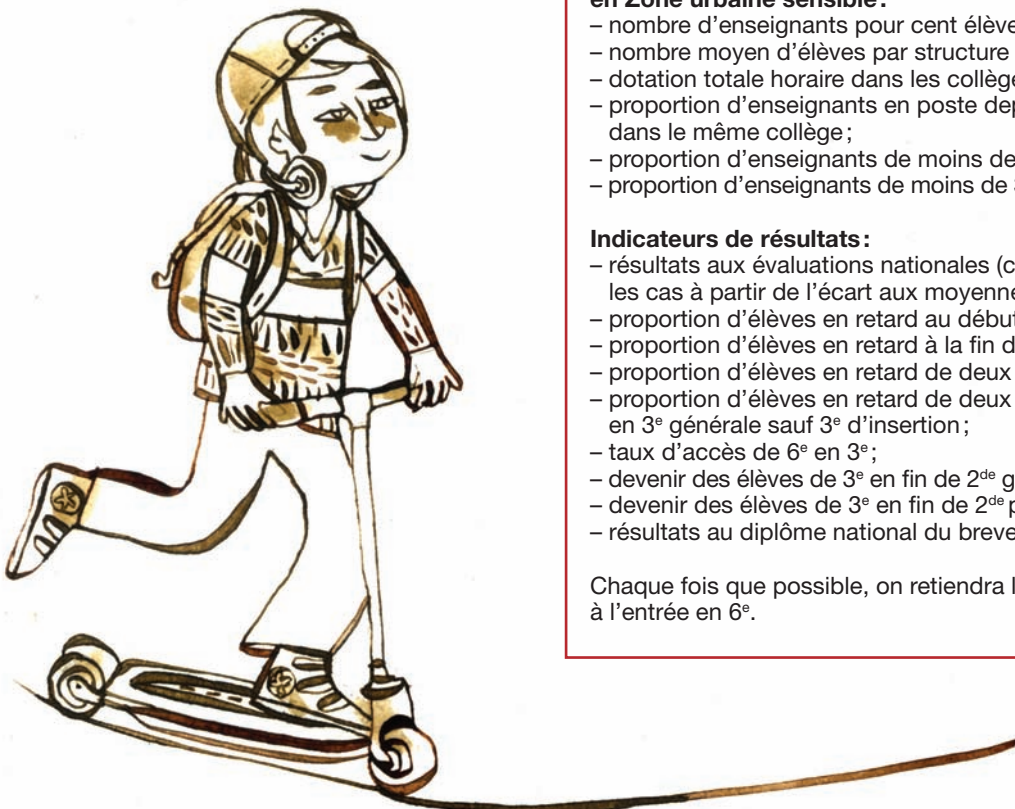
Indicateurs nationaux de moyens dans les établissements en Zone urbaine sensible :

- nombre d'enseignants pour cent élèves dans les écoles ;
- nombre moyen d'élèves par structure pédagogique au collège ;
- dotation totale horaire dans les collèges ;
- proportion d'enseignants en poste depuis deux ans ou moins dans le même collège ;
- proportion d'enseignants de moins de 30 ans dans les écoles ;
- proportion d'enseignants de moins de 30 ans dans les collèges.

Indicateurs de résultats :

- résultats aux évaluations nationales (considérés dans tous les cas à partir de l'écart aux moyennes nationales) ;
- proportion d'élèves en retard au début du cycle 3 ;
- proportion d'élèves en retard à la fin du cycle 3 ;
- proportion d'élèves en retard de deux ans ou plus en 6^e ;
- proportion d'élèves en retard de deux ans ou plus en 3^e générale sauf 3^e d'insertion ;
- taux d'accès de 6^e en 3^e ;
- devenir des élèves de 3^e en fin de 2^{de} générale et technologique ;
- devenir des élèves de 3^e en fin de 2^{de} professionnelle ;
- résultats au diplôme national du brevet.

Chaque fois que possible, on retiendra le taux d'évitement à l'entrée en 6^e.



Les indicateurs sur les établissements scolaires publics du secondaire en zones urbaines sensibles

Au cours de l'année scolaire 2008-2009, 392 178 élèves étaient scolarisés dans 695 collèges ou lycées situés en zones urbaines sensibles (Zus). Dans ces établissements, la population scolaire est, depuis quatre ans, en sensible diminution (baisse de près de 10 % des effectifs), notamment dans les collèges, et de manière plus prononcée que dans les autres quartiers. Le nombre d'enseignants, du fait d'un renouvellement non systématique des départs en retraite, subit une baisse proportionnelle à celle des effectifs scolaires en Zus, contrairement aux autres quartiers où la baisse du nombre d'enseignants est plus marquée. En outre, ce non renouvellement des départs en retraite a pour résultat une réduction de la part des jeunes enseignants (moins de trente ans) dans les établissements, à la fois en Zus et hors Zus. Les jeunes enseignants en début de carrière sont cependant nettement plus représentés dans les établissements situés en Zus, de même ceux qui viennent d'arriver dans leur établissement (moins de deux ans de présence). Enfin, en quatre ans, la mixité sociale dans les établissements en Zus n'a pas fondamentalement progressé, même si la proportion d'élèves provenant de classes sociales « moyennes » augmente légèrement.

Sources et précautions d'usage

Les indicateurs présentés ci-après, et dont la plupart étaient déjà renseignés dans les rapports précédents de l'Observatoire, sont issus des fichiers de gestion du ministère de l'Éducation nationale. Les données qui ont permis de les établir ont été rassemblées et codées par la DEPP (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère) de manière à pouvoir distinguer les zones urbaines sensibles (Zus) du reste du territoire.

Ces données concernent la situation des établissements publics situés en Zus (métropole et Dom), ainsi que celles de leurs élèves, qu'ils habitent ou non en Zus. Par ailleurs, ne sont pas pris en compte les établissements qui, bien que se trouvant à l'extérieur des Zus, accueillent des élèves résidant en Zus. Les indicateurs sont donc à interpréter avec cette double restriction. Pour plus de précisions, se référer au rapport 2004 de l'Observatoire national des Zus (Onzus).

Une baisse marquée du nombre d'établissements qui accompagne une diminution des effectifs scolaires, notamment dans les collèges

En quatre ans, le nombre d'établissements du secondaire décline légèrement dans les Zus alors qu'il se maintient, voire croît, en dehors de ces quartiers. Ainsi, entre 2004-2005 et 2008-2009, le nombre global d'établissements publics du secondaire en Zus est passé de 708 à 695 soit une baisse de 1,8 %. À l'inverse, le nombre d'établissements du secondaire hors Zus a légèrement augmenté, passant de 7 098 à 7 144, soit une hausse de 0,6 %.

L'évolution du nombre d'établissements est cependant loin d'être homogène selon le type

d'établissement, que ce soit en Zus ou hors Zus (**tableau 1**). Notons ainsi la baisse structurelle du nombre de lycées professionnels (baisse de près de 6,0 % en quatre ans en Zus et de 4,5 % hors Zus), tandis que le nombre de lycées généraux et technologiques augmente dans le même temps (+ 3,5 % en Zus; + 1,3 % hors Zus). Au final, la baisse constatée sur l'ensemble des établissements du secondaire en Zus en quatre ans s'explique principalement par la baisse du nombre de collèges (- 2,2 %), alors que, parallèlement, leur nombre augmente hors Zus (+ 1,5 %).

Tableau 1
Indicateurs de moyens

Types d'établissement	Zus		Hors Zus (y compris Dom)	
	Nombre d'établissements publics	Évolution années scolaires 2004-2005 à 2008-2009 (%)	Nombre d'établissements publics	Évolution années scolaires 2004-2005 à 2008-2009 (%)
Collèges	480	- 2,2	4 780	1,5
Lycées généraux	119	3,5	1 448	1,3
Lycées professionnels	96	- 5,9	916	- 4,5
Total	695	- 1,8	7 144	0,6

Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.

Champ : établissements publics, France métropolitaine et Dom.

Traitements : Onzusu.

Cette baisse du nombre d'établissements publics du secondaire en Zus, et notamment celle du nombre de collèges, est fortement corrélée à celle, importante, du nombre total d'élèves enregistrée en quatre ans dans ces établissements (**tableau 2**). Au global, la population scolaire dans les établissements publics du secondaire en Zus, en atteignant 392 178 élèves, a baissé en quatre ans de près de 10 % (dans le même temps cette baisse n'est que de 3,5 % dans les établissements publics hors Zus). La diminution du nombre de collégiens en Zus atteint, quant à elle, près de 13 % contre à peine 3 % dans les autres établissements. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette tendance à la baisse des effectifs scolaires (notamment des collégiens) en Zus et en dehors des Zus. L'affaiblissement démographique en est un, même si la tendance

semble s'inverser. Pour la première fois depuis plusieurs années, au cours de l'année scolaire 2008-2009, le nombre d'élèves en collèges en dehors des Zus progresse par rapport à l'année scolaire précédente (+ 8 000 élèves environ) : le nombre de naissances augmentant en France à partir du milieu des années quatre-vingt-dix, des générations plus nombreuses commencent à se retrouver au collège avec, de fait, une tendance à l'augmentation des effectifs. Autre explication, la baisse du taux de redoublements observée depuis plusieurs années fait mécaniquement diminuer le nombre d'élèves dans les établissements et notamment dans les collèges. Toutes ces hypothèses n'expliquent pas pourquoi la diminution des effectifs dans les établissements publics du secondaire en Zus (notamment ceux des collèges) est bien plus prononcée qu'à l'extérieur de ces quartiers.

En particulier, le recul démographique n'explique, dans les Zus, qu'une très faible part de la baisse constatée des effectifs scolaires¹. Cette baisse plus importante des effectifs scolaires en Zus pourrait être expliquée par la création d'un certain nombre d'établissements situés en dehors des Zus en remplacement d'établissements situés

en Zus auparavant (notamment des collèges **tableau 1**) et ce, dans le cadre de la rénovation urbaine. Enfin, l'assouplissement de la carte scolaire pourrait par ailleurs encourager des stratégies d'évitements en Zus dans des établissements perçus comme plus difficiles par certains parents.

Un nombre de collégiens scolarisés en Zus en diminution de près de 13 % en quatre ans.

Tableau 2
Les effectifs scolaires dans les établissements publics en 2004 et 2008

Types d'établissement	Zus		Hors Zus (y compris Dom)	
	Nombre d'élèves des établissements publics	Évolution années scolaires 2004-2005 à 2008-2009 (%)	Nombre d'élèves dans les établissements publics	Évolution années scolaires 2004-2005 à 2008-2009 (%)
Collèges	228 013	- 12,9	2 268 869	- 3,2
Lycées d'enseignement général et technologique	119 537	- 5,0	1 389 588	- 3,4
Lycées d'enseignement professionnel	44 628	- 4,2	390 352	- 5,1
Total	392 178	- 9,7	4 048 809	- 3,4

Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.
Champ : établissements publics, France métropolitaine et Dom.
Traitements : Onzus.

Des moyens humains qui suivent la diminution de la population scolaire depuis quatre ans

Cette baisse des effectifs scolaires a naturellement des conséquences sur les moyens humains (**tableau 3**). Ainsi, le nombre de professeurs des lycées ou collèges s'établit en

2008-2009 à 17 097 dans les établissements en Zus et à 154 309 dans ceux en dehors des Zus. Ils étaient, quatre ans auparavant, 19 119 en Zus et 164 790 en dehors des Zus.

Tableau 3
Les enseignants

	Zus			Hors Zus (y compris Dom)		
	Année scolaire 2004-2005	Année scolaire 2008-2009	Évolution (%)	Année scolaire 2004-2005	Année scolaire 2008-2009	Évolution (%)
Nombre d'enseignants de lycées et/ou de collèges	19 119	17 097	- 10,6	164 790	154 309	- 6,4

Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.
Champ : établissements publics, France métropolitaine et Dom.
Traitements : Onzus.

1. Une analyse de l'évolution démographique du nombre de jeunes de moins de 15 ans et de moins de 20 ans à partir des recensements de la population 1999 et 2006 dans les Iris (flots regroupés pour des indicateurs statistiques, constituant la brique de base en matière de diffusion de données infracommunales) situés dans ou au voisinage immédiat des Zus, montre qu'en sept ans le nombre de moins de 15 ans diminue dans ces Iris de 0,9 % et que celui des moins de vingt ans, de 1,2 %.

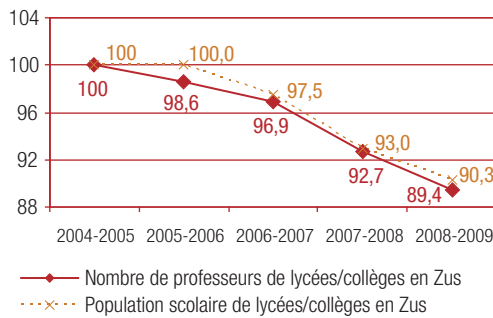
Les graphiques suivants (**graphiques 1**) comparent les évolutions sur quatre ans du nombre de professeurs de lycées et collèges et celles des populations scolaires des établissements en Zus et hors Zus dans le secondaire, à partir d'une base 100 pour l'année scolaire 2004-2005. La baisse relative des effectifs enseignants est plus prononcée en Zus qu'en dehors des Zus (indice de 89,4 en 2008-2009, soit une baisse de 10,6 % en Zus, alors que l'indice est de 93,6 dans les établissements en dehors des Zus, soit une baisse de 6,4 %). Toutefois, la courbe de décroissance des effectifs des enseignants en Zus

est très similaire à celle des effectifs scolaires. La baisse du nombre d'enseignants en Zus correspondrait ainsi à la baisse des effectifs scolaires. En revanche, dans les établissements en dehors des Zus, le nombre d'enseignants diminue plus rapidement que le nombre d'élèves (en quatre ans baisse de 6,4 % pour le nombre d'enseignants contre 3,4 % pour le nombre d'élèves). Les politiques publiques menées dans le cadre de l'éducation prioritaire permettent donc, dans une certaine mesure, d'atténuer les effets des politiques de réduction du corps enseignant appliquées sur l'ensemble du territoire.

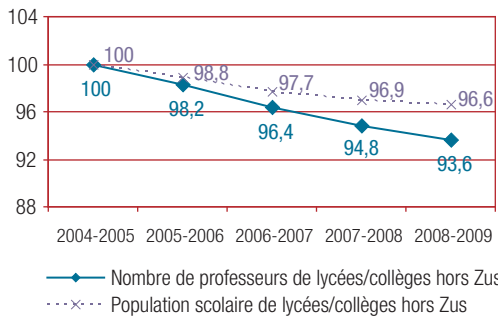
Graphiques 1

Évolutions comparées du nombre d'enseignants dans le secondaire public et des effectifs scolaires entre 2004-2005 et 2008-2009

Évolution sur quatre ans du nombre de professeurs et d'élèves de lycées/collèges en Zus (base 100 : 2004-2005)



Évolution sur quatre ans du nombre de professeurs et d'élèves de lycées/collèges hors Zus (base 100 : 2004-2005)



Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.

Champ : établissements publics, en France métropolitaine et dans les Dom.

Traitements : Onzus.

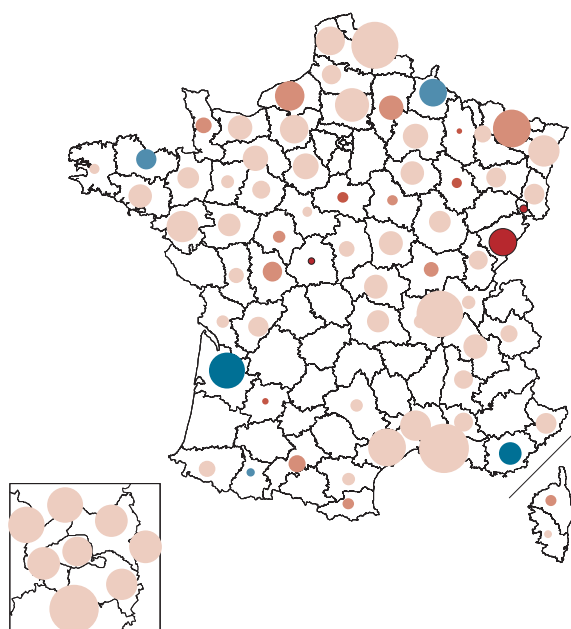
Lecture : en 2008-2009, le nombre de professeurs en lycées/collèges en Zus est à une base de 89,4 (base 100 en 2004-2005) alors que la population scolaire est de 90,3. En dehors des Zus, par rapport à une base 100 en 2004-2005, le nombre de professeurs en lycées/collèges est en base 93,6 alors que la population scolaire est en base 96,6.

L'analyse des **cartes 1 et 2** confirme la forte corrélation entre la baisse des effectifs scolaires et celle des enseignants dans les lycées et/ou collèges en Zus. La majeure partie du territoire enregistre ainsi des baisses d'effectifs scolaires en 2008-2009 par rapport à 2004-2005 qui vont de paire avec celles du nombre d'enseignants. Seul le département de la Gironde compte davantage d'élèves et de professeurs. Si les départements où les enseignants et élèves sont les plus nombreux ont le plus souvent des évolutions convergentes, ceux à plus faibles effectifs, du fait d'une plus grande volatilité, peuvent enregistrer une baisse

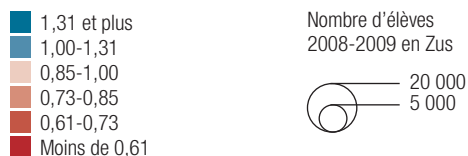
plus conséquente des effectifs scolaires que celle du nombre d'enseignants et inversement. Quelques départements ont ainsi des évolutions divergentes de leur nombre d'élèves et de leur nombre d'enseignants par rapport à 2004-2005. Certains ont des effectifs scolaires en Zus qui augmentent au contraire des effectifs des enseignants, comme le Var, les Côtes-d'Armor, les Ardennes ou encore les Hautes-Pyrénées. D'autres, au contraire, bénéficient de davantage d'enseignants alors que leur population dans le secondaire diminue (la Loire-Atlantique, le Loir-et-Cher ou encore les Pyrénées-Atlantiques).

Carte 1
Nombre d'élèves du secondaire en Zus
en 2008-2009 et évolution depuis 2004-2005

Évolution du nombre d'élèves du secondaire en Zus
 Années scolaires 2004-2005 et 2008-2009



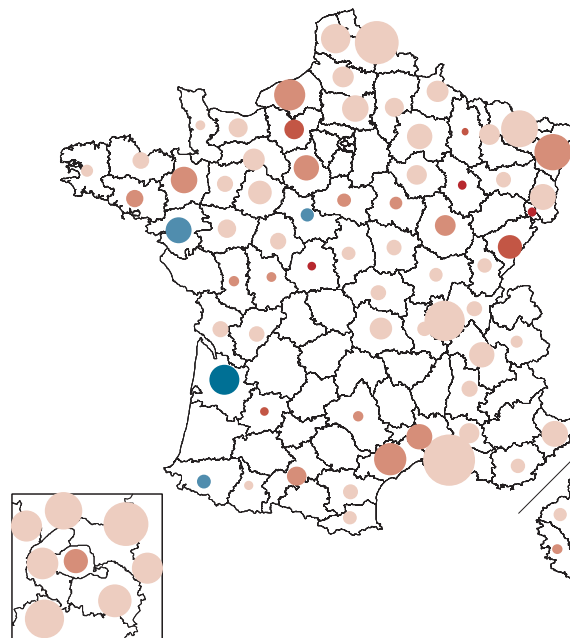
Rapport du nombre d'élèves 2008-2009 en Zus
 au nombre d'élèves 2004-2005 en Zus



Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.
 Traitements et cartographie : Onzus.

Carte 2
Nombre d'enseignants du secondaire en Zus
en 2008-2009 et évolution depuis 2004-2005

Évolution du nombre de professeurs du secondaire en Zus
 Années scolaires 2004-2005 et 2008-2009



Rapport du nombre de professeurs 2008-2009 en Zus
 au nombre de professeurs 2004-2005 en Zus

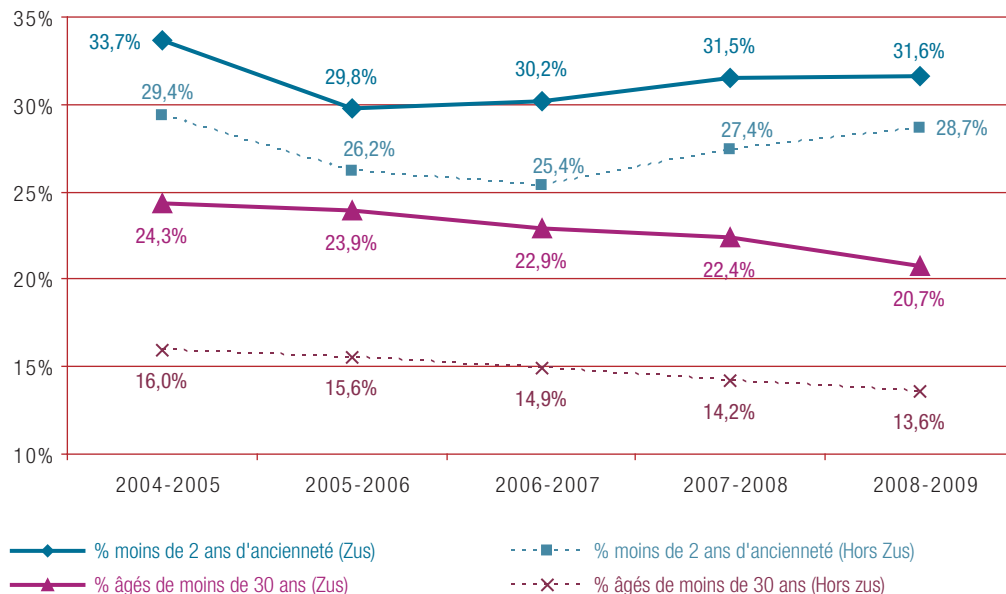


Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.
 Traitements et cartographie : Onzus.

La baisse des effectifs du personnel enseignant du secondaire s'accompagne d'une relative évolution de l'ancienneté et de la proportion des jeunes enseignants (moins de 30 ans) (**graphique 2**). La proportion des jeunes professeurs diminue plus rapidement en Zus qu'ailleurs mais les écarts restent importants : en 2008-2009, les établissements en Zus concentrent sensiblement plus de jeunes enseignants de moins de 30 ans, moins expérimentés (20,7 %

de jeunes enseignants en Zus contre 13,6 % en dehors). Parallèlement, la proportion d'enseignants ayant moins de deux ans d'ancienneté dans un même établissement aurait plutôt tendance à augmenter. En 2008-2009, elle reste à un niveau supérieur en Zus (31,6 %) que dans les établissements hors Zus (28,7 %) où elle ne cesse d'augmenter depuis l'année scolaire 2006-2007 (25,4 %).

Graphique 2
Âge et ancienneté des enseignants en collèges et lycées



Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.
Champ : établissements publics, en France métropolitaine et dans les Dom.
Traitements : Onzus.

Lecture : en 2008-2009, la part des enseignants en collèges et lycées ayant moins de deux ans d'ancienneté en Zus est de 31,6 % contre 28,7 % hors Zus. Toujours pour l'année scolaire 2008-2009, la part des enseignants en lycées/collèges ayant moins de 30 ans est de 20,7 % dans les établissements en Zus contre 13,6 % dans les établissements hors Zus.

Des élèves en Zus qui bénéficient toujours d'efforts particuliers en matière de conditions de scolarité

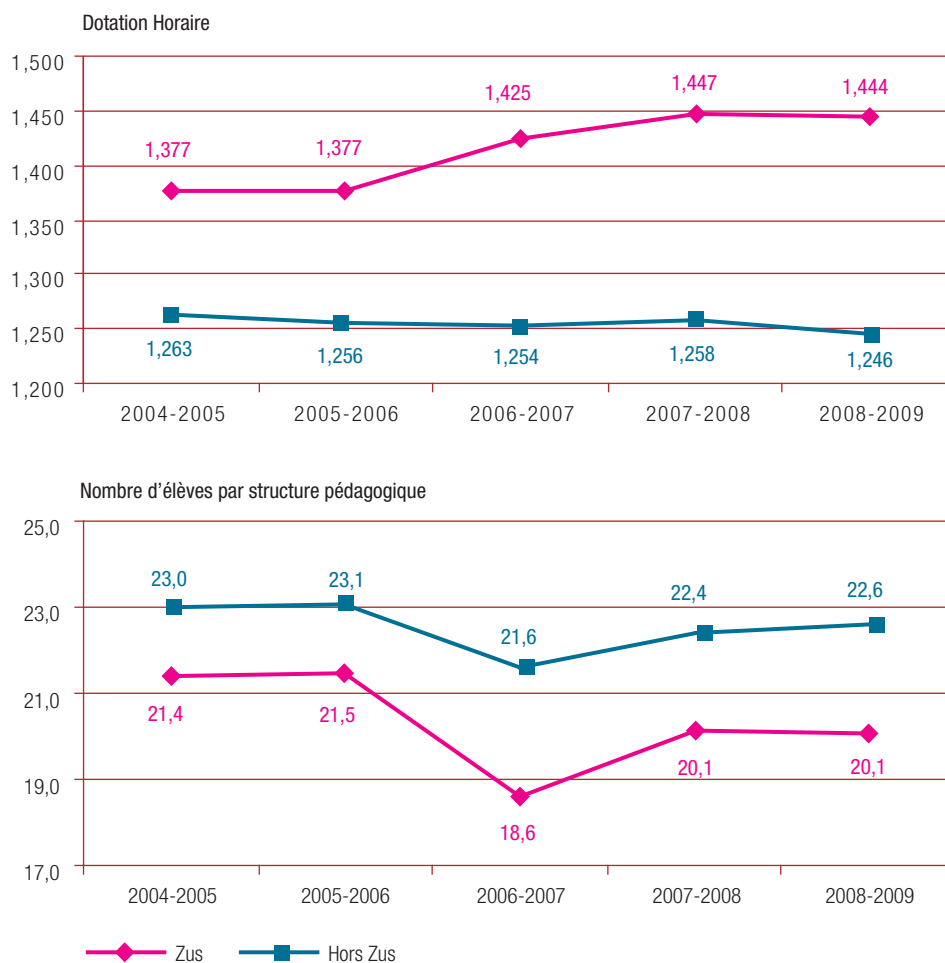
Le nombre d'élèves par structure pédagogique est relativement stable depuis plusieurs années à la fois en Zus et hors Zus (**graphiques 3**). Sur quatre ans, il est resté proche du niveau de l'année 2008-2009 (mise à part l'année scolaire 2006-2007), soit 20,1 élèves dans les établissements en Zus et 22,6 élèves dans les établissements en dehors des Zus. Cet écart illustre les recouvrements partiels entre le zonage politique de la ville et le réseau d'éducation prioritaire. Les efforts pour maintenir les classes à de plus petits effectifs dans les établissements classés en éducation prioritaire expliquent que les établissements en Zus aient en moyenne des classes

moins denses. C'est également pour cette raison que la dotation horaire par élève (le nombre d'heures de cours dispensées par un professeur en moyenne par élève) est plus élevée dans les établissements en Zus (1,444) que dans ceux en dehors des Zus (1,246). Sur quatre ans cette dotation horaire a très légèrement baissé (- 0,017 point) dans les établissements hors Zus et sensiblement progressé (+ 0,067 point) dans les établissements en Zus. Cette augmentation de la dotation horaire dans les quartiers Zus a eu lieu principalement lors de l'année 2006-2007 et secondairement au cours de l'année 2007-2008.

Une part des enseignants de moins de trente ans dans les établissements en Zus en baisse de 3,6 points en quatre ans.

Graphiques 3

Dotation horaire et nombre d'élèves par structure pédagogique dans les collèges



Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.

Champ : établissements publics, en France métropolitaine et dans les Dom.

Traitements : Onzus.

Lecture : en 2008-2009, la dotation horaire, c'est-à-dire le nombre d'heures de cours dispensées par un professeur en moyenne par élève, était dans les collèges en Zus de 1,444 heure contre 1,246 dans les collèges hors Zus. Le nombre d'élèves par structure pédagogique était pour l'année scolaire 2008-2009 dans les collèges en Zus en moyenne de 22,6 élèves contre 20,1 élèves dans les collèges en dehors des Zus.

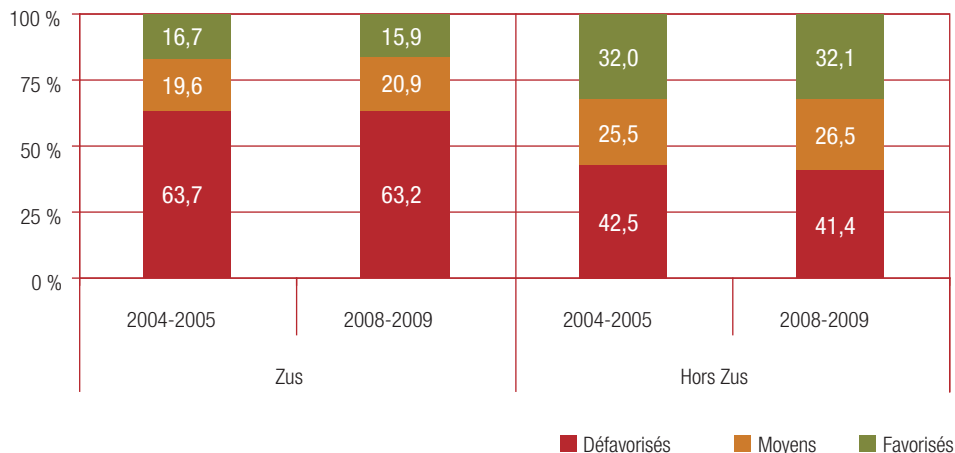
Une mixité sociale qui ne progresse toujours pas véritablement dans les établissements en Zus

En quatre ans, la structure sociale des parents des élèves scolarisés au collège reste une composante très marquante de la population scolaire en Zus (**graphique 4**) : en 2008-2009, dans les établissements en Zus, près de deux élèves scolarisés en 6^e sur trois ont des parents appartenant à des catégories sociales « défavorisées » et moins d'un sur six à des catégories « favorisées ». Dans les établissements hors Zus, la répartition est beaucoup plus équilibrée. En dépit des efforts déployés depuis plusieurs années, force est de constater qu'en matière de mixité sociale, les écarts entre établissements en Zus et hors Zus ne se sont pas

réduits entre les années scolaires 2004-2005 et 2008-2009. En quatre ans, la part des catégories « moyennes » a malgré tout eu tendance à augmenter, par rapport aux autres classes sociales, légèrement plus en Zus (+ 1,3 point contre 1 point en dehors des Zus) avec une réduction corrélative des catégories « favorisées » (- 0,8 point) et des catégories « défavorisées » (- 0,5 point). Dans les établissements en dehors des Zus, l'augmentation des catégories moyennes s'accompagne d'une consolidation des catégories « favorisées » (+ 0,1 point) et d'une baisse des catégories « défavorisées » (- 1,1 point).

Toujours proportionnellement deux fois moins d'élèves de 6^e issus de classes sociales favorisées dans les établissements en Zus que dans les autres quartiers.

Graphique 4
Élèves de 6^e selon la catégorie sociale des parents en 2004-2005 et 2008-2009



Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.

Champ : établissements publics, en France métropolitaine et dans les Dom.

Traitements : Onzus.

Lecture : en 2008-2009, 63,2 % des élèves de 6^e des collèges en Zus avaient des parents d'une classe sociale « défavorisée », 20,9 % d'une classe sociale « moyenne », 15,9 % d'une classe « favorisée ». En dehors des Zus, le taux des « défavorisés » en 2008-2009 était de 41,4 %, le taux des « moyens » de 26,5 %, le taux des « favorisés » de 32,1 %.

Composition sociale des classes de 6^e, y compris Segpa (section d'enseignement général et professionnel adapté)

Pour calculer l'indicateur, les professions et catégories socioprofessionnelles (nomenclature Insee des PCS) des responsables légaux sont regroupées. Ces regroupements reprennent le principe utilisé pour les indicateurs Ipes (indicateur pour le pilotage des établissements du second degré). Ils sont établis d'après les proximités de résultats scolaires des élèves observées dans les différentes études conduites sur la question des inégalités sociales de scolarisation.

L'indicateur répartit les élèves de 6^e en trois groupes sociaux :

La catégorie dite « défavorisée » comprend les ouvriers, qualifiés et non qualifiés, les ouvriers agricoles, les retraités employés ou ouvriers et les personnes sans activité professionnelle.

La catégorie dite « moyenne » comprend les agriculteurs exploitants, les artisans, les commerçants et assimilés, les employés administratifs et du commerce, les policiers et militaires, les personnels de

service direct aux particuliers (employés d'hôtellerie et de restauration, concierges...), les retraités agriculteurs -exploitants, les retraités artisans, commerçants ou chefs d'entreprise.

La catégorie dite « favorisée » comprend les professions libérales, les cadres de la fonction publique et des entreprises, les enseignants, les professions de l'information, des arts et du spectacle, les chefs d'entreprise de dix salariés ou plus, les « professions intermédiaires » de la santé et du travail social (infirmiers, éducateurs spécialisés...), de la fonction publique, du commerce ou des entreprises, les techniciens, les contremaîtres, les agents de maîtrise, les retraités cadres et de professions intermédiaires.

L'indicateur donne le pourcentage d'élèves présents en 6^e (y compris en Segpa) à la rentrée, dont le responsable légal appartient à une catégorie socioprofessionnelle dite « défavorisée », « favorisée » ou « moyenne ».

Orientation et réussite scolaires dans le secondaire public en zones urbaines sensibles

Les élèves des établissements en zones urbaines sensibles (Zus), lorsqu'ils ont choisi de suivre une classe de seconde générale et technologique, s'orientent davantage vers des filières générales que vers des filières technologiques. Celles-ci restent toutefois, et ce à l'inverse des filières générales, largement surreprésentées dans les établissements en Zus. En quatre ans, la part des redoublements en 2^{de} générale ou professionnelle a sensiblement diminué. Parallèlement, dans un contexte d'augmentation générale des taux de réussite au diplôme national du brevet depuis quatre ans, les écarts de taux de réussite en défaveur des établissements en Zus se réduisent. Les collégiens inscrits en Zus ont cependant toujours, en juin 2009, des taux de réussite au brevet inférieurs de plus de 10 points à ceux des autres établissements (73,4 % contre 84,5 % dans les collèges hors Zus). Les lycéens en Zus ont également des taux de réussite au baccalauréat en nette progression par rapport à l'année scolaire 2004-2005, mais, là encore, systématiquement inférieurs à ceux des autres lycéens.

L'orientation en début de lycée

L'orientation à la fin de la 2^{de} dans les filières générales, technologiques ou professionnelles (**graphiques 1 et 2**) augure souvent de l'orientation universitaire et/ou professionnelle que l'élève choisira par la suite. L'orientation des élèves issus de 3^e et passés en 2^{de} générale marque des différences notables selon qu'ils sortent d'un collège en Zus ou en dehors des Zus : la part des élèves orientés en 1^{re} S ou 1^{re} ES (filières souvent jugées comme étant les plus prestigieuses) est ainsi beaucoup plus faible pour les élèves en 2^{de} générale issus d'un collège en Zus que pour ceux issus d'un collège hors Zus. Par exemple, 23,5 % des élèves issus d'une 3^e dans un collège en Zus et

scolarisés en 2^{de} générale s'orienteront vers une 1^{re} S contre 32,2 % pour les élèves issus d'une 3^e dans un collège en dehors des Zus.

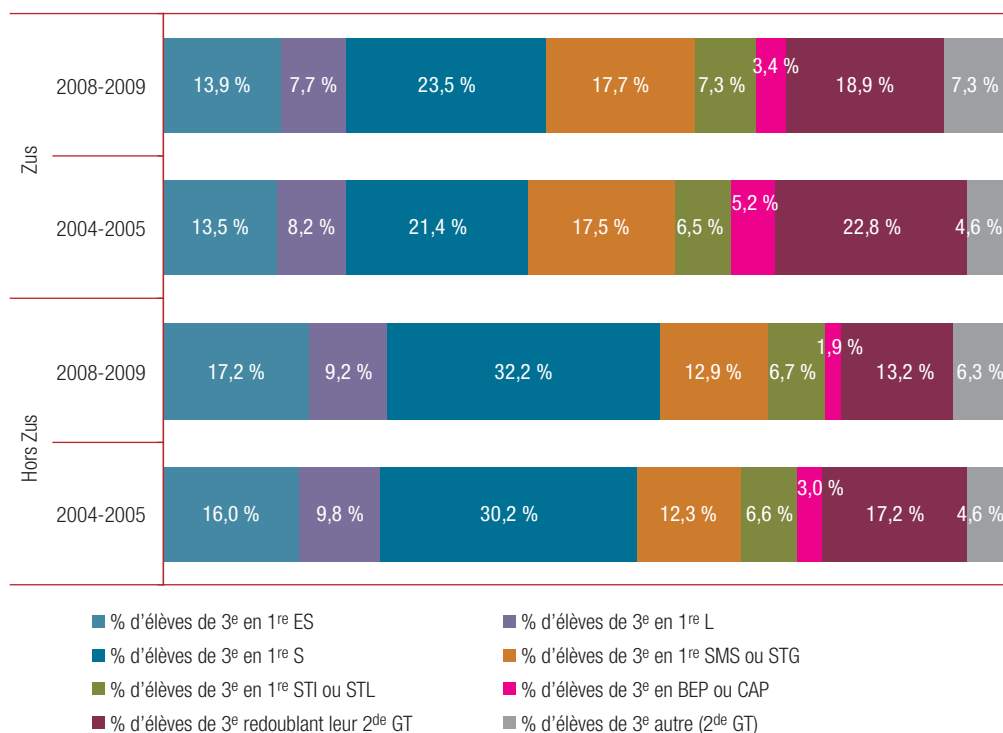
La part des élèves s'orientant dans une filière technologique, en particulier en 1^{re} SMS ou STG, est, à l'inverse, sensiblement plus importante pour les élèves issus de collèges en Zus et scolarisés en 2^{de} générale : 17,7 % des élèves issus de 3^e en Zus et s'étant orientés en 2^{de} générale suivront ainsi une filière de 1^{re} SMS ou STG contre 12,9 % des élèves issus de 3^e hors Zus. Notons également la part plus importante des redoublements en 2^{de} pour les élèves issus d'une 3^e en Zus (18,9 % contre 13,2 % pour les élèves issus d'une 3^e en dehors des Zus).

En fin de 2^{de} générale, 45,1 % des élèves scolarisés en 3^e en Zus s'orientent vers une filière générale contre 43,1 % quatre ans auparavant.

En quatre ans, ces orientations évoluent plutôt dans le même sens, que l'élève soit issu ou non d'un collège en Zus. La filière générale, en particulier l'orientation en 1^{re} S ou ES, a davantage été choisie dans son ensemble par les élèves en fin de 2^{de} pour l'année scolaire 2008-2009 que pour celle de 2004-2005. 45,1 % des élèves issus d'une 3^e en Zus se sont ainsi orientés vers une filière S, ES ou L en 2008-2009 contre

43,1 % en 2004-2005. Si la part des élèves choisissant des filières technologiques reste plutôt stable sur ces quatre dernières années, la part des élèves redoublant leur 2^{de} générale a, à l'inverse, sensiblement diminué au profit des autres situations (comprenant notamment la sortie du système scolaire et l'entrée dans la vie active).

Graphique 1
Orientation des élèves en fin de 2^{de} générale, selon la localisation du collège où ils étaient scolarisés en 3^e



Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.

Champ : établissements publics, en France métropolitaine et dans les Dom.

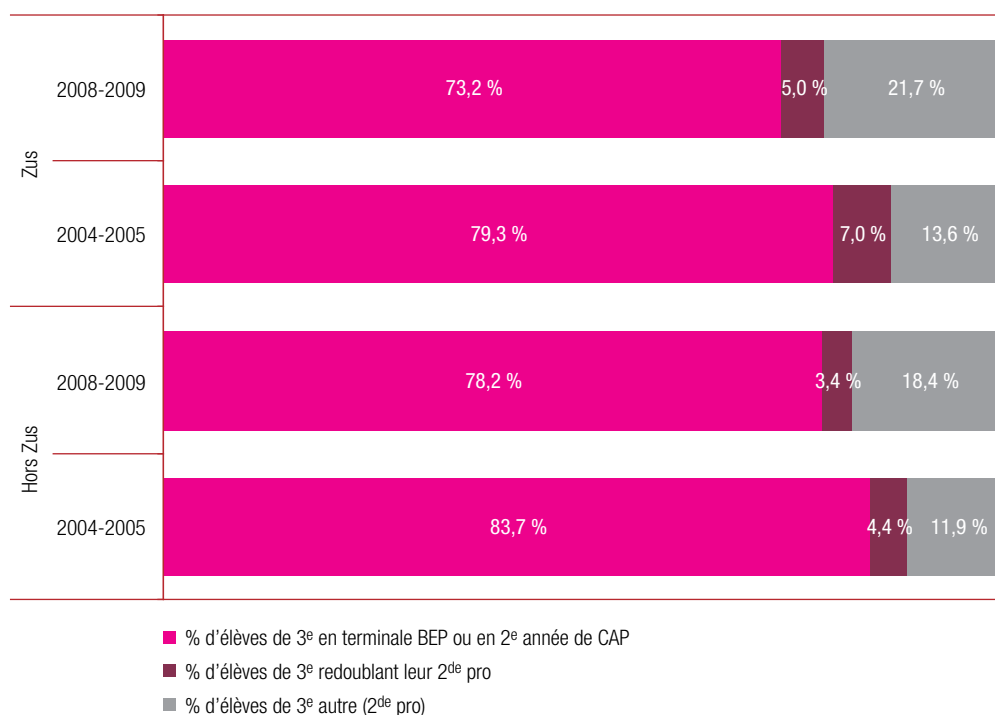
Traitements : Onzus.

Lecture : en 2008-2009, 13,9 % des élèves en fin de 2^{de} générale et technologique passés par une 3^e dans un collège en Zus s'orientent vers une 1^{re} ES, 7,7 % vers une 1^{re} L, 23,5 % vers une 1^{re} S, 17,7 % vers une 1^{re} SMS ou STG, 7,3 % vers une 1^{re} STI ou STL, 3,4 % vers un BEP ou CAP, 18,9 % redoublent leur 2^{de} générale, 7,3 % sont dans une autre situation.

Une large majorité des élèves s'oriente en fin de 2^{de} professionnelle vers une filière professionnelle (BEP ou CAP), mais de manière un peu moins nette pour les élèves issus d'une 3^e en Zus (73,2 % contre 78,2 % pour les élèves issus d'une 3^e à l'extérieur des Zus) (**graphique 2**). Les taux « d'autres cas » en fin de 2^{de} professionnelle (notamment les sorties du système scolaire) sont *a contrario* plus importants pour les élèves issus d'un collège en Zus (21,7 %) que pour ceux issus d'un collège extérieur aux

Zus (18,4 %). En l'espace de quatre ans ce taux d'« autres cas » a d'ailleurs sensiblement progressé, à la fois pour les élèves issus d'un collège en Zus et pour ceux issus d'un collège hors Zus. Effet de symétrie de cette progression, les redoublements (- 2 points de pourcentage en quatre ans entre les années 2008-2009 et 2004-2005 pour les élèves issus d'un collège en Zus) et l'orientation en filière scolaire professionnelle (- 6,1 points) sont en sensible diminution, avec une réduction des écarts.

Graphique 2
Orientation des élèves en fin de 2^{de} professionnelle selon la localisation du collège où ils étaient scolarisés en 3^e



Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.

Champ : établissements publics, en France métropolitaine et dans les Dom.

Traitements : Onzus.

Lecture : en 2008-2009, 73,2 % des élèves en fin de 2^{de} professionnelle passés par une 3^e dans un collège en Zus s'orientent vers une terminale BEP ou en 2^e année de CAP, 5,0 % redoublent leur 2^{de} professionnelle, 21,7 % sont dans une autre situation.

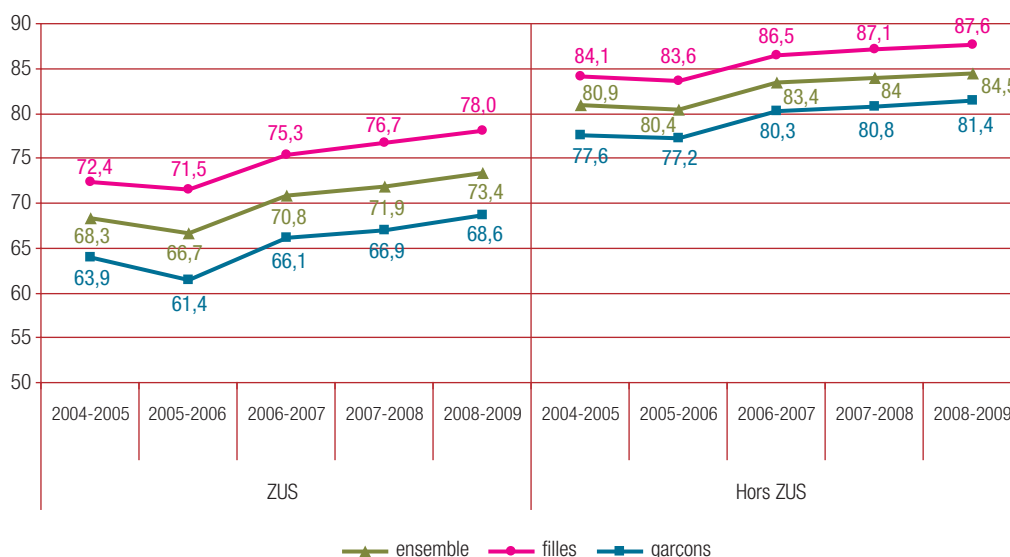
Une hausse continue des taux de réussite au brevet, y compris dans les collèges en Zus

En quatre ans, le taux de réussite au diplôme national du brevet a progressé en moyenne de 5,1 points en Zus contre 3,6 points en dehors des Zus (**graphique 3**). Mis à part pour l'année scolaire 2005-2006, la hausse des taux de réussite au brevet a été constante jusqu'en 2008-2009, quelle que soit la localisation des établissements. Toutefois, même si le retard des Zus a dans la durée légèrement tendance à se réduire, les taux de réussite au brevet restent en moyenne en 2008-2009 largement en faveur des établissements en dehors des Zus

(73,4 % de réussite dans les établissements en Zus contre 84,5 % en dehors des Zus). Comme souvent, les résultats scolaires sont en moyenne très significativement meilleurs chez les filles que chez les garçons, quelle que soit la localisation des établissements : en 2008-2009 le taux de réussite au brevet dans les établissements en Zus était de 78,0 % chez les filles contre 68,6 % chez les garçons soit 9,4 points de différence (8,5 points d'écart en 2004-2005).

En Zus, taux d'admis au diplôme national du brevet globalement inférieur de 11,4 points à celui des autres quartiers.

Graphique 3
Taux de réussite au diplôme national du brevet dans les collèges, en Zus et hors Zus



Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.

Champ : collèges publics, en France métropolitaine et dans les Dom.

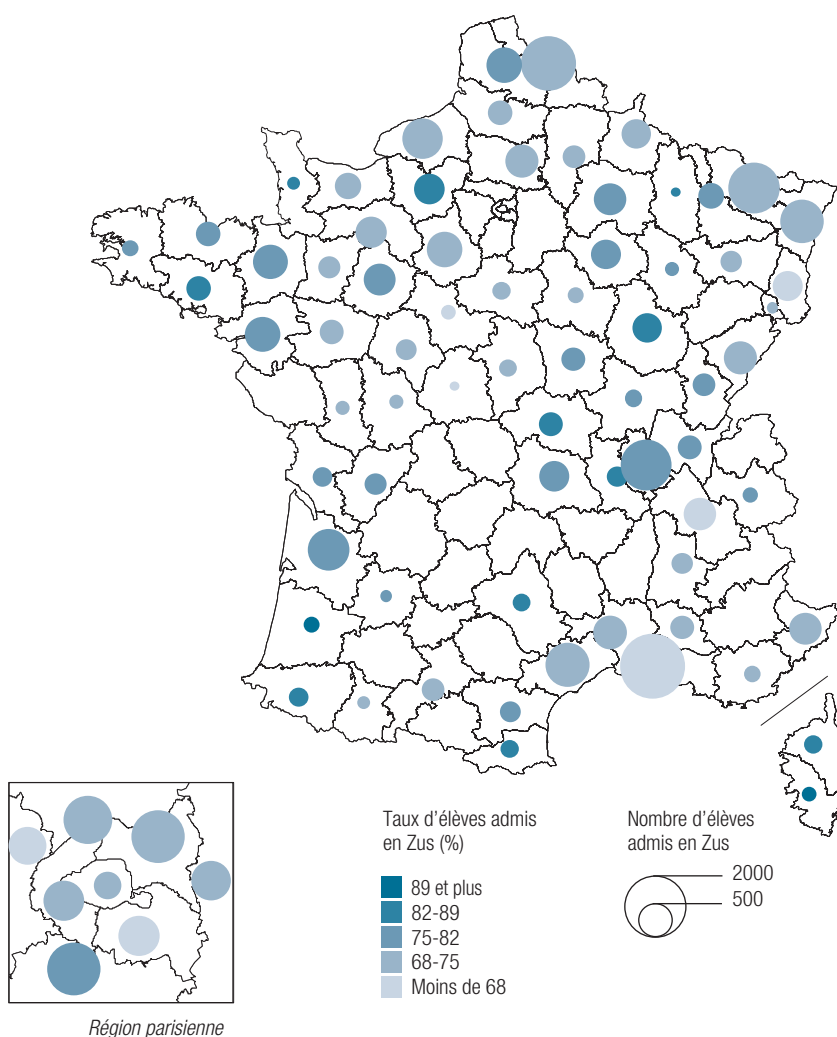
Traitements : Onzus.

Lecture : en 2008-2009, le taux de réussite au diplôme national du brevet dans les collèges en Zus, était de 73,4 %, avec un taux de réussite de 78,0 % pour les filles et de 68,6. % pour les garçons.

La **carte 1** montre que la réussite au diplôme national du brevet dans les collèges en Zus n'est pas uniforme entre les départements. La Corse, la Côte-d'Or, l'Eure, la Loire, l'Allier, le Morbihan, les Landes, les Pyrénées-Atlantiques, l'Aveyron... ont les taux de réussite au brevet les plus élevés. Il s'agit le plus souvent de départements à dominante rurale où les effectifs d'élèves issus des Zus dans les collèges concernés sont

plus réduits. À l'inverse, les départements abritants de grandes agglomérations, comme ceux d'Île-de-France, les Bouches-du-Rhône ou le Nord ont tendance à avoir des taux inférieurs. Certaines zones géographiques ont par ailleurs des résultats inférieurs à la moyenne comme la région Centre, les Pays-de-la-Loire, l'Alsace, le pourtour méditerranéen.

Carte 1
Taux de réussite au brevet pour l'année scolaire 2008-2009 dans les collèges en Zus



Élèves admis au diplôme national du brevet en Zus, année scolaire 2008-2009.

Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.

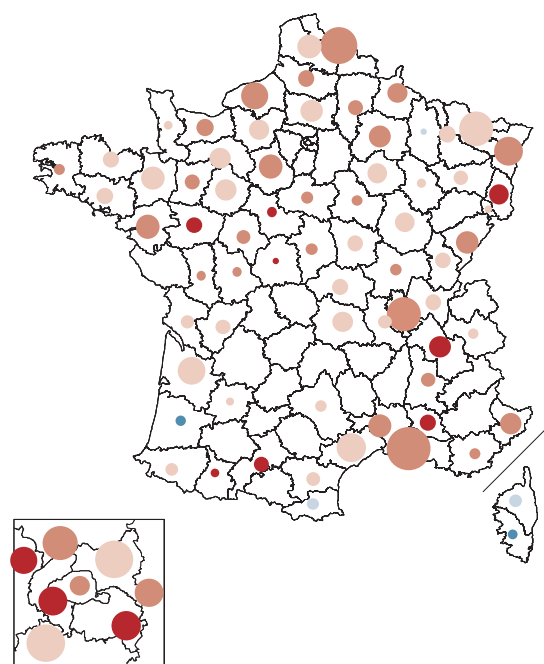
Traitements et cartographie : Onzus.

Les **cartes 2 et 3** présentent ces taux d'admissions au brevet par département, d'une part, au regard de ceux enregistrés dans les collèges en dehors des Zus et, d'autre part, par rapport à l'année scolaire 2004-2005. Les taux d'admission au diplôme national du brevet dans les collèges en Zus par département sont, à de rares exceptions près, en retard par rapport aux collèges en dehors des Zus. Seules la Corse, les Landes, les Hautes-Pyrénées et la Marne ont des résultats dans les collèges en Zus supérieurs en 2008-2009 à ceux des collèges hors Zus. Les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne, l'Isère, le Haut-Rhin, la Haute-Garonne, le Vaucluse, le Maine-et-Loire enregistrent, en termes de volumes et de taux, les retards les plus conséquents des collèges en Zus par rapport à ceux extérieurs à ces quar-

tiers. Pourtant, les taux ont dans leur ensemble progressé en quatre ans, en particulier dans les collèges en Zus. C'est notamment le cas dans les établissements des départements abritant ou situés dans les plus grandes agglomérations tels que Paris, la Seine-Saint-Denis, les Bouches-du-Rhône ou encore le Rhône. Exception remarquable, le Nord avec l'agglomération lilloise où les taux d'admission ont stagné voire régressé. L'Alsace, le Doubs ainsi que la Gironde enregistrent également des taux d'admission au brevet qui n'ont pas progressé en quatre ans dans les collèges en Zus. Les taux de réussite dans les collèges Zus en Isère, dans la Drôme, dans l'Orne, en Mayenne, dans les Pyrénées-Orientales ou encore dans l'Indre ont même régressé nettement en quatre ans.

Carte 2
Part d'élèves admis au brevet national des collèges en Zus en 2008-2009: rapport sur celle des élèves admis hors Zus

Rapport des taux d'élèves admis au diplôme national du brevet en Zus et hors Zus
Année scolaire 2008-2009



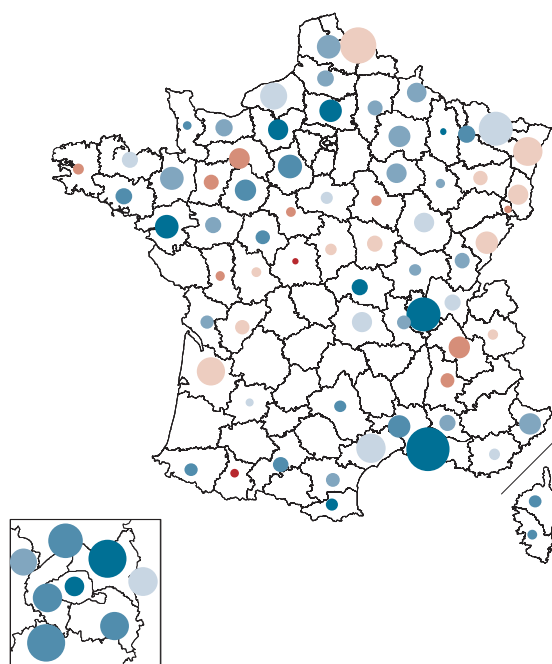
Rapport du taux d'élèves admis 2008-2009 en Zus au taux d'élèves admis 2008-2009 hors Zus



Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.
Traitements et cartographie : Onzus.

Carte 3
Part d'élèves admis au brevet national des collèges en Zus en 2008-2009: évolution par rapport à l'année 2004-2005

Évolution du taux d'élèves admis au diplôme national du brevet en Zus
Années scolaires 2004-2005 et 2008-2009



Rapport du taux d'élèves admis 2008-2009 en Zus au taux d'élèves admis 2004-2005 en Zus



Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.
Traitements et cartographie : Onzus.

Des taux de réussite au baccalauréat qui suivent, en Zus, la progression enregistrée au niveau national depuis quatre ans

Quelle que soit la filière, les taux bruts¹ de réussite au bac ont, dans leur ensemble, progressé, y compris dans les lycées en Zus.

Dans les filières générales (**graphique 4**), les taux de réussite en juin 2009 étaient de 86,9 % pour la filière S dans les établissements situés en Zus (+ 5,8 points de pourcentage en quatre ans), 85,4 % pour la filière L (+ 6,0 points), 84,0 % pour la filière ES (+ 4,5 points). Les progressions enregistrées en quatre ans sur la

filière générale sont comparables entre lycées en Zus et en dehors.

Les taux de réussite en Zus dans la filière générale sont donc, en juin 2009, toujours sensiblement en retrait par rapport à ceux des autres lycées : les résultats des lycées en Zus sont ainsi de 1,8 à 4,6 points inférieurs à ceux des lycées hors Zus.

Graphique 4
Taux de réussite aux filières générales du bac en Zus et France entière
(sessions de juin 2005 et 2009)



Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.

Champ : lycées publics, en France métropolitaine et dans les Dom.

Traitements : Onzus.

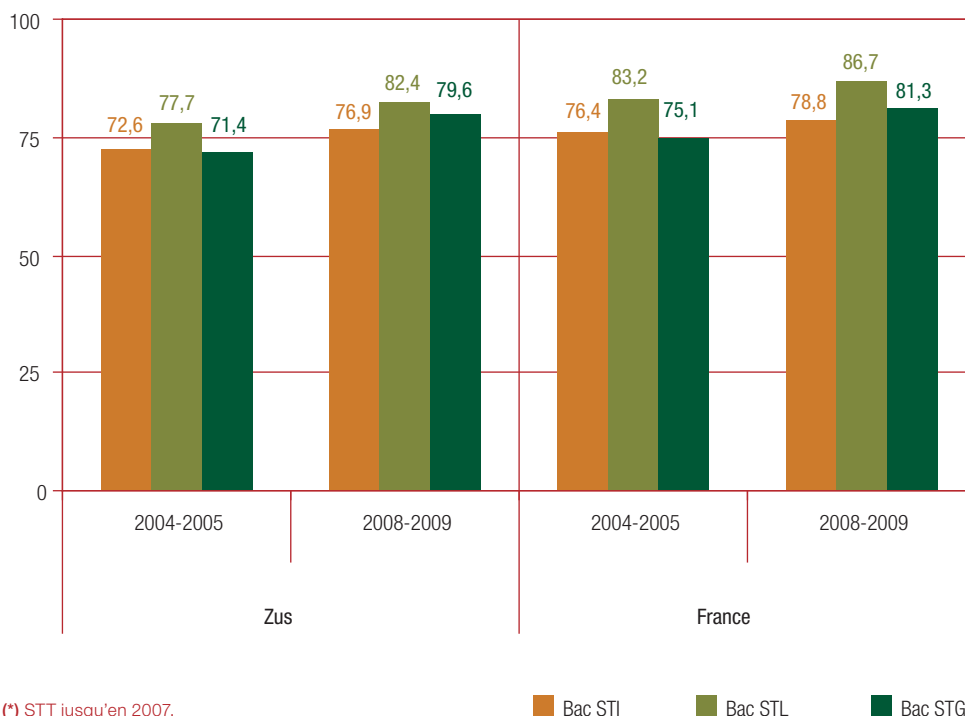
Lecture : en 2008-2009, les taux de réussite étaient dans les lycées en Zus pour la filière S de 86,9 % (89,6 % France entière), pour la filière L de 85,4 % (87,2 % France entière) et pour la série ES de 84 % (88,6 % France entière).

1. C'est-à-dire non corrigés de l'impact sur les taux de réussite de l'âge, de l'origine sociale et du niveau à l'entrée en 2^{de} des élèves.

Dans la filière technologique (**graphique 5**), la hausse des taux de réussite est également générale pour l'année scolaire 2008-2009 par rapport à l'année 2004-2005. Les taux de réussite étaient ainsi en 2008-2009 de 82,4 % pour le bac STL (+ 4,7 points par rapport à 2004-2005), de 79,6 % pour le bac STG (+ 8,2 points par rapport au bac STT de 2004-2005) et de 76,9 % pour le bac STI (+ 4,3 points par rapport à 2004-2005). Les hausses constatées en quatre ans des taux de réussite dans les établissements en Zus sont dans leur ensemble sensiblement supérieures à celles enregistrées

dans les lycées en dehors des Zus. De fait, le retard des établissements en Zus en termes de taux de réussite par rapport aux autres établissements a tendance à se réduire : 1,9 point d'écart lors de la session de juin 2009 pour ce qui est de la filière STI contre 3,8 pour celle de juin 2005, 4,3 points en 2009 pour la filière STL contre 5,5 points en 2005 et 1,7 point en 2009 pour la filière STG contre 3,7 en 2005 (à l'époque filière STT). Les taux de réussite dans les établissements en Zus restent toutefois systématiquement inférieurs à ceux des autres établissements.

Graphique 5
Taux de réussite aux filières technologiques du bac en Zus et France entière (sessions de juin 2005 et 2009)



(*) STT jusqu'en 2007.

Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.

Champ : lycées publics, en France métropolitaine et dans les Dom.

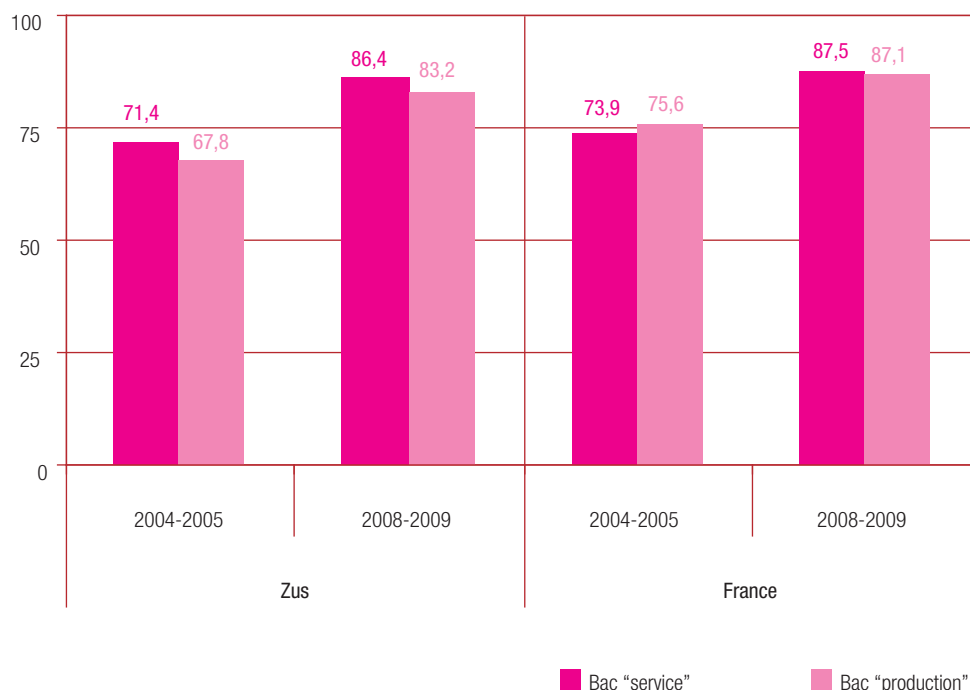
Traitements : Onzus.

Lecture : en 2008-2009, les taux de réussite étaient dans les lycées en Zus pour la filière STI de 76,9 % (78,8 % France entière), pour la filière STL de 82,4 % (86,7 % France entière) et pour la série STG de 79,6 % (81,3 % France entière).

Enfin, la filière professionnelle (**graphique 6**) enregistre des taux de réussite en très forte augmentation par rapport à ceux obtenus quatre ans auparavant. En juin 2009, dans les établissements en Zus, ces taux atteignent 86,4 % de réussite pour les bacs *service* et 83,2 % pour les bacs *production* soit, dans les deux cas, une hausse de 15 points par rapport à la session de juin 2005. En réalité, cette forte hausse des taux de réussite s'est principalement produite au cours de la session de juin 2009. En effet, pour la première fois lors de cette session, des épreuves de rattrapage ont

été mises en place pour les bacs professionnels : l'effet de ces rattrapages se manifeste par une hausse de près de 10 points par rapport aux taux de réussite enregistrés en juin 2008. Si les taux de réussite des établissements en Zus aux bacs *services* sont presque comparables à ceux des établissements en dehors des Zus (moins d'un point d'écart), ceux des bacs *production* sont en revanche toujours sensiblement inférieurs, même si l'écart tend à se réduire (7,8 points d'écart en juin 2005 en faveur des établissements en dehors des Zus, 3,9 points en juin 2009).

Graphique 6
Taux de réussite aux filières professionnelles du bac en Zus et France entière (sessions de juin 2005 et 2009)



Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.

Champ : lycées publics, en France métropolitaine et dans les Dom.

Traitements : Onzus.

Lecture : en 2008-2009, les taux de réussite étaient dans les lycées professionnels en Zus pour les baccalauréats « service » de 86,4 % (87,5 % France entière), pour les baccalauréats « production » de 83,2 % (87,1 % France entière).

Est aussi calculé un taux appelé « taux attendu », qui tient compte de la catégorie sociale, de l'âge, du sexe, et du niveau de l'élève à l'entrée au lycée. Sont également prises en compte les caractéristiques sociodémographiques du lycée où est scolarisé l'élève, car la réussite scolaire est très sensible au contexte du lieu de scolarisation (pourcentage d'élèves en retard scolaire, pourcentage d'élèves selon chaque catégorie sociale, pourcentage de filles). C'est sur ce principe qu'est calculé, pour cha-

que lycée, un taux de réussite attendu pour approcher l'action propre du lycée, ce qu'il a en quelque sorte « ajouté » au niveau initial des élèves qu'il a accueillis en fonction du contexte sociodémographique qui était le sien. Ce taux attendu n'est pas un objectif, mais une simulation de ce que serait le taux de réussite de chaque lycée si ces élèves connaissaient le même succès au baccalauréat que l'ensemble des candidats ayant les mêmes caractéristiques propres (âge, catégorie sociale, sexe, niveau

scolaire à l'entrée de 2^{de}) dans des établissements ayant les mêmes caractéristiques (taux d'élèves en retard, taux d'élèves selon chaque catégorie professionnelle, taux de filles).

Si l'écart entre le taux brut et le taux attendu (taux brut-taux attendu), appelé « apport » ou « valeur ajoutée » (**tableau 1**), est positif, on a tout lieu de penser que le lycée a apporté aux élèves qu'il a accueillis plus que ce que ceux-ci auraient reçu s'ils avaient fréquenté un établis-

sement situé dans la moyenne, ce qui est l'indice d'une bonne efficacité relative. Si l'écart est négatif, la présomption inverse prévaut.

Cette approche relative permet une comparaison avec l'efficacité moyenne. Elle n'implique évidemment pas que les lycées ayant un apport ou une valeur ajoutée négative voient baisser le niveau de leurs élèves au cours de leur scolarité.

Tableau 1
Distribution des valeurs ajoutées par série des lycées situés en Zus
(session de juin 2008), en points

	Premier quartile	Médiane	Dernier quartile
Bac L	- 7,0	0,0	6,0
Bac S	- 4,0	0,0	3,0
Bac ES	- 8,0	- 2,0	3,0
Bac STI	- 10,0	- 3,0	5,0
Bac STL	- 11,0	- 4,0	0,0
Bac STG	- 5,0	- 1,0	4,0
Bac service	- 9,0	- 4,0	2,0
Bac production	- 8,5	- 3,0	2,0

Source : ministère de l'Éducation nationale, DEPP.

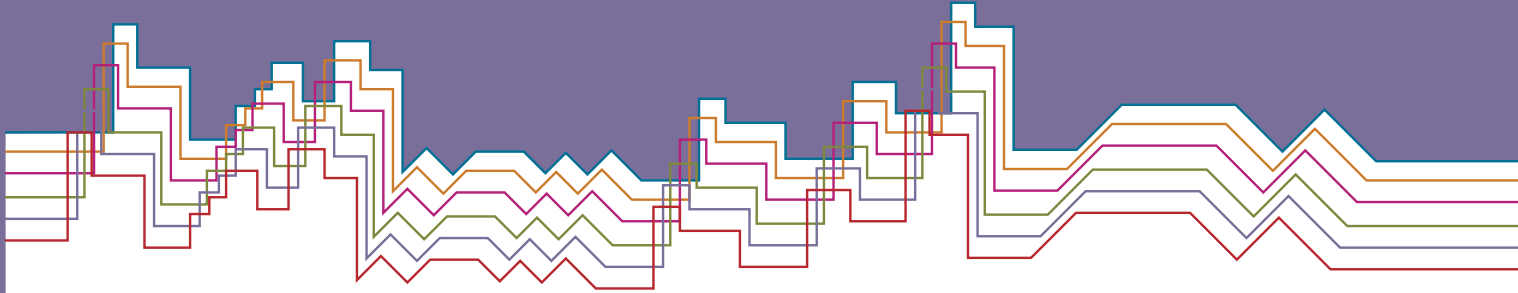
Champ : lycées publics en Zus, en France métropolitaine et dans les Dom.

Traitements : Onzus.

Lecture : parmi les lycées publics situés en Zus ayant une section L, un sur quatre a une valeur ajoutée de 6 points ou plus, un sur quatre a une valeur ajoutée comprise entre 5 et 0, un sur quatre a une valeur ajoutée comprise entre - 7 et 0 et un sur quatre a une valeur ajoutée inférieure à 7.

Dans l'ensemble, exceptées, dans une certaine mesure, les filières générales, les taux de réussite bruts en Zus sont dans plus de la moitié des cas inférieurs à ceux attendus compte tenu du public scolaire accueilli. Les filières générales L, S et dans une moindre mesure ES enregistrent, une fois gommées les différences sociales des élèves et de leur environnement scolaire, des résultats bruts assez proches de ce que l'on est en droit d'attendre pour ces établissements. Concernant les filières S et L, 50 % des établissements en Zus ont ainsi au moins un taux de réussite moyen au bac conforme (valeur ajoutée nulle) à celui attendu en tenant compte des caractéristiques des élèves. Concernant les filières technologiques, si la filière STG enre-

gistre des taux de réussite bruts assez proches de ceux attendus (valeur ajoutée pour 50 % des établissements supérieure ou égale à - 1), les filières STI et STL ont au contraire des résultats bien inférieurs à ceux attendus : 50 % des établissements en Zus ont des taux de réussite sur ces filières d'au moins 3 points inférieurs à ceux attendus. Enfin, concernant la filière professionnelle, malgré la très nette progression des taux bruts enregistrés suite à l'instauration d'épreuves de rattrapage, les taux de réussite bruts obtenus sont nettement inférieurs à ceux attendus en contrôlant le profil scolaire et social des élèves (pour 50 %, inférieurs au moins de 3 à 4 points).



L'emploi

Les entreprises

Les revenus des habitants

La santé

Les établissements

et la réussite scolaires

**La sécurité et la tranquillité
publiques**

La sécurité et la tranquillité publiques

- Les faits constatés en zones urbaines sensibles en 2009
- Insécurité et sentiment d'insécurité dans les Zus

Liste des indicateurs associés au domaine « sécurité et tranquillité publiques » définis dans l'annexe de la loi du 1^{er} août 2003

Indicateurs de résultats :

- le nombre de certains crimes et délits commis dans les zones urbaines sensibles (Zus) (coups et blessures volontaires, vols violents, dégradations de véhicules, cambriolages, dégradations de biens publics, etc.) ;
- les taux d'élucidation des faits précédents ;
- le nombre d'outrages et de violences à dépositaires de l'autorité publique ;
- le nombre d'incidents scolaires signalés dans les collèges ;
- le sentiment d'insécurité ressenti par les habitants au travers d'enquêtes auprès des ménages.

Indicateurs de moyens :

- nombre d'agents d'unités spécialisées (brigade des mineurs et brigade de prévention de la délinquance juvénile) affectés aux circonscriptions comprenant une Zus ;
- nombre de dispositifs d'accès aux droits et à la justice (maisons de la justice et du droit, points d'accès au droit) ;
- nombre de conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance ;
- nombre d'éducateurs de la prévention spécialisée ;
- nombre d'agents de médiation sociale.



Les faits constatés en zones urbaines sensibles en 2009

En 2009, le taux de délinquance globale en Zus reste inférieur à celui de leurs circonscriptions de sécurité publique (CSP). Mais si le taux d'atteintes aux biens y est inférieur de 8 %, par contre celui des atteintes aux personnes y est supérieur de 11 %. En un an, la délinquance a augmenté dans ces quartiers de 3,2 % alors qu'elle diminue de plus de 2 % dans leurs CSP. En Zus, les atteintes aux biens augmentent ainsi de 2,8 % et les atteintes aux personnes de plus de 7 %. Cependant, entre 2005 et 2009, le taux de délinquance a diminué de 11 % dans les Zus : en quatre ans, les atteintes aux biens ont baissé de près de 15 % alors que les atteintes aux personnes ont progressé de 7,1 %.

La statistique des crimes et délits enregistrés

Comme pour les années précédentes, il a été demandé à chaque service de police et de gendarmerie dont les périmètres d'intervention intègrent des Zus de décompter les faits de délinquance commis dans ces quartiers.

Pour des raisons liées à la lourdeur de cette collecte mais aussi de pertinence des constats qui pourraient en être tirés à l'échelle d'un quartier, 34 index (sur les 107 rubriques de la nomenclature des crimes et délits que compte l'« état 4 001 ») ont fait l'objet d'un décompte sur chacun des quartiers en Zus.

Cependant, cette année, nous présentons une rétrospective de l'évolution de la délinquance en Zus depuis 2005. Or, en 2005 et 2006, nous ne disposons que de 28 index sur les 107 index de l'état 4 001. Aussi, pour obtenir une série de données homogènes sur la période allant de 2005 à 2009, les données présentées dans ce chapitre ne portent que sur 28 des 34 index aujourd'hui disponibles.

Comme les années précédentes, en 2010, la Direction de la gendarmerie nationale a transmis à l'Observatoire les infractions relevées sur l'ensemble de l'année 2009 sur les zones de gendarmerie. Cependant, ces données ne portent que sur l'ensemble des communes ayant au moins une Zus et dont les pouvoirs de police

dépendent de la gendarmerie nationale, sans que l'on puisse isoler les faits constatés dans les quartiers.

Ainsi, les premiers résultats présentés sur l'année 2009 portent sur 670 Zus de France métropolitaine (hors Paris) et des Dom dépendant de 263 circonscriptions de la police nationale qui regroupent plus de 23 millions d'habitants.

Dans ces quartiers, qui représentent près de 90 % des Zus de France métropolitaine et des Dom, résident près de 4,3 millions d'habitants, soit 94 % de la population totale des Zus¹.

Nous abordons également la situation de la délinquance en 2009 et son évolution sur un an, dans les Zus parisiennes et dans la capitale, à partir des données transmises par la préfecture de police de Paris. Ces résultats sont, comme dans les précédents rapports, présentés à part : la préfecture de police utilise pour la collecte de l'information sur ces quartiers une nomenclature regroupée des crimes et délits. De plus, elle introduit une variante dans la sélection des catégories d'infractions qui ne permet pas une comparaison directe avec les résultats concernant les autres Zus.

1. Données de population du recensement général de 1999. Ce sont également les données de population de 1999 qui servent ici de base de calcul des taux de faits constatés pour 1 000 habitants.

Enfin, les données des 28 index de l'« état 4001 » fournies sur 66 communes ayant une Zus dépendant des brigades de gendarmerie

nationale sont également commentées sur la période 2005 à 2009.

L'outil statistique des faits constatés par les services de police et les unités de gendarmerie : l'état 4001

En France, les statistiques de la délinquance enregistrées par les services de police et les unités de la gendarmerie sont centralisées et publiées depuis 1972 par le ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités locales. Ces statistiques incluent l'ensemble des crimes et délits (incriminations du code pénal) portés pour la première fois à la connaissance des services de police et des unités de gendarmerie et consignés dans une procédure transmise à l'autorité judiciaire. Cette compilation, composée d'une nomenclature de 107 index et de 12 colonnes, se nomme « état 4001 ».

L'état 4001 exclut toutes les infractions faisant l'objet d'une procédure réalisée par une autre administration que la police nationale ou la gendarmerie nationale. Parmi ces infractions on trouve les infractions douanières, fiscales, celles relatives au droit du travail ou encore au droit de la concurrence. De même, l'état 4001 ne recense pas les infractions faisant l'objet d'une plainte adressée directement aux services judiciaires et qui ne sont pas portées à la connaissance des services de police ou de gendarmerie. Enfin, l'état 4001 n'inclut pas les contraventions et les délits routiers.

Une des premières difficultés de l'état 4001 est que la comptabilisation statistique des crimes et délits s'effectue à partir d'unités de compte (victime, victime entendue, plaignant, infraction, procédure, auteur, véhicule...) spécifiques à chacun des index. Les unités de compte sont donc différentes selon les infractions. Aussi, l'analyse par infraction, ou regroupement d'infraction (atteintes aux biens, atteintes aux personnes) apparaît plus lisible que le nombre total de faits constatés.

De même, un certain nombre de faits ne sont tout simplement pas portés à la connaissance de la police ou de la gendarmerie : les données de l'état 4001 reposent, pour partie, sur les déclarations de personnes victimes d'une infraction et qui ont déposé une plainte à cet effet. Or, le comportement déclaratif des victimes peut varier en fonction de nombreux facteurs.

Aussi, l'enquête de victimation « cadre de vie et sécurité », mise en place par l'Insee et l'OND depuis 2005, permet de compléter la partie « cachée » de la délinquance qui n'apparaît pas dans l'état 4001.

Cette enquête fait l'objet d'une présentation dans ce chapitre du présent rapport.

La constatation de certaines infractions, dites pro-actives, dépend exclusivement de l'action des services de police (telles les infractions liées aux trafics ou à l'usage de stupéfiants).

L'état 4001 recense donc des infractions différentes qui peuvent être regroupées sous forme d'agrégats. Ce recensement reste cependant très comparable dans le temps puisqu'il résulte d'une comptabilisation réalisée, pour chaque crime et délit, à partir d'une unité de compte bien spécifique.

Un autre facteur, lié au recueil géographique des plaintes, est également à prendre en compte. L'état 4001 utilise comme référence géographique le lieu d'enregistrement de la plainte et non le lieu de commission de l'infraction. De plus, l'enregistrement des faits constatés dans l'état 4001 ne s'effectue pas forcément en temps réel. Il peut ainsi y avoir un décalage entre la date de commission de l'infraction, celle du dépôt de plainte et l'incorporation de la plainte, comme fait constaté, dans la nomenclature de l'état 4001.

Par ailleurs, l'architecture de l'état 4001 ne change pas. Elle reste limitée aux 107 index qui composent cet état. Lorsqu'une nouvelle infraction est créée, elle intègre un index déjà existant. L'incidence n'est pas complètement neutre en termes de comparaison sans que l'on puisse cependant parler de rupture dans l'appareil statistique.

De même, les actions menées sur le terrain par les forces de police peuvent avoir une incidence sur le niveau de la délinquance : la mise en place du plan Vigipirate peut faire baisser la délinquance de voie publique (dissuasion) mais les délits constatés par les services de police risquent aussi d'augmenter du fait de la multiplication des contrôles préventifs. L'évolution de la société et des mœurs a également des répercussions sur la statistique. Par exemple, une augmentation du nombre de viols ou de violences intrafamiliales nécessite de s'interroger sur la nature de cette hausse : est-elle due au fait que les victimes sont plus nombreuses ou s'explique-t-elle par l'amélioration de l'accueil fait aux victimes qui les incite à déposer plainte plus facilement ?

Le taux de délinquance est en Zus inférieur de 5 % à celui de leur circonscription.

En 2009, le taux d'infractions demeure inférieur dans les Zus à celui de leur environnement proche², mais il est en augmentation par rapport à 2008.

Pour l'ensemble des 28 catégories d'infractions sélectionnées, le total des faits constatés dans les 670 Zus des circonscriptions de police non parisiennes étudiées ici s'élève, en 2009, à 52,9 faits en moyenne pour 1 000 habitants, soit un taux inférieur de 5 % à celui de leurs circonscriptions (**tableau 1**).

Si le taux d'**atteintes aux biens** est inférieur de 8 % en Zus à celui enregistré dans leurs circonscriptions, en revanche le taux d'**atteintes aux personnes** y est supérieur de 11 %.

De 2008 à 2009, le nombre de faits constatés sur l'ensemble des 670 Zus, dont les données ont été communiquées par la police nationale, augmente sensiblement (+ 3,2 %), alors qu'elle diminue dans les circonscriptions de police dont dépendent ces quartiers (- 2,4 %) (**tableau 1**).

La progression de la délinquance en Zus concerne la plupart des infractions : les **atteintes aux biens** augmentent de 2,8 % dans les Zus, alors qu'elles régressent de 3,2 % dans leurs circonscriptions. Mais la progression de la délinquance concerne surtout les **atteintes aux personnes**, en hausse de 7,4 % dans les Zus et de 3,1 % dans leurs circonscriptions d'appartenance.

Des atteintes aux biens moins fréquentes en Zus, mais en augmentation

Les **atteintes aux biens** sont les infractions les plus fréquentes en Zus comme dans leurs circonscriptions.

Elles y représentent près de 82 % des 28 infractions retenues et 85 % d'entre elles dans les circonscriptions d'appartenance de ces quartiers.

Tableau 1
Atteintes aux biens en 2009 dans les Zus et leurs circonscriptions et évolution 2008-2009

	Zus 2009		CSP 2009		Zus 2008	Évolution 2008-2009	
	Nombre de faits	Faits/ 1 000 hab.	Nombre de faits	Faits/ 1 000 hab.	Faits/ 1 000 hab.	Zus	CSP
Vols	126 092	29,37	812 420	34,96	28,28	3,9	- 2,4
Vols avec violence	14 563	3,39	73 662	3,17	2,98	13,8	4,8
Vols violents avec armes	1 178	0,27	6 054	0,26	0,26	7,4	4,6
Vols violents sans arme	13 385	3,12	67 608	2,91	2,72	14,5	4,8
Vols sans violence	111 529	25,98	738 758	31,79	25,30	2,7	- 3,0
Cambriolages	22 878	5,33	147 565	6,35	4,98	6,9	3,3
Vols liés aux véhicules à moteur	20 523	4,78	109 608	4,72	4,69	2,0	- 3,0
Vols à la roulotte	25 369	5,91	151 573	6,52	5,66	4,4	- 0,7
Vols d'accessoires sur véhicules	13 266	3,09	81 172	3,49	3,07	0,6	- 4,8
Vols simples	29 493	6,87	248 840	10,71	6,90	- 0,4	- 7,2
Destructions et dégradations	60 023	13,98	280 419	12,07	13,90	0,6	- 5,6
Incendies volontaires de biens privés ⁽¹⁾	12 874	3,00	33 938	1,46	2,56	17,2	11,4
Destructions et dégradations de biens publics	47 149	10,98	246 481	10,61	11,34	- 3,2	- 7,5
Total atteintes aux biens	186 115	43,35	1 092 839	47,03	42,18	2,8	- 3,2
Total 28 index	227 269	52,94	1 288 885	55,47	51,28	3,2	- 2,4

(1) Les incendies de véhicules motorisés appartenant à des particuliers figurent dans cet index. L'unité de compte des incendies est la procédure. En outre, il n'est pas tenu compte du mobile de l'infraction. Cet index vise aussi bien les violences urbaines que les escroqueries à l'assurance ou le souci de faire disparaître les traces et indices.

Source: ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, Direction générale de la police nationale ; Préfecture de police de Paris.

Champ: 670 Zus de métropole et des Dom (hors Paris) dépendantes de 263 circonscriptions.

Traitements: Onzus.

Note: les Zus sont des zones géographiques et les circonscriptions des territoires administratifs; une même circonscription peut recouvrir plusieurs communes et plusieurs Zus peuvent exister sur une même commune.

2. On appelle environnement proche la circonscription de sécurité publique d'appartenance de la Zus pour les Zus en zone police, et la zone d'action de la communauté de brigade pour les Zus en zone gendarmerie.

En 2009, dans les Zus, le taux d'**atteintes aux biens** est inférieur de 8 % à celui enregistré dans leurs circonscriptions, avec des niveaux respectifs de 43,4 et 47,0 faits pour 1 000 habitants. Dans les 670 zones urbaines sensibles non parisiennes couvertes par la police nationale, plus des deux tiers des **atteintes aux biens** sont constitués de vols, avec et sans violence, et moins du tiers des *destructions et dégradations* de biens publics et privés. Dans les circonscriptions dont dépendent les Zus, la proportion de vols est supérieure et atteint près des trois quarts des **atteintes aux biens**.

Ces différences de répartition entre les Zus et leurs circonscriptions se traduisent par une fréquence de vols sensiblement inférieure en Zus (29,3 pour 1 000 habitants) à celle de leur environnement proche (35 pour 1 000). La surdélinquance dans ces quartiers concerne uniquement, et de manière très peu sensible, les *vols violents avec armes*. Quant aux autres catégories de vols, comme les *vols sans violence*, c'est-à-dire ceux liés aux *véhicules à moteurs*, ou perpétrés contre des particuliers, ou encore les *cambriolages*, ils sont moins fréquents en Zus que dans l'environnement de ces quartiers. C'est ainsi particulièrement vrai pour les *vols simples*, avec un taux nettement inférieur en Zus (6,9 pour 1 000) que dans leurs circonscriptions d'appartenance (10,7 pour 1 000).

Les *destructions et dégradations* sont des infractions relativement plus répandues en Zus (14 pour 1 000) que dans leurs circonscriptions (12,8 pour 1 000). C'est le cas notamment des *incendies volontaires* de biens publics et privés dont le taux pour 1 000 habitants est deux fois

supérieur à celui enregistré dans les circonscriptions dont dépendent ces quartiers.

De 2008 à 2009, la quasi-totalité des faits qualifiés d'**atteintes aux biens** ont augmenté en Zus. On observe donc une inversion de la tendance suivie depuis 2005. Les *vols avec violence* (+ 13,8 %) et les *incendies volontaires* (+ 17 %) connaissent les plus fortes hausses, beaucoup plus marquées que dans leurs circonscriptions. En Zus, parmi les *vols sans violence*, les *cambriolages* (+ 6,9 %) et les *vols à la roulotte* (+ 4,4 %) progressent également. Dans les circonscriptions dont dépendent ces quartiers, la plupart des *vols sans violences* diminuent.

Dans ces circonscriptions, l'action des services de sécurité publique s'est traduite par une augmentation de certaines activités (mesurées à partir des états de la Main courante informatisée).

Il s'agit notamment des opérations anti-délinquance et anti-criminalité, qui ont progressé de 4,4 % au cours de l'année 2009 dans ces territoires, et des patrouilles non-motorisées qui augmentent de 8,6 % sur la même période.

L'engagement des unités de sécurité publique a permis une diminution des faits portant atteintes au droit de la propriété générateurs d'un plus fort sentiment d'insécurité.

Il s'agit principalement des infractions liées aux véhicules automobiles (vols de véhicule, vols à la roulotte et vols d'accessoires sur véhicule) dont le fléchissement global des trois index est de - 1,5 %, des vols à la tire, présentant une diminution de - 3,2 %, et des vols simples dont la baisse est de - 5,1 %.

Le taux d'atteintes aux personnes, supérieur en Zus, progresse

Les **atteintes aux personnes** enregistrent en Zus des taux supérieurs de 11 % à ceux de leurs circonscriptions, avec des taux respectifs de 13,0 et 11,6 pour 1 000 habitants (**tableau 2**).

Certains faits constituant des **atteintes aux personnes** sont également considérés comme des **atteintes aux biens**. C'est le cas des *violences physiques dites « crapuleuses »*, qui recouvrent en fait les *vols violents avec ou sans arme*.

Les **atteintes aux personnes** regroupent également les *menaces ou chantages* et les *violences physiques non crapuleuses*.

Cette dernière catégorie de violences, qui représentent plus de la moitié des **atteintes**

aux personnes, est plus répandue dans les Zus que dans leurs circonscriptions, plus particulièrement pour les *coups et blessures volontaires à caractère criminels ou correctionnels* et les *violences à dépositaires de l'autorité*.

La hausse des **atteintes aux personnes** (+ 7,4 %) entre 2008 et 2009 est plus marquée que celle des **atteintes aux biens** et concerne toutes les catégories de faits. Cette progression est également beaucoup plus marquée que celle des circonscriptions dont dépendent ces quartiers (**tableau 2**). Il y a également une inversion de la tendance observée depuis 2006.

Tableau 2
Atteintes aux personnes en 2009 dans les Zus et leurs circonscriptions et évolution 2008-2009

	Zus 2009		CSP 2009		Zus 2008	Évolution 2008-2009	
	Nombre de faits	Faits/ 1 000 hab.	Nombre de faits	Faits/ 1 000 hab.	Faits/ 1 000 hab.	Zus	CSP
Menaces ou chantages	10 022	2,33	50 215	2,16	2,22	5,3	1,5
Violences physiques crapuleuses	14 563	3,39	73 662	3,17	2,98	13,8	4,8
Vols violents avec arme	1 178	0,27	6 054	0,26	0,26	7,4	4,6
Vols violents sans arme	13 385	3,12	67 608	2,91	2,72	14,5	4,8
Violences physiques non crapuleuses	31 132	7,25	145 831	6,28	6,89	5,3	2,9
Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels ⁽¹⁾	24 171	5,63	111 104	4,78	5,34	5,5	3,6
Outrages à dépositaires de l'autorité	3 410	0,79	17 447	0,75	0,74	7,8	- 1,5
Violences à dépositaires de l'autorité	3 551	0,83	17 280	0,74	0,81	1,5	3,2
Total atteintes volontaires aux personnes	55 717	12,98	269 708	11,61	12,08	7,4	3,1
Total 28 index	227 269	52,94	1 288 885	55,47	51,28	3,2	- 2,4

(1) Cet index concerne tous les différents de voisinage : rixes, violences aux abords des établissements scolaires et dans les transports, violences au sein de la cellule familiale...

Source : ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, Direction générale de la police nationale ; Préfecture de police de Paris.

Champ : 670 Zus de métropole et des Dom (hors Paris) dépendantes de 263 circonscriptions.

Traitements : Onzus.

Une situation très contrastée selon les quartiers

Près de 80 % des 670 Zus ont des taux de délinquance inférieurs à ceux de leur circonscription.

Sur des territoires de la taille des Zus, la comparaison entre les valeurs extrêmes prises par un indicateur, tel que le nombre de faits constatés sur un an par les services de police, peut être dépourvue d'une grande signification, d'une part, en raison d'inévitables imperfections dans la procédure d'enregistrement, d'autre part, compte tenu du caractère aléatoire de la survenance des faits étudiés. On se limitera donc à des mesures

de dispersion robustes en regroupant les Zus en déciles (dix groupes d'effectifs égaux après classement selon le type de faits considérés). Ainsi, pour 10 % de Zus le taux de faits constatés pour 1 000 habitants est supérieur à 85 faits ; à l'autre extrémité de la distribution, ce taux est inférieur à 18 faits pour 1 000 habitants dans 10 % de ces quartiers. Dans une Zus sur deux, il est inférieur à 40,41 faits pour 1 000 habitants (**tableau 3**).

Tableau 3

Distribution des Zus selon le taux de faits constatés en 2009 pour 1 000 habitants pour l'ensemble des 28 infractions collectées et quelques catégories particulières

	Menaces, chantage	Destructions, dégradations	Violences crapuleuses	Vols sans violences	Vols	Atteintes personnes	Atteintes biens	Total 28 index
1 ^{er} décile	0,49	3,61	0,00	6,98	7,31	3,62	13,60	17,88
2 ^e décile	0,86	5,29	0,34	9,98	10,52	5,14	19,61	24,77
3 ^e décile	1,16	6,57	0,58	12,84	13,80	6,39	23,50	30,03
4 ^e décile	1,43	7,86	0,86	15,52	17,02	7,74	27,35	34,11
Médiane	1,76	8,98	1,24	18,32	19,63	8,94	31,99	40,39
6 ^e décile	2,08	10,48	1,62	21,44	23,30	10,44	37,40	46,20
7 ^e décile	2,57	12,00	2,13	25,70	27,77	12,35	43,26	52,79
8 ^e décile	3,14	14,85	3,01	30,74	33,97	15,12	52,61	64,21
9 ^e décile	4,32	20,25	5,39	43,55	48,07	20,52	68,86	85,76
D9-D1/med*	2,17	1,85	4,36	2,00	2,08	1,89	1,73	1,68
Moyenne Zus	2,33	13,98	3,39	25,98	29,37	12,98	43,35	52,94

* Écart interdécile (9^e décile-1^{er} décile) divisé par la médiane : ce rapport permet de mesurer la dispersion de chaque type de faits dans les Zus. Plus le rapport est élevé, plus le nombre de faits est concentré dans un petit nombre de Zus. Inversement, plus il est faible plus les faits sont répartis également dans les quartiers.

Source : ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, Direction générale de la police nationale ; Préfecture de police de Paris.

Champ : 670 Zus de métropole et des Dom (hors Paris) dépendantes de 263 circonscriptions.

Traitements : Onzus.

Les mêmes indicateurs sont présentés pour les **atteintes aux biens**, les **atteintes aux personnes**, et certains faits constituant ces deux types d'infractions, plus ou moins présents dans les Zus : *destructions et dégradations*, *vols*, *menaces et chantage*.

À titre indicatif, pour les *violences physiques crapuleuses*, qui constituent à la fois des **atteintes aux biens** et des **atteintes aux personnes**, le nombre de faits pour 1 000 habitants varie de 0 à plus de 4,5 pour 1 000, entre les 10 % de Zus les moins affectées et les 10 % qui le sont le plus. Ces chiffres illustrent la très grande diversité de situations selon les quartiers, pour ce type d'infractions, et leur forte concentration dans un nombre restreint de Zus.

Les autres infractions présentent également de fortes disparités entre les quartiers : le rapport (D9-D1)/médiane peut prendre des valeurs allant de 1,8 pour les faits les plus également répartis, à 4,3 pour ceux qui sont les plus concentrés dans un petit nombre de Zus. Dans ce

dernier cas, il s'agit de faits en moyenne peu répandus.

Cette diversité de situations entre Zus est également vérifiée si l'on adopte un point de vue plus relatif en comparant la situation dans la Zus et celle de sa circonscription. Près de 80 % des 670 Zus analysées ici ont des taux de faits constatés pour 1 000 habitants (sur les 28 infractions retenues) inférieurs à ceux observés dans la circonscription d'appartenance (**tableau 4**).

Pour les *destructions et dégradations* de biens privés et de biens publics, plus de 60 % des Zus enregistrent des taux d'infractions inférieurs ou égaux à leur circonscription (6^e décile supérieur à 1). Pour les *vols sans violence*, les taux de faits constatés dépassent ceux des circonscriptions dans près de 20 % des Zus ; pour les *violences crapuleuses*, environ une Zus sur cinq connaît un taux supérieur à celui de sa circonscription.

Tableau 4
Distribution des Zus selon le niveau de faits constatés par rapport à leur circonscription*

	Menaces, chantage	Destructions, dégradations	Violences crapuleuses	Vols sans violences	Vols	Atteintes personnes	Atteintes Biens	Total 28 index
1 ^{er} décile	0,26	0,39	0,00	0,28	0,27	0,35	0,34	0,36
2 ^e décile	0,44	0,54	0,18	0,38	0,37	0,51	0,46	0,49
3 ^e décile	0,60	0,67	0,32	0,47	0,47	0,64	0,57	0,59
4 ^e décile	0,73	0,78	0,46	0,55	0,54	0,75	0,65	0,68
Médiane	0,88	0,88	0,59	0,64	0,63	0,88	0,75	0,79
6 ^e décile	1,00	0,97	0,72	0,75	0,75	0,98	0,85	0,88
7 ^e décile	1,20	1,12	0,89	0,88	0,88	1,10	0,96	0,99
8 ^e décile	1,47	1,33	1,10	1,06	1,06	1,30	1,15	1,17
9 ^e décile	1,88	1,78	1,53	1,42	1,38	1,69	1,48	1,50
D9-D1/med*	1,85	1,58	2,60	1,78	1,76	1,52	1,52	1,45
Moyenne Zus	1,08	1,16	1,15	0,82	0,84	1,11	0,92	0,95

* Pour chacune des colonnes, on a calculé la répartition par déciles des 672 Zus du rapport suivant : taux de faits constatés en Zus/taux de faits constatés dans la circonscription de la Zus. Si ce rapport est supérieur à 1, cela signifie que le taux de faits constatés en Zus (pour une infraction donnée) est supérieur à celui de sa circonscription, s'il est inférieur à 1, le taux de faits constatés en Zus est inférieur à celui de la circonscription.

Source : ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, Direction générale de la police nationale ; Préfecture de police de Paris.

Champ : 670 Zus de métropole et des Dom (hors Paris) dépendantes de 263 circonscriptions.

Traitements : Onzus.

En 2009, la délinquance en Zus varie du simple au triple selon les régions et diminue dans plus de la moitié des régions françaises

Des taux de délinquance records dans les Zus de Midi-Pyrénées et du Nord Pas-de-Calais.

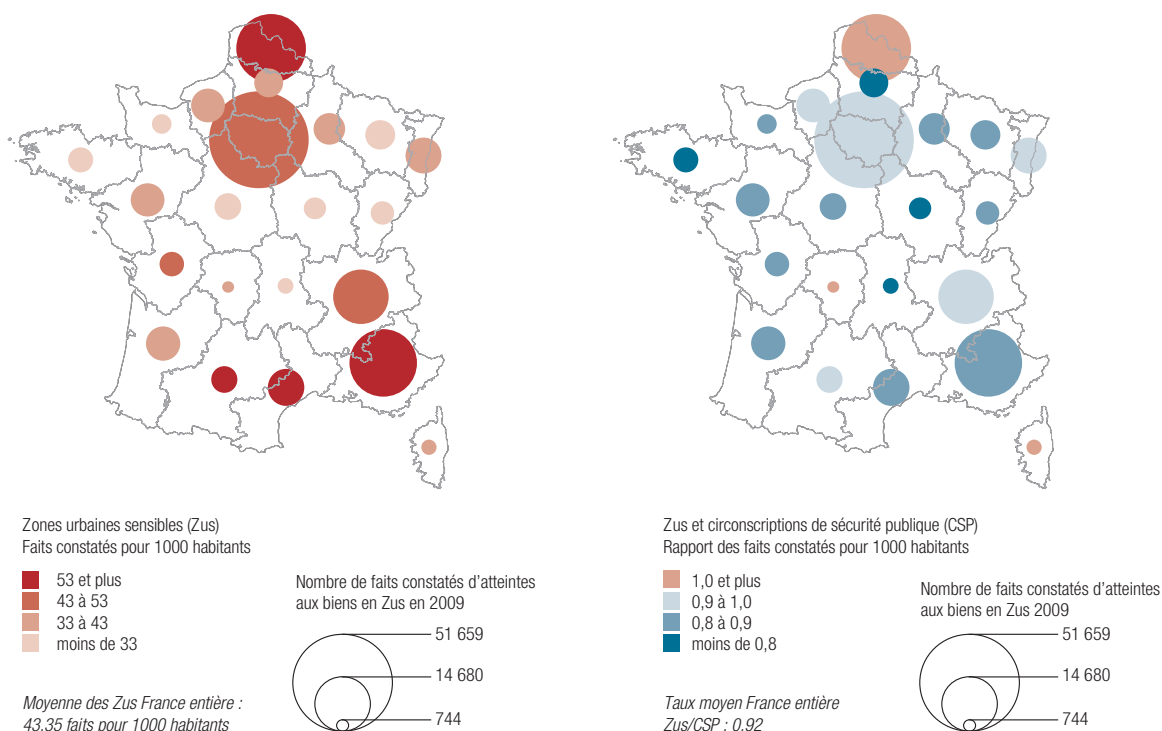
Le taux de faits constatés varie selon les régions d'un taux moyen de 23 pour 1 000 habitants dans les Zus d'Auvergne, à 72 pour 1 000 pour celles implantées en région Midi-Pyrénées.

Outre Midi-Pyrénées, le Nord Pas-de-Calais (70,3 pour 1 000), le Languedoc-Roussillon (63,8 pour 1 000) et la Provence-Alpes-Côte d'Azur (62,7 pour 1 000) sont les régions où les taux de faits constatés en Zus sont les plus importants. Elles présentent également les taux d'**atteintes aux biens** les plus forts, supérieurs à 50 pour 1 000 habitants (**cartes 1**). Midi-Pyrénées et Provence-Alpes-Côte d'Azur se distinguent également par l'importance des **atteintes aux personnes** enregistrées en Zus en 2008 (**cartes 2**).

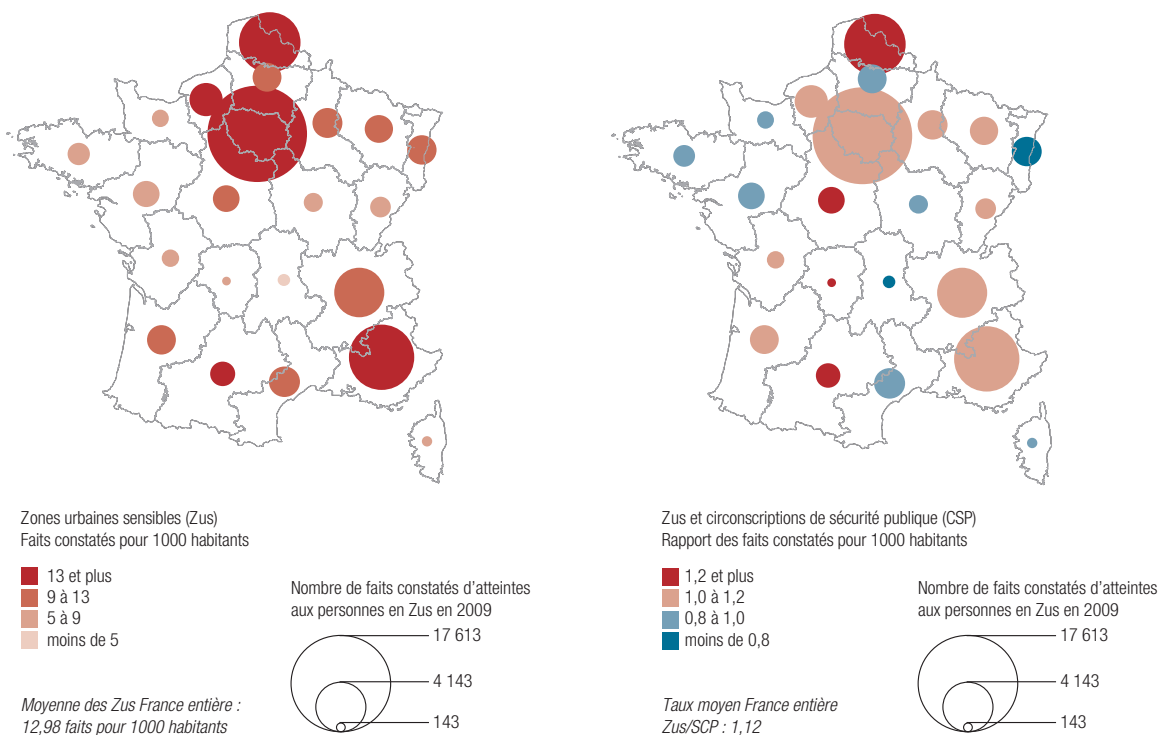
Entre 2008 et 2009, la délinquance globale (calculée sur les 28 index) en Zus progresse dans 9 des 23 régions françaises. Parmi ces dernières, le Nord Pas-de-Calais (+ 15,1 %), l'Île-de-France (+ 8,8 %), la Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 5,2 %) et le Languedoc-Roussillon (+ 5 %) connaissent les plus fortes progressions en Zus. Dans les Zus des autres régions, la baisse de la délinquance oscille entre 19 % en Auvergne et 0,4 % en Aquitaine.

L'évolution régionale des **atteintes aux biens** dans les Zus reflète celle de la délinquance globale : elles sont en forte progression dans le Nord Pas-de-Calais (+ 16,8 %), l'Île-de-France (+ 8,9 %) et en Languedoc-Roussillon (+ 5,7 %). En outre, les **atteintes aux biens** diminuent dans les Zus de 16 régions, plus particulièrement dans celles d'Auvergne, de Bretagne, de Picardie, du Centre et de Midi-Pyrénées (**carte 3**).

Cartes 1
Les atteintes aux biens par région en 2009



Cartes 2
Les atteintes aux personnes par région en 2009



(1) Rapport du nombre de faits constatés pour 1 000 habitants en Zus/nombre de faits constatés pour 1 000 habitants dans la circonscription de la Zus. Si ce rapport est supérieur à 1, cela signifie que le taux de faits constatés en Zus (pour une infraction donnée) est supérieur à celui de la circonscription, s'il est inférieur à 1, le taux de faits constatés en Zus est inférieur à celui de la circonscription.

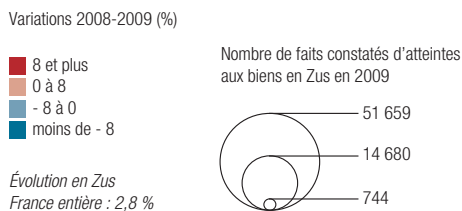
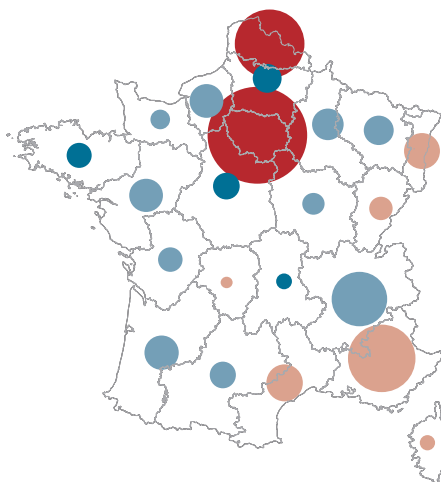
Source : ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, Direction générale de la police nationale ; Préfecture de police de Paris.

Champ : 670 Zus de France métropolitaine (hors Paris) dépendant de 263 circonscriptions.

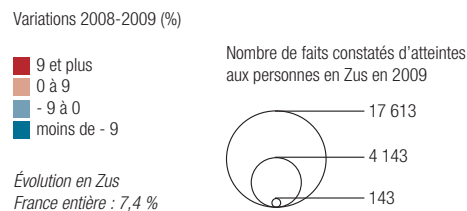
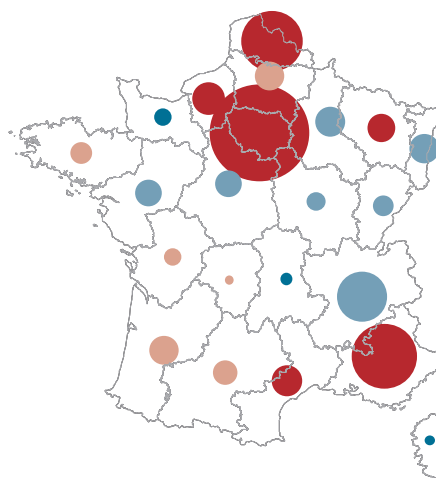
Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : en 2009, dans les Zus des régions du Sud de la France (Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur) et dans celles du Nord-Pas-de-Calais, les atteintes aux biens sont supérieures à 50 faits pour 1 000 habitants. Dans les Zus du Nord Pas-de-Calais les taux d'atteintes aux biens sont nettement supérieurs à ceux de leurs circonscriptions.

Carte 3
Les atteintes aux biens dans les Zus :
 évolution de 2008 à 2009 par région



Carte 4
Les atteintes aux personnes dans les Zus :
 évolution de 2008 à 2009 par région



Source : ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, Direction générale de la police nationale ; Préfecture de police de Paris.

Champ : 670 Zus de France métropolitaine (hors Paris) dépendant de 263 circonscriptions.

Traitements et cartographie : Onzus.

Lecture : de 2008 à 2009, les atteintes aux biens augmentent particulièrement dans les Zus du Nord Pas-de-Calais et d'Ile-de-France et connaissent un recul important dans celles d'Auvergne, de Bretagne et de Picardie.

Les atteintes aux personnes sont en hausse très sensibles dans les quartiers prioritaires de Lorraine, des Dom, d'Île-de-France, du Nord Pas-de-Calais et de Provence-Alpes-Côte d'Azur ; elles augmentent plus modérément

dans les quartiers de Bretagne, de Poitou Charentes et de Midi-Pyrénées (**carte 4**). Elles connaissent leurs plus fortes baisses dans les Zus de Basse-Normandie, d'Auvergne et d'Alsace.

Depuis 2005, la délinquance en Zus a diminué de 11 %

Entre 2005 et 2009, la délinquance globale (24 index) en Zus a diminué de 11,2 %. Cette diminution a particulièrement été marquée en 2007, puis s'est ralentie l'année suivante, avant la progression de 2009 (**graphiques 1**).

Dans les circonscriptions de sécurité publique dont dépendent ces quartiers, la baisse de la délinquance entre 2005 et 2009 est beaucoup plus forte, atteignant - 15 %. Autre différence, la diminution de la délinquance dans les circonscriptions des Zus est continue sur toute la période, avec un ralentissement sensible à partir de 2008.

Ces évolutions résultent, en Zus comme dans leurs circonscriptions, de mouvements contrastés entre les **atteintes aux biens** et les **atteintes aux personnes**.

En effet, malgré la hausse enregistrée en 2009, entre 2005 et 2009 les **atteintes aux biens** en Zus diminuent de 15 %, avec une baisse record de 10 % en 2007.

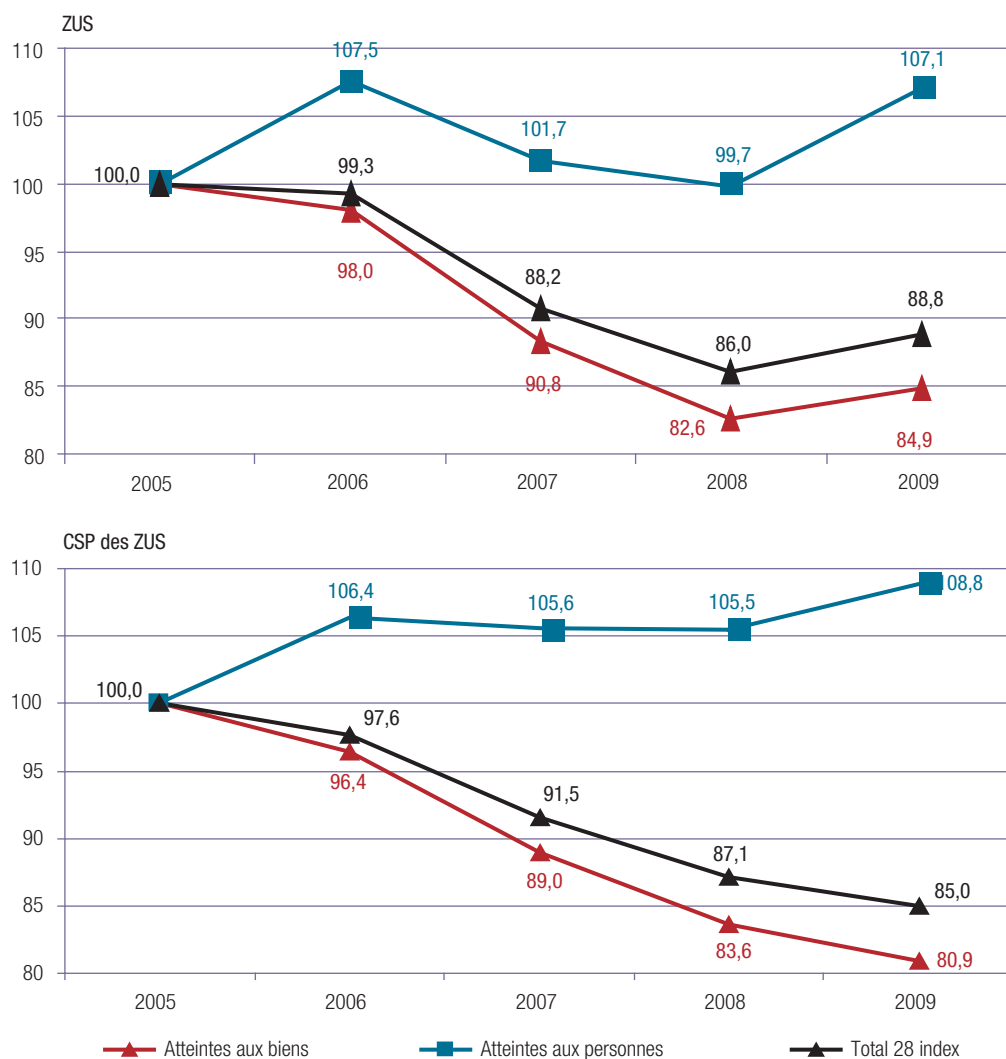
Dans le même temps, les **atteintes aux personnes** augmentaient de 7,1 % ; la progression des **atteintes aux personnes** est plus forte encore dans les circonscriptions de ces quartiers, avec une hausse de 8,8 % en quatre ans. En Zus, les **atteintes aux personnes**, après une forte augmentation en 2006 (+ 7,5 %), ont diminué les deux années suivantes, puis augmenté sensiblement en 2009.

Dans les circonscriptions de sécurité publique, l'évolution annuelle des **atteintes aux personnes** est similaire à celle des Zus, mais suit des variations moins amples.

Les atteintes aux personnes augmentent en Zus de 7,1 % entre 2005 et 2009.

Graphiques 1

Évolution de la délinquance entre 2005 et 2009 en Zus et dans leur CSP (base 100 en 2005)



Source : ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, Direction générale de la police nationale, préfecture de police de Paris.

Champ : 670 Zus de France métropolitaine (hors Paris) dépendantes de 263 circonscriptions.

Traitements : Onzus.

Depuis 2005, les destructions et dégradations ont diminué de plus de 20 % en Zus

Vols et destructions et dégradations, constituent les principaux faits d'**atteintes aux biens**. Entre 2005 et 2009, les vols ont diminué en Zus de 11,7 %.

Cette baisse est particulièrement nette pour les vols sans violence, qui régressent de 12,5 % contre - 5,7 % pour les vols violents (graphiques 2).

Depuis 2005, outre la progression marquée en 2006 des vols violents, vols violents et vols sans violence diminuent nettement les deux années suivantes avant de connaître en 2009 leur plus forte progression.

Dans les circonscriptions dont dépendent les Zus, les évolutions des vols sont comparables à celles enregistrées dans ces quartiers.

Parmi les vols sans violence, malgré les hausses plus ou moins marquées enregistrées en 2009, les vols d'accessoires sur véhicule, les vols de véhicules à moteur, les cambriolages et les vols simples ont diminué en Zus de 20 % à 13 % depuis 2005.

Cependant, parmi les **atteintes aux biens**, ce sont les destructions et dégradations dans leur ensemble qui connaissent la baisse la plus forte, soit près de 22 % depuis 2005.

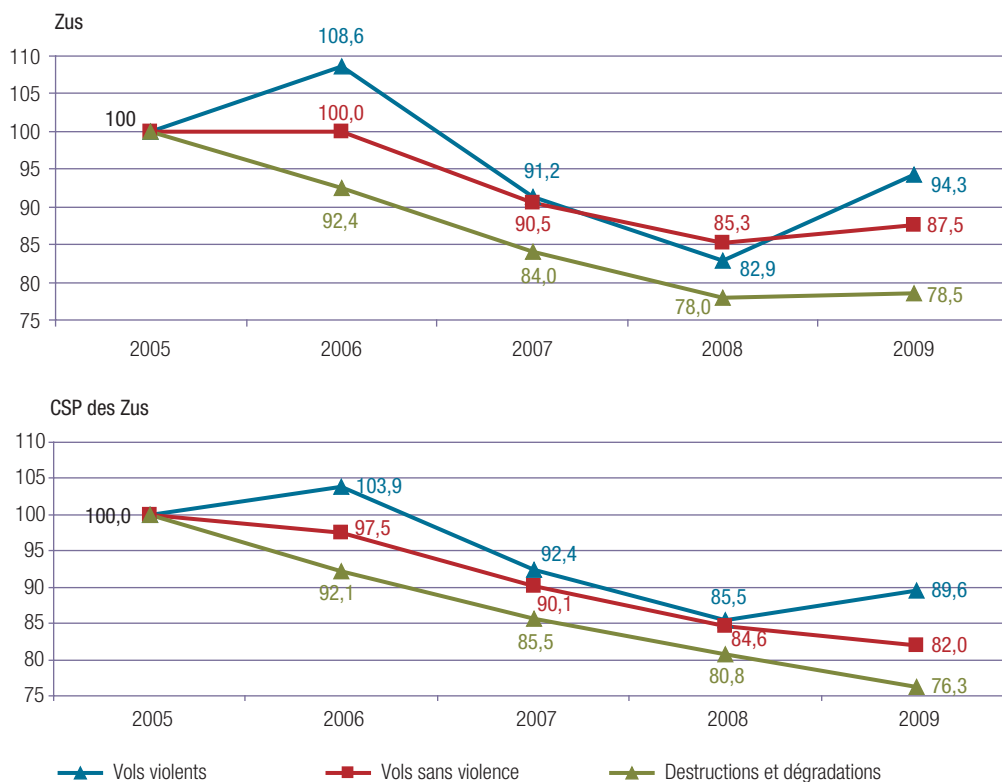
Les destructions et dégradations de biens publics et privés diminuent le plus, soit une baisse de près de 25 % en quatre ans.

Quant aux incendies volontaires de biens publics et privés, ils connaissent en Zus des évolutions très contrastées d'une année sur l'autre, évolutions sans doute liées aux tensions récurrentes dans un certain nombre de quartiers : après un recul de 9,8 % en 2006, ils augmentent de 3,5 % en 2007, puis diminuent de 15 % en 2008 pour augmenter de nouveau de 17 % en 2009. Entre 2005 et 2009, leur nombre a cependant régressé de 6,8 %.

En outre, entre 2005 et 2009, les destructions et dégradations suivent dans les circonscriptions dont dépendent les Zus des évolutions comparables à celles observées dans ces quartiers.

Graphiques 2

Évolution des atteintes aux biens entre 2005 et 2009 en Zus et dans leur CSP (base 100 en 2005)



Source : ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, Direction générale de la police nationale ; Préfecture de police de Paris.

Champ : 670 Zus de France métropolitaine (hors Paris) dépendantes de 263 circonscriptions.

Traitements : Onzus.

En quatre ans, les violences physiques non crapuleuses ont augmenté en Zus de plus de 16 %, et de 24 % dans leur circonscription

Menaces et chantages constituent avec les *violences physiques non crapuleuses* les principales **atteintes aux personnes**.

Entre 2005 et 2009, les *violences physiques non crapuleuses* ont progressé de 16,3 % en Zus. Cette hausse n'est pas spécifique à ces quartiers puisque, dans le même temps, ce type de violence progressait de 24 % dans les circonscriptions auxquelles ils sont rattachés.

Ces évolutions sont essentiellement dues à la hausse des *coups et blessures volontaires* : en quatre années ils augmentent de plus de 20 % dans les Zus et de 30 % dans les circonscriptions de ces quartiers. Cet index regroupe certains faits liés notamment aux conflits intraconjugaux ou de voisinage.

Depuis 2005, la progression des *menaces et chantages* en Zus (+ 2,1 %) reste modérée et en retrait par rapport à celle enregistrée dans les circonscriptions dont dépendent ces quartiers.

Graphiques 3

Évolution des atteintes aux personnes entre 2005 et 2009 en Zus et dans leur CSP (base 100 en 2005)

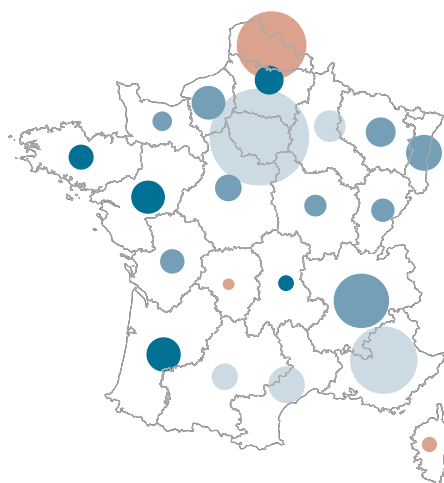


Source : ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, Direction générale de la police nationale ; Préfecture de police de Paris.

Champ : 670 Zus de France métropolitaine (hors Paris) dépendantes de 263 circonscriptions.

Traitements : Onzus.

Carte 5
Les atteintes aux biens dans les Zus :
 évolution de 2005 à 2009 par région

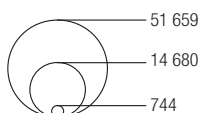


Variations 2005-2009 (%)

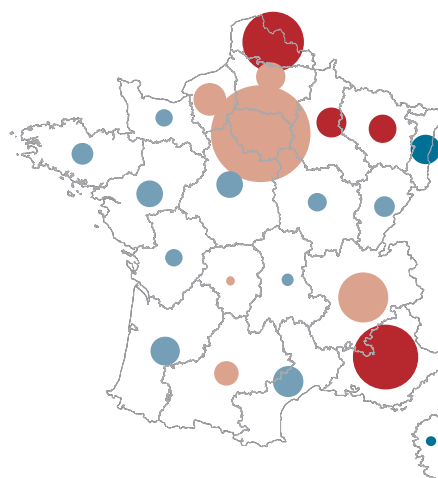
- plus de 0
- 15 à 0
- 30 à - 15
- moins de - 30

Évolution en Zus
 France entière : - 15,1 %

Nombre de faits constatés d'atteintes
 aux biens en Zus en 2009



Carte 6
Les atteintes aux personnes dans les Zus :
 évolution de 2005 à 2009 par région

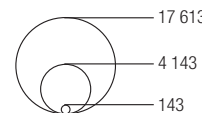


Variations 2005-2009 (%)

- 20 et plus
- 0 à 20
- 20 à 0
- moins de - 20

Évolution en Zus
 France entière : 7,1 %

Nombre de faits constatés d'atteintes
 aux personnes en Zus en 2009



Source : ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, Direction générale de la police nationale ; Préfecture de police de Paris.

Champ : 670 Zus de France métropolitaine (hors Paris) dépendantes de 263 circonscriptions.

Traitements et cartographie : Onzus.

Entre 2005 et 2009, la délinquance en Zus diminue dans toutes les régions sauf en Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le Limousin et le Nord Pas-de-Calais

Entre 2005 et 2009, la délinquance en Zus, appréhendée à travers les 28 index de l'état 4 001 diminue dans 20 régions sur 23. Cette baisse dépasse les 20 % dans onze régions, plus particulièrement dans les Zus d'Aquitaine (- 38 %), de Bretagne (- 33 %) et celles des Pays-de-la-Loire (- 31 %).

Le recul de la délinquance est plus modéré dans les Zus de neuf autres régions, parmi lesquelles celles de la région Rhône-Alpes (- 15,1 %), du Languedoc-Roussillon (- 12,6 %), de Midi-Pyrénées (- 6,9 %) et d'Île-de-France (- 4,2 %).

Entre 2005 et 2009, la délinquance en Zus progresse dans seulement trois régions : en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 3,6 %), dans le Limousin (+ 4,3 %) et dans le Nord Pas-de-Calais (+ 4,4 %).

Les **atteintes aux biens**, à l'image de la délinquance globale, ont, entre 2005 et 2009, également diminué dans les Zus d'une grande majorité de régions françaises (**carte 5**).

Ces baisses sont particulièrement marquées dans les Zus situées dans les régions Ouest de la France, comme en Aquitaine (- 43 %), en Bretagne (- 37 %) et dans les Pays-de-la-Loire (- 35 %).

Dans les régions du Centre et de l'Est du territoire le recul des **atteintes aux biens** en Zus reste cependant important : en Bourgogne, en Franche-Comté et dans la région Centre il dépasse - 29 %.

Dans les Zus de Rhône-Alpes, du Languedoc-Roussillon, de Midi-Pyrénées, d'Île-de-France et de Provence-Alpes-Côte d'Azur la baisse des **atteintes aux biens** est plus modérée.

Entre 2005 et 2009, les atteintes aux personnes progressent dans une dizaine de régions.

Contrairement aux **atteintes aux biens**, les **atteintes aux personnes** ont en quatre ans progressé dans les Zus d'une dizaine de régions : dans les quartiers des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Lorraine, Nord Pas-de-Calais et Champagne-Ardenne, les **atteintes aux personnes** ont augmenté de 20 % à 40 % entre 2005 et 2009 (**carte 6**). Leur progression

est plus modérée dans les Zus de Haute-Normandie, de Midi-Pyrénées et d'Île-de-France. Inversement, dans les Zus d'une dizaine de régions, les **atteintes aux personnes** affichent un net recul depuis 2005. Notamment dans les Zus d'Alsace, d'Auvergne, de Basse-Normandie et de Bourgogne où elles enregistrent des baisses allant de 12 % à 22 %.

Dans les Zus parisiennes, les taux d'infractions restent légèrement inférieurs à ceux du reste de la capitale

Selon l'indicateur constitué par la somme des faits constatés sur les catégories d'infractions collectées en Zus par la préfecture de police (**note** du tableau 5**), le niveau de délinquance en 2009 dans ces quartiers est légèrement inférieur à celui de l'ensemble de la capitale : 47,1 faits pour 1 000 habitants, contre 47,6 faits à Paris.

Les **atteintes aux biens** sont cependant un peu plus fréquentes dans les Zus parisiennes (38,0 pour 1 000 habitants) que dans l'ensemble de la capitale.

Cette différence est surtout due au nombre de *vols* , relativement plus important en Zus alors que les *destructions et dégradations* sont moins fréquentes dans les Zus parisiennes que sur l'ensemble de la capitale.

Parmi les vols, ce sont surtout les *vols simples* qui présentent des taux beaucoup plus importants en Zus : 14,4 pour 1 000 contre 5,4 pour 1 000 sur l'ensemble de la ville de Paris. Par contre, les taux d'infractions pour *vols violents* et pour les *vols liés aux véhicules à moteur* , sont sensiblement plus faibles dans les Zus parisiennes.

Le nombre de *dégradations ou d'incendies volontaires* , pris dans leur ensemble, est, en 2009, de 9,2 faits pour 1 000 habitants dans les Zus parisiennes contre 14 pour 1 000 habitants dans les autres Zus situées dans des circonscriptions de sécurité publique et 9,4 faits pour 1 000 habitants pour Paris intra-muros.

Dans les Zus de Paris, les atteintes aux biens sont légèrement plus fréquentes que dans l'ensemble de la capitale.

Tableau 5
Les atteintes aux biens en 2009 dans les Zus de Paris et dans la ville de Paris
et évolution 2008-2009

	Zus parisiennes 2009		Paris 2009		Zus 2008	Évolution 2008-2009	
	Nombre de faits	Faits/ 1 000 hab.	Nombre de faits	Faits/ 1 000 hab.	Faits/ 1 000 hab.	Zus	Paris
Vols	3544	28,78	60158	28,30	26,27	9,6	2,0
Vols violents	314	2,55	14 173	6,67	2,56	- 0,3	6,1
Vols avec armes	55	0,45	1 216	0,57	0,44	1,9	1,2
Vols violents sans arme	259	2,10	12 957	6,09	2,12	- 0,8	6,6
Vols sans violence	3 230	26,23	45 985	21,63	23,72	10,6	0,8
Cambriolages*	582	4,73	11 207	5,27	4,94	- 4,3	-3,0
Vols d'automobiles et de véhicules motorisés à deux roues*	338	2,75	8 557	4,03	2,57	7,0	2,3
Vols à la roulotte	453	3,68	11 673	5,49	2,86	28,7	11,8
Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	85	0,69	2 927	1,38	0,71	- 3,4	- 7,6
Vols simples	1 772	14,39	11 621	5,47	12,64	13,9	- 4,1
Destructions et dégradations	1 130	9,18	19 928	9,37	9,21	- 0,4	- 5,5
Incendies volontaires de biens publics ou privés *	37	0,30	516	0,24	0,37	- 17,8	- 30,8
Destructions et dégradations de biens publics ou privés et de véhicules privés*	1 093	8,88	19 412	9,13	8,84	0,4	- 4,6
Total atteintes aux biens	4 674	37,96	80 086	37,67	35,48	7,0	0,0
Ensemble des 28 index	5 802	47,12	101 243	47,62	44,19	6,6	0,3

* Le système informatique utilisé par la préfecture de police de Paris ne permet pas de fournir ces infractions par index (pour les Zus).

** Pour les vols simples, sont regroupés deux index supplémentaires qui ne figurent pas dans les données hors Paris de la police et de la gendarmerie : les vols sur chantiers et les vols sur exploitations agricoles, ces derniers étant sans doute rares à Paris.

Source : ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, préfecture de police de Paris, statistiques centralisées par la Direction de la police judiciaire.

Champ : les neuf Zus de Paris et la ville de Paris.

Traitements : Onzus.

Les taux d'**atteintes aux personnes** enregistrés sur la capitale sont, en 2009, supérieurs à ceux constatés dans les Zus parisiennes (16,6 contre 11,7 pour 1 000 habitants).

Les actes de *violences envers les personnes*, comptabilisés dans l'indicateur *autres coups et blessures volontaires*, sont ainsi moins fréquents dans les Zus de Paris que dans les autres Zus et d'un niveau un peu plus élevé que ceux relevés sur la ville de Paris.

Tableau 6

Les atteintes aux personnes en 2009 dans les Zus de Paris et dans la ville de Paris et évolution 2008-2009

	Zus parisiennes 2009		Paris 2009		Zus 2008	Évolution 2008-2009	
	Nombre de faits	Faits/ 1 000 hab.	Nombre de faits	Faits/ 1 000 hab.	Faits/ 1 000 hab.	Zus	Paris
Menaces ou chantages	225	1,83	5253	2,47	1,70	7,7	1,9
Violences physiques crapuleuses	314	2,55	14173	6,67	2,56	- 0,3	6,1
Vols violents avec armes	55	0,45	1216	0,57	0,44	1,9	1,2
Vols violents sans arme	259	2,10	12957	6,09	2,12	- 0,8	6,6
Violences physiques non crapuleuses	903	7,33	15904	7,48	7,01	4,6	1,0
Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels	633	5,14	10392	4,89	4,89	5,1	- 1,0
Outrages à dépositaires de l'autorité	110	0,89	2595	1,22	0,94	- 5,2	0,7
Violences à dépositaires de l'autorité	160	1,30	2917	1,37	1,18	10,3	9,2
Total atteintes volontaires aux personnes	1 442	11,71	35330	16,62	11,26	4,0	3,1
Ensemble des 28 index	5 802	47,12	101 243	47,62	44,19	6,6	0,3

* Le système informatique utilisé par la préfecture de police de Paris ne permet pas de fournir ces infractions par index (pour les Zus).
Source : ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, préfecture de police de Paris, statistiques centralisées par la Direction de la police judiciaire.
Champ : les neuf Zus de Paris et la ville de Paris.
Traitements : Onzus.

Hausse plus nette, en 2009, des infractions dans les Zus parisiennes que sur l'ensemble de la capitale

Entre 2008 et 2009, dans les Zus de la capitale, le nombre de faits constatés pour 1 000 habitants a augmenté (+ 6,6 %) de façon beaucoup plus marquée que sur l'ensemble de Paris (+ 0,3 %) (**tableau 5**).

Dans les Zus de Paris, cette augmentation est surtout due à la hausse des **atteintes aux biens** (+ 7 %), alors que dans la capitale, ces atteintes restent stables entre 2008 et 2009.

Dans les Zus de Paris les *vols sans violence* sont en forte hausse (+ 10,6 %) : les *vols à la roulotte* augmentent de 28,7 %, les vols simples de près de 14 % et les *vols d'automobiles et de véhicules motorisés* de 7 %.

Par contre, alors que les *vols avec violence* restent stables dans les Zus (- 0,3 %), ils augmentent de 6,1 % sur l'ensemble de la ville.

Dans ces mêmes Zus, les actes de *destructions et de dégradations* ont diminué faiblement entre 2008 et 2009 (- 0,4 %), et de manière moins marquée que dans la ville de Paris (- 5,5 %).

Les **atteintes volontaires aux personnes** augmentent sensiblement entre 2008 et 2009 (**tableau 6**). Cette progression concerne l'ensemble de la capitale (+ 3,1 %) comme les Zus parisiennes (+ 4,0 %).

Les *violences physiques non crapuleuses*, augmentent dans les Zus parisiennes (+ 4,6 %), plus rapidement que la moyenne parisienne (+ 1,0 %).

En 2009, une hausse plus marquée des atteintes aux biens dans les Zus de Paris.

Depuis 2005, nette progression des atteintes aux personnes dans les Zus de Paris

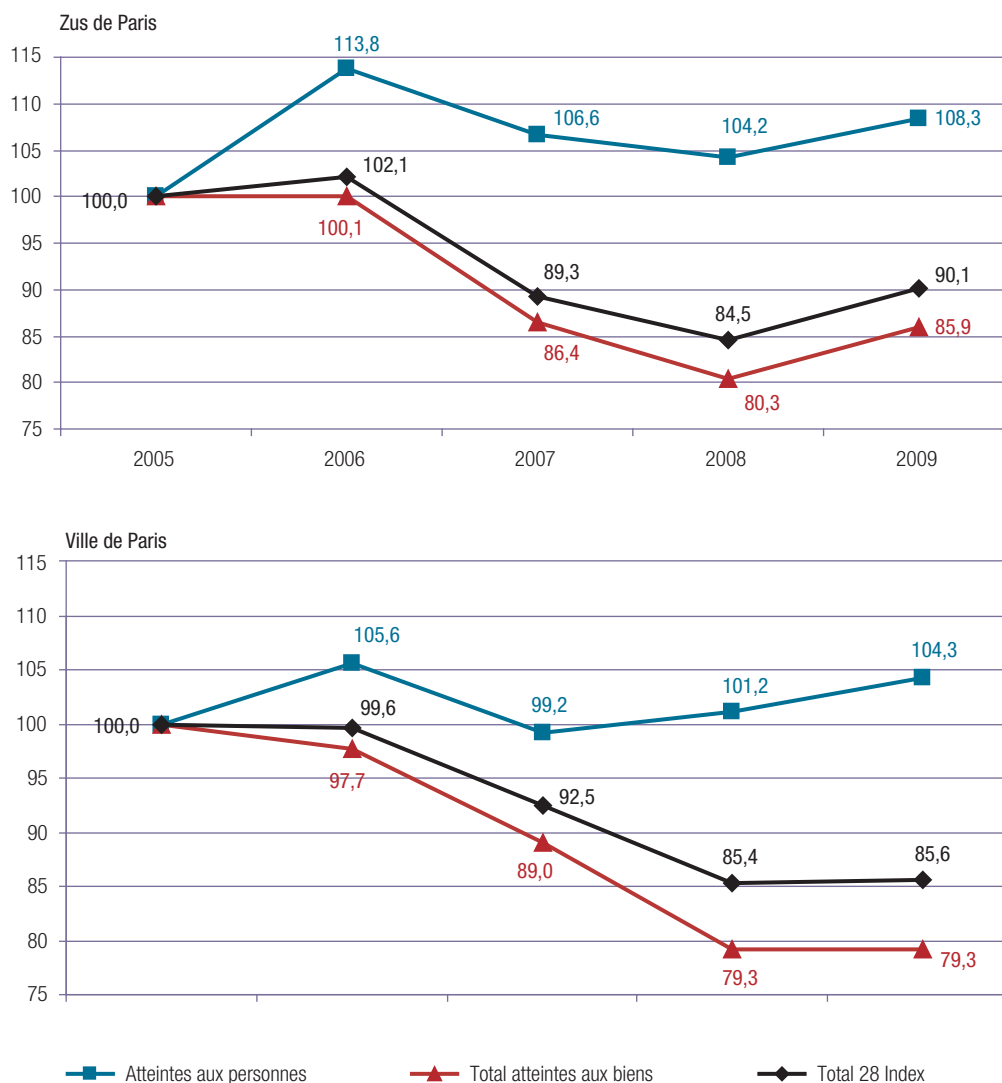
Entre 2005 et 2009, la délinquance globale dans les Zus de Paris a diminué de 10 %, malgré les hausses enregistrées en 2006 et en 2009 (graphiques 4). Sur la même période, celle-ci baissait de plus de 14 % sur la ville de Paris.

Ces évolutions s'expliquent surtout par le recul enregistré en quatre ans des **atteintes aux biens** : en baisse de 14 % dans les Zus pari-

siennes, les **atteintes aux biens** régressent de plus de 20 % sur l'ensemble de la ville.

Le recul global de la délinquance est cependant freiné par la progression des **atteintes aux personnes** : en quatre ans, et ce malgré la forte baisse enregistrée en 2007, celles-ci progressent de 8,3 % dans les Zus de Paris et de 4,3 % sur l'ensemble de la ville.

Graphiques 4
Évolution de la délinquance dans les Zus parisiennes et à Paris de 2005 à 2009 (base 100 en 2005)



Source : ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, préfecture de police de Paris, statistiques centralisées par la Direction de la police judiciaire.
Traitements : Onzus.

Les faits constatés par les unités de gendarmerie en 2009 dans les communes ayant une Zus

La Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN) a transmis à l'Onzus des statistiques sur les 28 index de l'état 4001 relevées en 2009 dans soixante-six communes ayant au moins une Zus sur leur circonscription territoriale. Onze d'entre elles sont situées dans les Dom.

Pour deux des communes de métropole (Nice et Wittenheim), les faits relevés ne concernent qu'une partie des faits constatés sur leur circonscription territoriale puisque ce sont des communes où les services de police interviennent également. Elles sont laissées en dehors du champ de l'analyse. Les indicateurs présentés portent donc sur cinquante-cinq communes de métropole et onze des départements d'outre-mer.

Ces soixante-six communes de métropole et des Dom regroupaient, au recensement de 1999, 662 600 habitants. En 2009, les unités de gendarmerie y ont enregistré plus de 28 000

faits relevant des 28 index suivis par l'Onzus, soit 42,9 faits pour 1 000 habitants (**tableau 7**).

Dans ces 66 communes, les **atteintes aux biens** représentent près de 86 % des faits constatés soit un taux de 36,7 pour 1 000 habitants. Les vols, et plus particulièrement les *vols sans violence* sont les faits d'atteintes aux biens les plus fréquents dans ces communes, alors que les *vols avec violence* y sont deux fois moins répandus que dans les Zus dépendant des circonscriptions de sécurité publique de la police nationale. Près de 42 % des *vols sans violence* sont des *vols liés aux véhicules automobiles (vols à la roulotte, vols d'automobiles* essentiellement).

Même phénomène dans ces communes pour les *destructions et dégradations de biens (privés et publics)*: leur fréquence est plus faible que dans les Zus des circonscriptions de police, avec des taux pour 1 000 habitants plus de deux fois inférieurs.

Tableau 7

Les atteintes aux biens constatées en 2009 par les services de gendarmerie dans les communes ayant au moins une Zus

	Nombre de faits	Faits/1 000 hab.		Évolution 2008-2009
	2009	2009	2008	
Vols	21 643	32,66	32,11	1,7
Vols avec violence	776	1,17	1,18	- 0,6
Vols avec armes	198	0,30	0,32	- 5,7
Vols sans arme	578	0,87	0,86	1,2
Vols sans violence	20 810	31,41	30,93	1,6
Cambriolages	4 250	6,41	6,54	- 1,9
Vols liés aux véhicules à moteurs	3 036	4,58	4,89	- 6,3
Vols à la roulotte	4 463	6,74	6,71	0,3
Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	1 174	1,77	1,92	- 7,6
Vols simples	7 887	11,9	10,9	9,5
Destructions et dégradations	2 702	4,08	4,70	- 13,3
Incendies volontaires de biens privés	645	0,97	1,01	- 3,9
Destructions et dégradations de véhicules privés	2 057	3,10	3,69	- 15,9
Total atteintes aux biens	24 345	36,7	36,8	- 0,2
Total 28 index	28 405	42,87	42,37	1,2

Source: Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales. Direction générale de la gendarmerie nationale.

Champ: 66 communes de métropole et des Dom de zone gendarmerie et ayant au moins une Zus (hors Nice et Wittenheim).

Traitements: Onzus.

Tableau 8
Les atteintes aux personnes constatées en 2009 par les services de gendarmerie dans les communes ayant au moins une Zus

	Nombre de faits		Faits/1 000 hab.		Évolution 2008-2009
	2009	2009	2009	2008	
Menaces ou chantages	1 014	1,53	1,44		6,0
Violences physiques crapuleuses	776	1,17	1,18		- 0,6
Vols violents avec armes	198	0,30	0,32		- 5,7
Vols violents sans arme	578	0,87	0,86		1,2
Violences physiques non crapuleuses	4 038	6,09	6,13		- 0,6
Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels	3 419	5,16	5,11		1,0
Outrages à dépositaires de l'autorité	394	0,59	0,68		- 12,1
Violences à dépositaires de l'autorité	225	0,34	0,35		- 2,6
Total atteintes aux personnes	5 828	8,80	8,75		0,5
Total 28 index	28 405	42,87	42,37		1,2

Source : Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales. Direction générale de gendarmerie nationale.
 Champ : 66 communes de métropole et des Dom de zone gendarmerie et ayant au moins une Zus (hors Nice et Wittenheim).
 Traitements : Onzus.

Les **atteintes aux personnes**, avec un taux de 6,09 pour 1 000 habitants sont, en majorité, constituées de *violences physiques non crapuleuses (essentiellement des coups et blessures volontaires)* (**tableau 8**).

Entre 2008 et 2009, les faits de délinquance constatés sur les 28 index de l'état 4001 ont augmenté de 1,2 % sur les 66 communes de zone de gendarmerie ayant au moins une Zus sur leur circonscription territoriale.

Durant cette période, alors que les **atteintes aux biens** diminuent de 0,2 %, les **atteintes aux personnes** augmentent très faiblement, soit de 0,5 %.

La baisse des **atteintes aux biens** est due en grande partie à celle des *vols liés aux véhicules automobiles* (- 6,3 %) et à celles des *destructions et dégradations* (- 13,3 %). Les *vols simples*, eux, enregistrent la plus forte progression (+ 9,5 %) (**tableau 7**).

La hausse modérée, enregistrée par les faits d'atteintes aux personnes, résulte de la nette progression des *menaces et chantages* (+ 6,0 %) alors que les *violences physiques crapuleuses* et les *violences physiques non crapuleuses* régressent chacune de 0,6 % (**tableau 8**).

Baisse de la délinquance de 12,5 % depuis 2005 dans les communes ayant des Zus de la compétence de la gendarmerie nationale

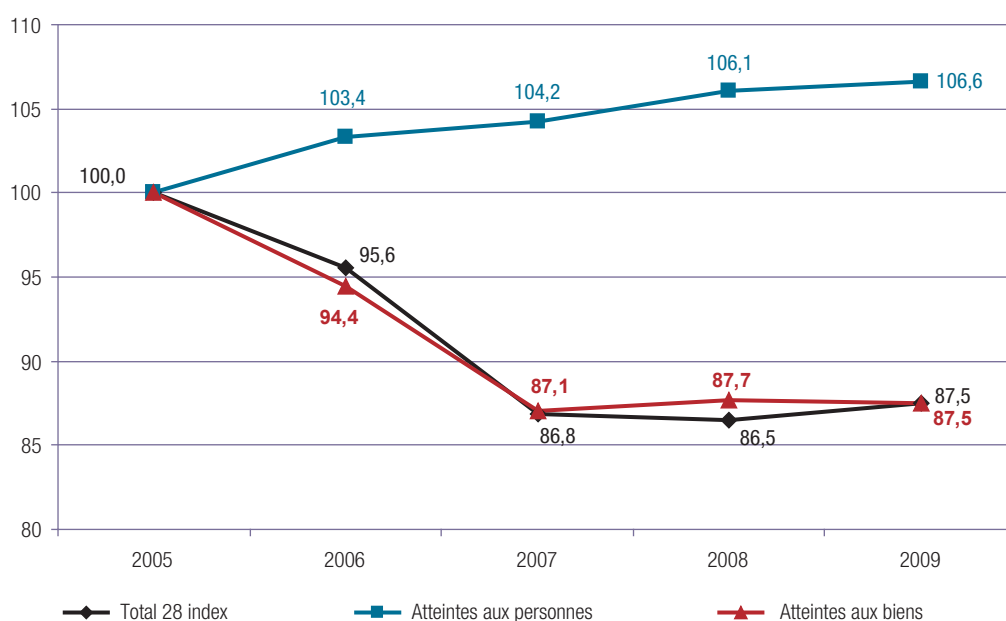
Dans les communes ayant au moins une Zus, les faits constatés par les unités de gendarmerie ont diminué de 12,5 % depuis 2005 : après les fortes baisses de 2006 et 2007, la délinquance globale s'est stabilisée en 2008 et 2009 (**graphique 5**). Dans ces communes, les **atteintes aux biens**, en baisse également de 12,5 % sur la période, suivent les mêmes tendances que

la délinquance globale : diminutions marquées en 2006 et 2007, puis stabilisation des faits constatés les deux années suivantes.

Ces variations tranchent avec la progression continue des **atteintes aux personnes** entre 2005 et 2009 : + 6,6 % en quatre ans.

Graphique 5

Évolution de la délinquance entre 2005 et 2009, constatée par les unités de gendarmerie dans les communes ayant au moins une Zus.



Source : Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales. Direction générale de gendarmerie nationale.
 Champ : 66 communes de métropole et des Dom de zone de gendarmerie et ayant au moins une Zus (hors Nice et Wittenheim).
 Traitements : Onzus.

De 2005 à 2009, dans les communes de zone de gendarmerie ayant au moins une Zus, les atteintes aux biens diminuent de 12,5 %, les atteintes aux personnes augmentent de 6,6 %.

Insécurité et sentiment d'insécurité dans les Zus

Pour compléter les données sur les faits constatés en zones urbaines sensibles (Zus) par les services de police et de gendarmerie, la loi de 2003 a retenu comme indicateur le niveau du sentiment d'insécurité déclaré par les habitants lors d'enquêtes auprès des ménages, afin de relativiser une mesure « administrative » par une information recueillie directement auprès des individus en dehors de toute procédure. Pour obtenir cette mesure, l'Observatoire national des Zus s'est associé aux enquêtes conduites par l'Insee en partenariat avec l'Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale (ONDRP) sur les questions de « victimation » (cf. encadré). Ces enquêtes permettent de produire l'indicateur demandé par la loi grâce à une observation plus générale de la perception qu'ont les habitants des Zus de leur quartier et de ses problèmes, notamment en matière de sécurité. Elles permettent aussi de recenser les faits dont ils ont pu être victimes ou témoins au cours des deux dernières années. Les résultats présentés sont issus des enquêtes réalisées entre janvier 2005 et janvier 2010.

Source des informations

Depuis 1996, en janvier de chaque année, l'Insee mesure la délinquance et le sentiment d'insécurité subis par la population à l'aide des enquêtes « permanentes sur les conditions de vie » (PCV). En 2005 et 2006, ces enquêtes ont été complétées par une partie variable intitulée « cadre de vie et sécurité ». Puis, à partir de janvier 2007, les enquêtes PCV ont été abandonnées et la partie variable est désormais une enquête plus riche intitulée enquête « cadre de vie et sécurité ». Les résultats présentés ici sont basés sur la dernière enquête PCV de janvier 2006 et sur les quatre enquêtes de victimation de janvier 2007 à janvier 2010.

Au cours de ces enquêtes, des informations sont recueillies auprès des ménages de France métropolitaine sur la qualité de leur cadre de vie (existence de nuisances, problèmes ressentis par les habitants, équipements du quartier) et sur les faits dont ils ont pu être victimes au cours des deux dernières années (cambriolages, autres vols, agressions et violences). Des questions sont également posées sur le sentiment d'insécurité éprouvé par les habitants, à leur domicile ou dans leur quartier.

Environ 16500 ménages, dont près de 2800 résident en Zus, et autant d'individus de 14 ans ou plus ont répondu à l'enquête de janvier 2010.

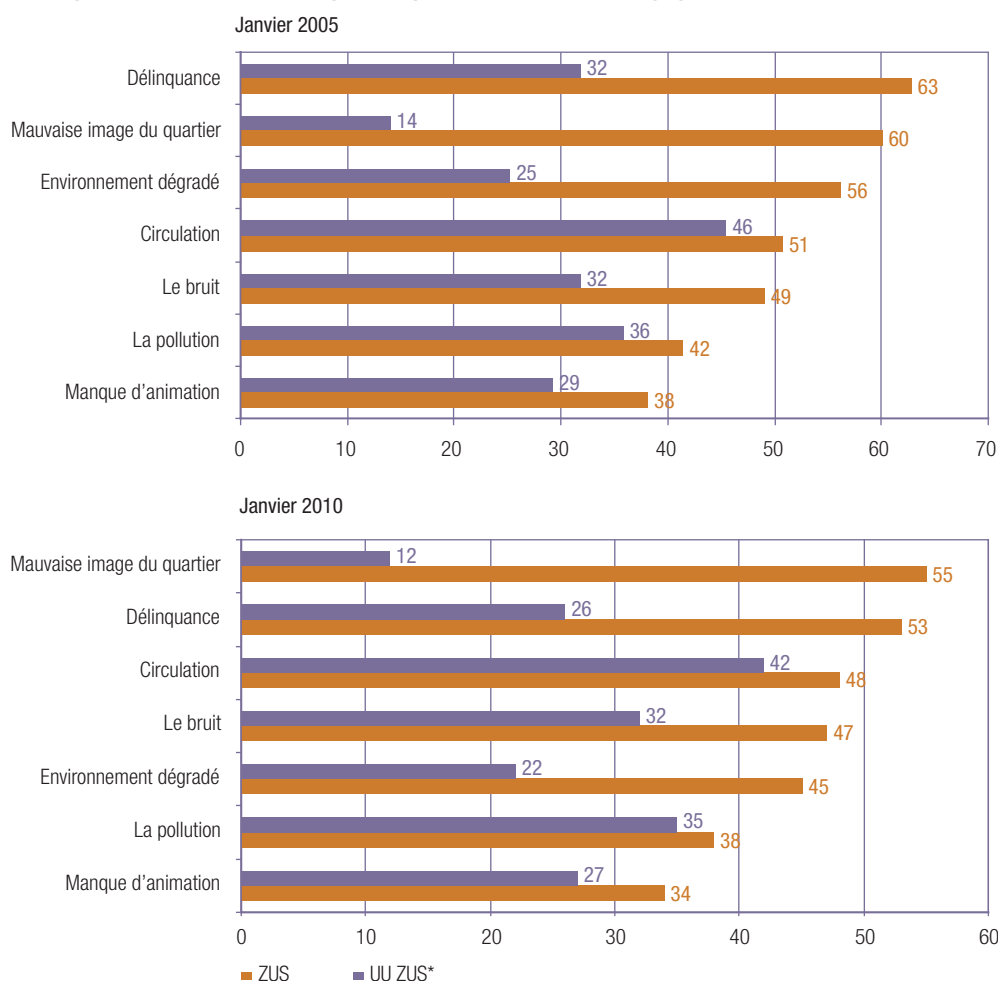
La délinquance ou les incivilités au premier rang des problèmes cités par les habitants des Zus

Premier constat, la mauvaise image du quartier et la délinquance ou les incivilités au sein de leur quartier viennent au premier rang des problèmes cités par les habitants des Zus : en janvier 2010, plus de la moitié d'entre eux déclarent leur quartier concerné par ces problèmes (**graphiques 1**). Les dangers de la circulation et le bruit viennent ensuite parmi les problèmes les plus souvent

mentionnés par les habitants des Zus¹. Dans les autres quartiers des mêmes agglomérations, respectivement 26 % et 12 % des ménages considèrent la délinquance et la mauvaise image de leur quartier comme des problèmes, loin derrière les dangers de la circulation, qui comme en 2006, restent le problème le plus souvent cité par les habitants de ces quartiers.

Graphiques 1

Votre quartier est-il concerné par les problèmes suivants ? (%)



* UU Zus : autres quartiers des unités urbaines ayant au moins une Zus

Source : Insee, enquêtes PCV-« cadre de vie et sécurité », janvier 2006, enquêtes « cadre de vie et sécurité », janvier 2010.

Champ : population de 14 ans ou plus.

Traitements : Onzus.

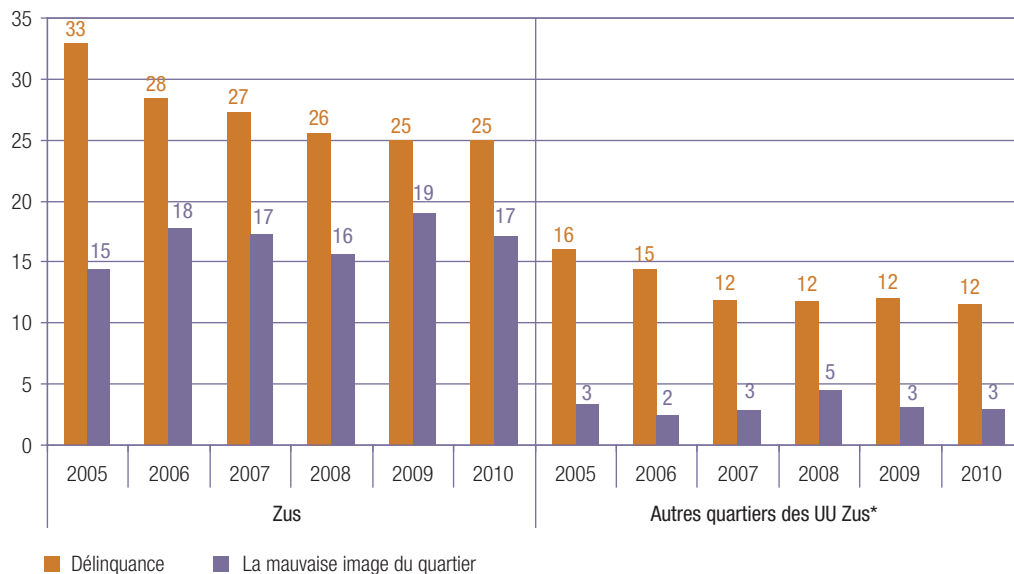
Lecture : en janvier 2010, 55 % des habitants des Zus déclaraient que la mauvaise image de leur quartier est un problème pour leur quartier, contre 12 % des autres habitants des mêmes unités urbaines.

Ces ressentis chez les habitants des Zus diminuent sensiblement depuis les quatre dernières enquêtes de victimation. Depuis janvier 2006, la part des ménages considérant que leur quartier

est concerné par la délinquance a ainsi diminué de 5 points et de 4 points pour les ménages se plaignant de la mauvaise image de leur quartier.

1. La question posée à la personne désignée dans le ménage (kish) est la suivante : « Selon vous, votre quartier ou votre village est-il concerné par les problèmes suivants. » Suit une liste de neuf items, parmi lesquels ceux présentés dans le graphique 1.

Graphique 2
La délinquance, principal problème des habitants des Zus (%)



* UU Zus : unités urbaines ayant au moins une Zus.

Source : Insee, enquêtes PCV-« cadre de vie et sécurité », janvier 2006, enquêtes « cadre de vie et sécurité », janvier 2007, janvier 2008, janvier 2009, janvier 2010.

Champ : population de 14 ans ou plus.

Traitements : Onzus.

Lecture : en janvier 2010, 25 % des habitants des Zus déclaraient que la délinquance et les incivilités étaient le principal problème pour leur quartier et 17 % d'entre eux considéraient que le problème le plus important était la mauvaise image du quartier.

La préoccupation des habitants des Zus en matière de délinquance et d'incivilité reste cependant prédominante : un quart des personnes interrogées en Zus considère que c'est le problème le plus important, bien avant la mauvaise image de leur quartier (graphique 2)².

Cette préoccupation est particulièrement nette par rapport aux autres quartiers des mêmes agglomérations, où les dangers de la circulation sont le problème majeur évoqué par un habitant sur cinq, bien avant la délinquance et la mauvaise image du quartier.

2. La question posée aux personnes qui ont cité plus d'un problème concernant leur quartier (cf. note 1) est alors la suivante : « Quel est le problème le plus important ? »

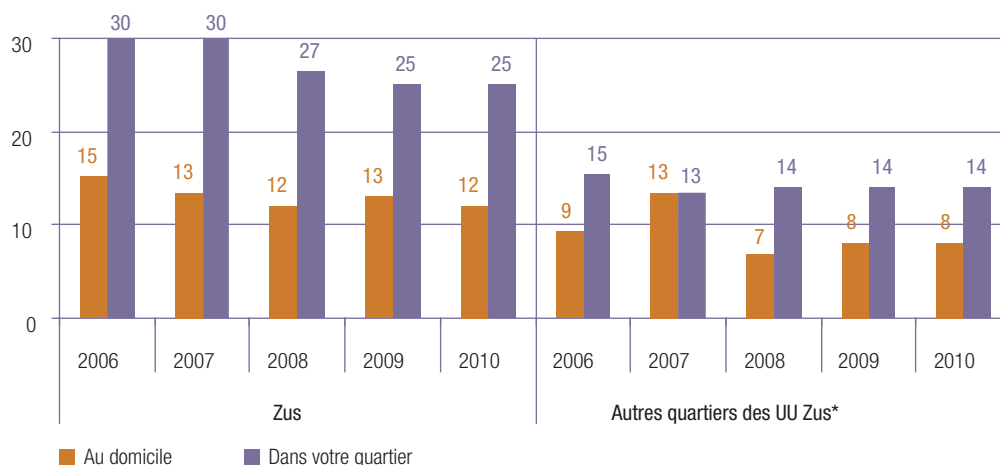
Un sentiment d'insécurité plus répandu dans les Zus, mais moins fréquent que les années précédentes

Au-delà des aspects les plus concrets, l'image même du quartier préoccupe les habitants et le sentiment d'insécurité s'y développe avec plus de prégnance qu'ailleurs. L'insécurité est ainsi ressentie plus souvent dans le quartier que dans le domicile : 25 % des habitants des Zus

déclarent, en janvier 2010, se sentir souvent ou de temps en temps en insécurité dans leur quartier, contre 12 % à leur domicile, alors que pour les autres habitants des mêmes agglomérations ces proportions sont respectivement de 14 % et 8 % (graphique 3).

Graphique 3

Vous arrive-t-il de vous sentir en insécurité à votre domicile, dans votre quartier ? (%)



* UU Zus : unités urbaines ayant au moins une Zus.

Source : Insee, enquêtes PCV-« cadre de vie et sécurité », janvier 2006, enquêtes « cadre de vie et sécurité », janvier 2007, janvier 2008, janvier 2009, janvier 2010.

Champ : population de 14 ans ou plus.

Traitements : Onzus.

Lecture : en janvier 2010, 12 % des habitants des Zus déclaraient se sentir en insécurité à leur domicile souvent ou de temps en temps, et également 8 % dans les autres quartiers des mêmes agglomérations.

Cependant, le sentiment d'insécurité au domicile exprimé par les habitants des Zus a diminué de 3 points entre 2006 et 2010, avec toutefois une stabilisation depuis trois ans. Entre ces deux dates il diminue de 1 point dans les quartiers des mêmes agglomérations.

Depuis janvier 2010, on observe également une baisse sensible du sentiment d'insécurité ressentie à l'égard du quartier par les habitants des Zus (- 5 points) alors que, dans les autres quartiers des mêmes agglomérations, ce recul est moins marqué (- 1 point).

En 2010, le sentiment d'insécurité dans le quartier exprimé par les habitants des Zus est supérieur de 11 points à celui exprimé par les habitants des autres quartiers.

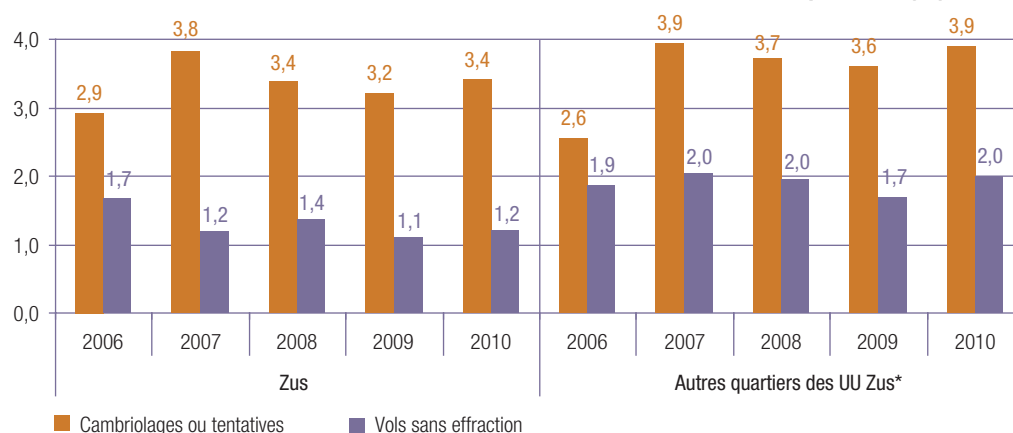
Des faits plus souvent en relation avec leur quartier pour les habitants des Zus

Les ménages habitants en Zus sont, en 2010, sensiblement moins nombreux à avoir subi un vol ou une tentative de vol de voiture.

Le recensement des faits dont sont victimes les habitants des Zus permet d'aborder le lien existant entre le sentiment d'insécurité largement exprimé par les habitants et les atteintes réellement subies. Sur ce point, le constat est plus nuancé. Ainsi, les ménages habitant en Zus sont plutôt moins nombreux que les autres citadins à avoir subi un cambriolage ou un vol sans effraction dans leur logement (graphique 4). Le sentiment plus important que les habitants

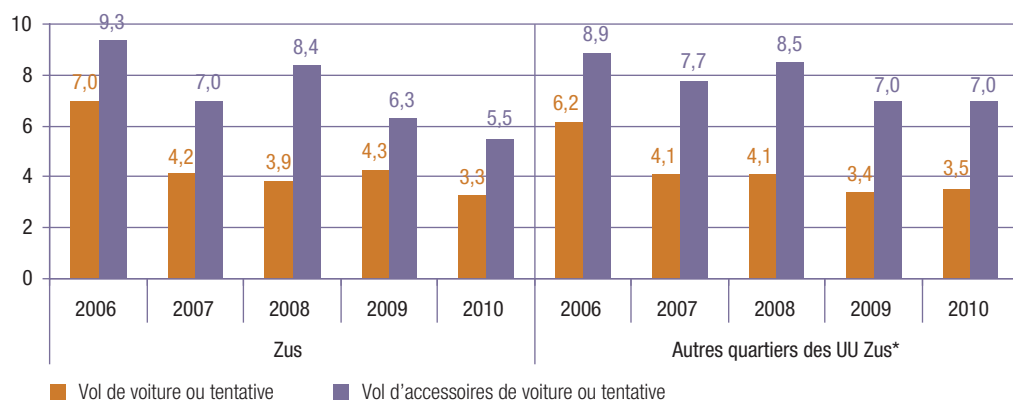
en Zus ont d'être en insécurité dans leur logement par rapport aux habitants d'autres quartiers ne correspond pas à un plus grand nombre d'atteintes subies. La part des habitants en Zus victimes d'un cambriolage diminue même sensiblement, entre janvier 2007 et janvier 2010 (- 0,4 point) alors que le sentiment d'insécurité dans leur logement tend à stagner. Dans les autres quartiers des mêmes agglomérations, la fréquence des cambriolages reste stable. Les vols sans effraction semblent quant à eux se stabiliser en Zus depuis janvier 2007.

Graphique 4
Vous arrive-t-il de vous sentir en insécurité à votre domicile, dans votre quartier? (%)



* UU Zus : unités urbaines ayant au moins une Zus.
 Source : Insee, enquêtes PCV-« cadre de vie et sécurité », janvier 2005 et janvier 2006, enquêtes « cadre de vie et sécurité », janvier 2007 et janvier 2008.
 Champ : ménages de France métropolitaine.
 Traitements : Onzus.
 Lecture : en janvier 2010, 3,4 % des ménages résidant en Zus déclaraient avoir été victimes d'un cambriolage ou d'une tentative de cambriolage de leur résidence principale au cours des années 2008 et 2009.

Graphique 5
Proportion de ménages ayant subi au moins une fois un vol ou une tentative de vol de voiture ou d'accessoires de voiture (%)



* UU Zus : unités urbaines ayant au moins une Zus.
 Source : Insee, enquêtes PCV-« cadre de vie et sécurité », janvier 2006, enquêtes « cadre de vie et sécurité », janvier 2007, janvier 2008, janvier 2009 et janvier 2010. La situation est un peu différente pour les vols ou tentatives de vol de voiture subis au cours des années 2008 et 2009, tels qu'ils ont été relevés dans l'enquête de janvier 2010 (graphique 5). Leur fréquence est désormais comparable en Zus à celle des autres quartiers.
 Champ : ménages de France métropolitaine.
 Traitements : Onzus.
 Lecture : en janvier 2010, en Zus, 3,3 % des ménages interrogés déclaraient avoir été victimes d'au moins un vol ou d'une tentative de vol de voiture au cours des années 2008 et 2009.

Quant aux vols ou tentatives de vol de voitures et aux vols d'accessoires automobiles, début 2010, la part de ménages déclarant en avoir été victime les deux années précédentes, est sensiblement plus faible dans les Zus que dans les autres quartiers **(graphique 5)**.

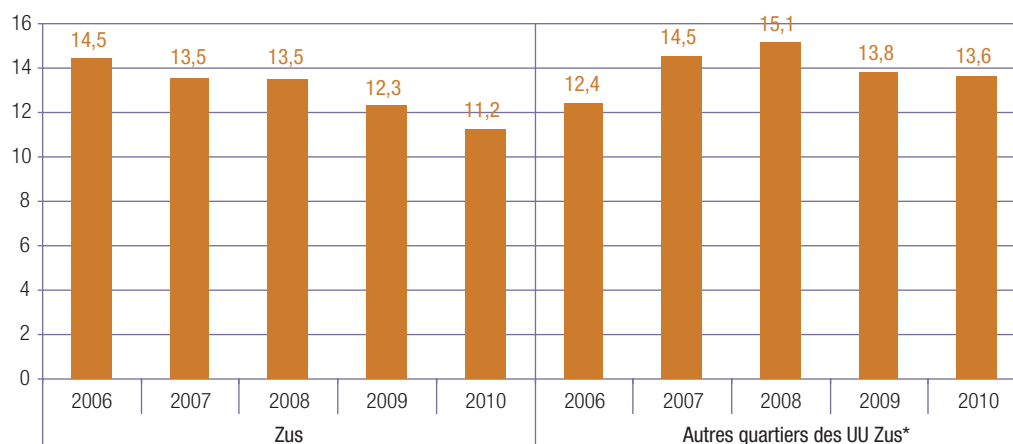
Pour ces deux derniers événements, il faut prendre toutefois en compte le fait que les ménages en Zus sont moins exposés à ces risques puisque moins souvent propriétaires d'un véhicule automobile (65 % d'entre eux ont une voiture contre 81 % pour les autres ménages de citadins).

Le risque pour les habitants des Zus d'être victimes de certains types de violences envers les personnes, comme les agressions, est en sensible diminution depuis l'enquête de janvier 2008, et reste moins élevé que pour les habitants des autres quartiers **(graphique 6)**.

Cependant, s'ils n'en sont pas directement victimes, les habitants des Zus sont plus souvent témoins d'agressions ou de violences que ceux des autres quartiers : 15 % d'entre eux déclarent avoir été témoin d'agression (souvent ou de temps en temps) en janvier 2010, contre 10 % dans les autres quartiers.

Graphique 6

Proportion d'individus ayant été victimes d'agression ou de tout autre acte de délinquance au moins une fois au cours des deux années précédentes (%)



* **UU Zus** : unités urbaines ayant au moins une Zus.

Source : Insee, enquêtes PCV « cadre de vie et sécurité », janvier 2006, enquêtes « cadre de vie et sécurité », janvier 2007, janvier 2008, janvier 2009 et janvier 2010.

Champ : population de 14 ans ou plus de France métropolitaine.

Traitements : Onzus.

Lecture : en janvier 2010, 11,2 % des personnes de 14 ans et plus interrogées, résidant en Zus, déclaraient avoir été victimes, en 2008 et 2009, d'agressions ou d'actes de violence même verbaux.

Pour les autres types de violences, vol et tentative de vol (avec ou sans violence), menaces, insultes et injures, les habitants des Zus ne s'en déclarent pas significativement plus sou-

vent victimes que les habitants d'autres quartiers, plus particulièrement quand ces quartiers sont situés dans les mêmes agglomérations **(tableau 1)**.

Tableau 1
Personnes ayant déclaré avoir été victimes au moins une fois en 2008 ou 2009 des agressions suivantes (%)

	Habitants des Zus	Autres habitants des agglomérations ayant une Zus sur leur territoire	2008
Vol et tentative de vol avec violence physique et menaces	0,9	1,3	0,9
Vol et tentative de vol sans violence physique ni menaces	3,9	4,3	3,5
Violences physiques	2,9	3,0	2,5
Menaces	4,2	4,9	4,6
Insultes et injures	12,1	13,4	12,3
Autres agressions	1,9	2,1	1,7

Source: Insee, enquête « cadre de vie et sécurité », janvier 2010.

Champ: population de 14 ans ou plus.

Traitements: Onzus.

Lecture: 0,9 % des habitants des Zus ont déclaré en janvier 2009 avoir été au moins une fois victime d'un vol ou d'une tentative de vol avec violence physique et menaces au cours des années 2008 ou 2009.

Contrairement aux années précédentes, d'après l'enquête de janvier 2010, le nombre d'agressions, et pas seulement le fait d'avoir été agressé au cours des deux dernières années, est parfois moins important pour les habitants des Zus.

Ainsi, au cours des années 2008 et 2009, les habitants de ces quartiers (âgés de 14 ans ou plus) ont déclaré avoir été victimes en moyenne de près de 6,5 vols avec violence pour 1 000 habitants, contre 8,3 pour 1 000 pour les habitants des autres quartiers des mêmes agglomérations. Par contre, le nombre de violences physiques déclarées en 2008 et 2009 par les habitants des Zus s'élevait à 68 pour 1 000 habitants, contre 62 pour 1 000 pour les habitants des autres quartiers.

Cependant, même s'ils ne sont pas beaucoup plus souvent victimes d'actes de délinquance, le fait d'être plus fréquemment témoins de tels actes, d'être confrontés plus souvent à des destructions ou détériorations d'équipements collectifs dans leur quartier (**graphique 7**) ne

peut que susciter chez les habitants des Zus un sentiment d'insécurité plus fort et faire de la délinquance et des incivilités un problème important de leur quartier.

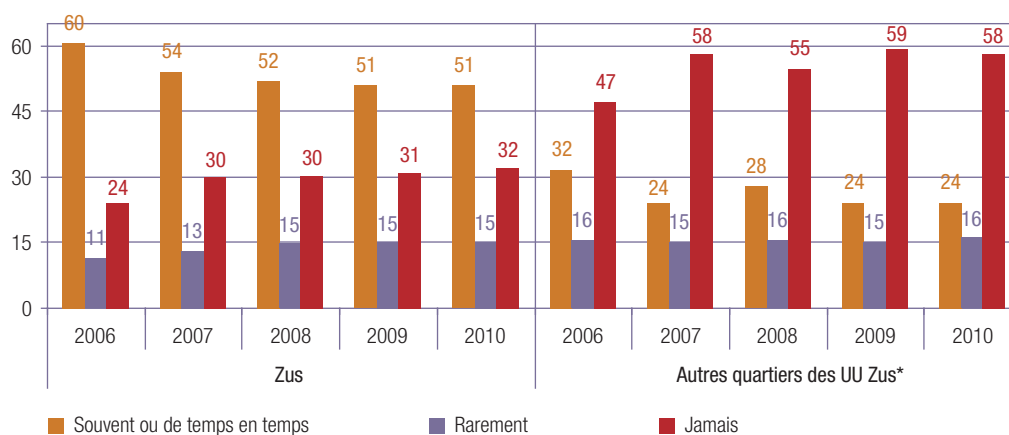
De plus, ces événements, lorsqu'ils se produisent, sont pour les habitants des Zus le plus souvent en relation avec le quartier. En effet, parmi les habitants des Zus ayant subi un vol violent durant l'année 2009, plus de six victimes sur dix ont été agressées dans leur quartier (contre à peine quatre sur dix pour les habitants des autres quartiers). Ces vols se déroulent également beaucoup plus souvent dans la rue ou dans un lieu public.

Toutefois, entre janvier 2006 et janvier 2010, la part d'habitants ayant déclaré avoir été témoins de dégradations d'équipements collectifs a diminué de 9 points.

Cette évolution est ainsi cohérente avec la diminution régulière du sentiment d'insécurité dans le quartier ressentie par les habitants des Zus.

Graphique 7

Au cours des douze derniers mois, est-il arrivé dans votre quartier ou votre village que des équipements collectifs aient été détruits ou détériorés volontairement (cabines téléphoniques, abribus, panneaux, etc.) ? (%)



* UU Zus : unités urbaines ayant au moins une Zus.

Source : Insee, enquêtes PCV-« cadre de vie et sécurité », janvier 2006, enquêtes « cadre de vie et sécurité », janvier 2007, janvier 2008 et janvier 2010.

Traitements : Onzus.

La mise en œuvre de la politique de la ville

Mesures pour l'emploi..... p. 256

→ L'emploi aidé dans les zones urbaines sensibles en 2009. p. 258

L'habitat p. 272

→ L'état d'avancement du programme national de rénovation urbaine p. 276

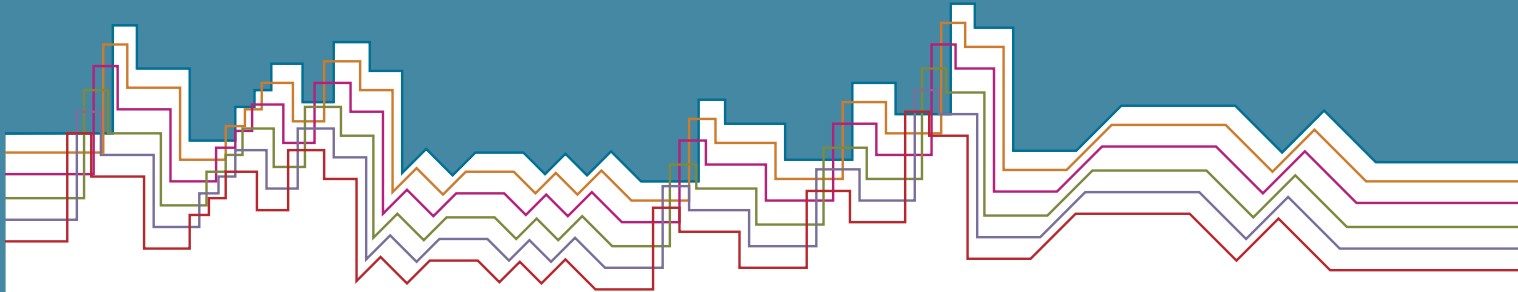
→ L'amélioration du parc de logements privés dans les Zus en 2009 p. 284

La politique de cohésion sociale..... p. 288

→ Les subventions accordées par l'Acisé, montants et organismes destinataires en 2009..... p. 291

La dotation de solidarité urbaine p. 312

→ La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale en 2010..... p. 314



Mesures pour l'emploi

→ L'emploi aidé dans les zones urbaines sensibles en 2009



L'emploi aidé dans les zones urbaines sensibles en 2009

Simon Quantin (Dares)

En 2009, 57 600 résidents des zones urbaines sensibles (Zus) de France métropolitaine ont été recrutés dans le secteur non marchand en contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE), contrat d'avenir (CAV) ou dans le secteur marchand en contrat initiative-emploi (CIE). Toutefois, dans un contexte économique difficile, l'augmentation au niveau national du nombre d'embauches en contrats aidés n'a pas bénéficié aux résidents des Zus. Alors qu'ils représentaient 13 % du total des entrants en 2008, ils ne totalisent plus que 12 % des embauches en 2009, un recul enregistré principalement dans le secteur marchand.

En Zus, les demandeurs d'emploi aux caractéristiques favorables à l'embauche en contrats aidés sont surreprésentés. Mais, en neutralisant les différences de structure sociodémographique des demandeurs d'emploi en Zus et hors Zus, les chances d'accès dans le secteur marchand au CIE sont plus faibles pour les résidents des zones urbaines sensibles. Dans le secteur non marchand, elles sont plus élevées en CAE et plus faibles en CAV.

Un dispositif renforcé en 2009

Confronté à la crise économique et à la dégradation du marché du travail, l'État, lors de l'élaboration de la loi de finances initiale pour 2009, s'est fixé des objectifs de prescription plus élevés qu'en 2008 : 100 000 contrats aidés supplémentaires sont initialement prévus pour l'année 2009¹ ; soit, au total, une prescription de 330 000 contrats aidés dans le secteur non marchand, contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et contrats d'avenir (CAV), et 50 000 contrats initiative-emploi (CIE) dans le secteur marchand.

Au cours du premier semestre 2009, cependant, la hausse du chômage se poursuit (**tableau 1**). Elle concerne toutes les tranches d'âge mais son ampleur est plus importante pour les jeunes de 15 à 24 ans, dont le taux

de chômage augmente de 3 points en deux trimestres pour atteindre 23,8 %². Pour répondre à la forte croissance du chômage des jeunes, des « mesures jeunes actifs » sont mises en place au mois de juin 2009. Afin de favoriser l'embauche dans le secteur marchand³, l'État s'engage à financer 50 000 CIE supplémentaires, prioritairement dans le secteur du déve-

2. Dares analyses, « Emploi, chômage, population active : bilan de l'année 2009 », n° 050 juillet 2010

3. En plus de l'augmentation du nombre de contrats aidés, les mesures incluent aussi :

- l'élargissement du dispositif « zéro charge » aux entreprises de onze salariés et plus pour leur recrutement d'apprentis (cf. décret n° 2009-695 du 15 juin 2009) ;
- une prime de 1 800 euros pour les entreprises de moins de 50 salariés qui embauchent un premier apprenti ou un apprenti supplémentaire (cf. décret n° 2009-693 du 15 juin 2009) ;
- une prime de 3 000 euros pour les entreprises qui recrutent en CDI des jeunes de moins de 26 ans qu'elles ont préalablement accueillis en stage (cf. décret n° 2009-694 du 15 juin 2009).

Ces aides exceptionnelles sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2010.

1. Loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009.

loppement durable et dans les entreprises de l'économie sociale et solidaire⁴. Dans le secteur non marchand, 30 000 contrats-passerelle vers l'emploi sont financés afin de permettre à des jeunes d'acquérir une première expérience professionnelle transférable vers le secteur mar-

chand. Ces contrats s'appuient sur le CAE⁵ et prévoient des périodes d'immersion chez les employeurs du secteur marchand. Ils ciblent les jeunes, de 16 à 25 ans, connaissant des difficultés d'accès à l'emploi, quels que soient leur niveau de formation et leur ancienneté d'inscription au chômage.

Tableau 1
Évolution entre 2006 et 2008 du taux de chômage au sens du BIT, par âge et sexe, en %

	Zus			Quartiers hors Zus des unités urbaines ayant une Zus		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
Hommes						
15-24 ans	36,6	31,4	41,7	21,1	19,0	19,1
25-49 ans	17,2	16,8	14,6	7,7	7,3	6,4
50-59 ans	13,0	13,5	12,9	7,3	6,2	5,8
Ensemble hommes	19,1	18,4	18,1	9,2	8,4	7,7
Femmes						
15-24 ans	35,6	31,1	29,6	21,5	18,8	16,1
25-49 ans	19,8	16,3	15,1	8,8	8,3	7,3
50-59 ans	10,0	9,9	8,5	6,0	5,7	4,7
Ensemble femmes	20,0	17,0	15,6	9,6	8,9	7,7
Ensemble	19,5	17,8	16,9	9,4	8,6	7,7

Champ : population active de 15 à 59 ans.

Source : Insee enquêtes emploi en continu 2003 à 2008.

Traitement : Onzus.

Pour faciliter l'augmentation du rythme des prescriptions, des dispositions sont aussi prises pour renforcer l'attractivité des contrats aidés. La nécessité d'accélérer les entrées en CAE conduit ainsi le gouvernement à majorer son taux de prise en charge : celui-ci passe de 70 % à 90 % du Smic, pour l'ensemble des contrats signés à compter du 1^{er} avril 2009⁶.

Au total, la programmation des contrats aidés pour 2009 s'élève à 380 000 entrées dans le non marchand (aux CAE-passerelles s'ajoutent aussi 20 000 CAE octroyés pour le second semestre 2009), soit 84 000 entrées supplémentaires attendues par rapport à l'année précédente.

Dans le secteur marchand, l'enveloppe allouée en 2009 correspond à 100 000 CIE, soit 65 000 de plus.

4. Sur ce point, cf. le discours du président de la République sur l'emploi des jeunes, du 24 avril 2009.

5. Ce dispositif est tourné principalement vers les collectivités territoriales. Néanmoins, il est aussi ouvert aux associations hors ateliers-chantiers d'insertions (ACI).

6. Cf. Instruction DGEFP, n° 2009-10 du 30 mars 2009 relative au plan de relance des contrats aidés et la circulaire DGEFP, n° 2008-22 du 12 décembre 2008 relative au pilotage physico-financier des contrats relevant du secteur non marchand.

La part des résidents en Zus dans les entrées diminue, dans un contexte d'augmentation des embauches en contrats aidés

Conformément à ces objectifs, 99 389 CIE seront signés en France métropolitaine, et 384 291 CAE, CAE-passerelle et CAV (tableau 2). Cette augmentation des contrats aidés dans le secteur marchand et non marchand n'a cependant pas profité plus particulièrement aux résidents des Zus. Au contraire, ils ne représentent plus que 11,9 % des entrants en contrats aidés en France métropolitaine, tous contrats aidés confondus, contre 13,0 % en 2008. Dans le secteur marchand, seuls 7,9 % des entrants en CIE résident en Zus, alors que ces personnes totalisaient 11,4 % des entrées en 2008. Dans le secteur non marchand, toutefois, la part des entrants résidant en Zus est restée stable.

Tableau 2
Entrants dans les principaux contrats aidés issus de la loi de cohésion sociale

	2009
Secteur marchand	
CIE	99 389
dont entrants en Zus (%)	7,9
Secteur non marchand	
CAE	284 704
dont entrants en Zus (%)	12,4
CAV	99 587
dont entrants en Zus (%)	14,7
Total des entrants	483 680
dont entrants en Zus (%)	11,9

Source : Dares.

Champ : flux d'entrants en politique d'emploi en France métropolitaine.
Lecture : en 2009, sur 99 389 entrées en CIE en France métropolitaine, 7,9 % concernaient des résidents des Zus.

Tableau 3
Profil des nouveaux entrants en CIE en 2009 (embauches initiales et reconductions), en %

	Zus	Hors Zus	Ensemble
Âge			
Moins de 26 ans	51,0	50,1	50,2
De 26 ans à 49 ans	36,6	30,1	30,6
50 ans ou plus	12,4	19,8	19,3
Sexe			
Homme	59,7	55,0	55,4
Niveau de formation initiale			
Niveau > bac	12,7	18,6	18,2
Niveau bac	19,4	23,4	23,1
Niveau CAP-BEP	48,0	46,6	46,7
Niveau < au BEP-CAP	19,9	11,4	12,1
Inscription au chômage à la date de l'embauche			
Moins de 6 mois	33,7	36,1	35,9
De 6 à 11 mois	17,5	17,6	17,6
De 12 à 23 mois	21,3	19,8	20,0
24 mois et plus	13,2	11,5	11,6
Non inscrit	14,3	15,0	14,9

Tableau 3 (suite)

Profil des nouveaux entrants en CIE en 2009 (embauches initiales et reconductions), en %

	Zus	Hors Zus	Ensemble
Public prioritaire			
dont bénéficiaires du revenu minimum d'insertion	5,1	2,4	2,6
dont personnes handicapées	3,0	2,8	2,8
dont bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS)	1,8	1,5	1,5
Nationalité			
Français	82,4	95,2	94,2
Étranger	16,6	3,7	4,7
Ressortissant européen	1,0	1,1	1,1
Secteur d'activité			
Agriculture	1,6	5,4	5,1
Industrie	11,9	14,3	14,1
Construction	13,8	12,1	12,2
Commerce	20,5	22,9	22,7
Transport	5,9	4,3	4,5
Services aux entreprises	16,6	12,6	13,0
Services aux particuliers	20,9	18,9	19,0
Éducation, santé, action sociale	6,1	5,7	5,8
Autres	2,8	3,8	3,7
Type d'emploi occupé			
Personnel des services aux personnes et à la collectivité	15,1	10,1	10,5
Personnel des services administratifs et commerciaux	8,8	11,6	11,3
Personnel de l'industrie hôtelière	17,1	13,7	13,9
Personnel de la distribution et de la vente	16,0	16,9	16,8
Cadres commerciaux, administratifs et professionnels de l'information et de la communication	2,2	4,2	4,1
Personnel de type artisanal, de l'agriculture et de la pêche	4,7	8,4	8,1
Personnel du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction	12,1	9,7	9,9
Personnel du transport et de la logistique	10,5	7,9	8,1
Personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique	5,4	5,5	5,5
Autres	8,2	12,1	11,8

Source : Dares.

Champ : flux d'entrants en politique d'emploi en France métropolitaine.

Lecture : en 2009, 55,4 % des entrants en CIE en France métropolitaine sont des hommes. En Zus, c'est le cas de 59,7 % de ces entrants.

Dans le secteur marchand, les résidents des Zus n'intègrent pas les mêmes secteurs d'activité

Dans le secteur marchand, les CIE ont majoritairement été prescrits à des jeunes de moins de 26 ans (**tableau 3**). Ils représentent ainsi 50,2 % des entrants en CIE, soit 14 points de plus qu'en 2008. Cette inflexion s'observe également pour les résidents des zones urbaines sensibles. La part des jeunes parmi les nouveaux salariés en CIE résidant en Zus atteint, elle aussi, 51,0 % soit 8 points de plus que l'année précédente. Ce résultat n'est pas surprenant : la moitié de l'enveloppe pour les CIE, soit 50 000 contrats aidés, s'inscrivait dans le cadre des « mesures jeunes actifs ».

En 2009, les entrants en CIE résidant en Zus sont plus fréquemment embauchés dans l'industrie hôtelière (17 % contre 14 % hors Zus), comme personnel des services aux personnes et aux collectivités (15,1 % contre 10,1 % hors

Zus) ou dans les métiers du bâtiment et des travaux publics (12,1 % contre 9,7 % hors Zus) (**tableau 3**). Toutefois, comme en 2008, les salariés en CIE résidant hors Zus sont davantage embauchés dans les services administratifs et commerciaux (11,6 % contre 8,8 % en Zus).

Cette année encore, les contrats signés par les résidents des Zus et les non-résidents sont relativement proches. Mais leurs caractéristiques ont changé par rapport à l'année passée. Quel que soit le lieu de résidence du salarié, 70 % environ des contrats sont des CDI, contre 80 % des entrées en 2008. Toutefois, la durée de convention excède plus fréquemment douze mois : c'est le cas pour 11,3 % des contrats aidés signés par des résidents des Zus et 10,3 % pour les résidents hors Zus (**tableau 4**).

Dans le secteur non marchand, des différences d'emploi et de contrat persistantes

Entre les salariés en contrat aidé du secteur non marchand résidant en quartier sensible et ceux vivant sur d'autres territoires, les différences observées les années précédentes sur le statut de l'employeur, le type d'emploi occupé et la durée du contrat persistent.

Les résidents des Zus sont ainsi proportionnellement plus nombreux à être embauchés en contrats aidés non marchands dans des associations : 57 % en CAE et 69 % en contrat d'avenir, contre respectivement 45 % et 57 % pour les résidents hors Zus (**tableau 5**).

En CAV, ils occupent souvent des postes de personnel des services aux collectivités (22 %) ou exercent des métiers liés à la nature et à l'environnement (15 %). Toutefois, c'est en tant qu'ouvriers que les résidents des Zus sont le plus fréquemment embauchés en CAV (32 %), et dans une proportion plus élevée que sur le reste du territoire (25 %), en raison notamment du poids des ateliers-chantiers d'insertion (ACI). Ceux-ci recrutent beaucoup sur des postes d'ouvriers⁷ et réalisent au niveau national un peu

plus de la moitié des nouvelles embauches en contrat d'avenir. Or, en Zus, ce sont 64,5 % des embauches initiales en contrat d'avenir qui sont effectuées dans le cadre d'ACI, soit 10 points de plus que sur le reste du territoire. Par ailleurs, les salariés embauchés en CAV résidant en Zus ont un plus faible niveau de formation : 36 % n'ont ni BEP ni CAP (contre 25 % hors Zus) et ils sont orientés principalement vers des postes d'ouvriers.

Parmi les salariés résidant en Zus débutant leur CAE en 2009, 25 % occupent des métiers liés aux services à la personne, alors que ces emplois représentent 30 % des nouvelles embauches hors Zus. De fait, les salariés recrutés en CAE en Zus sont plus fréquemment embauchés comme personnel des services aux collectivités et animateurs sportifs et socioculturels que sur le reste du territoire. Enfin, 11 % des nouvelles embauches en Zus concernent des postes d'ouvriers. Cette part, plus élevée que sur le reste du territoire (7,8 %), s'explique là encore par l'importance des embauches en chantier d'insertion (19,5 % en Zus contre 9,3 % hors Zus).

7. En 2008, 45 % des embauches en ACI en CAV concernent des postes d'ouvriers et 30 % des professions liées à la nature et à l'environnement.

Dans le secteur non marchand, tous les contrats initiaux sont des contrats à durée déterminée et majoritairement à temps partiel (tableau 4). Ils sont toutefois d'une durée plus courte pour les résidents des Zus : 60 % des CAE ont une durée

initiale de convention qui n'excède pas six mois, alors qu'ils ne sont que 52 % lorsque le salarié réside hors d'une Zus. Il en va de même pour les CAV (57,4 % contre 48,5 %).

Tableau 4
Caractéristiques du contrat de travail en 2009 (embauches initiales), en %

	CIE			CAE			CAV		
	Zus	Hors Zus	Ensemble	Zus	Hors Zus	Ensemble	Zus	Hors Zus	Ensemble
Durée de la convention initiale (en mois)									
Moins de 6 mois	2,1	2,3	2,3	0,4	0,5	0,5	0,1	0,2	0,2
6 mois	17,6	19,6	19,5	59,7	51,6	52,6	57,3	48,3	49,7
Entre 6 mois et 12 mois	22,7	15,1	15,7	8,9	11,3	11,0	12,9	16,0	15,5
12 mois	46,2	52,7	52,2	26,9	31,1	30,6	22,1	24,6	24,2
Entre 12 mois et 24 mois	0,9	1,0	1,0	0,8	0,9	0,9	0,7	0,6	0,6
24 mois	10,4	9,3	9,4	3,2	4,6	4,4	6,9	10,3	9,8
Plus de 24 mois	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0			
Condition d'emploi*									
Temps complet	75,5	76,5	76,4	13,0	19,6	18,8	2,1	2,9	2,8
20 heures	0,3	0,2	0,2	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1
De 20 heures à moins de 26 heures	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
26 heures	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	2,0	2,8	2,7
De 26 heures à moins de 35 heures	0,3	0,4	0,4	0,1	0,2	0,2			
35 heures	63,1	62,1	62,1	12,1	18,7	17,9			
De 35 heures à moins de 39 heures	2,1	2,8	2,7						
39 heures	9,2	10,4	10,3						
Plus de 39 heures	0,3	0,5	0,5						
Temps partiel	24,5	23,5	23,6	87,0	80,4	81,2	97,9	97,1	97,2
20 heures	11,7	10,3	10,4	46,7	43,4	43,8	12,5	7,0	7,8
De 20 heures à moins de 26 heures	5,8	6,1	6,1	25,0	21,2	21,6	6,5	4,5	4,8
26 heures	0,6	0,5	0,5	9,6	8,0	8,2	79,0	85,6	84,6
De 26 heures à moins de 35 heures	6,6	6,7	6,7	5,7	7,8	7,5			
Type de contrat									
CDI/CNE	72,8	70,3	70,5						
CDD	27,2	29,7	29,5	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ateliers-chantiers d'insertion	0,6	0,4	0,4	19,5	9,3	10,5	64,5	51,2	53,3

* Hors dérogations. Pour le contrat d'avenir, la durée hebdomadaire de travail ne peut excéder 26 heures. Pour tous les contrats, la distinction entre temps complet et temps partiel se base sur la durée hebdomadaire de travail en vigueur dans l'établissement.

Source : Dares.

Champ : flux d'entrants en politique d'emploi en France métropolitaine.

Lecture : en 2009, 81,2 % des entrants en CAE en France métropolitaine travaillent à temps partiel. En Zus, c'est le cas de 87,0 % de ces entrants. De plus, 52,6 % des conventions initiales signées en France métropolitaine en 2009 ont une durée de six mois. En Zus, 59,7 % des conventions initiales sont conclues pour six mois.

Tableau 5
Profil des nouveaux entrants en CAE et en CAV en 2009 (embauches initiales et reconductions), en %

	CAE			CAV		
	Zus	Hors Zus	Ensemble	Zus	Hors Zus	Ensemble
Âge						
Moins de 26 ans	40,3	35,0	35,6	9,0	8,3	8,4
De 26 ans à 49 ans	48,3	47,1	47,2	79,0	77,4	77,7
50 ans ou plus	11,3	17,9	17,1	11,9	14,3	13,9
Sexe						
Homme	39,7	33,0	33,8	49,2	49,2	49,2
Niveau de formation initiale						
Niveau > bac	12,6	16,8	16,3	7,4	11,6	10,9
Niveau bac	19,6	23,0	22,6	12,4	16,4	15,8
Niveau CAP-BEP	40,4	42,8	42,6	44,1	46,7	46,3
Niveau < au BEP-CAP	27,5	17,3	18,5	36,1	25,3	27,0
Inscription au chômage à la date de l'embauche						
Moins de 6 mois	26,8	23,3	23,7	17,9	17,7	17,8
De 6 à 11 mois	16,5	15,8	15,9	15,8	15,0	15,2
12 à 23 mois	27,7	32,8	32,2	22,8	22,3	22,3
24 et plus	20,1	20,9	20,8	33,5	32,4	32,6
Non inscrit	8,9	7,2	7,4	10,0	12,6	12,2
Public prioritaire						
dont bénéficiaires du RMI	10,5	6,5	6,9	66,2	57,3	58,7
dont personnes handicapées	4,8	7,1	6,8	7,2	8,3	8,1
dont bénéficiaires de l'ASS	2,7	2,9	2,9	13,8	22,5	21,2
Nationalité						
Français	81,6	93,8	92,4	80,5	92,6	90,7
Étranger	17,6	5,2	6,7	18,8	6,6	8,5
Ressortissant européen	0,8	0,9	0,9	0,7	0,8	0,8
Statut de l'employeur						
Commune	9,8	16,5	15,7	5,6	7,9	7,5
EPCI, département, région	1,7	3,2	3,0	3,3	5,3	5,0
Association, fondation	57,1	44,6	46,1	69,2	57,4	59,2
Établissement public d'enseignement (lycée, collège)	18,4	19,0	19,0	16,5	21,7	20,9
Établissement sanitaire public	7,1	10,4	10,0	1,7	3,5	3,2
Autre établissement public	5,2	5,5	5,5	3,3	4,0	3,9
Autre personne morale	0,7	0,7	0,7	0,3	0,3	0,3
Type d'emploi occupé						
Personnel des services aux personnes	24,9	29,9	29,3	6,1	8,2	7,9
Personnel des services aux collectivités	13,5	8,5	9,1	21,7	18,9	19,3
Agent administratif	14,0	18,0	17,5	13,1	17,6	16,9
Animateur sportif ou socioculturel	16,6	14,4	14,7	2,0	2,5	2,4
Profession liée à la nature et à l'environnement	6,4	8,0	7,8	15,1	16,4	16,2
Ouvrier	11,0	7,8	8,2	31,5	25,4	26,4
Autres	13,5	13,4	13,4	10,5	10,9	10,8

Source : Dares.

Champ : flux d'entrants en politique d'emploi en France métropolitaine.

Lecture : en 2009, 33,8 % des entrants en CAE en France métropolitaine sont des hommes. En Zus, c'est le cas de 39,7 % de ces entrants.

Les différences de caractéristiques sociodémographiques entre Zus et hors Zus contribuent aux écarts de taux d'accès aux contrats aidés

Si l'on rapporte le nombre de personnes embauchées en cours d'année en contrat aidé au nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C inscrits au début de l'année, en Zus et hors Zus, la probabilité d'accès (**tableau 6**) à un CIE est 1,5 fois moins élevée pour un demandeur d'emploi résidant en zone urbaine sensible que pour une personne résidant sur le reste du territoire (en Zus 1,57 % des demandeurs d'emploi au 31 décembre 2008 accèdent à un CIE contre 2,38 % sur le reste du territoire). À l'inverse, dans le secteur non marchand, un demandeur d'emploi résidant en Zus a 1,3 fois plus de chances d'accéder à un CAV et 1,05 fois plus de chances d'accéder à un CAE.

Un tel calcul ne tient cependant pas compte des différences de population entre les Zus et le reste du territoire, ni des pratiques et des difficultés de recrutement en contrats aidés qui peuvent être différenciées. En premier lieu, quel que soit le lieu de résidence (Zus/hors Zus), la probabilité pour un demandeur d'emploi d'être embauché en contrat aidé dépend de ses caractéristiques sociodémographiques : niveau de formation, sexe, âge, ancienneté de l'inscription à Pôle emploi, etc. Les écarts de probabilité d'embauche en contrat aidé observés entre les Zus et le reste du territoire peuvent ainsi refléter des différences de caractéristiques entre les demandeurs d'emploi résidant en Zus, d'une part, et ceux résidant hors Zus, d'autre part. Par exemple, les demandeurs d'emploi résidant en Zus sont globalement plus jeunes et ont, en moyenne, un niveau de formation moins élevé, autant de caractéristiques qui peuvent être corrélées avec une plus grande probabilité d'accès à un contrat aidé. En second lieu, il est possible que les caractéristiques des demandeurs d'emploi impactent différemment, selon leur lieu de résidence, leur probabilité d'accès à un contrat aidé, en raison notamment des pratiques de prescription de contrats aidés ou des comportements à l'embauche des entreprises (ségrégation urbaine, discrimination)⁸ qui diffèrent selon le lieu de résidence du demandeur d'emploi.

Afin de rendre compte de ces différents effets, l'écart de probabilité d'accès à un contrat aidé

entre les demandeurs d'emploi résidant en zones urbaines sensibles et ceux résidant sur le reste du territoire peut être séparé en deux composantes (selon la décomposition d'Oaxaca-Blinder, **encadré 2**).

La première composante rend compte des écarts de taux d'accès liés aux différences de caractéristiques entre les résidents des Zus et les autres demandeurs d'emploi et permet d'évaluer ainsi l'impact de l'effet de composition (ou « effet de structure ») sur la différence de taux d'accès entre Zus et non Zus. Elle serait nulle si les demandeurs d'emploi en zone urbaine sensible et ceux résidant hors Zus avaient exactement les mêmes caractéristiques (âge, niveau de formation, nationalité, ancienneté d'inscription à Pôle emploi, etc.).

La seconde composante rend compte des différences de taux d'accès aux contrats aidés entre les habitants des Zus et les autres demandeurs d'emploi, à caractéristiques observables données (autrement dit des « différences de rendement » de ces caractéristiques). Cette seconde composante, qualifiée généralement de résiduelle, représente la part de l'écart des taux d'accès aux contrats aidés entre Zus et non Zus qui n'est pas expliquée par des différences de caractéristiques des populations. Elle peut traduire de la « discrimination » – positive ou négative –, mais aussi l'effet d'autres facteurs non observés (situation locale du marché du travail, filière d'études, etc.).

Comme attendu, les caractéristiques individuelles des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi ont un impact significatif sur leur probabilité d'accès en contrat aidé, avec des effets qui diffèrent parfois selon le lieu de résidence de l'individu (**tableau 7**).

Ainsi, pour le CIE et le CAE, l'âge reflète la poursuite de la mobilisation, débutée l'année précédente, des contrats aidés à destination des jeunes⁹. Un jeune de moins de 26 ans a, comme en 2008, toutes choses égales par ailleurs et quel que soit son lieu de résidence, une probabilité plus élevée d'accéder à un emploi aidé qu'une personne d'âge moyen (**tableau 6**).

8. Cf. notamment, les résultats du Céreq sur l'enquête génération 2004 publiés par l'Insee dans « Formations emploi 2009 » ou l'étude Duguet E., Leandri N., L'Horty Y. et Petit P. (2007), « Discriminations à l'embauche : un testing sur les jeunes des banlieues d'Île-de-France »

9. Pour tous les résultats relatifs à l'année 2008 qui suivront, voir Dares analyse, « Emplois aidés dans les zones urbaines sensibles en 2008 », à paraître.

Tableau 6
Probabilité d'accès à un contrat aidé des demandeurs d'emploi en fin de mois
au 31 décembre 2008

	Probabilité d'accéder à un CIE		Probabilité d'accéder à un CAE		Probabilité d'accéder à un CAV	
	Hors Zus	Zus	Hors Zus	Zus	Hors Zus	Zus
Individu de référence	1,34	0,99	1,70	2,10	0,61	0,67
Sexe						
<i>Homme</i>	référence		référence		référence	
<i>Femme</i>	1,03(***)	1,01 (n.s.)	3,77(***)	3,60(***)	0,77(***)	0,79 (n.s.)
Âge						
<i>Moins de 26 ans</i>	5,10(***)	4,36(***)	4,36(***)	4,50(**)	0,30(***)	0,33(**)
<i>De 26 à 49 ans</i>	référence		référence		référence	
<i>Plus de 50 ans</i>	3,29(***)	1,94(***)	2,37(***)	1,71(***)	0,58(***)	0,53(***)
Nationalité						
<i>Français</i>	référence		référence		référence	
<i>Étranger</i>	0,97(***)	1,20(***)	1,66(***)	1,72(*)	0,43(***)	0,48(***)
Niveau de formation						
<i>Inférieur au baccalauréat</i>	référence		référence		référence	
<i>Supérieur ou égal au baccalauréat</i>	1,30(***)	1,38(**)	1,25(***)	1,54(***)	0,35(***)	0,40(***)
Public prioritaire						
<i>Non bénéficiaire du RMI</i>	référence		référence		référence	
<i>Bénéficiaire du RMI</i>	0,45(***)	0,45 (n.s.)	1,14(***)	0,91(***)	6,25(***)	4,78(***)
Ancienneté de l'inscription à Pôle emploi						
<i>Depuis moins d'un an</i>	référence		référence		référence	
<i>Entre 1 et 2 ans</i>	2,74(***)	3,15(***)	8,45(***)	6,92(***)	2,24(***)	2,21
<i>Plus de 2 ans</i>	2,02(***)	2,71(***)	8,51(***)	8,12(***)	4,85(***)	4,43(***)

*** : résultat significatif au seuil de 1 %.

** : résultat significatif au seuil de 5 %.

* : résultat significatif au seuil de 10 %.

n. o. : résultat non significatif.

Source : Dares-Insee, traitement Dares.

Champ : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A, B et C inscrits à l'ANPE le 31 décembre 2008.

Lecture : l'individu de référence (un homme, âgé de 26 à 49 ans, de nationalité française, non bénéficiaire du RMI, inscrit à l'ANPE depuis moins d'un an) a une probabilité de 1,34 % d'accéder à un contrat initiative emploi s'il ne réside pas en Zus. Une personne ne se différenciant de l'individu de référence que par le fait d'habiter en Zus a une probabilité de signer un CIE de 0,35 point inférieur, soit 0,99 %.

Dans le secteur marchand, toutefois, cet effet est plus marqué que l'an passé, car la mise en place des « mesures jeunes actifs » est à l'origine de la moitié des contrats aidés en CIE. De plus, contrairement à 2008, cet effet est plus élevé pour les résidents des Zus que hors Zus. Pour les jeunes, leur probabilité d'accès est 4,4 fois plus élevée s'ils résident en Zus (contre 2,9 fois en 2008) et seulement 3,8 fois plus élevée sur le reste du territoire (contre 3,5 fois en 2008). Ce résultat peut être lié à l'ouverture de la prescription des CIE aux Missions locales.

Dans le secteur non marchand, pour le CAE, l'effet de l'âge est, comme en 2008, moins significatif. Il est aussi toujours plus favorable hors Zus qu'en Zus. En effet, la probabilité d'accès à un CAE pour un jeune résidant en zone urbaine sensible est, toutes choses égales par ailleurs, 2,1 fois plus élevée que celle d'une personne d'âge moyen. Sur le reste du territoire, elle est 2,6 fois plus élevée.

À caractéristiques sociodémographiques identiques, un accès moindre au CIE mais plus élevé en CAE pour les demandeurs d'emploi des zones urbaines sensibles

Dans le secteur non marchand, si les résidents des Zus ont une probabilité d'accès à un CAV supérieure de 0,75 point (2,9 % contre 2,15 %) (**tableau 7**) à celle des résidents hors Zus, ce résultat résulte essentiellement, comme en 2008, d'un effet de composition, les caractéristiques individuelles favorables à l'embauche en CAV étant surreprésentées en Zus. En effet, le CAV est un contrat aidé réservé aux bénéficiaires de minima sociaux (allocation aux adultes handicapés, allocation de solidarité spécifique, allocation de parent isolé, revenu minimum d'insertion). Or, en Zus, les deux tiers de la population perçoivent des allocations des caisses d'allocations familiales (allocations logement, RMI, prestations familiales) et 18 % des allocataires perçoivent le RMI, soit deux fois plus que sur l'ensemble de la métropole. En revanche, à caractéristiques identiques, les demandeurs d'emploi résidant en Zus ont des chances nettement plus faibles d'accéder à un CAV que

les autres demandeurs d'emploi : l'effet résiduel est négatif.

Dans le cas du CAE, le taux d'accès des demandeurs d'emploi résidant en Zus est légèrement supérieur à celui des autres demandeurs d'emploi (6,69 % contre 6,35 %). Contrairement au CAV, cet écart ne s'explique pas par un effet de composition : les caractéristiques individuelles favorables à l'embauche en CAE ne sont pas surreprésentées en Zus. Par contre, à caractéristiques identiques, les demandeurs d'emploi résidant en Zus ont des chances plus élevées de signer un CAE que les résidents hors Zus. L'effet résiduel est, en effet, positif. En cette année de crise, il pourrait refléter la priorité accrue donnée pour l'entrée en CAE, aux personnes accédant très difficilement à l'emploi, dont les demandeurs d'emploi résidant en Zus font partie.

Tableau 7

Décomposition des écarts de probabilité d'accès aux contrats aidés entre résidents des Zus et résidents hors Zus

	CIE	CAE	CAV
Probabilité d'accéder à un contrat aidé (en %)			
Résident des Zus	1,57	6,69	2,90
Résident hors Zus	2,38	6,35	2,15
Écart de probabilité d'accès au contrat aidé	- 0,81	0,33	0,75
Structure discriminante de référence* : Zus			
Écart expliqué par les différences de caractéristiques	- 0,19	- 0,24	0,92
Écart non expliqué par les différences de caractéristiques	- 0,62	0,57	- 0,18
Structure discriminante de référence* : hors Zus			
Écart expliqué par les différences de caractéristiques	- 0,09	- 0,40	0,78
Écart non expliqué par les différences de caractéristiques	- 0,72	0,74	- 0,03

* Voir encadré La décomposition d'Oaxaca-Blinder.

Source : Dares-Insee, traitement Dares.

Champ : demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits à l'ANPE le 31 décembre 2008 (catégorie A, B et C).

Lecture : un demandeur d'emploi résidant en Zus a une probabilité d'accès au CIE inférieure de 0,81 point à celle d'un demandeur d'emploi résidant hors Zus. En prenant comme référence la population résidant hors Zus, sur ce 0,81 point d'écart, 0,09 est expliqué par des différences de caractéristiques entre demandeurs d'emploi résidant en Zus et demandeurs d'emploi hors Zus et 0,72 point reste inexpliqué une fois prises en compte ces différences de caractéristiques.

Dans le secteur marchand, le taux d'accès au CIE des demandeurs d'emploi résidant en Zus est plus faible que celui des autres demandeurs d'emploi : 1,6 % en Zus contre 2,4 % hors Zus. Deux effets se renforcent. Tout d'abord, les caractéristiques individuelles défavorables à l'embauche en CIE sont surreprésentées en

Zus (effet de structure négatif). Par exemple, quel que soit le lieu de résidence, la probabilité d'accès à un CIE pour un allocataire du RMI est au moins deux fois plus faible, toutes choses égales par ailleurs. Or ces allocataires sont deux fois plus nombreux en Zus.

Mais au-delà de cet effet de structure, même à caractéristiques identiques, les demandeurs d'emploi des Zus ont une probabilité inférieure d'accéder au CIE. L'effet résiduel est en effet

fortement négatif et révèle – comme la part plus faible que les années précédentes des résidents des Zus parmi les entrants en CIE – un effet Zus nettement plus significatif qu'en 2008.

Des taux d'insertion dans l'emploi durable plus faibles pour les salariés résident en Zus

L'enquête auprès des sortants de contrats aidés issus de la loi de cohésion sociale (**encadré Enquête auprès des sortants de contrats aidés**) nous renseigne sur les conditions d'insertion professionnelle des bénéficiaires à l'issue d'un contrat aidé.

L'insertion après un contrat aidé¹⁰ est plus favorable pour les salariés passés par un contrat du secteur marchand, que pour ceux passés par un contrat aidé du non-marchand, et ce indépendamment du lieu de résidence du salarié. Plus précisément, les taux d'insertion dans l'emploi durable (CDI, CDD de plus de six mois, titulaire de la fonction publique et travailleur indépendant) sont nettement supérieurs après le CIE qu'après le CAE ou le CAV, pour les résidents des Zus et hors Zus. Toutefois, quel que soit le contrat aidé considéré, ces taux d'insertion sont toujours plus faibles pour les résidents des Zus.

Ainsi, dans le secteur marchand, 63 % des sortants de CIE résident en Zus sont en emploi durable, six mois après leur sortie alors qu'ils sont 71 % lorsqu'ils résident hors Zus. Notons cependant que, parmi ces emplois durables obtenus, les emplois en CDI à temps complet représentent 75 %, que le salarié réside en Zus ou non (**tableau 8**).

Dans le secteur non marchand, seuls 31 % des salariés en CAE résident en Zus occupent un emploi durable six mois après la fin de leur contrat, contre 40 % s'ils résident hors Zus. En fin de CAV, les salariés résident en Zus ne sont que 20 % à occuper un emploi durable, contre 27 % pour les sortants résident sur le reste du territoire.

Tableau 8
Situation professionnelle à six mois des sortants en 2008 de contrats d'aide à l'emploi, en %

	CIE		CAE		CAV	
	Zus	Hors Zus	Zus	Hors Zus	Zus	Hors Zus
En emploi	69,3	76,4	40,4	50,2	26,0	34,3
dont en emploi durable	63,1	71,4	31,6	40,1	20,0	27,0
en CDI à temps complet	47,2	52,1	9,6	10,8	4,7	6,6
en CDI à temps partiel	10,8	14,8	5,3	7,7	3,1	4,6
en CDD de plus de 6 mois	4,4	3,7	14,6	17,3	11,0	12,7
titulaire de la fonction publique	0,1	0,1	1,7	3,9	0,9	2,4
travailleur indépendant	0,6	0,7	0,3	0,4	0,3	0,7
Stage de formation, reprise d'études	1,0	0,9	3,8	4,5	2,7	3,9
Chômage	26,4	20,2	51,4	40,3	66,5	56,0
Inactivité	3,4	2,5	4,4	5,0	4,8	5,8

Source : ASP, traitement Dares.

Champ : sortants de l'année 2008.

Lecture : 69,3 % des personnes résident en ZUS sorties de CIE en 2008 déclarent être en emploi six mois après leur sortie. Plus précisément, 63,1% occupent un emploi durable et 47,2% un CDI à temps complet.

10. Pour une exploitation sur l'ensemble du territoire de la même enquête, voir « L'insertion professionnelle des personnes sorties de contrat aidé en 2008 », Dares analyse à paraître.

L'enquête auprès des sortants de contrats aidés issus de la loi de cohésion sociale

Pour disposer d'éléments d'évaluation des dispositifs de contrats aidés issus de la loi de cohésion sociale, la DGEFP et la Dares ont confié à l'ASP (ex-Cnasea) la réalisation d'une enquête en continu auprès de l'ensemble des bénéficiaires, six mois après leur « sortie » des contrats aidés. L'enquête s'adresse aux personnes passées par un contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE), un contrat d'avenir (CAV), un contrat initiative emploi (CIE), ou un contrat insertion – revenu minimum d'activité (CI-RMA) au titre de l'allocation de solidarité spécifique (ASS), de l'allocation parent isolé (API) ou de l'allocation adulte handicapé (AAH). Un questionnaire court, identique pour tous les contrats, est donc envoyé par voie postale à tous les sortants, six mois après la fin du versement de l'aide de l'État associée au contrat. L'objectif de cette enquête est

d'obtenir une information sur l'insertion professionnelle des bénéficiaires à l'issue d'un contrat aidé, le déroulement du contrat aidé (formation, accompagnement) et l'opinion des bénéficiaires sur le dispositif.

Les données exploitées ici concernent les sortants de l'année 2008, soit 32 745 sortants de CIE, 146 658 sortants de CAE et 69 259 sortants de CAV, interrogés six mois après leur « sortie » de contrat, soit sur une période couvrant le 2^e semestre 2008 et le 1^{er} semestre 2009. Le taux de réponse moyen de l'enquête est proche de 40 %. Un traitement statistique de la non-réponse est donc effectué afin de disposer de statistiques représentatives de l'ensemble des sortants.

Les taux d'insertion en emploi durable, plus faibles pour les résidents des Zus, peuvent provenir des caractéristiques des salariés en Zus : relativement à ceux qui ne résident pas en Zus, leurs niveaux de formation sont souvent moins élevés, ils sont aussi plus jeunes, et ont bénéficié plus souvent de minima sociaux, autant de facteurs qui impactent l'insertion en emploi durable¹¹.

Aussi, pour isoler un effet spécifique du lieu de résidence du salarié, il faut isoler les effets des caractéristiques individuelles. Les résultats de cette approche, présentés dans le **tableau 9**, confirment quelques résultats connus. Quel que soit le contrat aidé considéré, toutes choses égales par ailleurs, les jeunes et les personnes âgées de 50 ans ou plus lors de leur entrée

en contrat aidé ont moins de chances d'avoir accédé à un emploi durable à l'issue de leur contrat. À l'inverse, plus le niveau de formation est élevé, plus le salarié a de chances d'accéder à un emploi durable.

Il apparaît aussi qu'à niveau de diplôme, âge, ancienneté au chômage et statut de bénéficiaire du RMI identiques, un salarié en CIE résidant en Zus a 37 %¹² de chances en moins d'occuper un emploi durable six mois après sa sortie plutôt que de ne pas en occuper, relativement aux personnes de caractéristiques identiques ne résidant pas en Zus (**tableau 9**). Dans le secteur non marchand, le constat est identique, quoique plus faible : 32 % de chances en moins pour le CAE et 27 % de chances en moins pour le CAV.

11. *Ibid.*

12. Le rapport des chances présenté dans le tableau 2 étant de 0,73.

Tableau 9
Rapport des chances d'occuper un emploi durable six mois après le contrat aidé

	CIE	CAE	CAV
Résidant en			
Zus	0,727	0,756	0,784
Hors Zus	ref.	ref.	ref.
Sexe			
Homme	0,809	0,947	0,807
Femme	ref.	ref.	ref.
Âge			
Moins de 26 ans	0,688	0,775	1,051
De 26 à 49 ans	1,294	1,153	1,098
50 ans et plus	ref.	ref.	ref.
Niveau de formation			
supérieur au Bac	1,370	2,761	2,470
Bac	1,212	1,931	1,749
Cap-BEP	1,057	1,397	1,243
inférieur au Cap-BEP	ref.	ref.	ref.
Ancienneté de l'inscription à Pôle emploi			
Moins de 6 mois	0,710	0,744	0,931
De 6 à 11 mois	0,718	0,716	0,914
De 12 à 23 mois	0,858	0,710	0,906
24 mois et plus	0,860	0,603	0,836
Non inscrit	ref.	ref.	ref.
Allocataire du RMI			
Oui	0,731	0,583	0,750
Non	ref.	ref.	ref.

Source : ASP, traitement Dares.

Champ : sortants de l'année 2008.

Lecture : une régression logistique a été effectuée pour estimer les effets des caractéristiques propres à chaque salarié en contrat aidé (âge, niveau de formation, d'ancienneté au chômage, lieu de résidence...) sur la probabilité d'être en emploi durable six mois après la sortie. Ainsi, pour le CIE, le rapport des chances de 0,73 signifie précisément que, à niveau de formation, sexe, âge, ancienneté au chômage, et statut de bénéficiaire du Rmi identiques, la probabilité qu'un sortant de CIE résidant en Zus soit en emploi durable alors que le même individu non résidant en Zus n'y soit pas est 0,73 fois moins élevée que la probabilité inverse (probabilité qu'un sortant de CIE non résidant en Zus soit en emploi durable alors que le même individu résidant en Zus n'y soit pas). Autrement dit, on dira que les personnes sorties de CIE en Zus ont 37 % de chances de moins d'occuper un emploi durable six mois après leur sortie plutôt que de ne pas en occuper, relativement aux personnes de caractéristiques identiques (sexe, âge, niveau de formation...) ne résidant pas en Zus.

La décomposition d'Oaxaca-Blinder

La décomposition de Oaxaca-Blinder (Oaxaca (1973), Blinder (1973), adaptée au cas non-linéaire utilisé dans cet article, consiste à écrire l'écart des probabilités d'accès à un contrat aidé donné, des résidents en Zus et hors Zus, en deux composantes :

- la première représente la part « expliquée » de l'écart induit par des différences de caractéristiques entre les deux populations Zus et hors Zus (effet dit de structure) ;
- la seconde correspond à la part de l'écart induit, à caractéristiques des individus équivalentes, par des probabilités d'accès différentes, selon que les individus habitent en zone urbaine sensible ou non (effet qualifié de résiduel, ou effet des différences de « rendement » des caractéristiques).

Dans le cas d'une régression linéaire, la décomposition standard de Oaxaca-Blinder de l'écart entre la moyenne d'une variable dépendante Y entre deux populations s'écrit :

$$\bar{Y}^{ZUS} - \bar{Y}^{HZUS} = \left((\bar{X}^{ZUS} - \bar{X}^{HZUS}) \hat{\beta}^{ZUS} \right) + \left(\bar{X}^{HZUS} (\hat{\beta}^{ZUS} - \hat{\beta}^{HZUS}) \right) \quad (1)$$

où \bar{X}^j est un vecteur ligne des moyennes des caractéristiques individuelles et $\hat{\beta}^j$ est le vecteur des coefficients estimés pour le groupe j (résultant de l'estimation d'un modèle linéaire reliant la variable expliquée ou dépendante Y aux variables explicatives X , à savoir les caractéristiques observables).

En suivant la méthode proposée par Fairlie (1999) dans le cas d'une régression non-linéaire logistique $Y = F(X\hat{\beta})$, où Y est une variable binaire (0,1) et F représente la fonction de répartition de la loi logistique, l'écart entre les probabilités d'accès au contrat aidé hors Zus et en Zus peut s'écrire :

$$\bar{Y}^{ZUS} - \bar{Y}^{HZUS} = \left(\sum_{i=1}^{N^{ZUS}} \frac{F(X_i^{ZUS} \hat{\beta}^{ZUS})}{N^{ZUS}} - \sum_{i=1}^{N^{HZUS}} \frac{F(X_i^{HZUS} \hat{\beta}^{ZUS})}{N^{HZUS}} \right) + \left(\sum_{i=1}^{N^{HZUS}} \frac{F(X_i^{HZUS} \hat{\beta}^{ZUS})}{N^{HZUS}} - \sum_{i=1}^{N^{HZUS}} \frac{F(X_i^{HZUS} \hat{\beta}^{HZUS})}{N^{HZUS}} \right) \quad (2)$$

où N^j est la taille du groupe j et X_i le vecteur des caractéristiques individuelles de l'individu.

Le premier terme du membre de droite de l'équation (2) mesure la différence de probabilité d'accès à un contrat aidé entre les résidents en Zus et hors Zus expliquée par des différences de caractéristiques entre les deux populations¹³. En pratique, pour calculer cette contribution, la structure de la population des demandeurs d'emploi hors Zus a été appliquée aux demandeurs d'emploi en Zus en conservant, modalité par modalité, les probabilités d'accès à l'emploi aidé de ces derniers.

La nouvelle probabilité obtenue $\left(\sum_{i=1}^{N^{HZUS}} \frac{F(X_i^{HZUS} \hat{\beta}^{ZUS})}{N^{HZUS}} \right)$ permet d'obtenir l'effet de structure, c'est-à-dire la part de l'écart qui est expliquée par les différences de caractéristiques observables.

Pour obtenir le deuxième terme du membre de droite de l'équation (2), il faut calculer la probabilité d'accès à un contrat aidé des personnes résidant en Zus si l'effet de leurs caractéristiques individuelles était le même que celui des résidents hors Zus, à savoir

$\left(\sum_{i=1}^{N^{ZUS}} \frac{F(X_i^{ZUS} \hat{\beta}^{HZUS})}{N^{ZUS}} \right)$. Ce deuxième terme est la composante résiduelle de l'écart, à savoir la part non expliquée de l'écart de probabilité d'accès entre les demandeurs d'emploi en fin de mois résidant en Zus et ceux du reste du territoire. Elle peut être assimilée à de la discrimination – positive ou négative – ou être liée à des caractéristiques non observables ou mesurables non prises en compte lors de la décomposition.

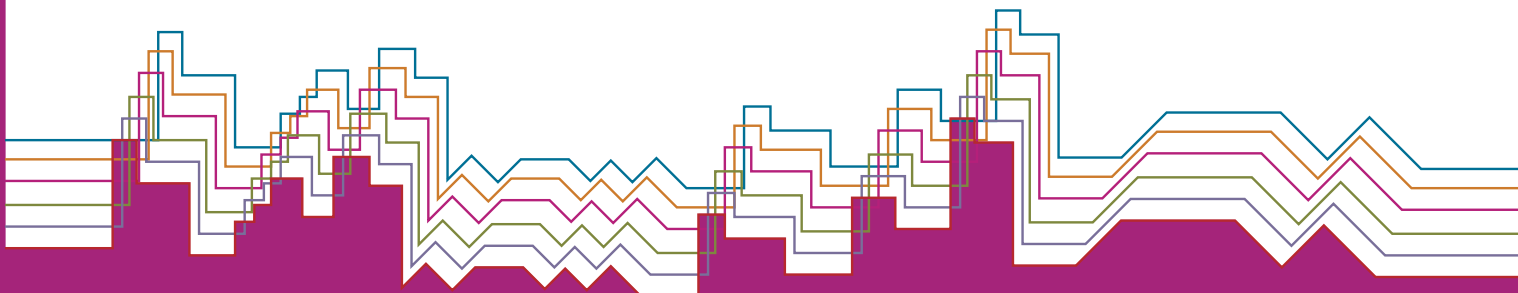
En particulier, en l'absence de discrimination, ce terme serait nul : $\hat{\beta}^{ZUS} = \hat{\beta}^{HZUS}$.

Cette approche présente toutefois des limites (Cahuc et Zylberberg- 2001). Elle est en particulier très sensible aux variables X introduites dans l'équation et aux variables omises. Or, le choix des variables X_i que nous introduisons dans l'équation est fortement contraint par les données disponibles. L'omission de variables explicatives peut dès lors conduire à une surestimation de la discrimination, qu'elle soit positive ou négative. Dans le cas présent, à titre d'exemple, le rendement du niveau de formation peut être plus faible pour les résidents en Zus uniquement parce qu'ils ont choisi des spécialisations moins valorisées sur le marché du travail, spécialisations que nous n'observons pas dans les données : or si le niveau de formation est observé, il n'en est pas de même de la spécialisation, qui sera donc de fait omise.

Notons enfin que cette décomposition est sensible à la norme de référence. Dans l'équation (2), celle utilisée est celle de la population résidant hors Zus. L'écart de probabilité non expliqué est mesuré en fonction des caractéristiques moyennes des demandeurs d'emploi en fin de mois résidant hors Zus. L'importance de cet écart peut donc varier selon les caractéristiques de la population de référence. Nous présentons donc aussi dans cet article, les résultats obtenus en considérant, à l'inverse, comme population de référence, les demandeurs d'emploi en fin de mois résidant en ZUS. L'équation (2) s'écrit alors :

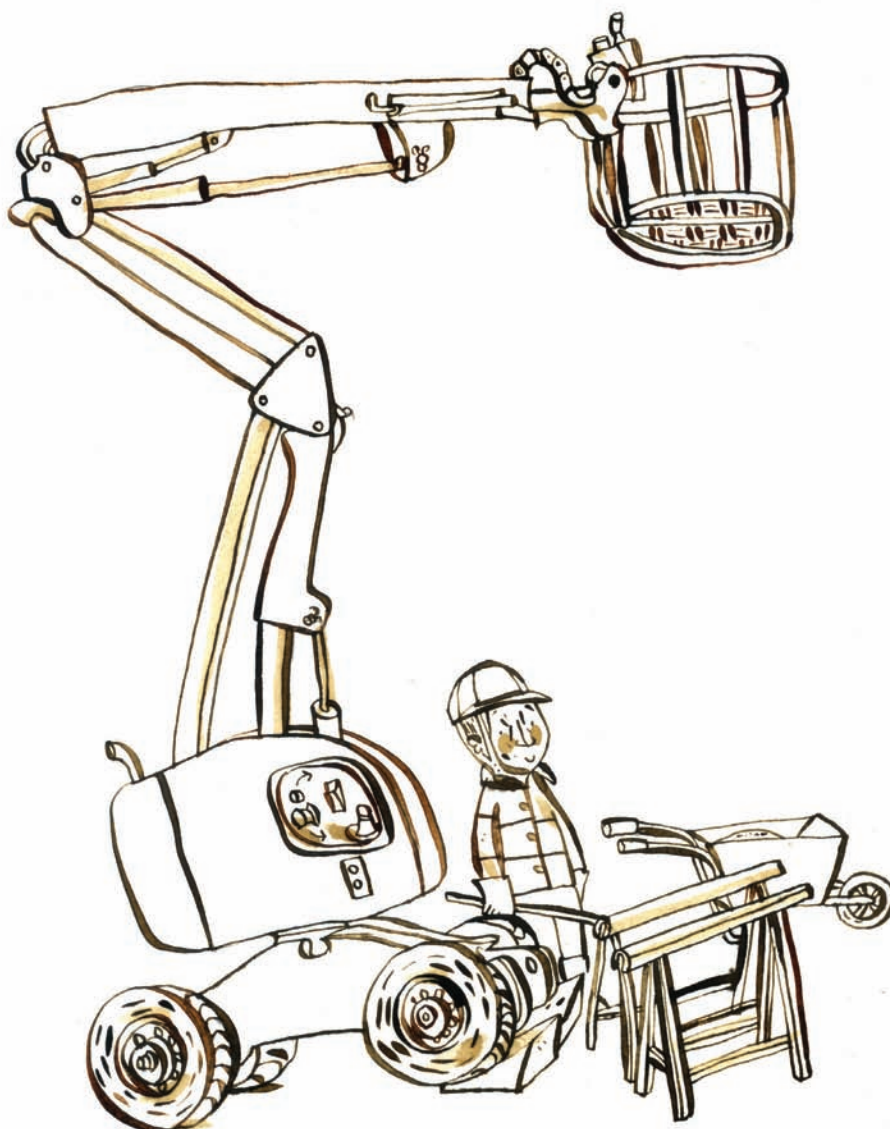
$$\bar{Y}^{ZUS} - \bar{Y}^{HZUS} = \left(\sum_{i=1}^{N^{ZUS}} \frac{F(X_i^{ZUS} \hat{\beta}^{HZUS})}{N^{ZUS}} - \sum_{i=1}^{N^{HZUS}} \frac{F(X_i^{HZUS} \hat{\beta}^{HZUS})}{N^{HZUS}} \right) + \left(\sum_{i=1}^{N^{HZUS}} \frac{F(X_i^{ZUS} \hat{\beta}^{ZUS})}{N^{ZUS}} - \sum_{i=1}^{N^{HZUS}} \frac{F(X_i^{HZUS} \hat{\beta}^{HZUS})}{N^{HZUS}} \right)$$

où N^j est la taille du groupe j et X_i , le vecteur des caractéristiques individuelles de l'individu.

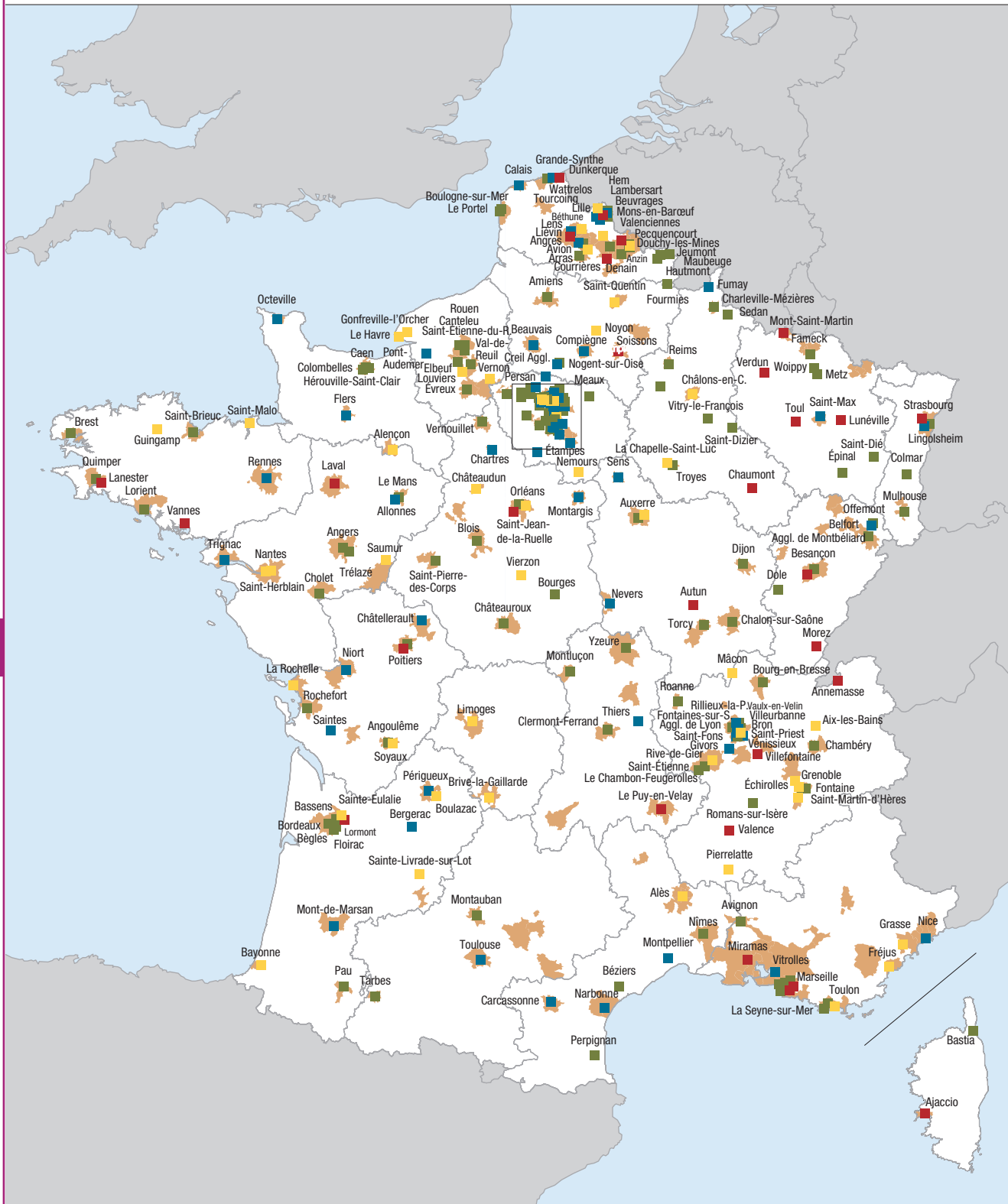


L'habitat

- L'état d'avancement du programme national de rénovation urbaine
- L'amélioration du parc de logements privés dans les Zus en 2009



Carte 1
Conventions de rénovation urbaine signées au 31 décembre 2009



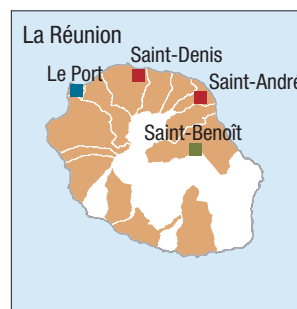
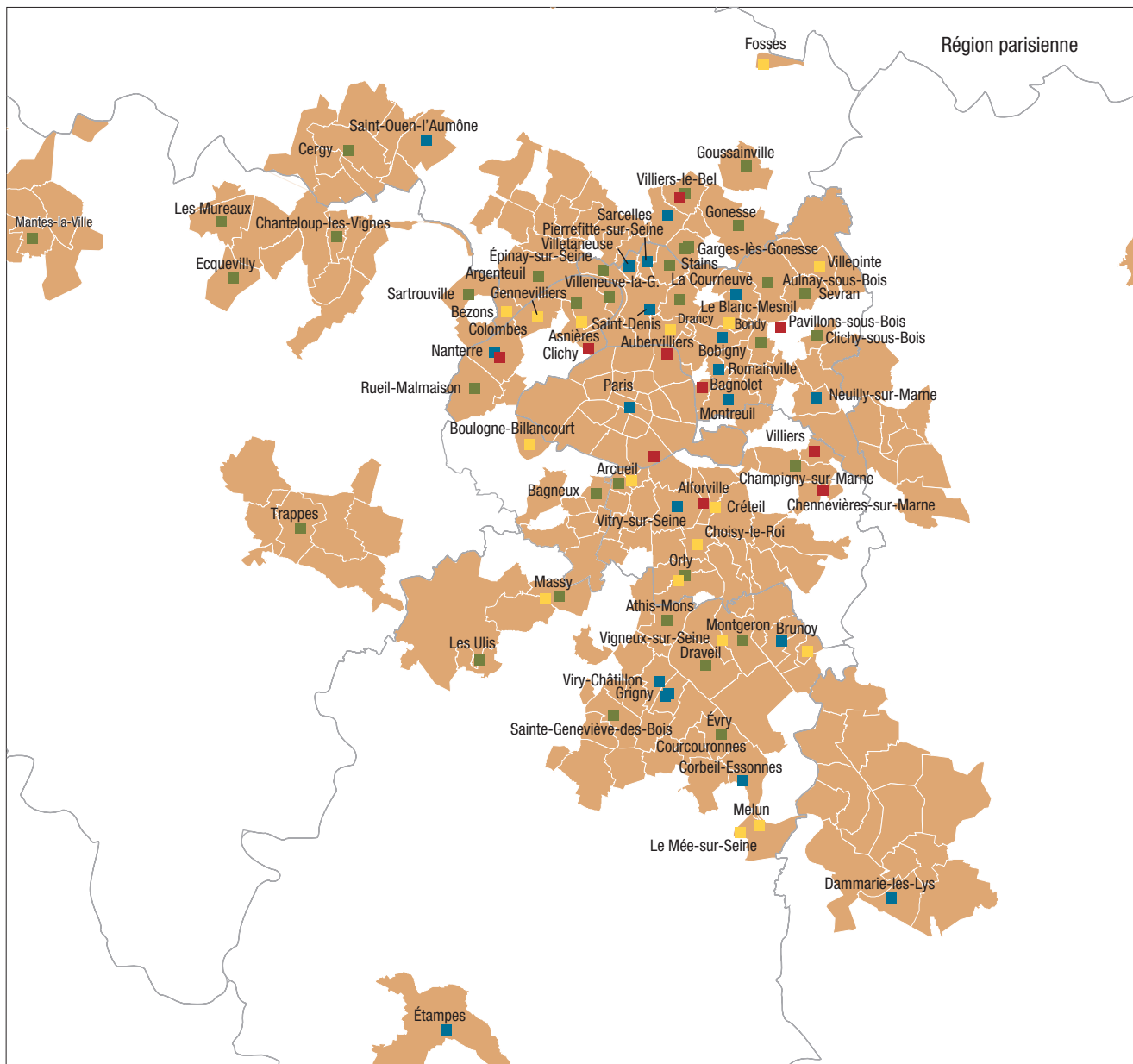
Contrats urbains de cohésion sociale

Communes ou EPCI signataires

Conventions signées au 31 décembre 2009

- 2009
- 2008
- 2007
- 2004 à 2006

Source : Anru.
 Cartographie : Onzus.



Source: Anru.
Cartographie: Onzus.

L'état d'avancement du programme national de rénovation urbaine

Au 31 décembre 2009, le programme national de rénovation urbaine (PNRU) rassemble 384 projets pour un montant programmé total de 38,4 milliards d'euros¹ et une subvention programmée de l'Anru à hauteur de 11,1 milliards d'euros, soit 28,9 % du montant total des projets. Le programme concerne 577 quartiers dont 406 sont classés en zones urbaines sensibles.

La programmation nationale (2004-2013) prévoit 131 000 démolitions de logements et la reconstitution de l'offre à hauteur de 125 000 logements.

Les premières conventions signées commencent à donner des résultats physiques dans les quartiers. À la fin de l'année 2009, 50,4 % de la programmation financière 2004-2013 et 61,2 % de la programmation 2004-2009 globales du PNRU ont été engagés et 33 450 logements ont été construits.

Les quartiers en rénovation urbaine, les opérations programmées

Au 31 décembre 2009, le PNRU est à l'œuvre dans 577 quartiers, soit 84 de plus qu'au 31 décembre 2008. Si 406 de ces quartiers sont situés en zones urbaines sensibles, des conventions ont également été signées pour des quartiers bénéficiant d'une dérogation au titre de l'article 6² de la loi du 1^{er} août 2003 (**tableau 1**).

La population de ces 577 quartiers s'établissait au 1^{er} janvier 2006 à 3,14 millions d'habitants³ dont 2,89 millions dans les 406 Zus, soit 66,3 % de la population en Zus.

Au 31 décembre 2009, 356 conventions ont été signées dont 56 en 2009.

Tableau 1
Les quartiers en rénovation urbaine au 31 décembre 2009

Types de quartier	Quartiers prioritaires	Quartiers supplémentaires
Article 6	3	168
Zus	189	217
Totaux	192	385
	577	

Source : Anru, base de clôture de l'exercice 2009.
Traitements : Onzus.

1. Ne sont comptabilisées que les opérations de rénovation urbaine auxquelles est accordée une subvention Anru. Sont, par exemple, exclues du décompte, les constructions de lycées et la reconstitution de l'offre de logement social dans les Dom, qui relève de la ligne budgétaire unique de l'État. Ces opérations sont toutefois marginales dans le PNRU.

2. Article 6 de la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 : « Le programme national de rénovation urbaine vise à restructurer, dans un objectif de mixité sociale et de développement durable, les quartiers classés en zone urbaine sensible et, à titre exceptionnel, après avis conforme du maire de la commune ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et accord du ministre chargé de la Ville et du ministre chargé du Logement, ceux présentant des caractéristiques économiques et sociales analogues. »

3. Estimation Onzus sur la base des recensements de population.

38,4 milliards d'euros de travaux programmés, dont 26,1 consacrés au logement social.

Une programmation toujours centrée sur le logement social

Les opérations portant sur le logement social représentent toujours plus des deux tiers des montants programmés sur 2004-2013 (**tableau 2**) : 26,1 milliards d'euros, soit 67,8 % du coût total du programme

Ces opérations représentent 62,2 % des subventions de l'Anru. Cette part est donc inférieure de 5,6 points à celle observée sur l'ensemble de la programmation.

Les subventions de l'Anru sont à 24,8 % consacrées à la démolition. Symétriquement, la part de ces subventions destinée à la reconstitution de l'offre n'est que de 20,4 %.

Les interventions sur le logement privé restent marginales : 4,0 % du montant total programmé, dont 2,5 % pour l'habitat privé, et 3,5 % des subventions.

Les espaces publics et la diversification fonctionnelle représentent plus du quart du montant total du programme, dont plus de la moitié pour les opérations d'aménagement. Elles représentent 30,4 % des subventions de l'Anru, soit 4,8 points de plus que dans le montant des travaux programmés.

Tableau 2
Programme PNRU 2004-2013, au 31 décembre 2009, par famille d'opérations

	Nombre de logements	Montant du programme (M€)	Part dans le montant des travaux programmés (%)	Subventions Anru (M€)	Part dans les subventions (%)
Interventions sur le logement social		26 059,4	67,8	6 891,8	62,2
Dont:					
Démolition	130 781	3 282,5	8,5	2 750,8	24,8
Reconstitution offre	125 035	16 257,9	42,3	2 265,5	20,4
Réhabilitation	292 897	4 501,7	11,7	1 036,1	9,3
Résidentialisation	317 532	1 756,6	4,6	730,2	6,6
AQS		260,7	0,7	109,2	1,0
Interventions sur le logement privé		1 536,6	4,0	389,7	3,5
Dont:					
Requalification		453,9	1,2	150,0	1,4
Habitat privé		1 082,7	2,8	239,8	2,2
Espaces publics et diversification fonctionnelle		9 828,1	25,6	3 375,5	30,4
Dont:					
Changement d'usage		61,5	0,2	12,9	0,1
Aménagement		5 673,3	14,8	1 998,4	18,0
Équipement		3 516,1	9,2	1 218,0	11,0
Espaces commerciaux		577,3	1,5	146,2	1,3
Ingénierie		991,0	2,6	428,6	3,9
Total PNRU		38 415,2	100,0	11 085,6	100,0

Source : Anru, base de clôture de l'exercice 2009, calculs Onzus.

Un retard de mise en œuvre financière du programme qui se résorbe

Au 31 décembre 2009, le montant des travaux engagés s'établit à 19,4 milliards d'euros sur les 38,4 milliards programmés pour la période 2004-2013, soit un taux d'engagement de 50,4 %. La programmation 2004-2009 prévoyait 31,6 milliards d'euros de travaux. Sur cette période,

le taux d'engagement s'établit donc à 61,2 % (**tableau 3**). Si ce taux traduit toujours un retard du programme, celui-ci est en cours de résorption puisque le même taux s'établissait à 45,7 % sur 2004-2008.

Tableau 3
Taux d'engagement du PNRU et des subventions Anru, par famille d'opérations, par rapport aux programmations 2004-2009 et 2004-2013

	Travaux engagés dans le cadre du PNRU			Subventions Anru engagées		
	Montants (M€)	Taux d'engagement 2004-2009	Taux d'engagement 2004-2013	Montants (M€)	Taux d'engagement 2004-2009	Taux d'engagement 2004-2013
Interventions sur le logement social	12 988,0	60,7	49,8	3 456,0	59,5	50,1
Dont :						
Démolition	1 612,7	57,4	49,1	1 292,0	55,0	47,0
Reconstitution offre	7 958,3	60,2	49,0	1 160,6	61,4	51,2
Réhabilitation	2 536,8	67,4	56,4	615,9	69,0	59,4
Résidentialisation	732,7	53,3	41,7	323,2	55,6	44,3
AQS	147,6	62,8	56,6	64,3	66,0	58,9
Interventions sur le logement privé	819,2	66,6	53,3	264,8	72,8	67,9
Dont :						
Requalification	384,1	85,7	84,6	103,5	70,1	69,0
Habitat privé	435,2	55,6	40,2	161,2	74,6	67,2
Espaces publics et diversification fonctionnelle	4 817,6	60,1	49,0	1 686,5	60,0	50,0
Dont :						
Changement d'usage	38,6	67,3	62,8	7,2	61,4	56,0
Aménagement	2 494,8	54,5	44,0	914,7	55,6	45,8
Équipement	2 067,3	70,8	58,8	707,0	68,7	58,0
Espaces commerciaux	216,9	47,2	37,6	57,6	47,3	39,4
Ingénierie	732,4	74,7	73,9	310,5	73,2	72,5
Total PNRU	19 357,3	61,2	50,4	5 717,8	60,8	51,6

Source : Anru, base de clôture de l'exercice 2009, calculs Onzus.

Si, par rapport à la programmation 2004-2009, le taux global d'engagement des travaux s'établit à 61,2 %, il atteint 74,7 % pour l'ingénierie. Le taux d'engagement des interventions sur le logement privé (66,6 %) excède maintenant celui en matière de logement social (60,7 %). On note en particulier que les crédits programmés en matière de requalification de l'habitat privé sont engagés à 85,7 %.

On observe également, en rupture avec l'année précédente, un taux d'engagement des opérations de reconstitution de l'offre supérieur, avec 60,2 %, à celui des démolitions (57,4 %). Celui

de la réhabilitation reste relativement important (67,4 %).

Les taux d'engagement des subventions Anru sont du même ordre que ceux des crédits globaux du PNRU : un peu supérieurs, avec 51,6 % (soit + 1,2 point) sur la programmation 2004-2013, en retrait de 0,4 point sur la programmation 2004-2009. Ils sont plus avancés en matière d'interventions sur le logement privé et du même ordre sur les opérations sur les espaces publics et en matière de diversification fonctionnelle.

Une nette accélération du financement

Le taux d'engagement des crédits, connaît, avec l'aide du plan de relance, qui a accordé 200 M€ de crédits de paiement supplémentaires, une hausse exceptionnelle en 2009 (**tableau 4**). Pour la première fois, les crédits engagés au cours de l'année excèdent ceux programmés, que ce soit

pour l'ensemble des travaux engagés ou pour les subventions Anru. Ce net rattrapage porte à plus de 60 % les taux d'engagements cumulés sur 2004-2009 : 61,2 % pour le PNRU, 60,8 % pour les subventions Anru.

19,4 milliards d'euros engagés au 31 décembre 2009, dont 7,9 au titre de 2009.

Tableau 4
Répartition des montants alloués en programmation et en engagement par année et par période

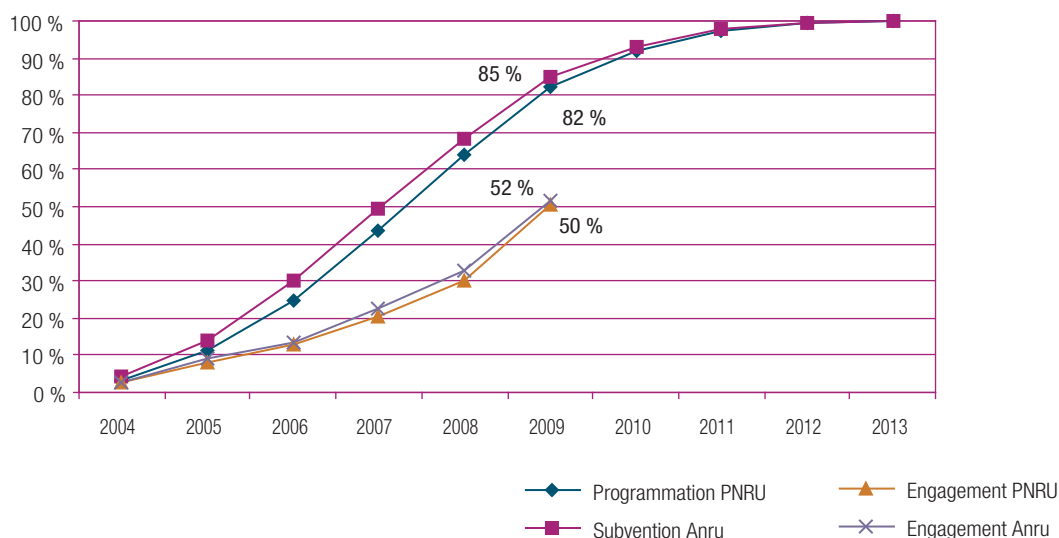
Année	Programmation annuelle		Engagements annuels (M€)		Taux d'engagement (%)		Taux d'engagement cumulé (%) sur 2004-année n, en %	
	Montant des travaux	Subvention	Montant des travaux	Subvention	Programme	Subvention Anru	Programme	Subvention Anru
2004	1 251,7	468,4	1 028,5	294,5	82,2	62,9	82,2	62,9
2005	3 113,1	1 076,7	2 157,9	694,3	69,3	64,5	73,0	64,0
2006	5 203,8	1 781,3	1 743,5	526,6	33,5	29,6	51,5	45,6
2007	7 142,8	2 131,9	2 849,0	963,9	39,9	45,2	46,5	45,4
2008	7 784,7	2 120,2	3 688,0	1 134,9	47,4	53,5	46,8	47,7
2009	7 129,6	1 829,7	7 890,3	2 103,5	110,7	115,0	61,2	60,8
2010-2013	6 789,5	1 677,4						

Source : Anru, base de clôture de l'exercice 2009, calculs Onzus.

Si, par rapport à la programmation 2004-2013, les engagements cumulés traduisent toujours le retard pris par le programme, l'infléchissement à la hausse observé dès 2007 s'accélère

(**graphique 1**). Un maintien de ce rythme d'engagement conduirait à une réalisation dans les délais des objectifs financiers de la programmation 2004-2013.

Graphique 1
Programmation et engagements financiers en fonction des montants cumulés alloués
au 31 décembre de chaque année



Source : Anru, base de clôture de l'exercice 2009, calculs Onzus.

Les logements concernés par la rénovation urbaine

Les opérations de rénovation ciblent quasi exclusivement des logements collectifs.

La démolition et la réhabilitation concernent pour l'essentiel des logements construits entre 1949 et 1974 : ils représentaient, en 1999, 66,0 % du parc en Zus et représentent 92,4 % des engagements au 31 décembre 2009 en matière de démolition, 85,6 % en matière

de réhabilitation. La surreprésentation des logements construits entre 1949 et 1967 dans les démolitions, si elle reste importante, s'est toutefois réduite entre fin 2007 et fin 2009. Les interventions de démolition se sont déplacées vers les logements construits entre 1968 et 1974. Le phénomène, quoique de moindre ampleur, est analogue en matière de réhabilitations.

Tableau 5
Répartition selon l'âge du bâti des logements en Zus et des logements démolis ou réhabilités
dans le cadre du PNRU (engagements au 31/12/2007 et au 31/12/2009) (%)

Année de construction	Part en Zus en 1999	Part dans les démolitions		Part dans les réhabilitations	
		au 31/12/2007	au 31/12/2009	au 31/12/2007	au 31/12/2009
Avant 1949	14,9	1,0	0,7	1,5	1,2
Entre 1949 et 1967	34,6	55,6	52,0	51,1	43,1
Entre 1968 et 1974	31,4	34,6	40,4	37,0	42,5
Entre 1975 et 1981	11,2	7,9	5,5	6,8	9,6
Entre 1982 et 1989	47,0	0,9	1,6	3,6	3,3
À partir de 1990	33,0	0,0	0,2	0,0	0,4

Source : Anru, base de clôture de l'exercice 2009, calculs Onzus.

Les interventions ciblent toujours pour l'essentiel des logements construits entre 1949 et 1974.

Les démolitions de logements de 5 étages et plus concentraient près de 60 % des engagements au 31 décembre 2007 et en représen-

tent toujours plus de la moitié à fin 2009, mais les immeubles de petite taille abritaient, à la fin 2009, près de 10 % des logements démolis.

Tableau 6
Répartition selon le type et la hauteur du bâti des logements démolis ou réhabilités dans le cadre du PNRU (engagements au 31/12/2009) (%)

Type d'immeuble	Part dans les démolitions		Part dans les réhabilitations	
	au 31/12/2007	au 31/12/2009	au 31/12/2007	au 31/12/2009
Maisons individuelles	0,6	0,9	0,0	1,0
R + 1 à R + 3	7,2	10,0	12,4	14,0
R + 4	32,5	32,7	34,5	33,7
R + 5 à R + 9	21,9	19,5	25,2	29,1
R + 10 à R + 14	26,9	24,5	14,3	14,3
R + 15 et plus	10,9	12,4	13,6	7,9

Source : Anru, base de clôture de l'exercice 2009, Insee RP 99, calculs Onzus.

Les aides à la pierre ont permis, dans le cadre du programme, au 31 décembre 2009, la construction de 64 900 logements, dont 32 850 dans le cadre des Plus-CD (prêt locatif à usage social construction-démolition).

Tableau 7
Nombre de logements construits (reconstitution de l'offre) financés par les aides à la pierre dans le cadre du PNRU (engagements au 31/12/2009)

	Collectif	Individuel
Financement		
PLAI	3 005	2 151
Plus	10 266	2 537
Plus-CD	26 608	6 245

Source : Anru, base de clôture de l'exercice 2009, calculs Onzus.

Des livraisons de logements qui restent inférieures aux objectifs et des taux de réalisation de ces objectifs en recul par rapport à 2008

L'enquête Anru sur les réalisations

Afin de dénombrer les logements du PNRU, une enquête sur les réalisations physiques (livraisons d'équipements et celles relatives aux logements) a été mise en place depuis 2008 par l'Anru auprès des chefs de projets locaux. À partir des 314 questionnaires renseignés (268 réponses à l'enquête en

2010 et 46 réponses en 2008 ou 2009), une estimation a été réalisée, comme en 2008 et 2009, par l'Onzus à l'aide d'un modèle de dépendance des réalisations physiques aux valeurs contemporaines et retardées des engagements (financiers et en nombre de logements) et de la programmation.

Au 31 décembre 2009, les taux de réalisation des objectifs (nombre de logements livrés rapportés aux objectifs de logements terminés) sont en recul par rapport à ceux de 2008, exception faite en matière de reconstitution de l'offre pour laquelle le taux de réalisation se porte à 61 %, retrouvant le niveau de 2007. Le

taux de réalisation reste important en matière de démolitions.

Au 31 décembre 2009, près de 63 000 logements ont donc été détruits, 33 500 environ ont été construits et 95 000 réhabilités. Les opérations de résidentialisation ont porté sur près de 65 000 logements.

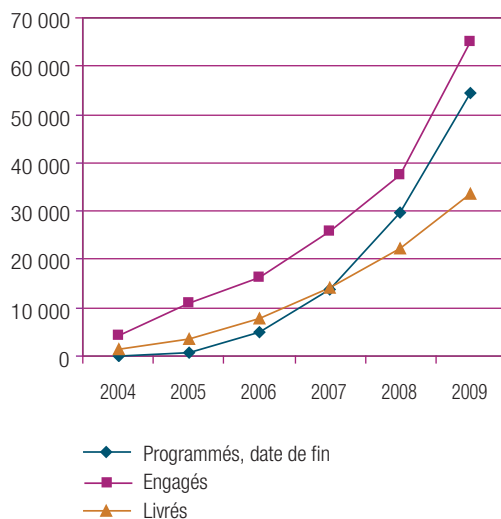
33 500 logements construits fin 2009 sur les 65 000 prévus d'ici 2013.

Tableau 8
Nombre cumulé de logements livrés au 31 décembre 2009 et taux de réalisation par rapport aux objectifs en fin d'année

	Démolition	Reconstitution de l'offre	Réhabilitation	Résidentialisation
Nombre de logements livrés (1)	62 714	33 449	95 003	64 645
Engagements	74 751	64 909	187 501	147 166
Objectifs 2009, date de fin des travaux (2)	72 586	54 489	153 917	137 720
Objectifs 2009, date de début des travaux	113 820	103 383	255 295	252 487
Objectif en fin de programmation (3)	130 781	125 035	292 897	317 532
Taux de réalisation 2009 par rapport à l'objectif 2009 (1)/(2)	86 %	61 %	62 %	47 %
Taux de réalisation 2008 par rapport à l'objectif 2008	98 %	58 %	74 %	53 %
Taux de réalisation 2007 par rapport à l'objectif 2007	97 %	61 %	68 %	52 %
Taux de réalisation 2009 par rapport à l'objectif de fin de programme (1)/(3)	48 %	27 %	32 %	20 %

Source: Anru, estimations Onzus fondées sur l'enquête sur les réalisations physiques.

Graphique 2
Nombre cumulé de logements construits dans le cadre du PNRU



Source: Anru, estimations Onzus fondées sur l'enquête sur les réalisations physiques.

Les familles d'opérations de rénovation urbaine

Famille d'opérations

Définition Anru

Démolition

L'agence accorde des subventions pour la démolition de logements locatifs sociaux.

Reconstitution de l'offre

L'agence accorde les subventions pour la reconstitution de l'offre sociale et privée sociale.

Changement d'usage

L'agence accorde des subventions aux opérations de transformation de logements locatifs sociaux pour d'autres usages que l'habitation.

Requalification

L'agence accorde des subventions pour les opérations composées de l'acquisition, du relogement des occupants, du curetage et de la démolition partielle ou totale d'immeubles ou d'îlots d'habitat dégradé, et de la cession des immeubles et des emprises foncières libérées.

Réhabilitation

L'agence accorde des subventions pour la réalisation d'opérations d'amélioration des logements sociaux ou de restructuration lourde qui s'appliquent au logement locatif.

Résidentialisation

L'agence accorde des subventions à des opérations de residentialisation portant sur des logements locatifs sociaux. Ces opérations ne doivent pas être éligibles à des aides de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ni bénéficier par ailleurs d'une subvention de l'agence, à l'amélioration du logement locatif social, pour le même objet.

Cette opération peut également porter sur des copropriétés. Auquel cas, ces opérations doivent s'inscrire dans une démarche de gestion urbaine de proximité.

AQS

L'agence accorde des subventions pour la réalisation de travaux concourant à l'amélioration de la qualité de service aux conditions suivantes : les opérations concourant à l'amélioration de la qualité de service doivent s'inscrire dans une véritable démarche de gestion urbaine de proximité, l'octroi de subventions de l'agence est conditionné à la signature d'une convention de gestion urbaine de proximité. Ces dispositions ne s'appliquent pas pour les travaux qui font l'objet de financement au titre de « l'amélioration des logements locatifs sociaux » ou de la « residentialisation des logements locatifs sociaux ».

Aménagement

L'agence accorde des subventions aux opérations d'aménagement, définies comme étant les travaux qui permettent de rendre les sols adaptés à leur destination finale, telles que la réalisation d'infrastructures de réseaux ou de voies de communication, la

création d'espaces publics. N'entrent pas dans le cadre de la présente section les travaux de libération d'emprise liés à la démolition du parc locatif social et des copropriétés privées dégradées ou les travaux de residentialisation des espaces privés.

Équipement

Il s'agit d'opérations portant sur :

- les équipements publics de proximité : la construction, l'extension ou la réhabilitation d'équipements publics bénéficiant directement et de façon principale aux habitants des sites d'intervention de l'Agence (toutefois, les infrastructures de transports publics ne sont pas concernées) ;
- les équipements publics exceptionnels : la construction, l'extension ou de la réhabilitation d'équipements publics dont l'impact et le coût sont beaucoup plus importants que ceux des équipements de proximité ou qui bénéficient seulement en partie à la rénovation urbaine du site d'intervention ;
- les équipements à finalité économique et les locaux locatifs ;
- les locaux destinés au développement économique et social.

Espaces commerciaux

L'agence accorde des subventions aux opérations :

- de travaux de création de centres commerciaux et de restructuration de centres commerciaux dégradés pouvant nécessiter démolitions et reconstructions, à condition que l'intervention se solde par l'unité de la propriété des bâtiments commerciaux ;
- de travaux de création ou de rénovation de cellules commerciales ou artisanales menées dans le cadre d'une opération d'ensemble sur une structure commerciale ;
- de relocalisations des commerces actuellement situés en pied d'immeubles restructurés ou voués à la démolition et financés par l'Agence.

Habitat privé

- Le traitement des copropriétés dégradées.
- La démolition de copropriétés dégradées.
- La residentialisation des copropriétés en difficultés.

Ingénierie

Ingénierie nécessaire à la préparation et conduite des projets de rénovation urbaine et des actions plus spécifiques vis-à-vis du parc privé dégradé : études stratégiques, concertation et communication par le porteur de projet, expertises opérationnelles, conduite opérationnelle de projet par le porteur de projet (conduite générale de projet, Amo, OPC urbain, missions d'évaluation), moyens d'accompagnement du projet, coordination interne des bailleurs sociaux, Opah RU, Opah copropriété dégradée, plan de sauvegarde.

L'agence distingue trois niveaux dans la conduite d'un projet :

- le pilotage stratégique ;
- le pilotage opérationnel ;
- la coordination interne des maîtres d'ouvrage.

L'amélioration du parc de logements privés dans les zones urbaines sensibles en 2009

En 2009, 619,1 millions d'euros de subventions ont été attribués par l'Agence nationale de l'habitat (Anah). Ce niveau de subvention correspond à l'addition des crédits ordinaires de l'Anah et du fonds exceptionnel du « plan de relance » qui s'est monté à 200 millions d'euros.

Avec 62,6 millions d'euros, soit 10,1 % des subventions accordées, attribués au bénéfice de logements situés en zones urbaines sensibles, l'Anah intervient de manière significative dans les quartiers de la politique de la ville.

L'amélioration du parc privé

En 2009, le montant total des subventions accordées par l'Anah s'est établi à 619,1 millions d'euros, dont 62,6 millions d'euros, soit 10,1 %, pour l'amélioration de logements situés en Zus. En 2008, avec 53,2 millions d'euros, ce taux s'établissait à 9,8 %

Ces subventions ont permis, en 2009, de traiter 30 000 logements du parc privé des Zus, soit une augmentation de près de 70 % par rapport à 2008, où 17 790 logements ont été subventionnés (**tableau 1**). C'est le plus fort volume jamais concerné par les aides de l'Anah depuis 2003.

Cet accroissement bénéficie essentiellement aux propriétaires bailleurs, avec

15 873 logements subventionnés en 2009. En 2007 et 2008, le volume de logements subventionnés ne dépassait pas la barre des 10 000 logements. Le nombre de logements de propriétaires bailleurs subventionnés n'a cessé de varier depuis 2003, pour connaître une hausse de l'ordre de 65 % par rapport à ces deux dernières années.

Les aides aux propriétaires occupants concernent, en 2009, 1 884 logements, en légère hausse par rapport à 2008 (1 666 logements concernés), mais sensiblement en deçà des volumes subventionnés les premières années. Les subventions auprès des copropriétés en difficulté s'établissent en 2009 à 16,7 millions d'euros.

En 2009, 10,1 % des subventions de l'Anah bénéficient aux Zus.

Tableau 1
L'amélioration de l'habitat privé dans les Zus

	2003		2004		2005		2006		2007		2008		2009	
	Nombre	Part en Zus (%)	Nombre	Part en Zus (%)	Nombre	Part en Zus (%)	Nombre	Part en Zus (%)	Nombre	Part en Zus (%)	Nombre	Part en Zus (%)	Nombre	Part en Zus (%)
Logements subventionnés par l'Anah en Zus	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	17 790	13,1	30 001	18,7
Dont, logements de :														
propriétaires occupants	2 873	4	2 163	4	1 744	3,2	1 860	3,5	1 914	3,3	1 666	3,1	1 884	2,8
propriétaires bailleurs	12 208	14	14 382	17	9 877	12,7	12 710	15,9	9 689	13,2	9 505	16,1	15 873	35,9
Sous-total hors syndicats de copropriétaires	15 081	10	16 545	12	11 621	8,8	14 570	10,9	11 603	8,9	11 171	9,9	17 757	16,0
Syndicats de copropriétaires	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	6 619	28,2	12 244	24,8

Champ : Zus de France métropolitaine.

Source : Anah, calculs Onzus.

Les subventions au parc locatif privé

Parmi les 15 873 logements ayant bénéficié en 2009 d'aides aux propriétaires bailleurs, le nombre de logements à loyer libre s'établit à 12 457, en nette progression depuis ces dernières années (**tableau 2**).

L'intervention de l'Anah en matière de logements intermédiaires s'est accrue en un an, et concerne 1 900 logements en 2009, contre 1 286 en 2008.

Les interventions spécifiques de l'Anah à caractère social permettent aux propriétaires bailleurs de bénéficier de subventions à un taux majoré de 15 à 70 % selon le niveau de modération de loyer qu'ils s'engagent à pratiquer pendant neuf ans minimum sous conditions de ressources pour les locataires (les niveaux de loyer et les plafonds de ressources sont comparables à ceux appliqués dans le parc public). 1 503 logements ont été conventionnés en 2009, contre 1 253 en 2008.

Tableau 2
La réhabilitation du parc locatif privé et le subventionnement pour le maintien d'une offre à loyer maîtrisé en Zus

	2003		2004		2005		2006		2007		2008		2009	
	Répartition selon le type de loyer		Répartition selon le type de loyer		Répartition selon le type de loyer		Répartition selon le type de loyer		Répartition selon le type de loyer		Répartition selon le type de loyer		Répartition selon le type de loyer	
	Nombre	(%)	Nombre	(%)	Nombre	(%)	Nombre	(%)	Nombre	(%)	Nombre	(%)	Nombre	(%)
Logements à loyer libre	9 434	77,3	11 601	80,7	7 441	75,3	7 651	60,2	7 411	76,5	6 946	73,1	12 457	78,5
Logements sous le statut loi 1948	58	0,4	157	1,1	39	0,4	27	0,2	40	0,4	20	0,2	13	0,1
Logements à loyer intermédiaire	1 551	12,7	1 851	12,9	1 838	18,6	4 545	35,8	1 824	18,8	1 286	13,5	1 900	12,0
Logements conventionnés	1 165	9,5	773	5,4	559	5,7	487	3,8	414	4,3	1 253	13,2	1 503	9,5
Logements locatifs subventionnés par l'Anah en Zus	12 208	100,0	14 382	100,0	9 877	100,0	12 710	100,0	9 689	100,0	9 505	100,0	15 873	100,0

Champ : Zus de France métropolitaine.

Source : Anah, calculs Onzus.

Le traitement des copropriétés en difficulté

Le traitement des copropriétés en difficulté s'effectue par la mise en place de plans de sauvegarde ou d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat des copropriétés dégradées (voir encadré « Opah copropriété et plan de sauvegarde » du rapport 2007 de l'Onzus pour une définition des contours de ces opérations).

En Zus, le nombre de logements subventionnés dans le cadre d'un plan de sauvegarde en 2009 (**tableau 3**) a

légèrement augmenté, avec 4 805 logements concernés. En 2009, 24 Zus (**tableaux 3 et 4**) sont concernées par un plan de sauvegarde, soit 11 de plus qu'en 2008. Le montant total des subventions versées dans le cadre d'un plan de sauvegarde en Zus est de 5,0 millions d'euros en 2009.

Le nombre de logements traités en Opah-copropriété en Zus ne cesse, quant à lui, d'augmenter de façon constante pour atteindre 3 995 logements en 2009.

5 000 logements traités en Zus dans le cadre d'un plan de sauvegarde.

Tableau 3
Subventions aux copropriétés en difficulté dans les Zus, en 2008 et 2009 (en millions d'euros) et nombre de logements traités

	2008		2009	
	Subventions	Logements	Subventions	Logements
Dans le cadre d'un plan de sauvegarde	21,3	10300	25,2	24500
<i>dont en Zus</i>	8,2	3432	5,0	4805
En Opah copro	12,9	7300	27,5	14750
<i>dont en Zus</i>	1,1	1570	6,0	3995
En Opah, RU, PIG, Opah, Diffus	12,8	5900	22,2	10050
<i>dont en Zus</i>	4,2	1617	5,7	3445

Champ : Zus de France métropolitaine.

Source : Anah, calculs Onzus.

Tableau 4
L'aide aux copropriétés en difficulté dans les Zus, depuis 2003

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Nombre de logements subventionnés pour travaux dans le cadre d'un plan de sauvegarde en Zus	5 148	7 695	2 665	2 366	3 132	3 432	4 805
Nombre de Zus concernées	19	13	15	12*	14	13	24
Nombre de logements traités en Opah-copropriété en Zus	1 201	1 315	1 783	3 931	2 569	1 570	3 995
Nombre de Zus concernées	15	15	20	14*	17*	14	16
Nombre de logements aidés en Opah, RU, PIG, Opah, Diffus						1 617	3 445
Nombre de Zus concernées						28	23

Champ : Zus de France métropolitaine.

Source : Anah, calculs Onzus.

* Donnée révisée depuis le rapport 2008.

Tableau 5
Les plans de sauvegarde en Zus, entre 2006 et 2009

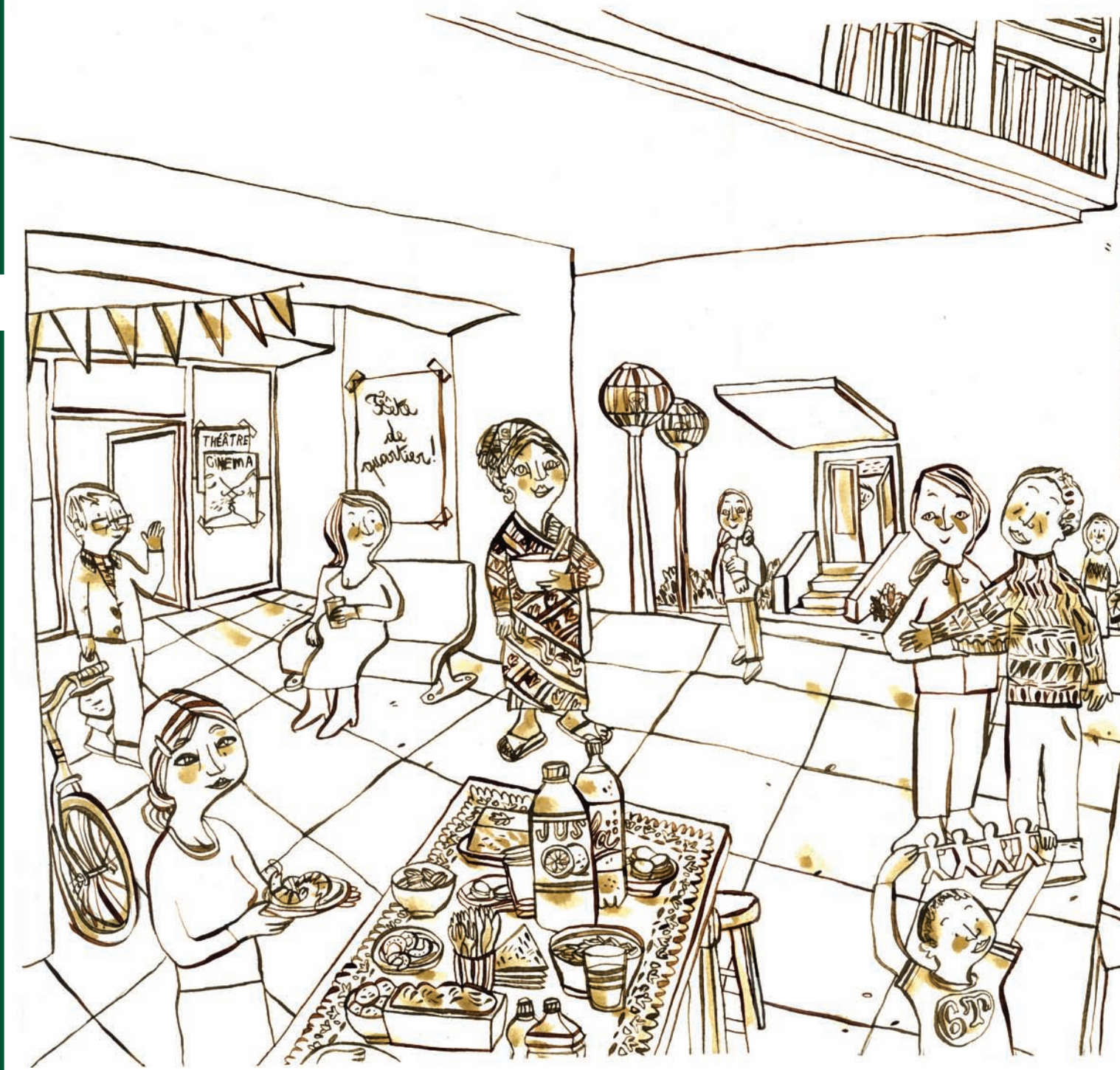
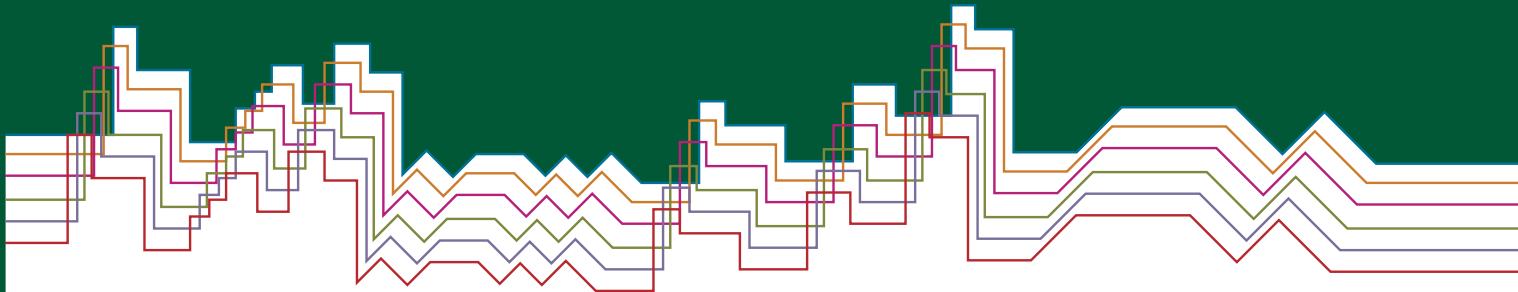
Département	Commune	Nom du quartier	Nombre de logements traités en plan de sauvegarde				Projet de rénovation urbaine débuté au 31/12/2009**
			en 2006 *	en 2007 *	en 2008	en 2009	
13	Marseille 3 ^e et 15 ^e	Saint-Mauront, Bellevue, Cabucelle	0	0	0	14	non
22	Saint-Brieuc	Point-du-Jour, Waron, Saint-Jouan, Tour d'Auvergne	8	2	0	0	oui
27	Evreux	La Madeleine	0	0	0	140	oui
31	Toulouse	La Reynerie, Bellefontaine	134	3	0	89	oui
34	Montpellier	Le Petit-Bard, Pergola	0	0	0	1	oui
66	Perpignan	Saint-Jacques, Saint-Mathieu, La Réal	0	0	2	2	oui
68	Mulhouse	Les Coteaux	0	0	0	500	oui
69	Vaulx-en-Velin	Zup Grappinière, Petit-Pont	863	1 339	1 348	306	oui
69	Saint-Priest	Alpes-Bellevue	4	3	0	2	oui
75	Paris	Belleville	0	0	0	0	hors RU
78	Mantes-la-Jolie	Le Val-Fourré	106	358	251	317	oui
80	Nogent-sur-Oise	Les Obiers, La Commanderie	10	0	0	0	oui
83	Fréjus	La Gabelle	1	587	439	587	oui
84	Avignon	Monclar	0	171	2	3	oui
91	Évry	Les Pyramides	248	95	83	1 006	oui
92	Clichy	Entrée de ville : Victor-Hugo	68	51	103	51	oui
93	Clichy-sous-Bois/ Montfermeil	Grand-Ensemble	0	4	8	2	oui
93	Noisy-le-Grand	Le Pavé-Neuf	0	0	165	118	non
93	Aubervilliers/Pantin	Villette, Quatre-Chemins	0	0	0	32	oui
93	Bagnolet	Les Coutures	0	0	0	8	hors RU
94	Vitry-sur-Seine	Grand-Ensemble Ouest-Est	370	0	373	1	oui
95	Argenteuil	Val-d'Argent Nord	0	110	186	234	oui
95	Garges-les-Gonnesse	Dame-Blanche Nord-et-Ouest, La Muette, Lochères	255	56	365	289	oui
95	Sarcelles	Locheres	299	153	0	153	oui
95	Villiers-le-Bel	Puits-la-Marlière, Derrière-les-Murs-de-Monseigneur	0	200	107	416	oui
95	Montigny-les-Cormeilles	Les Frances	0	0	0	236	hors RU
95	Gonnesse	La Fauconnière	0	0	0	298	hors RU

Champ : Zus de France métropolitaine concernées par un plan de sauvegarde entre 2006 et 2009

Source : Anah, calculs Onzus.

* Donnée révisée depuis le rapport 2008.

** Source : Anru, base de clôture de l'exercice 2009.



La politique de cohésion sociale

→ Les subventions accordées par l'Acse,
montants et organismes destinataires en 2009



Sources et méthodologie

Les données présentées dans cet article sont extraites de l'outil informatique GIS (gestion informatique des subventions) au 31 décembre 2009. Ces données ont fait l'objet d'un retraitement réalisé au sein du département études, évaluation et documentation de l'Acsé, afin d'affiner la catégorisation des organismes bénéficiaires des subventions.

Quelques précisions concernant certaines catégories issues de ce retraitement :

- La catégorie « associations » ne regroupe pas la totalité des organismes ayant le statut d'association au sens juridique de la loi de 1901. Si l'essentiel de ceux-ci figure bien dans cette catégorie, d'autres ont été regroupés au sein de l'ensemble « opérateurs locaux ».
- La catégorie « grandes associations » rassemble des associations présentant au moins un des quatre critères suivants :
 - statut fédéral, confédéral ou d'union ;
 - obtention en 2008 et/ou 2009 d'au moins une subvention d'un montant supérieur ou égal à 90 000 € (seuil de décision par le conseil d'administration de l'Acsé) ;
 - identification par l'Acsé comme tête de réseau associatif ;
 - agrément national « jeunesse et éducation populaire ».
- À l'inverse, la catégorie « petites associations » réunit les associations qui ne relèvent d'aucun de ces quatre critères. La qualification de ces associations comme « petites » ne préjuge donc pas de l'importance qu'elles peuvent avoir, en particulier au niveau local.
- La catégorie « CCAS » regroupe les centres communaux et intercommunaux d'action sociale.
- La catégorie « centres sociaux ou culturels » regroupe les centres de loisirs, les maisons des jeunes et de la culture (MJC), les maisons de quartier et les régies municipales. Les associations d'usagers de centres sociaux ne font pas partie de cette catégorie, mais de la catégorie « petites associations ».
- La catégorie « missions locales et maisons de l'emploi » regroupe les permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO).
- La catégorie « collectivités territoriales » réunit des communes, des conseils généraux et des intercommunalités (EPCI à fiscalité propre et syndicats intercommunaux).
- La catégorie « autres centres » rassemble des centres d'information, d'études, de ressources, de documentation, d'éducation populaire, et des observatoires.
- La catégorie « divers » regroupe 49 organismes (parmi lesquels figurent six professions libérales, six fondations, cinq mutuelles...).
- Nous avons fait le choix de considérer trois organismes comme constituant chacun une catégorie à part, afin que les données concernant chacun ne modifient pas à elles seules les données du type générique « autres organismes ». Il s'agit d'Adoma, du Centre national de la cinématographie (CNC) et de Pôle emploi.

Sur la base de ces catégories, l'analyse présentée dans cet article vise à apporter des éléments de réponse aux questionnements suivants :

- quels sont les organismes subventionnés par l'Acsé en 2009, et à combien s'élèvent leurs subventions ?
- sont-ils subventionnés par l'Acsé pour plusieurs actions ? Si oui, quelles formes prend ce cumul ?

Concernant les données présentées dans cet article, précisons également que nous avons privilégié l'utilisation de la médiane à celle de la moyenne, afin d'éviter que les valeurs extrêmes (les subventions maximales et minimales) ne modifient excessivement la perception que le lecteur peut avoir des différentes situations analysées ici.

Si les analyses présentées portent essentiellement sur l'année 2009, il importe de préciser qu'elles sont très proches de celles des années précédentes.

Enfin, la présente synthèse ne porte que sur le volet national de notre analyse des organismes subventionnés, les questions traitées ayant fait par ailleurs l'objet d'une analyse comparée entre les différents départements.

Les subventions accordées par l'Acsé, montants et organismes destinataires en 2009

Benoît Landau (Acsé)

La politique de la ville et sa mise en œuvre reposent sur la mobilisation et le financement de multiples organismes, de statuts et d'importance très variés. L'Acsé a financé 28575 actions en 2009 par le biais de subventions au titre de la politique de la ville qui ont été allouées à 11 636 organismes. Les associations en constituent les deux-tiers, le reste se composant pour l'essentiel des collectivités territoriales et d'opérateurs locaux (centres communaux et intercommunaux d'action sociale, caisses des écoles, centres sociaux, missions locales, etc.). Ce sont ainsi près de 7 900 associations et 1 050 communes¹ et intercommunalités, réparties sur l'ensemble du territoire, qui ont fait l'objet d'un financement en 2009. Parmi les opérateurs locaux, notons le financement de 707 centres sociaux, 384 centres communaux et intercommunaux d'action sociale (CCAS), et 270 missions locales et maisons de l'emploi. Enfin, 465 établissements scolaires ou universitaires figurent parmi les organismes publics subventionnés par l'agence.

Le périmètre de l'analyse

Toutes missions confondues, les subventions allouées par l'Acsé en 2009 s'élèvent à 371 623 019 €. Parmi celles-ci, les subventions versées dans le cadre de la politique de la ville représentent 322 770 242 €. C'est sur le périmètre de ces seules subventions que porte la présente analyse.

Pour mémoire, il est à noter que ces crédits ne constituent que la part dite des « crédits spécifiques » de la politique de la ville, laquelle est aussi financée par les collectivités territoriales, les divers établissements publics ou organismes mobilisés au titre du partenariat et, bien sûr, les crédits dits de droit commun émanant des diverses administrations nationales.

Chaque décision de subvention porte sur un *projet* (notion non employée dans cet article, car équivalente dans les faits à celle de subvention) et une ou plusieurs actions.

28575 actions ont ainsi été financées par l'Acsé en 2009 au titre du programme 147, et c'est notamment en termes d'actions que sont construites nos analyses. Cette notion est plus précise que celle de projet, car une action ne peut correspondre qu'à une seule modalité d'intervention.

Concernant les destinataires de ces subventions, le terme d'organisme regroupe l'ensemble de ceux-ci. 11 636 organismes ont ainsi été subventionnés par l'Acsé en 2009 au titre de la politique de la ville. Ils sont regroupés en plusieurs catégories, selon des modalités indiquées dans l'encadré Sources et méthodologie. L'attribution de ces subventions est répartie entre les trois niveaux de l'établissement en 2009 : les directions nationales (au siège de l'Acsé), les directions régionales et les préfetures de département. Précisons néanmoins que ces dernières représentent, et de loin, le niveau d'instruction le plus important dans la mesure où c'est à leur niveau que sont alloués 86 % des montants de subventions.

1. Sur les 3 200 communes et 174 intercommunalités concernées par les Cucs.

68 % des organismes subventionnés sont des associations. Elles reçoivent 40 % des montants alloués

Le **tableau 1** présente un panorama des principales données sur la répartition des subventions « politique de la ville » de l'Acsé par type d'organisme bénéficiaire.

Tableau 1
Les types d'organisme subventionnés

Nature juridique	Type d'organisme	Nombre d'organismes subventionnés		Nombre d'actions subventionnées		Montant total reçu		
		Nombre	en %	Nombre	en %	en €	en %	dont PRE, en €
Associations		7 916	68	16 265	57	127 642 769	40	255 044
	Grandes associations	555	5	1 735	6	29 439 014	9	255 044
	Petites associations	7 361	63	14 530	51	98 203 755	30	
Opérateurs locaux		1 768	15	4 936	17	93 231 115	29	60 751 895
	Caisses des écoles	159	1	215	1	30 916 761	10	30 681 590
	CCAS	384	3	763	3	33 702 849	10	30 070 305
	Centres sociaux ou culturels	707	6	2 635	9	14 737 926	5	
	Écoles de la 2 ^e chance	22	0	40	0	2 390 254	1	
	Missions locales et maisons de l'emploi	270	2	668	2	6 707 731	2	
	Offices municipaux ou régionaux	48	0	99	0	600 397	0	
	Autres centres	178	2	516	2	4 175 197	1	
Collectivités territoriales		1 063	9	5 782	20	56 321 900	17	2 523 513
	Communes	867	7	5 243	18	47 616 577	15	2 240 110
	Conseils généraux	14	0	21	0	273 042	0	
	Intercommunalités	182	2	518	2	8 432 281	3	283 403
Gip		63	1	128	0	23 517 061	7	10 340 789
Administrations, organismes publics ou mixtes		654	6	1 171	4	18 607 048	6	4 130 604
	Adoma	1	0	19	0	102 135	0	
	Caf	15	0	63	0	414 923	0	
	Chambres de commerce ou des métiers	28	0	47	0	1 152 676	0	
	CNC	1	0	1	0	2 400 000	1	
	Établissements scolaires ou universitaires	465	4	798	3	10 680 838	3	3 644 219
	Hôpitaux	22	0	29	0	334 156	0	
	Pôle emploi	1	0	3	0	135 058	0	
	Autres organismes publics	121	1	211	1	3 387 262	1	486 385
Établissements privés commerciaux		123	1	214	1	2 475 545	1	
Divers		49	0	79	0	974 804	0	66 000
Total		11 636	100	28 575	100	322 770 242	100	78 067 845

Source : Acsé.

En termes de nombre d'organismes subventionnés, la primauté des associations, et plus particulièrement des petites associations, apparaît nettement (63 %). À l'inverse, on peut s'étonner de la très faible part des intercommunalités (2 %).

Ce tableau fait également apparaître certaines différences de structure dans la répartition des subventions, en particulier entre la répartition des organismes et celle des montants qui leur sont alloués. On observe ainsi que les associations, qui représentent plus des deux tiers des organismes subventionnés (68 %), reçoivent un montant inférieur à la moitié du total versé (40 %). Cet écart est particulièrement net pour les petites associations, dont le poids financier (30 % du total versé) est plus de deux fois inférieur à leur poids numérique (63 % du nombre total d'organismes). Les analyses présentées plus loin permettent d'apporter des éléments d'explication à ces écarts liés à l'infériorité relative des montants versés à ce type d'organisme par rapport à ceux versés aux autres types.

À l'inverse, quatre catégories ont un poids financier nettement supérieur à leur poids numérique :

- les communes, qui ne représentent que 7 % des organismes mais 15 % des montants ;
- les caisses des écoles, qui ne représentent que 1 % des organismes mais 10 % des montants ;
- les CCAS, qui ne représentent que 3 % des organismes mais 10 % des montants ;
- les Gip, qui ne représentent que 0,5 % des organismes mais 7 % des montants.

L'importance des montants alloués aux caisses des écoles et aux CCAS s'explique très largement par leur financement au titre du programme de réussite éducative (PRE), pour lequel les montants versés sont souvent assez élevés. Comme l'indique la colonne « dont PRE » dans le **tableau 1**, les subventions allouées au titre de ce programme représentent la quasi-totalité des montants reçus par ces deux types d'organisme.

En dehors de quelques exceptions, une relative homogénéité des montants alloués par action

Afin d'éclairer ces différences de répartition, le **tableau 2** indique les montants de subvention moyens et médians par action pour chaque type d'organisme.

La lecture de ce tableau donne sens aux écarts de structure identifiés plus haut : la catégorie des associations est celle dont la subvention moyenne par action est la plus basse (7 848 €), alors qu'à l'inverse les Gip affichent la plus haute moyenne (183 727 €). Mais, si certains types d'organisme se distinguent ainsi par le montant élevé de leur subvention moyenne, c'est une assez forte homogénéité qui caractérise les montants alloués à l'ensemble des types d'organisme. Les médianes renforcent ce constat : à l'exception des Gip, du CNC (celui-ci n'ayant qu'une seule action subventionnée), des caisses des écoles, de Pôle emploi (celui-ci n'ayant que trois actions) et des écoles de la 2^e chance, on observe que tous les types d'organisme affichent une subvention médiane

par action inférieure ou proche de 10 000 €. Parmi l'ensemble des types d'organisme dont la subvention médiane est inférieure à 10 000 €, il s'avère plus précisément que les deux catégories ultra-dominantes en termes de nombre d'actions subventionnées, à savoir les petites associations et les communes (70 % des actions à elles deux), présentent toutes deux un montant médian de subvention relativement faible et quasiment identique (respectivement 3 960 € et 4 000 €).

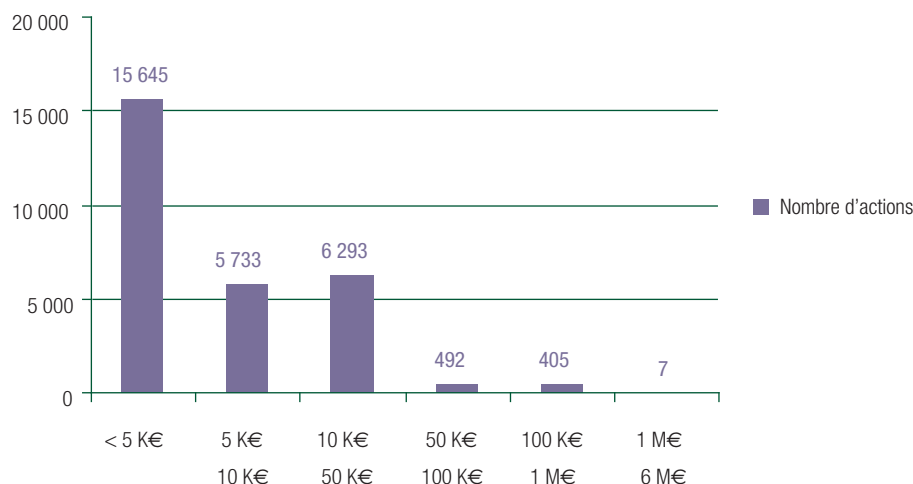
Le prolongement de cette analyse, à présent en termes d'actions, confirme et donne à voir l'importance des petits montants alloués aux organismes. Sur les 28 515 actions subventionnées par l'Acisé en 2009, au titre de la politique de la ville, 15 645 (soit 55 % des actions) le sont pour moins de 5 000 €. Cette forte concentration des actions sur les montants les plus faibles est illustrée par le **graphique 1**.

Tableau 2
Subventions moyenne et médiane par action, en 2009, pour chaque type d'organisme

Nature juridique	Type d'organisme	Subvention moyenne par action, en €	Subvention médiane par action, en €
Associations		7 848	4 000
	Grandes associations	16 968	4 848
	Petites associations	6 759	3 960
Opérateurs locaux		18 888	4 300
	Caisses des écoles	143 799	106 000
	CCAS	44 171	9 000
	Centres sociaux ou culturels	5 593	3 189
	Écoles de la 2 ^e chance	59 756	50 000
	Missions locales et maisons de l'emploi	10 042	6 000
	Offices municipaux ou régionaux	6 065	3 500
	Autres centres	8 091	3 900
Collectivités territoriales		9 741	4 500
	Communes	9 082	4 000
	Conseils généraux	13 002	15 000
	Intercommunalités	16 279	8 735
Gip		183 727	35 320
Administrations, organismes publics ou mixtes		15 890	4 000
	Adoma	5 376	3 000
	Caf	6 586	2 000
	Chambres de commerce ou des métiers	24 525	13 000
	CNC	2 400 000	2 400 000
	Établissements scolaires ou universitaires	13 385	3 025
	Hôpitaux	11 523	5 000
	Pôle emploi	45 019	29 474
	Autres organismes publics	16 053	8 670
Établissements privés commerciaux		11 568	6 175
Divers		12 339	7 500
Total		11 296	4 000

Source : Acsé

Graphique 1
Nombre d'actions 2009 par tranche de montant de subvention



Source : Acisé

Plus précisément, sur les 15 645 actions subventionnées en 2009 pour moins de 5 000 € :

- 1 768 actions (soit 6 %) ont été subventionnées pour un montant inférieur à 1 000 € ;
- 4 687 actions (soit 16 %) pour un montant compris entre 1 000 et 1 999 € ;
- 4 099 actions (soit 14 %) pour un montant compris entre 2 000 et 2 999 € ;
- 2 950 actions (soit 10 %) pour un montant compris entre 3 000 et 3 999 € ;
- 2 141 actions (soit 7 %) pour un montant compris entre 4 000 et 4 999 €.

L'analyse détaillée des actions par type d'organisme (**tableau 3, en deux parties**) renforce le constat d'homogénéité des montants alloués aux différents types d'organisme, pour lesquels chaque tranche de montant représente presque toujours une part relativement identique des

actions subventionnées. Ce constat est valable pour l'ensemble des tranches (**tableau 5.1**) mais aussi pour le détail des actions de faible montant (**tableau 5.2**). On peut ainsi observer, en regroupant les 1^{re}, 2^e et 3^e tranches du tableau 5.2, que les actions subventionnées entre 0 € et 2 999 € constituent 36 % du total des actions subventionnées par l'Acisé en 2009. Ce constat s'applique à la quasi-totalité des types d'organisme.

Figurent ici les mêmes exceptions que précédemment (Gip, caisses des écoles, Pôle emploi, CNC et écoles de la 2^e chance, peu voire non concernés par ces petits montants), ainsi que de nouvelles exceptions à l'autre bout de l'échelle des montants (les établissements scolaires ou universitaires ou encore les Caf, dont on peut s'étonner de voir 62 % des actions subventionnées pour moins de 3 000 €).

Tableau 3
Répartition des actions de chaque type d'organisme par tranche de montant

Nature juridique	Type d'organisme	< 5 K€	5 K€-10 K€	10 K€-50 K€	50 K€-100 K€	100 K€-1 M€	1 M€-6 M€	Nombre d'actions
Associations		57 %	21 %	21 %	1 %	0,3 %	0,01 %	16265
	Grandes associations	50 %	20 %	24 %	4 %	2 %		1735
	Petites associations	58 %	21 %	21 %	1 %			14530
Opérateurs locaux		53 %	20 %	19 %	3 %	5 %		4936
	Caisses des écoles	10 %	7 %	18 %	14 %	52 %		215
	CCAS	36 %	16 %	21 %	11 %	16 %		763
	Centres sociaux ou culturels	63 %	20 %	16 %	0,5 %			2635
	Écoles de la 2 ^e chance	10 %	5 %	33 %	25 %	28 %		40
	Missions locales et maisons de l'emploi	41 %	25 %	32 %	1 %	0,4 %		668
	Offices municipaux ou régionaux	61 %	22 %	16 %	1 %			99
	Autres centres	60 %	20 %	17 %	2 %	1 %		516
Collectivités territoriales		51 %	20 %	26 %	2 %	1 %		5782
	Communes	53 %	20 %	25 %	1 %	1 %		5243
	Conseils généraux	29 %	10 %	62 %				21
	Intercommunalités	35 %	17 %	42 %	4 %	2 %		518
Gip		7 %	14 %	39 %	8 %	29 %	3 %	128
Administrations, organismes publics ou mixtes		57 %	15 %	22 %	4 %	2 %	0,1 %	1171
	Adoma	68 %	21 %	11 %				19
	Caf	78 %	17 %	3 %	2 %	2 %		63
	Chambres de commerce ou des métiers	21 %	15 %	53 %	6 %	4 %		47
	CNC						100 %	1
	Établissements scolaires ou universitaires	63 %	14 %	17 %	4 %	2 %		798
	Hôpitaux	48 %	14 %	34 %	3 %			29
	Pôle emploi			67 %	33 %			3
	Autres organismes publics	36 %	18 %	41 %	3 %	3 %		211
Établissements privés commerciaux		38 %	25 %	36 %	0,5 %	1 %		214
Divers		33 %	22 %	43 %	1 %	1 %		79
Total		55 %	20 %	22 %	2 %	1 %	0,02 %	28575

Source : Acsé

Tableau 3 - suite

Détail pour les actions subventionnées à hauteur de moins de 5 000 €

Nature juridique	Type d'organisme	0 €- 999 €		1 000 €- 1 999 €		2 000 €- 2 999 €		3 000 €- 3 999 €		4 000 €- 4 999 €		Sous-total (actions < 5 K€)
		Nombre d'actions	Part	Nombre d'actions	Part	Nombre d'actions	Part	Nombre d'actions	Part	Nombre d'actions	Part	Nombre d'actions
Associations		1 053	6 %	2 812	17 %	2 452	15 %	1 722	11 %	1 246	8 %	9 285
	Grandes associations	102	6 %	266	15 %	213	12 %	180	10 %	112	6 %	873
	Petites associations	951	7 %	2 546	18 %	2 239	15 %	1 542	11 %	1 134	8 %	8 412
Opérateurs locaux		293	6 %	746	15 %	685	14 %	485	10 %	401	8 %	2 610
	Caisses des écoles	1	0 %	5	2 %		0 %	9	4 %	6	3 %	21
	CCAS	21	3 %	68	9 %	85	11 %	49	6 %	49	6 %	272
	Centres sociaux ou culturels	207	8 %	503	19 %	429	16 %	304	12 %	229	9 %	1 672
	Écoles de la 2 ^e chance		0 %	1	3 %	1	3 %	1	3 %	1	3 %	4
	Missions locales et maisons de l'emploi	24	4 %	67	10 %	65	10 %	60	9 %	55	8 %	271
	Offices municipaux ou régionaux	5	5 %	27	27 %	11	11 %	7	7 %	10	10 %	60
	Autres centres	35	7 %	75	15 %	94	18 %	55	11 %	51	10 %	310
Collectivités territoriales		322	6 %	897	16 %	760	13 %	597	10 %	396	7 %	2 972
	Communes	296	6 %	841	16 %	714	14 %	559	11 %	376	7 %	2 786
	Conseils généraux	1	5 %	3	14 %		0 %	1	5 %	1	5 %	6
	Intercommunalités	25	5 %	53	10 %	46	9 %	37	7 %	19	4 %	180
Gip				3	2 %			3	2 %	3	2 %	9
Administrations, organismes publics ou mixtes		93	8 %	195	17 %	173	15 %	119	10 %	82	7 %	662
	Adoma	1	5 %	2	11 %	5	26 %	3	16 %	2	11 %	13
	Caf	5	8 %	18	29 %	16	25 %	4	6 %	6	10 %	49
	Chambres de commerce ou des métiers		0 %	2	4 %		0 %	2	4 %	6	13 %	10
	CNC		0 %		0 %		0 %		0 %		0 %	0
	Établissements scolaires ou universitaires	77	10 %	145	18 %	129	16 %	95	12 %	55	7 %	501
	Hôpitaux	4	14 %	3	10 %	3	10 %		0 %	4	14 %	14
	Pôle emploi		0 %		0 %		0 %		0 %		0 %	0
	Autres organismes publics	6	3 %	25	12 %	20	9 %	15	7 %	9	4 %	75
Établissements privés commerciaux		3	1 %	28	13 %	20	9 %	21	10 %	9	4 %	81
Divers		4	5 %	6	8 %	9	11 %	3	4 %	4	5 %	26
Total		1 768	6 %	4 687	16 %	4 099	14 %	2 950	10 %	2 141	7 %	15 645

Source : Acisé

Une homogénéité également visible en termes de montants alloués par organisme

En reprenant ces tranches de montant de subvention dans le cadre d'une analyse en termes de nombre d'organismes (et non plus d'actions), il est possible de voir si le cumul de plusieurs actions par un même organisme modifie ou non le constat d'homogénéité que nous venons de faire. Chaque organisme pouvant solliciter le financement de plusieurs actions par l'Acisé², on peut imaginer que certains types d'organisme sont amenés à recevoir des sommes nettement plus élevées que d'autres.

Or, comme l'indique le **tableau 4**, cette prise en compte du cumul d'actions tend à confirmer l'homogénéité déjà constatée. On observe ainsi que presque tous les types d'organisme se répartissent d'une manière comparable au sein des différentes tranches de montant. Notons, par exemple, que les associations, d'une part, et les administrations et organismes publics ou mixtes, d'autre part, se répartissent de manière quasiment identique sur les différentes tranches :

- respectivement 40 % et 35 % sur la tranche inférieure à 5 K€ ;
- 21 % et 19 % sur la tranche 5 K€-10 K€ ;
- 32 % et 34 % sur la tranche 10 K€-50 K€ ;
- 5 % et 7 % sur la tranche 50 K€-100 K€...

Outre les exceptions déjà mentionnées que constituent ici encore les Gip, les caisses des écoles, Pôle emploi, le CNC et les écoles de la 2^e chance, on peut distinguer cinq types d'organisme, dont les caractéristiques font également, dans une moindre mesure, exception : les grandes associations, les CCAS, les communes, les intercommunalités et les chambres de commerce ou des métiers. Ceux-ci se distinguent au sein de la tranche 100 K€-1 M€, où ils représentent respectivement 13 %, 16 %, 33 %, 15 % et 11 % des actions contre 6 % en moyenne pour les autres types. Ces organismes étant relativement proches de la moyenne sur toutes les autres tranches, il n'est pas possible de les considérer pleinement comme des exceptions.

2. Une analyse détaillée du cumul d'actions fait l'objet d'un paragraphe suivant du présent article.

Tableau 4
Répartition des organismes par tranche de montant total des subventions reçues en 2009

Nature juridique	Type d'organisme	Tranches (1/2)						Nombre total d'organismes
		< 5 K€		5 K€-10 K€		10 K€-50 K€		
		Nombre d'organismes	Part du nombre total d'organismes de ce type	Nombre d'organismes	Part du nombre total d'organismes de ce type	Nombre d'organismes	Part du nombre total d'organismes de ce type	
Associations		3 204	40 %	1 647	21 %	2 567	32 %	7 916
	Grandes associations	170	31 %	94	17 %	171	31 %	555
	Petites associations	3 034	41 %	1 553	21 %	2 396	33 %	7 361
Opérateurs locaux		341	19 %	248	14 %	680	38 %	1 768
	Caisses des écoles			4	3 %	21	13 %	159
	CCAS	40	10 %	27	7 %	103	27 %	384
	Centres sociaux ou culturels	197	28 %	117	17 %	320	45 %	707
	Écoles de la 2 ^e chance	1	5 %	0	0 %	4	18 %	22
	Missions locales et maisons de l'emploi	44	16 %	51	19 %	140	52 %	270
	Offices municipaux ou régionaux	21	44 %	10	21 %	13	27 %	48
	Autres centres	38	21 %	39	22 %	79	44 %	178
Collectivités territoriales		188	18 %	109	10 %	404	38 %	1 063
	Communes	166	19 %	92	11 %	306	35 %	867
	Conseils généraux	2	14 %	1	7 %	11	79 %	14
	Intercommunalités	20	11 %	16	9 %	87	48 %	182
Gip		2	3 %	4	6 %	15	24 %	63
Administrations, organismes publics ou mixtes		228	35 %	122	19 %	220	34 %	654
	Adoma							1
	Caf	5	33 %	3	20 %	6	40 %	15
	Chambres de commerce ou des métiers	6	21 %	2	7 %	16	57 %	28
	CNC							1
	Établissements scolaires ou universitaires	181	39 %	94	20 %	135	29 %	465
	Hôpitaux	9	41 %	3	14 %	9	41 %	22
	Pôle emploi							1
	Autres organismes publics	27	22 %	20	17 %	54	45 %	121
Établissements privés commerciaux		29	24 %	20	16 %	67	54 %	123
Divers		10	20 %	12	24 %	24	49 %	49
Total		4 002	34 %	2 162	19 %	3 977	34 %	11 636

Source : Acisé

Nature juridique	Type d'organisme	Tranches (2/2)						Nombre total d'organismes
		50 K€-100 K€		100 K€-1 M€		1 M€-7 M€		
		Nombre d'organismes	% du nombre total d'organismes de ce type	Nombre d'organismes	% du nombre total d'organismes de ce type	Nombre d'organismes	% du nombre total d'organismes de ce type	
Associations		362	5 %	134	2 %	2		7 916
	Grandes associations	45	8 %	73	13 %	2	0,4 %	555
	Petites associations	317	4 %	61	1 %			7 361
Opérateurs locaux		224	13 %	274	15 %	1	0,1 %	1 768
	Caisses des écoles	25	16 %	108	68 %	1	0,6 %	159
	CCAS	86	22 %	128	33 %			384
	Centres sociaux ou culturels	63	9 %	10	1 %			707
	Écoles de la 2 ^e chance	2	9 %	15	68 %			22
	Missions locales et maisons de l'emploi	29	11 %	6	2 %			270
	Offices municipaux ou régionaux	4	8 %					48
	Autres centres	15	8 %	7	4 %			178
Collectivités territoriales		194	18 %	168	16 %			1 063
	Communes	162	19 %	141	16 %			867
	Conseils généraux							14
	Intercommunalités	32	18 %	27	15 %			182
Gip		11	17 %	27	43 %	4	6,3 %	63
Administrations, organismes publics ou mixtes		46	7 %	37	6 %	1	0,2 %	654
	Adoma			1	100 %			1
	Caf			1	7 %			15
	Chambres de commerce ou des métiers	1	4 %	3	11 %			28
	CNC					1	100,0 %	1
	Établissements scolaires ou universitaires	34	7 %	21	5 %			465
	Hôpitaux			1	5 %			22
	Pôle emploi			1	100 %			1
	Autres organismes publics	11	9 %	9	7 %			121
Établissements privés commerciaux		4	3 %	3	2 %			123
Divers		1	2 %	2	4 %			49
Total		842	7 %	645	6 %	8	0,1 %	11 636

Source : Acsé

Une forte concentration des subventions sur un nombre restreint d'organismes

Les plus hautes tranches de subvention ne concernant que certains types d'organisme, on peut envisager qu'il existe une certaine concentration des montants versés sur quelques organismes. Comme l'indique le **tableau 5**, cette concentration s'avère extrêmement forte :

- la moitié des montants des subventions est octroyée à seulement 6 % des organismes ;
- à l'inverse, 61 % des organismes se partagent les 10 % des montants les plus bas (10^e décile ci-dessous).

Tableau 5
Nombre d'organismes par tranche du montant total des subventions

	Nombre d'organismes	Part (%)	Part cumulée (%)
1 ^{er} décile	21	0,2	0,2
2 ^e décile	81	0,7	0,9
3 ^e décile	136	1,2	2,0
4 ^e décile	201	1,7	3,8
5 ^e décile	298	2,6	6,3
6 ^e décile	439	3,8	10,1
7 ^e décile	646	5,6	15,7
8 ^e décile	997	8,6	24,2
9 ^e décile	1 775	15,3	39,5
10 ^e décile	7 042	60,5	100,0
Total	11 636	100,0	

Source : Acisé

Parmi les 21 organismes recevant les montants les plus élevés figurent 13 Gip, 4 grandes associations, 2 CCAS, et le CNC. Les montants reçus par ces organismes relèvent pour plus d'un tiers de la thématique « éducation et accès aux savoirs de base » et pour plus d'un quart du poste « structures mutualisatrices ». La majorité de ces organismes (13 sur 21) a été subventionnée en 2009 pour plusieurs actions (en général entre 2 et 4 actions).

Parmi les 238 organismes recevant 30 % des montants figurent pour moitié des opérateurs locaux (dont 64 caisses des écoles et 44 CCAS). Trois autres types d'organisme représentent chacun une part significative de ces organismes les plus financés : on y trouve ainsi 45 communes, 26 grandes associations et 24 Gip.

Des organismes majoritairement subventionnés pour une seule action

Les subventions portant toujours sur des actions particulières, rien n'empêche un organisme de demander à l'Acsé le financement de plusieurs actions. Notons que c'est toujours dans le périmètre des subventions allouées au titre de la politique de la ville que se situe la présente analyse du cumul.

En 2009, 5 150 organismes ont ainsi eu plusieurs actions subventionnées par l'Acsé, soit 44 % des organismes financés (**tableau 6**). Le cumul revêt une ampleur variable selon le nombre d'actions : 13 % des organismes subventionnés l'ont été pour 5 actions ou plus et 3 % pour 10 actions ou plus.

Tableau 6
Répartition des organismes par nombre d'actions subventionnées en 2009

Nombre d'actions subventionnées par l'Acsé en 2009	Nombre d'organismes	(%)
1 action	6 486	56
2 actions ou plus	5 150	44
2 à 4 actions	3 683	32
5 à 9 actions	1 119	10
10 actions et plus	348	3
10 à 19 actions	293	2,5
20 à 49 actions	51	0,4
50 ou plus	4	0
Total	11 636	100

Source : Acsé

Un niveau de cumul d'actions variable selon le type d'organisme

L'observation détaillée du cumul d'actions par type d'organisme (**tableau 7**) fait apparaître une dichotomie : certains types d'organisme cumulent très rarement plusieurs actions soutenues par l'Acsé (seulement 18 % des caisses des écoles et 23 % des hôpitaux) ; tandis que d'autres affichent des taux de cumul très élevés (77 % pour les communes, 60 % pour les intercommunalités, 69 % pour les centres sociaux ou culturels, 64 % pour les missions locales et maisons de l'emploi, et 60 % pour les Caf). En ter-

mes de nombre d'actions cumulées, de manière générale, 32 % des organismes cumulent 2 à 4 actions et seulement 13 % plus de 5 actions. En revanche, 45 % des communes et 40 % des CAF cumulent plus de 5 actions.

Parmi les associations, on n'observe ici qu'une différence assez faible entre les grandes associations, dont 52 % cumulent des actions subventionnées, et les petites associations, pour lesquelles ce chiffre s'élève à 38 %.

Tableau 7
Répartition des types d'organisme par nombre d'actions subventionnées sur l'année 2009

Nature juridique	Type d'organisme	1 action	Plusieurs actions			
			Sous-total : plusieurs actions	Détail		
				2 à 4 actions	5 à 9 actions	10 actions et plus
Associations		61 %	39 %	30 %	7 %	2 %
	Grandes associations	48 %	52 %	35 %	12 %	5 %
	Petites associations	62 %	38 %	30 %	6 %	1 %
Opérateurs locaux		44 %	56 %	37 %	16 %	2 %
	Caisses des écoles	82 %	18 %	16 %	2 %	1 %
	CCAS	59 %	41 %	34 %	5 %	2 %
	Centres sociaux ou culturels	31 %	69 %	36 %	29 %	4 %
	Écoles de la 2 ^e chance	64 %	36 %	32 %	5 %	0 %
	Missions locales et maisons de l'emploi	36 %	64 %	51 %	12 %	0 %
	Offices municipaux ou régionaux	63 %	38 %	31 %	4 %	2 %
	Autres centres	35 %	65 %	47 %	16 %	2 %
Collectivités territoriales		27 %	73 %	33 %	24 %	16 %
	Communes	23 %	77 %	32 %	26 %	19 %
	Conseils généraux	64 %	36 %	36 %	0 %	0 %
	Intercommunalités	40 %	60 %	40 %	16 %	4 %
Gip		48 %	52 %	46 %	6 %	0 %
Administrations, organismes publics ou mixtes		66 %	34 %	29 %	4 %	1 %
	Adoma	0 %	100 %	0 %	0 %	100 %
	Caf	40 %	60 %	20 %	27 %	13 %
	Chambres de commerce ou des métiers	64 %	36 %	32 %	4 %	0 %
	CNC	100 %	0 %	0 %	0 %	0 %
	Établissements scolaires ou universitaires	66 %	34 %	29 %	4 %	1 %
	Hôpitaux	77 %	23 %	23 %	0 %	0 %
	Pôle emploi	0 %	100 %	100 %	0 %	0 %
	Autres organismes publics	66 %	34 %	29 %	4 %	1 %
Établissements privés commerciaux		65 %	35 %	32 %	2 %	1 %
Divers		67 %	33 %	27 %	6 %	0 %
Total		56 %	44 %	32 %	10 %	3 %

Source : Acisé

Le cumul d'actions ne modifie pas le constat de stabilité des montants alloués

Le montant médian alloué par action est quasiment identique, quel que soit le nombre d'actions portées par les organismes. Au niveau de l'ensemble des types d'organisme, comme l'indique la dernière ligne du **tableau 8**, ces montants sont les suivants :

- 4 000 € pour les organismes n'ayant qu'une action subventionnée par l'Acisé en 2009 ;
- 4 600 € pour les organismes ayant 2 à 4 actions subventionnées ;
- 4 000 € pour les organismes ayant 5 à 9 actions subventionnées ;
- 4 000 € pour les organismes ayant 10 actions subventionnées ou plus.

Le détail par type d'organisme fait apparaître une différence entre :

- d'une part, les types rassemblant la majorité des organismes (associations, centres sociaux ou culturels, communes, intercommunalités, missions locales et maisons de l'emploi, offices municipaux ou régionaux, autres centres) pour lesquels le montant médian perçu est stable quel que soit le nombre d'actions ;
- et, d'autre part une minorité d'organismes (les autres types) pour lesquels le cumul se traduit par une diminution du montant de chaque subvention perçue quand le nombre d'actions augmente. Plus précisément, les plus fortes diminutions du montant médian selon le nombre d'actions concernent des types d'organisme peu, voire très peu, concernés par le cumul d'actions (caisses des écoles, CCAS, Gip et écoles de la 2^e chance), ce qui tend à confirmer la validité générale du constat de stabilité des montants de subvention pour les types d'organisme véritablement concernés par ce phénomène de cumul d'actions³.

Les montants des subventions étant globalement indifférents au nombre d'actions des organismes, il est dès lors logique que les organismes cumulant plusieurs actions perçoivent, sur l'ensemble de l'année, un montant total supérieur à ceux qui ne cumulent pas d'actions, ou qui en cumulent moins. Ainsi, et comme l'indique le **tableau 9** :

- le total médian reçu par les organismes ne cumulant pas d'action est de 4 000 € ;
- le total médian reçu par les organismes cumulant 2 à 4 actions s'élève à 13 700 € ;
- le total médian reçu par les organismes cumulant 5 à 9 actions s'élève à 35 900 € ;
- le total médian reçu par les organismes cumulant 10 actions ou plus s'élève à 81 618 €.

Cette élévation progressive du montant total perçu en fonction du nombre d'actions subventionnées est valable pour tous les types d'organismes⁴. Signalons également qu'une approche de cette question par les moyennes rend compte de cette même corrélation.

Ce soutien « cumulé » de l'Acisé demeure cependant relativement modeste : le montant total perçu par les organismes subventionnés par l'Acisé en 2009 s'élève à 8 500 € en valeur médiane, et à 27 739 € en moyenne.

3. Notons qu'une analyse basée sur les moyennes confirme également ce constat.

4. À l'exception des très rares caisses des écoles ayant 10 actions ou plus, dont le total médian est inférieur à celui des non moins rares caisses des écoles ayant entre 5 et 9 actions, ou encore des écoles de la 2^e chance ayant entre 5 et 9 actions, dont le total médian est inférieur à celui des écoles de la 2^e chance ayant entre 2 et 4 actions.

Tableau 8
Subvention médiane par action selon le nombre d'actions subventionnées en 2009 (en €)

Nature juridique	Type d'organisme	1 action	Plusieurs actions			Total	
			Sous-total : plusieurs actions	Détail			
				2 à 4 actions	5 à 9 actions		10 actions et plus
Associations		4 000	4 000	4 113	4 000	3 675	4 000
	Grandes associations	4 225	5 000	5 000	5 000	4 450	4 848
	Petites associations	4 000	4 000	4 000	4 000	3 500	3 960
Opérateurs locaux		10 000	4 037	5 000	4 000	4 000	4 300
	Caisses des écoles	150 000	20 000	69 358	5 000	3 636	106 000
	CCAS	64 385	6 000	8 150	4 900	3 500	9 000
	Centres sociaux ou culturels	3 000	3 500	3 100	3 600	4 000	3 189
	Écoles de la 2 ^e chance	100 000	32 345	50 000	12 429		50 000
	Missions locales et maisons de l'emploi	5 276	6 000	6 710	5 000	3 800	6 000
	Offices municipaux ou régionaux	3 750	4 425	4 187	5 550	4 500	3 500
	Autres centres	4 675	3 950	4 000	3 000	3 500	3 900
Collectivités territoriales		5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	4 500
	Communes	3 000	5 000	4 876	4 800	5 000	4 000
	Conseils généraux	17 400	7 042	7 042			15 000
	Intercommunalités	12 250	9 400	10 683	7 750	6 000	8 735
Gip		81 129	30 354	32 000	20 000		35 320
Administrations, organismes publics ou mixtes		5 000	3 418	4 424	2 400	2 000	4 000
	Adoma		3 000			3 000	3 000
	Caf	2 000	2 750	5 000	2 750	1 800	2 000
	Chambres de commerce ou des métiers	11 155	14 225	11 000	26 300		13 000
	CNC	2 400 000					2 400 000
	Établissements scolaires ou universitaires	4 800	2 800	3 700	2 100	1 225	3 025
	Hôpitaux	5 000	6 600	6 600			5 000
	Pôle emploi		29 474	29 474			29 474
	Autres organismes publics	20 000	8 500	9 000	9 300	3 000	8 670
Établissements privés commerciaux		8 750	6 585	6 375	9 987	1 200	6 175
Divers		8 400	5 705	7 066	4 254		7 500
Total		4 000	4 399	4 600	4 000	4 000	4 000

Source : Acisé

Tableau 9
Total des subventions reçues par un même organisme en 2009
Montant médian selon le nombre d'actions subventionnées (en €)

Nature juridique	Type d'organisme	1 action	Plusieurs actions			Total	
			Sous-total : plusieurs actions	Détail			
				2 à 4 actions	5 à 9 actions		10 actions et plus
Associations		4 000	15 500	12 328	32 282	67 800	6 300
	Grandes associations	4 225	25 786	16 742	38 962	124 184	10 100
	Petites associations	4 000	15 000	12 000	31 250	58 460	6 000
Opérateurs locaux		10 000	22 850	17 080	32 500	63 352	19 619
	Caisses des écoles	150 000	232 840	232 840	239 000	137 404	153 150
	CCAS	64 385	60 000	59 374	56 422	103 458	63 019
	Centres sociaux ou culturels	3 000	18 975	11 400	31 000	50 590	12 000
	Écoles de la 2 ^e chance	100 000	129 422	146 500	106 686		100 000
	Missions locales & maisons de l'emploi	5 276	21 200	18 800	41 951	44 810	15 487
	Offices municipaux ou régionaux	3 750	12 600	11 640	40 085	65 300	5 000
	Autres centres	4 675	16 550	13 000	26 150	71 550	12 065
Collectivités territoriales		5 000	42 577	19 328	48 105	108 016	28 000
	Communes	3 000	42 750	16 600	46 000	109 700	28 532
	Conseils généraux	17 400	34 755	34 755			17 700
	Intercommunalités	12 250	40 000	33 000	67 300	87 943	27 650
Gip		81 129	97 907	97 907	244 409		97 907
Administrations, organismes publics ou mixtes		5 000	13 000	12 375	16 000	38 000	8 231
	Adoma		102 135			102 135	102 135
	Caf	2 000	20 100	20 100	15 250	30 245	7 400
	Chambres de commerce ou des métiers	11 155	33 000	30 000	226 300		17 149
	CNC	2 400 000					2 400 000
	Établissements scolaires ou universitaires	4 800	10 650	9 751	13 800	15 900	6 693
	Hôpitaux	5 000	18 000	18 000			7 080
	Pôle emploi		135 058	135 058			135 058
	Autres organismes publics	20 000	20 000	19 500	55 404	95 870	13 773
Établissements privés commerciaux		8 750	20 000	20 000	61 000	19 900	12 000
Divers		8 400	19 875	18 011	69 750		10 000
Total		4 000	19 000	13 700	35 900	81 618	8 500

Source : Acsé

Un cumul qui s'organise sur plusieurs thématiques

Les interventions de l'Acisé se déclinent en dix thématiques : l'éducation et l'accès aux savoirs de base ; l'emploi et le développement économique ; le logement et l'habitat ; la santé et l'accès aux soins ; la culture et l'expression artistique ; le lien social, la citoyenneté et la participation à la vie publique ; l'accès aux droits et la lutte contre les discriminations ; la prévention de la délinquance et la justice ; le pilotage, les ressources et l'évaluation ; les structures mutualisatrices.

Comme indiqué par le **tableau 10**, le positionnement sur plusieurs de ces thématiques concerne 3240 organismes. Si ceux-ci ne représentent que 28 % du total des organismes, ils représentent 63 % des organismes cumulant plusieurs actions. En extrapolant légèrement, on peut affirmer que les deux tiers des organismes cumulant plusieurs actions le font sur plusieurs thématiques.

Tableau 10
Répartition des organismes selon leur nombre d'actions et de thématiques de ces actions

Nombre de thématiques	1 action		Plusieurs actions	
	Nombre d'organismes	Part	Nombre d'organismes	Part
1 thématique	6 486	56 %	1 910	16 %
Plusieurs thématiques			3 240	28 %
2 thématiques			1 917	16 %
3 thématiques			747	6 %
4 thématiques			309	3 %
5 thématiques ou plus			267	2 %
Total	6 486	56 %	5 150	44 %

Source : Acisé

En ne considérant à présent que les organismes qui cumulent plusieurs actions, le **tableau 11** témoigne d'abord d'une certaine polyvalence de ces organismes, bien que celle-ci soit variable selon leur type. Avant d'envisager le détail par type d'organisme, ce constat général conduit à formuler deux hypothèses, non exclusives l'une de l'autre :

1. le cumul d'actions sur plusieurs thématiques peut renforcer l'idée selon laquelle les organismes prennent en compte la relative égalité des montants de subvention alloués, et savent que c'est en demandant plusieurs subventions, *a fortiori* sur plusieurs thématiques, qu'ils peuvent obtenir un soutien financier accru de la part de l'Acisé ;

2. le fait que le cumul d'actions porte majoritairement sur plusieurs thématiques peut également témoigner d'une réelle distinction des différentes actions portées par un même organisme (ce qui nuancerait une idée couramment admise selon laquelle cette distinction pourrait être tenue pour artificielle).

Pour approcher plus précisément ce phénomène du cumul d'actions sur plusieurs thématiques, le **tableau 11** permet de regrouper les différents types d'organisme selon leur niveau de spécialisation ou de polyvalence. Par exemple, une catégorie dont les effectifs sont concentrés sur une seule thématique peut être considérée comme une catégorie spécialisée⁶.

6. On peut préciser ici qu'une telle concentration sur une thématique n'implique pas nécessairement qu'il s'agisse de la même thématique pour l'ensemble des organismes concernés. La catégorisation par type d'organisme relevant en grande partie de critères juridiques, il est tout à fait possible que les organismes d'un même type (par exemple les petites associations) soient ainsi spécialisés sur des thématiques différentes.

Tableau 11
Zoom sur les organismes cumulant au moins 2 actions en 2009
Répartition des organismes selon leur nombre de thématiques d'intervention

Nature juridique	Type d'organisme	1 thématique	2 thématiques	Nombre de thématiques				Nombre d'organismes concernés
				Sous-total : 3 thématiques ou plus	3 thématiques ou plus			
					3 thématiques	4 thématiques	5 thématiques ou plus	
Associations		44 %	39 %	17 %	12 %	4 %	2 %	3066
	Grandes associations	34 %	39 %	27 %	16 %	6 %	6 %	287
	Petites associations	45 %	39 %	16 %	11 %	4 %	1 %	2779
Opérateurs locaux		30 %	44 %	26 %	18 %	6 %	3 %	988
	Caisses des écoles	76 %	17 %	7 %	3 %	3 %	0 %	29
	CCAS	19 %	54 %	27 %	18 %	5 %	4 %	159
	Centres sociaux ou culturels	22 %	43 %	34 %	22 %	8 %	4 %	486
	Écoles de la 2 ^e chance	100 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	8
	Missions locales et maisons de l'emploi	53 %	37 %	10 %	9 %	1 %	0 %	172
	Offices municipaux ou régionaux	22 %	61 %	17 %	11 %	6 %	0 %	18
	Autres centres	24 %	52 %	24 %	17 %	7 %	0 %	116
Collectivités territoriales		15 %	24 %	61 %	23 %	14 %	25 %	781
	Communes	13 %	22 %	65 %	23 %	15 %	28 %	667
	Conseils généraux	40 %	40 %	20 %	20 %	0 %	0 %	5
	Intercommunalités	24 %	37 %	39 %	25 %	7 %	7 %	109
Gip		21 %	48 %	30 %	27 %	0 %	3 %	33
Administrations, organismes publics ou mixtes		52 %	32 %	16 %	10 %	5 %	1 %	223
	Adoma	0 %	0 %	100 %	0 %	100 %	0 %	1
	Caf	22 %	33 %	44 %	11 %	33 %	0 %	9
	Chambres de commerce ou des métiers	60 %	40 %	0 %	0 %	0 %	0 %	10
	CNC							0
	Établissements scolaires ou universitaires	53 %	30 %	17 %	12 %	4 %	1 %	156
	Hôpitaux	80 %	20 %	0 %	0 %	0 %	0 %	5
	Pôle emploi	0 %	100 %	0 %	0 %	0 %	0 %	1
	Autres organismes publics	54 %	37 %	10 %	7 %	2 %	0 %	41
Établissements privés commerciaux		60 %	30 %	9 %	9 %	0 %	0 %	43
Divers		56 %	31 %	13 %	13 %	0 %	0 %	16
Total		37 %	37 %	26 %	15 %	6 %	5 %	5150

Source : Acisé

On peut ainsi distinguer quatre profils :

1. 9 types d'organisme apparaissent comme *très spécialisés* : il s'agit de ceux dont plus de la moitié des effectifs cumulant plusieurs actions ne le font que sur une seule thématique. De manière logique, correspondent à ce profil des types d'organisme fortement liés par nature à l'une des thématiques d'intervention de l'Acisé. Parmi les opérateurs locaux figurent ici les caisses des écoles, les écoles de la 2^e chance et les missions locales et maisons de l'emploi (dont respectivement 76 %, 100 % et 53 % n'ont des actions que sur une seule thématique) ; et parmi les organismes publics, on trouve ici les hôpitaux, les établissements scolaires ou universitaires, les chambres de commerce ou des métiers et les autres organismes publics (respectivement 80 %, 53 %, 60 %, 54 % des effectifs). Enfin, figurent également dans ce groupe les organismes « divers » (56 %) ainsi que les établissements privés commerciaux (60 %).
2. 5 types d'organisme peuvent ensuite être considérés comme *plutôt spécialisés* : la concentration de leurs effectifs sur une seule thématique est supérieure à la moyenne (37 %) et plus de 75 % de leurs effectifs ne portent des actions que sur une ou deux thématiques. De manière assez logique, relève de ce profil un type d'organisme spécialisé par nature ; Pôle emploi, qui porte des actions sur deux thématiques. Les autres types d'organisme ressortant de cette relative spécialisation sont les petites associations, les conseils généraux, les autres centres locaux, les offices municipaux ou régionaux (dont respectivement 84 %, 76 %, 83 % et 80 % des effectifs cumulant des actions « n'émargent » qu'à une ou deux thématiques).

3. 6 types d'organisme possèdent un profil *plutôt généraliste* : si la part de leurs effectifs cumulant plusieurs actions sur au moins trois thématiques est supérieure à la moyenne (26 %), celle-ci reste inférieure à 50 %. Dans ce groupe figurent deux types d'opérateur local, dont une certaine polyvalence apparaît ici : il s'agit des centres sociaux ou culturels et des CCAS (dont respectivement 34 % et 27 % des effectifs cumulant plusieurs actions le font sur au moins trois thématiques différentes). Cette situation de « double cumul » (à la fois d'actions et de thématiques) est également celle de 30 % des Gip, de 27 % des grandes associations, de 39 % des intercommunalités et de 44 % des Caf.
4. Enfin, 2 types d'organisme peuvent être qualifiés de *très généralistes*, dans la mesure où plus de la moitié de leurs effectifs portant plusieurs actions « émargent » à au moins trois thématiques différentes. Il s'agit d'Adoma et des communes (dont 65 % des effectifs cumulant plusieurs actions le font sur au moins trois thématiques différentes). Notons le cas particulier d'Adoma, opérateur lié par nature à la thématique du logement, mais qui porte des actions s'inscrivant dans 4 des 10 thématiques d'intervention de l'Acisé. Quant aux communes, 49 d'entre elles présentent une amplitude d'intervention de 7 thématiques sur 10, et 4 de celles-ci vont jusqu'à couvrir 9 thématiques.

Notons par ailleurs qu'un prolongement de cette analyse sur les données 2008 avait logiquement fait ressortir que les thématiques « lien social » et « éducation » (soit les deux thématiques principales du point de vue financier) étaient celles qui étaient le plus fréquemment associées à d'autres thématiques dans le portefeuille d'actions portées par un même organisme. On peut supposer qu'il en est allé de même en 2009.

Deux grands profils d'organisme subventionné

La synthèse des analyses précédentes, illustrée par le **tableau 12**, fait ressortir une grande ligne de partage parmi la quasi-totalité des organismes subventionnés. Deux grands profils d'organisme apparaissent ainsi de manière assez nette :

1. D'une part, les principaux types d'organisme en termes d'effectif (grandes et petites associations, centres sociaux ou culturels, communes, intercommunalités et établissements scolaires ou universitaires ; soit au total 87 % des organismes) présentent tous un profil finalement assez semblable. Ce profil majoritaire se définit par les caractéristiques suivantes des organismes :

- ils reçoivent des subventions dont les montants sont plutôt faibles ;
- ils regroupent les effectifs les plus nombreux ;
- ils réalisent chacun une part importante de l'ensemble des actions⁷ ;
- ils cumulent souvent, voire très souvent, plusieurs actions ;
- le montant de leurs subventions ne varie pas, quel que soit leur nombre d'actions ;
- ils peuvent être « généralistes » ou « spécialistes ».

Parmi les enseignements découlant de ces similitudes, on peut remarquer que les modalités du soutien financier de l'Acsé aux grandes associations, aux communes et aux intercom-

munalités s'avèrent au moins comparables, voire similaires, à celles développées en direction des petites associations et des centres sociaux ou culturels.

2. D'autre part, un profil inverse du précédent rassemble 7 % des organismes. Il s'agit des caisses des écoles, des CCAS, des écoles de la 2^e chance, des conseils généraux, des Gip, des chambres de commerce ou des métiers et des autres organismes publics. Ceux-ci partagent les points communs suivants :

- ils reçoivent des subventions dont les montants sont plutôt élevés, voire très élevés ;
- ils regroupent des effectifs faibles ;
- ils ne réalisent qu'une faible part de l'ensemble des actions ;
- ils cumulent assez rarement plusieurs actions ;
- le montant de leurs subventions varie selon leur nombre d'actions⁸ ;
- ils sont davantage « spécialistes » que « généralistes »⁹.

On peut observer que ce ne sont donc pas parmi les grandes associations que se trouvent les « grands comptes » de l'Acsé, mais plutôt parmi cet ensemble d'opérateurs. Notons également que les conseils généraux se distinguent des communes et intercommunalités, dont on a vu qu'elles relevaient du profil majoritaire.

7. Les intercommunalités font en partie exception à ces trois premières caractéristiques communes.

8. À l'exception des chambres de commerce ou des métiers.

9. Mis à part les CCAS, et les Gip dans une moindre mesure.

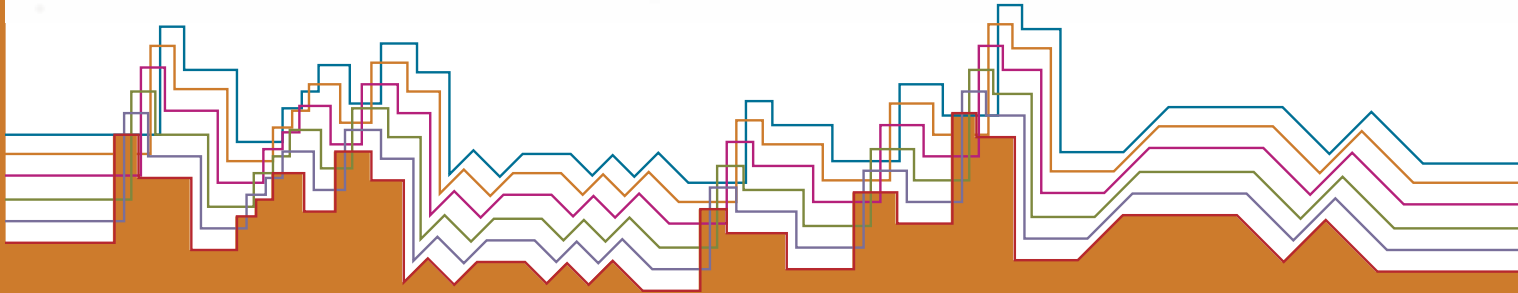
Tableau 12
Synthèse des principales données par type d'organisme en 2009

Nature juridique	Type d'organisme	Subvention médiane par action (en €)	Part des organismes (en %)	Part des actions (en %)	Part d'organismes cumulant des actions	Variation du montant de la subvention selon le nombre d'actions*	Zoom sur les organismes cumulant des actions **	
							Part de « spécialistes »	Part de « généralistes »
Associations		4 000	68	57	39 %	Montant « fixe »	44 %	17 %
	Grandes associations	4 848	5	6	52 %	Montant « fixe »	34 %	27 %
	Petites associations	3 960	63	51	38 %	Montant « fixe »	45 %	16 %
Opérateurs locaux		4 300	15	17	56 %	Montant variable	30 %	26 %
	Caisses des écoles	106 000	1	1	18 %	Montant variable	76 %	7 %
	CCAS	9 000	3	3	41 %	Montant variable	19 %	27 %
	Centres sociaux ou culturels	3 189	6	9	69 %	Montant « fixe »	22 %	34 %
	Écoles de la 2 ^e chance	50 000	0,2	0,1	36 %	Montant variable	100 %	0 %
	Missions locales & maisons de l'emploi	6 000	2	2	64 %	Montant « fixe »	53 %	10 %
	Offices municipaux ou régionaux	3 500	0,4	0,3	38 %	Montant « fixe »	22 %	17 %
	Autres centres	3 900	2	2	65 %	Montant « fixe »	24 %	24 %
Collectivités territoriales		4 500	9	20	73 %	Montant « fixe »	15 %	61 %
	Communes	4 000	7	18	77 %	Montant « fixe »	13 %	65 %
	Conseils généraux	15 000	0,1	0,1	36 %	Montant variable	40 %	20 %
	Intercommunalités	8 735	2	2	60 %	Montant « fixe »	24 %	39 %
Gip		35 320	1	0,4	52 %	Montant variable	21 %	30 %
Administrations, organismes publics ou mixtes		4 000	6	4	34 %	Montant « fixe »	52 %	16 %
	Adoma	3 000	0	0,1	100 %		0 %	100 %
	Caf	2 000	0,1	0,2	60 %	Montant « fixe »	22 %	44 %
	Chambres de commerce ou des métiers	13 000	0,2	0,2	36 %	Montant « fixe »	60 %	0 %
	CNC	2 400 000	0	0	0 %			
	Établissements scolaires ou universitaires	3 025	4	3	34 %	Montant « fixe »	53 %	17 %
	Hôpitaux	5 000	0,2	0,1	23 %	Montant « fixe »	80 %	0 %
	Pôle emploi	29 474	0	0	100 %		0 %	0 %
	Autres organismes publics	8 670	1	1	34 %	Montant variable	54 %	10 %
Établissements privés commerciaux		6 175	1	1	35 %	Montant « fixe »	60 %	9 %
Divers		7 500	0,4	0,3	33 %	Montant « fixe »	56 %	13 %
Total		4 000	100	100	44 %	Montant « fixe »	37 %	26 %

* L'expression « montant fixe » signifie que le montant médian des subventions reçues par ce type d'organisme ne varie que très légèrement selon le nombre d'actions subventionnées.

** Sont ici considérés comme « spécialistes » les organismes n'ayant des actions que sur une thématique et comme « généralistes » ceux ayant des actions sur au moins trois thématiques.

Source : Acisé.



La dotation de solidarité urbaine

→ La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale en 2010

La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale en 2010

Instituée par la loi d'orientation pour la ville du 13 mai 1991, la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) représente, parmi les dispositifs péréquateurs existants¹, la plus importante dotation versée par l'État aux communes. La question d'une pleine articulation de la DSU avec la politique de la ville pourrait toutefois être approfondie.

Les règles d'éligibilité et de répartition de la DSU

La DSU est attribuée à deux catégories de communes :

- aux trois premiers quarts des communes de plus de 10 000 habitants, classées chaque année en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges;
- au premier dixième des communes, dont la population est comprise entre 5 000 et 9 999 habitants, également classées par un indice synthétique.

L'indice synthétique représentatif des écarts de ressources et de charges socio-urbaines des communes est calculé par rapport à un ensemble d'indicateurs relatifs au potentiel financier des communes, au nombre de logements sociaux, au nombre des bénéficiaires des prestations logement, et au revenu fiscal moyen des ménages (déclaration au titre de l'IRPP).

L'article 135 de la loi de programmation pour la cohésion sociale a modifié le calcul des attributions de DSU qui s'effectue désormais de la manière suivante :

- DSU = nombre de points x valeur du point;
- nombre de points de chaque commune = population DGF de la commune x indice synthétique de la commune x effort fiscal communal (plafonné à 1,3) x coefficient de majoration x coefficient Zus x coefficient ZFU;
- valeur du point de la catégorie démographique = masse financière répartie entre les communes de la catégorie / somme du nombre de points des communes de la catégorie. L'article 118 de la loi de finances pour 2008 a abaissé le niveau de la garantie de progression minimale de la DSU à l'inflation (contre + 5 % jusqu'alors).

1. La Constitution dispose, en son article 72-2, cinquième alinéa : « La loi prévoit des dispositifs de péréquation destinés à favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales. »

Les montants et l'affectation de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale en 2010

Le montant global de la DSU pour 2010 s'établit à 1 233 738 650 €, soit + 6,02 % par rapport à l'exercice précédent. La somme effectivement mise en répartition entre les communes de métropole s'élève à 1 169 122 758 €, soit + 5,95 %, après prélèvement de la quote-part réservée aux communes des départements et collectivités d'outre-mer.

Les communes de 10000 habitants et plus

En 2010, 968 communes ont une population d'au moins 10000 habitants, soit seize de plus qu'en 2009.

Les trois quarts des communes de plus de 10000 habitants étant éligibles à la DSU (**encadré Les règles d'éligibilité et de répartition de la DSU**), 726 communes de plus de 10000 habitants ont bénéficié des crédits mis en répartition au titre de la DSU en 2010. Ces crédits s'élèvent à 1 050 M€ au titre de la DSU de

droit commun et à 53,8 M€ au titre de la « DSU cible » (*cf. infra*), soit un total de 1 103,8 M€ contre 1 036,6 M€ en 2009. La dotation moyenne par habitant s'élève, hors garantie, à 46,03 € contre 43,53 € en 2009. La dotation par habitant la plus élevée s'établit à 324 € (Clichy-sous-Bois – 93) et la moins élevée à 4,17 € (Chevilly-Larue – 94).

Parmi ces communes bénéficiaires, 24 sont nouvellement éligibles à la DSU dans cette catégorie pour un montant total de 5 327 662 €. En revanche, 10 communes perdent le bénéfice de la DSU dans la catégorie. Ces dernières perçoivent une « garantie de sortie » pour un montant total de 766 506 € (contre 1 589 235 € en 2009).

Le **tableau 1** ci-dessous détaille la composition de l'indice de la première et de la dernière commune éligible à la DSU comparée à l'ensemble des communes de plus de 10000 habitants.

Tableau 1
Composition de l'indice pour les communes de 10000 habitants et plus

Données 2010	Potentiel financier par habitant (en €)	Part des logements sociaux (en %)	Part des bénéficiaires d'allocation logement ² (en %)	Revenu par habitant (en €)
Première commune éligible (indice le plus élevé)	697,20	71,44	124,71	6 607,96
Dernière commune éligible (indice le plus faible)	914,25	17,07	31,29	22 086,49
Moyenne de l'ensemble des communes de 10000 habitants et plus	1 021,90	22,77	51,62	12 678,33

Source : DGCL, ministère de l'Intérieur, de l'Outremer et des Collectivités territoriales.

Sur les 726 communes de 10000 habitants et plus éligibles en 2010, 478 voient leur dotation progresser d'au moins 1,2 % par rapport à celle de 2009 et 361 au-delà de 2,0 %, en raison d'une progression de leur rang ou de leur éligibilité à la « DSU cible » (*cf. infra*). Parmi les 24 communes entrantes, 2 sont éligibles à la « DSU cible » (Vias – 34 – et Aire-sur-la-Lys – 62). Sur les 232 communes bénéficiant d'une évolution de

1,2 % de leur dotation, sans pour autant bénéficier de la « DSU cible », 121 comportent des Zus et/ou ZFU et perçoivent 21,0 % de la masse mise en répartition pour la strate. Sur les 250 communes éligibles à la « DSU cible », 184 comportent des Zus et/ou ZFU (percevant 57,9 % de la masse mise en répartition pour la strate et 87,4 % du montant de « DSU cible » alloué aux communes de plus de 10000 habitants).

2. La loi n° 96-241 du 26 mars 1996 prévoit que la part des bénéficiaires d'allocation logement correspond au nombre de bénéficiaires d'aides au logement, y compris leur conjoint et les personnes à charge vivant habituellement dans leur foyer, sur le nombre total de logements de la commune. Cette majoration induit un rapport parfois supérieur à 100 %. La présente règle vaut également pour les communes de 5000 à 9999 habitants.

66,66 % des communes ont donc bénéficié d'une progression de leur dotation au moins égale à 1,2 % entre 2009 et 2010, contre 65,68 % bénéficiaires d'une progression de 2,0 % en 2009. S'agissant des exercices précédents, 46,01 % des communes avaient obtenu une garantie de progression minimale (GPM) de 1,6 % en 2008 et 52,45 % une GPM de 5,0 % en 2007. En outre, 30,85 % des communes éligibles ont connu une stabilité de leur dotation entre 2009 et 2010.

Les communes de 5 000 à 9 999 habitants

En 2010, 111 communes de 5 000 à moins de 10 000 habitants ont bénéficié des crédits mis en répartition au titre de la DSU, soit 63,65 M€ contre 61,69 M€ en 2009 (soit une augmentation de 3,17 % entre 2009 et 2010).

Le montant réparti au titre de la DSU de droit commun s'élève à 62,74 M€ et celui réparti au titre de la « DSU cible » (*cf. infra*) atteint 0,91 M€.

La dotation moyenne par habitant s'élève cette année, hors garantie, à 84,27 € contre 82,67 € en 2009. La dotation par habitant la plus élevée s'établit à 474,57 € (Behren-lès-Forbach – 57) et la moins élevée à 9,88 € (Gignac – 34).

Parmi ces communes, 5 sont nouvellement éligibles à la DSU dans cette catégorie pour un montant total de 1 032 024 €. En revanche, 6 communes perdent le bénéfice de la DSU dans la catégorie, dont une qui passe sous le seuil des 5 000 habitants. Ces communes perçoivent une « garantie de sortie » pour un montant de 652 559 € (contre 3 649 351 € en 2009).

La composition de l'indice de la première et de la dernière commune éligible à la DSU comparée à l'ensemble des communes de 5 000 à 9 999 habitants est la suivante :

Tableau 2
Composition de l'indice pour les communes de 5 000 à 9 999 habitants

Données 2010	Potentiel financier par habitant (en €)	Part des logements sociaux (en %)	Part des bénéficiaires d'allocation logement ² (en %)	Revenu par habitant (en €)
Première commune éligible (indice le plus élevé)	585,97	74,78	121,87	7 227,61
Dernière commune éligible (indice le plus faible)	701,83	27,18	61,94	11 954,27
Moyenne de l'ensemble des communes de 5 000 à 9 999 habitants	958,03	14,14	39,98	12 637,48

Source : DGCL, ministère de l'Intérieur, de l'Outremer et des Collectivités territoriales.

Sur les 111 communes éligibles en 2010, 20 voient leur dotation augmenter entre 2009 et 2010, soit les 20 communes de la strate éligibles à la

« DSU cible ». 22 des 111 communes éligibles à la DSU, dont 13 des 20 communes éligibles à la « DSU cible », comportent des Zus et/ou ZFU.

Un effort constant de concentration des moyens sur les communes les plus en difficulté

L'article 135 de la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 (« Plan de cohésion sociale ») avait prévu que la DSU bénéficierait, entre 2005 et 2009, d'une augmentation prioritaire de 120 M€ par an, sous réserve que la croissance de la dotation globale

de fonctionnement (DGF) des communes et de leurs groupements soit supérieure d'une année sur l'autre à 500 M€. Dans le cas contraire, une clause de sauvegarde portait la progression de la DSU à 24 % au minimum de l'accroissement de la DGF des communes et de leurs grou-

pements. L'enveloppe de la DSU devait ainsi doubler à l'issue de cette période, par rapport à son montant de 2004.

La DSU a effectivement bénéficié entre 2005 et 2009 d'un abondement supplémentaire. Son montant a d'abord été fixé à 120 M€ par an, avant de s'établir à 70 M€ en 2009. En 2010, à titre dérogatoire, l'abondement annuel supplémentaire de la DSU a été maintenu, son augmentation s'est donc élevée, comme en 2009, à 70 M€.

Il convient cependant de souligner que la différence de progression de l'enveloppe DSU par rapport aux années antérieures, soit 50 M€, est venue financer la dotation de développement urbain (DDU). La création de cette dotation en loi de finances pour 2009 a, en effet, permis de conforter l'atteinte des objectifs de la loi de programmation pour la cohésion sociale. 50 M€ ont effectivement été consacrés en 2009 et en 2010 à cette dotation budgétaire.

Déconcentrée au niveau des préfetures, l'attribution des crédits de la DDU fait l'objet d'une contractualisation entre les communes éligibles, ou l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre dont elles sont membres, s'il est doté de la compétence politique de la ville, et le représentant de l'État dans le département. Les critères d'éligibilité à la DDU se rapprochent très nettement des critères déjà utilisés en matière de DSU. En effet, ne sont susceptibles d'être éligibles à la DDU que les communes réunissant les trois conditions cumulatives suivantes :

- être éligible à la DSU ;
- avoir une proportion de population située en zone urbaine sensible supérieure à 20 % de la population totale de la commune ;
- faire partie du périmètre d'intervention de l'Anru au titre du programme national de rénovation urbaine qui est consacré à la mise en œuvre de conventions pluriannuelles pour les 189 quartiers prioritaires et les 342 quartiers supplémentaires.

Les communes potentiellement bénéficiaires de la DDU sont ensuite classées dans l'ordre décroissant de l'indice synthétique déjà men-

tionné. Cette dotation est versée aux 100 premières communes du classement. Les crédits sont répartis au niveau local sur la base de projets structurants répondant aux objectifs prioritaires fixés par le gouvernement en 2010 (renforcement de la mixité sociale, accès à la connaissance, à la culture et aux nouvelles technologies, accès à l'emploi et à la sécurité des habitants des quartiers populaires).

L'effort total de l'État en faveur des communes les plus en difficulté a donc atteint 120 M€ en 2010, en cumulant les crédits supplémentaires de la DSU et l'enveloppe de la DDU.

Par ailleurs, le coefficient de majoration de l'indice synthétique des ressources et des charges (**encadré Les règles d'éligibilité et de répartition de la DSU**) répond de même à l'objectif d'une concentration des moyens en faveur des communes les plus en difficulté³.

Afin de poursuivre cet objectif, une réforme de la DSU a été engagée en 2009 (article 171 de la loi de finances pour 2009). Le dispositif de répartition retenu depuis lors conduit à une forte concentration de l'attribution de la dotation en faveur des villes les plus en difficulté.

La loi de finances pour 2010 a dès lors reconduit le dispositif de répartition à trois étages instauré en 2009. Tout d'abord, les communes éligibles en 2010 perçoivent une attribution égale à celle de 2009. Ensuite, les communes classées, en fonction de l'indice synthétique de ressources et de charges, dans la première moitié de la strate des communes de 10 000 habitants et plus, soit les 484 premières communes, bénéficient d'une dotation égale à celle de 2009 majorée de 1,2 %. Enfin, les 250 premières communes de la catégorie des communes de 10 000 habitants et plus et les 20 premières communes de la strate des communes de 5 000 à 9 999 habitants bénéficient, en sus de leur attribution de droit commun, d'une « DSU cible ». Celle-ci est répartie entre les deux catégories démographiques au prorata de leur population dans le total des communes bénéficiaires. Ainsi, la progression de la dotation entre l'exercice 2009 et l'exercice 2010, correspondant à cette « DSU cible », a été allouée à un nombre limité de communes.

3. Coefficient de majoration des communes de 10 000 habitants et plus = $2 - 2 \times (\text{rang DSU-CS de la commune} / \text{nombre total des communes de la strate})$. Coefficient de majoration des communes de 5 à 10 000 habitants = $2 - 15 \times (\text{rang DSU-CS de la commune} / \text{nombre total des communes de la strate})$.

La dotation de solidarité urbaine et les quartiers de la politique de la ville

L'article L.2334-15 du code général des collectivités territoriales prévoit que « la dotation de solidarité urbaine a pour objet de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées ». Cette insuffisance des ressources, cumulée à des charges élevées, est évaluée à travers un indice synthétique déjà évoqué, suivant lequel les communes sont classées par ordre décroissant.

Le lien avec la politique de la ville apparaît avec le « coefficient Zus » et le « coefficient ZFU » de cet indice synthétique. L'un des fondements de la politique de la ville est en effet l'identification de quartiers où se concentrent les difficultés économiques et sociales, cela donnant lieu à une géographie prioritaire, précisément en termes de Zus et de ZFU notamment. À travers les coefficients Zus et ZFU intégrés dans le calcul de l'indice synthétique utilisé pour la répartition de la DSU, le nombre d'habitants en Zus et le nombre d'habitants en ZFU pèsent ainsi dans le classement d'une commune comportant des populations en ZFU et/ou en Zus⁴. Le mode d'attribution de la DSU intègre donc bien des éléments définis dans le cadre de la politique de la ville.

En 2010, 373 des 726 communes de plus de 10 000 habitants éligibles à la DSU, soit 51 %, comportent une Zus et/ou une ZFU : 21,75 % de leur population réside en Zus et 8,30 % en ZFU. S'agissant des 110 communes de 5 000 à 9 999 habitants, 37 comportent une Zus (englobant 34,39 % de leur population) et 11 une ZFU (pour 37,07 % de leur population).

Par ailleurs, il est à noter que la notion de « quartier », qui définit le périmètre d'intervention de la politique de la ville, ne se limite pas aux Zus et aux ZFU. Ainsi, par exemple, 751 Zus ont été définies alors que 2 493 quartiers entrent dans le champ de la politique de la ville à travers les contrats urbains de cohésion sociale (Cucs), dont 1 751 quartiers hors Zus.

La réflexion en cours sur la péréquation, qui se poursuivra en 2011, sera l'occasion de se pencher sur la DSU et la relation entre péréquation et politique de la ville.

4. Coefficient Zus = $1 + (2 \times \text{pop Zus}/\text{pop DGF}^*)$. Ce coefficient varie ainsi de 1 à 3 en fonction de la proportion de la population située en Zus. À titre d'exemple, pour une commune comportant 50 % de population en Zus, le coefficient Zus s'élève à $1 + 2 \times 0,5 = 2$. Coefficient ZFU = $1 + \text{pop ZFU}/\text{pop DGF}^*$. Ce coefficient varie ainsi de 1 à 2 en fonction de la proportion de la population située en ZFU. À titre d'exemple, pour une commune comportant 50 % de population en ZFU, le coefficient ZFU s'élève à $1 + 0,5 = 1,5$.

(*) Dotation globale de fonctionnement dont la DSU est une des composantes.





Secrétariat général du Comité interministériel des villes

194 avenue du Président-Wilson 93217 Saint-Denis La Plaine Cedex
Tél. : 01 49 17 46 46. www.ville.gouv.fr